

(1975)

Anthropologie et impérialisme

*Textes choisis et présentés
par Jean COPANS*

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par mon épouse, Diane Brunet, bénévole, guide retraitée du Musée de la Pulperie de Chicoutimi:

Page web dans Les Classiques des sciences sociales :

http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_brunet_diane.html

Courriel : Brunet_diane@hotmail.com

À partir du texte de :

Jean COPANS

Anthropologie et impérialisme. Textes choisis et présentés par Jean Copans.

Paris : François Maspero, Éditeur, 1975, 478 pp. Collection “Bibliothèque d’anthropologie” dirigée par Maurice Godelier.

[Autorisation formelle accordée par M. Jean Copans le 12 décembre 2016 de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales, en libre accès à tous.



Courriel : jean.copans@biomedicale.univ-paris5.fr

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

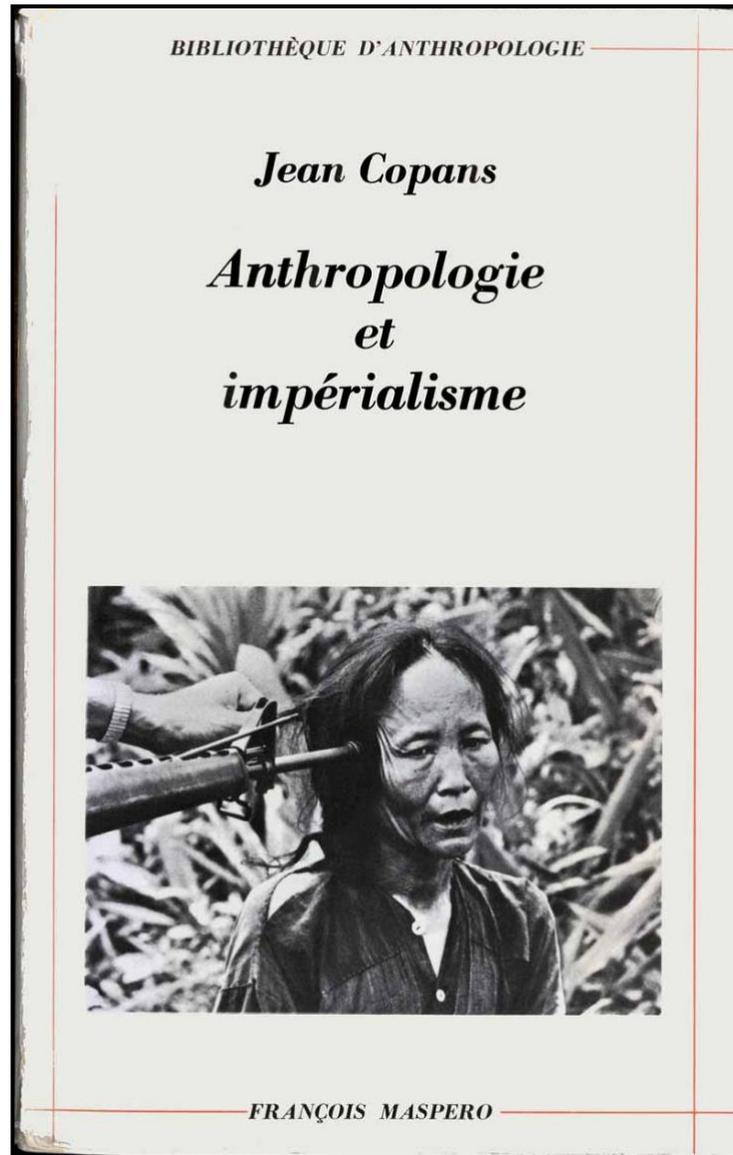
Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

Édition numérique réalisée le 13 janvier 2021 à Chicoutimi, Québec.



Jean COPANS

Anthropologie et impérialisme.
Textes choisis et présentés par Jean Copans.



Paris : François Maspero, Éditeur, 1975, 478 pp. Collection
“Bibliothèque d’anthropologie” dirigée par Maurice Godelier.

Anthropologie et impérialisme.
Textes choisis et présentés par Jean Copans.

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Cette anthologie est un outil de travail et de réflexion. Elle n'est pas le miroir parfait de ce qui a été dit et fait sur ce thème depuis dix ans aux États-Unis et dans le monde entier. Mais, face aux silences et aux compromissions de notre anthropologie, face aux divisions théoriciennes qui guettent l'anthropologie « marxiste » et face à l'irrationalisme philosophico-idéologique des néo-structuralismes et des « ethnocidiens », ces textes montrent que les anthropologues peuvent prendre conscience des problèmes politiques de leur métier et de leur rapport au terrain.

Ces textes ne sont pas de circonstance, même s'ils sont dictés par la conjoncture. L'objet de l'anthropologie — c'est-à-dire les groupes sociaux dits primitifs ou paysans — et le rapport des chercheurs à cet objet relèvent d'un contexte commun : la dépendance impérialiste. L'anthropologie ne peut pas être naïve ou neutre, en servant les pouvoirs ou en les ignorant. En procédant à cette critique historique et politique, les anthropologues sont amenés à transformer leur pratique, à mettre en question les pseudo-valeurs du savoir scientifique et à collaborer avec les populations et les groupes sociaux exploités par le capitalisme et l'impérialisme. Ce sont les premiers éléments de cette nouvelle stratégie que l'on trouvera

Jean Copans est chef de travaux à la VI^e section de l'École pratique des hautes études. Il est le secrétaire général du Centre d'études africaines. Avec Marc Augé, il dirige aux éditions Maspero la collection « Dossiers africains ».

Bibliothèque d'Anthropologie dirigée par Maurice Godelier
François Maspero, 1, place Paul-Painlevé, Paris V^e

DU MÊME AUTEUR
chez le même éditeur

Critiques et politiques de l'anthropologie (collection Dossiers
africains), 1974.

Anthropologie et impérialisme

Textes choisis et présentés par Jean Copans

FRANÇOIS MASPERO

1, place Paul-Painlevé, V

PARIS

1975

Photo de couverture

John Schneider, Associated Press

BIBLIOTHÈQUE D'ANTHROPOLOGIE

dirigée par
Maurice Godelier

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[477]

Anthropologie et impérialisme.
Textes choisis et présentés par Jean Copans.

Table des matières

[Présentation](#) [7]

Bibliographie sélective [11]

I. [Une crise américaine](#) [15]

1. Kathleen Gough, “[Des propositions nouvelles pour les anthropologues.](#)” [17]
[Le débat](#) [36]
Kathleen Gough, [Une réponse](#) [48]
2. Eric R. Wolf et Joseph G. Jorgensen, “[L’anthropologie sur le sentier de la guerre en Thaïlande.](#)” [61]
Eric R. Wolf et Joseph G. Jorgensen, “[Réponse aux lettres de G. M. Foster, P. Hinton, et A. J. F. Köbben.](#)” [86]
3. Joseph G. Jorgensen, “[Morale et anthropologie.](#)” [95]
Delmos J. Jones, “[La responsabilité sociale et la croyance en la recherche fondamentale. Le cas de la Thaïlande.](#)” [136]
Joseph G. Jorgensen, [Réponse](#) (extraits) [148]
4. Africa Research Group, “[Les études africaines en Amérique : la famille étendue. Une analyse tribale des africanistes américains. Qui ils sont. Comment les combattre](#)” [155]
[Documents](#) [204]

[478]

5. North American Congress on Latin America, “[La guerre secrète. Le rôle des études latino-américaines.](#)” [213]
[Documents](#) [261]

II. Un débat international [263]

6. Bernard Magubane, “Un regard critique sur les critères utilisés dans l'étude des changements sociaux en Afrique coloniale.” [265]
Oladejo O. Okediji, Commentaire [282]
Bernard Magubane, Réponse [289]
7. Alfredo Margarido, “Le colonialisme portugais et l'anthropologie.” [307]
8. W. F. Wertheim, “La recherche contre-insurrectionnelle à l'aube du XX^e siècle. Snouck Hurgronje et la guerre d'Atchin.” [345]
9. Robert Buijtenhuijs, “Comment vaincre les Mau Mau. Quelques observations sur la recherche contre-insurrectionnelle au Kenya pendant l'état d'urgence.” [359]
10. Stefano Varese, “Les communautés tribales de la forêt dans la nouvelle politique péruvienne.” [375]
11. Rodolfo Stavenhagen, “Comment décoloniser les sciences sociales appliquées.” [405]
Guillermo Bonfil Batalla, Commentaire [431]
A. G. Frank, Commentaire [434]
Rodolfo Stavenhagen, Réponse [437]
12. « Groupe du vendredi » [441]
 - I. À propos de l'anthropologie militante [441]
 - II. L'anthropologie militante : quelques problèmes et les priorités [449]
13. Robert Buijtenhuijs, “L'anthropologie révolutionnaire, comment faire ?” [457]
14. Sioney Mintz, “Le rouge et le noir.” [463]

Annexe. Informations sur les luttes politiques contre l'ethnocide.” [471]

[6]

[7]

Anthropologie et impérialisme.
Textes choisis et présentés par Jean Copans.

PRÉSENTATION

[Retour à la table des matières](#)

Cet ouvrage est un projet ancien. Lorsque je pris connaissance pour la première fois du texte de K. Gough, *Anthropology and Imperialism*, à la fin de 1968, je m'aperçus que ce que certains pensaient confusément ou tout bas se disait clairement et tout haut ailleurs. L'écho de Mai 1968 réfracté par une première expérience de terrain (et du Mai 1968 sénégalais) donnait à ce texte un sens fort. Il avait valeur pratique de manifeste. Non que les idées exprimées fussent originales. Ce qui comptait c'était leur formulation — et leur discussion — publique.

Nous étions en France (et nous le sommes toujours dans une certaine mesure) attrapés au piège des renouveaux conjoints du marxisme et de l'anthropologie. Mais l'effort conceptuel me semblait marquer une partie de ses effets dans la mesure où les problèmes de l'objet de l'anthropologie étaient passés sous silence. L'objet — c'est-à-dire les groupes sociaux « primitifs », « paysans » — et le rapport des « chercheurs » à cet objet relevaient d'un contexte commun : la dépendance impérialiste. L'anthropologie ne pouvait plus être naïve ou neutre : en servant les pouvoirs — ou en les ignorant. Dans notre rapport méthodologique au terrain lui-même — l'observation participante, l'objectivité — les contraintes quotidiennes se reformulaient en contraintes politiques. Une certaine anthropologie, au qualificatif d'appliquée, ne faisait qu'ajouter du cynisme à la chose.

[8]

En fait il fallait modestement commencer par balayer devant notre porte. Le texte de K. Gough n'était que la pointe immergée d'un iceberg

aux contours inconnus. Un premier dossier en suscita un second ¹ mais sans trop de réactions françaises : le courant « ethnocidien » se plaçant délibérément en marge de cette problématique et concevant, à tort, ces interventions comme des complots. D'où l'idée d'un recueil qui : a) donnerait en exemple ce qui se discutait sur l'ensemble des problèmes des rapports passés et actuels de l'anthropologie et de l'impérialisme ; b) susciterait une prise de conscience voire des actions. J'ai expliqué ailleurs mes positions et mes conclusions provisoires ². Ce recueil est une sélection des matériaux sur lesquels j'ai travaillé. Sa parution est toutefois plus nécessaire que jamais. Car ces textes ne sont pas de circonstance, même s'ils sont dictés par la conjoncture. La diversité des débats et des écrits m'ont conduit à choisir les plus significatifs de ceux qui étaient parvenus à ma connaissance. La bibliographie — essentiellement américaine — est assez fournie aujourd'hui sans parler des textes ronéotés ou provisoires dont on peut parfois trouver l'écho ici ou là dans des lettres ou des séminaires.

J'avais prévu de présenter l'ensemble de cette littérature et de porter un jugement analytique sur ces propos. Pour des raisons diverses (et notamment de taille du recueil) j'ai dû provisoirement surseoir à une étude de ce genre ³. Mais les textes de cette anthologie — sans former un tout homogène — signalent néanmoins les grands axes des questions en suspens, des problématiques à construire. Il est certain que les auteurs eux-mêmes ne partagent pas le même point de vue et qu'ils n'envisagent pas les mêmes solutions. Un Américain ou un Anglais n'aurait pas construit son choix de la même façon ⁴.

Cette anthologie est donc un outil de travail, un outil de réflexion. Elle n'est pas le miroir parfait de ce qui a été dit et fait sur ce thème depuis dix ans aux U.S.A. et dans le monde [9] entier. Ces textes ont cependant pour moi l'immense mérite d'exister. Face aux silences et aux compromissions de notre anthropologie, face aux déviations théoriciennes qui guettent l'anthropologie « marxiste » et face à

¹ « Anthropologie et impérialisme », *Les temps modernes*, décembre 1970-janvier 1971, n^{os} 293-294 et juillet 1971, n^{os} 299-300.

² J. COPANS, *Critiques et politiques de l'anthropologie*, Maspero, Paris, 1974.

³ À paraître dans un recueil d'articles sur la crise de l'anthropologie mondiale.

⁴ Voir par exemple le style et le contenu de l'ouvrage de D. HYMES (éd.), *Reinventing anthropology*, Pantheon Books, New York, 1973, et de T. ASAD (éd.), *Anthropology and the Colonial Encounter*, Ithaca Press, Londres, 1973.

l'irrationalisme philosophico-idéologique des néo-structuralismes et des « ethnocidiens », ils montrent que les anthropologues peuvent prendre conscience des problèmes politiques de leur métier et de leur rapport au terrain. Que cette appréhension soit maladroite, parfois idéaliste ou schématique, sans contrepartie théorique dans l'analyse sociale elle-même, c'est souvent l'évidence ⁵.

Mais ne jugeons pas ce qui se dit hors de France par la seule « avant-garde » de l'anthropologie américaine. Des chercheurs hollandais, latino-américains confirment de leur côté l'actualité fondamentale de cette préoccupation. Certains anthropologues français sont passés à l'action à travers la constitution du Comité Information Sahel ⁶. Mais cette action politique portant sur un problème général n'est qu'un des éléments de la stratégie qui vise à la disparition de l'anthropologue ⁷. Tout simplement parce que nous sommes une minorité et que l'idéologie dominante détermine encore massivement le contenu des cursus et le rapport au terrain. K. Gough, E. Wolf, J. Jorgensen, l'Africa Research Group, le North American Congress for Latin America montrent que la lutte « interne » est inévitable et nécessaire.

Je souhaite que ces textes nous rappellent tous à l'ordre, qu'ils démystifient les impasses de l'idéologie élitiste et primitiviste qui menacent la pratique anthropologique actuelle. Non pour sauver celle-ci qui peut mourir (ou vivre) de sa belle mort. Mais pour ceux que F. Fanon appelait les damnés de la terre et qui ont le droit — et le devoir — de détruire la dépendance impérialiste, dont l'anthropologie est — qu'on le veuille ou non — le supplément d'âme. Et pour que nous les y aidions — sans mauvaise conscience mais avec efficacité — avec les armes qui sont les nôtres ⁸.

⁵ Cf. nos remarques sur l'anthropologie américaine radicale telle qu'elle apparaît dans l'anthologie de D. HYMES, in *American Scientist*, nov.-déc. 1973, vol. 61(6), p. 736.

⁶ Cf. *Qui se nourrit de la famine ?*, Maspero, Paris, 1974.

⁷ Cf. Critiques et politiques de l'anthropologie, *op. cit.*, p. 16-20, 35-36.

⁸ On pourra me reprocher l'absence d'étude sur des cas français. C'est qu'il y en a fort peu. La bibliographie qui suit le montre bien. Je me contenterai d'évoquer des informations pour une recherche possible sur le thème : sciences sociales et guerres coloniales. Ainsi, pour l'Algérie, les libéraux au service du développement économique et de la planification sociale (du Plan de Constantine ou d'avant) comme G. Tillion, P. Bourdieu, Y. Gousault, J.

[10]

*

Je tiens à remercier ici tous ceux qui ont participé d'une façon ou d'une autre à l'élaboration de ce livre et dont les réflexions, les lettres ou les textes m'ont encouragé. Parmi ceux dont j'ai finalement retenu les textes, je tiens à remercier tout particulièrement A. G. Frank, qui m'a permis d'élargir le cercle de mes correspondants et R. Buijtenhuijs, qui a suivi ce débat dès le début et m'a mis au fait des discussions en cours en Hollande. G. Gjessing, S. Mintz, R. Stavenhagen, S. Varèse, W. Wertheim ont discuté oralement ou par écrit du projet lui-même. Enfin A. Margarido a bien voulu aborder un sujet encore mal connu — et des plus importants —, celui des rapports entre le pouvoir colonial portugais et l'anthropologie. Malheureusement je n'ai pu retenir tous les textes plus ou moins sollicités ou parvenus personnellement. Je regrette notamment d'avoir eu à laisser de côté les articles de K. Honda, G. Huizer, M. Kowalewski et P. Worsley.

K. Miyaji m'a très gentiment renseigné de façon détaillée sur l'état des débats au Japon. B. Lelong, traducteur de S. Varèse, m'a permis de mieux connaître ses autres écrits et de disposer d'une vision politique du problème indien en Amérique latine. Enfin D. Hymes, en me permettant de prendre une connaissance immédiate de son anthologie, m'a confirmé dans la nécessité de ce projet.

Trois associations ont suivi de près ou de loin ce choix de textes : l'A.R.G., le N.A.C.L.A. et l'I.W.G.I.A.⁹ Je remercie leurs responsables de m'avoir autorisé à publier des textes rédigés ou distribués sous leur égide. Enfin je remercie les revues qui ont bien voulu donner leur

Bugnicourt, rejoignent l'extrême droite de J. Soustelle (« Ce que la recherche scientifique peut faire pour l'Algérie française », *Revue politique*, 1956, n° 45) et de J. Servier : il y a une façon subtile de parler des effets de la guerre sans parler de ses causes réelles. Quant au Tchad, J. Pouillon (répondant pour R. Jaulin et lui-même) était fort évasif dans son commentaire de ma question : « Qu'en pensent les anthropologues qui travaillent au Tchad ? » (Cf. *Les Temps modernes*, décembre 1970-janvier 1971, n° 293-294, p. 1189-1200). Voir aussi le cas cité par le président Tombalbaye dans son interview au *Monde* du 22 novembre 1974.

⁹ International Work Group for Indigenous Affairs — Cf. en annexe, ci-dessous, p. 471 et s.

accord à la publication en français de textes parus dans leurs numéros ¹⁰.

[11]

L'ouvrage est composé de deux parties. La première, intitulée la crise américaine, est entièrement consacrée à des débats ou à des textes publiés aux USA. Ces articles portent essentiellement sur la critique du fonctionnement institutionnel de la discipline et sur la signification des implications théoriques, idéologiques et morales du travail de terrain dans le contexte impérialiste. La seconde élargit la perspective aux plans géographiques et thématiques : la situation latino-américaine, des études de cas (historiques ou ethnologiques), des critiques conceptuelles ou épistémologiques. Chaque texte est précédé d'une très courte introduction et des références bibliographiques du débat dont il a pu faire l'objet, ou des interventions dont il fait partie. Enfin on trouvera ci-après une bibliographie des titres les plus importants qui méritent d'être consultés.

Jean COPANS

18 décembre 1974

P.S. — Dans son ouvrage récent *{Fétiches sans fétichisme*, Maspero, 1975), J. Pouillon est très clair sur la profession réelle des seuls Français admis à travailler dans les régions du Nord et du Centre-Est du Tchad (« militaires et fonctionnaires "politiques" », p. 290-291) et sur le refus d'y faire de l'ethnologie dans ces conditions.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

APPELL G.N., *Basic Issues in the Dilemmas and Ethical Conflicts in Anthropological Inquiry*, M.S.S. Modular Publications Inc., New York, Module 19, 1974, p. 1-28 (50 références bibliographiques).

BARTH F., « On responsibility and humanity : calling a colleague to account », *Current Anthropology*, mars 1974, vol. 15, n° 1 (à

¹⁰ .Current Anthropology, Human Organization, New York Review of Books, Sociologische Gids, Les Temps modernes.

propos de l'attitude de C. Turnbull vis-à-vis des Hiks dans Un peuple de fauves, Stock, 1974).

BEALS R. L., *Politics of Social Research* an inquiry into the ethics and responsabilises of social scientists, Aldine, Chicago, 1969.

CONDOMINAS C, « Ethics and Comfort — An ethnographer's view of his profession », *American Anthropological Association — Distinguished Lecture — Annual Report 1972*, avril 1973, p. 1-17.

CONDOMINAS C, *Notes sur la situation actuelle de l'anthropologie dans le tiers monde* (Association of Social Anthropologists' Decennial Conference : « New directions in Social Anthropology », Oxford, juillet 1973).

[12]

GALTUNG G., « Scientific Colonialism », *Transition*, n° 30, 1967.

HENRY F., « The role of the fieldworker in an explosive political situation » (avec des commentaires de J. A. Barnes, H. Befu, P. C. Gutkind, A. Weingrod, N. Witten), *Current Anthropology*, décembre 1966, vol. 7, n° 5, p. 552-559.

JORGENSEN J. G., LEE R. B., « *The New Native Resistance : Indigenous Peoples' struggles and the Responsibilities of Scholars* », M.S.S. Modular Publications, New York, Module 6, 1974, p. 1-40 (comprend une importante liste de mouvements de libération nationale et de groupes de soutien).

KUPER A., *Anthropology and Anthropologists — The British School 1922-1972*, Allen Lane, 1973 (notamment le chapitre 4, « Anthropology and Colonialism », p. 123-149).

LECLERC G., *Anthropologie et Colonialisme*, Fayard, 1972.

LEWIS D., « Anthropology and Colonialism » (avec des commentaires de : X. Albo, G. Berthoud, D. Brokensha, E. Bruner, R. Frucht, H. Fuchs, J. Junkova, G. Kushner, K. Nakhleh, X. Okojie, M. Owusu, R. Raczynski, H. Reynolds, T. Sofue, M. Stuchlik, A. Vidich, R. von Gizycki et une centaine de références bibliographiques), *Current Anthropology*, décembre 1973, vol. 14, n° 5, p. 581-602.

Ouvrages collectifs

ASAD T. (éd.), *Anthropology and the Colonial Encounter*, Ithaca Press, Londres, 1973

Le meilleur ouvrage actuel sur la question. Je reproduis ici sa table des matières :

Talal ASAD, *Introduction*

Peter FORSTER, *A Review of the New Left Critique of Social Anthropology*.

Wendy JAMES, *The Anthropologist as reluctant Imperialist*.

Stephan FEUCHTWANG, *The Discipline and its Sponsors*.

Talal ASAD, *TWO European Images of Non-European Rule*.

Helen LACKNER, *Colonial Administration and Social Anthropology : Eastern Nigeria 1920-1940*

James FARIS, *Pax Britannica and the Sudan : S. F. Nadel*.

Richard BROWN, *Anthropology and Colonial Rule : Godfrey*

Wilson and the Rhodes-Livingstone Institute, Northern Rhodesia.

John CLAMMER, *Colonialism and the Perception of Tradition in Fiji*.

Roger OWEN, *Imperial Policy and Theories of Social Change : Sir Alfred Lyall in India*.

Roy WILLIS, *An Indigenous Critique of Colonialism : The Fipa of Tanzania*.

Abdel GHAFAR M. AHMED, *Some Remarks from the Third World on Anthropology and Colonialism : the Sudan*.

Philip MARFLEET, *Bibliographical Notes on the Debate*.

HOROWITZ I.L. (éd.), *The Rise and Fall of Project Camelot. Studies in the relationship between social science and practical politics*, M.I.T. Press, 1967

[13]

Le dossier du premier grand scandale américain. Comprend notamment les contributions suivantes :

Irving Louis HOROWITZ, *The Rise and Fall of Project Camelot*. Marshall SAHLINS, *The Established Order : Do Not Fold, Spindler, or Mutilate*.

Kalman H. SILVERT, *American Academie Ethics and Social Research Abroad : The Lesson of Project Camelot*.

Ithiel de SOLA POOL, *The Necessity for Social Scientists Doing Research for Governments.*

Johan GALTUNG, *After Camelot.*

Robert A. NISBET, *Project Camelot and the Science of Man.*

Irving Louis HOROWITZ, *Social Science and Public Policy : Implications of Modern Research.*

HYMES D. (éd.), *Reinventing Anthropology*, Pantheon Books, New York, 1973.

Anthologie significative de l'état actuel des orientations et préoccupations des anthropologues « radicaux » des U.S.A. Comprend notamment les contributions suivantes et près de 650 références bibliographiques :

Dell HYMES, *The Use of Anthropology : Critical, Political, Personal.*

Gerald D. BERREMAN, « *Bringing It All Back Home* » : *Malaise in Anthropology.*

William S. WILLIS Jr., *Skeletons in the Anthropological Closet.* John F. SZWED, *An American Anthropological Dilemma : The Politics of Afro-American Culture.*

Mina Davis CAULFIELD, *Culture and Imperialism : Proposing a New Dialectic.*

Richard O. CLEMMER, *Resistance and the Revitalization of Anthropologists : A New Perspective on Cultural Change and Resistance.*

Eric R. WOLF, *American Anthropologists and American Society.* Kenneth HALE, *Some Questions About Anthropological Linguistics : The Rôle of Native Knowledge.* Stanley DIAMOND, *Anthropology in Question.* Bob SCHOLTE, *Toward a Reflexive and Critical Anthropology.*

MONIOT H. (sous la direction de), *Orientalismes, Africanismes, Américanismes : Colloque 9-11 mai 1974 - Paris VII.*

La première discussion collective en France qui ait abordé avec des études de cas le rapport anthropologie-impérialisme, textes encore sous forme provisoire. Comprend notamment les contributions suivantes :

A. BATHILY, *AUX origines de l'africanisme: le rôle et l'œuvre ethno-historique de Faldherbe dans la conquête française du Sénégal*

G. BOUDAREL, *Usages de l'ethnographie dans la guerre du Vietnam.*

F. COLONNA, C. BRAHIMI, *En Algérie, l'ethnologie inspiratrice de la politique coloniale, la colonisation inspiratrice des études préhistoriques.*

C. VIDAL, *Les Derniers Indiens dans les premiers numéros de « American Anthropologist ».*

[14]

[15]

Anthropologie et impérialisme.
Textes choisis et présentés par Jean Copans.

Première partie

UNE CRISE AMÉRICAINNE

[Retour à la table des matières](#)

[16]

[17]

Première partie.
UNE CRISE AMÉRICAINE.

1

“Des propositions nouvelles
pour les anthropologues.”

KATHLEEN Gough

[Retour à la table des matières](#)

Le symposium « Les Responsabilités sociales de l'anthropologie », organisé par la revue Current Anthropology, n'est pas la première manifestation publique de la crise idéologique et professionnelle qui secoue l'anthropologie américaine (et même mondiale vu la nationalité des participants). Mais son ampleur (32 participants), la réputation de la publication et la qualité des textes en discussion lui ont assuré une répercussion considérable. Et par la suite la plupart des discussions ou publications portant sur les responsabilités sociales (idéologiques, politiques et scientifiques) des anthropologues y font référence. Malgré l'ancienneté relative des premiers textes (début 1967) on y trouve l'essentiel des grands problèmes et des positions en jeu. L'intérêt de ce débat provient pour une bonne part, à notre avis, des textes stimulants, bien que parfois schématiques, de K. Gough.

On trouvera ici la traduction intégrale de l'article de cette dernière ainsi qu'un résumé des articles de G. D. Berreman et G. Gjessing qui introduisaient aussi au débat. Nous présentons ensuite un résumé de la première série de commentaires et la traduction complète de la réponse de K. Gough.

[18]

RÉFÉRENCES

Social Responsibilities Symposium

a) Gerald D. BERREMAN, « Is Anthropology alive ? Social Responsibility in Social Anthropology ».

Gutorm GJESSING, « The Social Responsibility of the Social Scientist ».

Kathleen GOUGH, « New Proposals for anthropologists ».

Commentaires : O. Akhmanova ; R. Beals ; P. M. Butler ; D. Cazès ; E. Cohen ; R. Cresswell ; A. Gunder Frank ; J. Gulick ; T. Kawa-bata ; L. S. Kleyn ; D. Levine ; I. M. Lewis ; T. Mac Corkle ; B. MacLachlan ; F. C. Madigan ; T. Maloney ; O. von Mering ; R. Mukherjee ; E. Nurge ; S. H. Posinsky ; C. A. Richards ; W. Rudolph ; H. Siverts ; P. Skalnik.

Réponses : G. D. Berreman ; G. Gjessing ; K. Gough.

Current Anthropology, 1968, vol. IX, n° 5, p. 391-435.

b) *Commentaires* : H. P. Duerr ; R. Gruhn ; F. C. Madigan ; K. Paddayya ; H. K. Schneider.

Réponse : G. Gjessing.

Current Anthropology, 1970, vol. XI, n° 1, p. 72-79.

c) *Commentaire* : A. J. F. Köbben.

Réponses : G.D. Berreman ; G. Gjessing ; K Gough.

Current Anthropology, 1971, vol. XII, n° 1, p. 83-87.

G. D. BERREMAN, « Not so innocent abroad », *The Nation*, 10 novembre 1970, vol. 209, n° 16.

G. D. BERREMAN, « A Brahmanical View of Caste : Louis Dumont's Homo Hierarchicus », *Contributions to Indian Sociology*, n° 5, 1972, p. 18-25.

G.D. BERREMAN, « Self, Situation and Escape from Stigmatized Ethnic Identity », *Yearbook of the Ethnographic Museum*, Oslo Universitets Forloget, 1973

G.D. BERREMAN, « Ethics, Responsibility and the Funding of Asian Research », *Journal of Asian Studies*, 1971, 30, n° 2, p. 390-399.

[19]

La première version de cette communication * s'adressait à un public d'anthropologues des États-Unis où j'ai enseigné et fait de la recherche pendant les douze dernières années ¹¹ Certains des problèmes soulevés dans ce texte concernent, bien que parfois de façon moins directe, les anthropologues des autres nations industrielles d'Europe occidentale, d'Amérique du Nord, d'Australie et de Nouvelle-Zélande. Les événements internationaux auxquels je fais allusion posent également, sans aucun doute, des problèmes aux anthropologues qui sont nés et qui résident dans les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique où se poursuivent un grand nombre de recherches anthropologiques. Je serai donc particulièrement heureuse si cette communication pouvait pousser certains de ces anthropologues à exprimer leur opinion à propos de ces événements et de la façon dont ils influencent leur travail.

[20]

Récemment un certain nombre d'anthropologues et d'étudiants se sont plaints du fait que l'anthropologie culturelle et sociale n'arrivait pas à aborder les problèmes significatifs du monde moderne. Puisque j'ai défendu ce point de vue pendant un temps, je voudrais essayer de faire le point de ma position actuelle et compléter cette réflexion par

* Une première version de cette communication a été présentée aux réunions de la *Southwestern Anthropological Association* à San Francisco en mars 1967. Elle a été diffusée sur la chaîne de radio K.P.F.A. et publiée par la suite dans *The Economic and Political Weekly* (Bombay) du 9 septembre 1967. Des extraits ont été publiés dans un autre article intitulé « Révolution mondiale et science de l'homme » paru dans *The Dissenting Academy*, édité par Théodore Roszak, Panthéon Books, 1967, p. 135-158. Enfin sous le titre de « Anthropology and Imperialism » cet article est paru dans *Monthly Review*, avril 1968, vol. 19, n° 11, p. 12-27.

¹¹ Mon mari David F. Aberle et moi-même avons quitté les U.S.A. en 1967 pour vivre et travailler au Canada. Nous avons agi ainsi en partie à cause des problèmes généraux dont je parle dans cet article. De façon plus immédiate nous refusions que les notes attribuées à nos étudiants puissent être utilisées par les conseils de révision comme un critère, pour les envoyer ou non faire leur service militaire au Vietnam. Je cite ceci comme un exemple, qui concerne l'objet de cet article et montre comment les objectifs spécifiques du travail intellectuel sont transformés par les politiques militaires et nationalistes. Cf. ci-dessous, note 9.

quelques propositions. Comme il s'agit là d'un point de départ nouveau, j'espère que l'on excusera mon ton à la fois affirmatif et polémique.

L'anthropologie est fille de l'impérialisme occidental. Ses origines proviennent des conceptions humanistes du siècle des lumières, mais c'est au cours des dernières décennies du XIX^e siècle et des premières décennies du XX^e qu'elle s'est constituée en tant que discipline universitaire et science moderne. C'était la période pendant laquelle les nations occidentales faisaient un dernier effort en vue de soumettre presque tout le monde non industriel et non occidental à leur contrôle politique et économique.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale la plupart de nos travaux se déroulaient dans des sociétés qui avaient été conquises par nos gouvernements. Nous tendions à accepter le cadre impérialiste comme un état de fait, en partie parce que nous étions influencés par les idées dominantes de notre époque et en partie parce qu'il y avait à cette époque peu de choses que nous puissions faire pour démanteler les empires. Malgré une certaine croyance en l'indépendance des sciences sociales à l'égard de tout système de valeurs, les anthropologues semblent tout simplement avoir joué à cette époque le même rôle que les libéraux blancs, parfois même que les libéraux blancs réformistes dans d'autres domaines de notre société. Les anthropologues avaient un statut social supérieur à celui de leurs informateurs ; ils appartenaient habituellement à la race dominante et ils étaient protégés par la loi impériale ; pourtant, en vivant étroitement avec les populations indigènes, ils essayaient de prendre leurs responsabilités et de les protéger contre les pires formes de l'exploitation impérialiste. Des relations étroites se développèrent entre les anthropologues et le gouvernement ou les divers organismes privés qui les finançaient et les protégeaient. Des relations étroites d'un autre genre se nouèrent entre les anthropologues et les gens dont ils étudiaient les institutions. L'anthropologie appliquée prit naissance et se développa comme un genre d'assistance sociale et de développement communautaire pour non-blancs, dont l'avenir était conçu en termes d'éducation progressive et d'amélioration de conditions, qui en [21] fait étaient en grande partie le fruit de la conquête occidentale.

Depuis la Seconde Guerre mondiale une nouvelle situation s'est développée. Il y a environ 2 milliards 352 millions d'habitants

aujourd'hui dans les pays sous-développés ¹². Environ 773 millions d'entre eux, c'est-à-dire un tiers, ont déjà quitté la sphère de l'impérialisme occidental en accomplissant leur révolution et forment les nouveaux États socialistes de la Chine, de la Mongolie, de la Corée du Nord, du Vietnam du Nord et de Cuba. Quelles que soient les difficultés et les contradictions de leur situation actuelle, ces pays sont au-delà de la domination des puissances capitalistes et marchent maintenant par leurs propres moyens. À cause de la guerre froide (et, dans le cas du Vietnam, de la guerre chaude) les anthropologues américains n'ont pas pu étudier ces sociétés directement et ils ont peu comparé leurs économies ou leurs structures communautaires avec celles des nations sous-développées aux économies capitalistes ou « mixtes ». Lorsque des Américains étudient les sociétés socialistes, je pense que considérer le « communisme » et surtout le communisme révolutionnaire comme « mauvais » et non viable produit inévitablement des distorsions et de la théorie et des faits ¹³. Tout en tenant compte des difficultés à obtenir des informations sérieuses, je crois que des études plus objectives pour aient être menées si l'on portait une plus grande attention aux travaux de quelques chercheurs occidentaux qui ont vécu dans ces pays, comme par exemple Owen Lattimore (1962), Joan Robinson (1958, 1964), Jan Myrdal (1965) et David et Isabel Crook (1959, 1966). En plus de ces sources de première main sur les nations socialistes, il y a aussi, bien sûr, les écrits des journalistes occidentaux et des autres spécialistes qui ont vécu dans ces nouveaux pays socialistes ou qui les ont [22] parcourus depuis leur

¹² J'utilise le terme de « sous-développé » pour parler des sociétés qui possèdent ou ont possédé encore récemment les caractéristiques propres à une structure économique qui résulte de plusieurs dizaines d'années ou de siècles de domination ouverte ou camouflée par les pays industriels et capitalistes occidentaux. J'ai inclus dans cette catégorie tous les pays et les colonies d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie à l'exception du Japon. Ces chiffres et les suivants sont tirés des totaux des Nations Unies pour 1961, tels qu'on les trouve dans l'Annuaire mondial de 1967. Pour plus de précisions sur les caractéristiques générales des économies sous-développées, se reporter à Gunnar MYRDAL, 1956, chap. XI, XII et XIII ; Paul A. BARAN, 1957 ; A.G. FRANK, 1966, 1967a. Les noms et dates renvoient à la bibliographie en fin d'article.

¹³ Il y a bien sûr d'importantes exceptions à cette affirmation, entre autres par exemple, Franz Schurmann, 1966.

révolution. Ainsi nous avons les exemples de René Dumont (1961, 1962), de Stuart et Roma Gelder (1964), de Félix Greene (1961, 1964, 1965), d'Edgar Snow (1962), de William Hinton (1966), de Han Suyin (1965, 1966, 1967), d'Anna Louise Strong (1962, 1964), de Wilfred Burchett (1963, 1965, 1966), de Charles Taylor (1966) et de bien d'autres. La plupart de ces auteurs sont favorables aux nouveaux socialismes, mais aux États-Unis on les néglige ou on se moque de la plupart d'entre eux. Cependant, les anthropologues américains n'ont aucun scrupule à employer les récits de voyageurs pour préciser leur connaissance des sociétés non occidentales entre le quinzième et le dix-huitième siècle, malgré les défauts ou l'origine missionnaire d'un certain nombre de ces documents. Il est évident que l'on ne rejette pas ces études sous le prétexte que les auteurs étaient favorables aux pays qu'ils visitaient. Il n'y a donc aucune raison pour que les anthropologues n'emploient pas les mêmes critères d'objectivité à l'égard des écrivains modernes qui aujourd'hui admirent la Chine ou d'autres pays socialistes.

Il reste à peu près 1 milliard 579 millions, soit 67% du total, dans les pays non occidentaux à économie capitaliste ou « mixte ». 49 millions d'entre eux, soit 2% du total, habitent des sociétés coloniales plus ou moins classiques comme l'Afrique du Sud, le Mozambique ou l'Angola, dirigées par des petites élites blanches originaires de la « mère patrie » ou bien coupées de celle-ci et implantées comme colons. A peu près 511 millions, soit 22% du total, habitent ce que l'on peut considérer comme des États satellites ou clients.

Les plus grands de ces États, qui ont une population supérieure à 5 millions d'habitants, sont la Colombie, l'Argentine, le Pérou, le Brésil, l'Équateur, le Chili, le Venezuela, les Philippines, le Sud-Vietnam, la Corée du Sud, la Thaïlande, Formose, la Malaisie, le Congo, le Nigeria, l'Iran, l'Arabie séoudite, le Cameroun et la Turquie. Cette liste est très approximative car le néo-impérialisme moderne varie en intensité. Certains y ajoutent le Mexique et le Pakistan, ce qui fait un total de 657 millions d'habitants, soit 28% de la population du tiers monde. Dans tous ces États clients, il y a des gouvernements locaux, mais ceux-ci sont tellement liés par l'aide militaire et économique occidentale et par les investissements privés, qu'ils ont peu d'autonomie. La plupart de ces gouvernements sont opposés aux réformes sociales et ils s'écrouleraient probablement si l'aide occidentale venait à disparaître. À peu près 318

millions [23] de ces habitants, soit 14% du total, vivent dans des pays contrôlés par les États-Unis, que ce soit en Amérique latine — la réserve traditionnelle du capital américain — ou dans la frange qui entoure la Chine et où les États-Unis ont mis sur pied des régimes satellites afin d'essayer d'étouffer l'extension du socialisme révolutionnaire. Si l'on y inclut le Pakistan et le Mexique, les États clients des États-Unis forment 20% de la population totale du tiers monde.

Finalement il reste 873 millions d'habitants, soit 37% du total, qui vivent dans des nations que l'on considère habituellement à l'Ouest comme relativement indépendantes, avec des gouvernements comprenant des leaders nationalistes et populaires. La plupart de ces leaders ont dirigé des luttes nationalistes contre le colonialisme européen il y a dix ou vingt ans et certains ont même mené des guerres de libération nationale. Les gouvernements de la plupart des États clients sont au contraire le résultat direct ou indirect de coups d'État militaires en partie inspirés par l'Occident. La plupart des nations indépendantes du tiers monde se considèrent elles-mêmes comme politiquement neutralistes et, en un sens, comme socialistes ou du moins comme aspirant à le devenir. Peter Worsley (1964) appelle ces gouvernements « populistes » parce que leur soutien provient de plusieurs classes. Il y a un secteur public dans l'économie, on insiste sur l'idée d'une planification nationale, mais il y a aussi un secteur privé très important dominé par le capital étranger. Les plus importants de ces États, qui ont une population de plus de 5 millions d'habitants, sont l'Inde, la Birmanie, le Cambodge, Ceylan, l'Indonésie, l'Afghanistan, le Népal, la Syrie, l'Irak, le Yémen, la République arabe unie, l'Algérie, le Maroc, le Kenya, la Tanzanie, le Soudan, l'Éthiopie, l'Ouganda et le Ghana.

Pendant les années cinquante, beaucoup d'anthropologues libéraux, et même d'autres, espéraient que ces nations neutralistes formeraient un tiers monde puissant qui pourrait agir indépendamment des puissances occidentales ou communistes. Je pense que cet espoir a diminué au cours des années soixante et qu'il a pratiquement disparu aujourd'hui, essentiellement à cause de l'expansion du capital américain et de sa puissance militaire, du refus des nations européennes de lâcher leurs places fortes économiques et de l'incapacité d'un grand nombre de ces nouveaux gouvernements à améliorer les conditions de vie de leurs peuples. Au moins 227 millions d'habitants de 16 pays, soit 10% de la

population du monde sous-développé, ont, depuis [24] les quinze dernières années, établi ou rétabli, après une période d'indépendance plus ou moins longue, une relation de clientèle, le plus souvent avec les États-Unis. Ces nations sont le Guatemala, le Honduras, la République dominicaine, la Guyane, le Venezuela, le Brésil, l'Argentine, la Bolivie, l'Équateur, Trinidad et Tobago, le Sud-Vietnam, la Thaïlande, le Laos, le Congo, le Togo et le Gabon. Dans la plupart de ces pays ce changement d'orientation est consécutif à un coup d'État militaire. 674 autres millions d'habitants, aux Indes, en Indonésie, en Afghanistan, à Ceylan, au Kenya et au Ghana, pays que j'avais classés comme « indépendants », ont établi des liens beaucoup plus étroits avec les États-Unis, si bien que leur avenir en tant que nations indépendantes est maintenant incertain. Si l'on ajoute ces États aux États clients et aux dépendances coloniales des États-Unis, l'ensemble ainsi constitué, dont la politique est très largement influencée par les U.S.A., forme une population totale de 1 milliard 14 millions d'habitants, soit 48% de la population du tiers monde. Nous devons également rappeler que la puissance économique et militaire des U.S.A. exerce une forte influence au sein des États clients et coloniaux des puissances européennes (11% du total) de même qu'au sein des États « neutres » (8%). Dans ce cas on peut dire que la puissance américaine est implantée plus ou moins fermement dans tout le tiers monde en dehors des États socialistes.

Des mouvements révolutionnaires armés qui s'opposent à ce retour de la puissance occidentale existent dans au moins 20 pays dont la population comprend 266 millions d'habitants. Ces pays sont le Guatemala, le Pérou, le Venezuela, l'Équateur, le Paraguay, le Brésil, le Honduras, la Bolivie, la Colombie, l'Angola, le Mozambique, le Congo, le Cameroun, la Guinée portugaise, le Yémen, l'Arabie séoudite, les Philippines, la Thaïlande, le Laos et le Sud-Vietnam. Environ 501 millions d'habitants vivent dans 7 autres pays où des mouvements révolutionnaires non armés ou des partis révolutionnaires ont un soutien populaire important. Ces pays sont l'Inde, la Rhodésie, l'Afrique du Sud-Ouest, l'Afrique du Sud, le Nicaragua, la République dominicaine et Panama. C'est donc dans plus d'un tiers du monde sous-développé qu'une révolution socialiste dirigée à la fois contre les élites locales et la domination occidentale devient une possibilité alors qu'un autre tiers l'a déjà accomplie. Même dans les États coloniaux, clients ou

neutres qui sont relativement stables, une majorité de la population s'appauvrit et une petite minorité de riches s'enrichit. La population [25] augmente, le mécontentement est général et des luttes révolutionnaires peuvent éclater d'ici une décennie ou deux.

Alors que dans les années cinquante, certains d'entre nous pensaient qu'une grande partie du monde non occidental atteindrait une réelle indépendance économique et politique par des moyens pacifiques, aujourd'hui ce n'est plus le cas. La domination occidentale continue sous de nouveaux visages et même elle s'étend et se renforce. En même temps, la révolution semble apparaître comme la voie par laquelle les sociétés sous-développées peuvent espérer se libérer des contrôles occidentaux.

Dans ce monde révolutionnaire et proto-révolutionnaire, les anthropologues commencent à être en difficulté. Nous sommes en train de perdre rapidement notre situation habituelle de blancs libéraux entre les conquérants et les colonisés. D'emblée, nous habitons un univers impliquant trois séries d'obligations, en premier lieu envers les gens que nous étudions, en second lieu envers nos collègues et notre science, enfin envers les puissances qui nous emploient dans leurs universités ou qui ont financé nos recherches.

Nous risquons actuellement dans un grand nombre de cas d'être déchirés par des conflits entre la première et la troisième série d'obligations alors que la seconde série d'obligations, en tant qu'elle implique un effort d'objectivité et d'humanité, est sévèrement mise à l'épreuve et compromise. D'une part, une partie du monde non occidental est en révolte, surtout contre le gouvernement américain qui représente le plus puissant et le plus contre-révolutionnaire des États occidentaux. La guerre du Vietnam a bien sûr exacerbé la susceptibilité des non-occidentaux, bien que la plupart des gouvernements actuels de ces pays dépendent tellement des États-Unis qu'ils en adoucissent leurs critiques. D'autre part, les anthropologues deviennent de plus en plus l'objet de restrictions, de tentations amORALES et de contrôles politiques de la part du gouvernement américain et de ses services, comme le démontre avec évidence le rapport du professeur Ralph Beals « Les problèmes de la recherche anthropologique et la morale ¹⁴ ». Le

¹⁴ Cf. le *Fellow Newsletter* de l'American Anthropological Association, janvier 1967, vol. 8, n° 1.

problème peut se formuler à peu près de la façon suivante : que doit faire un anthropologue qui dépend d'un gouvernement contre-révolutionnaire, dans un monde de plus en plus révolutionnaire ? Ce qui complique la [26] situation, c'est l'apparition d'une quatrième catégorie de personnes très bruyantes, à savoir les étudiants qui jadis absorbaient calmement le savoir mais qui, maintenant, en raison de leurs crises internes, posent des questions embarrassantes à propos de la morale, des engagements pris et des objectifs.

Il n'est pas étonnant que, confrontés à tant de problèmes, beaucoup d'anthropologues finissent par se réfugier dans leur spécialité ou que, *devant* aller outre-mer, ils recherchent la plus lointaine, la plus stable des tribus ou le plus tranquille des villages qu'ils puissent trouver.

Cependant, comme l'a récemment souligné Peter Worsley dans un article intitulé « La Fin de l'anthropologie ? », nous aurons finalement le choix entre rester ou devenir des spécialistes cantonnés dans les cultures des sociétés pré-industrielles et de petite taille, ou alors, en rassemblant toutes nos connaissances sur l'évolution culturelle et les institutions sociales primitives, nous mettre carrément à l'étude des sociétés modernes, y compris des révolutions modernes. Si nous prenons la première direction, la disparition progressive de notre objet nous transformera en historiens et nous abandonnerons le travail déjà considérable accompli dans les sociétés contemporaines. Si au contraire nous prenons la deuxième voie, qui est celle qu'un certain nombre d'entre nous doivent inévitablement prendre, nous serons conduits à admettre que notre objet se rapproche de plus en plus de celui des « political scientists », des économistes et des sociologues. La seule façon de *ne pas* admettre cela est de nous limiter à l'étude de petits ensembles de la société moderne. Mais tandis que l'échelle de ces sociétés s'élargit, de telles études se justifient de moins en moins théoriquement ou méthodologiquement, sauf lorsqu'elles s'inscrivent dans l'optique du système global. Les anthropologues ont, en outre, le droit d'exiger d'eux-mêmes qu'ils étudient le système global comme une totalité, car ils ont cinquante ans d'expérience dans l'analyse des rapports entre les institutions politiques, économiques et religieuses de systèmes à bien plus petite échelle. Bien qu'ils doivent nécessairement dépendre des autres sciences sociales pour une grande partie de leurs données, les anthropologues ont une prétention historiquement justifiée à remplir un rôle de synthèse. Il y a malheureusement, je crois, un

sérieux inconvénient dans notre propre histoire et qui nous rend très difficile l'étude de la société moderne en tant que système social mondial, unique et interdépendant. Malgré plus d'un siècle de recherches dans des sociétés conquises et bien que depuis cinquante [27]

ans nous ayons insisté sur l'interdépendance des éléments du système social, nous avons en fait échoué à étudier l'impérialisme occidental comme un système social ou même à saisir ses effets sur les sociétés que nous étudions. Quelques œuvres pionnières ont été récemment publiées qui tentent de combler ce vide, notamment le livre de Worsley lui-même, *Le Tiers-Monde*. La collection dirigée par Walter Stein, *Le Changement social : la situation coloniale*, réunit d'utiles extraits d'œuvres d'anthropologues et de dirigeants nationalistes des vingt dernières années. Les études de Wolf sur Mexico (1959), de Steward et d'autres sur Puerto-Rico (1956), d'Epstein sur la politique dans le « copperbelt » de Zambie (1958) et un certain nombre d'autres vont dans ce sens. Mais il faut remarquer combien sont peu nombreux les anthropologues qui ont étudié l'impérialisme, et surtout son système économique.

Pourtant il est vrai que les anthropologues ont fait de nombreuses études sur le changement social moderne au sein des sociétés pré-industrielles et surtout des communautés villageoises. Mais le plus souvent ils les ont conçues avec les concepts très généraux de « contact culturel », d'« acculturation », de « changement social », de « modernisation », d'« urbanisation », d'« occidentalisation » ou de « continuum folk-urbain ». La violence, la souffrance et l'exploitation tendent à disparaître de ces analyses de processus structuraux et les unités d'études sont habituellement si petites qu'il est difficile de prendre l'arbre pour la forêt. Ces études ont dans l'ensemble donné lieu à des comptes rendus descriptifs et permis des hypothèses limitées quant à l'impact des cultures industrielles sur les cultures pré-industrielles au sein des communautés villageoises, mais elles ont peu aidé à la compréhension de la répartition mondiale du pouvoir de l'impérialisme ou de son système global de relations économiques. Il y avait aussi jusqu'à très récemment, dans le choix des types d'unités sociales non occidentales à étudier, une préférence pour les communautés primitives les moins touchées par les changements modernes, bien que les mines, les plantations industrielles, les colonies

blanches, les bureaucraties, les concentrations urbaines et les mouvements nationalistes aient joué un rôle très important dans les sociétés coloniales.

Pourquoi les anthropologues n'ont-ils pas étudié l'impérialisme en tant que phénomène total ? En fait, la réponse à cette question demanderait un autre article. Je me contenterai donc d'en suggérer quelques lignes directrices :

1. le processus même de la spécialisation au sein de l'anthropologie [28] et entre l'anthropologie et les sciences voisines, surtout la science politique, la sociologie et l'économie ;
2. la tradition du travail de terrain individuel dans des sociétés à petite échelle qui produisit au début une riche moisson ethnographique mais qui ensuite fut une source de contraintes au niveau méthodologique et théorique ;
3. le refus d'irriter les gouvernements qui nous finançaient en choisissant des sujets controversés ;
4. le cadre bureaucratique et contre-révolutionnaire des universités où travaillent les anthropologues, ce qui a peut-être contribué à créer un sentiment d'impuissance et à développer des modèles mécanistes.

On pourrait m'objecter que j'ignore ainsi l'importante contribution américaine postérieure à la Seconde Guerre mondiale en anthropologie appliquée ou en anthropologie politique et économique appliquée au développement. Bien sûr ces travaux existent et certains sont de qualité. Je voudrais cependant souligner qu'une partie importante de ces travaux est le fruit d'hypothèses et de théories erronées ou douteuses qui sont de plus en plus mises en cause par les chercheurs des nouvelles nations. Voici quelques-unes de ces hypothèses : l'explication de l'arriération économique en termes de valeurs et de caractéristiques psychologiques de la population autochtone ; l'hypothèse qu'il est préférable d'éviter des changements rapides et destructeurs ; le refus de prendre des positions contredisant les politiques officielles ; l'insistance sur la multi-causalité ; l'hypothèse que la communauté villageoise est une unité adéquate pour les programmes de développement ; l'hypothèse que le

principal processus de développement est la diffusion à partir d'un centre industriel ; et enfin le refus d'admettre que pour certaines sociétés la révolution est peut-être la seule voie réelle vers le progrès économique ¹⁵. En général, l'anthropologie appliquée et économique originaire d'Amérique du Nord admet l'économie capitaliste et impérialiste comme le cadre normal de ses analyses. Les faits bruts semblent toutefois démontrer que, dans la plupart des pays sous-développés où domine l'entreprise privée, les conditions de vie de la majorité de la population se détériorent [29]

et que le « décollage » ne se produit pas. Si cela est vrai, il ne faut pas s'étonner que les intellectuels de ces pays rejettent les sciences sociales appliquées des métropoles et cherchent des solutions ailleurs. Il y a bien sûr déjà tout un ensemble d'études, en fait une véritable littérature, sur l'impérialisme occidental, dont presque tous les auteurs sont influencés par Marx. En plus des analyses classiques de J. A. Hobson, de Lénine et de Rosa Luxemburg, Parker T. Moon (1925), Mary E. Townsend (1940), Eric Williams (1944), Fritz Steinberg (1951), l'anthropologue Rama Krishna Mukherjee (1958) et Paul A. Baran (1957) ont produit des exemples remarquables de travaux de ce genre. Il y a aussi les études plus récentes de Baran et Sweezy (*Le Capitalisme monopoliste*), de N'Krumah (*Le Néo-colonialisme, dernière étape de l'impérialisme*), de René Dumont (*Terres vivantes et L'Afrique noire est mal partie*), de Fanon (*Les Damnés de la terre et Sociologie d'une révolution*), de A. G. Frank (*Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*). Aux États-Unis, ou bien l'on ignore ces livres, ou bien on les critique superficiellement et puis on les laisse de côté. Ils sont rarement cités dans les bibliographies courantes d'anthropologie. Tout ce que je puis dire de ce rejet américain du marxisme et de la littérature « rebelle », surtout depuis l'époque Mac Carthy, est qu'il est tragique. Le refus de prendre au sérieux et de défendre comme intellectuellement respectables les théories et les défis de ces écrivains a dans une large mesure contribué à supprimer toute discussion dans notre discipline et à ruiner des carrières. Il est encourageant de penser que depuis quelques années les publications de la *Monthly Review Press*, des *International Publishers*, de *Studies on*

¹⁵ À propos de cette critique et d'autres du même genre, se reporter à Guillermo BONFIL BATALLA, 1966 ; P. Chikwe ONWUACHI, Alvin W. WOLFE, 1966 ; Rodolfo STAVENHAGEN, 1966-1967 ; A. G. FRANK, 1967b.

the left et d'autres journaux de gauche sont devenus une sorte de littérature clandestine pour beaucoup d'étudiants et d'assistants en sciences sociales. Mais les sciences sociales orthodoxes et ces études d'origine marxiste souffrent de l'absence de confrontation ouverte et de discussion entre leurs différents représentants. Il y a bien sûr des raisons politiques à cet état de fait qui vient de notre situation de dépendance à l'égard des pouvoirs établis, mais il est dommage que nous nous soyons laissés aller à une telle servilité au détriment de notre droit à la liberté de recherche et à la réflexion indépendante.

J'aimerais suggérer que quelques anthropologues intéressés par ces problèmes commencent un travail de synthèse en se concentrant sur certaines des contradictions entre les affirmations et les théories de ces écrivains non américains sinon antiaméricains ¹⁶ [30] et celles des chercheurs américains orthodoxes, et choisissent des sujets de recherche qui éclaireraient ces contradictions. Voici quelques propositions de ce genre :

1. Est-il vrai, comme l'affirme A. G. Frank (1967 c) à partir des chiffres des Nations Unies, que la production vivrière par tête a depuis 1960 baissé dans un grand nombre de cas en dessous des niveaux de l'avant-guerre, en Asie non communiste, en Afrique et en Amérique latine alors qu'en général elle a augmenté au-dessus de ces niveaux en Chine et à Cuba ? Ou est-il vrai, comme l'affirme la presse américaine et le pensent un grand nombre de sociologues et d'anthropologues, que la production agricole capitaliste est pauvre dans les pays sous-développés mais que la production socialiste est encore plus pauvre ?

2. Il serait possible de développer un ensemble de recherches en comparant la structure de l'efficacité des aides étrangères, capitaliste et socialiste. On pourrait par exemple comparer l'importance et les résultats de l'aide économique et militaire américaine à la République dominicaine avec l'aide russe à Cuba. Bien que les Américains ne puissent pas aller librement à Cuba il est possible qu'un Européen et un Américain en coordonnant leurs recherches puissent mener à bien un

¹⁶ K. Gough parle des « non-american or un-american writers ». La commission mise sur pied par feu le sénateur Mac Carthy était chargée d'examiner les activités « un-american »... On comprend bien « l'humour » de l'auteur. [N.d.T.]

tel travail comparatif. Dans des pays comme l'Inde, la R.A.U. ou l'Algérie, il serait possible d'étudier en un même lieu des programmes d'aide capitaliste et des programmes d'aide socialiste.

3. Nous avons besoin d'études comparatives à propos des types de domination politique et économique entre sociétés afin de définir et de raffiner les concepts d'impérialisme, de néocolonialisme, etc. Par exemple, comment peut-on comparer la domination de la Russie sur l'un des pays de l'Europe de l'Est avec celle des États-Unis sur certains pays d'Amérique latine ou d'Asie du Sud-Est, en tenant compte de certaines variables comme la contrainte militaire, l'emploi du surplus économique provenant de la nation dominée et les relations entre les élites politiques ? Comment peut-on comparer, historiquement, structurellement et fonctionnellement, le contrôle chinois sur le Tibet avec le contrôle indien sur le Cachemir, Hyderabad et les collines Naga ? Quels sont les effets de ces contrôles au niveau [31] des structures de classe, de la productivité économique et des institutions politiques locales de ces régions ?

4. Si nous voulons être de plain-pied avec les mouvements autochtones pour le changement social, il serait souhaitable de faire des études comparatives à propos des mouvements révolutionnaires et proto-révolutionnaires. Malgré certaines difficultés évidentes il est possible d'étudier des révolutions après leur succès ou des révoltes lors de leurs débuts ou après répression¹⁷. Il y a en outre des Occidentaux qui vivent et qui travaillent avec les mouvements révolutionnaires ; pourquoi n'y a-t-il jamais ou rarement d'anthropologues parmi eux ? Nous avons besoin de savoir, par exemple, si les révolutions de gauche ou nationalistes qui se sont produites ou ont été tentées ces dernières années à Cuba, en Algérie, en Indochine, en Malaisie, aux Philippines, en Indonésie, au Kenya et à Zanzibar présentent un ensemble de caractères identiques. Peut-on distinguer des changements aux niveaux idéologiques et organisationnels entre ces premières révoltes et les mouvements de guérilla qui se développent actuellement au Guatemala, au Venezuela, en Colombie, en Angola, au Mozambique, au Laos, en Thaïlande, au Cameroun, au Yémen et en Arabie du Sud ? Quels sont les types de paysans et de travailleurs urbains les plus probablement

¹⁷ Voir le rare exemple d'une étude de ce genre chez Donald L. Barnett et Karari Njama (1966).

engagés dans ces révolutions ? Constituent-ils une typologie des directions et des organisations possibles ? Pourquoi est-ce que certaines révolutions ratent et d'autres réussissent ? Comment se fait-il par exemple qu'environ un million de communistes y compris leurs familles et leurs sympathisants aient été tués en Indonésie en 1966 sans pratiquement aucune résistance locale ? Comment cet événement influence-t-il l'assurance et les projets du parti communiste indien de gauche par exemple ?

On peut m'accuser de réclamer le « projet Camelot ¹⁸ », mais ce n'est pas mon objectif. Ce que je veux, c'est que nous fassions ces études, à notre manière, comme si nous étudions un cargo-cuit ou le Kula-ring, sans les parti-pris implicites d'un financement corrupteur, sans le postulat que c'est la contre-révolution et [32] non la révolution qui est la meilleure réponse, et avec comme objectif le bien-être économique et spirituel à long terme pour nos informateurs et la communauté internationale, au lieu des profits militaires et industriels à court terme des nations occidentales. J'exigerais également que ces études soient menées par des individus ou des équipes constituées par choix mutuel, au lieu de constituer un élément dans un plan dirigé de loin. Peut-être ce que je souhaite n'est-il déjà plus possible en Amérique. Je serais peinée qu'il en soit ainsi, que les Américains soient déjà trop compromis et trop dominés par leur propre gouvernement impérialiste. S'il en est ainsi, le problème est véritablement de savoir comment les anthropologues peuvent retrouver leur liberté de recherche et d'action et je propose qu'individuellement et collectivement nous placions cet objectif en première place ¹⁹.

¹⁸ Rappelons que le plan Camelot était une enquête tout à fait « universitaire » menée pour le compte du département d'État américain, qui visait à mesurer le degré d'« anticommunisme » de l'armée et de l'opinion chiliennes. Cf. I. L. HOROWITZ, *The Rise and Fall of Project Camelot : studies in the relationship between social science and practical politics*, M.I.T. Press, 1968. [N.d.T.]

¹⁹ Le Canada n'est pas aussi favorable à la « liberté d'opinion » qu'il semble. Se reporter au récit des luttes des étudiants et enseignants de sociologie et d'anthropologie de l'université Simon Fraser : K. GOUGH, « Struggle at Simon Fraser », *Monthly Review*, mai 1970, vol. 22, n° 1.

BIBLIOGRAPHIE *

BARAN PAUL, 1957 : *THE POLITICAL ECONOMY OF GROWTH*, MONTHLY REVIEW PRESS ; TRAD. FR. : *ECONOMIE POLITIQUE DE LA CROISSANCE*, MASPÉRO 1967.

BARAN PAUL A, SWEEZY PAUL M. *MONOPOLY CAPITAL*, , Monthly Review Press.; trad fr. : *Le capital monopoliste*, Maspéro 1968

BARNETT Donald L., Niama Karari, 1966 : *Mau-Mau from within*, Monthly Review Press.

[33]

BONFIL BATALLA Guillermo, 1966 : « Conservative Thought in Applied Anthropology : a Critique », *Human Organization*, vol. 25, n° 2, p. 89-92.

BURCHETT Wilfred, 1963 : *The Furtive War*, International Publishers
_____, 1965 : *Vietnam : Inside story of the guerilla war*, International Publishers.

_____, 1966 : *Vietnam North*, International Publishers ; trad. fr. : *Hanoï sous les bombes*, F. Maspero, 1967.

_____, 1968 : *A nouveau la Corée*, F. Maspero.

_____, 1969 : *Pourquoi le Viet-Cong gagne*, F. Maspero,

CROOK David et Isabel, 1959 : *Revolution in a chinese village*, Ten Mile Inn Routledge and Kegan Paul.

_____, 1966 : *The first years of Yanggi Commune*, Routledge and Kegan Paul.

DUMONT René, 1961 : *Terres vivantes*, Plon.

_____, 1962 : *L'Afrique noire est mal partie*, Le Seuil.

* Lorsque cela a été possible, nous avons ajouté la référence de l'édition française. Sauf dans un cas ou deux nous nous sommes refusés à mettre cette bibliographie à jour ou à la compléter. Le lecteur se reportera de lui-même aux œuvres récentes sur ces sujets, notamment de R. Dumont, B. Davidson, Ch. Bettelheim, E. Genovese, G. Chaliand, A. G. Frank, P. Jalée, etc. [N.d.T.]

- _____, 1964 : *Sovkhoz, Kolkhoz ou la problématique communiste*, Le Seuil.
- EPSTEIN A. L., 1958 : *Politics in an Urban African Community*, Manchester University Press.
- FANON Frantz, 1961 : *Les Damnés de la terre*, Maspero.
- _____, 1959 et 1968 : *Sociologie d'une révolution*, F. Maspero.
- _____, 1964 et 1969 : *Pour la révolution africaine*, F. Maspero.
- GUNDER FRANK André, 1966 : « The Development of Underdevelopment », *Monthly Review*, septembre 1966, vol. 18, n° 4, p. 17-31 ; trad. fr. : « Le Développement du sous-développement », repris in *Le Développement du sous-développement. L'Amérique latine*, F. Maspero, 1972.
- _____, 1967a : *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, Monthly Review Press ; trad. fr. : *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Maspero, 1968.
- _____, 1967b : « Sociology of Development and Underdevelopment of Sociology », *Catalyst*, Buffalo, New York, p. 20-73 ; trad. fr. : « Sociologie du développement et sous-développement de la sociologie » ; repris in *Le Développement du sous-développement. L'Amérique latine*, F. Maspero, 1972.
- _____, 1967c : *Hunger, Canadian Dimension*.
- GELDER Stuart et Roma, 1964 : *The Timely Rain, Travels in New Tibet*, Monthly Review Press.
- GRENNÉ Félix, 1961 : *China*, Doubleday.
- _____, 1964 : *A curtain of Ignorance*, Doubleday.
- _____, 1966 : *Vietnam ! Vietnam !*, Fulton Publishers, Palo Alto, California.
- HINTON William, 1966 : *Fanshen*, Monthly Review Press ; trad. fr. : *Fanshen*, Pion, 1971.
- HOBSON J. A., 1954 : *Imperialism : a study*, Allen and Unwin, 5th impression.

LATTIMORE Owen, 1962 : *Nomads and Commissars : Mongolia Revisited*, Oxford University Press ; trad. fr. : *Mongolie, nomades et commissaires*, Le Seuil, 1966.

[34]

LÉNINE V. L, 1917 : [*L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*](#), Editions sociales, Editions de Moscou, tome 22, 1960.

LUXEMBURG Rosa, 1967 : [*L'Accumulation du capital*](#), Maspero, 2 vol.

MONN Parker T., 1925 : *Imperialism and world Politics*, MacMillan.

MUKHERJEE Rama Krishna, 1958 : *The Rise and Fall of the East India Company*, V.E.B. Deutscher Verlag der Wissenschaften, Berlin.

MYRDAL Gunnar, 1956 : *An International Economy*, Harper and Brothers ; trad. fr. : *Une économie internationale*, Gallimard, 1968.

MYRDAL Jan, 1965 : *Report from a Chinese village*, Pantheon Books ; trad. fr. : *Un village de la Chine populaire*, Gallimard, 1968.

N'KRUMAH Kwame, 1966 : *Neo-Colonialism, the last stage of Imperialism*, International Publishers, New York.

ONWUACHI P. Chikwe, WOLFE Alvin W., 1966 : « The place of anthropology in the future of Africa », *Human Organization*, vol. 25, n° 2, p. 93-95.

ROBINSON Joan, 1964 : *Notes from China*, Oxford University Press (reprinted by M.R. Press, 1964).

ROBINSON Joan, ADLER Solomon, 1958 : *China : an Economic Perspective*, Fabian International Bureau.

SCHURMANN Frantz, 1966 : *Ideology and Organization in Communist China*, University of California Press.

SNOW Edgar, 1962 : *The other side of the River*, Random House.

STAVENHAGEN Rodolfo, 1966-1967 : « Seven erroneous thèses about Latin America », *New University Thought*, vol. 4, n° 4, p. 25-37 ; trad. fr. : « Sept Thèses erronées sur l'Amérique latine » ; repris in [*Sept thèses erronées sur l'Amérique latine ou Comment décoloniser les sciences humaines*](#), Anthropos, 1973.

- STEINBERG Fritz, 1951 : *Capitalism and Socialism on Trial*, J. Day, New York.
- STRONG Anna L., 1962 : *Cash and Violence in Laos and Viênam, Mainstream*
- _____, 1964 : *The rise of the chinese People's Communes - and six years after*, New world Press, Peking.
- STEWART Julian H., 1956 : *The people of Puerto-Rico*, University of Illinois.
- SUYIN Han, 1965 : *The crippled tree*, Jonathan Cape, London.
- _____, 1966 : *A mortal flower*, Jonathan Cape, London
- TAYLOR Charles, 1966 : *Reporter in red China*, Random House.
- TOWNSEND Mary E., 1940 : *European colonial expansion since 1871 - J. B. Lippincott.*
- WALLENSTEIN Immanuel, 1966 : *Social change : the colonial situation*, John Wiley and Sons.
- WILLIAMS Eric, 1944 : *Capitalism and slavery*, University of North Carolina Press : trad. fr. : *Capitalisme et esclavage*, Présence africaine, 1968
- WOLF R. Eric, 1959 : *Sons of the shaking earth*, University of Chicago Press,
- [35]
- THE WORLD ALMANAC, 1967 : Newspaper enterprise association, inc.
- WORSLEY Peter, 1964 : *The Third World*, University of Chicago Press.
- _____, « The end of Anthropology ? » Paper prepared for the Sociology and Anthropology working group of the 6th world Congress of Sociology, available from Professor Peter Worsley, Department of Sociology, University of Manchester.

[36]

*“Des propositions nouvelles
pour les anthropologues.”*

LE DÉBAT

[Retour à la table des matières](#)

L'article de G. D. Berreman ²⁰ *L'Anthropologie est-elle vivante ? La responsabilité sociale en anthropologie sociale*, s'ouvre sur une citation qui donne le ton de la discussion : « L'ancienne solution pour empêcher une révolution était : dix soldats pour un guérillero, souligna un spécialiste américain (en Thaïlande). Maintenant la solution c'est dix anthropologues pour chaque guérillero ²¹. » Le chercheur en sciences humaines ne peut croire en la neutralité de la science. Si la science elle-même n'a pas de responsabilités, les savants, eux, en ont. Ne rien dire, c'est encore parler et l'usage que les détenteurs du pouvoir peuvent faire de nos données et de nos analyses nous oblige à prendre nos responsabilités. L'influence de la C.I.A. au sein des institutions universitaires est l'évidence même (projet Camelot, projet Agile, etc.). Mais est-il possible de pratiquer une science indépendamment de toute valeur morale ou politique ?

En fait, les sciences humaines ont des implications (sinon des motivations) idéologiques. Ce que doit faire le chercheur, c'est reconnaître cette situation. Berreman cite un grand nombre d'anthropologues ou d'intellectuels à l'appui de sa thèse : entre autres P.

²⁰ Berreman est né aux U.S.A. en 1930. Il enseigne actuellement à Berkeley. Il a travaillé dans les îles Aléoutiennes et aux Indes. Il a notamment étudié les problèmes de caste et de stratification sociale. Il a écrit *Tribes of the Himalayas*, University of California Press, 1962, et *Behind many Masks*, Society for Applied Anthropology Monograph, n° 4, et plusieurs articles.

²¹ P. BRAESTRUD, « Researches aid Thai rebel Fight : U.S. defense unit develops anti-guerilla de vices », *New York Times*, 20 mars 1967.

Baran, N. Chomsky, C. W. Mills, Lynd, Gouldner ²². [37] Malgré leur savoir, les anthropologues ne doivent pas avoir plus de responsabilités que les autres, mais dans la mesure où la plupart enseignent ils doivent démontrer le côté humaniste de l'anthropologie. L'auteur exige des anthropologues une « imagination anthropologique » analogue à l'imagination sociologique de C. W. Mills. Pour Berreman, « la question n'est pas : dois-je m'engager ? », mais « comment puis-je m'engager de façon responsable — et selon l'idée que je me fais de l'humanité ? ». En conclusion, « il est temps que nous prenions des responsabilités correspondant à nos actes, qu'ils nous engagent ou non ». G. Gjessing ²³ reprend un peu les mêmes problèmes sous le titre La Responsabilité sociale du chercheur de sciences humaines. Gjessing craint que les anthropologues ne s'enferment dans une tour d'ivoire. Pourtant « la science est une activité sociale et en tant que recherche de la vérité [...] elle ne peut fonctionner coupée de la réalité ». L'auteur cite ensuite Wiseman, B. Russell, Poincaré, Myrdal, Horowitz, L. Mair, Haldane et Lévi-Strauss ²⁴ pour démontrer que toute discipline

-
- ²² P. BARAN, « The commitment of the intellectual », *Monthly Review*, 1^{er} février 1976, 16 (II)
 N. CHOMSKY, « The responsibility of intellectuals », *The New York Review of Books*, 1967, 8 (3), p. 18-26.
 A. GOULDNER, « Anti-Minotaur : the myth of a value-free sociology », in I. L. HOROWITZ (éd.), *The new Sociology*, O.U.P., N.Y., 1964, p. 196-217.
 R. LYND, *Knowledge for what*, Princeton U.P., 1939.
 C. W. MILLS, *L'Imagination sociologique*, Maspero, 1967 ; « The social role of the intellectual », in I. L. HOROWITZ (ed), *Power, politics and people*, Ballantine Books, N.Y., 1964, p. 292-304 ; « On knowledge and power », in *ibid.*, p. 599-613.
- ²³ A. GOULDNER, « Anti-Minotaur : the myth of a value-free sociology », in I. L. HOROWITZ (éd.), *The new Sociology*, O.U.P., N.Y., 1964, p. 196-217.
 R. LYND, *Knowledge for what*, Princeton U.P., 1939.
 C. W. MILLS, *L'Imagination sociologique*, Maspero, 1967 ; « The social rôle of the intellectual », in I. L. HOROWITZ (ed), *Power, politics and people*, Ballantine Books, N.Y., 1964, p. 292-304 ; « On knowledge and power », in *ibid.*, p. 599-613.
- ²⁴ Gjessing est Norvégien. Actuellement il est professeur d'ethnologie à l'université d'Oslo et directeur du musée ethnographique de cette ville. H s'intéresse à la préhistoire norvégienne et circumpolaire, à l'ethnologie lapone et aux études culturelles et philosophiques.
 S. WISEMAN, *In defense of I.Q. Tests*, New Society, 21 mai 1964.
 B. RUSSEL, *Outline of philosophy*, 1921, Allen and Unwin.

scientifique est conditionnée historiquement et socialement, sinon nationalement. L'anthropologie est liée à la colonisation et au colonialisme. Ce conditionnement n'est pas seulement superficiel, il se manifeste jusqu'au niveau théorique et conceptuel (chez les « fonctionnalistes » et « structuralistes » anglais par exemple : Malinowski, Radcliffe-Brown). Dans la mesure où la recherche nécessite de l'argent, [38] les organismes qui financent celle-ci « ont tendance à soutenir les programmes conformes aux valeurs socio-culturelles dominantes ». Et les anthropologues ne sont pas animés des seuls soucis scientifiques : il faut qu'ils fassent carrière... Gjessing pense que l'anthropologue doit d'abord se débarrasser de son ethnocentrisme inconscient. Mais d'autre part il faut qu'il renouvelle son objet : un ouvrage récent de L. Mair ²⁵ montre l'inadaptation des méthodes anthropologiques classiques face aux situations nouvelles de l'Afrique. C'est pourquoi les sociologues, les économistes et les spécialistes de science politique remplacent peu à peu les anthropologues. Il faut donc renouveler le cadre théorique de l'anthropologie en insistant sur les facteurs de changement, les perspectives interdisciplinaires. Il faut dépasser la monographie villageoise. L'ouvrage de P. Worsley, *The Third World* ²⁶, est un bon exemple de ce qu'il faut faire. Et Gjessing conclut : « Les sciences humaines doivent servir l'humanité — ni plus, ni moins ; mais dans un monde rempli de conflits entre classes, groupes ethniques, nations, etc., il semble impossible de servir les intérêts de tout le monde à la fois. Si nous devons choisir entre les intérêts immédiats des opprimés et ceux des oppresseurs, il n'y a aucun doute que notre responsabilité concerne en premier lieu et avant toute chose les premiers ; car c'est là que réside notre compétence spécifique. »

H. POINCARÉ, *La Science et l'hypothèse*, Flammarion.

G. MYRDAL, *Var truede verden*, Oslo Pax, 1965.

I. L. HOROWITZ, « Establishment in sociology », *Inquiry*, 1963, n° 6.

L. MAIR : *New Nations*, Weidenfeld and Nicholson, London, 1963.

J. B. S. HALDANE, « The argument from animal to men : an examination of its validity for anthropology » *J.R.A.I.*, 1956, n° 86, p. 1-14.

C. LÉVI-STRAUSS, « Anthropology : its achievements and future », *Current Anthropology*, 1966, vol. VII, p. 124-127.

²⁵ L. MAIR, *New Nations*, 1963.

²⁶ P. WORSLEY, *The Third World*, Chicago U.P., 1964.

Ensuite on trouve l'article de K. Gough, publié sous le titre *Des propositions nouvelles pour les anthropologues*. Puis viennent les commentaires de vingt-quatre anthropologues²⁷ présentés par ordre alphabétique. Les commentaires sont en majorité favorables aux thèses de Berreman et de Gjessing. L'article de Gough par contre soulève souvent des objections ou n'est même pas discuté, car certains le considèrent comme non scientifique. On peut distinguer en gros trois tendances : ceux qui n'accordent pas d'importance aux responsabilités sociales de l'anthropologie, ceux qui pensent que les auteurs ont raison et enfin ceux qui veulent aller plus loin pour des raisons explicitement politiques.

[39]

1. LE CONTRE

Le principe de la critique est de prendre certaines affirmations au pied de la lettre, de les ridiculiser et ensuite de nier l'intérêt du problème. Ainsi R. Beals, tout en démontrant que l'évolutionnisme ne peut être « lié » à l'expansion impérialiste américaine puisque les marxistes sont évolutionnistes, veut défendre la science contre les engagements idéologiques et sépare les deux domaines. Beals veut bien que les anthropologues se battent pour une cause qu'ils estiment juste mais demande à choisir « ses propres barricades » et refuse « la tentative totalitaire » d'engager les anthropologues sur des positions politiques à travers les organismes professionnels²⁸. Aux États-Unis il est encore possible de faire de la recherche librement, ce qui n'est pas le cas partout ailleurs.

E. Cohen trouve que les positions des auteurs sont schématiques. L'humanisme et l'engagement moral n'ont pas de rapport avec l'anthropologie en tant que science et encore moins avec ses résultats : ceux-ci ne peuvent engager l'anthropologue à prendre telle ou telle position morale. Les résultats sont immoraux si les moyens de

²⁷ Il n'y a pas un seul Français parmi ceux-ci. Ce sont surtout des Américains.

²⁸ Cf. ci-dessous, note 18. [La note 18 renvoie, dans cette édition numérique à la note 37, un peu plus loin, correspondant à la page [46] de l'édition papier. JMT.]

recherche le sont. Cohen termine son commentaire en donnant son expérience personnelle comme exemple : l'étude des minorités orientales et arabes en Israël pour le compte du gouvernement. Les recommandations qu'il fait permettront au gouvernement de mieux comprendre les traditions et les spécificités de ces cultures. Il pense « servir l'humanité » en menant des enquêtes dans les territoires occupés après la guerre des Six Jours. ²⁹ I. M. Lewis présente une vision assez classique sur la nature des responsabilités de l'anthropologue et nie que la situation soit aussi sombre que le laissent entendre les trois auteurs.

B. Mac Lachlan examine les conditions de fonctionnement d'une science indépendante des valeurs : il pense qu'elle est possible, que les trois auteurs se trompent sur ce point et qu'ils discréditent à la fois leur cause, leur profession et leur discipline en prônant un « engagement » moral ou politique.

F. C. Madigan de son côté souligne son accord sur les conditionnements externes de la pratique scientifique : mais le savant [40] doit être distingué du citoyen. Présenter ses opinions comme des faits c'est « transformer une conviction personnelle en découverte scientifique ». Quant à l'article de Gough, c'est tout simplement de la propagande politique. Si l'anthropologie a été utilisée par l'impérialisme, elle n'a pas constitué un moyen de cet impérialisme.

E. Nurge se place en dehors de la discussion : elle insiste sur le rôle des inconscients culturels et propose une espèce de psychoanalyse de l'anthropologue. Le débat ne se situe pas au niveau socio-politique mais individuel. C. E. Richards s'oppose à la prise de position politique au sein des organismes professionnels, car cela discréditera la discipline et ses résultats scientifiques. L'article de Gough est rempli d'erreurs et de fausses informations : c'est de la propagande.

Quant à H. Siverts les préoccupations des auteurs lui semblent marginales. Même s'ils ont raison sur le fond, les auteurs ne démontrent pas pourquoi l'anthropologie est pertinente. Enfin « il est futile de révolutionner l'anthropologie pour qu'elle corresponde à des fins transcendantales ».

²⁹ N'insistons pas ! D'ailleurs Gjessing le remet vertement à sa place.

2. LE POUR

Les chercheurs qui se placent dans la même optique que les trois auteurs témoignent bien sûr d'un esprit critique, mais ils approuvent le fond de leur position. La Soviétique O. Akhmanova et le Japonais T. Kawabata se contentent d'approuver le sens de la discussion.

P. M. Butler pense qu'il est difficile d'empêcher les puissances occidentales de se servir de la connaissance anthropologique pour augmenter leur pouvoir : même l'étude de la révolution comme le propose K. Gough peut être utilisée à des fins contre-révolutionnaires.

R. Cresswell insiste sur la séparation arbitraire entre « recherche pure » et « recherche appliquée » et sur le nécessaire *aggiornamento* de l'anthropologie : mais si l'objet n'est plus pertinent, la méthode le reste. Et il conclut : « La responsabilité sociale du chercheur de sciences humaines c'est peut-être d'indiquer, aussi clairement qu'il le peut et après avoir explicité autant que possible son propre profil psychologique et philosophique, les différentes possibilités d'action offertes à la société où il vit, les effets probables des décisions possibles et l'intégration relative [41] de chaque type d'action au sein des valeurs socio-culturelles fondamentales. »

J. Gullick développe un point de vue assez identique : y a-t-il un rapport entre les condamnations de l'engagement américain au Vietnam par Chomsky et les théories linguistiques de ce dernier ? Il faut que les anthropologues s'engagent individuellement ; rétablir la pertinence de l'objet anthropologique est un autre problème.

Le Soviétique L. S. Kleyn analyse le problème d'un point de vue marxiste encore empreint de dogmatisme. Pour lui les trois auteurs ont raison et leurs thèses s'inspirent du marxisme. Mais la vérité scientifique est conditionnée : « Chaque classe sociale a sa vérité. » D'autre part, insister trop sur le relativisme, c'est se refuser à prendre position. La base sociale du matérialisme dialectique, c'est la classe ouvrière. Enfin « la preuve fondée sur les faits et démontrée par la pratique est le critère de la vérité ». Kleyn examine ensuite la base sociale des théories en archéologie préhistorique : l'évolutionnisme est lié à la montée « optimiste » de la bourgeoisie ; l'anti-évolutionnisme de Breuil est le résultat d'une stabilisation conservatrice de cette

bourgeoisie ; le diffusionisme anglo-saxon résulte de l'impérialisme britannique, etc. Bien sûr, la théorie marxiste de l'archéologie est également déterminée socialement. Mais Kleyn ne pense pas que servir les nations du tiers monde soit important pour l'anthropologie.

D. Lévine est d'accord avec les trois auteurs, mais l'anthropologue doit se débarrasser des idées préconçues. Pour y arriver, quel type de test psychologique faut-il utiliser ? D'autre part, le savant ne doit pas avoir plus de responsabilités que le citoyen ordinaire. Et Lévine cite de nombreux exemples d'engagements pour le moins dangereux.

T. Mac Corkle pense qu'il était nécessaire d'écrire de tels articles. Il décrit brièvement le changement du milieu anthropologique qui découvre soudainement les vertus de l'argent et s'aliène en conséquence.

T. Maloney souligne également son accord avec les trois auteurs. La recherche « participante » est la plus riche, c'est celle où l'anthropologue doit prendre des responsabilités, car « nos » gens ne sont pas des souris blanches de laboratoire dont on se sert pour « faire progresser la science et qu'on oublie par la suite ». Il est possible de s'engager idéologiquement et de faire de la bonne recherche scientifique. Si l'on ne dit rien des problèmes moraux et politiques, d'autres le feront à notre place.

[42]

O. von Mering pense que le point de vue exprimé par Berreman et Gjessing implique des sacrifices pour l'anthropologue et il est heureux d'apprendre qu'il a des collègues prêts à le faire. Mais pour cela il faut être calme et critique et ne pas vouloir se lancer dans l'activisme à tout prix. Gough montre justement la difficulté qu'il y a à séparer ces deux attitudes.

R. Mukherjee souligne l'importance d'ouvrir un tel débat au niveau international. Mais il ne faut pas rejeter les faits sous prétexte que les théories qui les interprètent sont erronées. D'autre part, si l'anthropologie s'oriente vers ces problèmes, en tenant compte de toute l'organisation sociale, il faut préciser les concepts de changement social et ce en quoi l'anthropologie est différente de la sociologie.

S. H. Posinsky est entièrement d'accord avec les analyses des trois auteurs. Mais elle craint les réactions chauvines et les mesures de rétorsion.

W. Rudolph veut se placer à un niveau théorique. Après avoir proposé d'ajouter aux sujets de recherche suggérés par K. Gough la « révolution » étudiante comme mouvement millénariste, il accuse Berreman et Gjessing d'avoir été un peu rapides et schématiques. La question de la responsabilité sociale du chercheur en sciences humaines n'est pas nouvelle. Steward, Barnett, Bennett, Embree, etc. ³⁰, ont déjà abordé ce problème voici plus de vingt ans. Les conditionnements de la science sont réels mais secondaires et ont peu de rapports avec l'anthropologie en tant que science. Il faut distinguer l'aspect génético-historique d'une science (dans quelle mesure elle est le fruit « d'accidents » historiques) et son aspect génético-fonctionnel (les caractéristiques [43] propres de sa méthode et de ses objectifs) ³¹. La meilleure façon de favoriser notre responsabilité d'homme de science c'est de développer le second point au détriment du premier.

Enfin, le Tchécoslovaque P. Skalnik fait un commentaire bref mais significatif. Il indique le danger de soumettre les sciences humaines à des objectifs non scientifiques, ce qui était le cas de son pays jusqu'au début de l'année 1968 ³². Les sciences humaines ne répondent pas

³⁰ H. G. BARNETT, « On science and human rights », *American Anthropologist*, 1948, vol. L., p. 352-355.

J. G. BENNETT, *The crises in human affairs*, Hodder and Stoughton, London, 1949.

D. GREEG, E. WILLIAM, « The dismal science of fonctionalism », *A.A.*, 1948, vol. L., p. 594-611.

A. L. KROEBER, « An authoritarian panacea », *A.A.*, 1949, vol. LI, p. 351-352.

E. WILLIAMS, « Anthropology for the common man », *A.A.*, 1947, vol. XLIX, p. 84-90.

J. F. EMBREE, « A note on ethnocentrism in anthropology », *A.A.*, 1950, vol. LII, p. 430-432.

J. H. STEWARD, « Comments on the statement on human rights », *A.A.*, 1948, vol. L, p. 351-352.

³¹ W. RUDOLPH, *Der Kuliurelle Relativismus : Kritische Analyse einer Grundsatzfragen - Diskussion in der Amerikanischen Ethnologie*, Duncker und Humblot, Berlin, 1968.

³² Le commentaire est daté du 24 mai 1968. Malheureusement les espoirs de Skalnik seront de courte durée.

encore aux questions que leur pose la société. Il faut populariser les résultats de ses recherches, ce qui est aussi important que de publier dans des journaux scientifiques. Si cela ne s'est pas fait, c'est en grande partie à cause de la passivité des chercheurs.

3. LES POLITIQUES

Ce sont ceux qui, se plaçant résolument dans l'optique de K. Gough, veulent aller plus loin. L'engagement n'est plus idéal, théorique ou moral, il est concret et politique, il est révolutionnaire.

Le Mexicain D. Cazès n'a rien à ajouter aux trois articles. Ses commentaires se veulent « passionnés mais aussi raisonnables ». Le problème de la responsabilité sociale du chercheur se pose depuis longtemps, notamment dans le domaine de la recherche chez les Indiens. Le gouvernement mexicain a même promulgué une espèce de charte sur ce point. Il existe au sein des pays sous-développés, une espèce de colonialisme interne perpétué par la bourgeoisie nationale : les institutions étrangères ont des moyens et des possibilités très étendues de recherche, mais les anthropologues nationaux se voient fermer les portes de certaines institutions. Le gouvernement américain mène ces recherches pour savoir d'où pourraient surgir des soulèvements et pour propager les valeurs occidentales de consommation. Il est très important d'avoir une vision théorique correcte des problèmes pour que les arbres ne nous cachent pas la forêt³³. Les études [44] de Lénine sur la société russe, de Mao sur la société chinoise et de Staline sur les nationalités ont été appliquées dans ces sociétés : elles ont été traduites immédiatement en actions révolutionnaires. Les théories de Che Guevara, R. Debray et F. Fanon n'ont pas encore été vérifiées définitivement mais c'est dans ce sens qu'il faut aller pour combattre les théories à la Rostow et promouvoir une recherche « non blanche ». Les propositions de Gough sont « magnifiques » mais elles impliquent l'existence d'une espèce de Suisse « anthropologique » où le chercheur pourrait faire ce qu'il veut. En fait, la science est engagée et pas seulement le savant : elle doit

³³ N. SWADESH, *La Nueva Filologia*, El National Coleccion, Siglo XX, Mexico, 1946.

participer à la solution des problèmes sociaux et vouloir le bien-être de l'humanité. Tout le monde ne peut pas faire comme R. Debray et choisir exactement l'institution pour laquelle il veut travailler. Mais il faut essayer de se faire entendre partout le plus possible et *Current Anthropology* peut être un des moyens de cette discussion internationale. A. G. Frank, quant à lui, « révolutionnarise » l'anthropologie et la critique théorique se transforme directement en politique révolutionnaire ³⁴. Tout d'abord il critique l'optique libérale de Berreman et de Gjessing : « Les appels au nom de la vérité (Berreman) et en faveur d'une approche humaniste (Gjessing) ne sont que d'insuffisantes critiques d'ordre libéral qui s'adressent au soutien tout aussi libéral accordé par la plupart des anthropologues au système qu'ils servent en échange des faveurs qu'ils en reçoivent. » En fait, « la quasi-totalité des sciences sociales du monde "libre" constituent... un immense projet Camelot quelles que soient les instances qui les financent ». À l'appui de sa démonstration, Frank cite un texte expliquant les « besoins » en sciences humaines du département de la Défense et comment améliorer les relations entre ce département et les spécialistes [45] scientifiques. Mais les intellectuels sont tout aussi conscients de cette situation, comme en témoigne l'appel de La Havane du Congrès culturel de 1968 : « ... Les talents et les compétences qui pourraient et qui devraient contribuer à la mise en œuvre du progrès et de la libération deviennent en fait des instruments de la commercialisation des valeurs, de la dégradation de la culture et du maintien de l'ordre économique et social capitaliste. »

El Renguaje y la vida humana, Fondo de cultura Economica, Coleccion popular, 83, Mexico, 1966.

A. G. FRANK, « Sociology of development and underdevelopment of sociology », *Catalyste*, 1967, p. 20-73. (Version française in *Le Développement du sous-développement*. L'Amérique latine, F. Maspero, 1970.)

³⁴ La contribution de A. G. Frank se trouve reproduite, avec d'autres articles qui explicitent la démarche de Fauteur, dans *Le Développement du sous-développement*. L'Amérique latine, Maspero, 1970 : « Anthropologie libérale et anthropologie de la libération » (p. 122-130). On pourra se reporter à l'article « Fonctionnalisme et dialectique » (p. 84-96) et aux remarques de conclusion de l'article « Développement capitaliste ou révolution socialiste » (p. 366-372). Toutefois nous résumons ici la contribution de Frank pour ceux qui n'auraient pas les moyens de recourir à cet ouvrage.

Frank en conclut que les anthropologues occidentaux doivent travailler dans leurs propres sociétés et pour deux raisons : « La première tient au fait que tandis que leur travail à l'étranger sert les intérêts de l'impérialisme, il ne sert pas ceux des peuples colonisés parmi lesquels les anthropologues métropolitains travaillent. »

« La deuxième raison qui doit amener les anthropologues à travailler chez eux est que, d'un autre côté, la métropole impérialiste connaît actuellement de grands changements politiques qui sont de nature à orienter certains anthropologues vers des travaux sérieux - en tant que participants au mouvement de libération se déroulant dans leurs propres pays. »

Dans la pratique, cela signifie « exposer l'impérialisme dans sa nudité idéologique », c'est-à-dire établir une critique théorique et montrer (comme Gough) « que la vraie limite de la théorie anthropologique issue de l'impérialisme et de ses tenants vient du fait qu'ils définissent arbitrairement des villages et des tribus comme étant des systèmes sociaux et qu'ils inventent des catégories théoriques telles que folk afin de voiler la vérité de l'exploitation économique et de l'aliénation culturelle de " leurs " peuples par le véritable système social déterminant, qui est l'impérialisme ».

Ensuite, il faut passer de l'analyse des changements du système à la transformation du système lui-même. Pour cela il faut « développer la théorie dont a besoin et qu'exige le mouvement politique en métropole ». « Enfin, l'anthropologue peut devenir un véritable partisan - un révolutionnaire intellectuel plutôt qu'un intellectuel révolutionnaire. »

De même, les anthropologues des pays colonisés doivent travailler chez eux, car ils sont les seuls à pouvoir saisir les perspectives réelles du système impérialiste. Et Frank de citer F. Fanon. Cette démarche analytique doit se transformer en militantisme révolutionnaire en découvrant les causes de « l'insurrection ». [Citations tirées de l'édition française.]

[46]

4. LES RÉPONSES DE BERREMAN ET GJESSING

G. D. Berreman est étonné du ton mesuré des commentaires. Lors d'une présentation orale de son article et de celui de K. Gough, les interventions avaient été beaucoup plus violentes, que ce soit pour ou contre. Il est d'accord avec Lévine pour dire que l'anthropologie n'a pas de responsabilités particulières (et supérieures). Il critique Kleyne pour faire du conditionnement de classe un absolu. Ensuite il critique Rudolph qui pense qu'on peut découvrir la vérité simplement par le « bon sens » qui « n'a pas de liens avec la culture, la nation, les classes, etc. ». En fait, toute la sociologie de la connaissance va à rencontre de cette affirmation. Et il cite Kuhn, Schutz³⁵. Il n'y a pas d'absolu en sciences humaines. « Je pense que chaque savant doit définir la vérité telle qu'il la voit, la vérifie et il doit la défendre de la même façon qu'il défend, vérifie et défend ses opinions. En même temps, s'il veut qu'on le croie, il doit expliciter le plus clairement possible les principes de sa recherche — bref, il doit nous dire comment il en est arrivé à savoir ce qu'il sait de la vérité telle qu'il la conçoit. J'ai déjà défendu une telle idée sous le nom d'une "sociologie de la connaissance ethnologique ; une ethnologie de l'ethnologie" pour donner de la crédibilité et permettre la vérification de nos recherches³⁶. » « Il n'y a que l'Histoire qui pourra dire lequel d'entre nous a raison. » Les positions de Richards, MacLachlan et Gulick et, dans une autre optique, de Frank sont celles que l'auteur tenait à critiquer. Ensuite Berreman examine le problème de la prise de position politique par l'A.A.A. (*American Anthropological Association*). Le génocide n'est-il pas une préoccupation professionnelle pour les anthropologues ? Il est d'accord

³⁵ T. S. KUHN, *The structure of scientific revolutions*, Phoenix édition, Chicago U.Press, 1962

A. SCHUTZ, « Common Sense and scientific interpretations of human action », in M. NATANSON (éd.), *Collected Papers 1. The problem of social reality*, Martinus Nyhoff, The Hague, p. 3-47.

³⁶ G. BERREMAN, « Anemic and emetic analysis in social anthropology », A.A., 1966, vol. LXVIII, p. 346-354.

avec le rapport Beals mais les critiques que ce dernier avance dans *Current Anthropology* nécessitent une mise au point. C'est ce qu'il fait à propos de l'article de Braestrud et de la motion contre la guerre du Vietnam ³⁷.

[47]

G. Gjessing avoue avoir écrit son article de façon un peu provocante de façon à susciter des réponses. Il ne pense pas que l'aspect « génético-historique » de l'anthropologie (selon Rudolph) soit secondaire. Au contraire, cet aspect est tout à fait complémentaire de l'aspect « génético-fonctionnel ». D'autres part, les tests psychologiques de Nadel (repris par Lévine) ou psychiatriques de E. Nurge ne lui semblent pas des solutions valables. Les remarques de Frank sont très intéressantes et pertinentes. Il est évident que Gough, Berreman et lui-même ont une idéologie. Celle de Frank et de lui-même est socialiste, celle de Beals est libérale. Quant à E. Cohen « ce qu'il veut faire c'est exactement ce que Malinowski voulait faire en Afrique — rendre l'occupation permanente ». Lewis a raison d'insister sur l'approche totalisante : « Expliquer le tout puis les parties. » Malgré les arguments de Siverts, il se sent concerné par le futur de l'anthropologie.

³⁷ Lors de la réunion à Pittsburgh en novembre 1966 de l'A.A.A., D. et K. Gough présentèrent une motion condamnant le rôle des U.S.A. dans la guerre du Vietnam. L'anthropologue M. Harner s'opposa à cette résolution parce qu'elle ne « faisait pas avancer la science anthropologique » et qu'elle ne contribuait pas « à la défense des intérêts professionnels des anthropologues ». De plus il affirma que le « génocide ne représente pas un souci professionnel pour l'anthropologue ». Mais la motion fut amendée puis acceptée. En fait l'amendement consistait à supprimer toute référence au rôle des U.S.A., tout en condamnant le génocide. Pour R. Beals, cette motion condamnait aussi bien le Vietnam du Nord. Mais Berreman pense que les termes de la résolution condamnant « l'usage du napalm, des produits chimiques défoliants, des gaz nocifs et des bombardements » s'appliquaient avec évidence aux U.S.A., car aucun autre gouvernement n'employait de tels moyens. Cf. également la réponse de K. Gough.

[48]

*“Des propositions nouvelles
pour les anthropologues.”*

UNE RÉPONSE

Kathleen Gough

[Retour à la table des matières](#)

Laissez-moi d'abord répondre aux critiques de déclarations que je n'ai jamais faites ou eu l'intention de faire. I. M. Lewis écrit : « L'anthropologie sociale n'a jamais été simplement une aide pour une administration coloniale éclairée et ne devrait pas être considérée maintenant simplement comme une aide pour le développement dans les nouveaux États. » Je suis d'accord avec lui et n'ai jamais rien dit d'autre. Le père Madigan pense que je sous-entends que l'anthropologie a été créée pour poursuivre des objectifs impérialistes. Je n'ai pas dit cela et je ne le pense pas. Je pense plutôt que le développement de l'anthropologie dans les pays impérialistes et le fait que son objet ait été soumis à l'impérialisme affectent les théories anthropologiques (sans les déterminer absolument en aucune manière). Je pense aussi que les anthropologues échouèrent en général à mener une analyse de l'impérialisme en tant que système, peut-être parce qu'ils étaient soumis eux-mêmes aux pays impérialistes.

Wolfgang Rudolph écrit de son côté : « Même s'il y a eu des cas où des anthropologues se sont prostitués — consciemment ou non — à des administrateurs sans scrupules, cela n'a rien à faire en principe avec le caractère scientifique de l'anthropologie », et il cite les travaux de Boas, Kroeber et d'autres anthropologues qui ne possèdent aucune trace « d'attitudes colonialistes ». En fait, ce n'était pas essentiellement la

prostitution des anthropologues aux impérialistes qui m'intéresserait dans cet article, bien que, si cette situation se produit, il est certain qu'elle influencera leurs théories. Ce qui m'intéresserait davantage, c'était l'aveuglement assez répandu des anthropologues à l'égard des conséquences de l'impérialisme, fait qui a une influence sur leurs théories également. Aussi je pense que, tout en faisant des travaux de grande valeur sur les différences et les préjugés raciaux, Boas et ses disciples n'ont pas examiné systématiquement [49] les rapports entre les préjugés raciaux et le développement mondial, historique et structurel, de l'impérialisme des nations blanches. S'ils avaient eu un tel point de vue, ils auraient peut-être conclu qu'un changement total des relations de puissance entre les races blanches et de couleur était nécessaire pour saper le racisme blanc, au lieu de croire — comme je pense qu'ils avaient tendance à le faire — que la solution résidait surtout en une éducation libérale du peuple blanc.

Sur un problème différent, Ralph Beals se demande quelle valeur il faut attribuer à mon affirmation selon laquelle « les objectifs propres du travail intellectuel ont été mis en cause » par l'utilisation des notes des étudiants par les conseils de révision. Il fait remarquer que les universités étaient contre cette initiative, que l'administration l'abandonna en 1967 et qu'aucune université digne de ce nom aux États-Unis ne fournit d'informations à propos des notes, sauf à la demande de l'étudiant. L'université où je travaillais ne résista pas, comme beaucoup d'autres, à ces dispositions et j'ai écrit mon article et démissionné de cette université plusieurs mois avant que cette pratique ne soit abandonnée. Il est vrai que les informations concernant les notes des étudiants n'étaient révélées qu'à la demande des étudiants. Malgré tout, je pensais et pense encore que c'est une forme de complicité avec le génocide au Vietnam et de prostitution intellectuelle que de répondre aux demandes ou des étudiants ou des militaires pour favoriser l'engagement éventuel des sursitaires en faisant connaître leurs notes. Beals peut, bien sûr, discuter du sérieux de ce genre de complicité si on compare cet acte à d'autres, comme le paiement des impôts, mais je ne pense pas que ce que j'ai écrit était inexact ou trompeur.

En ce qui concerne maintenant les critiques des raisonnements avancés dans mon article, von Mering, Beals et Lewis contestent ma classification des nations du tiers monde. Il y a des raisons valables pour une telle critique : les données sur lesquelles cette classification est

fondée ne sont pas exposées dans l'article. Il était difficile cependant de le faire dans une communication de vingt minutes ou même sous une forme plus réduite qu'un ou plusieurs ouvrages. J'ai donné la liste des travaux sur lesquels la classification était fondée.³⁸ En outre j'ai indiqué que ma liste des États clients était tout à fait « provisoire ».

[50]

Ce qu'il faut souligner c'est ce que ce débat ne doit pas être uniquement idéologique, comme l'ont compris ces critiques, mais qu'il doit aussi se placer au niveau empirique. C'est justement parce que nous avons échoué, en tant que discipline, à définir et à analyser les types de domination et à étudier les types de problèmes soulevés à la fin de mon article, que ceux qui essayent de les analyser assez sérieusement sont accusés de « capitulation idéologique » (Beals). Je suggère plutôt que les anthropologues se familiarisent avec les discussions et les données concernant ces importants problèmes empiriques. Est-il vrai, comme l'affirment Frank et Jalée, qu'il y a une exportation de capitaux de la plupart, sinon de toutes les nations non socialistes du tiers monde vers les nations industrielles ? Et si ce phénomène existe, se produit-il aussi chez les nations socialistes ? Est-ce que les gouvernements et les services secrets des nations industrielles minent ou suppriment, ouvertement ou de façon cachée, les gouvernements des nations pauvres lorsque ceux-ci semblent menacer leurs intérêts ? Quand, où et pourquoi cela s'est-il produit ? Dans quel pays du tiers monde les nations industrielles ont-elles des bases militaires et quelles sont les conséquences visibles de celles-ci au niveau de l'économie et de la politique de ces nations ? On peut répondre à ces questions de façon plus ou moins complète ou objective selon nos capacités intellectuelles, notre esprit de sérieux et notre honnêteté. Je ne réclame pas de récompense à ce sujet, mais si nous n'abordons pas du tout ces problèmes, nous ne pouvons pas espérer aller au-delà des préjugés ou de l'ignorance consciente, vers une vision éclairée de notre monde actuel.

³⁸ Les ouvrages de P. JALÉE, *Le Pillage du tiers monde*, Maspero, 1967 (auquel nous pouvons ajouter, du même auteur, *L'Impérialisme en 1970*, Maspero, 1969) et de Michel Barrat BROWN, *After imperialism*, Heinemann, 1963, sont des titres supplémentaires utiles.

Je dois ajouter tout de suite que je ne pense pas que de tels problèmes de recherche doivent rester au niveau « d'enquêtes orientées vers des problèmes sur une base empirique », bien que la liste des problèmes exposés dans mon article ait donné à Mukherjee cette impression justifiée. Il est évident que les résultats auxquels aboutiraient ces enquêtes devraient être réunis pour constituer des théories. Que ces théories contribuent ou non à « l'avancement de la discipline » (Beals) dépend en fait de l'objectif que nous assignons à l'évolution de l'anthropologie. Je veux qu'elle devienne un ensemble de savoir empirique et théorique, en révision constante, concernant le processus global et les directions principales de l'évolution des sociétés et des cultures humaines, et orienté, bien que pas de façon directe et immédiate à chaque étape, vers la recherche de l'épanouissement, de la dignité et du bonheur des hommes.

[51]

Une telle conception de l'objectif final de l'anthropologue nous amène au critère de la pertinence, ou pour reprendre un terme que je préfère, de la signification. Ce n'est pas forcément celle qu'ont définie « la bureaucratie ou les politiciens des nations en voie de développement » (Beals) bien que, lorsque nous nous occupons des sociétés modernes, celle-ci ait un rapport certain avec « les besoins des nouvelles nations ». Je ne veux pas dire que nous devrions tous nous limiter à l'étude des sociétés modernes ou que toute notre recherche ne devrait porter directement que sur les débats idéologiques quotidiens entre nations ou au sein de celles-ci. Toutefois, si dans notre étude des micro-systèmes contemporains nous refusons de replacer ceux-ci dans une analyse globale de la société mondiale — dans sa perspective historique et en relation avec les formes antérieures de la société —, et si de plus nous nous refusons à situer nos recherches en fonction de la question humaniste fondamentale, « la connaissance pour quoi faire ? », nous aboutirons très certainement à des trivialisations sans lien entre elles, à des élaborations sans signification ou même dangereuses et à des exercices mentaux aliénants. Selon les termes de P. Baran ³⁹, nous deviendrons des travailleurs-intellectuels et non plus des intellectuels, trop facilement dupes des élites politiques dont les

³⁹ P. BARAN, 1965 (cf. ci-dessus, p. 36, note 3). [Dans cette édition numérique, voir la note 22. JMT.]

objectifs sont tout à fait contraires à l'humanisme que nous aurons fièrement séparé de nos efforts scientifiques !

Dans sa discussion de mon essai de classification des nations sous-développées, Beals m'accuse de me soumettre à la « dialectique rigide d'un des camps de la guerre froide ». Si cette affirmation n'était pas ridicule, je la trouverais intellectuellement insultante. Il y a quinze ans, cette affirmation aurait été à la fois insultante et dangereuse, car il était possible alors de persuader un grand nombre d'Américains intelligents que n'importe quel concept provenant, même indirectement, de Marx ou de Lénine prouvait une soumission intellectuelle et politique à la conspiration internationale et monolithique dirigée depuis Moscou. Aujourd'hui les choses sont bien moins simples. De quel « camp » veut parler Beals ? De Cuba, de la Chine, de l'U.R.S.S. ou du S.D.S. ⁴⁰ ? Beals sait probablement que leurs « dialectiques » sont différentes et même qu'en certains points elles se contredisent. Bien sûr, si c'est pour m'accuser d'appartenir [52] à un mouvement, alors c'est vrai. Aux États-Unis, grâce à Arlo Guthrie, il est plus connu cette année sous le nom du Alice's Restaurant Anti-massacre Movement ⁴¹. Certains de ses membres ont lu Marx et Lénine, Che Guevara et le président Mao. La plupart sont favorables à la révolution culturelle, à l'Île de la jeunesse, aux révoltes étudiantes françaises, à celles de l'Université Columbia et de l'Europe de l'Est, ainsi qu'aux mouvements de guérilla, aux idéologies si variées, de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine. Personnellement, avec certains de mes collègues comme A. G. Frank,

⁴⁰ *Students for a Democratic Society*, mouvement étudiant américain d'extrême gauche. [N.d.T.]

⁴¹ Arlo Guthrie est un jeune chanteur américain très connu. Il est le fils du célèbre chanteur de folklore (et compositeur de chansons également) Woody Guthrie et il a enregistré un disque intitulé *Alice's Restaurant* qui retrace, sur un ton empreint à la fois de gentillesse et de mélancolie, une aventure personnelle, révélatrice d'une « certaine Amérique » (le réalisateur W. Penn, de *Bonnie and Clyde*, vient d'ailleurs d'en faire un film avec A. Guthrie lui-même). La « philosophie » de A. Guthrie est, au contraire de celle de B. Dylan et J. Baez, celle du retour sur soi et à la campagne (Thoreau, Emerson). Autant que nous sachions, le mouvement dont parle K. Gough n'existe pas : mais c'est une façon de symboliser la génération actuelle des jeunes Américains en révolte contre l'ordre établi. C'est aussi, de façon évidente, une manière de se moquer de R. Beals. (Cf. le reportage sur A. Guthrie, in *Newsweek*, du 29 septembre 1969, p. 41-45.) (N.d.T.)

je suis quand même plus systématique. Je suis une révolutionnaire socialiste. Sur la base de mes lectures, de l'observation et de l'intuition, je pense qu'historiquement le système capitaliste et étatique des nations industrielles est en déclin et qu'il faut s'attendre vraisemblablement à des développements révolutionnaires en Amérique, en Europe occidentale et dans une grande partie du tiers monde non socialiste. Il me semble très vraisemblable également que des développements révolutionnaires se produiront en Europe de l'Est, mais je possède très peu d'informations sur cette région. Considérant ces conclusions comme une tentative provisoire pour définir où nous en sommes, je pense, avec Frank, qu'il est de mon devoir d'aider la révolution le mieux que je puis. Cela ne veut pourtant pas dire que je ne veux ou ne puis pas penser par moi-même, que je me suis « soumise » à une « dialectique » toute faite de la guerre froide. Les socialistes du monde occidental ne possèdent aucune dialectique qui soit unifiée et largement acceptée malgré les essais de Baran, Marcuse et d'un grand nombre d'autres penseurs. Telles quelles, les théories de Marx et de Lénine sont démodées. Les leçons du stalinisme sont assez amères et le socialisme des nouvelles [53] nations pauvres qui sont en lutte contre les puissances impérialistes actuelles ne peut offrir que des lueurs pour ceux qui veulent construire la société postimpérialiste et postnationale. Il faut élaborer un système théorique à partir des anciens systèmes. Cela, c'est la tâche des intellectuels socialistes ; je pense qu'elle est aussi conforme à mon rôle d'anthropologue intéressé par la société contemporaine. Il est peu probable que les théories resteront closes ou rigides, vu le rythme des événements. Beals peut ne pas apprécier ma foi et mon engagement en la révolution, mais, raisonnablement, il ne peut pas m'accuser de capitulation intellectuelle. Beals s'élève peut-être contre toute théorie systématique de la société contemporaine ou contre tout effort personnel pour se faire une idée sur où va le monde. S'il en est ainsi, je pense qu'il aura suffisamment d'adversaires en dehors des faibles rangs des anthropologues révolutionnaires et socialistes et qu'il est inutile de lui répondre.

De même, l'affirmation du père Madigan selon qui « nous ne devrions pas accepter sans critique, comme source de nouvelles connaissances (à propos des nouvelles nations) les écrits d'auteurs comme Owen Lattimore et Edgar Snow », me paraît bizarre. Je n'ai jamais proposé qu'on lise quoi que ce soit sans esprit critique mais je

me demande pourquoi le père Madigan ne trouve pas dignes d'une attention sérieuse les récentes descriptions de la Mongolie par le chef du département des études d'Extrême-Orient à l'université de Leeds. Après tout, cela fait quarante ans que Lattimore étudie l'Extrême-Orient et il n'y a pas énormément de données de première main recueillies par des spécialistes occidentaux. Edgar Snow est un genre d'écrivain un peu différent : c'est un journaliste aux connaissances, à l'humanisme et au jugement remarquables qui parle le chinois et possède douze ans d'expérience en Chine, partiellement comme professeur d'université. Les travaux de ces deux auteurs parlent d'eux-mêmes. Que Madigan les repousse me frappe comme l'exemple classique du genre de préjugé étroit contre lequel s'élevait mon article.

Maintenant je me tourne vers une seconde série de critiques. Richards et Siverts contredisent ma critique des principes ordinaires (bien que variables) de l'anthropologie appliquée aux U.S.A. Ici aussi il y aurait de la place pour une critique détaillée. Par manque de temps ma déclaration était une simple énumération de remarques que j'ai peut-être formulée de façon trop simpliste. J'ai pourtant cité en note les auteurs qui ont développé ces critiques en détail (Batalla, Onwuachi et [54] Wolfe, Stavenhagen, Frank et Worsley). Il est vrai, comme le dit Richards, que je n'ai pas cité toutes les études anthropologiques qui ont été consacrées aux mines, aux plantations industrielles, aux concentrations urbaines, etc. Mais sa critique est injuste, car j'ai introduit des nuances dans mes généralisations (dont elle n'a pas voulu tenir compte, admet-elle) et j'ai parlé en termes de tendances, non d'absolus. Dans les travaux cités par Richards, ceux de Powdermaker et Warner⁴² ne concernent pas des sociétés non occidentales et pré-industrielles, que mes remarques dans le passage en question visaient explicitement. Richards dit que mes critiques 2 et 7 de l'anthropologie

⁴² H. POWDERMAKER, *Hollywood, the dream factory*, Little-Brown, Boston, 1950.

W. LI. WARNER, P. S. LUNT, *Social life of a modern community*, New-Haven Yale U.P.,

W. LI. WARNER, *Status system of a modern community*, New-Haven Yale U.P.,

WARNER, L. I. L. Warner. SROLE, *The social system of American ethnic groups*, New-Haven Yale U.P., 1945-1942-1941.

W. LI. WARNER, J. O. LOW, *Social system of a modern factory*, New-Haven Yale U.P., 1947.

appliquée sont formulées de façon tellement absolue avec des « jamais » ou des « seulement » que ses termes seront jugés inacceptables par la plupart des anthropologues. En fait je ne trouve pas trace du mot « jamais » dans ce passage de mon article et le mot « seulement » est utilisé, je pense, avec un sens précis et vérifiable ; une grande partie de l'anthropologie appliquée refuse « de considérer que dans certaines sociétés la révolution est peut-être la seule possibilité pour arriver à un développement économique ». Ai-je tort ? Combien d'anthropologues (appliqués) américains acceptent de prendre en considération ou même de discuter ouvertement la possibilité que la révolution soit peut-être la seule façon de parvenir à un développement économique ? Je ne pense pas qu'elle doive m'accuser « d'analyse biaisée à moitié vraie, à moitié fausse et inexacte », etc.

Le commentaire de A. G. Frank est d'un genre tout à fait différent du reste et me semble le plus provocateur et le plus pertinent. Les déclarations de Frank toucheront un public différent et probablement plus jeune que celui auquel je me suis adressé. Mon article s'adressait à ce qu'on peut appeler la grande majorité des anthropologues « libéraux » des États-Unis. Mon article leur demandait d'admettre que de grands développements révolutionnaires se produisent actuellement un peu [55] partout, et de prendre en considération les débats significatifs qui en découlent et d'examiner, à la lumière des recherches empiriques, leur propre fonction et les opinions qui leur sont prodiguées par les organismes de propagande de leur société. Frank s'adresse implicitement à l'anthropologue « radical » déjà engagé ou à moitié engagé et lui demande de clarifier ses priorités et ses loyautés, de rejeter inconditionnellement les corruptions potentielles ou réelles du rôle traditionnel du chercheur en sciences humaines et de dédier sa vie et son travail au changement révolutionnaire. Les déclarations de Frank sont écrites aussi quinze mois après les miennes, alors que les événements se sont multipliés dans les ghettos noirs et les universités américaines, au Vietnam et tout récemment en Europe. Cet article vient donc à son heure et il est bienvenu. Il est aussi intéressant de noter que ces déclarations viennent d'un chercheur que ses analyses énergiques du capitalisme en Amérique latine ont fait chasser des États-Unis, où il a passé la plus grande partie de sa vie, et même, plus récemment, de deux des universités canadiennes les plus « libérales » (dont la mienne). Beals affirme que « les anthropologues ont encore beaucoup de liberté

de recherche aux États-Unis » et que « dans une grande partie du monde ils en ont peu ». Si cette dernière affirmation est vraie, la première ne l'est, je pense, que dans la mesure où les anthropologues décident de travailler dans le cadre de l'impérialisme capitaliste. S'ils essaient d'en sortir, leur chemin est, évidemment, très difficile.

Je suis d'accord avec la plupart des déclarations de Frank et j'admire son engagement. Je voudrais soulever deux points. Il est difficile de prendre au pied de la lettre, sans autre explication, l'affirmation selon laquelle « pratiquement toutes les sciences humaines du monde " libre " sont en réalité un seul et gigantesque projet Camelot et impérialiste, quel qu'en soit le financement ». Il est évident d'après les citations de Frank que le département de la Défense américain aimerait diriger la plupart sinon toutes les recherches américaines en sciences sociales, de même que celles des spécialistes étrangers, pour servir la politique contre-révolutionnaire américaine et que cet objectif est facilité et souvent favorablement mis en avant par les fondations les plus importantes, le département d'État, les institutions culturelles à l'étranger et un nombre inconnu d'anthropologues américains. Malgré cela, je pense qu'il faut distinguer entre les objectifs du gouvernement américain et les motifs des anthropologues individuels, en prenant en considération le degré de pertinence, [56] pour la contre-révolution, des sujets et résultats des recherches des anthropologues. Le projet Camelot, comme d'autres projets du même genre, visait spécifiquement, sans aucun doute, à rechercher les causes du soulèvement révolutionnaire et les moyens de l'empêcher. Malgré la confusion de leurs motifs, les gens qui travaillaient à ce projet savaient ce qu'ils faisaient et pour qui. Bien que le travail des autres anthropologues puisse être utilisé à d'autres fins par leur gouvernement, je ne pense pas qu'il y ait une culpabilité aussi grande dans le cas d'un chercheur étudiant les changements dans la parenté ou les rites d'initiation féminine. Au lieu de condamner tous les anthropologues américains et de les mettre dans le même sac, je pense qu'il est nécessaire de distinguer plusieurs degrés de culpabilité et de responsabilité. Il est aussi nécessaire de faire remarquer, comme le fait Frank, que les tentatives des anthropologues pour mener des recherches indépendantes sur les sociétés contemporaines peuvent être utilisées par son gouvernement pour faire du tort à leurs informateurs. Et puis, même si les anthropologues choisissent les problèmes les plus triviaux, ou les

plus abstrus et lointains historiquement, le fait qu'ils acceptent de l'argent d'organismes du gouvernement américain sans protester fortement et publiquement au sein de leurs organismes professionnels contre la politique de ce dernier, permet d'utiliser leurs travaux comme un paravent et donne un air de respectabilité à d'infâmes actions impérialistes. Frank rend également service en indiquant que l'impérialisme culturel est inhérent à l'extension des institutions de recherche américaines, en dehors de leurs effets sélectifs sur la recherche indigène ou leur utilisation potentielle comme centres d'espionnage. Un second problème qui se pose est celui du lieu où les anthropologues dévoués à la révolution peuvent travailler avec le plus d'efficacité. Frank affirme que les chercheurs occidentaux devraient travailler dans leurs propres sociétés et que ceux du tiers monde devraient aider les luttes révolutionnaires qui s'y déroulent. Voici les trois raisons qu'il avance pour cela :

- la recherche patronnée par l'Occident dans le tiers monde est utilisée par les gouvernements occidentaux à des fins contre-révolutionnaires ;
- les anthropologues occidentaux, originaires des nations impérialistes, ne peuvent pas développer ou être chargés de développer les révolutions dans les colonies ;
- des situations potentiellement révolutionnaires existent maintenant dans les pays métropolitains eux-mêmes.

[57]

Je ne trouve pas ces raisons entièrement convaincantes. Si leur prise de position est bien claire, les études anthropologiques du tiers monde peuvent être utiles aux « radicaux » en puissance de l'Occident, surtout si elles analysent les objectifs et les méthodes des mouvements révolutionnaires coloniaux ainsi que tout le contexte impérialiste... Il est possible d'être un « déclassé intellectuel » sur le plan international aussi bien que dans son propre pays, mais peu y arrivent, avouons-le. Je ne pense pas que l'on puisse dire que les mouvements révolutionnaires de Cuba, de la Chine et du Kenya auraient été mieux soutenus si Edgar Snow, William Hinton, Jan Myrdal, K. S. Karol, Paul

Sweezy, C. Wright Mills, Robert Taber, William Appleman Williams, Donald Barnett, Wilfred Burchett, Félix Greene et d'autres étaient restés chez eux. Acquérir la qualification et la spécialisation régionale des chercheurs de sciences humaines et des journalistes demande des années ; les expériences et les capacités spécifiques des anthropologues individuels ne devraient pas être gaspillées. Enfin, si, comme le pense Frank, la révolution est une et internationale, alors il y a une variété de rôles à remplir au cœur et dans les arrière-pays de l'impérialisme.

Cependant un grand nombre, sinon la plupart, des anthropologues « radicaux » de l'Occident, ne pourront plus faire financer encore longtemps leurs recherches à l'étranger si leurs opinions morales et leurs allégeances politiques deviennent publiques. Si leur objectif premier est avant toute chose d'aider la révolution, la plupart trouveront peut-être nécessaire de travailler chez eux et certains, pour des tas de raisons, préféreront cette situation. En même temps, beaucoup d'anthropologues « radicaux », de même que d'autres spécialistes, pourront, comme le souligne Staughton Lynd ⁴³, être mis à la porte des universités ou trouver leur situation trop gênante pour faire de la recherche ou pour participer aux activités de l'organisation qui soutient le mieux la révolution. Il me semble cependant trop tôt pour établir des règles au sujet des situations et des activités créatrices où les anthropologues révolutionnaires peuvent s'engager. Plusieurs rôles se dégageront probablement, certains plus contemplatifs, plus théoriques et généraux, d'autres plus particuliers ou plus activistes. Les déclarations de Frank attirent l'attention sur le fait que les rapports entre sciences sociales et valeurs idéologiques ne sont ni abstraits ni absolus. Ils ont été définis [58] d'une façon particulière par la société bourgeoise pendant sa période ascendante, mais ce fait ne doit pas nous gêner. Aussi longtemps que nous nous efforçons d'être honnêtes et de clarifier nos valeurs idéologiques, les rapports entre celles-ci et la science peuvent devenir ce que nous décidons d'en faire, à l'intérieur des limites imposées par notre situation globale. Tandis que les crises deviennent de plus en plus aiguës, la répression contre-révolutionnaire et notre propre sentiment de l'urgence de la situation nous poussent de plus en plus à des actions inhabituelles et peuvent signifier pour beaucoup

⁴³ S. LYND, *The responsibility of radical intellectuals*, New University Conference, Newsletter, 24 mai 1968, p. 1

d'anthropologues l'abandon des moyens et des règles traditionnels de la recherche, de l'enseignement et de la publication. Notre « objet » n'en sera pas nécessairement appauvri. Schoolcraft, Morgan, Darwin, Marx, Engels, Lénine, Trotsky, Rosa Luxemburg, Gramsci, Paul Sweezy, Herbert Aptheker et Isaac Deutscher, pour ne citer que quelques personnalités éminentes, travaillèrent en dehors des universités, en furent mis à la porte ou empêchés d'y exercer (Lynd). Les sciences humaines et la société moderne seraient bien moins riches sans eux.

Les déclarations de Frank, au contraire des commentaires de Mac Lachlan et de Levine, mettent en lumière le fait évident, bien que souvent ignoré, que les chercheurs en sciences humaines ont un rôle social qui est différent à la fois du contenu de leur recherche et de leurs devoirs de « simples » citoyens. Même si leurs travaux et leur expérience ne les ont pas conduits à choisir la révolution, je pense qu'un grand nombre, sinon la plupart, des anthropologues sont d'accord pour dire qu'ils se sentent obligés, individuellement et collectivement, de demander quelles sont les conséquences de la politique de leurs gouvernements, non seulement sur leur travail mais sur le bien-être des peuples du monde entier et surtout sur ceux des sociétés non occidentales chez lesquels ils ont mené tant de leurs recherches. Evidemment nous devrions également examiner les conséquences des actions des autres gouvernements, mais il nous échoit particulièrement de faire connaître notre opinion sur les gouvernements qui nous emploient et dont nous sommes, en tant que citoyens, les plus directement responsables. Ainsi, il ne suffit pas par exemple que les anthropologues condamnent l'emploi de leurs collègues par la C.I.A. sous prétexte qu'un tel emploi peut mener à la dissimulation ou empêcher la libre publication des résultats de la recherche. En fait, il faut condamner cet emploi parce que la C.I.A. a commis des crimes contre la loi internationale, a sapé l'autorité de gouvernements étrangers et a contribué [59] à priver d'autres nations de leur indépendance, de leur dignité et de leur sécurité physique. Je ne veux pas dire qu'il n'y a que le gouvernement des États-Unis qui commette des crimes, bien qu'il me paraisse évident qu'il ait été le principal criminel pendant les vingt dernières années. Les anthropologues des autres pays, capitalistes et socialistes, doivent, comme le fait remarquer Peter Skalnik, examiner leurs propres institutions, leur propre rôle social et leurs consciences. Les membres de l'*American Anthropological Association* ont la

responsabilité particulière de s'occuper eux-mêmes des actes des gouvernements des Amériques.

Après s'être référé à la résolution sur le Vietnam, Beals termine son commentaire en rejetant « la tentative totalitaire d'engager tous les anthropologues sur des positions politiques par le biais de leurs organismes professionnels ». Je ne vois pas où est le totalitarisme lorsqu'on demande à un organisme professionnel de voter sur un problème moral et humanitaire de dimension mondiale. Les minorités peuvent présenter des résolutions indépendantes. Je me demande si Beals avait trouvé aussi « totalitaires » les résolutions antérieures votées par l'association sur les armes nucléaires, les expériences atomiques dans le Pacifique, le bien-être des Indiens américains ou les problèmes raciaux et politiques du peuple noir des États-Unis. Si l'on veut parler de totalitarisme, c'est à propos du gouvernement américain qui a massacré, sans vergogne et pendant des années, un peuple paysan asiatique, en utilisant des armes interdites internationalement et en empêchant le Vietnam, du Nord et du Sud, de former son propre gouvernement unifié comme le préconisaient les accords internationaux. Protester, individuellement ou collectivement, contre un tel fascisme extérieur n'est pas du totalitarisme. Personnellement, c'est le silence maintenu pendant plus de deux ans au sein de l'A.A.A. et les efforts opiniâtres et autoritaires de quelques vieux anthropologues pour empêcher l'ouverture d'une discussion sur ce problème qui me paraissent totalitaires. Si l'on avait ouvert la discussion et bien examiné les faits pendant toute cette période, Beals et nous tous aurions été mieux qualifiés pour juger les rôles des États-Unis et du Vietnam dans ce conflit ainsi que nos propres responsabilités, en tant qu'anthropologues, vis-à-vis de celui-ci.

Traduit de l'anglais
par Jean COPANS

[60]

[61]

Première partie.
UNE CRISE AMÉRICAINE.

2

“L’anthropologie sur le sentier
de la guerre en Thaïlande.”

Eric K. Wolf et Joseph G. Jorgensen

[Retour à la table des matières](#)

Avec la publication de cet article dans la New York Review of Books, le débat sort du « ghetto » des publications spécialisées et des réunions de spécialistes. C'est une espèce de parallèle anthropologique aux Pentagon Papers. Malgré l'évidence des preuves apportées par les deux anthropologues, le contenu de leurs accusations et le sens de leur démarche soulevèrent des critiques violentes de la part des conservateurs et notamment de la part du président en exercice de l'A.A.A., G. M. Foster.

On trouvera ici l'intégralité de cet article, ainsi que la première réponse aux lettres de G. M. Foster, P. Hinton et A. J. F. Köbben parues dans le n° du 8 avril 1971 de la N.Y.R.B.

RÉFÉRENCES

Eric R. WOLF, Joseph G. JORGENSEN, « Anthropology on the Warpath in Thailand », The New York Review of Books, 19 novembre 1970, p. 26-35.

The New York Review of Books, 8 avril 1971 : lettres de G. M. Foster ; P. Hinton ; A. J. F. Köbben ; réponse de J. G. Jorgensen et E. Wolf.

[62]

The New York Review of Books, 22 juillet 1971 : lettres de D. J. Jones ; P. Hinton ; réponse de E. Wolf et J. G. Jorgensen.

*

E. WOLF, « American Anthropologists and American Society », in D. HYMES (éd.), *Reinventing Anthropology*, Pantheon Books, 1973.

E. WOLF, *Les Guerres paysannes du vingtième siècle*, Maspero, Paris, 1974.

[63]

I

Le 30 mars 1970, le « Student Mobilization Committee to End the War in Vietnam » nous a soumis des documents impliquant des spécialistes américains des sciences sociales dans des activités contre-révolutionnaires en Thaïlande. Nous résumerons ces documents dans cet article, mais il importe tout d'abord de faire une mise au point sur les conditions dans lesquelles nous les avons reçus et sur la controverse qu'ils ont soulevée chez les chercheurs.

À cette époque-là, l'un d'entre nous, Wolf, était président, et l'autre, Jorgensen, membre du *Ethics Committee* de l'American Anthropological Association, comité qui avait été mis sur pied après les répercussions causées par une Déclaration sur les problèmes de la recherche anthropologique et de la morale, adoptée par les membres de l'Association en 1967. Cette déclaration avait été manifestement élaborée dans le contexte immédiat de la guerre au Vietnam (l'Association a condamné cette guerre en 1966), mais, plus généralement, elle visait à protéger l'intégrité des anthropologues que leurs connaissances et leur expérience particulières, issues d'un travail sur le terrain dans le tiers monde, signalaient aux yeux des exécutants de la politique gouvernementale pour des recherches contre-révolutionnaires et d'autres formes de recherche clandestine.

Le problème qui se posa à l'Association et au Comité de morale a poursuivi les anthropologues depuis l'origine de la discipline. Après tout, les conquêtes et le colonialisme européens avaient fourni à

l'anthropologie son champ d'action et, surtout au XIX^e siècle, sa morale intellectuelle de « l'objectivité scientifique ». Mais, selon nous, « l'objectivité scientifique » implique [64] que l'anthropologue soit étranger aux gens parmi lesquels il travaille. Lévi-Strauss a très bien défini le problème : « L'anthropologie n'est pas une science sans passion comme l'astronomie qui naît de la contemplation des objets éloignés. C'est le résultat d'un processus historique qui a rendu la plus grande partie de l'humanité asservie à l'autre partie, et durant lequel les ressources de millions d'êtres innocents ont été pillées, leurs institutions et leurs croyances détruites, tandis qu'ils étaient eux-mêmes tués sans pitié, jetés en esclavage et contaminés par des maladies auxquelles ils ne pouvaient résister. L'anthropologie est la fille de cette ère de violence. Son aptitude à considérer plus objectivement les faits relatifs à la condition humaine reflète, au niveau épistémologique, un état de fait dans lequel une partie de l'humanité traite l'autre comme un objet ⁴⁴. »

D'autre part, comme l'a remarqué Stanley Diamond ⁴⁵, l'anthropologie fut par essence « une discipline révolutionnaire » qui, dans la tradition de Montaigne et de Rousseau, remet radicalement en question les prétentions de supériorité de la civilisation occidentale, tout en recherchant des conceptions différentes de l'homme. Ce dernier aspect de la conscience anthropologique a toujours été admis aux États-Unis, ce qui est encore à l'honneur d'hommes tels que Franz Boas, Robert Redfield et Paul Radin. Tout au long de l'histoire de la profession, des anthropologues ont condamné l'agression du gouvernement américain contre les Indiens d'Amérique (bien que « les solutions » qu'ils proposaient ne fussent pas et n'eussent probablement pu être meilleures que celles de tout autre origine) ; l'Association a aussi défendu les droits sociaux et culturels des minorités et pris de bonne heure des positions sans équivoque face au fascisme et au racisme.

Les nazis, ceci mérite qu'on s'y arrête, comprirent cet aspect de la discipline en Europe, et s'attachèrent de manière systématique à frapper au cœur l'anthropologie allemande, en la réduisant à n'être qu'un reflet

⁴⁴ Claude LÉVI-STRAUSS, « L'Anthropologie : son œuvre et son avenir », *Current Anthropology*, 1966, vol. 7, p. 126.

⁴⁵ Stanley DIAMOND, « Une discipline révolutionnaire », *Current Anthropology*, 1964, vol. 5, p. 432-437.

du régime. Bien entendu, aucune prétention à l'objectivité scientifique ne les arrêtait.

Plus récemment, les anthropologues ont été parmi les premiers à protester contre la guerre au Vietnam. Le concept du *teach-in* fut en fait inventé par un anthropologue du Michigan, Marshall [65] Sahlins ; Eric Wolf fut l'un des fondateurs du mouvement, et les anthropologues participèrent plus que les autres à l'organisation des premiers *teach-in* sur les campus d'un bout à l'autre du pays. C'est pourquoi, bien que nous n'ayons point sollicité les informations qui nous furent remises par le Student Mobilization Committee, il était compréhensible qu'ils se soient adressés à nous.

Immédiatement après, le S.M.C. tint une conférence de presse à Washington, qui fut couverte par un compte rendu confus du New York Times. Néanmoins, des anthropologues avaient alors été alertés de la situation. Le 2 avril, des extraits des documents furent publiés dans un numéro spécial de *Student Mobilizer*, une publication du S.M.C. consacrée exclusivement à dénoncer les recherches contre-révolutionnaires en Thaïlande. Des exemplaires du *Mobilizer* furent par la suite distribués au congrès annuel de l'Association of Asian Studies à San-Francisco : on mentionna des noms, on remit en cause des réputations, on s'emporta, et, une fois de plus, l'intégrité des spécialistes des sciences sociales fut remise en cause ⁴⁶.

⁴⁶ L'année précédente (en octobre 1969) à Montréal. Le congrès annuel de l'association pluridisciplinaire des études africaine (A.S.A) pour des raisons analogues. Bien que la protestation noire qui interrompit la réunion eût une coloration raciste malheureuse, elle contribua néanmoins à révéler l'état de délabrement des études aux États-Unis. Les reproches formulés n'étaient pas tout à fait nouveaux. Dans le numéro d'octobre-novembre 1967 de *Transition*, Pierre L. van den Berghe de l'universalité de Washington écrivait : « L'Afrique offre bien entendu un terrain très prometteur pour l'étude de la contre-révolution. L'année dernière je fus moi-même contacté par un de ces groupes de recherches dirigé par un homme qui avait obtenu un doctorat allemand de géo-politique à l'époque nazie. On me demanda carrément si je voulais mes connaissances pour aider à préparer le département de la Défense américain à préparer une intervention militaire dans un certain pays africain (sit dit en passant, le pays n'était ni l'Afrique du Sud, ni le Zimbabwe, ni les territoires dit portugais) J'ai refusé... Quand j'en ai mes parlé plus tard à mes, j'ai découvert qu'environ le tiers des spécialistes américains des problèmes africains avaient sollicités par cette organisation ou par des organismes

[66]

De son côté, et sans avoir connaissance des démarches projetées par le S.M.C., Wolf, en tant que président du Comité de morale, écrit séparément à chacun des quatre anthropologues dont les noms étaient le plus souvent avancés et répétés dans les documents, en leur demandant des éclaircissements et en leur assurant que « les buts déclarés du Comité de morale sont d'examiner des cas sur des bases aussi anonymes que possible, en s'efforçant d'effectuer une approche du sujet sans sanctionner des individus ».

Nous joignîmes à ces lettres la déclaration suivante : « Puisque ces documents contredisent dans l'esprit et dans la lettre les résolutions de l'American Anthropological Association concernant les recherches clandestines et secrètes, nous pensons qu'ils posent les problèmes les plus graves pour l'intégrité scientifique de notre profession. C'est pourquoi nous attirerons l'attention de l'American Anthropological Association sur ces affaires extrêmement importantes. »

Comme on pouvait s'y attendre, notre demande d'éclaircissements souleva une tempête de protestations — venant non de nous, mais de ceux qui se sentaient calomniés par les révélations. C'est pourquoi, le 2 mai, lors de notre réunion ordinaire à Chicago, le Comité de morale unanime annonça formellement que : « L'examen des documents en notre possession concernant la consultation, la recherche et les activités annexes en Thaïlande nous prouve que des anthropologues sont utilisés dans d'importants programmes contre-révolutionnaires dont les effets devraient inquiéter sérieusement l'Association. Ces programmes comportent une tentative de manipulation des gens sur une échelle géante et associent carrément la recherche anthropologique avec des

similaires effectuant des recherches moralement contestables.(souligné par nous).

À la conventions de Montréal, l'African Reserach Bureau de Cambridge, Massachussetts distribua des exemplaires d'une étude. *Les Etudes africaines en Amérique, la famille étendue* (cf. ci-dessous, p.155), qui s'attendait à démontrer qu'un réseau d'institutions pédagogiques, de fondations et d'organisations gouvernementales avait compromis à certain degré la grande majorité des africanistes en place. Pour une étude critiques des recherches africaines, voir « La Responsabilité des chercheurs », in Stanley DIAMOND, *Nigeria : Exemple d'un échec colonial*, American Committee on Africa, 1967, p. 1-6.

activités contre-révolutionnaires manifestes ou cachées, à un point tel que l'avenir de la recherche anthropologique en Asie du Sud-Est et dans d'autres parties du monde est menacé. »

Cette déclaration faisait partie d'une communication adressée par le Comité de morale au président, au futur président, et aux membres du bureau exécutif de l'Anthropological Association. Peu après, répondant à notre initiative, le bureau exécutif nous blâma tous deux pour avoir outrepassé les attributions du comité, et chargea celui-ci de se limiter à « des recommandations sur son [67]

rôle futur et sur ses fonctions ». Nous rejetâmes ce qui semblait une interprétation bureaucratique du rôle du comité, interprétation qui aurait eu pour effet de préserver la paix dans la profession au détriment de problèmes cruciaux, et, dans une déclaration détaillée publiée dans le bulletin de l'Association en septembre dernier, nous avons donné notre démission du comité.

II

Les documents que nous avons reçus n'étaient pas classés au sens juridique, mais ils étaient reproduits à partir des fiches personnelles d'un anthropologue d'une université californienne. En d'autres termes, on nous présenta des copies Xerox des originaux. Nous regrettons cette action, nous ne l'aurions sûrement pas accomplie nous-mêmes, et nous n'aurions encouragé personne à en faire autant. Mais les documents nous semblaient être d'une telle importance que, tout en prenant soin de protéger les noms des personnes citées, nous nous sommes néanmoins sentis tenus de reprendre les questions qu'ils soulevaient, à cause de l'intérêt que nous portons à l'intégrité de notre profession.

Les documents sont les suivants :

1. le procès-verbal du « Jason Summer Study », Institute for defense Analysis, Falmouth Intermediate School, Falmouth, Massachusetts, du 20 juin au 6 juillet 1967 ;

2. un projet pour l'« Advanced Research Projects » Agency, Pittsburgh, Pennsylvanie, intitulé *La Contre-révolution en Thaïlande : l'impact des programmes d'action économique, sociale et politique* », par l'American Institutes for Research, décembre 1967 ;
3. le compte rendu de voyage d'une visite à Amphoe Nong Han, Changwad Udon, du 28 mai au 6 juin 1969 ;
4. l'ordre du jour d'une réunion consultative pour une rencontre, American Institutes for Research, du 30 juin au 4 juillet 1969 ;
5. un amendement à un contrat passé entre les États-Unis, représentés par l'Agency for International Development, et les membres du conseil d'administration de l'université de Californie, pour faciliter les consultations et l'assistance de la communauté universitaire à l'Académie Advisory Council for Thailand, 1^{er} septembre 1968 ;

[68]

6. le compte rendu de l'Academy Advisory Council for Thailand, du 19 octobre 1968 et du 24 juillet 1969.

Les réunions au cours desquelles on mit au point ou on présenta ces documents n'étaient pas techniquement qualifiées de « secrètes », mais étaient des réunions privées ignorées de la plus grande partie de la profession. Les débats étaient suffisamment clairs pour faire craindre aux participants une réédition du célèbre projet Camelot ⁴⁷ qui avait non seulement souillé la réputation des spécialistes des sciences sociales nord-américains en Amérique latine, mais qui avait également provoqué de graves répercussions politiques par lui-même.

Les renseignements eux-mêmes offrent un tableau curieux et terrifiant des utilisations des sciences sociales. Prenons par exemple la première liasse de documents rapportant les réunions d'un Thailand Study Group composé de fonctionnaires du gouvernement, de spécialistes des sciences physiques et de membres de ce que les procès-verbaux appellent « la communauté S.S. », la communauté des

⁴⁷ Cf. Irving L. HOROWITZ, *The Rise and Fall of Project Camelot*, The M.I.T. Press, 1967.

spécialistes des sciences sociales. Ces réunions furent organisées au cours de l'été 1967 à Falmouth, Massachusetts, par l'Institute for Defense Analysis, et furent appelées « Jason Summer Study ». L'I.D.A. fut mis sur pied en 1955 pour coordonner les travaux liés à la guerre effectués dans les universités du pays ; son annexe — la division Jason — fut créée pour faire participer des universitaires à la solution des problèmes militaires. Le but spécifique des rencontres de Falmouth était d'évaluer l'utilité de la création d'un Jason « S.S. », pour compléter les études Jason déjà existantes effectuées par des spécialistes des sciences physiques.

Les procès-verbaux révèlent une ambiguïté de motifs surprenante : le gouvernement sollicite-t-il les spécialistes des sciences sociales, ou est-ce la communauté S.S. qui sollicite le gouvernement ? Ils ne laissent cependant planer aucun doute sur la manière forte qu'ont les fonctionnaires du gouvernement présents de s'enquérir des informations. Lorsqu'on demande à l'un d'eux s'il attend de la communauté S.S. « des dialogues et des indications », celui-ci répond brutalement : « Je veux des outils ⁴⁸. » Il veut du solide, la discussion ne l'intéresse pas. À plusieurs reprises, les participants sont atterrés par le fait que la plupart [69] des spécialistes de sciences sociales refusent de travailler pour le gouvernement. Leur sentiment est dû, selon certains, à la « priorité » qu'ils attachent aux valeurs « morales », c'est-à-dire la loyauté envers une profession, un pays ou un travail ⁴⁹. D'autres critiquent la guerre du Vietnam, les expériences malheureuses du projet Camelot, la difficulté de faire cadrer la recherche de commande avec la « mission de l'université ⁵⁰ ».

Mais, comme le prouvent les procès-verbaux de la conférence, il existe des stratagèmes pour venir à bout de ces difficultés : augmentations de salaire, bonne camaraderie, « problèmes intéressants tels que l'existence de communistes thaïlandais » ; avantages et prestige professionnels ; soutien apporté par des fonctionnaires militaires aux universités ; liens plus étroits du gouvernement avec les universités ; soutien accru aux centres de réflexion du R.A.N.D. et de l'armée ; l'embauche à des salaires très élevés de professionnels éminents chargés

⁴⁸ *Jason Summer Study*, procès-verbal, 30 juin 1967, p. 5.

⁴⁹ *Ibid.*, 27 juin, p.2.

⁵⁰ *Ibid.*, 20 juin 1967, p. 1.

d'en recruter d'autres et de leur servir de modèle ; la multiplication d'anthropologues officiels qui, sur le modèle anglais ou français, deviendraient des conseillers de l'empire ⁵¹. Dans l'aide que les sciences sociales peuvent apporter à la contre-révolution, l'anthropologie peut être particulièrement utile. « Etant donné l'importance évidente des facteurs locaux sur le recrutement de révolutionnaires dans le Nord-Est [de la Thaïlande], il importe de connaître dans le détail la teneur et la crédibilité des moyens de recrutement, de formation et de propagande communistes ⁵². »

Toutefois, les idées utilisables sont rares. On discute crûment de récompenser les zones « froides » et de priver les zones « chaudes » des bénéfices du développement ; d'utiliser des moines pour « activer les transformations sociales ⁵³ » ; de soutenir la démocratisation dans le but de « faire partager aux villageois la responsabilité de l'échec de certains programmes ⁵⁴ ».

De brèves tentatives d'explications plus élaborées des différences régionales et ethniques existant en Thaïlande alternent avec des clichés simplistes sur la récompense et la punition considérées comme des moyens de mettre fin aux agressions. Un anthropologue note : « Je voudrais travailler sur certains problèmes [70] si je pouvais en tirer un papier qui ne soit pas officiel ⁵⁵. » Un autre en arrive à cette conclusion réconfortante : « La distinction entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée est minime ⁵⁶. » Apparemment, la crédibilité de la communauté S.S. demeura faible, car le gouvernement jugea que les services proposés étaient insuffisants et refusa de les acheter, du moins pour cette fois.

Les projets contenus dans le second groupe de documents semblent plus élaborés et se révélèrent plus convaincants. Le principal projet que l'American Institutes for Research of Pittsburgh, Pennsylvanie, proposa en décembre 1967 à l'Advanced Research Projects Agency (A.R.P.A.) du département de la Défense était intitulé La Contre-révolution en

⁵¹ *Ibid.*, 5 juillet 1967, p. 3 ; 27 juin 1967, p. 2.

⁵² *Ibid.*, 3 juillet 1967, p. 3, 8.

⁵³ *Ibid.*, 28 juin 1967, pp. 4-5 ; 29 juin 1967, p. 8.

⁵⁴ *Ibid.*, 29 juin 1967, p. 5.

⁵⁵ *Ibid.*, 5 juillet 1967, p. 2.

⁵⁶ *Ibid.*, 4 juillet 1967, p. 2.

Thaïlande : l'impact des programmes d'action économique, sociale et politique. L'American Institutes for Research (A.I.R.) a une origine plutôt complexe : le Spécial Operations Research Office (S.O.R.O.) de l'American University de Washington, qui avait été responsable du désastre Camelot en Amérique latine, fut alors supplanté par le C.R.E.S.S. (American University's Center for Research in the Social Sciences) et, par la suite, par l'A.I.R. Le projet lui-même réclamait — et obtint — plus d'un million de dollars pour une étude qui semble aussi terrifiante que banale. On y affirme que : « L'un des problèmes essentiels dans le choix des mesures préventives contre-révolutionnaires vient de ce que nous ignorons quelles sont les actions économiques, sociales et politiques qui sont les plus efficaces pour affermir l'unité nationale et pour réduire la vulnérabilité à l'appel révolutionnaire ⁵⁷. »

Ce texte propose ensuite non seulement de combler le fossé qui sépare notre capacité évidente de mener une guerre conventionnelle de nos piètres résultats en contre-révolution, mais aussi d'améliorer nos aptitudes à maîtriser « les divers aspects des sciences sociales » jusqu'à égaler le niveau de notre technologie. Pour cela, « ... il importe évidemment de posséder des techniques permettant d'obtenir un contrôle significatif de l'action sociale. *Et, puisque c'est ce même problème de méthode qui a le plus, embarrassé les programmes d'action sociale aux États-Unis, les [71] répercussions possibles du projet proposé sont également excitantes* ⁵⁸ » [souligné par nous].

Pour développer « des techniques permettant d'obtenir un contrôle significatif de l'action sociale », le projet promet d'établir des comparaisons entre des communautés dans lesquelles les pressions ? révolutionnaires sont combattues par des « programmes d'actions » et des communautés atteintes par la révolution mais ne possédant pas de tels programmes. Le projet est présenté à travers un déploiement baroque de « input », de « feed back », de « mesures de critères fondamentaux » et d' « évaluation des effets annexes ».

⁵⁷ *La Contre-révolution en Thaïlande*, American Institutes for Research un projet de recherches et d'expansion soumis à l'Advanced Research Projects Agency, Pittsburgh, 1967, p. 11.

⁵⁸ *Ibid.*

[Les résultats que l'on peut attendre de la mise à exécution de tels projets sont évoqués dans un compte rendu fait par le personnel de l'A.I.R. au retour d'un voyage à Amphoe Nong Han, Changwad Udon, du 28 mai au 6 juin 1929, compte rendu inclus dans les documents ⁵⁹. Nous y apprenons que : « Les villages sont différents. Si le village, plutôt que le villageois, est l'unité de base pour l'analyse (comme on l'a toujours envisagé), il y aura des variations sensibles. »]

Au fil des pages, le projet de recherche sur la contre-révolution de 1967 devient d'une banalité plus sinistre : « ... L'effet d'une stimulation donnée sur un individu donné à un moment donné est déterminé par les expériences où cet individu a réagi à cette stimulation dans le passé ⁶⁰. » De plus, « ...nous appellerons "conditions déterminantes" les conditions qui modifient les mécanismes de réponse à des stimulations, soit en changeant l'histoire des expériences de l'individu, avec cette stimulation, soit en changeant les circonstances actuelles sur lesquelles repose l'efficacité de cette stimulation ⁶¹ ». Par exemple, « la nourriture offerte en échange de certains services nous procure un exemple commode. Si dans le passé cette stimulation a été puissante, elle peut sans doute être affaiblie en augmentant la production agricole locale. Si cette stimulation a été faible ou nulle, elle peut sans doute être renforcée en brûlant les récoltes ⁶² » [souligné par nous].

La proposition en arrive enfin à sa conclusion : « On sera aussi particulièrement attentif à l'application possible de ces [72] *découvertes aux États-Unis*. Dans beaucoup de nos principaux programmes intérieurs, en particulier de ceux qui s'occupent de sous-cultures défavorisées, les problèmes méthodologiques sont semblables à ceux décrits dans ce projet ; et l'application aux États-Unis des découvertes thaïlandaises peut constituer l'une des contributions les plus significatives de ce projet ⁶³. » (Souligné par nous.)

Ces spécialistes des sciences sociales sont-ils sérieux ou essayent-ils seulement de vendre leur camelote ? Pour ceux qui connaissent

⁵⁹ Compte rendu de voyage : visite à Amphoe Nong Han, Changwad Udon, du 28 mai au 6 juin 1969, p. 3.

⁶⁰ La Contre-révolution..., *op. cit.*, p.6.

⁶¹ *Ibid.*, p. 8

⁶² *Ibid.*, p. 7,

⁶³ *Ibid.*, p. 34.

l'extension croissante des recherches des sciences sociales sur les pauvres de ce pays, il est tout à fait clair qu'ils sont sérieux. Les remarques ironiques du professeur Martin Nicolaus lors de la Convention américaine de sociologie en 1968 s'imposent ici : « Que se passerait-il si l'on renversait la vapeur ? Que se passerait-il si, chaque jour, des milliers de chercheurs minutieux étudiaient à fond les habitudes, les problèmes, les secrets et les motivations inconscientes des riches et des puissants, s'ils cherchaient à les pénétrer continuellement, les analysaient, les répertoriaient, les classaient et les publiaient dans une centaine de journaux bon marché à grand tirage, de sorte que même un gamin de quinze ans qui a quitté le lycée puisse les comprendre, prévoir les agissements de son propriétaire, le manipuler et le dominer ? » (Nous reproduisons le texte complet de ce discours, ci-dessous, p. 234 et s.)

La troisième partie des documents est le fruit des travaux d'un groupe appelé American Advisory Council for Thailand (A.A.C.T.), destiné à fonctionner sous la coupe de l'A.I.D. dans ce pays. Les buts des opérations A.I.D. en Thaïlande ne sont pas secrets, mais n'ont pas été divulgués publiquement. Ils furent définis dans un témoignage public que Robert H. Nooter, alors assistant administrateur de l'A.I.D. responsable de l'Est asiatique, fit devant le Senate Foreign Relations Committee on Government Operations, Foreign Operations and Government Information Subcommittee, le 16 juin 1969. Nous y apprenons que notre aide « consiste en grande partie à prêter assistance aux différentes sortes de programmes contre-révolutionnaires thaïlandais ⁶⁴ ». « Mis à part un petit nombre de projets d'assistance technique qui sont pour la plupart abandonnés progressivement, notre aide en Thaïlande est concentrée sur des activités [73] contre-révolutionnaires, soit 75% des efforts dans cette zone ⁶⁵. Et de nouveau : « Notre principal projet en Thaïlande consiste à venir en aide à divers éléments de l'administration de la police nationale thaïlandaise ⁶⁶. » Ce qui est en parfait accord avec l'A.A.C.T. : « La priorité devrait être donnée à l'autorité locale en Thaïlande, y compris

⁶⁴ Témoignage, p. 2.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 3.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 3.

aux problèmes concernant la sécurité des villages ⁶⁷. » La priorité absolue est donnée à nouveau au « renforcement de la sécurité civile au niveau du village : en particulier grâce à l'aide apportée à l'administration de la police nationale thaïlandaise ⁶⁸ ».

On considère comme moins importants l'étude des schémas culturels et le problème de la répartition des terres dans la société thaï, « y compris la terre en tant qu'élément stimulant et la propriété terrienne par rapport à la sécurité ». Cependant le secrétaire de l'A.A.C.T. exprime une opinion plus nuancée : « L'objectif de l'U.S.O.M. (U.S. Opérations Mission) est d'accroître le développement économique sans troubler la sécurité et réciproquement ⁶⁹. » Nous n'aurions pas cru que des « scientifiques » qui se glorifient de leur « impartialité » eussent accepté des définitions aussi restrictives de leur travail de recherche. En fait, ce sont eux qui offrent leurs services : « La tâche essentielle de l'A.A.C.T. est à la fois de faire part de ses connaissances dans toute situation qui concerne une question ou un sujet bien définis et liés à un programme, et de les présenter sous une forme utile aux opérations de l'U.S.O.M. Dans cette perspective, le travail de l'A.A.C.T. sera organisé de façon à s'intégrer le plus possible aux opérations de l'U.S.O.M. ⁷⁰. »

Pour faciliter ce travail de base, l'A.A.C.T. signa un contrat permettant à l'université de Californie de Los Angeles de travailler avec le Conseil consultatif ⁷¹. Le but sans cesse répété du « travail fondamental » de l'A.A.C.T. est la contre-révolution ; l'organisme chargé de lutter contre la révolution recherche l'avis [74] de professionnels, et les professionnels répondent en proposant d'eux-mêmes des solutions à « des questions bien définies et liées à un programme ». Ainsi, la contre-révolution ne reste-t-elle pas simplement une technique militaire et politique destinée à imposer la soumission par la contrainte ; elle se trouve être également une technique destinée

⁶⁷ Réunion de l'American Advisory Council for Thailand, procès-verbal, 19 octobre 1963, p. 3.

⁶⁸ Réunion de l'A.A.C.T., procès-verbal, 24-25 janvier, p. 1.

⁶⁹ Réunion de l'A.A.C.T., procès-verbal, 10-11 juin, p. 6.

⁷⁰ Secrétaire exécutif, American Advisory Council for Thailand, voyage en Thaïlande pour l'A.A.C.T. du 22 novembre au 17 décembre 1968, p. 1.

⁷¹ Amendement n° 3 au contrat passé entre les États-Unis et les membres du conseil d'administration de l'Université de Californie, PIO/T 493-190-3-601 52 AI, PIO/T 493-000, 2-3-90050.

à créer l'unanimité des esprits chez ses praticiens, y compris chez les universitaires volontaires.

Mais le problème dépasse de beaucoup les activités volontaires de ces chercheurs. Par leurs actions, ils ne font pas que se compromettre, ils compromettent aussi les activités professionnelles et les réputations d'autres personnes. L'administrateur actuel du bureau de l'administrateur de l'A.I.D., du département d'État, répond au sénateur J. W. Fulbright, président du Committee on Foreign Relations, dans une lettre datée du 8 juillet 1969 : « L'A.A.C.T. fut créé sous les auspices du Southeast Asia Development Advisory Group (S.E.A.D.A.G.). Peu après sa création, le S.E.A.D.A.G. commença à envisager l'utilité de donner un rôle consultatif à l'université en liaison directe avec une des missions de l'A.I.D. dans le Sud-Est asiatique... C'est pourquoi, sur les recommandations d'un groupe de travail du S.E.A.D.A.G., on créa l'Académie Advisory Council for Thailand. »

Mais les conseillers universitaires s'attachèrent vite à transformer l'organisation mère, le S.E.A.D.A.G., en une organisation de premier plan pour les activités de ses filiales, comme le montre le procès-verbal d'une réunion de l'A.A.C.T. qui se tint au milieu de l'année 1969 : « En ce qui concerne le S.E.A.D.A.G., l'organisation, l'expansion et surtout la gestion de ses subventions au cours de l'année précédente soulevèrent un vif mécontentement. Il fut décidé que l'an prochain l'A.A.C.T. devrait participer plus activement à la répartition des fonds destinés à la recherche en Thaïlande, par l'intermédiaire du S.E.A.D.A.G. Dans ce but, il fut décidé que nous devrions d'abord essayer d'obtenir la nomination du professeur X au poste de membre du comité exécutif du S.E.A.D.A.G. De plus, il fut décidé que l'A.A.C.T. devrait s'efforcer de jouer un rôle dans la répartition des subventions et dans le choix des secteurs de recherches prioritaires que le S.E.A.D.A.G. devrait subventionner en Thaïlande. Quant à la communauté des chercheurs thaïlandais, il fut décidé que l'A.A.C.T. ne devrait plus se considérer comme représentatif de ce groupe. Il devrait accepter comme rôle essentiel d'être un organe consultatif de l'A.I.D. Néanmoins, il fut décidé que l'on devrait s'efforcer d'étendre la gamme des activités pour y inclure [75] une sélection de spécialistes thaïlandais aussi importante que possible ⁷² » [Souligné par nous.]

⁷² Réunion de l'A.A.C.T., procès-verbal, 10 et 11 juin 1969, p. 8.

L'association entre la science et la contre-révolution a donc des ramifications plus étendues. Ce phénomène affecte non seulement ceux qui, à l'origine, vendirent leurs compétences universitaires, mais conduit aussi à impliquer leurs collègues innocents, tout comme les fonds douteux qui entachent les bonnes choses.

Le Jason, l'A.I.R., l'A.A.C.T. ne sont pas les seules organisations qui s'occupent de relier la « communauté S.S. » aux objectifs du gouvernement. Bien que les documents copiés par le S.M.C. ne le mentionnent pas, des anthropologues ont connaissance depuis quelques temps des agissements d'un Tribal Research Center, à Chiang Mai, en Thaïlande, qui organise de grandes réunions de chercheurs et d'autres parties intéressées, entretient un personnel considérable, a installé un ordinateur, offre des facilités aux utilisateurs éventuels de ses ressources, ainsi que diverses commodités. Par exemple, en janvier 1970, des spécialistes des sciences sociales de différents pays se sont rencontrés à Chiang Mai pour une « réunion de consultation » avec des représentants de 43 organisations dont l'A.R.P.A., le Military Research Development Center, la United States Operations Mission, la South East Asia Treaty Organization, le Thailand Police Department, le Thailand Department of Central Intelligence, le Thailand National Security Council, le United States Information Service, le Peace Corps et onze missions chrétiennes.

Le doyen de la Faculté des sciences sociales, du Lanna Thai Social Science Research Center de Chiang Mai, décrit, cette réunion comme un premier pas vers l'établissement de relations entre les organismes intéressés par le « Tribal Data Center ». Il déclara que son groupe « ... avait l'intention de mettre au point des systèmes permettant de rassembler, de codifier, de traiter, de compléter, de stocker, de mettre à jour, de contrôler, de redistribuer et de publier des informations concernant les tribus du nord de la Thaïlande et des régions limitrophes. Les commodités de logement et d'équipement doivent être améliorées par la création d'un centre de consultation offrant sur place des facilités d'études aux chercheurs et au personnel des organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux intéressés. Nous espérons établir des communications régulières avec tous ceux qui peuvent fournir des renseignements à l'état brut ou qui [76] souhaitent utiliser ces renseignements une fois traités » [souligné par nous].

Recueillir des données à l'état brut, les stocker, et les redistribuer semblent être les principales préoccupations du Tribal Data Center, car il est dit dans la lettre adressée personnellement à chacun des spécialistes des sciences sociales ⁷³ :

« Nous croyons comprendre qu'au cours de vos travaux vous pouvez être à même de nous fournir des données brutes concernant les communautés tribales, ou d'utiliser ces données une fois traitées, ou encore de nous donner des conseils techniques sur les systèmes de collecte et de traitement de ces dernières... Nous avons besoin d'informations mises à jour telles que remplacement des villages, des tribus, le nombre et l'appartenance ethnique des habitants, l'histoire de leurs migrations, et ainsi de suite. » [Souligné par nous.]

Le type de données brutes que ces chercheurs d'informations espéraient rassembler apparaît clairement dans la maquette d'un « projet pour une fiche de renseignements de village » qui fut distribuée avec l'invitation et d'autres documents émanant de Chiang Mai. Sur cette fiche, rares sont les cases consacrées aux genres d'informations habituellement recueillies par les anthropologues, ou à des données pouvant rester anonymes. Ses 19 cases demandent, par exemple, l'emplacement exact du village et ses coordonnées sur la carte ; les noms de son chef et des autres personnages influents ; le nombre d'années passées sur place, le lieu et la durée des séjours effectués ailleurs ; les noms, l'appartenance raciale et les occupations des habitants occasionnels du village ; et les armes qu'ils possèdent.

On conçoit difficilement que les participants à la « réunion de consultation » n'aient pas senti la présence de policiers en civil parmi eux, et n'aient donc pas été capables de percevoir le caractère politique de l'affaire. Il est possible (mais difficilement plausible) que les membres de la conférence sur l'agriculture itinérante aient ignoré que la connaissance de telles techniques avait permis à la surveillance aérienne de reconnaître les divers groupes ethniques durant

⁷³ La lettre, la liste provisoire des délégués, la maquette du projet pour des fiches de renseignements sur les villages, la liste des débats prévus pour la réunion de consultation du 14 janvier 1970 et le programme de « Shifting Cultivation and Economic Development in Northern Thailand » du 18 au 24 janvier 1970 étaient datés du 23 décembre 1969, à Chiang Mai.

l'insurrection malaise. Il se pourrait [77] même qu'un chercheur d'une rare naïveté ne sourcille pas lorsqu'on lui demande des informations qui violent le code de morale implicite de l'anthropologue : protéger l'anonymat et l'intimité des informateurs. Mais seul un chercheur capable de s'illusionner serait incapable de comprendre la signification réelle de la lettre d'invitation, des membres composant la conférence, de la demande d'informations et de la fiche de renseignements. 86 chercheurs et officiels, y compris un certain nombre d'anthropologues américains, étaient invités à la « réunion de consultation », mais nous ne savons pas combien d'entre eux y prirent part. 59 noms apparaissent dans les documents que nous a fournis le S.M.C. 32 sont identifiables comme spécialistes des sciences sociales. Parmi eux, 22 font partie d'une université américaine.

Ce chiffre ne représente bien sûr qu'une fraction des spécialistes des sciences sociales qui prennent part à la recherche contre-révolutionnaire en Thaïlande. Au cours du seul mois de novembre 1969, l'A.R.T.A./D.O.D., outre ses 19 projets sur la Thaïlande, participa dans le même but à 16 contrats extérieurs, impliquant 11 universités et instituts privés de recherche ⁷⁴. Le nombre total des spécialistes des sciences sociales employés dans ces activités nous est inconnu, mais il ne doit pas être négligeable.

De plus, depuis 1962, le Stanford Research Institute a dirigé au moins cinq projets de recherches importants en Thaïlande. Vers le milieu de l'année 1969, le S.R.I. avait publié plus d'une centaine de rapports concernant ces recherches. Plus de trente d'entre eux (dont neuf rapports confidentiels) avaient été rédigés par des spécialistes des sciences sociales ; nous connaissons le nombre des projets et des rapports, mais ils sont trop nombreux pour les répertorier ici. Les trente rapports traitent tous spécifiquement d'opérations contre-révolutionnaires.

Les contributions apportées par la Rand Corporation à la contre-révolution en Thaïlande sont les suivantes : une étude des Schémas de guerre à petite échelle : 2. Le Sud-Est asiatique, en juillet 1962 ; une enquête réalisée par un anthropologue et un spécialiste de sciences politiques, portant sur Certains Effets de la culture et de l'organisation

⁷⁴ Le Symington Subcommittee of the United States Foreign Relations Committee, audience, novembre 1969

sociale sur la sécurité intérieure en Thaïlande ; des « séminaires sur le développement et la sécurité [78] en Thaïlande » qui se tinrent en novembre 1969 ⁷⁵. Depuis 1966, l'U.S.O.M./A.I.D. a fait paraître 43 publications sur les problèmes concernant la sécurité en Thaïlande ; la plupart d'entre elles furent rédigées par des spécialistes des sciences sociales. En outre, en cinq mois, entre 1966 et 1967, un anthropologue américain et dix assistants de recherches thaïlandais, employés par l'U.S.O.M. ont étudié 22 villages de deux provinces, et rédigé 46 rapports sur des thèmes de la contre-révolution et des « terroristes communistes ⁷⁶ ».

III

L'épisode thaïlandais n'est que la violation la plus récente de la conscience de l'anthropologie ; si nous remontons en arrière, nous nous apercevons que les projets anthropologiques conçus pour s'immiscer dans les affaires des autres ont une longue généalogie qui n'est pas entièrement connue.

Selon les termes du président sortant de l'American Anthropological Association, « l'avènement de la Seconde Guerre mondiale [a fourni] aux anthropologues une occasion sans précédent de jouer divers rôles pratiques dans le gouvernement ⁷⁷ ». Ils eurent, par exemple, l'occasion d'aider au transfert forcé de 100 000 citoyens américains d'ascendance japonaise à l'est des Sierras. Ils eurent l'occasion d'étudier la culture japonaise grâce à l'analyse de sources secondaires et des interviews de Japonais effectuées aux États-Unis, sous les auspices de la Foreign Morale Analysis Division de l'Office of War Information. Ils eurent de plus la possibilité d'écrire, dans le contexte de la guerre, des études sur des pays particuliers, telles que Siam, terre d'hommes libres, sous les auspices de la Smithsonian Institution. Enfin, les anthropologues aidèrent à porter « le fardeau de l'homme blanc » en

⁷⁵ Mémo. RM-3786-ARPA, RM-5871 et 5872-AID/ARPA.

⁷⁶ La liste des publications et des rapports peut être obtenue auprès de l'U.S.O.M. en Thaïlande, à Bangkok.

⁷⁷ George M. FOSTER, *Applied Anthropology*, Little Brown, 1969, p. 203.

Micronésie, en servant comme administrateurs des populations locales, sous les auspices de la marine.

Au cours de cette période troublée, le Cross-Cultural Survey of Yale University — instrument créé au début des années trente [79] à des fins purement scientifiques — commença à fournir au gouvernement des renseignements sur mesure pour ses objectifs secrets et militaires ⁷⁸. Les techniques utilisées par l'équipe de recherches pour fournir à la marine des comptes rendus sur les affaires civiles furent également employées par l'Office of Inter-american Affairs, alors dirigé par Nelson Rockefeller, pour réunir les renseignements disponibles sur l'Amérique latine.

Alors que la Seconde Guerre mondiale évoluait imperceptiblement vers la guerre froide de la fin des années quarante, les anthropologues s'aperçurent qu'ils pouvaient facilement tirer parti des diverses expériences acquises durant la guerre ouverte. L'étude à distance du Japon ouvrit la voie à l'étude des cultures européennes dans le centre de recherches sur les cultures contemporaines de l'université de Columbia, subventionné par l'Human Resources Division, Office of Naval Research ⁷⁹. À l'université d'Harvard, des spécialistes des sciences sociales, y compris des anthropologues, lancèrent le projet d'Harvard sur le système soviétique, avec le soutien stratégique de l'aviation américaine ⁸⁰ et de la Carnegie Corporation.

Celle-ci, présidée par un ancien agent O.S.S. reconnut le potentiel de la Cross-Cultural Survey de l'université de Yale à des fins à la fois scientifiques et pratiques, et finança sa transformation en « Human Relations Area Files » (H.R.A.F.) à la condition que ces dossiers soient multipliés et installés dans au moins cinq universités importantes. Aux subventions de la Carnegie Corporation vinrent ensuite s'ajouter celles de l'Office for Naval Research, de la Rockefeller Foundation et d'autres organisations universitaires. L'utilisation de ces dossiers permit quelques travaux préliminaires, mais leurs possibilités pratiques

⁷⁸ Clellan S. FORD, *Human Relations Area Files : 1949-1969, compte rendu de 20 ans d'existence*, Human Relations Area Files Inc., New Haven, 1970, p. 7.

⁷⁹ Margaret MEAD, Rhoda METRAUX, *The Study of Culture at a Distance*, University of Chicago Press, 1953, p. V.

⁸⁰ Raymond BAUER, Alex INKELES, Clyde KLUCKHOHN, *Comment fonctionne le système soviétique*, Harvard, 1956, p. 3.

poussèrent l'armée, la marine, l'aviation et la C.I.A. à apporter chaque année une contribution de 50 000 dollars chacune de façon à constituer des banques de renseignements mis en ordre sur les zones critiques du globe ⁸¹.

À l'origine, aucune de ces recherches n'était classée « confidentielle » ; toutes les données étaient stockées dans chacune des [80] institutions concernées. Cependant, vers 1954, le gouvernement fédéral jugea que les informations qu'il recevait ne valaient pas les 200 000 dollars qu'il dépensait chaque année, la principale raison étant que beaucoup des renseignements ethnographiques enregistrés dataient de quarante ou cinquante ans. C'est pourquoi le financement fut interrompu.

La même année, toutefois, l'armée décida que le maintien de son soutien à l'H.R.A.F. conditionnerait la fabrication de livrets aussi bien officiels que non officiels. Les militaires offrirent quatre millions de dollars à l'H.R.A.F., installée à l'American University. Par la suite — en 1957 — ce dépôt de renseignements fut fermé. Cependant une organisation de recherches prometteuse connue sous le nom de Spécial Opérations Research Office, ou S.O.R.O. fit son apparition à l'American University. L'H.A.R.F., privée de son satellite paramilitaire, s'en retourna à la recherche dans sa tour d'ivoire.

Vers 1960, cependant, le gouvernement se rendit compte que l'étude des cultures à distance ne justifiait plus ses investissements. Notre engagement militaire de plus en plus important au Guatemala, à Cuba, et au Vietnam créa une mentalité contre-révolutionnaire parmi les chefs politiques et militaires qui espéraient étouffer, par leurs propres forces de contre-guérilla, les guerres qui se propageaient comme « un feu de brousse ». Et qui, de tous les experts disponibles, fournirait probablement les meilleurs conseils sur les cultures étudiées à distance, mais aussi étudiées « sur le terrain » ? Une fois de plus, ce furent les anthropologues qui attirèrent le plus l'attention des hautes sphères politiques et militaires. On rapporte qu'un spécialiste américain en Thaïlande a dit : « Jusqu'à maintenant la formule pour "réussir" une

⁸¹ Clellan S. FORD, *op. cit.*, p. 13.

contre-révolution était "dix compagnies par guérilla". Maintenant la formule est "dix anthropologues par guérilla " ⁸². »

Les anthropologues de la génération d'après-guerre, impatients de travailler sur le terrain et souhaitant que leur science s'avère utile à l'humanité, étaient alors des candidats en puissance pour les emplois proposés : mais les universités qui formaient ces nouveaux chercheurs avaient changé. On avait créé de nouveaux liens entre les écoles, les fondations et le gouvernement fédéral. La fin de la guerre et l'affaiblissement des empires maintenus par [81] les États européens avaient ouvert la voie au développement d'un nouvel engagement mondial des États-Unis. Pendant la guerre froide, on vit apparaître une nouvelle alliance politique au sein de laquelle les fonctionnaires du gouvernement, le personnel universitaire et les mandataires des fondations devinrent interchangeables. Les instituts spécialisés et les programmes d'études internationaux proliférèrent. Dans un grand nombre des plus grandes et des plus célèbres de nos universités, on reformula de plus en plus des branches traditionnelles du savoir en liaison avec des projets de développement économique et de construction politique nationale « tournés vers le futur ».

Presque partout, les anthropologues furent employés dans le réseau de collecte et de traitement des informations ; c'était à leurs renseignements que l'on faisait appel, et non à leurs compétences. On attendait d'eux qu'ils apportent des informations « sur le comportement » ; d'autres se chargeraient de les utiliser pour formuler et exécuter la politique. C'est ainsi que s'installa ce curieux *quid pro quo* qui préside aux méthodes de travail actuelles d'un grand nombre d'anthropologues. Le chercheur aurait désormais la possibilité de travailler sur le terrain, avec le sentiment grisant d'être engagé dans une opération de bien-être universel, ponctuée par sa participation occasionnelle à une rencontre internationale suivie d'un martini dry au bar de l'aéroport de Bangkok ou de Dar-es-Salam. En contrepartie, d'autres reçurent le droit de jouer avec leurs renseignements. Beaucoup signèrent leur contrat, avec ou sans regrets, en échange d'une carte de

⁸² Peter BRAESTRUD, « Des chercheurs participent à la lutte contre les rebelles thaïlandais : le système de défense américain met au point des dispositifs de contre-guérilla », *The New York Times*, 20 mars 1967

membre, d'une subvention de recherche, et d'un emploi. D'autres, plus réticents, refusèrent.

Puis, soudain, vers la fin des années soixante, on se lança dans un certain nombre d'aventures paramilitaires déguisées en projets scientifiques, dans lesquelles les anthropologues jouèrent un rôle prédominant. La plus célèbre de ces entreprises fut le projet Camelot, financé par l'armée américaine et le département de la Défense, et patronné par le S.O.R.O. Malgré ses liens avec les principaux spécialistes des sciences sociales des plus grandes universités américaines, les rapports du S.O.R.O. avec la science étaient des plus vagues ; son orientation contre-révolutionnaire sapait profondément la crédibilité des sciences sociales nord-américaines en Amérique latine. L'American Anthropological Association fut prompte à condamner cette entreprise ; les résolutions votées à la suite de l'effondrement du projet témoignèrent de la droiture de ses membres.

Pourtant, peu de temps après, en 1968, la combinaison université-fondation-gouvernement [82] fut de nouveau prise sur le fait, cette fois-ci en Inde où il s'avéra que le projet sur la frontière himalayenne de l'Institute of International Studies de l'université de Californie à Berkeley avait été subventionné par l'A.R.P.A., l'Advanced Research Projects Agency du département de la Défense. Quand le parlement indien connut la source du financement du projet, il arrêta immédiatement les recherches concernées. Par la suite, le gouvernement indien alla plus loin et décida qu'aucun projet financé par le gouvernement américain ne serait accepté, sans inclure toutefois dans cette interdiction les projets de recherches personnels, faisant ainsi preuve d'une patience peu commune. La sévérité de cette réaction fut sans doute déterminée par la découverte, seulement six mois auparavant, que l'Asia Foundation, une organisation américaine, avait servi de couverture à la C.I.A. pour des recherches en Inde ⁸³. Ensuite nous en arrivons aux révélations du Student Mobilization Committee sur les activités de recherches en Thaïlande.

Il est raisonnable de prévoir que le gouvernement américain et les compagnies internationales installées aux États-Unis vont accroître leurs efforts pour centraliser les ressources de leur pouvoir et de leur

⁸³ Gérald D. Berreman, « Le Colonialisme universitaire : pas si innocent que ça à l'étranger », *The Nation*, 10 septembre 1969, pp. 505-508.

contrôle à l'échelle mondiale. Par conséquent, au fur et à mesure que s'accroît le nombre des gens qui vivent dans les zones les plus pauvres et les plus asservies, et qu'empirent leurs conditions de vie, on peut s'attendre à ce que les hommes au pouvoir cherchent à connaître toujours davantage les déshérités, les sous-développés et les opprimés, en tant que groupes et en tant qu'individus. Comme le montrent les dossiers sur la Thaïlande, le gouvernement porte moins d'intérêt aux causes économiques, sociales et politiques du mécontentement qu'aux moyens permettant de neutraliser les protestations individuelles ou collectives. De plus, si les gouvernements demandent davantage d'informations sur un domaine particulier, ils sont également à même de fournir les outils technologiques qui simplifient la collecte de leurs données unidimensionnelles. La photographie infra-rouge et les microphones miniatures peuvent, par exemple, contribuer à fournir des descriptions exactes de régions et de populations, tandis que des ordinateurs peuvent être utilisés pour stocker et redistribuer à volonté les renseignements.

Il est évident que de telles techniques et de tels objectifs sont maudits pour l'anthropologue qui se consacre à la recherche [83] ouverte et libre, et qui pense avoir des obligations envers les personnes parmi lesquelles il accomplit son travail, personnes qu'il ne peut plus considérer comme objets de l'« objectivité scientifique ». En fait, les obligations traditionnelles de l'anthropologue envers les gens parmi lesquels il travaille constituent le problème fondamental. Pour qu'il puisse faire quoi que ce soit, il doit apprendre à leur faire confiance et réciproquement. Il doit apprendre à dépendre d'eux, et promettre en contrepartie de ne pas trahir leur confiance personnelle, ni de permettre que ses découvertes soient utilisées à des fins politiques sans qu'ils le sachent. De plus, beaucoup d'anthropologues pensent qu'ils doivent obtenir le consentement de leurs sujets pour rassembler et distribuer des renseignements, et que, d'autre part, après avoir reçu un tel consentement sur un sujet précis, le chercheur n'est pas libre de rassembler et d'utiliser des informations concernant d'autres sujets.

Ce « consentement » pose un problème particulier à l'anthropologue, car généralement il reste dans la communauté d'accueil pendant plusieurs mois, et peut — uniquement par la familiarité et l'observation — être mis au courant de beaucoup d'informations que ses sujets préféreraient garder pour eux. Etant donné les nombreuses

situations politiquement volatiles dans lesquelles travaillent les anthropologues (par exemple dans le nord-est de la Thaïlande), il est évident que les renseignements rassemblés par ces derniers peuvent servir à faire du tort à des gens d'une façon imprévisible et irréparable par la suite.

L'époque de l'anthropologie naïve est terminée. Il ne suffit plus de rassembler des informations concernant des gens peu connus et impuissants, il faut également connaître les utilisations possibles de ces connaissances. Derrière un appel à la recherche pure, une subvention de recherches, le paiement d'une consultation, un appel à la vanité personnelle ou au patriotisme, se trouve un gouvernement qui peut très bien utiliser les connaissances acquises pour faire du tort aux sujets parmi lesquels elles ont été recueillies. C'est peut-être là la leçon la plus sinistre à tirer des événements de ces dernières années : plus d'un anthropologue naïf est devenu, volontairement ou non, un mouchard.

Il y a quand même un homme, qui avait entrepris des recherches ethnographiques parmi les montagnards du nord-est de la Thaïlande, qui ne figure pas dans ces documents. Il semble avoir compris que la demande de « renseignements bruts » et la volonté de certaines personnes d'utiliser « les renseignements traités » sont intolérables, politiquement et professionnellement. Il a donc [84] refusé de faire part des renseignements obtenus lors de ses recherches pratiques, et a invité les autres anthropologues à en faire autant ⁸⁴. De plus, ce dissident solitaire a demandé à ses collègues de contribuer à créer des alternatives politiques radicales pour les peuples parmi lesquels ils travaillent, peuples dont l'intégrité sociale est déjà mise en question, et dont l'existence physique pourrait l'être bientôt.

Cet anthropologue déclare qu'au début des années soixante, alors qu'il était étudiant dans un programme d'anthropologie régionale, il fut amené à étudier ces régions montagneuses parce qu'il y avait des subventions américaines disponibles, et que ses professeurs — qui étaient des spécialistes de cette zone — lui conseillèrent d'agir ainsi. Il pensa qu'il était regrettable qu'aucun renseignement sur cette zone n'existât avant 1960, et fut heureux de se joindre à des spécialistes des sciences politiques, à des anthropologues et à des linguistes pour

⁸⁴ Voir les commentaires sur l'essai de Joseph G. JORGENSEN, « Morale et Anthropologie », *Current Anthropology*, p. 136.

combler cette lacune de la connaissance ethnographique. Il fut cependant troublé par les déclarations que firent des fonctionnaires thaïlandais au Tribal Research Center, à Chiang Mai, en 1967, ainsi que par le genre de renseignements rassemblés dans ce centre. Lorsqu'au printemps 1970 le Student Mobilization Committee lui exposa le projet, la vérité lui apparut clairement.

En outre, en réfléchissant à la conférence tenue à Chiang Mai en 1967, il en vint à s'apercevoir que d'autres chercheurs non seulement admettaient la façon dont le gouvernement royal thaïlandais et sa Border Patrol s'étaient servis de leurs recherches, mais encore étaient conscients des possibilités d'utilisation politique de leurs renseignements. Us avaient choisi de se soumettre au gouvernement thaïlandais qui réclamait davantage d'informations, parce qu'une telle soumission leur assurait la poursuite de leurs travaux de recherches dans cette région : s'ils refusaient de s'y soumettre, on leur avait fait comprendre clairement qu'à l'avenir toute recherche anthropologique en Thaïlande leur serait interdite, et que leur carrière serait compromise. C'est ainsi que le dissident solitaire avait compris comment la prise de conscience de ses collègues rendait leur soumission plus importante encore.

L'opposition individuelle est, bien sûr, honorable, mais elle n'est pas suffisante. Ces questions dépassent l'individu ; elles sont [85] d'ordre politique et concernent la nature et la répartition du pouvoir politique dans notre société et dans le monde.

C'est un fait admis, l'anthropologie fut conçue de manière équivoque. Nous pensons qu'elle doit maintenant se défaire de ses liens avec les objectifs coloniaux, si elle ne veut pas devenir intellectuellement triviale. L'avenir de l'anthropologie, sa crédibilité, est fondé sur le maintien de la dialectique entre la connaissance et l'expérience. Les anthropologues doivent avoir la volonté de témoigner en faveur des peuples opprimés du monde entier, y compris de ceux que nous définissons dans la profession comme primitifs et paysans. Comme l'a écrit Stanley Diamond : « En se détournant des implications de leurs connaissances, les anthropologues et les autres universitaires trahissaient non seulement [ceux qu'ils étudiaient] mais se trahissaient eux-mêmes. Le terrain d'études n'est plus un champ clos... et c'est précisément l'étude objective et l'examen réifié qui s'avèrent être des illusions. Dans cette situation, il ne peut plus y avoir d'étudiants en

sciences de l'homme, qui étudient les hommes comme des spécimens dans des milieux fixés. C'était là un privilège que le monde occidental se réservait comme conséquence de sa domination. Il ne peut y avoir que des hommes qui apprennent à porter témoignage les uns des autres. Dans la lutte pour la création de la culture contre les forces collectives et déshumanisantes, peu importe leurs prétentions idéologiques... il ne peut y avoir que des partisans ⁸⁵. »

⁸⁵ Stanley DIAMOND, préface à Betty NICKERSON (ed.), *Chi : Letters from Biafra*, New Press, Toronto, 1970, p. VII

[86]

*“L’anthropologie sur le sentier de la guerre
en Thaïlande.”*

RÉPONSE

aux lettres de G.M. Foster, P. Hinton et A.J.F. Köbben

Eric R. Wolf et Joseph G. Jorgensen

[Retour à la table des matières](#)

Bien que nous respectons le professeur Foster en tant que savant et gentleman, nous ne pouvons souscrire à certaines parties de son exposé. Le Comité de morale fut chargé de définir ses véritables fonctions ; lors de sa première réunion, les 24 et 25 janvier, le comité décida que la meilleure manière d'y parvenir serait de rassembler des cas empiriques. A cet effet, Wolf fut chargé, en tant que président, d'écrire une lettre au *Bulletin* de l'Association, ce qu'il fit le 6 février 1970. Cette lettre fut publiée ; le bureau exécutif ne formula aucune objection.

Les choses étant ce qu'elles sont, il était peut-être ironique, mais pas à exclure, que le premier de ces cas nous ait été fourni par le S.M.C. Faut-il une fois de plus insister sur le fait que le Student Mobilization Committee et le Comité de morale de l' American Anthropological Association sont deux organisations distinctes et indépendantes ? C'est de son propre mouvement que le S.M.C. a publié les documents dans son journal, le *Student Mobilizer*, et il l'aurait fait indépendamment de l'attitude — active ou passive — adoptée par le Comité de morale de l'A.A.A. Quant à nous, nous n'étions intéressés par ces documents que dans la mesure où ils concernaient l'anthropologie et ses fins. Ce n'est pas nous qui les avons donnés au S.M.C. ; c'est lui qui nous les a donnés. Nous n'avons pas participé à la préparation des documents en

vue de leur publication, et nous ne savions pas comment ils seraient présentés au public. A cause de la distance qui sépare Ann Arbor de la côte du Pacifique, aucun exemplaire du *Student Mobilizer* ne nous est parvenu avant le 15 avril. Nous avons cependant reçu les documents le 30 mars. Wolf mit Foster au courant de ce qui allait se produire au cours d'une communication téléphonique avec ce dernier — qui l'avait appelé pour d'autres raisons — et à nouveau dans une lettre datée du 7 avril. Wolf joignait à celle-ci des exemplaires d'un article significatif [87] paru dans le *New York Times*, signalait que certains membres du Comité de morale avaient eu l'occasion de consulter les documents en question, et poursuivait en disant que : « Le Comité de morale, qui s'efforce de constituer un dossier de cas posant des problèmes moraux, sera intéressé par les implications de ces documents. J'ai écrit aux personnes concernées en leur demandant de nous faire parvenir tout ce qu'elles souhaitent nous communiquer, et en leur assurant que le Comité de morale s'efforcera, dans la mesure du possible, de ne pas dévoiler l'identité des personnes citées. Cependant ce comité, tel qu'il est constitué actuellement, n'est en aucun cas une institution judiciaire. Le statut de l'Association reste donc ambigu quant à ce genre d'infractions à ses normes officielles. »

Le 15 avril, le professeur Foster accusa réception de cette lettre ainsi que d'autres messages, et déclara que le problème serait soulevé lors de la réunion du bureau exécutif au mois de mai. Avant cette réunion, des copies des documents furent envoyées à chacun des membres du bureau.

La déclaration du bureau, écrite à l'occasion de cette réunion, provoqua notre démission immédiate du Comité de morale. Le texte d'introduction qui accompagnait cette déclaration fut rédigée par le professeur Foster, et ne fut pas préalablement contrôlé par deux membres au moins du bureau, ni par l'éditeur du Bulletin. Dans le Bulletin de l'Association de novembre 1970, p. 8, deux des membres du bureau formulèrent l'opinion suivante : « Le texte d'introduction qui accompagnait dans le Bulletin de juin 1970 la motion adoptée par le bureau au sujet de Wolf, Jorgensen, et des travaux effectués en Thaïlande, eut pour effet de mettre uniquement l'accent sur les procédures du Comité de morale, en passant sous silence les véritables problèmes soulevés par ce dernier... Il est incorrect de dire que le bureau a examiné les documents qu'il a reçus de manière complète et

approfondie. Il est exact de dire qu'il n'arriva à aucune conclusion, étant donné la façon dont il se livra à cet examen, et qu'il ne les analysa pas avec suffisamment de soin pour affirmer s'ils apportaient ou non des témoignages significatifs sur certains problèmes. »

C'est cette insistance sur la procédure plutôt que sur les problèmes réels qui nous fit rejeter ce qui nous semblait être une « interprétation bureaucratique du rôle du comité ».

M. Hinton nous propose une version intéressante de la manière dont le T.R.C. fut organisé, mais ce n'est là qu'une [88] variante de ce qui semble être une histoire plus compliquée.⁸⁶ Ce monsieur souligne la priorité que le Centre accorde à la santé, à l'éducation et à l'agriculture ; dans une lettre qui nous fut adressée le 15 décembre 1970 par G. A. Oughton, conseiller agricole au T.R.C, il est dit que le Centre « ... avait été créé quelques années auparavant pour répondre à la nécessité de connaître avec plus d'exactitude les facteurs sociaux et agroéconomiques prédominant dans les collines de la Thaïlande, devant la croissance rapide de la population, les problèmes de la production des narcotiques, et l'épuisement des ressources naturelles ».

Mais le général Vargas, secrétaire général de la S.E.A.T.O. notait — dans le rapport de la S.E.A.T.O. pour l'année 1968-1969 — que trois pays membres de l'organisation avaient prêté assistance au Centre depuis le mois d'octobre 1965, et que : « Au cours de l'année, le Centre a produit — avec l'aide de conseillers hautement qualifiés de pays membres de la S.E.A.T.O. — des études précieuses et pertinentes sur les tribus montagnardes de Thaïlande, études qui révèlent à quel point celles-ci sont vulnérables à la subversion communiste. »

Dans le précédent rapport (rapport de la S.E.A.T.O. pour l'année 1967-1968), le général Vargas avait également signalé que : « Le Hill Tribes Research Center, à Chiang Mai, dans le nord de la Thaïlande, continue à faire des progrès considérables dans sa tâche essentielle qui consiste à fournir des études intéressantes sur les tribus de Thaïlande. De telles études prennent d'autant plus d'importance que les communistes ont concentré une grande partie de leurs efforts vers la subversion des populations tribales du pays. Afin de neutraliser la

⁸⁶ Nous remercions le Dr Chandra Jayawardena pour le complément d'information qu'il nous a fourni à ce sujet.

subversion communiste, il est essentiel d'avoir une connaissance étendue de ces populations. »

Nous remercions M. Hinton de nous avoir exposé la manière dont l'A.R.P.A. a subverti le T.R.C. en l'associant au Tribal Data Center, et en finançant les réunions que tinrent ces centres par la suite, et nous apprécions son opposition à cette fusion — opposition qui contraste avec l'acceptation tranquille de M. Oughton, le conseiller agricole. Pourtant nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi M. Hinton s'élève contre le mariage du T.R.C. et de l'A.R.P.A., puisque, en tant que conseiller auprès du directeur général du Public Welfare, il rédigea plusieurs rapports [89] dans l'espoir « qu'ils aideraient les organismes thaïlandais ou étrangers intéressés par les collines du nord de la Thaïlande à établir leur programme ». Il déclarait dans l'un de ces rapports : « a) Mais malgré un travail acharné, la situation dans les collines s'est dégradée de façon véritablement dramatique au cours des cinq dernières années. Les guérilleros communistes contrôlent à l'heure actuelle des zones importantes de la région montagneuse qui borde la frontière laotienne : l'opium est toujours produit en grande quantité, et écoulé par les montagnes, tandis que les zones que cultivent les fermiers des collines se sont considérablement étendues. Pourquoi a-t-il fallu en arriver là ?

« b) D'après moi, les deux problèmes essentiels sont donc d'une part la sécurité militaire et administrative, et d'autre part la pression démographique. Les deux problèmes sont intimement liés : la sécurité ne peut pas exister tant que le gouvernement n'affronte pas les problèmes de l'accroissement de la population et de la baisse de la productivité dans les collines ; les zones de conflits agraires ont toujours fourni un terrain propice aux révolutionnaires.

« c) Je ne suis pas assez compétent pour suggérer une approche militaire du problème de la guérilla. Cependant, des expériences amères en Malaisie, au Vietnam, aux Philippines et ailleurs ont prouvé que les avantages acquis par l'armée sont rapidement perdus si le gouvernement ne met pas en place une administration juste et efficace dans les zones de conflit. À vrai dire, on n'insistera jamais assez sur le fait suivant : toutes les mesures prises pour défendre et mettre en valeur les régions montagneuses seront vouées à l'échec tant qu'un contrôle

efficace ne sera pas établi par les organismes administratifs normaux du gouvernement ⁸⁷. »

M. Hinton a effectué, de toute évidence, un séjour dans la caverne du Minotaure. Puisqu'il fait preuve d'une certaine ambivalence en ce qui concerne son propre rôle, il devrait se montrer plus compréhensif pour les « dissidents solitaires » tels que M. Delmos Jones, dont l'opinion personnelle à ce sujet devrait paraître dans un prochain numéro de *Current Anthropology*. M. Jones existe ; en fait, il enseigne, en chair et en os, à l'université de la ville de New York.

[90]

M. Hinton nous prête l'opinion suivant laquelle « toute la conduite du gouvernement thaïlandais est répréhensible ». Notre article traitait de l'anthropologie et des anthropologues en Thaïlande, et non de toutes les activités du gouvernement thaïlandais. Le but poursuivi par certains membres de ce gouvernement, en utilisant des anthropologues, est défini de façon suffisamment claire dans une dépêche de Tillman Durdin et datée du 21 janvier 1971 à Bangkok :

« Le programme contre-révolutionnaire a sérieusement besoin de sociologues et d'anthropologues pour évaluer l'impact des projets de développement et d'assistance ruraux que le gouvernement a mis en place, afin de gagner le soutien de la population dans des zones menacées par les communistes.

« À l'heure actuelle, la United States Agency for International Development emploie six des 25 millions de dollars qu'elle consacre annuellement à l'assistance économique en Thaïlande, à venir en aide aux efforts contre-révolutionnaires.

« Mises à part les mesures prises par la police et l'armée contre les guérilleros, la Thaïlande trace des milliers de kilomètres de chemins ruraux, creuse des puits, construit des barrages, met en place des coopératives agricoles perfectionnées, organise des groupes de jeunes, et entretient des équipes médicales mobiles dans les zones d'activité communiste ⁸⁸. »

⁸⁷ Extraits de *Defense, Development, and Administration of the Uplands of North Thailand*, un rapport présenté par le conseiller du T.R.C. au directeur général du Public Welfare, Chiangmai, 7 septembre 1969.

⁸⁸ *The New York Times*, 24 janvier 1971.

Le directeur du programme, Prasong Sukhum, formé aux États-Unis, disait : « Il faut absolument que nos actions soient étudiées et jugées par des spécialistes compétents, de préférence par des gens qui ont déjà effectué des études sociologiques et anthropologiques en Thaïlande. Nous devons connaître l'impact de nos programmes, ce que nous réalisons convenablement et ce que nous ratons, afin de pouvoir effectuer des transformations, le cas échéant. »

Quant aux remarques du professeur Köbben, la question qui exige une réponse n'est pas « À qui revient le droit de définir les critères de progrès ou de conservatisme ? », mais plutôt « De quel droit les spécialistes des sciences sociales envahissent-ils la vie privée de personnes impuissantes, afin de transmettre des informations à une tierce partie puissante qui s'en servira à des fins que ni l'anthropologue ni ses informateurs involontaires ne peuvent contrôler ? ». Nous ne pensons pas que les anthropologues devraient utiliser leurs compétences pour résoudre des problèmes semblables à celui que pose l'American Institutes [91] for Research : « La lutte entre un gouvernement en place et des forces subversives ou révolutionnaires comporte trois types d'opérations différents. Le premier est de faire des apports dans le système social qui gagneront le soutien actif d'une partie toujours plus importante de la population locale. Les menaces, les promesses, les appels idéologiques et les bénéfices matériels constituent les différents apports les plus souvent utilisés. Le deuxième est de réduire ou d'arrêter l'influence d'apports rivaux faits par l'adversaire, en installant des dispositifs de lutte contre l'infiltration, en coupant les lignes de communication, *en assassinant les principaux dirigeants*, en renforçant les mécanismes de représailles, et en appliquant d'autres mesures préventives. Le troisième est de contrecarrer ou de neutraliser les succès politiques déjà obtenus par les groupes dévoués à la "mauvaise" cause. Ceci concerne typiquement la confrontation armée directe. *Les spécialistes des sciences sociales peuvent contribuer de manière significative à la préparation de ces trois types d'opérations* ⁸⁹. » [Souligné par nous.]

Le professeur Köbben compare des situations impossibles à comparer, lorsqu'il établit un parallèle entre la résistance contre les

⁸⁹ *La Contre-Révolution en Thaïlande*, American Institutes for Research, décembre 1967, p. I.

nazis et l'empire japonais, et les programmes d'assistance destinés à consolider l'hégémonie royale thaïlandaise sur les régions périphériques du pays, et à servir les plans des bâtisseurs d'empire américains dans le Sud-Est asiatique.

Pour éviter tout malentendu, nous devrions signaler que certaines informations sont collectées sous contrat, et fournies directement à l'armée et à l'A.I.D. américains, au gouvernement royal thaïlandais, et à d'autres organismes de ces deux gouvernements. Ceci est un aspect du problème. Un autre aspect apparaît lorsque d'anciens chercheurs se transforment en experts-conseils et cherchent comment vendre leurs idées à ces mêmes gouvernements. Étant donné que ces experts s'emploient à rendre leurs efforts efficaces sur le plan politique et que certains d'entre eux essayent d'influencer les politiques américaine et thaïlandaise à l'égard des paysans thaïlandais, les informations qu'ils divulguent peuvent être utilisées par les gens au pouvoir à des fins qui leur sont propres, sans tenir compte des intentions de ces experts. Ces derniers se trouvent donc compromis et dupés, dans la mesure où ils fournissent des idées à des gens qui peuvent les utiliser comme ils l'entendent, et non comme les spécialistes [92] des sciences sociales l'entendent. Une communication récente, adressée au Bulletin de l'American Anthropological Association, illustre bien les dilemmes qui se posent ⁹⁰.

Le professeur Köbben nous demande quel devrait être le comportement des anthropologues quand ils étudient des fauteurs de troubles tels que les membres du Ku Klux Klan. Un nombre incalculable d'agents secrets fédéraux et de journalistes étudient cette organisation, et nous supposons qu'ils ont leurs homologues en Tanzanie pour suivre les « magouilles » qui se pratiquent entre les hauts fonctionnaires et les fermiers influents locaux. Des exposés sont généralement faits par de telles personnes dans l'intérêt public. Il ne nous était pas venu à l'esprit que l'anthropologue, qui prêche l'enquête libre et ouverte, mais doit toutefois protéger la vie privée de ses informateurs, était censé faire le même travail qu'un agent secret. En fait, nous pensons que les anthropologues devraient garder leurs

⁹⁰ Michael MOERMAN, « Mise au point sur le cas de la Thaïlande », Newsletter de l'American Anthropological Association, janvier 1971, vol. 12, n° 1, p. 9-11.

distances. L'ensemble du cas de la Thaïlande témoigne des problèmes qui surgissent lorsque des anthropologues se déguisent en chercheurs, en experts militaires et en professeurs, et jouent les trois rôles à la fois.

La référence que fait Kôbben aux méthodes du maccarthysme est un cliché récent. Nous n'avons pas encouragé le « vol » des documents ; mais nous espérons, avec Kôbben, que les gentlemen-anthropologues qui jouent à la contre-révolution aussi bien qu'à la poursuite des honneurs universitaires feront de nous tous des gens honnêtes en nous fournissant tous les documents qui font sortir de l'ombre leurs personnalités, ainsi que les diverses fondations et organisations qui les emploient.

Le professeur Kôbben a certes raison d'affirmer que l'immense problème de la conduite morale n'est pas de ceux que l'on peut résoudre en termes simplistes ; bien plus, les problèmes moraux continueront à nous tourmenter. Grâce aux documents de la conférence du Jason et à la proposition de projet de l'A.I.R., nous avons appris que les résultats obtenus en Thaïlande pouvaient également trouver des applications (c'est du moins ce qu'il est dit) parmi les groupes déshérités et opprimés américains. Nous apprenons maintenant que les recherches anthropologiques effectuées parmi ces groupes-là ont aussi pour but de nous aider à conquérir les cœurs et les esprits des Indochinois. [93] C'est ainsi que nous lisons dans une note adressée au New York Times par Anthony Ripple, de Guadalupe en Arizona, que : « Depuis longtemps, on a réalisé toutes sortes de projets, de plans et d'études sur Guadalupe. Les gens parlent encore de l'une de ces études, qui fut menée pendant cinq ans par J. A. Jones, un anthropologue de l'Arizona State University. Celui-ci, qui fait maintenant partie de la Pennsylvanie State University, reçut 196 931 dollars de subventions de la part de l'Araiy Medical Research and Development Command. Son idée était d'étudier la culture yaqui afin de trouver une solution pour rallier les chefs de village au Vietnam. La culture yaqui est — à ce qu'il paraît — semblable à celle des Vietnamiens ⁹¹. » Oscar Lewis écrivait dans une lettre qu'il adressa à l'un de nous le 8 décembre 1970, peu de temps avant sa mort : « L'une des questions soulevées par votre article dépasse de très loin le cas spécifique de la Thaïlande et pose la question de savoir si les anthropologues peuvent réellement protéger l'anonymat de leurs

⁹¹ . *The New York Times*, 29 décembre 1970, p. 18

informateurs dans de nombreux pays, y compris le nôtre où la répression devient chaque jour plus importante, et où l'on s'intéresse de plus en plus à la vie personnelle des citoyens, en particulier de ceux qui ont certaines convictions et perspectives politiques. Si les choses vont en empirant, nous serons obligés d'encourager nos étudiants à faire des études sur bibliographie plutôt que sur le terrain. »

Traduit de l'anglais
par Henri COLOMER

[94]

[95]

Première partie.
UNE CRISE AMÉRICAINE.

3

“Morale et anthropologie.”

Joseph G. Jorgensen

[Retour à la table des matières](#)

Cette nouvelle discussion de Current Anthropology — « Pour une éthique des anthropologues » — s'intègre tout à fait dans le débat ouvert par les articles précédents. Le tour épistémologique de l'essai de J. G. Jorgensen ne doit pas nous cacher qu'il est aussi le co-auteur avec Wolf de « L'Anthropologie sur le sentier de la guerre en Thaïlande ». Dans le dossier de la revue on trouve également un article de R. N. Adams qui propose une espèce de guide déontologique pour le chercheur étranger par rapport à ses collègues du pays d'accueil. Ces propositions cherchent tout juste à « moraliser » le comportement des chercheurs nord-américains en Amérique latine et considèrent les choses de façon « neutre et technique ».

On trouvera ici le texte intégral de l'article de Jorgensen ainsi que celui de Delmos J. Jones, chercheur évoqué dans la polémique précédente. Nous n'avons retenu de la réponse de J. G. Jorgensen que les parties les plus directement concernées par l'aspect politique du problème.

[96]

RÉFÉRENCES

Toward an Ethics for Anthropologists

Joseph G. JORGENSEN, « On ethics and Anthropology ».

Richard N. ADAMS, « Responsibilities of the Foreign Scholar to the local Scholarly community ».

Commentaires : G. N. Appell ; H. Barclay ; J. A. Barnes ; G. Cochrane ;

R. W. Ehrich ; R. S. Khare ; D. Landy ; O. von Mering ; J. E.

Pierce ; R. B. Woodbury. Delmos J. JONES, « Social Responsibility and the Belief in Basic Research : an example from Thailand ».

Réponses : R. N. Adams ; J. G. Jorgensen.

Current Anthropology, 1971, vol. 12, n° 3, p. 321-356.

•

J. G. JORGENSEN, *The Sun Dance Religion : Power for the Powerless*, University of Chicago Press, 1972.

J. G. JORGENSEN, « Indians and The Metropolis », in WADDELL, WATSON (éd.), *The American Indian in Urban Society*, Little Brown and C°, 1971.

[97]

Le besoin se fait sentir d'une discussion sur les problèmes moraux de la recherche anthropologique, et de la rédaction d'un code librement consenti de morale professionnelle définissant les valeurs que les anthropologues devraient partager ⁹². Mais, bien qu'un code librement consenti soit un excellent début, je ne pense pas qu'il soit suffisant ; je crois donc que les différentes associations anthropologiques nationales et locales devraient constituer des comités de morale. Un accord sur les principes moraux de la profession, et leur application, permettrait aux chercheurs qui y adhéreraient de poursuivre leurs recherches sans éveiller de soupçons ou de craintes chez leurs hôtes, et aiderait le chercheur à décider s'il doit entreprendre une étude pour laquelle, par exemple, le consentement libre et volontaire ne peut s'accommoder de l'intégrité de la recherche.

La nécessité de mesures de ce genre est évidente et réelle. Je pense que, dans nos programmes d'enseignement secondaire et universitaire, nous soulevons rarement les nombreuses et évidentes questions de morale dont a conscience tout anthropologue qui a effectué une recherche préparatoire. Les anthropologues posent rarement, pour ne pas dire jamais, ce genre de problèmes, [98] que ce soit au bénéfice de leurs collègues ou de leurs étudiants ⁹³.

⁹² Une autre version de cette contribution a été préparée pour une discussion exploratoire concernant la morale et l'éthique en anthropologie et patronnée par FA.A.A. (25-26 janvier 1969 à Chicago). Les membres du comité ad hoc de l'A.A.A. sur l'éthique étaient David M. Schneider, David R. Aberle, Eric R. Wolf, Richard N. Adams et William Shack. J'ai tiré profit de leurs commentaires et du patronage de l'A.A.A., mais ceux-ci ne sont en rien responsables des idées que j'expose ici. Je voudrais remercier particulièrement Leroy Johnson Jr, David Aberle et Katherine Jorgensen pour les commentaires utiles qu'ils ont portés sur la première version de ce texte.

⁹³ Il faudrait noter cependant que la Society for Applied Anthropology (S.A.A.) a écrit et adopté, à cause de la nature même des entreprises d'engineering humain conduites à la demande et sous la direction de divers employeurs, un code éthique — inapplicable — dès 1949 et qu'elle l'a corrigé quatorze ans plus tard. Cependant le code de la S.A.A. concerne avant tout les relations

En bref, les problèmes d'ordre moral concernant les anthropologues naissent de leurs relations avec les gens qu'ils étudient, de leurs relations professionnelles avec leurs collègues, de leurs relations avec les institutions ou les fondations qui les subventionnent, de leurs relations avec les gouvernements des pays dans lesquels ils effectuent leurs recherches, et de leurs relations avec leur propre gouvernement. Chacune de ces relations a plusieurs niveaux, et je n'entends pas les examiner tous. *J'étudierai les relations qui me semblent les plus importantes : les relations entre les anthropologues et les gens qu'ils étudient.* On trouvera beaucoup de mes suggestions irréalisables : les unes seront jugées trop strictes, les autres inutiles, selon le contexte. D'autres sembleront plus appropriées à nos codes de morale personnelle ou à nos styles de vie qu'à un code de morale professionnelle.

Je poserai beaucoup plus de problèmes que je ne fournirai de réponses convenables. Néanmoins tous ces problèmes concernent les recherches anthropologiques en cours, et tous devraient, selon moi, être pris en considération par les anthropologues et les futurs anthropologues, pour ne pas dire par tous les spécialistes des sciences sociales. Je demande à chaque anthropologue de s'interroger sur la nature de ses recherches et sur leurs effets néfastes potentiels. Chaque anthropologue doit se demander s'il est pertinent d'entreprendre des recherches ou d'utiliser des résultats de recherches dans un sens qui peut faire du tort aux sujets de sa recherche.

Mon article se divise en quatre parties : je montre d'abord l'intérêt d'une étude philosophique de la morale pour les anthropologues. Je combats en particulier la thèse selon laquelle un code moral pour les chercheurs professionnels devrait être fondé sur des méthodes et des principes scientifiques. Je conteste le [99] statut ontologique que certains anthropologues accordent à la science, et à l'idée que la « science » doit progresser. Je soutiens qu'un code de morale professionnelle ne peut être fondé que sur notre compréhension du comportement humain dans de nombreuses situations et qu'il ne peut

entre les anthropologues et leurs employeurs (essentiellement le gouvernement américain) et beaucoup moins les relations qui s'établissent entre les anthropologues et les populations qu'ils étudient. Cf. « Report of the committee on ethics », *Human Organization*, 1949, n° 10, p. 32 ; « Statement on ethics », *Human Organization*, 1963, n° 22, p. 237.

être évalué qu'en observant la conduite de ceux qui le pratiquent, c'est-à-dire notre comportement en tant qu'anthropologues.

Je suggère ensuite qu'une morale normative pour les anthropologues devrait être établie à la lumière des environnements sociaux actuels dans lesquels nous travaillons, ainsi qu'à celle de nos espérances à l'égard de futurs environnements. Dans une partie sur les « contextes de l'anthropologie », je généralise à propos des gens que nous étudions et des conditions dans lesquelles ils vivent ou sont appelés à vivre. J'envisage aussi le type de renseignements que les gouvernements peuvent vouloir connaître sur ces gens, le type de propositions qui sont faites aux anthropologues pour qu'ils recueillent ces informations, et les situations compromettantes qui peuvent résulter de ces propositions.

La partie sur les « problèmes moraux » se trouve au cœur du débat, bien que beaucoup des problèmes que j'y traite soient abordés dans les parties précédentes. J'y envisage le droit à la personnalité privée, la nécessité du consentement et du secret, les conditions dans lesquelles le secret peut ne pas être souhaité, les dangers de la vérité, la validité des comptes rendus de recherches d'un point de vue moral, et les effets du chercheur sur la communauté d'accueil.

La dernière partie résume brièvement mes suggestions pour un code de moral librement consenti.

Dans cet essai j'emploie le terme « anthropologie » pour désigner l'anthropologie sociale, l'ethnologie, la culturologie, l'anthropologie psychologique. Il ne recouvre ni l'anthropologie physique, ni l'archéologie, ni la linguistique.

I. LA BASE D'UN CODE DE MORALE

Une activité morale implique que l'on fasse des choix, c'est-à-dire que l'on prenne une décision, ce qui implique à son tour que l'on adopte un critère de jugement. Un code de morale [100] est un code de conduite qui s'applique en particulier à inactivité volontaire. Passons rapidement en revue les manières dont la morale a été étudiée par le passé, dont elle est étudiée actuellement, et l'intérêt des recherches actuelles sur la morale pour les nombreuses décisions que les

anthropologues doivent prendre dans leurs relations avec leurs collègues ou avec les gens qu'ils étudient ⁹⁴.

On divise généralement la morale en morale normative et en métamorale. La morale normative qualifie les actions et les décisions de « bonnes » ou de « mauvaises » de « justes » ou de « fausses ». La métamorale se préoccupe de la signification, de la fonction ou de la nature des jugements normatifs et de la manière dont ils peuvent se justifier. L'étude de la métamorale est intéressante pour ce que je me propose de faire dans cet article, car je souhaite examiner, non seulement ce qui est « juste » et ce qui est « faux » dans la recherche anthropologique, mais encore si, oui ou non, il existe des fondements rationnels ou objectifs à nos principes moraux fondamentaux et à nos jugements de valeur.

Avant le XX^e siècle, les philosophes résolvaient également les questions de métamorale en distinguant les principes et les jugements fondés sur la raison de ceux fondés sur l'autorité, la tradition, la révélation, etc. On considérait les jugements fondés sur la raison comme acceptables et justifiables, ce qui n'était pas le cas pour les autres. Or, les philosophes contemporains se posent les questions morales d'une manière sensiblement différente. Pour eux, la raison a cédé la place à la science, ou, du moins, en est devenue synonyme, et la question est de savoir si une éthique normative peut être entièrement fondée sur la science.

L'intérêt actuel que porte la philosophie à une morale normative basée sur des principes scientifiques a de l'importance pour nous. Je prétends que beaucoup d'anthropologues se comportent comme si des principes scientifiques déterminaient leur code de conduite, tandis que d'autres se comportent comme si c'était la raison, au sens traditionnel du terme, qui jouait ce rôle. Je crois [101] que les anthropologues qui pensent que des principes scientifiques déterminent leur code de

⁹⁴ Pour des développements détaillés sur la morale, la conduite en tant qu'activité volontaire et les relations entre la science et la morale, cf. Stephen C. PEPPER, *Ethics*, Appleton Century-Crofts, New York, 1960 ; William K. FRANKENA, « Ethics in an age of science », The Association of Princeton Graduate Alumni : Report of the Eighth Conférence held at the Graduate College of Princeton, 1960 ; James B. CONANT, « Scientific Principles and moral Conduct », *American Scientist*, 55, p. 311-328.

conduite font appel à une ontologie fondée sur la foi plus qu'à la science ou à la raison. De plus, je pense qu'un code de morale pour l'anthropologue ne peut être fondé sur des principes scientifiques parce qu'en anthropologie il n'y a pas de principes scientifiques, du moins au sens où les spécialistes scientifiques et de métamoralité entendent et emploient le mot « science ». Enfin, je soutiens qu'une éthique normative pour les anthropologues ne peut être fondée que sur la compréhension que nous retirons de notre expérience des rapports humains. Le code normatif définitif ne peut être établi qu'en examinant la conduite des anthropologues dans leurs relations avec leurs sujets, leurs collègues et leurs employeurs.

Je voudrais citer de courts exemples tirés de rencontres de l'A.A.A., exemples dans lesquels ces difficultés apparaissent clairement. Au cours de ces rencontres, certains membres invoquèrent la science pour justifier des décisions de morale normative, tandis que d'autres membres de l'Association firent appel à la raison pour justifier des décisions contestées. Ces exemples sont édifiants et soulèvent des questions que l'on retrouve tout au cours de mon exposé sur la morale et les populations d'accueil.

Les débats sur le projet Camelot⁹⁵ et la résolution sur le Vietnam adoptée lors des rencontres de l'A.A.A. à Denver (1965) et à Pittsburg (1966) ont contribué à poser les problèmes de morale dans la profession. A la tribune des rencontres de Denver, plusieurs membres de l'Association prirent position sur le projet de contre-révolution en Amérique latine (Camelot), qui avait été récemment liquidé par son commanditaire, le département de la Défense. Beaucoup de membres soutinrent le projet comme une entreprise scientifique légitime dans laquelle l'Association n'avait pas le droit d'intervenir. En fait, certains expliquèrent que si l'Association adoptait une attitude critique bien que mal informée (telle que la condamnation du projet ou la censure des chercheurs impliqués), cette attitude serait pharisaïque, préjudiciable aux progrès de la science, et préjudiciable aux intérêts professionnels des anthropologues. Leur argumentation portait sur la liberté de la recherche scientifique et sur le refus de contraintes provenant d'un groupe non institutionnel de professionnels mal informés. Ils ne

⁹⁵ Cf. I. L. HOROWITZ, « The Life and Death of Project Camelot », *Transaction*, 1965, 3, p. 3-7, 44-47.

voulaient pas que leur science soit entravée ou que leurs libertés soient restreintes.

[102]

D'autres membres de l'Association affirmèrent que des projets tels que Camelot menaçaient le progrès de la science anthropologique et les intérêts professionnels des anthropologues. Ils craignaient que les gouvernements étrangers sous les auspices desquels ils effectuaient ou entendaient effectuer leurs recherches ne voient d'un mauvais œil toutes les recherches sociales entreprises par des étrangers. Ils redoutaient que les gouvernements étrangers en viennent à soupçonner que les buts déclarés des projets de recherches anthropologiques ne soient trompeurs — que ces projets soient en fait destinés à espionner ou à intervenir dans leurs affaires intérieures —, et qu'ils puissent par conséquent refuser aux anthropologues l'accès de leur pays. Ils affirmaient que leurs propres recherches — légitimes — seraient remises en cause par le caractère politique des objectifs des autres chercheurs.

Une troisième position consistait à critiquer les buts de la recherche contre-révolutionnaire, la manière dont elle allait être entreprise, les effets qu'elle pourrait avoir sur les populations d'accueil et les anthropologues, ainsi que les hypothèses sur lesquelles cette recherche s'appuyait. Au lieu de faire appel aux progrès de la science, à des principes scientifiques, ou aux intérêts bien compris des anthropologues professionnels, la discussion portait cette fois sur les buts politiques, le mensonge et l'intervention internationale dans les affaires intérieures des pays étrangers. C'est une question à peu près analogue qui fut débattue à la tribune des rencontres de l'A.A.A. à Pittsburgh l'année suivante. Le débat se poursuivit dans plusieurs numéros du *Fellow Newsletter*⁹⁶. À la tribune, et dans les prises de position par courrier, plusieurs membres éminents de la profession soutinrent que la résolution sur le Vietnam, adoptée par l'Association malgré l'avis de la présidence, selon laquelle elle n'était pas à l'ordre du jour, et malgré une proposition de renvoi en commission, ne faisait pas progresser les intérêts professionnels des anthropologues et ne faisait pas avancer la science de l'anthropologie. Ainsi la science, ses progrès,

⁹⁶ *Fellow Newsletter* of the A.A.A., vol. 8, n° 2, p. 7-8 ; n° 5, p. 6-7 ; no 6, p. 8-11.

et les intérêts professionnels des anthropologues furent-ils à nouveau invoqués pour justifier la décision que certains avaient prise de voter contre la résolution.

Les diverses positions sont les suivantes :
[103]

1. Les recherches politisées entraveront les progrès de la science, aussi l'intervention de la profession est-elle justifiée.

2. L'intervention de la profession vis-à-vis de ceux qui effectuent des recherches politisées entravera les progrès de la science ; aussi l'interférence ne devrait-elle pas être autorisée.

3. Une organisation professionnelle qui prend position sur les événements du monde contemporain empêchera les progrès de la science et ne servira pas les intérêts professionnels de la discipline. Aussi ne devrait-elle pas adopter une position de ce genre. Ces positions sont en accord sur un point, à savoir que la science anthropologique devrait progresser. Néanmoins les positions 1. et 2. revendiquent différemment le même but. Elles soutiennent que la science peut progresser et que l'on peut servir les intérêts professionnels par des moyens absolument différents et contradictoires.

L'argumentation déployée à la tribune des deux rencontres fit apparaître que certains membres adoptaient la position 1., que d'autres adoptaient 1. et 3. et que tous ceux qui adoptaient 2. adoptaient sans doute aussi 3. Peu importe comment ces membres s'alignaient sur chacune de ces positions, tous (mis à part ceux qui s'opposaient à toutes les trois) avaient une opinion sur ce que devrait être une conduite scientifique morale, tous prétendaient que la science devrait progresser, et tous invoquaient sans doute des principes scientifiques nébuleux pour justifier leurs décisions. Ce genre d'argumentation entraîne une question : qu'entend-on par science ? Elle omet également une prémisse : pourquoi la science devrait-elle progresser ? Je laisse provisoirement ces questions en suspens.

Considérons d'abord l'opposition entre 1., 2. et 3. Beaucoup de membres présents au débat sur le projet Camelot rejetèrent à la fois les positions 1. et 2. Ils expliquèrent que les anthropologues professionnels devraient s'interroger sur les buts de la recherche contre-

révolutionnaire, sur la manière dont elle est effectuée, et sur ses présupposés. Je n'entendis aucun d'entre eux faire appel aux « progrès de la science », bien que beaucoup se soient inquiétés, comme les tenants de la position 1., des effets de projets tels que Camelot sur leurs propres recherches à l'étranger, ainsi que sur toute recherche à l'étranger.

Les anthropologues qui, aux rencontres de Pittsburgh en 1968, firent appel et mirent en échec la décision de la présidence sur la résolution Vietnam, et firent adopter la résolution, soutinrent qu'une discipline consacrée à la connaissance de l'homme est [104] irresponsable si elle ne se soucie pas de préserver et d'améliorer la nature humaine. Ils pensaient que les informations utiles et les points de vue documentés détenus par les anthropologues devraient être diffusés, et si possible utilisés, pour aider à résoudre les problèmes humains. Une de ces personnes mentionna « les progrès de la science » et suggéra la modification suivante aux statuts de l'A.A.A. : « Pour faire progresser la science de l'anthropologie et son application au bonheur des hommes. » Une autre demanda pourquoi les membres de l'A.A.A. renieraient la valeur de la science pour la solution des problèmes humains. Je prétends que les deux dernières positions :

4. on devrait s'interroger sur la nature de la recherche personnelle,

5. les découvertes anthropologiques devraient être utilisées pour résoudre les problèmes humains, représentent des choix moraux effectués différemment de ceux des trois premières positions. Toutes cinq se préoccupent de ce qui est juste (morale normative). Si nous analysons ces positions au niveau métamoral, nous voyons que les trois premières sont fondées sur des principes et des jugements scientifiques, tandis que les deux dernières sont fondées sur la raison et une appréciation documentée. Je reviens maintenant aux questions que j'ai soulevées plus haut : qu'entend-on par « science » et pourquoi la science devrait-elle progresser ?

Les sciences naturelles ont en commun une base théorique unique plus ou moins fondée sur l'expérimentation et l'observation, dans un ordre qui n'est pas nécessairement celui-ci. Des hommes postulent certaines relations, souvent à partir de soupçons basés sur des observations, parfois à partir de déductions basées sur les postulats précédents et sur l'expérimentation. Ils essaient ensuite de confirmer ou

d'infirmier ces suppositions. Les étapes initiales, souvent désignées sous le nom de la méthode scientifique, varient considérablement. En effet, un résultat expérimental inattendu, une observation faite par hasard, une déduction analytique à partir de postulats précédents, ou une idée provenant d'une autre source peuvent contredire les formulations et l'expérimentation postulées. De plus, les procédures de recherche, c'est-à-dire la manière dont les informations sont rassemblées et vérifiées, varient considérablement. Plusieurs ouvrages écrits par des historiens de la science, des philosophes de la science, et des savants eux-mêmes, ouvrages qui traitent des différentes étapes ayant conduit à des réalisations scientifiques, [105] détruisent l'idée selon laquelle la science progresse d'une seule manière, grâce à une méthode unique ⁹⁷.

Cependant, à travers cette diversité, l'accord se fait largement (pas entièrement) sur les principes de la science. Par exemple, un résultat de recherches dans un domaine de la science, disons la chimie organique, entraînant une modification de la base théorique, peut entraîner des réajustements dans un autre domaine, tel que la génétique. Il peut également poser un problème expérimental à ce nouveau postulat. Quelles que soient les motivations du savant ou de l'équipe de recherche, on essaie d'obtenir des explications, des prévisions, et des vérifications, et la base théorique, vaguement désignée sous le nom de « lois » ou de « généralisations empiriques », est réajustée selon que les postulats sont confirmés ou infirmés.

Il importe à nouveau de faire remarquer qu'il n'y a pas une seule méthode scientifique. La science progresse de diverses manières, à partir d'observations et d'expérimentations. « Les principes de la science » forment une base conceptuelle qui comprend l'explication et la prédiction basée sur des lois et des généralisations empiriques. L'objet d'étude des sciences naturelles est constitué par les expériences effectuées en manipulant les objets de la nature animée et inanimée, et non ceux de la société.

⁹⁷ Cf. W. Van Orman QUINE, *From a logical point of view*, Harvard University Press, Cambridge, 1953.

Thomas S. KUHN, *The Structure of Scientific revolutions*, University of Chicago Press, Chicago, 1962.

Joseph AGASSI, *Towards an historiography of science*, vol. 2 : *History and Theory*, Mouton, La Haye, 1963.

James WATSON, *The double helix*, Atheneum, New York, 1968

L'ethnologie et l'anthropologie sociale sont appelées sciences par ceux qui les pratiquent. On peut trouver dans la plupart des textes d'introduction et dans beaucoup d'articles méthodologiques des mises au point sur la méthode scientifique et ses principes. Il est cependant significatif que très peu de programmes d'études supérieures proposent des cours de méthode scientifique, ce qui explique que les méthodes d'enquête anthropologiques soient si rares et que beaucoup de savants et de philosophes des sciences critiquent les méthodes utilisées et les explications données par les anthropologues ⁹⁸.

[106]

En gros, la science de l'anthropologie est censée être fondée sur une méthode qui comporte l'expérimentation (ou ses équivalents) et l'observation. Des postulats spécifiques ou la recherche de « principes structuraux » peuvent stimuler l'expérimentation (ou ses équivalents) et l'observation, qui stimulent à leur tour de nouveaux postulats. La science est envisagée comme une base théorique unique qui reproduit le règne de la nature, et qui progresse, pour ainsi dire, par ses propres règles. Nous lisons par exemple que le chercheur désintéressé pénètre dans une société ou dans une partie de cette société. Il part des connaissances précédentes, recueille librement des informations, recherche les « principes structuraux » de la société, etc. La science, dans cette optique, est acceptée comme une sorte d'ontologie. La méthode scientifique est autarcique et dépourvue de jugements de valeur ; on s'y conforme pour faire progresser la science.

Les analyses de la recherche anthropologique et les explications du type de celles mentionnées plus haut ont cependant rendu évident qu'il n'existe pas de base théorique unanimement acceptée dans la discipline.

⁹⁸ Cf. M. BRODBECK (éd.), *Readings in the philosophy of social science*, Mac Millan, New York, 1967.

R. BROWN, *Explanation in social science*, Aldine, Chicago, 1963. Carl G. HEMPEL, « The logic of functional analysis », L. Gross (éd.) *Symposium on sociological Theory*, Harper and Row, New York, 1961, New York, 1967.

Carl G Hempel, « The logic of functional analysis » L.Gross (ed) *Syposium on sociological Theory*, Harper and Row, New York, 1961.

W. Mc EWEN, « Forms and problems of validation in social anthropology, *Current Anthropology*, 1963, vol. 4, p. 155-183.

E. NAGEL, *The Structure of Science*, Harcourt Brace and World, New York, 1961.

Il n'y a rien en anthropologie qui soit l'équivalent du fonctionnement des sciences naturelles, dans lesquelles les explications sont fondées sur des généralisations empiriques et sur des lois, et où les hypothèses doivent être vérifiables. En anthropologie, les explications opératoires sont souvent confondues avec les explications scientifiques, les causes avec les effets causaux, et les conditions nécessaires à la validité d'un postulat sont rarement réunies. L'anthropologie suscite des polémiques sans fin : La culture a-t-elle sa vie propre ? Les sociétés sont-elles des systèmes se maintenant d'eux-mêmes dont les parties fonctionnent pour conserver l'ensemble en état d'équilibre ? Les faits sociaux ont-ils une vie indépendante de leurs acteurs réels ? Les événements historiques dépendent-ils d'explications scientifiques ? Aucune base théorique unanimement acceptée ne nous permet de trancher ces questions. Néanmoins beaucoup d'anthropologues prétendent que la science doit progresser. On se demande de quelle « science » ils parlent.

En anthropologie, pas plus qu'il n'y a de base théorique unanimement acceptée, comme c'est le cas dans les sciences naturelles, il n'y a de « percées » telles que la découverte de nouvelles lois permettant de subsumer et de valider ensuite par une vérification [107] empirique beaucoup de relations auparavant inexplicées. En anthropologie « structurale-fonctionnelle » par exemple, l'établissement de nouvelles lois ne provoque pas de modifications de la base théorique de cette sous-discipline et ne conduit à aucun réajustement dans un autre domaine de l'anthropologie, disons en anthropologie « appliquée », « culturologique » ou « structurale et sémantique ».

La question de savoir si les méthodes et les principes de la science sont applicables à des problèmes de conduite morale prend donc une dimension nouvelle si nous dirigeons notre attention, non plus vers les sciences naturelles, mais vers l'anthropologie sociale et l'ethnologie. Bien que beaucoup d'anthropologues s'entendent sur l'intérêt de principes scientifiques pour le code moral de la discipline, ils ne semblent pas être d'accord sur la nature de ces principes scientifiques. Ce qui n'est pas fait pour nous surprendre. L'anthropologie n'a pas de lois inductives ou déductives. Elle n'a pas produit de théories ayant une valeur empirique qui permettent de prévoir ou de vérifier. Bien que des hommes aient proposé — souvent après coup — des centaines d'explications et d'hypothèses pour rendre compte d'un comportement

humain qu'ils avaient observé, leurs explications sont rarement valides. C'est-à-dire qu'en anthropologie on ne fait pas de comparaisons pour montrer si une relation est réelle (covariation), et on ne se livre pas à des contrôles pour montrer si une variation est déterminée. Aussi les hypothèses et les explications ne sont souvent que des assertions *ex post facto*, fondées sur l'analyse d'une seule tribu, d'un seul village, etc., et sont généralement des généralisations sans garantie.

Les sciences naturelles aussi bien que les sciences sociales tolèrent une grande variété de méthodes. Cependant la base théorique d'une science naturelle nécessite la possibilité de remettre en cause les postulats, c'est-à-dire une manière de savoir si une proposition est empiriquement correcte. L'expérimentation par des moyens formels-inductifs fournit cette possibilité ; ses résultats fournissent pour ainsi dire les réajustements de la base théorique. Mise à part la recherche inductive de comparaison culturelle, il n'y a pas eu de tentative inductive explicite de valider des propositions, et, même dans ces essais, les faits, les méthodes et les exemples ont subi une sévère critique logique et méthodologique ⁹⁹.

[108]

Une différence importante entre les sciences naturelles et les sciences sociales réside dans leurs données. Les données des sciences naturelles — des expériences effectuées en rapport avec la manipulation d'objets de la nature animée et inanimée — ne répondent pas. La langue du discours commun n'est pas la langue de l'analyse scientifique. Les données fondamentales de l'anthropologie et de l'ethnologie — des expériences qui se produisent quand une personne

⁹⁹ Pour des analyses et des commentaires des formes les plus rigoureuses de la recherche anthropologique et ethnologique, se reporter aux textes suivantes : CHANEY, « Typology and patterning : Spiro's sample reexamined », *American Anthropologist*, 1966, vol. 68, p. 1456-1470.
H. E. DRIVER, « Geographic-historical v-s, psycho-functional explanations of in-law avoidances », *Current Anthropology*, 1966, vol. 7, p. 131-160.
A. J. F. KOBLEN, « Why exceptions ? The logic of cross-cultural analysis », *Current Anthropology*, 1967, vol. 8, p. 3-34.
J. G. JORGENSEN, « Géographical clusterings and functional explanation of in-law avoidances : an analysis of comparative method », *Current Anthropology*, 1966, vol. 7, p. 161-169.
W. Mc Ewem. *Op. cit.*

est confrontée de manière signifiante à un ou plusieurs membres de l'espèce humaine — sont prélevées sur des objets qui répondent. De plus, ces « objets » ont des opinions sur eux-mêmes, sur les scientifiques qui travaillent parmi eux, et des explications à donner sur leur propre conduite. Bien que la langue du discours commun de l'analyste soit souvent différente de la langue parlée par les sujets de sa recherche, cette langue du discours commun de l'analyste est la langue utilisée dans l'analyse. Cette langue est elle-même organisée selon certains principes syntaxiques et sémantiques, intériorisés par l'orateur, qui lui permettent de classer les objets, les comportements, etc. À cause de ses principes classificatoires, la langue devient dans l'analyse d'une confusion incommensurable. La base théorique d'organisation de la langue de l'observé devient, elle aussi, très confuse dans la mesure où celui-ci répond au style et aux attentes du chercheur (lequel proclame l'impartialité et le détachement de sa recherche) même si ceux-ci sont communiqués de manière subtile et involontaire. ¹⁰⁰

[109]

Si nous considérons les problèmes de validation et de vérification, les réactions de l'objet de la recherche vis-à-vis du chercheur, la réciproque, les influences considérables des propriétés classificatoires des langues du discours commun sur la recherche, et l'absence d'une base théorique unanimement reconnue, il est facile de comprendre pourquoi les scientifiques se fient peu à la prétention des anthropologues selon laquelle l'anthropologie serait une science, et pourquoi les anthropologues argumentent sur ce qu'il faudrait faire pour faire avancer la science. Si l'entente ne se fait pas sur ce qu'est la science anthropologique, comment un code de morale pourrait-il être fondé sur les principes de la science ? Ma réponse est qu'il ne peut l'être. Invoquer la « science » pour justifier une décision d'ordre moral, c'est invoquer

¹⁰⁰ La littérature concernant les biais de la recherche est très riche du moins en sociologie où Ton opère fréquemment des contrôles de véracité pour voir si deux ou plusieurs chercheurs, travaillant avec des informateurs choisis au hasard dans la même population, recueillent la même information. Les biais du chercheur, quelle que soit leur subtilité, influencent souvent le résultat obtenu. On trouvera des réflexions sur le problème des biais de la recherche ethnologique dans : A. J. F. KÖBBEN, « Why exceptions ? The logic of cross-cultural analysis », *Current Anthropology*, 1967, 8, p. 3-34 ; R. NAROLL, *Data Quality Control*, Glencoe Free Press, 1962

une ontologie. Dans ce cas, la science est considérée comme une entité absolue. « Elle » est considérée comme l'autorité suprême sur son propre terrain, bien que cette autorité soit très creuse, comme nous l'avons vu. La base théorique à laquelle il est fait appel est un mythe, comme le sont deux des principes qui la composent, la recherche « désintéressée » et l'« absence de jugements de valeur ». Les hommes poursuivent des recherches sur un sujet parce qu'ils veulent les poursuivre, non parce qu'ils répondent au développement nécessaire de la science. Je peux par exemple étudier la Religion de la Danse du Soleil si les participants sont volontaires, si je suis moi-même volontaire, et si le financement de cette recherche est conséquent. Je ne l'étudié pas parce que l'anthropologie s'est développée d'un point B à un point B', et parce qu'à ce point B' je dois étudier la Religion de la Danse du Soleil. De plus, il n'y a pas de règles prédéterminées pour étudier la Religion de la Danse du Soleil — c'est-à-dire qu'il n'y a pas une suite nécessaire d'étapes méthodologiques que, chercheur « désintéressé » et « au-delà des valeurs », je doive suivre pour réunir et analyser les données concernant la danse ¹⁰¹.

L'ambigüité de ce que les anthropologues entendent par « science » rend tout au plus ridicule l'appel à des principes scientifiques destinés à faire avancer la science. Les sciences naturelles progressent de diverses manières. Il n'y a pas une seule méthode et un seul code à respecter pour déterminer la prochaine étape du processus. Les sciences sociales sont plus incertaines. Non seulement il n'y a pas une seule méthode et un [110] seul code, mais il n'y a aucun moyen de savoir si elles progressent. Mais je voudrais poser une autre question : Pourquoi la science de l'anthropologie devrait-elle progresser ?

L'argument des « progrès de la science » considère également les sciences sociales comme une ontologie. En fait, les sciences naturelles ont été subventionnées et reconnues depuis quelques siècles seulement, depuis qu'elles ont été acceptées par les hommes influents du pouvoir. Les sciences sociales n'ont été reconnues par les hommes du pouvoir que depuis la dernière décade environ. Ces deux formes de science ont progressé grâce aux gens dévoués à la tâche (désintéressés ?) et qui ont affirmé que les connaissances scientifiques devaient être étendues. Ils

¹⁰¹ Voir James B. Conant, *op. cit.* , pour une comparaison avec les sciences naturelles.

ont également adopté l'idée qu'en tant que chercheurs ils font partie d'une association internationale informelle à laquelle ils doivent fidélité. Mais les principes moraux du « progrès » et de la « fidélité » ne sont justifiés ni par la base théorique des sciences sociales, ni par celle des sciences naturelles. En fait l'argument qui tente de justifier ces principes en invoquant d'autres principes de configuration théorique est d'ordre analytique. Il affirme également les conséquences en respectant les prémisses. Il serait plus pertinent de montrer que les savants et les institutions qui les subventionnent — les gouvernements, les entreprises, les fondations, l'université — sont intéressés aux progrès de la science. Ce ne sont pas des principes scientifiques (l'« observation », l'« expérimentation » et, dans le cas des sciences sociales, l'acquisition de connaissances « désintéressées » et « objectives ») qui déterminent les progrès de la science. Les principes des sciences naturelles changent fréquemment, si bien que les principes qui sont supposés guider les actions ne sont pas constants. Par ailleurs, les principes qui sont supposés guider les actions des spécialistes des sciences sociales sont obscurs. Aussi n'est-il pas sérieux d'invoquer les « progrès de la science » considérés comme une entité fonctionnant selon ses lois propres comme base d'un code de morale professionnelle.

J'en conclus que la morale ne peut être fondée sur la science — j'entends par-là les sciences naturelles. De plus, je trouve ridicule de croire que la morale puisse être fondée sur la « science » de l'anthropologie. Un code de morale normative pour les anthropologues devrait être fondé sur notre compréhension de la nature humaine, et non sur la croyance en des principes scientifiques. La seule méthode par laquelle nous puissions appréhender ce code normatif consiste à examiner la conduite de ceux qui y adhèrent.

[111]

Si, en tant qu'anthropologues, nous souhaitons participer à une entreprise qui ne peut être mieux définie que par ce qu'elle a accompli, nous sommes sages de vouloir devenir membres d'associations locales, nationales ou internationales d'anthropologues, qui professent que notre compréhension du comportement humain devrait progresser. Il est raisonnable de demander aux anthropologues, en tant que membres de ces associations, de souscrire à un ensemble de règles fondées sur la compréhension que nous avons acquise de la nature humaine. Nous ne devrions pas nous contenter de déterminer ces principes à partir de notre

compréhension de la vie sociale, nous devrions également fournir des connaissances pour les appliquer, les améliorer, les adapter à des situations nouvelles, ou même pour les abandonner s'ils ne sont plus appropriés à un nouvel environnement social. La frontière qui sépare l'anthropologue en tant que « savant » confronté à des problèmes humains, de l'anthropologue en tant qu'être humain confronté à des problèmes humains est bien incertaine. On peut néanmoins la tracer. L'anthropologue détient des informations particulières sur le comportement social, y compris sur les problèmes humains. Il a aussi une capacité particulière de recueillir et d'analyser des données sur le comportement humain. Notre code moral devrait tenir compte de nos connaissances particulières, pour que nous puissions recueillir et faire circuler nos informations d'une manière qui n'offense pas, qui ne blesse pas et qui ne contribue pas à créer des problèmes humains.

Je crois que, du fait que nous détenons des capacités et des informations considérables, nous sommes particulièrement responsables de la distinction du vrai et du faux dans les explications sur les événements humains. De plus, nous devons diffuser nos résultats. Cela ne sera pas nécessaire, possible ou même souhaitable pour tous les événements humains, mais nous ne pouvons assurément pas acquiescer et demeurer silencieux quand la société est menacée et quand nous comprenons les erreurs sur lesquelles cette menace est fondée. Pour en revenir aux exemples des affaires de l'A. A. A., je pense que c'est dans un esprit de responsabilité sociale que l'ensemble de l'Association et du conseil exécutif se sont déclarés contre la recherche contre-révolutionnaire que devait effectuer l'équipe du projet Camelot, et que la majorité des membres votants lors des rencontres de Pittsburgh fit passer la résolution sur le Vietnam en 1966. En ces occasions, nos actions furent guidées par la « raison » des informations particulières, et notre intérêt pour les affaires [112] internationales. C'est précisément sur notre sujet d'étude professionnel, scientifique, que nous avons pris position.

II. LES CONTEXTES DE L'ANTHROPOLOGIE

Le problème d'une éthique normative pour les anthropologues devrait, à mon avis, être posé dans le contexte des environnements

sociaux actuels dans lesquels nous travaillons, comme dans celui des environnements sociaux futurs que nous pouvons envisager et espérer. Les principes d'un code moral devraient être assez clairs pour qu'on s'y réfère dans des situations sociales particulières.

Actuellement la plus grande partie des recherches anthropologiques est effectuée dans des petits groupes de gens qui ont un accès limité aux ressources stratégiques dont dépend la métropole, ainsi qu'aux lieux du pouvoir. La condition économique et politique de ces groupes est habituellement le produit de l'économie mondiale de type métropole/satellites, ainsi que des progrès technologiques et des influences politiques grâce auxquels cette métropole se développe. Par exemple, les anthropologues étudient les populations de l'océan Pacifique qui ont été déplacées dans la perspective des essais de bombes à hydrogène. Ils étudient les travailleurs noirs dans les plantations des Caraïbes, dont les aïeux accomplissaient le même travail, qu'ils l'aient voulu ou pas. En Amérique latine et dans d'autres parties du monde, ils étudient les migrations rurales et urbaines résultant des progrès médicaux (qui permettent la croissance démographique), de l'automation et de la centralisation des ressources (qui empêchent de trouver du travail dans les régions rurales), etc. Sur tous les continents, ils examinent les bidonvilles et les autres taudis urbains entretenus par l'inégale distribution des richesses et de l'accès aux ressources et au pouvoir. Ils étudient la mise en réserve (faut-il en dire plus ?) des Indiens. Ces groupes vivent dans des pays « développés » (par exemple les Indiens Ute aux États-Unis) et dans des pays « en voie de développement » (les Campa au Pérou). Ils vivent dans des villes rurales ou « traditionnelles » ou dans des habitats dispersés (par exemple les Guaymi de Panama) et dans les zones urbaines (les Mexicains américains d'El Paso, au Texas).

[113]

Quel que soit le sujet que l'anthropologue choisisse d'étudier, une analyse sémantique des domaines ethno-médicaux, les pratiques de résidence postnuptiale et l'artisanat de la poterie, ou l'évangélisme politico-religieux à Caracas, il devrait s'apercevoir que sa collecte d'informations aura toutes les chances de s'effectuer dans des environnements sociaux politiquement instables. Les mouvements de réforme en cours dans certaines de ces régions, et les mouvements révolutionnaires dans d'autres, tendent à modifier les conditions

actuelles. Les individus qui disposent du pouvoir économique et politique, ou ceux qui exécutent leurs ordres, sont activement intéressés à leur propre maintien et essaient de contrecarrer les menaces d'un changement.

Nous prévoyons le développement futur d'une économie politique du type métropole/satellites, avec une centralisation accrue du pouvoir et du contrôle des ressources dans la métropole, tandis que s'accroît le besoin en programmes d'assistance chez ceux qui ne détiennent pas le pouvoir ou n'exercent pas de contrôle sur leurs ressources. Cette hypothèse, s'ajoutant à notre expérience, devrait nous préparer à plusieurs choses. Nous devrions nous attendre à ce que les services de défense ou d'assistance qui subventionnent nos recherches, ou qui sont nos hôtes, ou les deux à la fois, nous demandent des informations sur les groupes ou sur les sujets que nous étudions traditionnellement, aussi bien que sur des cas précis. Les services d'assistance, ou ceux qui légifèrent pour eux, peuvent très bien s'intéresser à nos études sur l'organisation sociale, politique et économique : ils peuvent, par exemple, réclamer des informations sur les conditions de vie ou les personnes d'une famille précise, sur l'utilisation privée des fonds d'assistance, ou sur la légitimité de l'attribution d'un soutien financier à chaque membre de chaque famille.

Les services de la défense peuvent manifester un intérêt particulier, non seulement pour nos études sur l'organisation économique, sociale et politique et sur les mouvements sociaux, mais encore sur des activistes politiques précis et sur des individus susceptibles de le devenir dans l'avenir. Le projet Camelot, le rapport Beals ¹⁰² et des offres récentes de la Central Intelligence Agency (C.I.A.) de la marine et des autres armes de l'organisation militaire des États-Unis ont rendu évident le fait que de telles [114] informations sont déjà désirées et qu'on demande aux anthropologues de les fournir.

Bien que, par le passé, les services gouvernementaux, en particulier le département de la Défense des États-Unis, se soient montrés sceptiques sur la valeur des sciences sociales, ils sont en train d'accroître le nombre des recherches de science sociale qu'ils

¹⁰² R. L. BEALS and the Executive Board, « Background information on problems of anthropological research and ethics », *Fellow Newsletter* de l'American Anthropological Association, 1967, vol. 8, n° 1, p. 2-13.

commanditent. Ils recherchent des informations pour des raisons politiques, soit pour faire face à des problèmes en cours, soit pour prévoir des problèmes futurs et les écarter. Les fonctionnaires employés à l'étranger, eux aussi, auront sans doute besoin d'anthropologues pour rassembler les informations qu'ils ne peuvent obtenir eux-mêmes. A l'intérieur, le ministère de la Justice, le F.B.I., la police locale et d'autres services juridiques ou de sûreté intérieure pourraient avoir recours aux informations des anthropologues sociaux et des ethnologues. Ces informations seraient utilisées à des fins contraires à celles des chercheurs. Comme les besoins en assistance deviennent de plus en plus nombreux, et comme les bureaucraties des institutions d'assistance en viennent à se confronter aux symptômes de ces problèmes, nous devrions nous attendre à ce que ces services veuillent être au courant des informations réunies sur les gens placés sous leur égide, en particulier si ces informations sont susceptibles de les affecter en tant que bureaucrates, ou d'affecter le service lui-même (son financement, ses opérations, son personnel, ses relations avec les organismes législatifs du gouvernement).

Quelle que soit la situation, nous devrions nous attendre en tant qu'anthropologues à une demande accrue de l'information que nous recueillons, et devrions être préparés au type de problèmes moraux que ces demandes peuvent engendrer. Il est probable, par exemple, que l'intérêt porté à l'utilisation dans la recherche d'outils indiscrets tels que la photographie aux infrarouges, les microphones, les magnétophones et les caméras miniaturisés ira croissant. La mauvaise utilisation de ces outils est possible, et on les mettra tous sans doute à la disposition de l'anthropologue. Ils représentent des progrès technologiques qui constituent en eux-mêmes une menace pour une science sociale morale. Je pense que l'utilisation probable de tels outils est accrue par le besoin des gouvernements de connaître certaines informations, par la capacité qu'ils ont de payer pour les obtenir ou de les réclamer par la force, par leur contrôle des ressources facilitant l'obtention de ces informations (outils d'espionnage), et par la possibilité pour le chercheur d'acheter ou d'utiliser [115] ces outils pour une somme dérisoire. Je parlerai plus loin d'autres procédés technologiques qu'on peut utiliser à tort, tels que les ordinateurs.

III. LES PROBLÈMES DE MORALE

Examinons maintenant plusieurs points d'ordre moral auxquels nous sommes confrontés quand nous avons affaire à des sujets humains en tant qu'anthropologues. Je voudrais traiter du droit à la personnalité privée, de la nature de l'intimité, du consentement et du secret, des conséquences des comptes rendus de recherches, des « torts » que peut causer la « vérité », de la validité des comptes rendus de recherches anthropologiques, et de l'action du chercheur sur la communauté d'accueil. Tous ces sujets sont liés, mais je me suis efforcé de les séparer pour faciliter leur présentation.

1. Le droit à la personnalité privée

En général, nous nous considérons comme des gens qui étudient un comportement social qui n'est pas ordinaire, et habituellement protégé par nos informateurs. Ces derniers peuvent agir ainsi parce que leurs intérêts vitaux sont en jeu. L'Indien Pueblo de l'Est, par exemple, peut protéger ses informations sur les mythes et le rituel, parce que leur secret lui semble absolument inviolable, décisif pour son bien-être et le bien-être de sa communauté, et parce qu'il respecte l'engagement public de sauvegarder ces informations. Les informateurs peuvent dissimuler parce qu'ils ignorent à quelles fins serviront leurs informations. Un squatter d'une *barriada* à Lima, ou d'une *callampa* à Santiago, par exemple, peut protéger ses informations sur la source et le montant de ses revenus ou sur son attitude politique, parce qu'il ne sait rien ou a des doutes sur l'utilisation qui sera faite de ses révélations. Les informateurs peuvent aussi protéger leurs renseignements pour d'autres raisons. Par exemple, un « homme important » de la Campa peut très bien être offensé parce que vous avez parlé à son frère cadet, moins influent que lui, avant de lui adresser la parole, rabaissant ainsi son rang et son prestige à l'intérieur de sa propre communauté, et il peut vous refuser ses informations à cause de cette maladresse. Ou encore l'« homme important » peut considérer que l'ethnologue [116] est une menace pour sa position, et dissimuler ses informations dans le but de préserver celle-ci.

Chacune de ces situations met en cause le droit de l'individu à la personnalité privée. Ruebhausen et Brim ¹⁰³ ont appelé ce droit un « impératif moral » de notre époque, bien qu'aux États-Unis et ailleurs on ne lui reconnaisse pas le statut de loi. En fait, mises à part quelques exceptions, le droit à la personnalité privée n'est pas reconnu par la loi, et la propagation des nouvelles, l'application de la loi, une administration efficace constituent des défis permanents à cette revendication. Aux États-Unis, on a même récemment critiqué la garantie du Cinquième Amendement, selon lequel un individu n'est pas tenu de porter témoignage contre lui-même (auto-accusation).

Nous sentons tous que nous devons partager certaines informations, et que nous devons en cacher d'autres. Nous communiquons certaines choses dans le but d'en obtenir d'autres, ou de nous donner bonne conscience, ou de vérifier ce que nous croyons, etc. Mais il y en a d'autres que nous souhaitons garder pour nous. Il y a certains faits que nous ne voulons pas affronter et que nous refoulons ; d'autres que nous connaissons, mais que nous préférons ne pas connaître, ou discuter ; il y a encore d'autres faits, idées ou situations que nous pensons connaître, mais que nous ne sommes pas sûrs de comprendre. Dans tous les cas, la plupart d'entre nous préfèrent choisir eux-mêmes à quelle époque, dans quelles circonstances et dans quelle mesure ils partageront avec d'autres, ou leur dissimuleront, des faits concernant leur vie, leurs attitudes, leurs croyances, leur comportement et leurs opinions.

Aux États-Unis, la loi n'accorde pas à l'anthropologue un statut privilégié par rapport aux informations qu'il collecte. Tout comme la presse, nous ne pouvons pas réclamer légalement une information confidentielle. Nos informations peuvent être divulguées. Si nous considérons nos propres revendications à l'intimité, et si nous réalisons la situation impossible qui pourrait résulter de la divulgation de certaines de nos informations personnelles à la presse, à ceux qui font les lois, et à ceux qui les font appliquer, nous réalisons que nous portons une lourde responsabilité envers les sujets de nos recherches. Face à une divulgation — à l'intérieur ou à l'étranger —, nous pouvons [117] nous trouver incapables de protéger les informations que nous collectons.

¹⁰³ Cf. Oscar M. RUEBHAUSEN, Orville G. BRIM Jr, « Privacy and behavioral research », *American Psychologist*, 1966, 21, p. 423.

La loi mise à part, dans le cas où un informateur divulgue sans le vouloir ou à contre-cœur des informations qui pourraient lui procurer des ennuis si elles étaient diffusées, nous devrions, en tant qu'anthropologues, bien réfléchir avant de les publier.

Le droit de chaque personne à la personnalité privée, le désir de l'anthropologue de collecter des informations qui ne sont pas quelconques et que les gens veulent protéger, le manque de garanties légales pour les informations recueillies par les anthropologues, et le besoin de savoir de la communauté posent d'importants problèmes moraux à l'anthropologue.

2. Le consentement et le secret

La revendication de la personnalité privée et le besoin de savoir de la communauté posent beaucoup de problèmes à l'anthropologue. Notre situation est différente de celle du prêtre, de l'homme de loi, ou du médecin, dont l'aide est réclamée par le client, et dont le droit à une communication privilégiée est reconnu nécessaire (par la loi, aux États-Unis), s'il doit servir ses clients. À l'opposé, en tant qu'anthropologues, nous demandons l'aide de nos sujets, et nous leur offrons le secret comme une incitation à coopérer et à nous informer. Selon moi, les conditions de ces engagements oraux nous rendent doublement responsables en tant qu'anthropologues : nous sommes liés par l'invocation du droit à l'intimité de l'informateur, et par les engagements que nous avons pris pour l'inciter à coopérer. C'est moralement que nous sommes tenus de tenir cet engagement.

Je pense également que postuler des obligations morales amène à invoquer le droit de respecter ces obligations. Mais dans la pratique, nos droits à respecter ces obligations en tant qu'anthropologues ne sont pas clairement définis. D'autres — par exemple des services gouvernementaux, des organismes chargés d'appliquer les lois, ou les éditeurs de nos journaux professionnels — peuvent se montrer réticents à garantir ce droit, et invoquer diverses notions sur ce qui est ou n'est pas moral dans une situation particulière.

Avant de traiter des questions morales de l'intimité et du secret, ou des questions sur les conditions d'utilisation des informations, il me faut

parler de la question morale du consentement, ou de la question des conditions d'obtention d'une information.

[118]

Le consentement

Il semble suffisamment simple et évident de dire que l'anthropologue devrait obtenir de ses sujets qu'ils consentent à ce qu'il fasse irruption dans leur intimité. L'anthropologue devrait aviser ses sujets des intentions de ses recherches et de l'usage qui sera fait de ses informations. Il semble également évident que ce consentement devrait être obtenu pour les fins mentionnées par l'anthropologue, et non pour d'autres fins. Ainsi, si nous avisons préalablement nos informateurs de nos intentions, ils auront au moins une idée des risques qu'ils prennent en fournissant des informations. Dans les paragraphes suivants, néanmoins, j'entends montrer comment ces principes « simples et évidents » peuvent être enfreints, délibérément ou sans le vouloir, et pourquoi nous devrions faire le plus grand cas des conséquences qu'il peut y avoir à les enfreindre.

Du fait que nos recherches s'effectuent généralement parmi des gens illettrés ou à moitié illettrés qui n'ont qu'une connaissance limitée des utilisations possibles de leurs informations, nous sommes doublement tenus d'explicitement nos intentions et de ne pas exploiter leur naïveté. Jusqu'à quel point nous devons expliquer nos intentions, ceci varie selon les problèmes que nous envisageons et les connaissances détenues par les populations d'accueil. En particulier, cela dépend de la compréhension des implications liées au fait que des recherches poursuivies parmi eux pourraient porter préjudice à leurs propres intérêts. Je ne prétends pas qu'il est facile de les aviser de tout ce qu'ils devraient savoir, ou de leur faire comprendre immédiatement tout ce qu'ils devraient savoir. L'anthropologue lui-même se montre souvent naïf sur les implications de sa propre recherche.

Il me semble que le chercheur trouvera ce problème très compliqué dans certaines circonstances et beaucoup moins dans d'autres. Pour prendre un exemple simple, la meilleure manière pour un spécialiste des termes de parenté de faire comprendre ses intentions est tout simplement de dire aux gens qu'il veut étudier leurs relations de parenté, et les mots qu'ils utilisent pour se référer ou s'adresser à leurs parents.

Ils n'ont pas besoin de savoir que le chercheur a l'intention de dégager un ensemble de règles rendant compte de leur système terminologique. Si certains informateurs en viennent à s'intéresser à la recherche en cours, ou si les intentions du chercheur se modifient sur le terrain, les informateurs peuvent souvent deviner certaines choses [119] que le chercheur est en train de faire, mais qu'il n'a pas explicitées. Mais il y a d'autres changements dans ses intentions qu'ils ne devineront pas. S'ils posent des questions sur ces nouvelles intentions — par exemple, si certains informateurs sont intrigués par le fait que le chercheur recueille des informations d'ordre généalogique et relie certains termes avec des individus et leurs attributs —, il faut assurément leur expliquer pourquoi. Si la réponse est que vous voulez mettre en relation les pratiques d'héritage et de succession avec l'ordre des naissances, le lignage, etc., il est dans leur intérêt de connaître ces choses-là. En fait, l'attitude morale à avoir consiste à expliquer avant qu'on vous le demande que votre registre d'intérêt s'est étendu. Le chercheur ne doit pas croire que, parce qu'il a obtenu le consentement de collecter des informations sur un sujet donné, il peut collecter et utiliser des informations sur d'autres sujets.

Le consentement tacite dissimule souvent une contrainte déguisée. C'est un problème important en anthropologie, parce que le chercheur reste souvent plusieurs mois dans la communauté d'accueil, que l'objet de ses recherches est rarement défini très clairement, et qu'il peut avoir accès, uniquement par l'observation et la familiarité, à des informations que ses informateurs auraient préféré garder pour eux. Un petit moment de réflexion suffit à nous ouvrir les yeux : si nous utilisons cette information, nous pouvons faire du tort à ces gens d'une manière que nous ne pouvons prévoir à l'avance ni rattraper après coup.

L'étendue du consentement implicite devrait être évaluée par chaque chercheur dans chaque contexte de recherche. Par exemple, est-il pertinent de publier des informations sur la sorcellerie ou la magie chez les Indiens des réserves ou les habitants de taudis, si vos informateurs redoutent ces phénomènes et si, interrogés au début de votre séjour sur le terrain, ils ne tenaient pas à donner des informations sur les sorciers et les magiciens (alors qu'ils ont librement fourni des informations sur leur budget familial et sur d'autres sujets) par crainte du mal que les juges, les sorcières ou leurs cohortes pourraient leur faire si de telles informations étaient publiées ? D'après ma propre expérience et celle

d'autres chercheurs, après une assez longue association avec un chercheur, un informateur commence à lâcher de gros morceaux d'informations sur sa croyance dans la sorcellerie pour expliquer des événements récents — présumant sans doute que l'informateur et le chercheur comprennent tous deux ce type d'information et son importance pour expliquer certains phénomènes. L'informateur ne livre pas cette information parce [120] qu'il est directement interrogé, et il ne se doute pas non plus qu'elle sera publiée. En fait il ne la livre pas avant qu'il ne commence à considérer le chercheur comme une « vieille branche », c'est-à-dire comme quelqu'un qui a suffisamment arpenté la région pour qu'il ne soit plus nécessaire de considérer comme secrètes les informations secrètes.

Dans une situation analogue, si j'étais amené à observer le même informateur au cours de combats d'ivrognes avec les membres d'autres communautés, je pourrais me sentir moins gêné de publier cette information. Je pourrais considérer que leur publication ne constitue pas un abus de confiance, si, par exemple, mon informateur se vantait de sa force, de son courage, et de la quantité d'alcool qu'il peut consommer, et s'il me régalaient de ses histoires de bagarres et de ses exploits de buveur. Un tel comportement impliquerait qu'il consente à laisser publier des informations sur la bagarre, le contexte dans lequel elle se produit, et son attitude dans cette situation. Néanmoins, quelles que soient les implications apparentes de son attitude, je lui demanderais pourtant sa permission avant de publier ces informations (je doute que je les publie un jour). Je me sentirais également tenu de le prévenir de ce qui pourrait lui arriver si ces documents étaient publiés, même si, comme cela se produit bizarrement quelquefois, c'est lui qui me demandait de les publier. Dans cet exemple, j'aurais pu, en publiant, faire apparaître des problèmes que je n'aurais pas pu prévoir à l'avance, et en faire apparaître encore plus si je n'avais pas obtenu son consentement. Les exemples de la sorcellerie et des bagarres posent un problème particulier qui sera examiné plus loin (voir le paragraphe : « La vérité peut-elle blesser ? »).

Ma thèse, jusqu'à présent, est la suivante : il faudrait demander le consentement pour les objectifs de recherche qui sont prévus. Cela ne signifie pas qu'il faille expliquer à l'informateur tous les détails de la méthodologie impliquée par l'analyse, ni toutes les relations déterminées par le cours de la recherche. D'autre part, le chercheur ne

devrait pas penser que le consentement d'utiliser certaines informations implique le consentement de les utiliser toutes, ni qu'il est libre d'utiliser des informations collectées au détriment de la naïveté de l'informateur.

Le problème précédent se trouve renversé si le rôle de l'informateur naïf est joué par l'anthropologue. Je pense qu'il est immoral et irresponsable pour un anthropologue de communiquer à des gens puissants et influents une information privilégiée qui n'est pas rendue publique (ou ne pourrait l'être), et rendue [121] accessible à tous sous la forme d'une enquête libre et ouverte, en particulier si l'utilisation que ces gens pourraient faire de ces renseignements est inconnue. Imaginons par exemple qu'un anthropologue patriote américain, subventionné par la National Science Foundation et le National Institute of Health se voit soudain « contacté » par la C.I.A. pour diriger des recherches sur l'organisation familiale des Ibo au Nigeria. La C.I.A. pourrait offrir à l'anthropologue une carotte, disons de 100 dollars par jour, plus les frais nécessités par sa visite à la C.I.A. ; elle pourrait faire appel à son patriotisme, le flatter en lui demandant des informations concernant l'élite politique et les agitateurs ibo — ou d'autres sujets sur lesquels l'anthropologue pourrait avoir certaines informations qu'il n'avait pas l'intention de publier, soit qu'il ne les comprenne pas entièrement, soit qu'il n'ait pas obtenu le consentement de les publier, soit qu'il ne puisse les publier sans faire du tort à ses informateurs involontaires. L'anthropologue pourrait, à son tour, livrer les informations qu'on lui demande. Toutes les bonnes intentions du monde mises à part, de quel droit cet homme-là pourrait-il divulguer ces informations, et que pourrait bien en faire la C.I.A. ? Est-ce qu'ils se justifieront en terrorisant quelques Ibo au nom de la sécurité des États-Unis ?

Le passage du consentement et du consentement implicite à la contrainte déguisée et à la tromperie dans la recherche anthropologique pose encore d'autres questions morales. Il est probable que la contrainte déguisée devienne de plus en plus la règle, car en tant qu'anthropologues nous sommes de plus en plus en contact avec les services des institutions d'assistance, car ces institutions d'assistance se développent pour aider les gens que nous étudions traditionnellement. Par exemple, on peut demander à un directeur du Territoire et des Opérations d'une réserve indienne aux États-Unis de donner des informations à un anthropologue sur l'utilisation et le développement

foncier, parce que c'est un fonctionnaire. Mais on peut lui demander en secret d'autres informations — des informations personnelles le concernant, telles que ses aventures extra-conjugales ou ses préférences politiques, ou des informations sur la vie privée de ses collègues — qu'il préférerait ne pas révéler. Il craint les répercussions sur son travail et sur sa position dans l'administration, s'il ne répond pas. Le chercheur peut aussi contraindre, de manière déguisée, des Indiens vivant sur le territoire à donner des informations qu'ils préféreraient ne pas donner concernant leur utilisation des terres. Ils peuvent révéler par exemple qu'ils ont [122] travaillé le sol à un moment où la loi tribale interdit de le faire, ou qu'ils ont détourné les eaux d'irrigation, violant ainsi la loi de l'État. Comme le directeur du Territoire et des Opérations, les Indiens peuvent fournir des informations parce qu'ils ont trop peur de ce qui pourrait leur arriver s'ils ne les donnaient pas.

Il me semble que la contrainte déguisée est un moyen aussi immoral d'obtenir des informations que de tirer profit de la naïveté d'un informateur. Rien n'est pourtant aussi immoral que le mensonge ouvert. L'anthropologue peut mentir oralement à ses informateurs, organiser une comédie, jouer un rôle, ou poursuivre des recherches secrètes et clandestines. Le mensonge dans la recherche compromet le chercheur, le garant financier pour qui le mensonge est accompli, et les sujets de la fraude. Bien qu'un agent d'espionnage puisse se déguiser (toute compétence mise à part) pour collecter des renseignements sur les attitudes et les opinions de, disons, la bourgeoisie et les paysans cubains, il ne s'ensuit pas que l'anthropologue doive agir de même. Bien que ni les journalistes ni les anthropologues n'aient droit à l'information privilégiée, et bien que les journalistes, surtout ceux qui donnent dans le sensationnel, se déguisent pour obtenir des informations à livrer au public, l'anthropologue n'est pas obligé de prendre leur suite. J'accepte la prémisse selon laquelle l'anthropologue, par la nature même de son attachement à l'enquête libre et ouverte et à la poursuite de la vérité, ne peut se permettre de mentir dans ses recherches. Si un anthropologue cherche la vérité, dénonce l'erreur, ressent comme une obligation morale envers les autres membres de sa profession de ne pas les compromettre ou de rendre suspectes leurs recherches légitimes, et pense qu'il a le droit et le devoir d'honorer les obligations qu'il a pu contracter envers ses informateurs en leur demandant de l'aider à obtenir des informations que ces derniers protégeaient, il ne peut se

permettre aucune mascarade. Je prétends que l'anthropologue moral, s'il a des informations sûres et dignes de confiance sur un imposteur — disons un agent secret utilisant une couverture anthropologique ¹⁰⁴ ou de science politique qui est « aux écoutes » pour un service gouvernemental national ou étranger —, a le devoir de le dénoncer, même si cela n'est possible qu'à partir du moment où les propres buts de l'anthropologue sont suffisamment compris [123] dans la communauté où il travaille. Du moins, la dénonciation des imposteurs devrait permettre à nos informateurs de savoir que leur intimité a été violée par des moyens mensongers, et qu'ils sont peut-être en train de donner des informations qu'ils préféreraient garder pour eux à des gens à qui ils ne voudraient pas les confier, et pour des fins qu'ils ne comprennent pas.

Les questions d'espionnage mises à part, il n'est pas facile pour les anthropologues de se livrer au genre de mascarade que certains sociologues utilisent dans leur propre pays. Par exemple, l'anthropologue est fréquemment un Américain ou un Européen blanc travaillant parmi des gens de couleur. Sauf en Amérique latine, la majorité des sujets des recherches ne parle pas une langue indo-européenne comme première langue. Il est donc difficile pour un anthropologue professionnel de se glisser dans une société secrète de l'Ouest africain ou dans un mouvement révolutionnaire guinéen sans se faire remarquer. Le sociologue américain ¹⁰⁵, de son côté, peut se faufiler dans une église pentecôtiste ou dans une réunion de la John Birch Society avec une relative discrétion. Il est blanc, il parle la même langue, et peut se donner quelques-unes des caractéristiques extérieures évidentes des gens qu'il souhaite étudier. J'ai dans l'idée que les anthropologues se déguiseraient beaucoup plus s'ils pouvaient y parvenir. Comme les pays non occidentaux forment un plus grand nombre de sociologues et de spécialistes de sciences politiques, et comme les anthropologues européens et américains trouvent plus difficilement à travailler à l'étranger, les sociologues locaux vont peut-être se mettre à se déguiser, comme cela se pratique dans la sociologie

¹⁰⁴ R. L. BEALS and the Executive Board, in *Fellow Newsletter*, *op. cit.*

¹⁰⁵ Pour une analyse stimulante du mensonge dans la recherche sociologique, cf. Kai T. ERIKSON, « A comment on disguised observation in sociology », *Social Problems*, 1967, 14, p. 366-373. Beaucoup de ses critiques m'ont stimulé et m'ont aidé à clarifier mes pensées sur la question du mensonge.

américaine, et les anthropologues américains, de plus en plus limités à des problèmes de ghettos et à d'autres recherches intérieures, vont se tourner vers les pratiques de certains spécialistes de la sociologie des déviances, c'est-à-dire la fraude.

En quelque endroit et de quelque manière que se produise l'imposture, l'anthropologue trahit ses obligations envers ses hôtes. Ses actes peuvent nuire à ses collègues, à ses étudiants, et, à cause de son influence sur le sujet, à la situation qu'il [124] étudie. Si l'anthropologue commet une imposture et trompe ses informateurs, il peut faire des bêtises dans des situations qu'il feint seulement de comprendre, aussi sympathique soit-il ; s'il ne comprend pas la situation, il peut causer du tort aux gens en violant des coutumes, en provoquant des dissensions dans la société, ou en publiant des informations erronées et nuisibles.

D'autre part si l'anthropologue sait à l'avance qu'il peut causer du tort par ses mensonges, il est capable d'en évaluer les effets nocifs possibles. Cependant, espionnage mis à part à nouveau, comment mesurer les inconvénients et les difficultés ? Si l'on prétend que les connaissances obtenues valent bien les peines qu'elles ont causées, je voudrais savoir comment on peut le mesurer. Pour une discipline qui n'utilise pratiquement pas de mesures, cette assertion est ridicule. Si nous faisons appel aux « progrès de la science », nous faisons appel à une ontologie, dont j'ai déjà montré ailleurs que c'était un sophisme. En bref, nous rendrions un mauvais service à la profession en prétendant que nous savons mesurer la valeur d'une recherche effectuée de manière frauduleuse.

La recherche frauduleuse est susceptible de faire du tort à la réputation de l'anthropologie et de fermer l'accès à des terrains prometteurs de recherche. Les bidonvilles de Santiago, ou des pays entiers, tels que l'Inde ou le Chili, pourraient être fermés à l'étude à cause des répercussions de recherches frauduleuses, ou des mesures prises pour y riposter. Quand on sait que cette possibilité est liée au problème moral plus important de l'intrusion dans l'intimité par le mensonge, il semble que mettre en question l'intégrité d'un de ses collègues fasse partie de la morale de l'anthropologie. Je sais qu'en tant que « comité personnel » je dénoncerais les chercheurs impliqués dans des recherches clandestines ou déguisées, en particulier dans les zones politiquement instables. J'espère que d'autres en feront autant, et que les différentes associations anthropologiques approuvent cette

dénonciation, et, selon le contexte des recherches et de l'utilisation des informations, leur condamnation.

Il est naïf de prétendre que, si les sujets de nos recherches sont illettrés, ils ne liront pas ce que nous écrivons ou n'en sauront rien. En partie par le fait que nous essayons d'atteindre un public plus large, le résultat des recherches est popularisé par des magazines de vulgarisation et des livres. Les gens alphabétisés, à demi alphabétisés ou analphabètes que j'ai étudiés s'intéressent intensément à mes recherches les concernant. Quel est l'anthropologue qui peut dire que les gens qu'il étudie ne sont [125] pas intéressés par ce qu'il fait et ne désirent pas savoir ce qu'on écrit sur eux. Peut-être la confiance du public dans l'anthropologie est-elle déterminée en partie par l'attitude de l'anthropologue vis-à-vis du consentement et du secret. Si nous ne voulons pas soulever une grande méfiance envers nos intentions, nous devrions nous protéger par un code moral que nous prendrions au sérieux et que nous appliquerions dans les circonstances appropriées. Au point où j'en suis, je devrais ajouter qu'il existe aujourd'hui des outils, des matériaux et des techniques qu'on peut utiliser de façon à menacer la liberté individuelle. Ces outils peuvent intervenir, non seulement sur la liberté qu'a l'individu de choisir ce qu'il veut révéler ou dissimuler sur lui-même, mais sur le moment, la destination et l'étendue de ces révélations. Les microphones, les magnétophones, les caméras miniaturisées, les microphones directionnels et les photographies aux infrarouges peuvent être utilisés dans la recherche anthropologique. Le magnétophone miniaturisé, par exemple, peut être utilisé pour enregistrer des conversations sans que les participants le sachent, et une caméra miniaturisée peut être utilisée simultanément pour synchroniser les visages des participants à leurs conversations. On peut même concevoir que, dans certaines situations futures, des miroirs sans tain, des machines à photocopier, l'hypnose, des drogues influant sur le comportement, et des questionnaires-pièges soient utilisés par les anthropologues, seuls ou en collaboration avec d'autres spécialistes du comportement, pour collecter des informations. Pour finir, bien que cette liste des moyens et des techniques disponibles n'ait pas la prétention d'être exhaustive, l'ordinateur, avec ses énormes capacités de stockage et de redistribution des informations sur les gens, peut être utilisé à beaucoup de fins — dont certaines peuvent être illicites.

D'après moi, ces outils et ces techniques ne devraient être utilisées que si le sujet y consent, et que si les informations sont utilisées à des fins spécifiques par le chercheur. On ne peut pas, au nom de la liberté universitaire ou de la recherche scientifique, dépasser les limites de l'enquête honnête. Nous n'avons pas le droit de forcer l'intimité de vies humaines par ce genre de tromperie.

Il faut que nous respections la vie privée de nos informateurs quand nous faisons une interview ou passons un questionnaire. La description qu'un participant donne de lui-même ne devrait lui être cachée ni par des artifices directs ni par sa naïveté, et il ne devrait pas être contraint de la donner. Dans nos observations [126] directes, l'observateur devrait savoir qu'il est observé, et l'avoir accepté volontairement. Quand nous recueillons des descriptions sur une personne venant d'une autre personne ou de souvenirs écrits, nous devrions refuser les bribes d'informations qui peuvent nous conduire à une forfaiture ou à un abus de confiance. Nous devrions nous demander si notre informateur nous livrerait son information, dans le cas où il connaîtrait l'usage qui en serait fait. Il est bien trop facile de jouer des rivalités existant entre deux personnes au cours de notre recherche d'informations de source privée.

Résumons ma position sur le consentement dans les recherches. Je pense qu'il faut demander celui-ci avant les recherches et au cours des recherches. Comme les objectifs se modifient au cours des recherches sur le terrain, il s'applique seulement aux buts qui ont été spécifiés, et non à d'autres buts. Les individus qui sont étudiés devraient pouvoir choisir eux-mêmes à quel moment, dans quelles circonstances et dans quelle mesure leurs attitudes, leurs croyances, leurs opinions et leurs histoires personnelles (comprenant leur métier, leurs revenus et les informations sur d'autres sujets) doivent être divulgués, ou dissimulés aux autres.

Il s'ensuit que je trouve immoral qu'un anthropologue déguise son identité pour entrer dans un domaine privé, mente sur le caractère des recherches qu'il effectue, ou permette que les données qu'il a recueillies soient utilisées à des fins qu'il ne peut comprendre, mais dont il a des raisons de croire qu'elles peuvent causer du tort à ses informateurs.

Le secret

C'est très simple : une fois que nous avons promis le secret, nous devons protéger l'identité de chaque individu qui nous a informés. Dans ce cas, nous devrions traiter les réponses comme si elles étaient anonymes, puisque nous sommes tenus de ne révéler aucune information qui pourrait identifier ou impliquer un individu.

Puisque la loi n'accorde pas un statut privilégié aux informations de l'anthropologue, nous devrions mettre en œuvre toutes les garanties nécessaires pour protéger nos informateurs. Par exemple, si nous laissons des noms sur les pages d'une interview, des individus peuvent être menacés quand ces renseignements seront divulgués — s'ils le sont. Nous devrions prévoir des codes pour remplacer les noms dans les enregistrements de [127] nos informateurs, et les utiliser jusqu'à ce que l'identification ne soit plus nécessaire ; nous devrions alors détruire ces numéros de code. Dans les cas extrêmes, il serait sage de conserver les enregistrements sous clef, et de détruire ceux qui pourraient être utilisés à des fins nuisibles, ou qui pourraient transgresser les engagements de l'anthropologue envers ses informateurs, s'ils étaient divulgués. Si les informations sont conservées, pour des études à long terme, ou parce que quelqu'un peut avoir besoin des matériaux bruts dans le futur, il faudrait obtenir le consentement pour cette conservation et tous les usages futurs qui pourraient en être faits.

Dans le passé, on a rarement fait comparaître des anthropologues. Mais aujourd'hui les sujets (c'est-à-dire les gens que nous étudions, pas forcément les problèmes qui nous intéressent) de nos recherches à l'échelle mondiale menacent de plus en plus la stabilité des gouvernements locaux et des grandes puissances. Je crains qu'on ne se serve de plus en plus de nos informations, qu'elles concernent délibérément la politique ou non. Nous devrions donc prendre des précautions pour préserver l'anonymat des enregistrements, et, si c'est nécessaire, les détruire.

Pour différentes raisons, il est relativement facile à des spécialistes de science politique, à des sociologues, à des psychologues d'assurer l'anonymat de leurs sujets. Ils travaillent généralement à partir de larges échantillons prélevés pendant de courtes périodes de temps. Utilisant des techniques de recherche fondées sur des méthodes inductives

explicites, ils recueillent généralement leurs données avec des questionnaires ou des formulaires d'enquête prélevés sur un échantillon objectif (échantillon choisi au hasard, stratifié ou en groupe). Les données sont ensuite manipulées statistiquement. Les techniques de recherche elles-mêmes et l'échelle de variation des individus concourent à assurer l'anonymat de chaque individu.

À l'opposé, il est très difficile pour l'anthropologue d'assurer l'anonymat de ses sujets. La recherche anthropologique, dans sa forme la plus courante, s'effectue sur de petits groupes. Les techniques de recherches sont rarement fondées sur des méthodes inductives explicites. Les données sont souvent recueillies à partir d'un tout petit nombre d'informateurs choisis subjectivement, et le chercheur passe souvent une année sur le terrain. Que les questions posées portent sur des activités politiques, sur les termes de parenté, ou sur le budget familial, il est difficile de conserver l'anonymat des informateurs. Quand certains individus d'un groupe sont responsables des autres membres du groupe, et quand [128] des anecdotes et des illustrations permettent de les identifier facilement dans un compte rendu publié, nous nous trouvons en face d'un problème. Même si nous ne publions pas le nom, la taille, le poids, ou le numéro matricule d'un individu, le lecteur avisé peut identifier le révolutionnaire d'un bidonville de Santiago, le réformateur des Ute du Nord, le négociant libanais du Ghana central, ou le « patron » sur le haut Rio Ucayuli. Et dans ces cas, il est fréquent que la seule publication d'une information confidentielle puisse causer du tort.

C'est un problème particulièrement difficile en anthropologie que de protéger le secret de nos informations et de garantir l'anonymat de nos informateurs ; ceci devrait être clair. Dans un autre paragraphe, j'étudierai la question : « La vérité peut-elle blesser ? », et j'examinerai les difficultés qui peuvent se créer quand nous avons le consentement de nos informateurs pour poursuivre nos recherches et que nous voulons préserver leur anonymat, mais quand la nature des études ne permet pas cet anonymat. Mais envisageons d'abord le cas de recherches où nous ne souhaiterions pas avoir de relations confidentielles avec nos informateurs.

Il existe des cas où, une fois le secret promis, les résultats de nos recherches ne peuvent s'appliquer aux buts que nous poursuivions et d'autres cas où les informations ne peuvent être communiquées. Nous

devrions toujours penser aux buts de nos recherches avant de nous y lancer. Dans certaines situations, le secret peut ne pas être souhaitable ou nécessaire, et, dans ce cas, nous devrions avoir la présence d'esprit d'informer nos sujets — quand nous demandons leur aide — que nous ne pouvons pas garantir l'anonymat et que nous ne souhaitons pas garantir le secret. J'ai déjà fait remarquer que les chefs, surtout ceux de petits groupes, peuvent être identifiés assez facilement. Dans les sociétés organisées de manière complexe, on peut identifier les bureaucrates de marque, aussi bien que les fonctionnaires élus, et les évangélistes principaux.

Bien que ce soit très difficile, nous pourrions peut-être expliquer à nos informateurs que, dans certaines situations, nous ne pouvons pas promettre le secret pour certains des comportements que nous relatons. Ceci rendrait explicite notre revendication au droit d'étudier certains comportements sociaux dans certaines situations d'une manière non confidentielle.

Aux États-Unis et au Canada, du moins, nous pourrions peut-être, en tant qu'anthropologues, étudier certains comportements d'intérêt public de manière non confidentielle. Nous devrions [129] essayer de préserver l'anonymat de nos informateurs publics, mais reconnaître que nous ne pouvons pas le garantir. Qu'il soit clair cependant que je parle du comportement public de fonctionnaires élus et appointés, d'hommes d'affaires, de professeurs, de médecins et de tous ceux qui accomplissent un travail dont ils sont responsables publiquement. Je ne pense pas que nous pouvons étudier ou divulguer d'autres aspects de leur comportement privé sans le consentement de nos sujets, à moins d'utiliser les pratiques moralement indéfendables de la contrainte déguisée ou du consentement implicite. Si nous prenons au sérieux l'affirmation qu'en tant qu'anthropologues nous avons des capacités particulières et des connaissances particulières sur le comportement humain, et que nous avons également des responsabilités particulières dans la recherche de la vérité, nous devrions peut-être considérer comme l'une de ces responsabilités la tâche de développer la responsabilité publique dans les sociétés complexes.

3. La vérité peut-elle blesser ?

En suggérant que nous avons la responsabilité particulière de faire connaître le comportement public des personnes responsables publiquement, je reconnais que l'anthropologue qui est un citoyen des États-Unis ne peut facilement agir ainsi, par exemple en Bolivie, sans se causer des ennuis à lui-même et probablement à tous les autres anthropologues. Toutefois, un anthropologue peut agir ainsi dans son propre pays, s'il accepte d'en subir les conséquences et s'il a le consentement de ses sujets. Nous pouvons néanmoins redouter ce que la vérité, une fois publiée, peut faire à nos informateurs, même si nous avons obtenu leur consentement. Si le public considère que le comportement décrit est immoral, notre compte rendu peut éventuellement causer du tort à nos informateurs. Par exemple un compte rendu sur la criminalité due à l'alcoolisme parmi les Indiens d'Amérique peut inciter le Congrès à prélever des fonds du budget du bureau des Affaires indiennes pour aider les familles indiennes, comme il peut renforcer les préjugés et entretenir par une explication rationnelle le racisme anti-indien, ou les deux en même temps.

Il me semble que nous pouvons publier la vérité telle que nous la comprenons, en posant que la vérité rend les hommes plus libres ou plus autonomes (et non que « la science doit progresser »), ou que nous pouvons éviter ce type de sujets de [130] recherches qui nous plongeraient dans des problèmes pénibles ¹⁰⁶. Par exemple, s'il nous semble que nous devrions inventorier, analyser et publier nos informations sur les chefs révolutionnaires des bidonvilles de Santiago, et si nous avons aussi des raisons de croire que nous ne pouvons pas assurer l'anonymat de ces chefs, ou le secret de nos informations, et que nos informations, publiées ou non, peuvent leur causer du tort, physique ou politique, nous ne devrions pas alors entreprendre cette recherche. Il me semble immoral de dépenser du temps et l'argent de quelqu'un d'autre à publier des résultats édulcorés ou quelconques et qui ne sont que des demi-vérités.

¹⁰⁶ Cf. L. RAINWATER, D. J. PITTMAN, « Ethical problems in studying a politically sensitive and déviant community », *Social Problems*, 1967, 14, p. 357

Leur examen des problèmes soulevés par la publication de bonnes données sur les sujets politiquement brûlants dans un contexte urbain est attentive et sensible. Leurs idées m'ont aidé à préciser mon opinion.

Si nous décidons de poursuivre, par exemple, des recherches sur la « criminalité due à l'alcoolisme » parmi les Indiens d'Amérique, il nous faudra prévoir les mésusages possibles de nos rapports. Si nous avons des connaissances particulières sur le comportement humain et des responsabilités particulières dans la présentation de la vérité, nous ne devrions pas avoir beaucoup de difficultés à prévoir et à empêcher les mésusages possibles de nos rapports. Quand nous disons la vérité telle que nous la comprenons, nous devrions faire tous les efforts raisonnables pour enlever des armes à ceux qui pourraient en mésuser. Si nous démontrons par exemple que les jeunes Indiens des réserves boivent et commettent des crimes dans une proportion de 500% par rapport aux jeunes blancs des villes et des campagnes, et que les condamnations pour meurtres dus à l'alcool sont aussi très nombreuses chez les Indiens adultes des réserves, ces données pourraient être utilisées pour montrer que le problème de la criminalité a son origine dans la race indienne ou dans l'habitat indien. Comme les Indiens des réserves sont les seuls à être constamment supervisés par le bureau des Affaires indiennes, ces données pourraient également être utilisées pour montrer que le taux des crimes dus à l'alcool est produit par la gestion (ou l'absence de gestion) de l'argent attribué aux familles indiennes par le bureau. Nous devrions prévoir ces mésusages en décrivant, par exemple, le contexte dans lequel les Indiens vivent, boivent et commettent des crimes. Nous devrions mettre en relation la vie des Indiens dans les réserves, le fait qu'ils n'ont pas accès aux [131] ressources stratégiques et au pouvoir, leur peu d'espérance en une vie meilleure, et suggérer que ce sont là les causes de la criminalité liée à l'alcool (bien qu'à son tour la criminalité due à l'alcool affecte la situation économique et politique des Indiens et que les deux facteurs deviennent des effets causaux réciproques). La race, l'histoire de la famille et le bureau des Affaires indiennes ne sont pas la « cause » du problème.

Je pense donc que nous pouvons éviter ces mésusages en répondant à des questions du « pourquoi ». Si nous établissons comme une explication (une généralisation empirique ou une constatation du fait qui doit être expliqué) que les Indiens boivent beaucoup et commettent également des crimes sous l'influence de l'alcool, quelqu'un peut demander : « Pourquoi ? » Même si l'explication proposée est que l'Indien est très paresseux et qu'il a la peau rouge, il n'y a aucun moyen

de savoir si l'explication (l'affirmation) est correcte à moins de la vérifier. Aucune loi inductive ou déductive ne nous permet d'inférer ou de déduire une explication pour notre problématique. Nous pouvons seulement poser une nouvelle question du genre « pourquoi » sur la généralisation empirique que nous venons d'établir pour expliquer la généralisation empirique qui l'a précédée et qui l'a suggérée. Nous ne pouvons pas clore une série de questions du genre « pourquoi » en ayant recours à des lois, comme c'est possible dans le corps théorique des sciences naturelles.

Nous devons donc devancer les « explications » nuisibles qui seront données des résultats de nos recherches. Comme nous effectuons de nombreuses recherches dans les taudis des nations développées ou sous-développées, ce que nous avons à dire deviendra de plus en plus crucial pour les vies des individus et des groupes. Il nous incombe, non seulement de rendre compte de nos découvertes avec précision, mais aussi d'être attentifs à la manière dont ces découvertes sont utilisées.

4. La validité des comptes rendus de recherches

La question de la validité de nos comptes rendus de recherches est peut-être plus difficile à résoudre que certaines des questions que nous avons posées plus haut. Comment savons-nous si les résultats des recherches que nous avons publiées sont valables ? Dans un compte rendu de recherche valable, les énoncés de relations ont une valeur empirique. La valeur empirique est établie quand on démontre que les relations énoncées sont statistiquement réelles (et non par un coup de chance ou un [132] impression fondée sur quelques exemples) et déterminées, en contrôlant les autres sources d'influence possibles sur la relation énoncée.

Les comptes rendus anthropologiques sont rarement fondés sur des populations échantillonnées objectivement ou étudiées exhaustivement, et on pratique rarement dans les recherches des comparaisons explicites et des contrôles. Par conséquent, nous sommes souvent incertains quant à la véracité des comptes rendus de recherches que nous lisons. Des polémiques s'élèvent sur les énoncés de relations

que l'on trouve dans ces comptes rendus. Nous discutons pour savoir si les locuteurs Ge ont une organisation dualiste ou en moitié et nous discutons sur la nature des principes qui fondent cette organisation dualiste ou en moitié.

Dans un compte rendu, par exemple, un anthropologue prétend que la croyance aux fantômes a servi à préserver une société X. L'argumentation est à peu près celle-ci : tous les hommes ont des angoisses qui les amèneront à se détruire et à détruire leurs semblables si elles ne sont pas soulagées (généralisation non garantie et non vérifiable, traitée comme une loi). Dans toutes les sociétés, la sorcellerie ou autre chose permet de soulager ces angoisses (tautologisme caché s'appuyant sur une généralisation non garantie et non vérifiable), et a pour effet de sauver la société (généralisation non garantie). Il n'y a pas de sorcellerie dans la société X (empiriquement faux, comme l'a montré un chercheur précédent et plus conséquent étudiant la société X), aussi la croyance aux fantômes joue-t-elle le rôle que tient ailleurs la sorcellerie (sophisme résidant dans l'affirmation des conséquences sans le respect des prémisses). En tant qu'argumentation analytique, elle n'est pas valable. En tant qu'explication scientifique, elle n'est pas valable. En tant qu'ensemble de propositions débouchant sur une hypothèse finale, l'hypothèse, dans sa forme actuelle, est trop lâche pour être vérifiée. Le compte rendu de recherches auquel je me réfère n'est pas unique dans la discipline. Il y en a beaucoup d'autres. En fait, au cours des cinq dernières années, une clique de « néofonctionnalistes » a produit plusieurs rapports de ce genre antédiluvien et menace d'en produire d'autres.

Mon opinion est que nous avons l'obligation morale de conserver pour nous nos rapports de recherche jusqu'à ce que nous sachions ce que nous avons en main. Je ne m'attends pas à ce que l'anthropologie devienne une entreprise rigoureuse et inductive du jour au lendemain, et je ne pense pas non plus que toutes les fausses suppositions contenues dans nos explications [133] soient immorales. Tout au contraire, je pense que nos erreurs sont instructives. Mais nos erreurs peuvent coûter de plus en plus cher à nos informateurs au fur et à mesure que se modifient les conditions dans lesquelles nous évoluons et ils évoluent. Aussi, je pense que nous devons faire des comparaisons et des vérifications systématiques dans nos recherches pour nous assurer que nos généralisations sont valables. C'est le moins que nous puissions

attendre de nous-mêmes et de nos collègues puisque nous nous rendons compte qu'on peut élaborer une politique sur la base de nos comptes rendus de recherches.

5. Les effets de la présence du chercheur sur la communauté d'accueil

Un dernier point qui touche aux problèmes de consentement, de secret et de validité : les effets qu'un chercheur peut produire au sein de la communauté où il travaille. Que le chercheur soit honnête ou cachottier, il produira de toutes façons des effets sur la communauté qu'il étudie. Il changera la composition sinon le genre de vie de la communauté d'une manière ou d'une autre. Ces effets dépendent évidemment de la façon dont il se situe et de ce qu'il fait. Selon les communautés, il peut signifier une bouche de plus à nourrir, ou une source de divertissement, ou une cause d'inquiétude, ou le grand dépensier ou le grand distributeur qu'attendaient ses informateurs, et ainsi de suite. Le comportement de la population d'accueil peut se trouver transformé d'une manière que nous ne saisissons pas, surtout si nous ne savons rien *a priori* sur ce comportement lorsque nous travaillons dans cette population.

C'est tout particulièrement celui qui ment, se cache ou se déguise qui ne sait pas quelle « donnée » il introduit dans la situation qu'il étudie et comment ses hôtes répondent à sa présence et à l'apparence de ses façons de faire. Il ne sait pas comment et de quelle façon il transforme la situation par son propre comportement mensonger. Je ne sais pas comment on peut contrôler les effets produits par l'observateur frauduleux. Je peux plus sûrement établir l'influence de l'observateur honnête, qui fait connaître ses intentions et ses projets et à qui on permet de mener son étude, que celle de la honte.

Les exemples des conséquences involontaires des recherches mensongères sont nombreux. Un exemple particulièrement [134] piquant est donné par la sociologie de la déviance. Ball¹⁰⁷ cite

¹⁰⁷ Cf. Donald W. BALL, *Conventional data and unconventional conduct : toward a methodological réorientation*. (Paper read at Pacific socio-logical Association, Long Beach, California, 1967.)

l'expérience d'un étudiant préparant une thèse de Ph. D. qui trompa les membres d'un gang urbain et se mêla à eux afin d'étudier leur organisation et leur comportement. Il en avertit la police locale par ailleurs, ce qui lui donna des obligations à l'égard de celle-ci. Les leaders du gang, peu après son admission, proposèrent un hold-up mal conçu. Ne voulant pas perdre l'occasion de son sujet d'études, il apporta quelques changements à ce projet. Peu après on lui demanda de devenir le leader...

Vers un code de morale

Je pense que tous les problèmes moraux de la recherche anthropologique se situent dans un continuum qui va des cas assez tranchés à ceux qui sont assez embrouillés. La démarche mensongère n'est pas sérieuse. Mais que penser du chercheur qui, en analysant ses données à des milliers de kilomètres et de dollars de subvention de la communauté étudiée, trouve de nouveaux points de vue, pose des questions nouvelles et se souvient de comportements et de faits non relevés sur le moment mais qui justifient ces nouvelles questions. Peut-il présenter ses hypothèses ou cela serait-il frauduleux ? Également, que penser de quelqu'un qui rapporte des événements auxquels il a participé mais qui n'avait aucun projet de rédaction lors de sa participation et qui n'en avait donc absolument pas parlé (il en a été ainsi pour moi puisque j'ai travaillé pour une tribu d'Indiens des États-Unis plusieurs années avant de commencer sérieusement des études en anthropologie). Faut-il se présenter chaque fois que l'on rencontre quelqu'un sur le terrain comme un enquêteur qui a tel ou tel objectif de recherche, même s'il reste dans la même petite communauté au moins un an. Il lui arrive alors de connaître pratiquement tout le monde ou pratiquement tout le monde arrive à le connaître et, bien qu'il ne pose pas de questions à chaque personne qu'il rencontre, ces personnes peuvent faire l'objet de ses réflexions plus tard.

Ces trois situations ne sont pas tout à fait claires. La décision de publier une information dont on se souvient mais qu'on n'a pas enregistrée ou que l'on a recueillie dans un contexte et utilisée dans un autre devrait provenir de la nature des données. [135] Si l'on publie la vérité, pourra-t-elle faire du tort ? Peut-on préparer un rapport valable ?

Peut-on obtenir la permission pour utiliser les données ? Existe-t-il une communauté professionnelle à laquelle vous pouvez faire appel si vous n'arrivez pas à prendre la décision vous-même ? J'ai essayé de démontrer tout au long de cet article qu'il faudrait, d'après moi, mettre au point un code de morale. Pour les anthropologues des pays capitalistes (Amérique du Nord, Japon, Australie, Europe occidentale) et pour ceux des pays de capitalisme d'État (U.R.S.S. et l'Europe orientale) qui peuvent avoir des moyens pour se déplacer dans le « tiers monde » ou dans les zones les plus exploitées de leur propre société pour faire leur propre recherche, la mise sur pied de comités d'éthique serait nécessaire afin d'interpréter les codes lorsque les situations ne sont pas claires. Ce code devrait reconnaître le droit des individus à la protection de leur vie privée, lorsque nous avons affaire à nos informateurs et aux populations d'accueil. C'est en obtenant le consentement de tous les informateurs au cours de la recherche que ce droit peut être respecté. Le mensonge volontaire ou par omission ne peut être toléré. Pour préserver la personnalité des sujets il faut les séparer le plus possible des données que l'on fournit. Les données de la recherche devraient être protégées. Elles ne devraient pas être utilisées à des fins pour lesquelles elles n'étaient pas destinées et que le chercheur ne saisit pas. Les résultats des recherches doivent être valables.

Un élément fondamental de ce code de morale devrait souligner que l'anthropologie, par sa nature même, est consacrée à l'enquête libre et ouverte et à la recherche de la vérité. Nos résultats de recherche devraient être publiés librement et accessibles à tous. Si nous craignons que la publication de nos résultats fasse du mal ou porte tort à nos sujets, il faut alors examiner la signification de notre recherche. Nous pouvons alors décider, avant d'aller sur le terrain, si les résultats justifient le tort qu'ils peuvent provoquer. Si l'étude ne change pas la configuration théorique des sciences sociales, si un nouveau petit élément d'information n'influence d'aucune manière perceptible et mesurable notre recherche et notre compréhension, alors il ne faut pas mener cette recherche. Enfin, le titre d' « anthropologue » n'est pas la « couverture » convenable pour ceux qui poursuivent des activités cachées et clandestines. Les diverses associations mondiales d'anthropologues devraient dénoncer et censurer les chercheurs qui se servent de ce qualificatif pour des objectifs immoraux.

[136]

“Morale et anthropologie.”

“La réponsabilité sociale
et la croyance en la recherche
fondamentale
Le cas de la Thaïlande.”

Delmos J. Jones

[Retour à la table des matières](#)

« Dans ce pays, la plupart des gens ne comprennent même pas ce qu'est la recherche pure.

— J'aimerais que vous me disiez ce que c'est.

— Ça ne consiste pas à chercher un meilleur filtre pour cigarette ou un mouchoir en papier plus doux, ou une peinture murale plus résistante. Dieu merci. Tout le monde parle de recherche dans ce pays et, pratiquement, personne n'en fait. Nous sommes une des rares compagnies à engager des gens pour faire de la recherche pure. Quand la plupart des autres compagnies se vantent de leurs recherches, elles parlent de la main-d'œuvre des techniciens industriels qui portent des blouses blanches, travaillent sur des livres de recettes, et conçoivent un essuie-glace amélioré pour l'Oldsmobile de l'an prochain.

— Mais chez vous...

— Chez nous et, malheureusement, en bien peu d'endroits de ce pays, les gens sont payés pour accroître les connaissances, et ne travaillent à rien d'autre.

— C'est très généreux de la part de la Compagnie générale des forges et fonderies.

— Il n'y a rien de généreux à cela. Les nouvelles connaissances sont les marchandises les plus rentables du monde. Plus grande est la vérité dont nous disposons, plus riches nous devenons. »

Kurt VONNEGUT Jr, *Cat's Cradle*.

Qui contesterait que la recherche pure est une des principales activités des anthropologues ? Un des credos les plus ancrés dans la discipline est qu'avant de pouvoir formuler des théories viables nous devons disposer d'une grande quantité d'informations sérieuses et dignes de foi. Une des tâches les plus importantes de l'anthropologie est donc de produire de bonnes études [137] descriptives des cultures du monde entier. Le but de cet article est de mettre en relation la croyance en l'importance de la recherche des données (et la valeur attribuée à la neutralité et à l'objectivité comme corollaires de cette croyance), avec le souci de la morale et de la responsabilité dans les sciences sociales. Je me concentrerai sur le cas d'un spécialiste de sciences sociales effectuant une recherche de données dans un contexte politiquement sensible avec peu ou pas de considération pour le contexte politique plus large et les conséquences de cette recherche. Pour préciser, je m'intéresserai à ce qu'il est convenu d'appeler « la recherche contre-insurrectionnelle en Thaïlande ».

Jusqu'aux années soixante, très peu de recherches anthropologiques avaient été effectuées parmi les habitants des collines du nord de la Thaïlande. A cette époque, des spécialistes de sciences sociales occidentaux, dont j'étais, envahirent cette région. Entre 1957 et 1967, « on a recensé pas moins de trente-quatre anthropologues linguistes et spécialistes de sciences politiques ayant travaillé dans cette zone ¹⁰⁸ ». On pourrait objecter que l'anthropologue ne faisait qu'accomplir sa tâche en comblant une lacune des connaissances relative à un groupe de gens inconnus. Mais avant d'accepter cette opinion, nous devrions jeter un coup d'œil sur l'importance politique (sinon militaire), des

¹⁰⁸ Cf. P. HINTON, *Tribesmen and peasants in northern Thailand*, Tribal research, Research Center, Chiangmai, 1967, p. 1.

zones montagneuses du Sud-Est asiatique et des habitants des collines dans le contexte de la guerre au Vietnam et du conflit entre forces communistes et anticomunistes dans le Sud-Est asiatique en général.

Le paysage du Sud-Est asiatique est composé de grandes vallées fluviales et de chaînes de montagnes. Les habitants des collines, qui sont les groupes ethniques minoritaires, vivent dans les montagnes et pratiquent la culture du riz sans irrigation. Les groupes ethniques dominants de chaque pays — les Thaïlandais, les Birmans, les Vietnamiens, les Cambodgiens, les Laotiens — vivent dans les vallées et pratiquent une agriculture d'irrigation. Politiquement, ce sont les régions de deltas des fleuves et les gens qui y vivent qui sont les plus importantes. Dans les vallées sont situées les grandes villes comme Bangkok et Saïgon, les ports de commerce et les terres agricoles riches. Les villages des collines, dispersés, à moitié isolés, à moitié autonomes, sont pourtant importants d'un point de vue militaire. Comme nous l'a [138] appris l'expérience du Vietnam, les villages des zones montagneuses reculées peuvent être d'une importance stratégique exceptionnelle en permettant de stocker du ravitaillement et d'établir des camps pour les guérilleros. En outre, les relations entre les gens des vallées et les gens des collines n'ont pas toujours été bonnes, car les gens des vallées ont tendance à mépriser les gens des collines, leur donnent des noms péjoratifs, etc. On pense que la distance sociale qui sépare les gens des collines du système politique national en fait une cible facile pour la subversion communiste. Ainsi l'existence, à l'intérieur des frontières de la Thaïlande, d'une population qui n'a pas manifesté de loyauté réelle au gouvernement thaïlandais (et n'a aucune raison de le faire) constitue une menace potentielle pour la stabilité de la Thaïlande.

Les anthropologues qui se précipitaient sur cette région pour y effectuer des recherches descriptives tenaient-ils compte de ces faits politiques ? On peut répondre non sans se tromper pour la plupart d'entre nous. Était-ce par accident que l'intérêt politique et stratégique pour les régions des collines et la loyauté suspecte de leurs habitants aient coïncidé avec l'intérêt croissant de l'anthropologie pour une région sur laquelle les connaissances manquaient ? Était-ce aussi par accident qu'à peu près à la même époque une somme considérable d'argent ait été investie dans des recherches de données sur « cette région peu connue » ?

Il en résulta dix ans de recherches concentrées sur les gens des collines alors que la culture et la société des vallées furent presque entièrement négligées. Seule une petite partie de ces études fut financée par de l'argent provenant de sources gouvernementales douteuses, au premier rang desquelles on trouve l'Advance Research Projects Agency (A.R.P.A.) du département de la Défense. Une analyse de ce qu'il advint de la plupart des études faites sur les gens des collines une fois achevées révèle pourtant que, subventionnées ou non par l'A.R.P.A., elles servirent toutes les intérêts de ce service gouvernemental. Les objectifs de recherche de l'A.R.P.A. en Thaïlande ont été décrits comme suit :

1. Travailler avec des chercheurs thaïlandais sur des projets consistant à décrire et à élaborer les mesures les plus efficaces pour combattre la menace d'insurrection.
2. Effectuer des recherches contre-révolutionnaires sur des sujets requis par la mission des États-Unis.
3. Concourir à accroître l'aptitude de la défense thaïlandaise [139] à définir, à diriger, à effectuer des recherches, des études, des vérifications et des évaluations militaires ¹⁰⁹.

Le gouvernement thaïlandais a appliqué de plus en plus les résultats des recherches de l'A.R.P.A. ¹¹⁰. Beaucoup d'informations utilisées par celui-ci furent fournies, non par des recherches financées par l'A.R.P.A., mais par des études descriptives d'anthropologues et d'autres spécialistes de sciences sociales. Un des projets de l'A.R.P.A. est un système constamment mis à jour de stockage et de redistribution des données d'espionnage contre-insurrectionnel ¹¹¹. Le Centre d'informations thaïlandais, service contrôlé et subventionné par l'A.R.P.A., a rassemblé plus de 15 000 publications, livres, thèses, articles et manuscrits, produits par tous les gens qui ont travaillé en Thaïlande. L'A.R.P.A. voulait des informations de base sur la culture et la société thaïlandaise et était disposée à payer ce qu'il fallait pour que ces recherches s'effectuent. Puisque, pour la plupart d'entre nous, nous

¹⁰⁹ « The Price of an alliance », *The Investor* (Bankok), 1970, 7 (2), p. 697-704.

¹¹⁰ *Ibid*, p.702.

¹¹¹ *Ibid*.

avons effectué des recherches qui ont en fait contribué à ces fins, nous aurions pu aussi bien accepter l'argent de l'A.R.P.A. Les questions de morale et de responsabilité peuvent avoir peu de rapport avec la source de financement et en avoir beaucoup plus avec le contexte social et politique dans lequel les données sont produites.

Rien n'illustre mieux la non-neutralité du contexte des recherches de données sur les gens des collines que le contenu d'*Hommes des tribus et paysans du nord de la Thaïlande*, publié par le Tribal Data Center de Chiangmai. Le livre fut le résultat d'un symposium qui se tint à Chiangmai et qui réunit beaucoup de chercheurs occidentaux effectuant alors leurs recherches dans le Nord. Dans la préface, un fonctionnaire du ministère de l'Intérieur écrit : « Je crois que les idées des spécialistes des sciences sociales travaillant dans le Nord [...] peuvent être d'une aide vitale pour nos administrateurs qui sont à la recherche des manières et des moyens d'étendre les services du gouvernement et de l'administration aux gens qui vivent dans les régions les moins accessibles des provinces du Nord. Ces gens sont souvent différents de nous autres Thaïlandais [...] et ne s'identifient pas toujours à la nation thaïlandaise. Leur présence crée, comme l'a dit le ministre de l'Intérieur [...], "des problèmes [140] particuliers qui nécessitent des solutions particulières". Les qualifications des spécialistes des sciences sociales peuvent grandement servir en nous indiquant le type d'approches particulières que nous devrions adopter ¹¹². » Deux des participants étaient employés par le Tribal Research Center ; les autres contribuèrent simplement par leurs données descriptives et se turent sur l'importance politique et pratique de celles-ci, bien qu'ils ne l'aient certainement pas ignorée. La juxtaposition des intérêts pratiques du gouvernement thaïlandais et de l'orientation des anthropologues vers la recherche pure est ici frappante. Les anthropologues ne font qu'accroître les connaissances ; mais, comme le disait le directeur de la Compagnie générale des forges et des fonderies dans le roman de Vonnegut : les connaissances, c'est la fortune, ou — plus précisément dans ce cas — les connaissances, c'est le pouvoir.

Plus nombreuses sont les informations disponibles, plus il est facile de mettre au point de nouvelles techniques permettant de traiter avec les gens que le gouvernement essaie de manipuler. Ces techniques

¹¹² Cf. HINTON, *op. cit.* p. 11.

peuvent ne pas être celles que le chercheur lui-même envisage ; les résultats, ceux qu'il approuverait. Il n'en reste pas moins que ceux d'entre nous qui ont effectué des recherches sur la culture des collines ont collaboré aux objectifs qui ont été et sont mis au point par les gouvernements américain et thaïlandais pour traiter avec les gens des collines.

À quoi l'on peut répliquer : l'anthropologue désireux d'effectuer des recherches de données sur les tribus des collines est-il censé être au courant du programme que le gouvernement a prévu pour les gens des collines, et est-ce à lui de décider si ce programme sert les intérêts des gens qu'il a étudiés ? Ce n'est pas une tâche difficile en Thaïlande où les objectifs du gouvernement thaïlandais à l'égard des tribus des collines ont déjà été clairement énoncés :

1. Empêcher la destruction des forêts et des ressources des cours d'eau naturels en encourageant le remplacement de la culture itinérante destructrice par une agriculture stable.
2. Mettre fin à la culture de l'opium en promouvant d'autres moyens d'existence.
3. Améliorer les conditions sociales et économiques des tribus des collines de sorte qu'elles puissent contribuer au développement national.

[141]

4. Amener les tribus des collines à accepter un rôle important dans le maintien de la sécurité des frontières nationales en leur infusant le sens de leur appartenance et de leur loyauté à la nation ¹¹³.

Le dernier point est sans doute le plus important. La Border Patrol Police thaïlandaise, par exemple, est un corps d'élite, une organisation paramilitaire spécialement entraînée dont la principale mission est de maintenir la sécurité des frontières et de réunir des « renseignements » sur la région frontalière. Pour accomplir leur mission, ses hommes doivent fraterniser avec les populations locales. Ils ont réalisé un certain nombre de projets dans les tribus des collines, dont certains concernent

¹¹³ S. Ruenyote, « The Hill Programme of the Thai government », in P. HINTON, *op. cit.*, p. 12-14.

les techniques agricoles nouvelles et l'hygiène. Mais, en même temps que cette formation pratique, les hommes des collines ont reçu un endoctrinement politique ¹¹⁴. Il est très vraisemblable qu'il n'y aurait pas eu de prise de conscience officielle de la situation économique et sociale des gens des collines (encore moins de tentative de les améliorer) si ces derniers n'occupaient pas l'importante position stratégique que l'on sait. Ceci est clairement indiqué par des déclarations officielles selon lesquelles l'effort des gouvernements thaïlandais et américain n'est pas destiné à améliorer l'économie des collines, mais à empêcher les gens qui les abritent de devenir communistes. On lisait dans le *Bangkok Post* du 26 juillet 1970 que « le gouvernement s'emploie par tous les moyens à empêcher la majorité des 90 000 habitants des collines de la province Mae Hong Son d'être influencés par les Méos communistes. Les opérations de pacification seront difficiles à mener si cette province montagneuse subissait une infiltration communiste ¹¹⁵ ».

Dans le même journal, du 29 juillet, on apprenait que le ministre de l'Intérieur avait alloué 35 990 baht pour fournir du riz aux gens de la province de Mae Hong Son. « Le gouverneur [de la province] a dit que le gouvernement s'efforçait par tous les moyens d'empêcher les 90 000 habitants du Mae Hong Son d'être influencés par les Méos communistes ¹¹⁶... »

[142]

Il semble donc que seule la crainte de voir un peuple passer sous l'influence communiste puisse provoquer un intérêt pour les conditions sociales, fait dont certains villageois auraient su tirer parti : « Certains villageois [...] apportèrent leur aide aux communistes parce qu'ils savaient qu'une fois les terroristes entrés dans les villages le gouvernement devrait agir pour améliorer leurs conditions de vie ¹¹⁷. »

On ne peut blâmer le gouvernement thaïlandais d'essayer de se protéger contre ce qui a été défini comme une menace à son existence.

¹¹⁴ P. KUNSTADTER, « Thailand Introduction », in P. KUNSTADTER (éd.), *Southeast Tribes, minorities and nations*, Princeton University Press, 1967, vol. 1, p. 382.

¹¹⁵ *Bangkok Post*, 26 juillet 1970, p. 3

¹¹⁶ *Bangkok Post*, 29 juillet 1970, p. 1.

¹¹⁷ *Bangkok Post*, 30 juillet 1970, p. 3.

C'est dans la nature des systèmes sociaux d'agir ainsi. On ne peut pas non plus refuser aux spécialistes des sciences sociales le droit de contribuer aux objectifs politiques des gouvernements des États-Unis et de la Thaïlande. Une fois de plus, ce n'est pas l'engagement, dans un sens ou dans l'autre, qui est ici mis en cause, mais plutôt l'illusion de neutralité dans laquelle beaucoup d'entre nous se sont enveloppés : « Si nous choisissons de recueillir nos données et d'effectuer nos analyses sans nous soucier de leur utilisation — laissant ce choix à d'autres — nous pouvons croire que nous adhérons aux canons scientifiques les plus rigoureux (par conséquent aux canons ayant le plus de valeur, notez bien le mot) en nous abstenant d'intervenir dans la société. Mais ne rien dire, ce n'est pas être neutre. Ne rien dire est un acte aussi significatif que dire quelque chose ; [... il s'ensuit que] notre silence permet à d'autres membres de la société moins réticents, peut-être moins scrupuleux, à coup sûr moins informés, d'utiliser comme ils l'entendent les matériaux qui leur sont offerts ¹¹⁸. » De plus, en fournissant des matériaux descriptifs, nous avons offert un outil que les plus puissants peuvent utiliser contre ceux qui ne le sont pas ; les minorités tribales de Thaïlande n'ont même pas la possibilité de réclamer les informations qui pourraient leur être utiles. Elles sont, en fait, illettrées.

Une part importante de la tradition morale anthropologique veut que l'on s'identifie aux gens parmi lesquels nous travaillons. Les anthropologues travaillent toujours avec des groupes minoritaires ou tribaux. Néanmoins on a souligné qu'ils travaillent presque toujours dans l'intérêt du groupe dominant de la société ¹¹⁹. Cette situation devient de plus en plus évidente [143] pour les peuples minoritaires et beaucoup de ceux qui ont acquis une conscience politique n'accueillent plus les anthropologues.

Beaucoup de spécialistes des sciences sociales ont observé les progrès de cette situation avec étonnement et incrédulité. Etant donné l'aptitude traditionnelle de l'anthropologue à vivre parmi les gens, à gagner leur confiance, à connaître leurs habitudes, leurs secrets, et à les

¹¹⁸ Cf. G. BERREMAN, « Is anthropology alive », *Current Anthropology*, 1968, vol. 9, p. 392.

¹¹⁹ Cf. L. Peattie, « Interventionisand applied science in anhrpology » *Human Organizatioon*, 1958, n° 17, p.5.

révéler ensuite à leurs oppresseurs, celui-ci peut être considéré comme le plus efficace de tous les agents secrets du système. Le fait que nos recherches aient plus profité aux gouvernements nationaux qu'aux peuples minoritaires que nous avons étudiés est dû à la réalité du pouvoir. Pour aller en Thaïlande, par exemple, et y étudier les habitants des collines, il faut d'abord obtenir la permission du gouvernement thaïlandais. Cela signifie-t-il que nous devrions attendre que les gens des collines aient acquis une conscience politique telle qu'ils condamnent eux aussi les anthropologues, avant de tenir compte de leurs intérêts ? Ceux d'entre nous qui ont déjà publié des textes sur la culture et la société des collines ont déjà contribué aux objectifs du gouvernement thaïlandais. Et dans nos publications nous n'avons que faiblement exprimé le point de vue des tribus sur certaines choses que le gouvernement thaïlandais essaie de faire. Il est temps de prendre nos responsabilités et de parler dans ce sens. Un des principaux objectifs du gouvernement thaïlandais à l'égard des tribus des collines est l'intégration plus poussée des membres de ces tribus dans la structure politique nationale. Je prétends qu'il n'est pas dans l'intérêt des gens des collines d'être intégré au système politique thaïlandais dans les conditions sociales et économiques actuelles, car leur intégration sera celle d'une minorité opprimée.

Les sentiments de prévention et de discrimination des Thaïlandais à l'égard des gens des collines n'ont pas été aussi forts que ceux des Vietnamiens et des Laotiens à l'égard de leurs homologues. Cependant, la faiblesse de ces relations est due en grande partie au fait que les gens des collines et les Thaïlandais ne sont pas en contact social très intense ni habituellement en compétition directe pour des ressources économiques. Il est significatif que le conflit soit plus intense là où les habitants des collines et les Thaïlandais sont en conflit pour des ressources, par exemple là où les gens des collines ont acquis des terres à riz. Tous les anthropologues ayant effectué des recherches parmi les tribus des collines ont recueilli des informations concernant les traitements infligés à un grand nombre de membres [144] de ces tribus par leurs voisins thaïlandais et les fonctionnaires locaux thaïlandais. Parmi les incidents relatés le plus fréquemment, on apprend qu'ils sont roulés dans leurs relations commerciales, qu'on leur vole et qu'on leur tue leurs cochons, qu'on brûle prématurément leurs champs nouvellement préparés, qu'on leur extorque de l'opium, des cochons et

des poulets. Dans les régions où sont situés les campements d'assistance, celle-ci va dans beaucoup de cas aux employés thaïlandais des campements et non aux gens des tribus auxquels elle était destinée. Beaucoup de chercheurs ont observé de tels exemples, mais rares sont ceux qui en ont rendu compte par écrit, sans doute pour ne pas compromettre leur retour en Thaïlande en vue d'y effectuer de futures recherches. Encore une fois, alors qu'on discute beaucoup sur la manière d'intégrer les gens des collines au système social thaïlandais, on discute bien peu de la manière de faire changer l'attitude des Thaïlandais à l'égard des tribus des collines. Le programme des élèves des collines comprend l'enseignement du thaïlandais, mais dans les écoles thaïlandaises, même dans celles situées au cœur du territoire des tribus, on ne fait aucun effort pour enseigner aux élèves le respect de la culture des collines.

Une des leçons du Vietnam que les experts militaires américains semblent avoir retenue est qu'une zone de collines éloignée peut être utilisée comme base de départ pour les opérations de guérilla dans les plaines. Par contre, il ne semble pas qu'on ait retenu qu'une des principales raisons pour lesquelles les gens des tribus des collines soutiennent les communistes provient du traitement qu'ils reçoivent des groupes dominants de la vallée. Moseley ¹²⁰ l'a clairement démontré pour le Laos, en signalant que la propagande du Pathet Lao avait obtenu le plus de réussite parmi les groupes ethniques minoritaires. Plus leurs relations avec leurs voisins laotiens ont été mauvaises par le passé, plus totale est l'emprise du Pathet Lao sur eux aujourd'hui. Les Meos, qui constituent la minorité ethnique non laotienne la plus importante du pays, se battent pour le gouvernement laotien, en grande partie à cause des efforts des Américains au Laos. G. Moseley remarque : « En supposant que le mouvement du Pathet Lao puisse être contenu et progressivement résorbé, on s'interroge sur ce que sera le sort des habitants des collines dans un Laos unifié, car il y a peu de raisons de penser que [145] l'attitude traditionnelles des Laotiens envers eux ait changé. Le sort des Meos sera-t-il simplement abandonné aux mains de la majorité laotienne, comme les Shans de Birmanie, manifestement très loyaux aux Anglais pendant la Seconde Guerre mondiale, ont été

¹²⁰ G. MOSELEY, « The right to be différent », *Far Eastern Economic Review*, 1967, n° 53, p. 464.

abandonnés pour absorber la colère des Birmans ? Au Laos, comme en Thaïlande, les Américains limitent l'influence communiste sur les groupes ethniques minoritaires par des programmes qu'ils prennent en charge. Mais il ne faut pas s'attendre à les voir repris par la majorité thaïlandaise ou laotienne dans le cas où les Américains s'en iraient. C'est du côté communiste qu'il faut chercher plus de cohérence et de conséquence dans les rapports avec les minorités ethniques. Le succès du Pathet Lao auprès des habitants méprisés des collines du Laos est indéniable. Le mouvement aurait encore plus de succès s'il n'était pas si pauvre ¹²¹. »

N'y a-t-il pas de bonnes raisons de penser qu'à longue échéance ¹²² les tribus des collines seraient mieux loties politiquement, économiquement et socialement avec les communistes ? Si l'on tient compte du fait que personne en Thaïlande ne se fait le porte-parole des objectifs et des aspirations des tribus, les communistes sont les seuls vers lesquels les gens des montagnes puissent se tourner.

Beaucoup d'anthropologues ne manqueraient pas d'exprimer leurs préoccupations quant à ce qui arrive et va arriver aux gens parmi lesquels ils ont travaillé. Mais rares sont ceux qui considèrent qu'un des moyens de protéger des gens se trouvant dans une situation politique dangereuse est de s'abstenir de publier des livres ou des articles décrivant leur manière de vivre. C'est la conclusion à laquelle je suis parvenu.

La plupart des anthropologues ne peuvent être rangés dans la catégorie des anticommunistes actifs. En fait ils sont pour la plupart politiquement libéraux et larges d'esprit. Ils font partie d'un groupe de gens à la mentalité « internationale » qui pratiquent une tolérance assez étendue pour tous les genres de vie, mais sans aller jusqu'à remettre en cause le leur. Ils effectuent des recherches dans le but d'obtenir une meilleure compréhension de l'humanité. La collecte des données est censée être dépourvue de parti pris et objective.

[146]

¹²¹ *Ibid.*

¹²² Cf. B. GARRÊT, « The Vietnamization of Laos », *Ramparts*, 1970, n° 2, p. 37-44.

Mais il n'y a plus aucune excuse pour chacun d'entre nous à prétendre que les résultats de nos recherches ne sont pas utilisés pour faciliter l'oppression des groupes. Tel a été, semble-t-il, le rôle traditionnel de l'anthropologue.

J. Maquet notait : « L'existence d'une discipline particulière consacrée exclusivement à l'étude des cultures non occidentales reflétait le sentiment de supériorité victorieuse de l'Europe du XIX^e siècle et était parfaitement solidaire de — et utile à — l'expansion coloniale de cette période. N'est-il pas frappant que la situation ait persisté en Afrique aussi longtemps que le système colonial et qu'il ait fallu attendre le processus de la décolonisation pour qu'elle soit remise en question ¹²³ ? »

Selon M. Harris, la théorie des sciences sociales « a contribué à maintenir l'esclavage et le servage. Elle a préparé le terrain pour le viol de l'Afrique et le meurtre des Indiens américains. Elle a cuirassé les nerfs des capitaines d'industrie de Manchester quand ils baissaient les salaires, allongeaient la journée de travail et employaient de plus en plus de femmes et d'enfants ¹²⁴ ».

Quel jugement l'histoire portera-t-elle sur notre génération de spécialistes des sciences sociales ? Sera-ce une fois de plus que les spécialistes des sciences sociales se sont alliés aux forces racistes et réactionnaires ? Il est temps que des actions positives soient entreprises par ceux qui prétendent être des radicaux. Nous ne devons pas nous contenter de dire que nous partageons les intérêts des peuples opprimés — nous devons le démontrer par des actions et des sacrifices. Comment y parvenir, c'est une question à laquelle il est difficile de répondre aujourd'hui. Une première étape est certainement de considérer sérieusement les implications politiques des recherches et des publications et de cesser les unes et les autres là où la situation le justifie. Si le devoir d'un radical est de ne pas s'en tenir aux mots, on doit attendre d'un conservateur qu'il agisse de même. Aussi les anthropologues qui ont désiré contribuer aux efforts de la recherche contre-insurrectionnelle américaine dans l'Asie du Sud-Est devraient le

¹²³ J. MAQUET, « Objectivity in anthropology », *Current Anthropology*, 1964, vol. 5, p. 51.

¹²⁴ M. HARRIS, *The Rise of anthropological Theory*, Th. Y. Crowell, 1968, p. 106.

faire et le faire avec conviction. De telles personnes peuvent au moins être respectées. Je ne qualifierai d'immorales que celles qui essaient de se dissimuler derrière l'idée de la recherche [147] pure alors que leurs activités contribuent au maintien du statu quo.

Les chercheurs qui soutiennent les buts du système ne manquent pas. Ce qui fait défaut à l'anthropologie aujourd'hui, c'est un soutien profond aux intérêts et aux aspirations des peuples du tiers monde. Nous ne pouvons fournir ce soutien et attendre par ailleurs des subventions des fondations traditionnelles pour effectuer des recherches traditionnelles. Il sera nécessaire de trouver de nouveaux modes de financement.

Une des choses les plus utiles que l'anthropologue radical puisse faire actuellement est peut-être de commencer par mettre en question toute la gamme de nos activités en tant qu'anthropologue (de l'enseignement aux publications en passant par le travail sur le terrain), et de mettre au point de nouvelles approches compatibles avec un point de vue radical et une action politique radicale. Nous ne pouvons plus pratiquer l'anthropologie de manière traditionnelle, pour les raisons traditionnelles et avec les résultats traditionnels. La tâche de mettre au point ces nouvelles approches de l'anthropologie impliquera des sacrifices de la part de ceux qui s'y essaieront, car l'estime et le respect sur le terrain sont encore fondés sur les vieux canons, notamment sur la publication d'une bonne monographie descriptive. Si nous décidons de ne pas publier, nous pouvons compromettre notre promotion, notre avancement, et même la sécurité de notre emploi. Mais nous ne pouvons jouer un double jeu. Nous devons « réfléchir à deux fois » si l'on nous demande des services, qui, directement ou indirectement, soutiennent l'effort de guerre ¹²⁵. Si nous ne soutenons pas la guerre, nous devons refuser de fournir ces services. Un vrai radical ne peut agir autrement.

New York, 15 août 1970

¹²⁵ Cf. G. BERREMAN, *op. cit.*, p. 395.

[148]

“Morale et anthropologie.”

UNE RÉPONSE

(Extraits)

Joseph G. Jorgensen

[Retour à la table des matières](#)

L'essai de Jones, bien que ne commentant pas directement mon article, constitue une intéressante mise au point sur quelques-uns des problèmes inhérents à la recherche anthropologique. Je pense avec lui que la recherche anthropologique n'est pas et ne peut être impartiale. La décision de Jones de travailler dans l'intérêt des habitants des collines de la Thaïlande plutôt que pour leurs oppresseurs, en s'abstenant de publier des informations sur les habitants des collines, me semble raisonnable et fait écho à certaines parties de mon exposé. Sa condamnation des chercheurs qui se dissimulent derrière la recherche pure tout en aidant et en encourageant les oppresseurs du tiers monde est également raisonnable.

Néanmoins, quand Jones parle de « radicaux », d'« action politique radicale », je ne vois pas à quoi il fait référence. Frank écrivait dans un commentaire : « Che Guevara, à qui l'on demandait ce que l'on pouvait faire pour la révolution en tant qu'écrivain, répondait qu'il était docteur ¹²⁶ » La chose est claire et simple.

Jones semble plus intéressé par des mesures de réforme que par des mesures radicales. Demandons-nous donc quelles réformes pourraient être entreprises en anthropologie. L'anthropologue réformateur pourrait discuter avec ses étudiants et ses collègues de la valeur des régimes

¹²⁶ A. G. FRANK, *Le Développement du sous-développement : l'Amérique latine*, Maspero, 1972, p. 122.

socialistes dans les pays du tiers monde de plus en plus poussés au sous-développement ; il pourrait examiner avec eux le bien-fondé empirique et théorique des explications de Baran ¹²⁷ et de Frank ¹²⁸ sur l'économie mondiale [149] de type métropole/satellite. Il pourrait dénoncer les espions connus déguisés en anthropologues et les informateurs en anthropologie qui siègent dans les sanctuaires de la C.I.A., du département de la Défense et de l'A.I.D. (Agency for International Development), dont les informations pourraient menacer de manière incontrôlable par l'informateur les vies de beaucoup de gens non avertis. Comme le dit Jones, il ne suffit pas de taire une information dont on suspecte qu'elle sera utilisée pour opprimer ceux qui ont contribué en premier lieu à la fournir.

Toujours pour en rester au thème de la réforme, il est regrettable que Jones envisage uniquement les recherches américaines sur les gens des collines sous l'angle de la cooptation et de la complicité. Il dit que beaucoup de spécialistes américains en sciences sociales ont été cooptés par leurs professeurs et le gouvernement des États-Unis pour effectuer des recherches parmi ces gens dans les années 1960 et qu'ils l'ont fait volontiers. Quand quelques-uns de ces anthropologues réalisèrent que leur travail était décisif pour la défense du gouvernement thaïlandais et la police des frontières thaïlandaises, ces mêmes anthropologues continuèrent à obéir sous peine de ne plus pouvoir effectuer de recherches en Thaïlande. L'analyse de la cooptation et de la complicité passive des spécialistes américains en sciences sociales avec le gouvernement thaïlandais est plutôt insuffisante si l'on tient compte des révélations faites par le S.M.C. (Student Mobilisation Committee) au printemps 1970.

Ces révélations montrent que l'A.R.P.A. (U.S. Department of Defense Advanced Research Projects Agency) et l'A.I.D. sont étroitement impliquées dans le maintien au pouvoir du gouvernement thaïlandais et dans la prévention des menaces qui pèsent sur lui. En fait la principale mission des recherches sociales financées par l'A.I.D. en Thaïlande réside dans les programmes contre-insurrectionnels. L'A.R.P.A. est également orientée vers la contre-insurrection. Le problème n'est pas seulement celui de la cooptation et de la complicité.

¹²⁷ *Économie politique de la croissance*, Maspero, 1967.

¹²⁸ *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Maspero, 1968.

Certains spécialistes de sciences sociales des universités américaines ont vendu leurs services et sont devenus des mercenaires chargés de formuler la politique et de conseiller le gouvernement des États-Unis sur la meilleure manière de contrôler les insurgés thaïlandais, suggérant que ces politiques pourraient aussi bien être appliquées contre des insurgés américains. Alors que ces plans grandioses se réfèrent à une science nomologique (ce qui fonctionne en Thaïlande doit fonctionner aussi aux U.S.A.), il n'y a pas un brin de science nomologique dans aucun de ces plans. Si l'on met de côté les prétentions [150] extravagantes des spécialistes de sciences sociales qui entendent prévoir et contrôler le comportement des Thaïlandais, ainsi que leur mépris affiché pour le consentement et l'intimité de ces derniers — pour lesquels ils voudraient créer des programmes de contrôle social —, il est raisonnable de supposer que ces spécialistes de sciences sociales n'ont pas été simplement cooptés et qu'ils ne se sont pas simplement soumis à la « politique des réalités » de la situation. Quelles qu'aient été les motivations spécifiques de chacun de ces mercenaires, il est probable que certains sont flattés que le gouvernement fasse appel à leur qualification, que certains sont heureux de voyager, de participer à des rencontres, et de recevoir des honoraires et des indemnités substantiels, que d'autres se sont enhardis à penser qu'ils sont réellement des « savants » détenant des informations scientifiques susceptibles d'être monnayées, que d'autres sont excités à l'idée de se frotter avec les gens au pouvoir, que d'autres enfin pourraient réellement penser qu'ils vont influencer les décisions concernant les paysans thaïlandais. Les documents transmis par le S.M.C. ne donnent pas à penser que beaucoup de spécialistes de sciences sociales impliqués dans l'affaire de la Thaïlande se soient demandé si la mission contre-insurrectionnelle des États-Unis était contestable. Aussi banales (et terrifiantes) qu'aient pu être ces discussions, ces gens cherchaient réellement à accomplir leur mission initiale. Mon exposé sur l'anthropologue considéré comme un informateur naïf ¹²⁹ s'applique certainement à beaucoup de gens impliqués dans les projets contre-insurrectionnels américano-thaïlandais. Ce sont certainement des hommes de bonne volonté, en particulier des libéraux, qui se consacrent à maintenir en place le gouvernement thaïlandais, mais qui restent naïfs quant aux fins

¹²⁹ Cf. ci-dessus, p. 118-123.

auxquelles leurs données, leurs hypothèses et leurs témoignages seront utilisées par les gens du pouvoir et de la décision.

Jones pourrait peut-être travailler à un programme de réformes destiné à faire connaître à ses étudiants et à ses collègues la manière dont les programmes d'études sur l'étranger des universités américaines ont vu le jour après la Seconde Guerre mondiale, le nom de ceux qui ont financé et appliqué ces programmes, les philosophies euphoriques et empiriquement fausses de la « modernisation » et du « développement » qui sont véhiculées par ces programmes, les mécanismes de l'économie mondiale du [151] type métropole/satellites, et le rôle des mercenaires des sciences sociales.

Dans ses commentaires sur mon article, Adams prétend que c'est la profession anthropologique en tant que profession qui compte plus que le développement d'une morale professionnelle, et que l'anthropologie doit progresser « per se ». Par conséquent, il pense que les premières obligations des anthropologues vont à leurs collègues. Je pense que les premières obligations de l'anthropologue vont aux gens qu'il étudie et que l'argument en faveur des progrès de l'anthropologie est aussi creux que celui en faveur des progrès de la science. La critique simpliste que fait Adams des associations professionnelles de chercheurs et son refus des obligations prioritaires envers les gens parmi lesquels ces chercheurs travaillent l'amène à évoluer entre des *non-séquitur* et des assertions sans garantie au fur et à mesure qu'il argumente.

Par exemple, Adams affirme que je « ne suis pas loin de considérer que les normes éthiques existent indépendamment des gens qui doivent les observer ».

Cette conclusion n'est pas justifiée par mon exposé et elle n'est certainement pas justifiée par l'analyse que fait Adams de mon argumentation. J'ai insisté sur le fait que le contexte dans lequel travaille l'anthropologue l'amène à avoir des obligations morales envers de nombreuses parties, et que ces obligations morales sont souvent en conflit. Ma position est que l'informateur est le premier dans l'ordre des obligations. Adams n'analyse pas du tout mon argumentation. Je l'y renvoie.

Adams affirme ensuite que le choix de l'anthropologue d'étudier certaines gens plutôt que d'autres est déterminé par le système social professionnel de l'anthropologue. Sans spécifier de quel « système » il

s'agit, ni comment il « détermine en partie » le choix des sujets, etc., Adams établit ensuite que tout cela laisse « une base sociale très brumeuse pour y entamer une discussion de morale ». La seule brume visible est celle qui s'est déployée lorsqu'Adams a commencé à écrire. La référence au « système » (cliché actuel en anthropologie) comme variable causale ne signifie rien, mais pour Adams elle représente une sorte d'argument massue. Je traite des théories telles que celle d'Adams sur la détermination partielle du choix des sujets de recherches par le système social des anthropologues dans la section de mon article consacrée à la validité comme fin morale.

Solidement installé sur ces fondations, Adams poursuit par la question de rhétorique : « Quand un informateur n'est-il plus [152] un informateur ? » Sa réponse est : « Un informateur est un informateur après le fait... » Cette définition rivalise de profondeur avec l'impératif de Cochrane. Elle est assez vaste pour couvrir les entreprises et les déclarations de tous les hommes de toutes les époques. Elle recouvre des entreprises achevées sur lesquelles des informations ont été obtenues de quelqu'un — n'importe qui, avec ou sans son consentement. Elle est trop vaste, selon moi, pour les problèmes que j'ai soulevés et les contextes dans lesquels travaillent les anthropologues. J'insiste sur le fait que les anthropologues ont l'obligation de respecter le droit à la vie privée des individus parmi lesquels ils travaillent. Les anthropologues, dans leur sagesse contestable, sont tenus de dire à leurs informateurs potentiels qu'ils veulent obtenir d'eux des informations, que le secret des informations sera préservé après qu'elles aient été recueillies, et que les renseignements seront utilisés pour des fins spécifiées et non pour d'autres fins. L'individu devrait décider s'il sera informateur et dans quelle mesure il le sera. Parce qu'Adams se concentre sur les informations déjà obtenues plutôt que sur la manière dont elles sont obtenues, le problème de l'informateur devient pour lui très simple : l'informateur a informé, n'utilisez pas ses informations d'une manière qui pourrait blesser la profession.

Ceci amène Adam à évaluer ce qui pourrait porter préjudice à la profession. Il nous dit que la meilleure manière de vérifier si l'anthropologue a utilisé correctement les informations recueillies chez les informateurs est de voir « si la société en question continue à accueillir les anthropologues » (souligné par nous). Les problèmes inhérents à cette « vérification » sont rendus évidents par le texte de

Jones et par mon article. Pour résumer, de quelle société parlons-nous quand nous disons « la société en question » ? Etudions un peu le bien-fondé de la « vérification » d'Adams. Adams semble tomber d'accord avec moi quant à la lutte pour le contrôle dans la « société » humaine. D'autre part, d'après sa « vérification », nous pourrions bien être en désaccord sur la nature de l'économie mondiale du type « métropole/satellites » et sur la position de la métropole dans la lutte pour le pouvoir. Les demandes d'informations provenant des contrôleurs de la métropole sur les gens que les anthropologues étudient traditionnellement sont discutés dans l'introduction et dans la section « Contextes » de mon essai ¹³⁰. La plus grande partie de l'anthropologie s'effectue parmi les secteurs impuissants [153] de la société, et les anthropologues sont autorisés par les puissants à effectuer des recherches parmi ceux qui ne le sont pas. Pour les anthropologues des États-Unis, ces recherches sont habituellement financées par de grandes fondations privées installées aux États-Unis (dont les directeurs se retrouvent aux postes clés du gouvernement fédéral) ou par les fondations du gouvernement, et les membres du gouvernement et des fondations ont des relations complémentaires avec les gens de pouvoir et de décision des pays d'accueil.

En Thaïlande en particulier, il est tout à fait clair que la « société » — c'est-à-dire le gouvernement royal et le gouvernement des États-Unis — a besoin d'informations spécifiques sur les Thaïlandais parmi lesquels les anthropologues travaillent ¹³¹. Ces gouvernements, qui luttent pour se maintenir au pouvoir, veulent des renseignements sur les noms, les races, les biographies, les activités politiques, les armements, etc., des insurgés thaïlandais actifs et potentiels. Aussi longtemps qu'il fournira les informations dont la société a besoin, l'anthropologue sera non seulement le bienvenu dans cette « société », mais il bénéficiera d'un soutien total dans ses recherches. S'il ne fournit pas les informations détaillées que la société lui demande, mais ne cause aucun trouble parmi les paysans thaïlandais, il sera probablement toléré. L'intégrité de la profession pourra sans doute être maintenue et les anthropologues seront sans doute invités à revenir s'il n'est pas fait de tort à la « société ».

¹³⁰ Cf. également mon article avec Wolf, ci-dessus, p. 61 et s.

¹³¹ Cf. *ibid.*

Mais que devient le paysan thaïlandais (ou les communistes-terroristes, dénomination d'un grand nombre de Thaïlandais dans les rapports anthropologiques financés par l'U.S.O.M., United States Opérations Mission) qui a fourni les informations ? Que deviennent ses droits à la vie privée, et à la vie privée de la communauté (société) dans laquelle il vit ? A quelles fins les données recueillies dans cette communauté seront-elles destinées, et quels sont les objectifs « scientifiques » définis au cours de ce processus ? Et si cette société ne veut pas que les anthropologues reviennent, alors que l'autre (c'est-à-dire le gouvernement royal thaïlandais et le gouvernement des États-Unis) le veut, comment la société impuissante peut-elle arrêter l'anthropologue et démanteler la profession ? Je voudrais répondre à la question que je viens de poser : l'anthropologue et ses collègues seront à nouveau les bienvenus dans la société du pouvoir et la profession ne sera pas démantelée. Mais ces anthropologues feraient mieux de [154] s'adjoindre d'autres mercenaires de cette société pour les protéger, de crainte que les « communistes-terroristes » ne commettent les actes qui les ont fait appeler ainsi par ceux qui contribuent à leur oppression.

Un dernier point : je n'ai jamais dit qu'en tant qu'anthropologues nous devrions dénoncer « toute personne que nous croyons être un imposteur ». Que le lecteur se reporte à l'original et il se convaincra que l'imposture est dans l'interprétation exagérée et erronée d'Adams.

Traduit de l'anglais
par Henri COLOMER

[155]

Première partie.
UNE CRISE AMÉRICAINE.

4

“Les études africaines en Amérique :
la famille étendue
*Une analyse tribale des africanistes américains.
Qui ils sont. Comment les combattre.*”

Africa Research Group

[Retour à la table des matières](#)

*L’A.R.G. * s’est donné pour tâche de comprendre l’impérialisme américain et son rôle dans la domination de l’Afrique. Pour ce faire il a publié des brochures ou reproduit des textes militants. Ces textes synthétisent une information précieuse sur les modalités intellectuelles, économiques et politiques de cette domination. Les documents utilisés sont souvent confidentiels et d’origine gouvernementale. Ce travail est conçu comme le fait de militants politiques et non d’universitaires. Depuis 1972 VA.R.G. s’est dissous et un groupe qui milite plus sur les problèmes afro-américains a pris sa place **.*

* P.O. Box 213, Cambridge, Mass, 021 38, U.S.A. Nous avons retenu la 2^e édition de 1970 comme base de travail (la première date de 1969).

** L’Africa Information Services, West 120 Street, New York, N.Y. 100 27, Cf. leur programme in *Review of African Political Economy*, 1974, no 1, 81-83. Autres publications importantes de l’A.R.G. : *Radical Study Guide*, 1969, 40 p. *How Harvard Rules* (A.R.G. and *The Old Mole*), 1969, 88 p. *International Dependency in the 1970’s. How America underdevelops the world. A state of the empire report*, 1970, 62 p. *Go to school. Learn to rule. The Yale Method* (A.R.G. and A.I.M.), s.d., 25 p.

[156]

Le texte dont on trouvera ici de très larges extraits est certainement une des critiques les plus pertinentes et les mieux documentées de l'africanisme américain comme institution politique. L'A.R.G. a notamment mis au point, comme le N.A.C.L.A. (cf. le texte suivant), une bibliographie analytique militante.

[157]

INTRODUCTION

Pourriez-vous imaginer que l'éditorial que vous allez lire soit réellement publié dans un quelconque journal bien en place solidement pourvu en publicité pour compagnies aériennes et en subsides d'une agence gouvernementale ?

Ceci n'est pas un compte rendu sur l'Afrique — l'éditeur pourrait commencer ainsi — parce que nous vous avons déjà donné trop de « comptes rendus » sur l'Afrique. Cette fois, nous allons renverser les rôles et vous donner un compte rendu sur votre propre pays, sur ce qu'il est en train de faire à l'Afrique.

Soit dit en passant, nous n'allons pas nous cacher derrière notre prétendue objectivité — vous ne vous y êtes jamais laissés prendre par le passé, pourquoi commencer maintenant ? Au lieu de cela, nous allons dévoiler nos partis pris de manière explicite. Nous allons y aller carrément, comme dit l'homme de la rue, et vous faire savoir de quoi il s'agit.

Nous avons préparé ce compte rendu spécial parce que nous en avons assez : assez du rôle que les gens qui gouvernent ce pays nous font jouer dans le monde. La guerre du Vietnam nous a conduit à nous interroger sur le caractère de l'intervention américaine, et à nous poser des questions sur la nature des relations de l'Amérique avec le reste du monde. En cherchant des réponses dans le cours de l'histoire américaine et dans l'analyse de l'économie américaine, nous avons compris qu'il y a réellement un système impérialiste centré autour des États-Unis, qui menace et sape la véritable indépendance ; un système impérialiste dont le racisme se moque des aspirations de l'Afrique à la liberté. Nous

reconnaissons que l'Afrique est un continent opprimé ; que le cri de Fanon et le martyr de Lumumba révèlent [158]

Une réalité cancéreuse. Dans ce compte rendu nous jetterons un bref regard sur un instrument important, même s'il est secondaire, de l'impérialisme : l'industrie de la connaissance. Plus précisément, nous étudierons la tribu américaine des spécialistes de l'Afrique. Ce sont les gens dont les recherches et l'enseignement ont porté les problèmes de l'Afrique à l'attention de l'Amérique. C'est leur travail et leur contact qui ont souvent mis en rapport les Africains avec les politiciens et les hommes d'affaires américains. C'est leur avis et leur « apport d'information » qui ont permis à Washington de fabriquer une stratégie compliquée de néo-colonialisme manipulateur.

Vous en rencontrerez beaucoup dans ce compte rendu : les chercheurs, les espions, et les agences qui leur permettent d'exister et, souvent, de ne faire qu'un. Nous vous ferons découvrir les relations compliquées des institutions auxquelles ils ont donné naissance. Vous pourrez jeter un coup d'œil sur le réseau du gouvernement et sur l'appareil qu'il a créé pour orienter et pervertir la recherche à ses propres fins. Finalement, nous aurons quelque chose à dire sur les alternatives à ce système, et sur les raisons pour lesquelles on doit le combattre et le transformer.

Nous savons que vous vous attendiez à quelque chose d'autre en ouvrant cette « Riposte de l'Afrique » : quelque chose comme un pseudo-reportage d'un de nos « correspondants » sur place, un ou deux éditoriaux prétentieux, ou peut-être les dernières vues de la C.I.A. sur la crise de l'or. Vous ne trouverez rien de cela mais, qui sait, si vous ouvrez les yeux, la carrière que vous changerez sera peut-être la vôtre.

I. LES ÉTUDES AFRICAINES EN AMÉRIQUE : LA FAMILLE ÉTENDUE

L'industrie des études africaines aux États-Unis est la fille de l'empire américain. Elle s'est développée pour satisfaire les besoins de la pénétration (privée ou gouvernementale) toujours plus profonde des États-Unis en Afrique. Cette industrie est dirigée par une grande famille d'« experts » aux relations complexes et incestueuses qui, tout en vivant loin de l'Afrique, servent un système opposé à ses intérêts. Ce sont des sociologues américains confortablement blottis dans l'architecture institutionnelle de l'environnement intellectuel américain. Entretenus par les subventions [159] des fondations et du gouvernement, ils opèrent sous le couvert de la fausse neutralité de la recherche académique qui leur permet de camoufler leurs partis pris idéologiques et les implications politiques de leur travail.

Au cours de la quinzaine d'années écoulées depuis que la structure du pouvoir blanc a « découvert » l'Afrique avec enthousiasme, ces chercheurs, grâce à des safaris en avion bien financés, ont amassé une montagne d'informations destinées à être filtrées par l'appareil de recherche des « corporations » et des agences du gouvernement. Elles doivent être traduites en termes de consommation ou de contre-insurrection, ou les deux à la fois, et utilisées pour formuler des stratégies visant à « mobiliser » les Africains et à contrôler leurs sociétés. Comme les missionnaires qui ont « ouvert » l'Afrique à une exploitation future par un capitalisme aujourd'hui atrophié, les missionnaires intellectuels et les chasseurs d'informations occidentaux ont contribué, par leurs efforts de recherches et de diffusion, leurs programmes d'éducation et leur contrôle sur les moyens de formation de l'idéologie, à construire et à perpétuer la nouvelle charpente du joug néocolonial et de la domination impérialiste.

Les activités de la plupart des spécialistes africains des États-Unis ne peuvent être comprises si l'on ne tient pas compte du rôle qu'ils jouent au service de l'empire américain. Il est devenu à la mode, par exemple, d'accuser les chercheurs américains d'être des agents de la C.I.A., des représentants déguisés du « gouvernement invisible ». Il serait plus correct de voir en eux les serviteurs d'un « système indivisible » où la source de leurs revenus est moins importante que la

fonction de leur travail. Les peuples africains ne sont pas ignorants de ce qui se passe. Un chœur de protestations s'est élevé de plus en plus fort contre l'impérialisme culturel et la pénétration idéologique, bien que souvent il lui ait manqué une analyse plus poussée de la stratégie de l'impérialisme moderne.

Les spécialistes des cultures étrangères servent un système impérialiste international dominé par les intérêts des compagnies américaines. Les compagnies géantes qui contrôlent l'économie américaine — et, en fait, les mouvements de la politique gouvernementale — doivent s'étendre pour rester rentables. Leur système de production a besoin des ressources naturelles qui se trouvent seulement dans les pays étrangers ; le surplus économique qu'elles engendrent nécessairement devient du capital qui cherche à s'investir. Le pouvoir des compagnies et des banques leur permet d'établir des succursales ou des sous-marques et de [160] faire des affaires dans le monde entier. Elles structurent et contrôlent les marchés étrangers, stimulant souvent la demande des consommateurs en produits qui ne correspondent pas aux besoins réels. Pour maintenir un « climat d'investissements convenables », on a créé et aménagé des agences internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Leurs fondations, ainsi que les programmes d'aide du gouvernement, servent à former les élites qui dirigent les économies capitalistes dans les pays satellites. Elles fournissent les infrastructures économiques et institutionnelles qui imposent le sous-développement. Ces forces constituent le néo-colonialisme. [...]

Dans ce pamphlet, les outils de recherche ont été dirigés vers les chercheurs eux-mêmes dans le but d'analyser et de préciser la nature de l'industrie des études africaines, ses méthodes de financement, et son rôle dans le processus de domination. Comme David Horowitz l'a fait remarquer : « Même si les chercheurs et les idéologues ne sont pas personnellement corrompus — bien que beaucoup le soient — le *système* de la recherche universitaire et de la formation de l'idéologie est corrompu. La plupart des universitaires ne perçoivent pas plus la base idéologique de leur travail que nous ne sentons l'air ou le goût de l'eau. Ce qui est politiquement inoffensif (non pas neutre) est considéré comme une science sans parti pris, objective, au-delà des valeurs ; une orientation radicale est tenue pour pleine de préjugés, inadéquate, et, plus grave que tout, non professionnelle. »

Une étude au microscope des études africaines aux États-Unis révèle, même si elle est incomplète, que les agences du gouvernement, les grandes compagnies, et les idéologies conservatrices ont joué un rôle décisif en orientant les directions et en fixant le contenu idéologique des recherches sur l'Afrique. Pas plus tard qu'en 1966, une série de petites conférences spécialisées fut organisée pour établir l'ordre des priorités des recherches faites sur une grande échelle ; elle était financée par l'armée des États-Unis sous les auspices de l'African Research Committee. Le comité, placé sous le contrôle de Gwendolyn Carter de la Northwestern University, reçut 117 000 dollars pour « évaluer les ressources scientifiques concernant l'Afrique existant aux États-Unis, en Europe et en Afrique ¹³² ».

Cet engagement significatif de l'armée américaine n'est finalement pas plus pernicieux que la subordination aux grandes fondations. « Les fondations — comme l'a montré David Horowitz [161]— grâce à leur monopole sur des fonds discrétionnaires substantiels, se sont emparées du contrôle des orientations fondamentales de la recherche et des ressources universitaires à l'échelle nationale. » Cependant, même ce mode de financement ne pourrait aboutir sans une armée de mercenaires intellectuels convaincus que leur travail est en même temps indépendant et dans l'intérêt de la nation. Le gouvernement n'a pas simplement « corrompu » ces universitaires : s'il s'agit d'un viol, il faut quand même préciser qu'il est volontaire et que ce sont des adultes consentants.

La plupart des africanistes américains sont en train de perpétuer une forme de colonialisme scientifique, que Johann Galtung définit comme le processus par lequel « le centre de gravité pour l'acquisition de connaissances sur un pays se trouve situé à l'extérieur de ce pays ». « C'est exactement la même chose qui se produit quand des matières premières sont exportées à un bas prix et réimportées à un prix très élevé sous la forme de produits manufacturés [...]. Les chercheurs des nations scientifiquement puissantes en savent plus sur les autres nations que celles-ci n'en savent sur elles-mêmes [...]. Les connaissances scientifiques sur un petit pays détenues par une grande puissance sont

¹³² Contrat n° CN da 49 92 aro 94.

une arme potentiellement dangereuse. Elles contribuent à la manipulation selon les intérêts des grandes puissances ¹³³ »

Le racisme

Le caractère de colonialisme scientifique des études africaines aux États-Unis est renforcé par le racisme prédominant de l'Amérique blanche. La profession des spécialistes de l'Afrique n'est pas seulement composée d'une majorité écrasante de blancs, elle a laissé dans l'ombre et ignoré les réalisations des chercheurs noirs, dont l'intérêt et les préoccupations pour l'Afrique étaient largement antérieurs à ceux de l'impérialisme. Combien de fois avez-vous entendu dire que l'ethnologue blanc Melville Herskovits était « le père des études africaines » ?

Mais quel que soit le rôle évident joué par le racisme individuel parmi les africanistes blancs, l'industrie des études africaines et l'A.S.A. représentent bien un cas de racisme institutionnel, répondant au besoin idéologique de justifier une domination économique. En 1969, au cours de la réunion de l'A.S.A. à [162] Montréal, des noirs ont directement et violemment mis en accusation le racisme institutionnel des études africaines. Nous consacrerons un chapitre séparé de ce pamphlet à l'étude du racisme. [...]

L'américanisation de l'Afrique

La stratégie impérialiste américaine a lentement évolué au cours des dernières années dans le sens d'une moindre dépendance des mécanismes directs d'influence et de contrôle. Pour maintenir la domination américaine, on fait de plus en plus confiance aux organisations internationales dominées par les États-Unis (telles que la Banque mondiale et les organismes des Nations Unies). À la suite de cette transformation vers une stratégie de contrôle multinationale, la

¹³³ Johann GALTUNG, « Le Colonialisme scientifique », *Transition*, Kampala.

tribu des africanistes américains a dû s'outiller une fois de plus pour répondre aux nouveaux besoins.

Tout en formant des cadres pour les institutions américaines à l'intérieur, ils aident aussi à former les élites africaines, avec lesquelles les États-Unis pourraient éventuellement avoir à traiter. Comme les bourses pour les étudiants africains aux États-Unis deviennent de moins en moins fonctionnelles, nombreux sont les mandarins des États-Unis qui s'offrent à l'A.I.D. ou aux grandes fondations pour « moderniser » le système universitaire africain. La fondation Rockefeller (James Coleman and C^o) dans l'Est africain et les spécialistes en programmes d'enseignement de l'université de l'État de Michigan et de Harvard au Nigeria se sont montrés très actifs dans la tâche d'étendre l'influence américaine en « créant des institutions ». De nouveaux instituts de recherche ont poussé en Afrique sur le riche terreau engraisé par des dons des fondations Ford et Rockefeller. Tout cela fait partie d'une stratégie visant à créer des classes moyennes élitaires susceptibles d'être réceptives aux intérêts américains. Le but réel étant de fabriquer de plus en plus de gens ressemblant à la tribu américaine en américanisant l'Afrique. [...]

À la recherche d'un statut

A plusieurs égards, il est heureux que la plus grande partie du travail entrepris pour installer ce réseau soit analytiquement faux et intellectuellement futile. Heureux, parce que, comme au Vietnam, les calculateurs électroniques qui prédisaient une [163] victoire totale américaine en 1966 peuvent être contredits par les actions d'un peuple déterminé. Les africanistes qui travaillent au compte de l'empire travaillent aussi, en grande partie, pour leur propre compte. « L'Afrique, explique Stanley Diamond, a été trop souvent un laboratoire pour des carrières américaines ; trop de documents et de livres ne sont que de simples symboles du rang dans le système social, la lutte sociale de l'université intérieure, façonnée par ce système et s'exprimant dans son langage limité et évasif [...]. Les études africaines ont été un moyen d'arriver ou tout simplement une mode ; leurs préoccupations ont moins été la condition, les besoins et le potentiel des peuples africains, que les problèmes abstraits qui qualifient un étudiant comme expert

académique ou africaniste ; cette dernière qualification indiquant sans doute un certain contrôle sur les informations, mais en aucune manière ne garantissant l'application de l'intelligence générale aux problèmes du sous-continent. »

Les « sales boulots »

Ceux qui font les « sales boulots » devraient être les plus faciles à combattre : leurs objectifs sont plus visibles et leurs implications politiques plus directes. Par exemple, il n'est pas difficile de prendre une résolution contre les hommes qui ont compilé l'ignoble étude de l'American University, baptisée *Envoûtement, sorcellerie et magie, et leurs implications dans la stratégie militaire au Congo*, pour l'armée américaine en 1964. Il suffit de souffler sur un catalogue des éditions *Praeger* pour en faire sortir tous les vers qui vivent de la surveillance de l'oscillante « balance interne du pouvoir » des États africains ou des syndicats. [...]

L'espionnage vis-à-vis de l'Université : un faux problème

Au cours des dernières années, des associations universitaires officielles ont essayé de mettre quelque distance entre elles-mêmes et le gouvernement, à cause des révélations embarrassantes provenant de sources telles que le projet Camelot, le magazine *Ramparts*, les universitaires du tiers monde et les étudiants gauchistes qui rendirent publiques les archives des doyens universitaires. Un bon exemple d'une telle « clarification » défensive est la résolution de l'A.S.A. sur la recherche gouvernementale et universitaire (1967). Ce document déplore la combinaison du travail d'espionnage et de l'Université, et condamne les espions [164] déguisés en sociologues et les sociologues employés par l'État qui font en secret leur travail d'espionnage. Etroitement et inadéquatement définis, « espionnage » signifie « secret » et « Université » signifie « public ». Le produit des recherches reste le même. Seule la classification change.

Le véritable débat ne se situe pas autour du « secret » opposé au « public », mais autour de l'impérialisme américain et de la manière dont les recherches sur les pays étrangers servent à accroître l'efficacité de la domination impérialiste.

Mais il ne suffit pas de mettre en cause l'éthique des universitaires qui travaillent pour le gouvernement. Plus fondamentalement, la question est celle des recherches sociales *per se*. Ceux qui décident des recherches à faire en priorité grâce à leur contrôle sur le financement n'ont pas besoin de spécifier la nature exacte de la recherche à effectuer dans le circuit semi-autonome de l'Université. La valeur réelle de la recherche financée par les fondations est résumée par E. Raymond Platting, directeur de l'External Research Division du département d'État (qui, soit dit en passant, contrôle tous les contrats de recherches sociales de la C.I.A.) : « Le professeur Klaus Knorr a parlé de manière claire et convaincante, de la communauté existant entre les recherches gouvernementales et l'espionnage. Il insiste sur le fait que cette contribution ne consiste pas tant en informations spécifiques et en recommandations spécifiques pour l'action, qu'en constructions analytiques et en méthodes de traitement des informations suggérant des moyens par lesquels à la fois les espions et les militaires peuvent percevoir et interpréter les événements. En d'autres termes, la recherche privée peut, pour reprendre la formule du professeur Laswell, être utile au " besoin d'espionnage de la politique ", mais cette aide se fait en grande partie par la théorisation, l'enseignement et la consultation, plutôt que par des recherches centrées directement sur des problèmes spécifiques d'action. » Le problème n'est pas celui de la pertinence de la recherche, mais de la pertinence pour qui et pour quoi. Des recherches sur l'empire et sur la manière dont il opère seraient très utiles aux peuples africains en lutte pour leur libération. Il est certain que la connaissance est un pouvoir, aussi devons-nous nous demander qui a le pouvoir de se servir de cette connaissance, aussi accessible soit-elle aux deux camps. Mais ce n'est pas le type de recherches que Ford est disposé à financer.

La tâche de confronter les idées aujourd'hui dominantes sur l'Afrique ne doit pas être laissée aux africanistes. La majorité [165] d'entre eux est trop incorporée à l'appareil dominant et ne se rend pas compte de sa propre complicité. Les idées qui servent la classe dominante ne peuvent être combattues dans de courtois séminaires

universitaires ou dans des magazines illisibles, et d'ailleurs jamais lus. Seuls un mouvement politique et un corpus théorique dressés contre le système qui nourrit ce troupeau d'intellectuels bêlants peuvent permettre de renverser la domination bourgeoise. Les intellectuels sont requis pour cette entreprise : la confrontation idéologique est une part nécessaire de l'action politique, à condition de ne pas être séparée de la pratique quotidienne.

Si le propos de ce pamphlet signifie quelque chose, ses implications sont claires : la révolution africaine est la tâche des révolutionnaires africains, et, actuellement, le mieux qu'ils puissent faire est de bannir complètement de leurs pays les universitaires serviles américains. Un besoin aussi urgent se fait sentir pour les Américains. La recherche néo-coloniale doit être combattue ; elle ne fait pas qu'infecter ou chercher à contrôler l'Afrique, elle colonise aussi nos propres esprits. La guerre contre le néo-colonialisme commence chez nous.

II. QUI PAIE LES FACTURES ?

Le gouvernement américain

Les institutions du gouvernement des États-Unis sont les principales bénéficiaires des activités de recherche sur l'Afrique. Les fonds du gouvernement subventionnent les recherches sous contrat, les bourses grâce au « Defense Education Program » et à d'autres sources, et ont aidé à financer le réseau des centres et instituts d'études africaines. En 1967, le gouvernement fédéral a dépensé 40,6 millions de dollars sous la forme de contrats et de subventions attribuées aux recherches sur les pays étrangers et les affaires internationales. Comme une petite partie seulement des fonds fut attribuée aux recherches sur l'Afrique, ce fut une injection financière substantielle pour l'industrie de la recherche universitaire. En mars 1967, le « Bureau of Intelligence and Research » du département d'État fit savoir que 77 projets de recherches sur l'Afrique étaient achevés ou en cours. Sur ce [166] nombre, 40, soit à peu près 60%, étaient financés par l'Office pour le développement international. 12 projets, soit 15%, étaient pris en charge par les différents bureaux du ministère de la Défense. En 1964, Robert Baum

du département d'État établit une liste de 400 projets de recherches sur l'Afrique commandés par le gouvernement et coûtant 76 millions de dollars. 18% d'entre eux furent entrepris sous les auspices de l'armée. Plus récemment, le département d'État a publié un Répertoire des recherches sur les affaires internationales financées par le gouvernement, mentionnant les projets achevés ou en cours en juin 1969. Cet inventaire, qui énumère les études entreprises pour le compte des chercheurs de treize ministères du gouvernement, mentionne plus de cent travaux se référant aux pays ou aux problèmes africains. On ne dispose pas d'une liste complète des recherches sur l'Afrique entreprises par le gouvernement.

S'il n'a servi à rien d'autre, ce rapide survol des institutions du gouvernement responsables du financement de la plus grande partie de la recherche et de l'éducation sur l'Afrique, devrait au moins démontrer à nouveau que la différence entre l'« argent propre » et l'« argent sale » est vraiment très mince. Comme le disait un respectable commentateur anglais au moment des révélations sur la C.I.A. :

« Je n'ai jamais pu voir beaucoup de différences entre les immenses fortunes à la disposition des fondations Ford, Rockefeller ou Carnegie, et les revenus de l'État : il est certain qu'ils sont tous dirigés essentiellement vers le maintien du statu quo existant. »

Les fondations de l'impérialisme

Le gouvernement, tout en développant un appareil destiné à administrer un empire de plus en plus étendu, pousse les compagnies américaines à fabriquer elles aussi des instruments capables de faire paraître leurs activités (et leur existence) bénéfiques et mêmes humaines. La fondation, composée d'experts, mais contrôlée par des administrateurs, devint vite l'institution clef permettant à ceux qui contrôlent les finances d'une société de façonner sa structure sociale. Ces fondations furent amenées à jouer un rôle décisif en fournissant l'infrastructure institutionnelle pour la formation du pouvoir à l'étranger. Comme le montre David Horowitz dans une étude publiée par *Ramparts*, « les fondations finirent par soutenir les centres nerveux complexes et les mécanismes de direction de tout un système de

pouvoir international. [167] Dans une proportion remarquable et non accidentelle, ce pouvoir a caractérisé et défini à la fois la société américaine et ses relations avec le reste du monde au cours du XX^e siècle ».

Cette assertion est confirmée par un coup d'œil jeté sur la manière dont les fondations ont alimenté les études concernant les pays étrangers, faites aux États-Unis, ainsi que les centres de décision de la politique étrangère non gouvernementaux. Selon une étude faite par le département d'État en 1967, 107, soit 56%, des 191 centres universitaires effectuant des recherches sur les affaires étrangères dépendent entièrement de la fondation Ford pour leurs principales ressources. Horowitz insiste encore plus fortement sur ce point : « Pour 11 des 12 grandes universités ayant des instituts de recherches internationales, une seule fondation, Ford, est la principale source de revenus. Affiliés aux instituts de Columbia, Chicago, Berkeley, U.C.L.A., Cornell, Harvard, Indiana, M.I.T., Michigan, Stanford et Wisconsin, on trouve 95 centres isolés. Ford est l'unique ou principale source de revenus de la plupart d'entre eux. »

En même temps que les centres de recherches universitaires, le financement par les fondations fait vivre des centres de réflexion sur la stratégie politique tels que le très fermé « Council on Foreign Relations » à New York et la « Brookings Institution » à Washington, D.C. [...]

Les fondations n'opèrent pas de manière autonome. En juillet 1959, le département d'État demanda à la fondation Ford de constituer un Comité sur les affaires universitaires et mondiales. Dean Rusk, alors président de la fondation Rockefeller, fut membre de ce comité. L'année suivante, il fut nommé secrétaire d'État par le président Kennedy. Selon le rapport du comité : « Les fondations peuvent expérimenter des projets, des méthodes et des desseins qui, s'ils réussissent, peuvent être adoptés par le gouvernement. La décision de la fondation Rockefeller de prélever sur son capital en faveur de ses programmes internationaux en ce moment [1960] met l'accent sur l'importance critique des fondations en ce domaine ¹³⁴ »

¹³⁴ L'Université dans les affaires mondiales, p. 7.

Le comité faisait également remarquer que les fondations « peuvent traiter avec des pays amis à propos de projets dont le financement par le gouvernement américain pourrait être embarrassant ». Certes ! Les fondations ont joué un rôle central en édifiant un réseau petit mais très puissant de centres d'études sur l'Afrique. Elles ont aussi joué, et continuent à jouer un rôle [168] décisif en traduisant les théories cautionnées par les fondations sur la « mise en place d'institutions » et la « modernisation » en une stratégie du développement qui impose directement dans les pays africains des institutions du même genre que les fondations. Elles tendent à lier la théorie à la pratique dans l'élaboration du néo-colonialisme ; comme l'expliquait le rapport annuel de Ford pour 1963 : « Le programme de développement outre-mer des fondations tend à fournir une contribution stratégique à un ou plusieurs besoins fondamentaux : la formation d'une administration dévouée et efficace ; les mécanismes permettant d'analyser les ressources d'un pays et de planifier leur développement et leur usage (par exemple des groupes planifiant les taxes, la fiscalité, et la politique intérieure) ; la recherche et l'extension agricole ; la compétence des cadres et le personnel technique pour l'industrie ; un système moderne d'éducation. » Cette stratégie est centrée sur la formation et l'éducation des élites qui détiennent le pouvoir en Afrique. Les programmes des fondations prévoient de doter ces élites de valeurs capitalistes et d'une réceptivité à la coopération avec, dans leurs propres pays, les intérêts occidentaux, et, à l'étranger, les autres élites engendrées par les fondations. C'est ce qu'explique Francis X. Sutton, qui représenta les fondations en Afrique de l'Est pendant de nombreuses années : « Si l'on peut se risquer à utiliser un terme véhiculant des connotations désagréables, on peut dire que les fondations ont un rôle important à jouer en unissant les élites novatrices dans le monde entier. Les efforts conjoints dépensés dans l'assistance au développement et une qualification plus élevée nouent un réseau de contacts personnels et professionnels à travers le monde. » [...]

La fondation Ford

La fondation Ford, avec une dotation dépassant 3 milliards de dollars, dépense environ cinq fois plus que la fondation la plus

importante après elle, la fondation Rockefeller. Etabli à New York, son président actuel est Mc George Bundy, ancien doyen de Harvard et homme de liaison entre le président Kennedy et l'intelligentsia américaine. À la tête de la division africaine se trouve aujourd'hui Wayne Fredericks, qui fut auparavant sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines. Son prédécesseur, Waldemar Nielson, ex-membre du département d'État, est maintenant à la tête de l'African American Institute tenu par Ford.

La fondation Ford fut une des premières des États-Unis à [169] investir de l'argent dans les études africaines. En 1954, elle fournit des subventions pour les programmes d'études africaines des universités de Boston, de Northwestern et de Haverford. Aujourd'hui, sur les 18 principaux centres d'études africaines recensés par le département d'État, 13 dépendent soit entièrement, soit en grande partie, des fonds de Ford. Les cinq autres sont financés soit directement par le gouvernement américain, ou, ce qui est plus rare, par l'université elle-même.

Dans les années cinquante, l'Afrique venant au centre de la scène politique mondiale, le département d'État créa un bureau africain autonome. La même année, la fondation Ford nomma à la hâte un comité d'études composé d'africanistes, et chargé de conseiller la fondation sur l'avenir des études africaines. Les explications suivantes furent données : « A la lumière du rôle important que les chercheurs et les universités américaines doivent jouer à l'avenir en fournissant un soutien ferme au développement d'une politique nationale saine, de la recherche universitaire et de la connaissance générale, il nous semble qu'il serait souhaitable pour nous d'entreprendre une analyse de la situation de l'université américaine dans ce domaine, comme travail préparatoire pour les décisions que nous serons amenés à prendre dans l'année à venir. »

Le comité d'études, qui comprenait L. Gray Cowan, Cari Rosberg, Lloyd Fallers et Cornélius de Kiewiet, fit ce tour d'horizon en consultant les universitaires et les agences du gouvernement, y compris la C.I.A. Les résultats de leur enquête fournissent un aperçu saisissant de la pensée de Ford pendant cette période de formation. Se référant à l'essor « des groupes dits activistes à une époque où l'intérêt des américains est si grand », le comité mettait en garde contre l'exposition de l'opinion publique américaine aux « jugements émotionnels faux ou

excessifs » que ces groupes activistes pourraient porter. Pour faire face à ce danger, il fallait des africanistes complices et avertis, et c'était le rôle des universités de les fournir.

« C'est à l'unanimité, écrivaient-ils, que le comité a reconnu le manque de sagesse [sic] du désintérêt des universitaires pour les besoins de la politique nationale ou pour l'Afrique elle-même. Il nous semble très approprié et très souhaitable d'encourager les africanistes, individuellement et dans leurs associations, à apporter leur assistance — par des consultations professionnelles, par la formation pour des besoins spécifiques et par la mise au point de recherches qui puissent être utiles au gouvernement et aux affaires. » Le rapport demandait la création d'un Centre [170] national d'études africaines qui fournirait une équipe d'« universitaires et de spécialistes » bien entraînés, à partir desquels la classe dominante pourrait puiser pour satisfaire ses besoins. Le Centre national n'étant toujours pas créé, Ford, dans le même ordre d'idées, choisit de créer plusieurs centres choisis, élitistes, susceptibles de fournir une telle équipe.

Pour déterminer les besoins approximatifs en « main-d'œuvre » de l'empire américain en Afrique, le comité rendit visite à plusieurs services gouvernementaux. Chez les membres du département d'État le comité trouva de grands besoins et un intérêt réel pour le type de connaissances que les études africaines pouvaient fournir : « Dans certains services, et tout spécialement au département d'État, on trouvait la conscience très affirmée que leur rendement dépendait du niveau et de la qualité des connaissances — économiques, politiques, sociales, psychologiques — dont ils disposaient. » Le comité concluait par une envolée sur la guerre froide : « Ainsi chaque service et chaque activité consacrés à ce but — éviter la guerre — ont-ils un besoin en idées fondamentales et en connaissance profonde plus grand et plus urgent que les autres services et activités voués à la sécurité matérielle et à la préparation de toute éventualité. Il vaut mieux empêcher la guerre que de la gagner. Il vaut mieux coopérer avec les " espérances grandissantes " de plus de la moitié de la population mondiale, que de s'en tenir aux frustrations occasionnées par les frontières immuables du rideau de fer, La guerre froide est la plus grande guerre que l'humanité ait jamais connue. C'est la seule dont la victoire puisse être effective. »

Ford ne s'est pas borné à mettre en place les instituts d'études africaines. Son argent sert aussi à financer en grande partie les

recherches entreprises dans ses instituts ou ailleurs par les étudiants diplômés. Il a installé un certain nombre d'organismes de façade qui distribuent des bourses assez considérables. Le Programme d'études sur l'étranger de Ford, le *Fajap*, a attribué depuis 1952 plus de 430 bourses de recherches sur l'Afrique à des étudiants diplômés. Au niveau universitaire et post-universitaire, l'argent de Ford est canalisé vers les chercheurs par un comité de liaison entre le Social Science Research Council (S.S.R.C.), financé par la fondation, et l'American Council of Learned Societies (A.C.L.A.S. — Conseil américain des sociétés savantes). Depuis 1960, environ un demi-million de dollars a été donné aux chercheurs, sous la forme de seulement une centaine de subventions. Les sommes de toutes ces bourses très prisées [171] sont parcimonieusement distribuées par des comités de sélection eux-mêmes très sélectionnés parmi la vieille garde des études africaines. Un comité de liaison des recherches financées par Ford dépendant de l'Association des études africaines (A.S.A.) coordonne cette vaste entreprise de bourses. Le comité de liaison des recherches aide également les élus de Ford à obtenir l'autorisation d'entrer dans les pays africains de plus en plus conscients de l'afflux d'universitaires et d'espions. Rares sont les étudiants qui peuvent espérer faire des recherches en Afrique sans recevoir une de ces bourses. Alors que quelques radicaux habiles ont réussi à subtiliser de l'argent à ces gens-là, la plupart des récipiendaires se sont avérés être suffisamment intégrés dans le circuit idéologique qui distribue ces bourses. La plupart de leurs bourses sont taillées, avec plus ou moins d'élégance, sur le patron des besoins de l'impérialisme américain. Nous publions dans un autre texte une liste des résumés de 430 études entreprises avec l'argent de Ford. Les plus nombreuses visent la « modernisation », suivies par les traditionnelles mais non moins dangereuses études « ethnologiques ». Il est significatif que pas une étude ne porte sur la pénétration économique américaine en Afrique (en dépit de l'essor foudroyant des investissements privés en Afrique par les compagnies internationales américaines), pas plus que sur les moyens de renverser le système colonial répressif du Portugal ou le régime sud-africain. Ces donations de Ford et les centres d'études font donc partie d'un réseau ayant pour but d'intégrer les jeunes chercheurs et de leur infuser les valeurs de l'empire américain, par la contrainte subtile de leur approbation. Elles transmettent l'influence de Ford de génération en génération. Pour diriger cette canalisation, Ford a pris à son service les

principaux africanistes américains qui ont contribué à former l'idéologie dont ils sont, avec Ford, les symboles. Leur liste ressemble à un Bottin des africanistes au service de l'empire : L. Gray Cowan, Robert Baum, Arnold Rivkin, James Coleman, Roy Sieber, Gwendolyn Carter, Philip Curtin, Rupert Emerson, Immanuel Wallerstein, Robert Lystad, Gus Liebenow, Crawford Young, Alan Merriam, etc. Tels sont les gens qui ont aidé à filtrer les bourses Ford et qui ont contrôlé leur pureté idéologique. Ils forment le Conseil des Anciens de la tribu, groupe Ford ¹³⁵. [...]

[172]

La crise de financement

Les études africaines, ainsi que toutes les études sur l'étranger, connaissent une grave crise de financement. A l'échelon privé, selon une estimation, le nombre total des bourses s'élevant à 10 000 dollars est tombé d'un maximum de 50 millions en 1966 à seulement 7,5 millions en 1969. L'aide du gouvernement aux recherches sur les

¹³⁵ Pour une analyse intéressante de ce phénomène, voir Grant KAMENJU, « Défense et illustration de l'Université socialiste », *Transition*, n° 32, dont voici une citation : « L'orientation bourgeoise occidentale n'est pas seulement le fait des affiliations de chaque individu ; en fait, elle imprègne et elle inspire toute l'organisation de l'Université [...]. L'idéologie bourgeoise qu'elle véhicule et qui insiste systématiquement sur les "normes", sur l'échelle des qualifications en vigueur, sur le caractère universel des connaissances, etc., trouve sa fidèle expression matérielle dans la disposition physique et architecturale de son site, dans ses facultés, dans ses halls d'habitation, et dans la puissante hiérarchie des commodités allant du logement du professeur à l'unique chambre incommode attribuée à la famille des employés. L'Université, en fait, entérine et exsude l'élitisme, les privilèges et la morgue triomphante de la classe dominante. Il y a plus grave et plus pernicieux : l'organisation implicite et parfois explicite des programmes et des cours est articulée sur des manuels et des concepts qui véhiculent des partis pris antisocialistes. C'est un fait que la plupart des matériaux d'enseignement ou de référence, provenant de Grande-Bretagne ou des États-Unis, sont évidemment truffés de l'idéologie antisocialiste et anticomuniste, officielle et largement partagée dans ces pays. Ainsi le résultat global et massif des moyens d'enseignement et des enseignants eux-mêmes est-il antisocialiste et antirévolutionnaire. »

affaires étrangères est passée d'un maximum de 40,6 millions de dollars en 1967 à environ 33 millions en 1969.

Les services clefs du gouvernement ont fait l'expérience d'une semblable baisse (les crédits du département d'État sont passés de 6 millions de dollars à 422 000, ceux de l'A.I.D. de 5,9 à 2,4 millions, ceux du contrôle des armements de 829 000 à 679 000 dollars). Le coup le plus sévère qui ait frappé les études africaines fut la décision du Congrès de réduire les dépenses faites pour les études sur la langue et la culture grâce à l'acte N.D.E.A. Les dépenses pour 1970-1971 ont été réduites à un tiers seulement de celles effectuées en 1969. Le programme « langue et cultures » aura seulement 8 millions de dollars pour l'année universitaire commençant en septembre 1970 plus 3 millions de dollars de fonds de devises, au titre de la loi PL 480, comme budget de fonctionnement des recherches outre-mer. Certains experts universitaires craignent que les études sur l'Afrique ou d'autres pays doivent être reportées si de nouvelles sommes ne peuvent être trouvées.

Les fondations sont également en train de se retirer des [173] affaires étrangères et se déplacent plus lourdement dans la contre-insurrection domestique (pour une bonne approche du rôle de Ford dans le sabotage du mouvement chicano, se reporter à *Ramparts* de septembre 1970). Sous la pression des universités elles sont en train d'intensifier leur aide aux « études noires » et à d'autres programmes calculés pour pacifier et récupérer le mécontentement intérieur. Les spécialistes des universités et des affaires étrangères sont très affectés par les restrictions qui reflètent les courbes de plus en plus raides du budget attribué au Vietnam et à la crise intérieure qui va s'intensifiant. Ils comprennent le besoin d'une recherche complexe sur les affaires étrangères, même si le Congrès, lui, ne le comprend pas. Les sources traditionnelles de financement commençant à s'épuiser, les spécialistes américains de l'Afrique se tournent vers d'autres moyens de financement. Voici quelques-unes de ces nouvelles sources :

1. Les organismes internationaux : au fur et à mesure que la Banque mondiale et les autres organismes internationaux contrôlés par les États-Unis étendent leurs programmes en Afrique, une plus grande somme d'argent est disponible pour les activités de formation et de recherche. Des organismes tels que l'U.N.E.S.C.O. (subventionnée par la National Science Foundation) et le Programme de développement des Nations Unies (en partie financé par les États-Unis) commencent

aussi à investir plus d'argent dans les activités de recherches entreprises par les africanistes américains. Par exemple, le « Service consultatif pour le développement » de Harvard a déjà reçu 1,5 million de dollars du Programme de développement des Nations Unies pour le financement d'un nouveau projet en Afrique pendant une période de trois ans commençant le premier juillet 1970.

2. Le travail de consultation : le réseau des agences internationales et des organismes pour le développement ont des budgets d'assistance technique, comme le font beaucoup des services non universitaires des agences du gouvernement qui s'appuient maintenant sur une aide directe à la recherche.

3. Les publications : profitant du fait que les « études noires », ont de plus en plus de succès dans les universités et que les écoles incorporent de plus en plus de matériaux sur l'Afrique à leurs programmes d'études racistes, les africanistes trouvent de nouveaux marchés pour toute une gamme de fournitures universitaires telles qu'anthologies réunies à la hâte, ou débris de recherches de second ordre.

[174]

III. LE RÉSEAU DU GOUVERNEMENT

Au fur et à mesure que l'empire américain s'est étendu dans la période de l'après-guerre, le gouvernement américain a créé et organisé un immense réseau pour l'administrer. Par un seul texte législatif, le « National Security Act » de 1947, les différentes branches de l'armée et de la nouvelle Air Force furent placées sous la coupe d'un département de la Défense centralisé ayant pouvoir de décision en temps de paix. L'acte fondait aussi le National Security Council (N.S.C.) et donnait des pouvoirs sans précédents à la Central Intelligence Agency (C.I.A.). Ensemble, ces agences bien pourvues ont érigé l'appareil de l'empire : les instruments de l'espionnage et de l'intervention militaire qui ont formé l'épine dorsale de l'essor de l'Amérique au rang de « puissance mondiale ».

Cette puissance dépend en grande partie de la capacité du gouvernement de connaître ce que les peuples et les gouvernements des

autres pays du monde sont en train de préparer ou de faire. Comme le faisait remarquer le comité du Sénat sur les relations extérieures, dans une étude sur *Les Aspects opérationnels de la politique étrangère des États-Unis* : « La politique américaine à l'étranger est concernée en priorité par les affaires intérieures des autres pays. [...] Il n'y a pas de pays au monde dont un changement dans la structure du pouvoir à l'intérieur ne concerne pas la politique étrangère des États-Unis. » Avoir l'œil sur la politique intérieure et la situation économique de chaque pays au monde est une vaste et délicate entreprise. Elle est cependant nécessaire si l'on veut être capable de prédire les événements politiques, et si l'on veut intervenir sans risques pour le maintien de l'empire.

La Central Intelligence Agency a accompli la tâche difficile de concevoir et de coordonner le vaste réseau des services imbriqués de recherche et d'espionnage. En 1969, le gouvernement fédéral a dépensé 33,3 millions de dollars en recherches de type sociologique ou psychologique sur les pays étrangers et les affaires internationales. En 1967, les mêmes services gouvernementaux ont dépensé 40,6 millions en recherches sous contrat qui impliquaient pratiquement tous les principaux centres universitaires de la nation et beaucoup à l'étranger. Ces millions représentent seulement une fraction de ce que coûte le fonctionnement des services d'espionnage et de défense. De plus, [175] chacun de ces complexes gouvernementaux — les services de la défense et les services secrets — financent des recherches secrètes pour lesquelles on ne dispose pas de chiffres.

L'intérêt véritable porté par le gouvernement aux études qu'il finance sur l'Afrique est plus grand que ne le laissent supposer les chiffres. En 1969, 11% seulement de tous les fonds alloués par le gouvernement aux recherches sur l'étranger (recherches effectuées en dehors des services du gouvernement) portaient directement sur l'Afrique. Mais l'Afrique ne peut être isolée d'un contexte international plus large. Les recherches américaines sur l'Europe, par exemple, doivent tenir compte également de l'Afrique, et le sous-développement économique de l'Afrique doit souvent être étudié dans le contexte des problèmes économiques et politiques internationaux. C'est ainsi que les recherches sur l'Afrique sont souvent cachées sous différentes rubriques. [...]

La C.I.A.

Un grand nombre des organisations actives en Afrique et qui ont des attaches directes avec la C.I.A. ont été dénoncées dans des journaux ou des magazines : l'African American Institute (A.A.I.), l'American Society of African Culture (Amsac), le Congress of cultural Freedom, l'International Student Conférence, la World Assembly of Youth, Peace and Freedom Inc., l'African American Labor Center. La C.I.A. a également aidé à organiser l'East African Institute of Social and Cultural Affairs, l'East African Publishing House, le Jomo Kenyatta Educational Institute, la Kenneth Kaunda Foundation et la Milton Obote Foundation. Par précaution, et non par conscience, la C.I.A. a également mis la main sur le financement des mouvements de libération africains, ou des scissions de ces mouvements. L'argent de la C.I.A. a servi à financer les partis nationalistes ou à soutenir les hommes politiques africains collaborant avec les États-Unis. Certaines organisations financées par la C.I.A. disparurent quand leurs liens avec celle-ci furent dévoilés ; le financement des autres fut pris en charge par la fondation Ford ou par d'autres services nationaux ou internationaux. Dans beaucoup de cas, les intéressés passèrent du registre des paiements de la C.I.A. au registre des paiements d'une fondation. Dans tous les cas, la source du financement est moins importante que la nature de la tâche.

[176]

La C.I.A. et les études africaines

Il n'y a rien de surprenant à ce que ce soit la C.I.A. qui ait joué un rôle décisif dans la tâche de stimuler l'intérêt pour les affaires africaines aux États-Unis. Dans les années cinquante, ce qui se dessinait politiquement en Afrique était très clair pour les fins limiers de Washington, même si le département d'État semblait aveuglé par sa loyauté raciste à l'égard de ses alliés britanniques et français. En 1954, ce fut la C.I.A. qui établit l'African American Institute sur une solide assise financière, en coopération étroite avec l'American Metal Climax Corporation, le trust de mines africaines dont le président devint le

grand patron de l'A.A.I. La même année, quand l'université de Boston lança son propre programme d'études sur l'Afrique, William O. Brown quitta les services secrets du département d'État pour se mettre à sa tête. En tant que principale agence centrale de renseignements, la C.I.A. avait compris que la recherche d'informations et de contacts en Afrique était une priorité si les États-Unis voulaient être assurés d'avoir accès aux leaders politiques « montants » et aux ressources économiques de l'Afrique.

En 1956, Max Millikan, l'économiste qui prit un congé provisoire de M.I.T. pour devenir sous-directeur de la C.I.A., puis revint dans cette université à la tête de son Centre d'affaires internationales financé par la C.I.A., invita un ancien membre du département d'État, Arnold Rivkin, à mettre au point et à diriger un programme de recherches sur l'Afrique à M.I.T. Rivkin établit un projet de « recherches souhaitables » avec son collègue Walt Rostow, membre des services secrets et proche conseiller de Lindon Baines Johnson ; Rostow se trouve maintenant en exil au Texas avec ce criminel de guerre. La tâche de Rivkin était de formuler des propositions politiques dans le contexte d'une structure d'un « monde libre » plus étendu. A cette époque, c'était une pratique courante au centre du M.I.T. de publier les livres dans deux versions, la première prévue pour circuler à l'intérieur des services secrets, la deuxième « assainie » pour la consommation courante.

Pendant que la C.I.A. « inspirait » les programmes d'études africaines des universités, elle mettait aussi au point son propre service de renseignements sur l'Afrique. En août 1958, le comité des africanistes choisis par la fondation Ford pour « rendre compte de l'état actuel et des perspectives futures des études africaines » eut un entretien direct avec la C.I.A. pour évaluer [177] ses besoins en personnel. Sur leur avis, l'Agence déclara qu'il lui faudrait « un personnel permanent d'environ 70 personnes spécialistes de l'Afrique. Elle a surtout besoin de gens ayant reçu une formation d'économie, de géographie ou de science politique ; elle est néanmoins préparée à former une personne qui aurait les qualités requises pour ce type de travail ». Certes ! La C.I.A. recrute encore du personnel sur les campus. Il est intéressant de noter que le département d'État évaluait les besoins en personnel à seulement cinquante personnes pour les dix années à venir. En 1961, selon le conseiller du département d'État, Vernon Mac Kay, « le personnel professionnel du Bureau africain passa de vingt-trois à

quinze employés, au moment où certaines activités de recherches de grande envergure furent transférées à la Central Intelligence Agency ¹³⁶ ».

La C.I.A. continue à préparer et à diriger toutes les recherches sur l'Afrique financées par le gouvernement grâce à sa participation au Foreign Area Coordination Group et à ses rapports étroits avec les services secrets du département d'État. Elle a accès à tous les autres travaux universitaires par le biais de la coopération volontaire de nombreux chercheurs — qui communiquent leurs recherches au département d'État — ou à ses liens étroits et multiples avec des organismes tels que la fondation Ford et ses comités de liaison universitaires. De même, beaucoup de chercheurs isolés ont des attaches avec la C.I.A. ou ses satellites. L. Gray Cowan, par exemple, qui fut président en 1969-1970 de l'Association des études africaines (A.S.A.), était connu pour avoir des relations avec un certain Willard Mathias, un haut fonctionnaire de la C.I.A. Mathias était attaché en 1958-1959 au Centre des affaires internationales de Harvard. Son sujet d'études ? L'Afrique, bien sûr. Cowan a également fait partie pendant longtemps du conseil de direction de l'African American Institute. Et ainsi de suite.

Les liens étroits qui unissent la C.I.A. et les innombrables programmes d'études africaines ne font pas que suggérer la curiosité de la première et la soumission des seconds. Ce qui se fait jour est plutôt une relation de symbiose, un jeu dans lequel les participants portent des uniformes différents mais pratiquent les mêmes règles. L'éditeur de Look, William Attwood, qui fut ambassadeur en Guinée et au Kenya, nous livre par inadvertance dans ses mémoires, *Les Rouges et les Noirs*, de précieuses indications sur l'attraction exercée sur un grand nombre d'universitaires [178] par la C.I.A. A son retour aux États-Unis, Attwood se souvient d'avoir passé « de longues heures à répondre à des questions posées par des assemblées de gens de la C.I.A. (pipe, veston sport et blocs-notes jaunes) et du gouvernement (cigarettes, costume sombre et cahiers blancs) ». Les universitaires préfèrent toujours les pipes et les blocs-notes jaunes.

¹³⁶ *L'Afrique et la politique mondiale*, p. 296.

Le département de la Défense

Un certain nombre de services du département de la Défense ont intérêt à ce que se développent les recherches sur l'Afrique. Le réseau des recherches militaires américaines est une affaire de plusieurs millions de dollars dont le principal intérêt est de maintenir l'hégémonie américaine dans toutes les parties du monde. Certaines de ses réalisations ont été mentionnées ailleurs.

Le problème de la meilleure manière d'utiliser la recherche universitaire à des fins militaires fut discuté lors d'une rencontre à l'échelon supérieur des plus grands spécialistes américains des sciences sociales, rencontre convoquée par le département de la Défense. Gène Lyons, secrétaire exécutif du comité consultatif sur les programmes du gouvernement en matières de sciences sociales du National Research Council (dans le privé professeur à Dartmouth), organisa et dirigea la rencontre qui se tint à Williamstown, Mass. Le compte rendu qui sortit de cette rencontre présentait l'énumération suivante des besoins en connaissances sur les pays du tiers monde aussi bien que sur les problèmes impliqués par leur analyse : « En dépit des difficultés inhérentes à la recherche sur les pays étrangers, il faut explicitement reconnaître que les missions du département de la Défense ne peuvent pas être accomplies avec succès en l'absence d'informations sur :

- a) les schémas socio-culturels des différentes zones comprenant les croyances, les valeurs, les motivations, etc. ;
- b) l'organisation sociale des groupes, comprenant la politique, la religion et l'économie ;
- c) les effets du changement et de l'innovation sur les schèmes socio-culturels des groupes ;
- d) l'étude et l'évaluation des programmes d'action inspirés par les États-Unis dans les pays sous-développés. Des données solides, précises, comparatives, mais aussi courantes et empiriques, [179] sont requises d'urgence pour de nombreuses parties du monde ; cet objectif devrait être poursuivi par :

- des équipes de recherches pluridisciplinaires ;
- des études sur le terrain dans les pays concernés ;
- une utilisation massive des compétences quantitatives et analytiques ;
- et une large base de données empiriques. »

Cette conférence et ce compte rendu ne portant pas spécifiquement sur l'Afrique, les remarques générales qu'on y trouve peuvent s'appliquer aussi bien à l'Afrique qu'aux autres pays du tiers-monde. [...]

[Voir Document I, p. 204 :

Que faire des volontaires de la paix ?]

IV. LE COMPLEXE UNIVERSITAIRE

Cette heureuse apparence disséminée de la famille américaine des études sur l'Afrique est trompeuse. La multiplicité des travaux en cours et la diversité des sources de financement dissimulent en fait un réseau complet et bien coordonné de centres universitaires et d'institutions de recherches. Les besoins de l'empire en informations détaillées et en analyses sur les affaires africaines sont comblés par ces centres.

Ce réseau est coordonné et dirigé par les institutions gouvernementales et para-gouvernementales. Le contrôle du financement reste entre les mains d'un petit nombre de chercheurs triés sur le volet, qui constituent les comités de sélection des fondations agissant derrière la façade du Social Science Research Council, de l'American Council of Learned Societies et du Foreign Area Fellowship Programm. Opérationnellement, ce travail est ensuite coordonné par le propre Comité de liaison des recherches de l'A.S.A., financé par les fondations tandis que les priorités de recherches ont été établies sous les auspices de l'armée par l'African Research Committee. Au niveau gouvernemental, des organismes tels que le Bureau des recherches sur l'étranger du département d'État contrôlent la production universitaire

avec la coopération enthousiaste de nombreux chercheurs. Ce ne sont que les liens formels et visibles ; la plupart des relations les plus étroites sont informelles et invisibles pour le public.

[180]

Ce contrôle centralisé permet de s'assurer que les études sur l'Afrique serviront bien les besoins de l'Amérique impériale. Aussi n'est-il pas surprenant que, sur les 500 sujets proposés annuellement dans les programmes d'études africaines, très peu, pour ne pas dire aucun, traitent exclusivement de l'analyse de la pénétration impériale et de la domination néo-colonialiste. Au lieu de cela, la plupart traitent de la « modernisation » (l'américanisation), de la « mise en place d'institutions », de la « formation d'élites », des « systèmes politiques africains », ou de la « structure traditionnelle de la société ibo », etc., et sont basés sur une étude pluraliste, antimarxiste. C'est ainsi que le système remplit sa fonction idéologique.

S'abritant derrière la recherche, beaucoup de ces centres et de ces gens s'appliquent activement à mettre leurs idées en pratique. Financés par l'argent du gouvernement et des fondations, un grand nombre d'africanistes de ces centres ont accompli des tâches aussi importantes que la rédaction de nouvelles constitutions et de nouveaux codes légaux pour les gouvernements africains ou la formation des institutions africaines en vue d'en faire des canaux pour la pénétration américaine. Ils continuent en même temps à conseiller le gouvernement américain sur la politique africaine et à aider les compagnies américaines quand c'est nécessaire. Et, tout au long de ces activités, ils revendiquent la neutralité de leur travail et proclament à qui veut l'entendre que leurs recherches sont désintéressées.

La liste qui suit mentionne les principales universités américaines proposant un programme d'études africaines et fournit des informations sur :

1. leur financement par le gouvernement et les fondations ;
2. leurs programmes réguliers et spéciaux ;
3. leur personnel ;
4. leurs origines historiques.

Tous les centres ne sont pas mentionnés, pas plus que toutes les sources de financement, tous les programmes et les gens. Cette liste vise plutôt à donner un large éventail d'informations qui indique, sinon les détails, du moins l'allure générale des centres d'études sur l'Afrique et des programmes dans les universités américaines ¹³⁷. [...]

[181]

NORTHWESTERN UNIVERSITY

Programme d'études africaines

Financement

Ford	2 millions de dol. depuis 1961
A.I.D.	35 000 dol. en 1969
U.S. Army	117 000 dol. en 1965
N.D.E.A.	Langage and Area Etudy Center

Programme

Programme vaste et prestigieux traitant de toute l'Afrique. A l'occasion, des membres du département d'État y sont formés ; ils y dirigent parfois des séminaires sur « leurs » pays. En contact étroit avec de nombreuses universités africaines : l'université Haïlé Sélassié I (échange de professeurs), l'université d'Ibadan (échange de professeurs, d'étudiants), l'université de Khartoum (échange d'étudiants) et l'institut d'études africaines de l'université du Ghana.

LA FAMILLE ETENDUE N'EST PAS UN MATRIARCAT

Nombre total de professeurs d'études africaines	560
Nombre de femmes	50
Nombres d'hommes	510

¹³⁷ Nous ne donnons ici qu'un exemple, celui d'un des centres les plus prestigieux. La brochure originale donne des détails du même genre sur vingt-deux grands centres (p. 39-50). [N.d.T.]

Un coup d'œil sur les centres :

Université de Boston	15 hommes, 3 femmes
U.C.L.A.	36 hommes, 3 femmes
Columbia	19 hommes, 1 femme
Harvard	19 hommes, 6 femmes
Northwestern	23 hommes, 5 femmes
Wisconsin	24 hommes, 2 femmes

La reine de l'Afrique

Quand Gwen Carter descend de l'avion au Caire, elle est reçue par un comité d'accueil. Pourquoi ? Parce que c'est une souveraine ; c'est la reine des études africaines et ses voyages annuels sont des visites rituelles aux colonies. Elle vient, déployant sa bonne volonté, et repart, répandant ses informations.

Gwen Carter est le type de l'africaniste qui a réussi. Elle dirige le plus vieux centre d'études africaines des États-Unis (à la Northwestern University). Elle détient sept diplômes honorifiques, est l'auteur de vingt-quatre publications, et est spécialiste des mouvements « nationalistes » sud-africains. Elle a fait partie de quatorze sociétés professionnelles, elle est conseillère du Bureau africain du département d'État, et fait partie du conseil des administrateurs de l'African American Institute. Elle fut à l'origine du contrat de 117 000 dollars accordé en 1965 par l'armée à l'Africa Research Committee qui a opéré en dehors de Northwestern. Ses liens avec le Bureau des recherches sur [182] l'étranger du département d'État sont étroits : Ray Plating, qui en fait partie, reçoit régulièrement tous les documents de Carter.

Mais le succès de Gwen ne réside pas tant dans la qualité de son œuvre universitaire que dans la quantité d'informations qu'elle réunit grâce à son large réseau de contacts. Son pouvoir vient de sa capacité de collecter des renseignements : des renseignements qui sont du plus haut intérêt pour ses garants : le département d'État, la fondation Ford et l'A.I.D.

Donc, quand Gwen part en Afrique, elle part avec une mission. Elle interviewe les principaux leaders politiques et les personnalités des mouvements de libération. En 1966, elle fit un compte rendu au département d'État sur l'éclatement du P.A.C., la formation des cadres

du Frelimo et les défaites dans les combats de guérilla. Elle alla jusqu'à interroger le président Nyerere de Tanzanie, lui posant des questions sur le Sud-Ouest africain, sur Eduardo Mondlane, le Z.A.P.U. et le Z.A.N.U. (auxquelles Nyerere répondit avec le vague qui s'imposait). Sa mission de 1970 comprenait la collecte d'informations sur le massacre des étudiants à Addis Abeba, le Conseil révolutionnaire de Somalie et les mouvements de libération — grâce à ses contacts au Caire. Quand Gwen ne peut pas faire le déplacement elle-même, elle envoie ses étudiants. Pendant qu'elle enseignait à Smith Collège de 1943 à 1964, elle utilisait tout simplement les étudiants comme collecteurs d'informations sur les recherches prioritaires à ce moment-là. A Northwestern, ses techniques étaient plus subtiles. Là, elle se sert de son autorité pour suggérer des sujets dans les comités d'études. Bien entendu, ses étudiants ne voyagent pas dans le grand style qui est celui de Gwen ; ils ne résident pas dans des hôtels à 40 dollars la nuit à Accra ; ils n'ont pas de chauffeurs fournis par la fondation Ford. Mais leurs études en profondeur ont une fonction aussi utile que les informations superficielles ou anecdotiques réunies par la Reine elle-même.

Les étudiants se trouvent donc attachés aux projets de quelqu'un d'autre, de la même manière que Gwen elle-même est asservie aux priorités de ses financiers. L'ultime décision sur la validité d'un projet, d'une recherche ou d'un voyage vient en dernier recours de sa source de financement. Ainsi la reine Gwen ne règne-t-elle pas librement sur le territoire des études africaines. Au contraire, elle n'est reine que parce qu'elle prend de l'argent pour ses services.

[Voir Document II, p. 206 : Un problème de censure ;
Document III, p. 207 : La pieuvre omniprésente]

[183]

V. LES DÉPENDANCES INTERNATIONALES

Les dépendances internationales de la famille

Le réseau (ou la famille) des études américaines sur l'Afrique s'étend bien au-delà des frontières des États-Unis. Grâce à sa puissance financière et à la terrible efficacité de l'Université, l'influence et le contrôle de l'Amérique se sont répandus dans les instituts d'études africaines aussi bien en Europe qu'en Afrique. En Europe, l'infrastructure universitaire d'un impérialisme plus ancien céda la place à la prédominance des dollars américains. En Afrique, dans le même temps, des institutions universitaires entièrement neuves étaient fabriquées pour satisfaire les besoins et les demandes du nouvel ordre impérial, fondé sur l'Amérique. Pendant que le réseau des études africaines s'enracinait fermement aux États-Unis, il étendait simultanément les branches chargées de dollars de son arbre généalogique sur le sol de l'Europe et de l'Afrique.

La fonction de la branche internationale de la famille est tout simplement de collecter les informations que les recherches américaines ne peuvent obtenir et de faire des analyses renforcées par une expérience que ne possèdent pas les universitaires américains. En particulier, l'expérience acquise pendant des dizaines d'années de domination coloniale européenne fournit des idées et des aperçus utiles aux politiciens américains, à qui elle parvient par les voies universitaires. De plus, les spécialistes noirs de l'Afrique, familiarisés avec les coutumes et les traditions africaines, peuvent travailler et effectuer leurs recherches en Afrique plus confortablement et plus discrètement que leurs homologues, qui ont contre eux le fait d'être blancs, étrangers, et bourgeois. Ces canaux internationaux permettent ainsi d'être certain que le maximum d'informations sur l'Afrique est acheminé vers les États-Unis.

Mais le système international ne fonctionne que si la loyauté des pays étrangers est assurée. La dépendance économique des parents

européens et africains envers leur famille américaine permet d'assurer que cette loyauté nécessaire est d'abord obtenue et ensuite maintenue. Il est significatif que les sources de financement des dépendances internationales soient les mêmes que celles de la famille américaine. Grâce à ces modes de financement, un contrôle subtil mais suffisant permet de contrôler effectivement [184] la substance et la direction des recherches sur l'Afrique ; les dépendances internationales fournissent aux chefs de la famille leur loyauté, et non des déductions. [...]

Les parents africains

L'autre branche principale de la grande famille se trouve directement en Afrique. Dans les années qui suivirent 1960, les universités africaines ont été les bénéficiaires douteux de l'aide au développement des États-Unis, que ce soit grâce à l'A.I.D., ou aux grandes fondations, ou encore grâce aux deux à la fois. Au cours de ce processus, les universités africaines ont été façonnées à l'image de leurs homologues dans la famille américaine, et leur survie est devenue liée à l'aide financière des États-Unis.

Aux premiers jours de la stratégie de développement de l'A.I.D., des pays comme le Nigeria étaient considérés comme des « modèles » de ce que la croissance capitaliste pouvait accomplir. Parmi les bijoux exposés dans cette belle vitrine, on trouvait toujours les universités, dont le rôle stratégique était de former la nouvelle élite des classes moyennes dont dépendait la stratégie de pénétration américaine. Et qui pouvait créer des universités en Afrique mieux que ceux qui les avaient développées aux États-Unis ? Les grandes universités américaines reçurent ainsi de gros contrats d'aide de l'A.I.D. pour le « développement universitaire » en Afrique. Les grandes fondations jouèrent un rôle décisif dans la construction des institutions élitistes. Les universités du Nigeria reçurent en particulier de grosses sommes d'argent de Ford, tandis que l'Est africain était abandonné aux pionniers entreprenants de la Rockefeller Foundation. Une indication du montant et du contenu de ces contrats est donnée par la liste ci-dessous 138. [...]

138 On ne trouvera ici qu'une partie de cette liste. Cf. p. 60-66 de la brochure originale. [N.d.T.]

SUBVENTIONS DE L'A.I.D. ET DES FONDATIONS
ACCORDÉES AUX UNIVERSITÉS AFRICAINES

CONGO

Université de Lovanium

Ford 100 000 dol. en 1959 pour des « recherches sur les problèmes du développement congolais » ; à nouveau 100 000 dol. en 1962 pour le même programme.

[185]

Ford 110 000 dol. en 1962 pour le « financement de secours des salaires des enseignants ».

Ford 100 000 dol. en 1962 pour « les programmes de formation pré-universitaire » ; à nouveau 170 000 dol. en 1964 pour le même programme.

Rockefeller 20 000 dol. en 1968 puis 82 500 dol. en 1969 pour des séminaires sur les problèmes du développement.

Rockefeller 21 867 dol. en 1968 puis 6 924 dol. en 1969 pour des bourses

Ecole nationale de droit et d'administration

Ford 100 000 dol. en 1962 pour la construction de logements pour les étudiants.

Ford 265 000 dol. en 1962 pour un institut de formation en droit et en administration, suivis de 325 000 dol. en 1963, 387 500 dol. en 1964, 426 850 dol. en 1965 et 270 000 dol. en 1969 pour le même programme.

Ford 45 000 dol. en 1963 pour la « formation des fonctionnaires du Rwanda et du Burundi ».

Centre de recherches et d'information socio-politique

Ford 12 000 dol. en 1959 pour former « les leaders congolais » ; à nouveau 45 000 dol. en 1962, 50 000 dol. en 1963, et 40 000 dol. en 1964, pour le même programme.

NIGÉRIA

Université Ahmadu Bello

Ford 112 000 dol. en 1963 et 50 000 dol. en 1964 à l'Institut d'administration pour « une maison de conférences et le logement des universitaires de passage ».

Ford 155 000 dol. en 1967 et 129 900 dol. pour le Centre d'études islamiques (recherches sur l'économie rurale).

A.I.D. 3 245 000 dol. entre 1963 et 1970 pour un programme d'études vétérinaires établi par l'université d'agriculture du Kansas grâce à une subvention de l'A.I.D.

Ford 218 000 dol. en 1963 pour la formation des fonctionnaires du Nord du Niger.

Ford 30 000 dol. en 1963 pour une bibliothèque de droit.

Ford 250 000 dol. en 1968 pour les frais généraux du personnel d'enseignement et d'administration.

Rockefeller 17 000 dol. en 1969 pour les frais généraux du personnel d'enseignement et d'administration.

Université d'Ibadan

Ford 2 300 000 dol. en 1963 et 1 012 085 dol. en 1964 pour le fonctionnement général de l'université.

[186]

Ford 250 000 dol. en 1968 à l'Institut nigérien des recherches sociales et économiques (N.I.S.E.R.).

Ford 147 000 dol. en 1968-1969 et 221 000 dol. en 1966-1967 pour la formation et la recherche en sciences sociales.

Rockefeller 13 000 dol. en 1969 pour la formation et la recherche en sciences sociales.

Ford 310 000 dol. en 1962 et 400 000 dol. depuis 1966 pour le développement général de l'université et de la faculté.

Rockefeller 85 000 dol. en 1968 et 415 000 dol. en 1969 pour le développement général de l'université et de la faculté. La plus grande partie de l'argent de Rockefeller va à des programmes médicaux, vétérinaires et agricoles.

A.I.D. 776 640 dol. à l'école d'agriculture pour un contrat avec l'université du Wisconsin, en vue de développer la faculté.

Rockefeller 55 175 dol. en 1968 pour l'Institut d'études africaines.

Rockefeller 38 590 dol. en 1968 pour le laboratoire de langues.

Rockefeller 11 000 dol. en 1968 pour le centre de lecture.

Rockefeller 12 000 dol. en 1968 pour le Centre du programme de développement de l'université.

Rockefeller 185 000 dol. en 1968 et 213 500 dol. en 1969 pour les bourses de voyages et les inscriptions en faculté.

Collège technique d'Ibadan

A.I.D. 2 008 212 dol. entre 1960 et 1969 à la Western Michigan University pour établir un contrat destiné à former des professeurs pour une école supérieure.

Université d'Ife

Ford 150 000 dol. en 1963 pour l'Institut d'études africaines.

Ford 250 000 dol. en 1968 pour les augmentations de personnel.

A.I.D. 2 259 400 dol. entre 1964 et 1971 — contrat avec l'université du Wisconsin pour le développement général universitaire.

Ford 267 000 dol. en 1967 pour l'Institut d'administration.

Institut international d'agriculture tropicale

Ford 4 325 000 dol. jusqu'en 1968, avec un supplément à venir.

Rockefeller 400 000 dol. en 1969 pour la maison africaine de la Révolution verte.

Institut d'éducation internationale

Ford 120 000 dol. en 1968 pour payer les promoteurs des plans économiques du Nigeria. Subvention donnée par l'intermédiaire de l'I.I. E

Ecole normale de Kano

A.I.D. 3 320 167 dol. entre 1962 et 1970 — contrat avec l'université de Pittsburgh pour améliorer et étendre les programmes de formation d'enseignants.

Université de Lagos

A.I.D. 1 676 281 dol. entre 1963 et 1970 — contrat avec l'université de New York pour installer un personnel et un programme d'études de commerce pour l'Ecole d'administration commerciale.

Ford 80 000 dol. en 1962 et 14 500 dol. en 1963 pour l'Ecole d'administration commerciale.

Ford 250 000 dol. en 1967 et 284 000 dol. en 1968 pour l'établissement d'un Centre d'enseignement comparatif.

Ford 135 000 dol. en 1969 pour un programme de planning familial.

Ford 31 000 dol. en 1968 pour la recherche sur le rapatriement.

Ford 201 300 dol. en 1968 pour le développement du personnel.

Université du Nigeria à Enugu

Ford 200 000 dol. en 1963 pour l'Institut de développement économique.

Ford 400 000 dol. en 1963 pour la faculté d'enseignement.

Ford 497 000 dol. en 1965 pour les frais généraux des programmes universitaires.

Institut nigérian d'affaires internationales

Ford 173 000 dol. en 1964.

SÉNÉGAL

Université de Dakar

Ford 110 000 dol. entre 1961 et 1970 pour un échange d'enseignants et des recherches sur le droit africain.

Ford 125 000 entre 1964 et 1970 pour les recherches et l'enseignement de la linguistique.

Ford 140 000 dol. entre 1964 et 1970 pour la préparation de l'Atlas ouest-africain.

Ford 25 000 dol. en 1969 et 75 000 en 1963 pour le Conseil des langues de l'Ouest africain.

Ford 53 000 dol. entre 1961 et 1963 pour l'Institut d'études pédagogiques.

[188]

VI. LE NŒUD ORGANISATIONNEL

Le Conseil sur les relations avec l'étranger

Les découvertes, les opinions, les avis des africanistes américains sont transmis à la classe dirigeante par un certain nombre de canaux. Un des lieux de rencontre les plus importants pour de tels échanges est constitué par les groupes de discussions strictement confidentiels cautionnés par le Conseil sur les relations avec l'étranger, une organisation prestigieuse contrôlée par les grandes compagnies américaines. Elle étudie les problèmes de politique étrangère et fait des propositions très influentes pouvant être mises en œuvre par le gouvernement. Sa composition, limitée à 1 400 hauts fonctionnaires, banquiers, présidents de trusts et « experts » triés sur le volet, se lit comme un Bottin des milieux influents de la classe dirigeante américaine. [...]

Les africanistes américains dont les noms suivent ont accepté des invitations à fréquenter ou à animer des groupes de discussion sur l'Afrique pour ce noyau du pouvoir américain : L. Gray Cowan, James Duffy, Helen Kitchen, William H. Lewis, Vernon McKay, Edward Munger, Ruth Schachter Morgenthau, Arnold Rivkin, Immanuel

Wallerstein et John Marcum. Quelques livres sont sortis de ces séances ; ils donnent des aperçus de la pensée officielle ¹³⁹. [...]

L'Institut d'éducation internationale

L'Institut d'éducation internationale (I.I.E.) a célébré son cinquantième anniversaire en 1969. Des millions de dollars ont été dépensés en programmes d'échanges éducatifs qui couvrent toutes les parties du globe. L'I.I.E. est le prototype de l'impérialisme culturel américain, qui exalte les échanges d'étudiants parce que ses administrateurs, liés aux grandes compagnies et financés par les fondations, reconnaissent la nature politique de l'éducation.

L'I.I.E. coordonne tout un appareil de programmes d'échanges. Certains sont des programmes généraux d'enseignement secondaire ou supérieur, mais beaucoup permettent aux Africains [189] de venir aux États-Unis étudier la gestion des affaires ou de suivre des cours accélérés de management. Un de ces programmes spéciaux vers lesquels l'I.I.E. dirige les Africains est le programme de formation au management pour le développement industriel de l'Afrique de Arthur D. Little. L'I.I.E. devient de plus en plus sélectif quant au type d'Africains à envoyer aux États-Unis. Les fonctionnaires pilotés par les compagnies de l'I.I.E. veulent être assurés que les Africains sont un bon investissement et qu'ils protégeront les affaires américaines à leur retour. On peut en trouver un indice dans le fait que l'I.I.E. fait venir aux États-Unis beaucoup plus de Sud-Africains blancs que de noirs. Seuls un ou deux Africains noirs de ce pays sont retenus chaque année, car ce sont les blancs qui dirigent le pays et ce sont les blancs que l'I.I.E. veut contacter.

L'I.I.E. ne forme pas seulement les Africains à faire partie du monde capitaliste ; elle rend aussi service aux compagnies qui la soutiennent. Dans un pamphlet de propagande, *Service for the International Corporation*, l'I.I.E. explique son utilité à l'élite des compagnies : « Au cours des dix dernières années, les compagnies américaines ont accru

¹³⁹ Cf. par exemple W. NIELSON, *African Battleline*, Harper and Row, 1965 ; W. HANCE, *African Economic Development*, Praeger, 1967 ; W. NIELSON, *The Great Powers and Africa*, Praeger, 1969.

leurs investissements directs à l'étranger de 60% — jusqu'à atteindre 40 milliards à la fin de 1963. Elles reconnaissent, à l'étranger aussi bien qu'en Amérique, que l'éducation est le meilleur moyen de stimuler la recherche du pouvoir, d'encourager la stabilité politique, et surtout de créer un réservoir de main-d'œuvre qualifiée qui peut être nécessaire pour les opérations outre-mer. Cependant, une compagnie américaine doit affronter des décisions et des choix difficiles en se lançant dans des entreprises d'éducation internationale saines et profitables. Des cultures qui lui sont peu familières, des situations complexes, un personnel non qualifié, et la plupart du temps des ressources pédagogiques et techniques très limitées posent de sérieux problèmes à l'installation à l'étranger. Pour résoudre de tels problèmes, beaucoup de compagnies ont bénéficié des conseils et de la longue expérience de l'Institut. » Un des rôles les plus importants de l'I.I.E. est de fournir des renseignements sur le personnel aux compagnies travaillant à l'étranger. Comme le fait remarquer l'I.I.E. : « À peu d'exceptions près, les compagnies américaines travaillant à l'étranger trouvent nécessaire ou souhaitable d'employer des nationaux ayant une formation universitaire américaine. »

Chaque année, l'I.I.E. entreprend et publie un recensement des chercheurs et des étrangers enseignant, étudiant ou effectuant des recherches dans les universités américaines. Il fait une étude [190] semblable sur les étudiants et les chercheurs américains travaillant à l'étranger. Cette enquête mentionne le sujet d'études, le pays d'origine et la source de financement. Ces informations, qui sont maintenant transmises à un ordinateur, pour être accessibles plus vite et à meilleur marché, servent de base au fichier. Pourquoi les compagnies internationales ont-elles besoin de ces renseignements sur le personnel ? L'I.I.E. répond pour nous à cette question. Son fichier, explique-t-il, permet aux compagnies d'identifier et de situer des employés éventuels pour 1. leurs opérations d'outre-mer déjà en cours ; 2. le développement de ces opérations ; 3. l'établissement de nouvelles opérations dans des pays étrangers. Le fichier couvre 120 pays et 150 spécialisations. Les renseignements sont fournis en fonction des besoins d'une compagnie et leur coût est d'environ un dollar par nom. Les raisons de faire étudier des étudiants étrangers dans des universités américaines sont expliquées dans un article du magazine *Think* d'I.B.M. Cet article dit par exemple : « Les étudiants étrangers seront en

définitive utiles aux affaires américaines. L'homme qui veut lancer une égreneuse à coton au Congo verra sa tâche simplifiée s'il a un copain d'université congolais, d'autant plus que le Congolais sera probablement un haut fonctionnaire. De plus, les compagnies américaines, dirigeant petit à petit leurs opérations dans les pays étrangers vers les gens qui y vivent, auront besoin de personnel qualifié. »

VII. LES GRANDES ENTREPRISES

Le système des compagnies ne fonctionne pas tout seul. Il lui faut des hommes pour diriger ses opérations et des exécutants pour mener à bien ses plans. Pour maintenir le système à flot, les planificateurs ont besoin de renseignements : des données concernant la structure des marchés ; des données concernant les techniques nécessaires à l'extraction des richesses naturelles ; enfin des données concernant la façon de manipuler les milieux politiques locaux dans le sens de leurs intérêts financiers.

En Afrique, la compagnie internationale est confrontée à un problème difficile, mais rarement insurmontable : des sentiments nationalistes développés qui limitent les possibilités qu'a une compagnie de régner à la manière coloniale ; un faible niveau d'éducation qui limite le nombre des dirigeants africains disponibles ; enfin un sous-développement économique qui ne permet pas à beaucoup d'Africains d'acheter les produits que les compagnies [191] aimeraient leur vendre. Sur chacun de ces fronts, les compagnies utilisent de plus en plus les ressources universitaires et les techniques des sciences sociales pour faciliter une pénétration en profondeur du marché et de l'économie africains.

Une grande partie de ce travail est faite grâce à des thèses d'université et des subventions pour des recherches spécialisées. Par exemple, Tore Rose, un étudiant travaillant sous la direction de George Cabot Lodge à l'Ecole de commerce de Harvard, a réuni un dossier pour l'American Management Association sur *Les Problèmes de l'africanisation*, qui lui permit d'obtenir son diplôme d'études supérieures. Il décrit dans leurs grandes lignes les arguments de base

en faveur de l'africanisation — des prix plus bas et une protection accrue contre l'éventualité de nationalisations. Il est évident que dans l'univers des compagnies l'« africanisation » n'a rien à voir avec le pouvoir : celui-ci demeure encore dans les salles des conseils d'administration des compagnies mères. [...]

Une grande partie de cette formation est faite dans des centres d'études africaines ou internationales, et les programmes plus spécialisés sont intégrés dans les prestigieuses écoles américaines de commerce et de droit. Le nombre des étudiants du tiers monde dans ces écoles augmente régulièrement. Des programmes spéciaux de management, de développement industriel, de marketing international et d'études du droit des investissements ont été organisés sur de nombreux campus universitaires ou dans des complexes industriels. De même des programmes de commerce et d'administration publique ont été mis en place dans de nombreuses universités africaines. Des écoles de commerce, calquées sur celles des États-Unis, ont été créées de toutes pièces en Afrique, telles que l'École de commerce de l'université de Lagos, financée par Ford et alimentée en personnel par les Nations Unies.

Quelques spécialistes des sciences sociales rassemblent des informations pour aider les compagnies à prendre leurs décisions...

VIII. LE RACISME

Réflexions sur Montréal

Une ère nouvelle a commencé pour les études africaines en octobre 1969 à Montréal. L'African Studies Association, fondée [192] par la famille étendue en 1958 pour renforcer ses liens de parenté, fut informée que son petit manège était terminé. Des années de mécontentement contenu et de frustrations éclatèrent sous la forme d'une révolte ouverte lors du 12^e Congrès annuel de l'A.S.A., s'opposant ainsi radicalement à l'oligarchie sénile qui, depuis le début, avait dominé l'organisation et ses affaires.

Ceux qui avaient le plus à se plaindre — les Africains et les Afro-Américains — donnèrent le ton en perturbant la routine habituellement calme et stérile de la conférence. Ils furent suivis avec plus ou moins de conviction et d'engagement par des blancs qui avaient eux aussi des griefs contre les institutions des études africaines. Certains de ces blancs étaient des jeunes professeurs qui se servirent de ces incidents dans le seul but de se frayer un chemin pour pénétrer dans le réseau de l'élite qui dirigeait l'A.S.A. D'autres étaient des étudiants diplômés qui en avaient assez de leur servilité impuissante vis-à-vis des mandarins. Ils saisirent l'occasion pour laisser éclater leur colère. D'autres enfin étaient profondément troublés par le racisme et l'impérialisme inhérents à leur profession.

La dynamique de la conférence fit écho aux conflits existant dans le monde universitaire — la libre inscription, les études noires, le libre accès aux « rapports », la complicité de l'université avec les complexes militaro-industriels et la démocratisation des structures autoritaires. On aurait pu s'attendre lors des affrontements de Montréal, à une réponse plus élaborée, de la part de gens qui consacrent leur vie à l'étude du monde africain. Mais il ne devait pas en être ainsi. Rien ne confirma davantage les accusations portées par l'African Caucus que l'attitude de la famille étendue et de ses partisans dans leur défense acharnée du statu quo.

Un nombre considérable d'africanistes blancs firent preuve de mentalité coloniale dans ces instants où la passion peut si bien dévoiler la vraie nature d'un comportement. Par la suite, certains voulurent même faire imprimer de telles idées. Dans des lettres publiées dans le *Newsletter* de l'A.S.A., les contestataires noirs furent traités de « fascistes », de « nervis nazis » inspirés par les méthodes de Ian Smith et B.J. Vorster (chefs d'État de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud fascistes), et de voyous « dont la cause était obscène, irrationnelle et constituait une adhésion franche à l'Apartheid ».

Comment un spécialiste de l'expérience européenne/africaine peut-il comparer la lutte de gens opprimés par le racisme avec un régime fasciste ? Du moins est-il instructif de savoir que [193] certains spécialistes des sciences sociales peuvent établir de semblables analogies sans tenir compte de ces questions essentielles : qui a le pouvoir, comment l'a-t-il obtenu et dans quel but l'utilise-t-il ? Il n'y a pas de place pour ce genre de raisonnement dans les études africaines.

De tels « africanistes » devraient se reconverter — peut-être dans la rédaction des discours de M. Agnew.

La réponse la plus sérieuse de la famille étendue et de ses partisans aux revendications de l'African Caucus à Montréal prit la forme d'une lettre rédigée par les éminents africanistes Rupert Emerson, Martin Kilson, Joseph S. Nye et Robert Rotberg. (Les revendications et cette lettre sont reproduites intégralement dans cette brochure ¹⁴⁰.) Ce document prit une signification politique particulière, car le secrétaire exécutif de l'A.S.A. le fit circuler, recueillant ainsi les signatures d'environ 200 membres de l'Association.

Il n'est pas étonnant que pour les milieux libéraux blancs la valeur exemplaire de cette lettre vienne de ce qu'elle porte la signature d'un savant noir, Martin Kilson, professeur à Harvard. Les menaces contenues dans les revendications de l'African Caucus semblent avoir obsédé Kilson au point de le rendre paranoïaque, et, de même que ses homologues dans les institutions coloniales, il défend le statu quo avec plus de fanatisme que le patron blanc lui-même.

Cette lettre remet en question la légitimité des activités du Black Caucus (sont-ils des membres de l'A.S.A. ; dans quelle mesure représentent-ils les peuples africains à la conférence ? etc.) plutôt que leur intérêt pour les problèmes concernant les peuples africains. Les détails de procédure deviennent une obsession tandis que les problèmes soulevés par le Black Caucus sont négligés.

Les points essentiels de cette lettre sont les suivants :

1. l'A.S.A. n'a jamais fait de discrimination raciale ;
2. le Black Caucus a manifesté du « mépris à l'égard des procédures démocratiques bien établies » ;
3. le Black Caucus n'a pas tenu compte « du principe "un homme, une voix" sur lequel on insiste tant dans le sud de l'Afrique ».

L'affirmation essentielle du premier point est que le racisme se montre à découvert et qu'il se manifeste dans la conscience [194]

¹⁴⁰ Cf. ci-dessous, p. 208.

individuelle Mais tous ces gens qui étudient le monde africain négligent totalement le problème du racisme institutionnel pour comprendre les accusations de néo-colonialisme portées par les Africains et celle des Afro-Américains qui subissent un asservissement colonial à l'intérieur de leur propre pays.

*Le racisme individuel
dans les études africaines*

Les croyances franchement racistes circulant dans la population blanche américaine ont diminué au cours des dernières décennies. Les savants blancs ne se réfèrent plus sérieusement au mythe chamitique pour expliquer les réussites africaines. De même les magnifiques objets en bronze de Bénin ne sont plus attribués aujourd'hui aux Portugais sous prétexte que les Africains ne sont pas capables de tels chefs-d'œuvre. L'idée que les noirs devraient être reconnaissants de ce relâchement apparent nous rappelle les mots de Malcolm X : « Pendant quatre cents ans le blanc a laissé son couteau enfoncé de toute sa lame dans le dos du noir — et maintenant le blanc commence à secouer son couteau pour le retirer, peut-être de quelques centimètres ! Et le noir devrait être reconnaissant ? Et pourquoi ? Même si le blanc retirait complètement son couteau, il laisserait encore une cicatrice ! »

Les comportements racistes, cependant, sont plus difficiles à combattre que les croyances racistes, et changent plus lentement qu'on ne croit. Les nouvelles croyances savent s'adapter aux vieilles attitudes — loi et ordre... tribalité... dépourvus de culture... sous-développés. Le paternalisme plus subtil des libéraux blancs éclipse la haine du Klan envers les nègres, mais tous deux s'appuient sur des comportements de suprématie blanche. L'ethnocentrisme, qui est universel, et le racisme, qui est déterminé historiquement, s'enchevêtrent irrémédiablement dans l'Amérique blanche contemporaine.

Les processus de socialisation inculquent durant les années de formation de chaque blanc américain, y compris de ceux qui veulent devenir africanistes, des attitudes de suprématie blanche. Ces idées sont

transmises par les écoles, les livres, les parents, la télévision, le cinéma et le folklore populaire.

Il se peut bien, comme le soutiennent de nombreux noirs, qu'il soit impossible pour les blancs de se débarrasser complètement de ces premières influences. De toute façon, les blancs qui ont gagné le droit d'être appelés africanistes ne sont pas [195] prédestinés à échapper à ces stigmates. Nous avons pu constater que, dans une société qui perpétue à la fois des attitudes et des institutions racistes, les blancs ne peuvent venir à bout de leurs attitudes de suprématie blanche qu'après un dur et long combat avec eux-mêmes. Et nous pensons que trop d'africanistes blancs n'ont pas engagé un tel combat, ou se sont contentés de se débarrasser seulement de leur vernis raciste au lieu de creuser jusqu'au cœur du problème.

*Le racisme institutionnel
dans les études africaines*

Le racisme à l'intérieur de l'A.S.A. ne peut être réellement compris en dehors du contexte historique dans lequel les études américaines sur l'Afrique se sont développées.

Au tout début du XIX^e siècle les pionniers des études africaines dans ce pays furent des Afro-Américains. L'élite intellectuelle noire d'avant la Guerre civile porta à ses origines africaines un vif intérêt, intérêt accru par les défenseurs de l'émigration et par les expéditions. Les ouvrages d'hommes tels que J. W. C. Pennington, Martin Delany et David Walker sur l'Afrique étaient entrepris à cette époque-là sans titres ou (souvent) sans formation universitaires. Et ils n'étaient pas non plus financés par les subventions d'une grande fondation. Les sources concernant l'Afrique étaient limitées en tout et pour tout aux écrits de la Bible, à quelques récits de voyages et à du folklore communautaire. Néanmoins, ces hommes et leurs ouvrages devaient marquer le véritable début des études africaines en Amérique. La tendance à accorder ce mérite à l'explosion des programmes d'études africaines financés par les fondations vers les années 1950, ou au travail à peine plus ancien de blancs tels que Melville Herskovits, est un mensonge raciste flagrant. Plus tard, au cours du XIX^e siècle, les contacts afro-

américains avec l'Ouest africain se développèrent considérablement, écartant le centre d'intérêt des ouvrages sur la culture et l'histoire africaines loin de la région de la vallée du Nil, le tournant davantage vers l'ouest et le centre de l'Afrique. L'homme le plus actif dans ce nouveau développement fut un savant ouest-indien, M. E. W. Blyden, qui passa des dizaines d'années aux États-Unis et en Afrique à encourager les études africaines. Ses homologues afro-américains les plus éminents étaient Bishop Henry Turner et Alexander Crummell. Mais beaucoup d'autres noirs américains moins connus participèrent au développement de la documentation sur l'Afrique : George Washington Williams, William [196] Wells Brown, Benjamin Tucker Tanner, J. W. E. Bowen, W. K. Roberts, T. S. Stewart et, de nouveau, Martin Delany.

Il y avait déjà au commencement du XX^e siècle une tradition bien établie d'auteurs et d'ouvrages sur l'Afrique parmi les noirs américains. Des érudits tels que W. E. B. Du Bois, Carter G. Woodson, Rayford Logan et William Léo Hansberry travaillèrent sur ces bases. Quelques-uns de leurs collègues d'avant les années 1950, encore plus délaissés et négligés, furent : J. A. Rogers, J. E. Moorland, Arthur A. Schomburg, Monroe Work, W. A. Hunton, Alain Locke, Marguerite Cartwright et George W. Brown.

Ceux-ci furent les noirs dont l'intérêt intellectuel pour l'Afrique subsista, mais combien d'autres ont cédé au découragement à cause d'insultes racistes pendant les cent cinquante années qui ont précédé la création de l'A.S.A. ? Combien de jeunes intellectuels noirs se sont définitivement détournés de l'Afrique parce qu'ils avaient eux aussi eu l'esprit contaminé par les fantasmes du style Tarzan de la société dominante blanche ? Combien d'africanistes en puissance ont été victimes d'un génocide pédagogique par suite de l'oppression raciale ¹⁴¹ ?

Personne ne peut fournir la réponse statistique à ces questions, mais personne non plus ne peut nier l'effet d'accumulation produit par de tels

¹⁴¹ On trouvera des renseignements sur la plupart de ces penseurs noirs dans les ouvrages suivants : M. J. BUTCHER, *The Negro in American Culture*, Mentor Books, 1957 ; J. H. FRANKLIN, *From Slavery to Freedom — A History of Negro Americans*, A. A. Knopf, 1967 ; A. MEIER, *Negro Thought in America, 1880-1915*, The University of Michigan Press, 1963.

facteurs historiques sur la composition raciale des études africaines dans l'Amérique d'aujourd'hui.

Il y eut aussi quelques blancs dont l'intérêt universitaire pour l'Afrique précéda la « découverte » de l'Afrique dans les années 1950 par la structure du pouvoir blanc et la promotion des études africaines qui s'ensuivit. Gwendolyn Carter, Melville Herskovits, Vernon McKay et William O. Brown font partie des rares blancs qui entreprirent l'étude de l'Afrique vers 1930 ou 1940.

Ces noms n'ont pas besoin d'être présentés à quiconque s'occupe d'études africaines. Pris ensemble, ces noms résument la famille étendue.

Ensemble ils ont participé au contrôle de la répartition de millions de dollars, en tant que directeurs de centres d'études africaines ou d'autres postes du pouvoir. Tous sont ou ont été [197] rattachés au département d'État et à d'autres organismes dépendant du gouvernement ou des fondations de la bourgeoisie américaine.

Comparez-les avec les africanistes noirs cités plus haut, qui sont à peu près de la même génération. La majorité des gens s'occupant d'études africaines n'ont jamais entendu parler que de quelques-uns d'entre eux. Du Bois mourut au Ghana dans un exil volontaire plein d'amertume, et ses œuvres attendent toujours d'être appréciées à leur juste valeur. Il eut constamment des difficultés à obtenir une subvention pour ses vastes études sur les peuples africains jusqu'à ce que Kwame N'Krumah ne lui vienne en aide. J. A. Rogers dut imprimer ses livres dans une cave avec une presse à main.

Il y a aussi le cas de William Leo Hansberry. A Harvard on lui interdit de faire sa thèse de doctorat sur l'histoire africaine, car il n'y avait personne pour la lire. A partir de 1921, il enseigna l'histoire à Howard, où il fut attaqué pendant des années par d'autres professeurs sur ce qu'ils considéraient comme des doctrines fausses et fallacieuses (par exemple l'affirmation que l'Afrique avait une histoire). On lui accorda son emploi fixe à Howard seulement après qu'il y ait lutté 25 années durant. Enfin, quand Ford s'y installa pour créer un centre d'études africaines en 1959, Hansberry se vit retirer son poste. Peu avant la fin de sa vie (il mourut en 1965), il réussit à obtenir un contrat d'édition grâce à l'intervention en sa faveur des Africains Kwame

N'Krumah, Kenneth Dike, Azikiwe, et de l'africaniste anglais Thomas Hodgkin.

Quand les contremaîtres de l'industrie des études africaines commencèrent à distribuer des titres et de l'argent dans les années 1950, les africanistes blancs monopolisèrent les récompenses. Les gens qui obtinrent les postes clefs dans le réseau des études africaines avaient les références « adéquates » : des doctorats, des publications « savantes », des relations dans l'élite universitaire, des amis dans les cercles des fondations, du gouvernement, et, bien sûr, la peau blanche. Les contremaîtres avaient besoin de connaissances sur l'Afrique pour les manipuler ; ils favorisèrent donc ceux qui avaient des liens avec le département d'État ou l'O.S.S., ou ceux dont la véritable spécialité était l'expansion européenne. Les africanistes noirs, à cause de leurs attaches historiques avec l'Afrique, étaient intéressés par une connaissance qui puisse juger des choses. Pouvait-on leur faire confiance pour servir « l'intérêt national » ? On fabriqua ou on promut des savants blancs, nouveaux venus [198] pour la plupart, tandis qu'on laissa de côté et négligea les savants noirs et leurs ouvrages, y compris un grand nombre d'entre eux qui étudiaient depuis longtemps déjà les problèmes africains. C'était l'Homme invisible. Même dans certaines universités noires.

C'est dans ce contexte historique raciste que l'A.S.A. fut créée en 1958. Ce sont ces éléments qui déterminèrent à l'avance que l'A.S.A. serait une organisation de savants blancs. Et aussi longtemps que l'A.S.A. ne s'efforcera pas de modifier consciemment les effets de ces éléments sur son organisation, elle continuera à fonctionner d'une manière institutionnellement raciste. Dans cette société, toute institution qui accepte le statu quo comme normal est raciste, car le racisme est normatif à la base.

La revendication de la parité dans l'A.S.A. formulée par l'African Caucus était une méthode — minimale en l'occurrence — pour remettre en question ce racisme institutionnel. La lettre signée par tant d'africanistes blancs répondait à cette demande par des appels daltoniens au « un homme, une voix » de 1969, passant sous silence les privilèges accordés à la peau blanche dans le passé. Ceux qui signèrent cette lettre refusèrent d'établir un rapport entre l'oppression raciale et la domination blanche dans les études africaines. La lettre ne nia pas que

l'A.S.A. fût institutionnellement raciste, car à l'origine elle ne reconnut même pas ce concept.

La libération des études africaines

La crise actuelle des études africaines fut révélée de manière dramatique à Montréal par la révolte des Africains et des Afro-Américains, et de certains libéraux et radicaux blancs. L'African Studies Association devint l'objet essentiel de l'hostilité et de la colère. Mais si la réforme de l'A.S.A. est le pivot du changement, on doit alors évaluer le pouvoir qu'a eu cette organisation de modeler les études africaines en Amérique jusqu'à aujourd'hui.

John Henrik Clarke, président de l'African Heritage Studies Association, a donné une définition sommaire de l'A.S.A. en ces termes : « L'African Studies Association n'est pas seulement une association professionnelle. Ses dirigeants exercent d'autres fonctions qui, d'une manière directe ou indirecte, influencent la vie et les moyens de subsistance des savants et des étudiants africains et afro-américains. Son congrès annuel, qui rassemble des fonctionnaires du gouvernement, des journalistes, des éditeurs, des représentants de fondations, des hommes d'affaires, des savants, des étudiants et des membres d'organisations volontaires, [199] sert de point de rencontre et de marché où les emplois, les subventions pour les recherches, les idées et les renseignements sont discutés et échangés. Ses membres sont des savants dont les recherches non seulement déterminent ou influencent à son plus haut point l'image de l'Afrique en Amérique, mais définissent également l'allure et la portée d'une grande partie de la littérature disponible concernant l'Afrique. Les recherches effectuées par ses membres ont fourni des éléments de base à la politique étrangère des États-Unis vis-à-vis de l'Afrique. »

Comme le déclare Clarke, les membres de l'A.S.A. ont beaucoup d'influence sur le sort de l'Afrique en Amérique. Ceci est particulièrement vrai des membres qui ont dirigé le comité exécutif et divers comités de l'organisation. Cependant, le pouvoir de ses membres et surtout de son élite, est différent du pouvoir de l'organisation elle-même.

En fait, l'A.S.A. ne semble avoir que peu de pouvoir réel pour façonner les études africaines en Amérique. Elle ne contrôle aucune des immenses ressources qui soutiennent financièrement l'étude de l'Afrique en Amérique. Puisque l'A.S.A. ne contrôle pas l'argent, il est difficile d'imaginer comment le comité de l'A.S.A. « contrôle les connaissances, les études, les recherches sur la vie africaine » comme le prétendent les déclarations de l'A.H.S.A. à Montréal.

Modifier l'A.S.A. (par une représentation paritaire, une démocratisation, etc.) ne va sans doute pas lever les accusations formulées contre l'état actuel des études africaines. Bien que la conférence de Montréal ait été le lieu idéal pour exprimer ce mécontentement, cette protestation était surtout symbolique. L'A.S.A. n'est pas le système des études africaines, mais seulement un rouage de ce système, un rouage remplissant certaines fonctions de coordination.

Les études africaines, tout comme les autres réseaux d'études mis sur pied depuis la Seconde Guerre mondiale pour l'Amérique latine, l'Asie, le Moyen-Orient, l'U.R.S.S. et l'Europe, furent conçues par le complexe compagnies/fondations/gouvernement pour contribuer à l'expansion américaine à l'étranger. En Amérique, l'héritage du racisme rend simplement plus profondes et plus apparentes les contradictions inhérentes aux études africaines.

[Voir Document IV, p. 208 :
Déclaration de l' African Caucus à Montréal ;
Document V, p. 209 :
Lettre-Motion des conservateurs de l'A.S.A.]

[200]

Prenez conscience de l'alternative

Les bases sur lesquelles furent bâties les études africaines dans les années 1950 sont en train de se lézarder. Les larbins — érudits, professeurs et administrateurs — qui préparaient le travail pour ceux qui veulent « désinfecter l'Afrique des microbes révolutionnaires » ne

sont même plus en sécurité dans leur salle de classe. Ce qui semblait être un emploi de tout repos il y a quelques années devient rapidement une zone de tremblements de terre pour ceux qui n'éprouvent pas le besoin ou le désir de chercher une alternative.

Parmi tous ceux qui s'occupent d'études africaines, il y a beaucoup de gens honnêtes qui trouvent répugnant leur rôle de direction et la façon dont ils sont eux-mêmes exploités. Mais pendant trop longtemps ils ont recherché des solutions personnelles à ce qui est essentiellement un problème social. Ils ont vécu comme des autruches, la tête enfoncée dans l'acceptation des institutions qui gouvernent leur « profession ».

S'ils ont agi ainsi, c'est surtout parce qu'il ne semblait pas y avoir d'alternative. Pourquoi n'y avait-il pas d'alternative ? Parce qu'on n'en avait créé aucune. Maintenant la révolte de leurs sujets — aussi bien les étudiants africanistes que les Africains eux-mêmes — leur a permis, ou plutôt les a contraints à prendre conscience de l'alternative. Cette alternative est un changement des institutions, ce qui implique aussi un changement personnel. Vous êtes l'alternative. Du moins êtes-vous une partie de celle-ci. Le reste, c'est la volonté collective et la force sociale. Tant qu'il n'y aura pas de transformations révolutionnaires à l'échelle de la société, le système actuel de production universitaire ne changera sans doute pas de manière sensible. Et jusque-là il serait insensé de s'attendre à ce que des centres universitaires et des instituts entiers puissent se consacrer à des recherches sur les victimes du racisme et de l'impérialisme. Nous conseillons à ceux qui ont des espoirs de transformations à un tel niveau de se renseigner par exemple sur la manière dont la fondation Ford et ses fanatiques administrateurs universitaires ont écrasé l'Institut des études hispano-américaines et luso-brésiliennes qui tentait de conserver son intégrité indépendamment du pouvoir en place.

Cependant il semble possible d'agir individuellement à l'intérieur des structures établies. Cette possibilité apparaît surtout [201] offerte aux noirs, qui sont à même de tirer un profit considérable de la culpabilité des libéraux blancs. Attaquée politiquement à la base, la famille étendue doit raffermir sa prétendue légitimité, si elle veut vraiment survivre. Les centres d'études africaines doivent donc faire face à ces pressions en accueillant davantage d'étudiants et de professeurs noirs ou radicaux blancs, bien que ces gestes doivent être considérés comme le symbole de ce qu'ils représentent plutôt que

comme la liberté universitaire qu'ils professent. Même ainsi, ces tendances futures devraient contrebalancer la crise existant dans la subvention des études et la vulnérabilité accrue des universités face au virage à droite de la politique américaine.

Pour ceux qui restent vraiment à l'intérieur des structures universitaires, nous suggérons plusieurs voies d'études qui pourraient être suivies :

1. Parvenir à neutraliser les savants qui font du sale travail ; les empêcher de mener à bien leurs tâches. S'il vous est impossible de risquer votre place, fournissez au moins des renseignements à des gens plus libres et désireux d'agir. L'éventail des tactiques et des cibles augmente presque quotidiennement.
2. Refusez de coopérer à toute espèce de coordination, de contrainte et de surveillance par le gouvernement, les compagnies ou les fondations ; ne perdez pas de temps à essayer d'améliorer les relations publiques avec ces institutions.
3. Soutenez les efforts des Africains qui veulent modifier les statuts du commerce universitaire ; réclamez que toute subvention pour les recherches sur l'Afrique aille de pair avec une aide aux recherches africaines sur l'Amérique. Fournissez à tous vos amis et relations vivant en Afrique une information détaillée concernant les institutions impérialistes et leurs intentions.
4. Formez des groupes d'étudiants et de jeunes professeurs pour contraindre les doyens et les directeurs de sections de créer des cours et des programmes sur les luttes contre le racisme et l'impérialisme.
5. N'utilisez plus les subventions destinées à du sale travail ; trouvez par n'importe quel moyen l'argent nécessaire, mais utilisez-le pour des recherches constructives sur les besoins des mouvements révolutionnaires.

À un autre niveau de lutte, il y a l'exemple fourni par les affrontements de Montréal qui remirent en cause le réseau sénile de l'African Studies Association et la domination blanche dans un domaine

qui concerne naturellement et surtout les noirs. [202] Nous soutenons cette lutte, tout en remarquant que le pouvoir en jeu dans l'A.S.A. est limité. Mais ce défi est le début encourageant d'une lutte pour rapprocher les études africaines de la libération physique.

D'autres ont trouvé qu'il était impossible de travailler au milieu des contradictions des structures en place et ont abandonné leurs ambitions de carrière, de profession. Une telle décision peut signifier le renoncement à des salaires et des subventions élevés, aussi bien qu'aux statuts conventionnels, quoique superficiels. Depuis quelques années, des collectifs de recherches radicaux ont entrepris de créer une nouvelle ossature pour promouvoir les recherches et les rapports écrits que les institutions en place, par des actions politiques, dissuadent d'entreprendre. L'Africa Research Group est l'exemple d'un tel effort.

Que l'on choisisse d'agir à l'intérieur de l'une ou l'autre de ces structures, l'important est d'instituer de nouvelles priorités de recherches qui feront des études africaines une arme de combat pour la libération. Une excellente introduction à ce genre de recherches se trouve dans l'édition revue et corrigée du *Research Methodology Guide* réalisé par le North American Congress on Latin America.

Mais cela n'est qu'un début. Nous devons continuer à améliorer nos méthodes comme un guérillero perfectionne constamment ses armes.

Nous devons nous assimiler à des chercheurs-guérilleros. Notre but doit être d'identifier, de démasquer et de combattre ces institutions et ces personnages importants qui nous gouvernent à travers leur réseau soigneusement construit et qui tirent profit de la pénétration économique permise par ce réseau. Le système américain des grandes compagnies dépend en grande partie d'un afflux régulier d'informations vers ses points névralgiques. Une fois que l'on connaît ces points-là, on peut détourner l'afflux des informations, et obtenir des résultats utilisables pour les peuples en lutte.

Un étudiant peut, par exemple, comprendre assez bien comment les compagnies évaluent et projettent l'expansion en Afrique, par la seule lecture des livres saints des affaires — *Business Week*, *Fortune*, *Forbes*, *Barron's* et le *Wall Street Journal*. On peut y ajouter de nombreuses publications du Department of Commerce ainsi que les rapports du Congrès. Quant aux bibliothèques de gestion d'affaires, elles ne devraient pas être abandonnées aux étudiants diplômés dans cette

branche. Enfin, faites [203] bon usage des techniques d'infiltration — elles peuvent être aussi efficaces contre Wall Street qu'elles l'ont été contre le Congo.

Les étudiants qui sont engagés dans la recherche des structures de pouvoir doivent prendre conscience de l'importance des renseignements. Souvent on ne tient pas compte d'un élément particulier d'information, car il ne semble pas présenter d'intérêt. Mais cet élément pourrait avoir beaucoup plus de valeur, si l'on tentait de reconstituer le système auquel il appartient. Un grand nombre de lecteurs, par exemple, connaissaient déjà la plupart des informations contenues dans cette brochure. Mais, nous l'espérons, notre tentative d'étudier l'industrie des études africaines en tant que système a apporté une signification nouvelle à des faits déjà connus.

Pour terminer, les étudiants qui choisissent de faire des recherches pour les opprimés ont un avantage sur ceux qui font du sale travail pour l'opresseur. Leur travail est de faire part des résultats de leurs recherches d'une manière claire et compréhensible, pour que les gens qu'ils servent puissent les utiliser.

La situation qui se polarise rapidement aux États-Unis et à l'intérieur d'un monde révolutionnaire exige de manière pressante un choix ou un affrontement. Demandez-vous : quel est le sujet de mon travail et pour qui est-ce que je travaille ? Les guérilleros sous-alimentés de l'Angola ont des besoins concrets, mais ceux qui veulent transformer la société américaine en ont aussi. Ces deux mouvements ont besoin de comprendre la nature des forces qui leur sont opposées. Junebug Jabo Jones nous prévient que « le monde est en feu et la zone dangereuse est partout à la fois ».

[Voir Document VI, p. 210 :
« Appel » du Conseil scientifique de la Défense.
Académie nationale des sciences ;
Document VII, p. 211 : À la recherche de l'Empire]

[204]

“Les études africaines en Amérique.”

DOCUMENTS

I. QUE FAIRE DES VOLONTAIRES DE LA PAIX ?

[Retour à la table des matières](#)

Nous sommes des citoyens des États-Unis qui avons travaillé à l'étranger pour des organisations de service volontaire telles que l'International Voluntary Service, l'American Friends Service Committee, et, pour la grande majorité d'entre nous, l'United States Peace Corps. Quand nous nous sommes portés volontaires pour le Peace Corps, nous voyions dans cette organisation un moyen par lequel nous pouvions travailler dans les pays pauvres pour aider les gens à améliorer leur vie. Cependant, cet objectif idéaliste n'incluait pas la compréhension des causes — sociales, économiques et politiques — sous-jacentes au sous-développement que nous cherchions à combattre.

Maintenant nous avons une expérience directe des conditions de vie dans le tiers monde, et nous avons aussi cherché à élargir nos expériences personnelles par de nombreuses discussions avec beaucoup d'autres volontaires de retour. De plus, nous nous sommes aperçus que le sous-développement actuel est dans beaucoup de cas perpétué par la politique négative et destructrice des États-Unis. A cause de notre engagement toujours durable pour le bien-être des peuples avec lesquels nous avons vécu et travaillé, nous en sommes arrivés à l'inévitable conclusion que le Peace Corps devait être aboli, pour les raisons suivantes :

1. Le Peace Corps maintient le statu quo dans les pays auxquels il envoie des volontaires

A. Il légitime, par sa présence même, la structure locale du pouvoir qui l'a invité. Cette élite, en collaboration typique avec les puissants intérêts financiers américains, sacrifie le peuple à ses propres intérêts.

B. Il donne une illusion de progrès en soutirant à un système politico-économique archaïque et inadéquat quelques réalisations sociales symboliques (une école par-ci, un centre médical par-là), sur une si petite échelle qu'elle relève du cynisme.

C. Il essaie de travailler, à travers chaque volontaire pris séparément, de personne à personne pour améliorer de petites difficultés locales, même si elles ne sont que les symptômes de problèmes concernant la structure institutionnelle de chaque pays et dont les solutions nécessitent une conscience et une action collectives.

D. Il cherche à détourner les aspirations sincères des populations locales [205] (celles des jeunes, des leaders, des idéalistes) de l'examen et de la récusation des injustices politiques, sociales et économiques de l'ordre établi, en les canalisant vers des efforts superficiels ; vers un fonctionnement en douceur de cet ordre, aussi injuste soit-il.

E. Il a pour effet de renforcer la croyance déjà établie chez beaucoup de peuples pauvres, que leur sous-développement vient de leur propre faute, et que l'ordre social dans lequel ils se battent pour vivre est immuable. On les confirme dans l'idée qu'ils n'ont pas la créativité et les ressources nécessaires pour comprendre et surmonter leur pauvreté et leur dépendance.

2. Le Peace Corps soutient les intérêts mondiaux des affaires et du gouvernement américains

A. Il procure à l'Amérique des amis étrangers qui deviendront les soutiens et les avocats de la politique américaine dans le tiers monde et qui peuvent facilement se recruter dans les entreprises américaines locales ou dans les organismes de coopération du pays. Le but final de ce processus est l'américanisation du monde entier.

B. Il collabore avec d'autres organisations américaines implantées dans les pays sous-développés (comprenant l'« Agency for International Development », l'« United States Information Service », et l'« Alliance for Progress ») pour promouvoir une alternative au communisme. Il ne s'agit de rien d'autre que d'une sorte de développement qui puisse être contrôlé par les intérêts américains — but qui ne peut être assuré qu'en empêchant les peuples de prendre conscience de leurs propres intérêts, prise de conscience qui pourrait bien prendre la forme d'une révolution socialiste.

C. Il dresse les Américains en vue d'un emploi en tant que « spécialiste d'un pays » au département d'État, à l'A.I.D., dans les services à l'étranger, dans les programmes de pacification ou dans les affaires américaines outre-mer, servant ainsi d'« école de formation professionnelle pour l'impérialisme ».

D. Il collecte les importantes connaissances collectives que les volontaires du Peace Corps ont sur un pays, et qui se trouvent dans les rapports, études et plans qu'ils sont souvent appelés à soumettre à leurs supérieurs. Le directeur du Peace Corps dans un pays assiste à son tour à de fréquentes réunions convoquées par l'ambassadeur des États-Unis et réunissant son « équipe locale » (qui comprend les responsables du programme d'assistance militaire américain, de la C.I.A., de l'A.I.D., de l'U.S.I.S.). Il est impossible de nier que la plupart des informations réunies sont susceptibles d'être transmises à d'autres services gouvernementaux.

E. Il spéculer sur l'idéalisme de la jeunesse des États-Unis, et sur le fait que le peuple américain accepte de donner une image fautive de la présence des États-Unis dans le monde. Loin de radicaliser les volontaires, il essaie de dissiper leur « excès d'énergie » et de le canaliser vers les intérêts futurs des États-Unis.

F. Il présente au peuple américain les volontaires du Peace Corps comme la concrétisation de son intérêt sincère pour les peuples « moins favorisés ». Les volontaires du Peace Corps sont supposés représenter un sacrifice pour « aider » les déshérités. Le public est amené à voir dans le Peace Corps un effort sincère pour faire « ce qu'il fallait », une compensation à beaucoup d'erreurs politiques et d'insuffisances bureaucratiques des autres programmes d'aide américains.

G. Il ne fait pas que détourner l'attention des manifestations évidentes de l'impérialisme américain, telles que les Bérets Verts, mais, à cause de sa subtilité, il constitue lui-même une extension dangereuse de la pénétration américaine et de sa domination dans le tiers monde.

Le Comité des anciens volontaires est convaincu qu'un véritable développement est souvent impossible sans une révolution entraînant une redistribution équitable du pouvoir économique et politique, et comprenant la nationalisation de toutes les ressources ; une révolution qui rende accessible à tout le monde l'éducation, l'emploi, le logement et les soins médicaux. Les États-Unis s'opposent à une telle révolution, et le Peace Corps fait partie intégrante de la politique des États-Unis. Il peut se produire de temps en temps des changements superficiels dans la structure et la politique du Peace Corps, mais, en dépit de ces modifications, il continue à fonctionner comme instrument de la domination américaine. Nous nous opposons donc à la présence des volontaires du Peace Corps dans le tiers monde. Nous réclamons l'abolition du Peace Corps des États-Unis. Nous faisons appel aux volontaires actuels pour subvertir le Peace Corps et toutes les autres institutions de l'impérialisme américain.

II. UN PROBLÈME DE CENSURE

Vous me demandez si j'ai eu des difficultés pour publier certaines choses sur le problème des intérêts financiers américains en Afrique : la réponse est oui. Toute cette histoire est terriblement compliquée, et, bien que je ne voie aucun inconvénient à en parler, il faut trop de temps pour rentrer dans les détails et aboutir à un ensemble de preuves supplémentaires du fait que nous sommes tous plus ou moins dépendants de ceux qui contrôlent les ressources (qu'ils s'agisse des mines elles-mêmes, des chemins de fer, de l'argent qui en découle, des fondations considérées comme ressources, de l'argent qui fait marcher les journaux, de l'argent qui maintient en vie les associations « universitaires »). Bien entendu, la plus grande partie de cette influence est discrète et passe presque inaperçue, en particulier de ceux qui en sont les plus proches. Par exemple, quand Helen Kitchen me fit savoir qu'elle ne voulait pas publier mon article sur « Les Liens du Cape avec l'équipe du Katanga » dans *Africa Report*, parce que H. K.

Hochschild était président de l'African American Institute, elle ne se rendait sans doute pas compte qu'elle se soumettait à l'influence que je mettais en cause, parce que, selon elle, il ne s'était jamais opposé à rien de ce qu'elle décidait de publier. Quand William Foote Whyte refusa l'article sur « L'Industrie des minerais en Afrique », article adressé à *Human Organization*, parce que, manifestement, « il ne fournissait pas de nouvelles données de recherches assez solides », savait-il qu'un de ses lecteurs, Wilton Dillon, alors chez Phelps-Stokes, portant un jugement semblable, montra le manuscrit à F. Taylor Ostrander, vice-président de l'American Metal Climax, qui le fit copier et utilisa mes documents pour m'attaquer personnellement dans des réunions d'entreprises minières et métallurgiques ? [207] S'il n'y avait rien de nouveau, pourquoi tout ce scandale ? S'il n'y avait rien d'important, pourquoi une personnalité de renommée mondiale telle que Clarence Randall y consacra-t-elle tout un discours, bien que je n'aie pu le faire publier par la « Société pour l'anthropologie appliquée » ? Et qu'est-ce qui influença Manning Nash, l'éditeur de *Développement économique et changement culturel*, quand il décida de ne pas publier le manuscrit qui fut finalement publié par *Social Problems* ? Il prétendit que le retard de sa décision venait « du nombre de gens compétents qu'il avait dû consulter, en anthropologie et dans le commerce international », lesquels avaient finalement reconnu que c'était « un article d'une qualité exceptionnelle, mais nos lecteurs ont une compréhension plus sophistiquée des problèmes des grandes compagnies dans les opérations internationales et également un intérêt moins grand pour les contributions anthropologiques ». Qu'entend-on par « une compréhension plus sophistiquée des problèmes des grandes compagnies dans les opérations internationales » ? Cela signifie-t-il que ses lecteurs sont suffisamment au courant pour ne rien dire ? Pourquoi publierait-il un « article d'une qualité exceptionnelle » ?

Puis il y eut des questions qui furent adressées au chancelier de l'université de Washington par Spencer-Olin (d'Olin-Mathieson bien entendu) concernant mes attaques contre la haute finance. Olin est un ami de Clarence Randall. Le chancelier, tout comme William Foote Whyte et comme Manning Nash, n'était au courant d'aucune pression, et m'assura que j'étais libre d'effectuer tout le travail universitaire que je voulais — mais à condition qu'il soit universitaire, bien entendu !

Il me faudrait encore vous signaler, même dans ce résumé trop bref et de toute façon très incomplet, comment le Nomination Committee for the African Studies Association d'Immanuel Wallerstein (une association universitaire) désigna au conseil des directeurs de l'A.S.A. F. Taylor Ostrander, vice-président de l'American Métal Climax, la même compagnie que Helen Kitchen protégeait à titre gracieux en se référant à H. K. Hochschild. En outre, Helen Kitchen faisait déjà partie du Conseil des directeurs de l'A.S.A. à cette époque. Si le candidat de Wallerstein à ce comité avait été élu, l'American Métal Climax aurait été mieux représenté dans l'African Studies Association que n'importe quelle institution universitaire. Quand je m'en plaignis à Paul Bohannon, alors président de l'African Studies Association, il sembla penser que je n'avais pas une « compréhension très élaborée des problèmes des grandes associations » (la citation est de Manning Nash, mais l'idée est à peu près la même).

Alvin W. WOLFE
Université de Wisconsin – Michigan
Faculté des lettres et des sciences

III. LA PIEUVRE OMNIPRÉSENTE

L'Afrique offre bien entendu un domaine très prometteur pour l'étude de la contre-insurrection. L'an dernier, je fus moi-même contacté par un [208] de ces organismes de recherches dirigé par un homme qui avait obtenu un doctorat allemand de géopolitique pendant l'époque nazie [Hans Weigert de l'Atlantic Research Corporation — note de l'éditeur]. On me demanda carrément si je voulais vendre mes connaissances pour aider le département américain de la Défense à préparer une intervention militaire dans un certain pays. {Soit dit en passant, il ne s'agissait ni de l'Afrique du Sud, ni du Zimbabwe, ni des territoires dit portugais.} Je refusai... Plus tard, en parlant de cela avec mes collègues, je découvris qu'environ le tiers ou la moitié des chercheurs américains travaillant sur l'Afrique [souligné par nous] avait été sollicité par cet organisme ou par d'autres semblables. [...] La

pieuvre est partout ; et rares sont les chercheurs qui s'en rendent compte ¹⁴².

IV. DÉCLARATION DE L'AFRICAN CAUCUS À MONTRÉAL

Les peuples africains qui assistent à la conférence de l'A.S.A. ont réclamé que l'étude de la vie africaine soit entreprise sous un angle pan-africain. Cette perspective affirme que tous les noirs sont africains, et nie la répartition des Africains en tribus suivant les limites géographiques fixées par les zones d'influence coloniales. Cette prise de position a été annoncée cet après-midi lors de la réunion de pourparlers avec le Conseil des directeurs de l'A.S.A.

C'est précisément pour refléter cette position que les peuples africains ont demandé à ce que les changements suivants interviennent dans l'idéologie et la structure de cette organisation qui a la prétention de faire autorité en matière d'étude, de recherche et d'éducation sur les peuples africains et leur culture :

1. La structure idéologique de l'A.S.A. qui perpétue le colonialisme et le néo-colonialisme au travers de ses institutions « pédagogiques » et des mass-media devrait être modifiée immédiatement.
2. Les procédures statutaires, qui favorisent l'élection d'un Conseil de directeurs à majorité blanche pour diriger la science, l'étude et la recherche sur la vie africaine, devraient être changées immédiatement afin de s'occuper de manière sincère et réaliste des peuples africains.
3. Conformément à ce qui précède, le nouveau Conseil de l'A.S.A. devrait être composé de douze membres — six Africains et six Européens.
4. Il est réclamé en outre que l'A.S.A. apporte une aide financière aux étudiants africains de l'université Sir George Williams à

¹⁴² VAN DEN BERGHE, *Transition*, octobre 1967.

Montréal, Canada, qui sont maintenant prisonniers politiques d'un gouvernement colonial, et que l'A.S.A. fasse une violente déclaration publique pour exprimer son horreur face à une telle situation.

5. Que les lois régissant la qualité de membre de l'A.S.A. soient [209] amendées de telle façon que les savants africains puissent être membres de l'Association à part entière.
6. C'est un comité formé d'un nombre égal d'Africains et d'Européens que devrait déterminer les critères pour la répartition des fonds destinés à la recherche et aux publications des études sur la vie africaine.

Lors d'une séance plénière des peuples africains, il fut décidé à l'unanimité de refuser l'offre symbolique du Conseil de l'A.S.A., proposant d'admettre trois représentants africains sur un Conseil de directeurs de douze membres, les neuf autres étant élus suivant les procédures habituelles. La séance plénière a déclaré à nouveau que les peuples africains n'accepteront plus que notre peuple soit violé de manière culturelle, économique, politique et intellectuelle, à la seule fin de pourvoir les universitaires européens en équivalents intellectuels des œuvres d'art africain suspendues dans leurs salons et en conférences ineptes et injurieuses pour leurs salles de classe.

V. LETTRE-MOTION **DES CONSERVATEURS DE L'A.S.A.**

Le premier point, qui est essentiel et qui a attiré beaucoup de commentaires, est que l'A.S.A. aurait été contrainte d'accepter des principes racistes et de diviser ses membres en catégories raciales. Etant depuis longtemps en rapport avec l'Association, il nous est difficile de croire que quelqu'un ait eu davantage de difficulté à accéder au titre de membre ou aux activités et avantages offerts par l'A.S.A. à cause de sa race. Nous déplorons de devoir nous ranger à l'intérieur de l'Association d'un côté ou de l'autre de ce qui peut devenir trop facilement une barricade raciale, si ce n'est déjà fait.

La forme prise par le racisme à Montréal et le soutien qu'il recueillit furent particulièrement détestables. Pour nous, les choses se sont passées ainsi : un petit groupe agissant sous le nom de Black Caucus ou sous le couvert de l'African Heritage Studies Association décida d'empêcher par la force le déroulement de l'essentiel du congrès, afin d'imposer ses volontés, en particulier la division de l'A.S.A. entre « Africains » et « Européens ». D'après ce que nous avons compris, le rapport entre l'A.S.A. et certaines de ces personnes est douteux, sinon inexistant. Nous nous référons au rapport du Committee on Afro-American Issues, soumis par James L. Gibbs Jr, dans lequel il est dit que : « A la date du 9 avril, aucun membre du Black Caucus ne faisait partie de l'Association. » De toute façon, membres ou non, le Black Caucus a interrompu deux séances plénières, ce qui a empêché deux visiteurs étrangers de marque, dont l'un était africain, de prendre la parole, alors qu'ils avaient été invités pour la circonstance. De plus le Black Caucus a rendu impossible le déroulement de réunions de groupe, pour lesquelles un grand nombre de gens s'étaient déplacés. Le résultat de ces actions tapageuses — dans lesquelles la violence cessa net, car la force physique ne rencontra pas d'opposition —, ce résultat fut que cette fraction des congressistes se vit accorder plus de droits qu'elle n'en demandait elle-même publiquement : former la moitié [210] d'un comité statutaire chargé de réviser de manière sensible les statuts, et la garantie à l'avance de former la moitié de tout bureau exécutif créé suivant les souhaits de ce comité. Cette décision fut prise après que le Black Caucus ait manifesté du mépris à l'égard de procédures démocratiques bien établies, en quittant avec ostentation la salle de discussion chaque fois que leur demande de six membres sur les douze qui constituent le Conseil des directeurs était rejetée lors du vote.

En outre, dans un geste de concession presque incompréhensible, la petite minorité que représente le Black Caucus fut autorisée à nommer quinze membres de son choix sur les trente appelés à former le comité statutaire, tout en participant également à l'élection des quinze autres qui représenteraient la grande majorité des membres de l'Association. Il serait difficile de trouver une violation plus flagrante du principe « un homme, une voix » sur lequel on insiste tant dans le sud de l'Afrique.

Il se peut bien que dans le passé l'Association n'ait pas su regrouper suffisamment en son sein les Africains et les Afro-Africains que cela intéressait, et nous espérons que des efforts soutenus et accrus seront

faits pour les inclure et leur assurer une participation complète dans les activités de l'Association. Nous croyons cependant que si nous cédon à la violence menaçante employée pour entraver le déroulement de l'essentiel de la conférence à Montréal, il est très vraisemblable que nous ne parviendrons pas à rassembler sur des bases non racistes les savants et tous ceux qui sont intéressés par les multiples aspects de l'Afrique et son rôle dans le monde.

Rupert EMERSON, Martin KILSON, Joseph S. NYE, Robert I. ROTBERG

Suivent les noms de 109 signataires

[210]

VI. «APPEL » DU CONSEIL SCIENTIFIQUE DE LA DÉFENSE ACADÉMIE NATIONALE DES SCIENCES

Au cours des dernières années, le département de la Défense (D.O.D.) a dû faire face à de nombreux problèmes nécessitant l'aide de la psychologie et des sciences sociales [...]. Les forces armées ne sont plus uniquement engagées dans des guerres. De nos jours, la pacification, l'assistance et la « bataille des idées » font partie de leurs missions. Toutes ces missions nécessitent la compréhension des populations urbaines et rurales que nos militaires rencontrent, dans leurs nouvelles activités « pacifiques » ou au combat. Dans beaucoup de pays du monde, nous avons besoin de connaître leurs croyances, leurs valeurs et leurs motivations ; leurs organisations politiques, religieuses et économiques, et l'impact produit par diverses transformations et innovations sur leur système socio-culturel. [... Nous] pensons que le D.O.D. a su, avec beaucoup de bonheur, s'attacher [211] l'intérêt et les services d'un groupe éminent de spécialistes du comportement, dans la plupart des régions qui l'intéressent. Il faut faire accepter à cette communauté de chercheurs la responsabilité de recruter des directeurs de recherches pour le D.O.D. [...] Les sujets suivants sont des éléments qui méritent considération en tant qu'éléments de recherche stratégique pour les services de l'armée. Recherches à

entreprendre en priorité : 1. [...] Méthodes, théories et enseignement des sciences du comportement et des sciences sociales à l'étranger [...]. 2. [...] Programmes de formation des spécialistes des sciences sociales à l'étranger [...]. 3. [...] Recherches de sciences sociales devant être entreprises par des chercheurs indigènes indépendants. 4. [...] Travaux de sciences sociales devant être entrepris par les principaux centres de diplômés américains sur l'étranger [...]. 7. [...] Etudes effectuées aux États-Unis et utilisant les informations rassemblées par les chercheurs travaillant sur le terrain et subventionnées par des organismes non militaires. [...] Le développement de ces informations, des ressources et des méthodes analytiques devrait être accéléré pour que les informations recueillies à des fins particulières puissent être utilisées pour beaucoup d'autres objectifs [...] 8. [...] Collaborer avec d'autres programmes aux États-Unis ou à l'étranger pour permettre l'accès permanent du personnel du département de la Défense aux ressources universitaires et intellectuelles du monde libre. [...]

VII. À LA RECHERCHE DE L'EMPIRE

Comment s'y prendrait une science sociale consciente et intellectuellement responsable pour étudier cet empire ? Elle s'attacherait à étudier ce qui suit :

1. La structure économique du système

- a) Les intérêts financiers et économiques américains outre-mer.
- b) Les bénéfices tirés de la structure injuste de l'économie internationale.
- c) Leur structure par groupes d'intérêt.
- d) Leur importance dans l'économie intérieure américaine ; puis dans celle des pays où les U.S.A. ont investi.
- e) Leur influence sur la politique américaine à Washington et dans les différentes ambassades.

- f) Les programmes économiques fédéraux américains (par exemple l'A.I.D.) comme faisant partie intégrante du système (leur fonction économique, leurs membres, les comités spéciaux qui les forment, et les intrigues de couloir du Congrès qui les soutiennent).
- g) Les institutions bancaires et monétaires « mondiales » ; leurs rapports avec les intérêts bancaires américains et leur politique, comme une conséquence de ces intérêts.

[212]

2. La structure militaire du système.

- a) Les aspects de la politique militaire américaine et l'influence des compagnies sur cette politique militaire — les commissions spéciales, les lignes de conduite, les secrétaires civils.
- b) Les bases, les installations et les alliances militaires américaines à l'étranger.
- c) L'économie de construction de bases et d'alliances militaires à l'étranger.
- d) Les intérêts particuliers des compagnies dans la construction des bases et les opérations d'approvisionnement
- e) L'influence politique exercée sur Washington et sur les pays alliés par les compagnies américaines qui ravitaillent l'armée et/ou qui investissent dans les différents pays.

3. La structure politique du système.

- a) La politique extérieure américaine et les intérêts des compagnies à l'étranger : les services rendus aux compagnies par le Département d'État et par d'autres organes, les positions prises par le gouvernement lors de conflits entre des gouvernements étrangers et la propriété privée de ressortissants africains.
- b) Les organes spéciaux tels que la C.I.A., l'A.I.D., etc. ; l'influence exercée sur ces organes par les intérêts des compagnies outre-mer, surtout sur la façon de constituer leur directorat ; par exemple, la coordination de la politique de la C.I.A. avec les intérêts des compagnies.
- c) Les organisations politiques, telles que le Council on Foreign Relations, le Committee on Economic Development, le Foreign Policy Association et le Brookings Institution, et leur formation idéologique ; leur base de classe, etc.
- d) Les fondations et les universités ; leurs programmes à l'étranger, leur interdépendance avec les intérêts des compagnies, etc.
- e) L'influence des institutions américaines sur d'autres politiques.

4. L'historique du développement du système américain outre-mer.

5. Les conséquences de ce système.

- a) Les conséquences économiques, militaires et politiques pour les pays étrangers.
- b) Ces mêmes conséquences pour les États-Unis.

6. Étude comparative de système à l'étranger.

David HOROWITZ
Social Policy
Septembre/octobre 1970

Traduit de l'anglais
par Henri COLOMER

[213]

Première partie.
UNE CRISE AMÉRICAINE.

5

“La guerre secrète.
Le rôle des études latino-américaines.”

North American Congress on Latin America *

[Retour à la table des matières](#)

*Cette brochure (parue en 1970) est en quelque sorte le pendant latino-américain de la brochure de l'Africa Research Group sur l'Afrique. Toutefois elle contient des conclusions et une étude générale qui débordent largement le cadre des seules études latino-américaines : on y trouve notamment beaucoup d'informations sur les recherches en Asie du Sud-Est et au Vietnam. Les chapitres consacrés aux fondations et aux institutions gouvernementales sont suivis d'une liste des principales recherches sous contrat (p. 6-9, 25-31). Le chapitre sur les universités comprend par contre un répertoire historico-critique des principaux centres ou équipes de recherche travaillant sur l'Amérique latine (p. 35-43). Nous ne les avons pas repris parmi les extraits publiés ici **.*

* P.O. Box 57 Cathedral Station, New York, N.Y. 100 25, U.S.A.

** Autres publications importantes du N.A.C.L.A. : Who Rules Columbia ?, 1968, 40 p. ; Research Methodology Guide, 1970, 72 p. ; The University - Military - Police Complex. A directory and related documents compiled by Michael Klare, 1970, 88 p.

[214]

INTRODUCTION

De toutes les parties de l'empire que l'impérialisme américain a édifié dans le monde, l'Amérique latine est sans doute la plus dominée et la plus exploitée. Au cours des deux cents dernières années, les troupes américaines sont intervenues environ quatre-vingt-dix fois dans des pays d'Amérique latine pour rétablir « l'ordre » et « régler » des différends. La libre entreprise américaine (avec l'aide du capital européen) a pillé et mis à sac les richesses du continent, engendrant un sous-développement accru, habilement qualifié de « progrès ».

Tout au long de cette histoire, les intérêts des États-Unis ont eu de plus en plus besoin de construire un système de contrôle plus efficace (c'est-à-dire plus profitable et plus stable). Au fur et à mesure que l'expansion du capital s'élargit et devient plus compliquée, la nécessité absolue d'un plus grand nombre d'experts et de programmes spécialisés, sur place et à l'étranger, jointe à celle d'un public « éduqué » (c'est-à-dire collaborant) contraignent le système à créer de nouvelles organisations, et à multiplier les ressources de celles déjà en place. Ainsi voit-on apparaître un vaste complexe d'organisations privées et publiques interdépendantes, consacrées à l'« étude » et à l'« assistance » des sociétés latino-américaines. Au centre du système se trouve la communauté des affaires américaines dont les membres occupent les postes clefs des organisations regroupant fondations, universités et gouvernement, organisations chargées des programmes les plus importants. À l'intérieur de chaque organisation travaillent des milliers d'individus dont la plupart ne sont au mieux qu'à moitié conscients d'être au service d'un [215] empire. Dans ces quelques pages, notre but sera de démontrer comment les activités de ces organisations s'intègrent dans un système plus vaste engagé dans un combat incessant contre la libération nationale.

Certains seront en désaccord total avec une de nos affirmations fondamentales, à savoir que le système américain, dirigé en son centre par la communauté internationaliste des affaires, domine et exploite

tous les pays d'Amérique latine, à l'exception de Cuba ¹⁴³. S'ajoutant aux manifestations les plus évidentes de cette domination — Playa Giron, Saint-Domingue, et le spectacle lamentable du Vietnam à l'heure actuelle — et au caractère raciste, chauvin et expansionniste de l'histoire de notre pays, les preuves ne manquent pas pour étayer nos affirmations. D'autres s'opposeront violemment à nos conclusions relatives aux programmes spéciaux, et soutiendront que les Latino-Américains bénéficient de leurs recherches et de leur projet d'« assistance » financé par Ford. Notre réponse tient en cette question : qui bénéficie de la recherche ou de l'« assistance » et qui utilise les connaissances ? Il y a plus de quinze ans, C. Wright Mills faisait l'observation suivante : « Le pouvoir et l'autorité impliquent la prise effective de décisions. Ils impliquent également la justification du pouvoir et des décisions par une doctrine ; s'y ajoutent habituellement l'apparat et l'aura, la représentation de la puissance. C'est dans son rapport avec les justifications et les représentations du pouvoir et des décisions que l'intellectuel — ainsi que l'artiste — prend une importance politique. Le travail intellectuel est lié au pouvoir de nombreuses manières, notamment ainsi : avec des idées, on peut défendre et justifier le pouvoir, en essayant de le transformer en autorité légitime ; avec des idées, on peut aussi démystifier l'autorité, en essayant de la réduire au simple pouvoir, et la discréditer en montrant l'arbitraire et l'injustice. Avec des idées, on peut dissimuler ou dénoncer ceux qui détiennent le pouvoir. Enfin, avec des idées d'aspect plus hypnotique (bien [216] que frivoles), on peut détourner l'attention des problèmes de pouvoir et d'autorité, et des réalités sociales en général ¹⁴⁴. »

¹⁴³ Le lecteur qui voudrait passer en revue les renseignements concernant la classe dirigeante américaine et ses mécanismes de gouvernement devrait se reporter à G. William DOMHOFF, *Who Rules America ?*, 1967. Sur le sous-développement en Amérique latine, voir A. Gunder FRANK, *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*, 1967 (trad. fr. : *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, Maspero, Paris, 1968), et « The Underdevelopment Policy of the United Nations in Latin America », *Bulletin de la N.A.C.L.A.*, décembre 1969, vol. III, n° 8.

¹⁴⁴ C. Wright MILLS, in *Power, Politics and People*, *op. cit.*, p. 612.

Bref historique des études latino-américaines

Depuis leur apparition, les études latino-américaines ont été définies par les détenteurs du pouvoir. Les intérêts de ces derniers déterminèrent la définition de la « sécurité » nationale, et chaque fois que l'on craignit pour cette « sécurité » on fit appel à de nouveaux experts. Jusqu'aux alentours de 1890, tant que la valeur financière des investissements et du commerce américains en Amérique latine resta limitée, le besoin de recourir à des experts pour définir la politique à suivre fut faible. Entre 1890 et 1929, les investissements directs rapides dans plusieurs secteurs de l'économie latino-américaine, ainsi que les interventions militaires unilatérales, renforcèrent cette demande. En 1918, fut créé le premier journal scientifique consacré aux affaires latino-américaines, la *Hispanic American Review*, et un petit groupe de spécialistes de l'Amérique latine fut reconnu par la communauté universitaire.

Pendant la Dépression, le brain-trust de Roosevelt — dont l'hypothèse de travail était que la solution du redressement économique résidait dans un commerce extérieur accru — vit dans l'Amérique latine une soupape de sûreté capitale pour les surplus de la production américaine. « La "politique de bon voisinage" était née [...] en partie de la prise de conscience de l'obstacle réel que représentait l'intervention militaire pour une utilisation effective du pouvoir politique des États-Unis ¹⁴⁵. » Le New Deal vit dans « l'Amérique latine une nouvelle frontière qui devait être ouverte à un commerce et à des investissements toujours plus importants. Pour cette raison, il rechercha la stabilité et combattit les tendances qui pouvaient en gêner le libre accès ¹⁴⁶... ». De tels objectifs politiques accélérèrent immédiatement la demande en spécialistes de l'Amérique latine. La pénétration nazie dans cette partie du monde décida le gouvernement à créer en 1938 la « Division of Cultural Affairs » au département d'État. La même année, fut créé l'« Inter-Department Committee [217] on Cooperation with American Republics », qui comprenait les représentants de treize organismes fédéraux.

¹⁴⁵ Lloyd C. GARDNER, *Economical Aspects of New Deal Diplomacy*, p. 47.

¹⁴⁶ *Ibid*, p. 53.

L'ère moderne des études et des programmes d'assistance en Amérique latine débuta avec la création, en 1940, de l'« Office of the Coordinator of Inter-American Affairs ». Conçu par l'omniprésent magnat du pétrole Nelson Rockefeller, l'Office était également destiné à pousser les pays latino-américains à rompre leurs relations commerciales avec les puissances de l'axe, et, par la suite, comme les marchés européens s'effondraient, à les rapprocher davantage de l'orbite américaine. De plus, il y eut un énorme effort de propagande en faveur des États-Unis, non seulement pour les besoins de la guerre, mais également en vue de relations futures. Rockefeller formula cette stratégie après la nationalisation des compagnies pétrolières américaines par les Mexicains en 1939, événement qui le convainquit de la nécessité de bonnes relations extérieures, si les groupes d'affaires américains entendaient conserver le privilège des accès commerciaux et des actions à l'étranger. Il n'est pas difficile de comprendre que toutes ces opérations nécessitaient un grand déploiement d'experts que le monde universitaire et le gouvernement commencèrent à fournir. Des subventions de recherche provenant de l'État et des fondations devinrent disponibles, et les savants américains eurent de nouvelles possibilités d'étudier en Amérique latine. L'expansion de l'empire aggrava le problème de la sécurité, ce qui nécessita l'extension des études latino-américaines, afin de préserver le contrôle sur l'empire.

« Au cours de la Seconde Guerre mondiale, de nombreux chercheurs américains servirent d'une manière ou d'une autre en Amérique latine, et leurs études ultérieures bénéficièrent de cette expérience. Beaucoup de jeunes gens prirent pour la première fois contact avec la culture latino-américaine, alors qu'ils étaient stationnés dans les bases militaires ou navales américaines de cette région. Des chercheurs devinrent attachés culturels ou économiques dans des ambassades américaines. D'autres furent employés dans des programmes stratégiques tels que celui destiné à accroître la production de caoutchouc dans la vallée de l'Amazone, ou dans l'un des programmes médicaux ou agricoles bilatéraux de l'Institute of Inter-American Affairs (qui avait succédé à l'Office of the Coordinator of Inter-American Affairs) ¹⁴⁷. »

[218]

¹⁴⁷ Charles WAGLEY, *Social Science Research on Latin America*, p. 10.

Un des résultats les plus significatifs de ce regain d'intérêt pour les études latino-américaines fut sans doute la création du « Joint Committee on Latin American Studies » de l'« American Council of Learned Societies (A.C.L.S.) » et du « Social Science Research Council (S.S.R.C.) ». Ces deux organisations étaient financées par Rockefeller (voir plus loin la partie sur les fondations), et le « Joint Committee » qu'elles constituèrent en 1942 fut — selon Charles Wagley — un véritable "annuaire des vedettes" des spécialistes de l'Amérique latine ». En publiant un bulletin d'information, en constituant des comités spéciaux, en intriguant avec des maisons d'édition, en organisant des conférences, et en accordant une promotion à divers individus, ce comité formula des normes nationales pour la recherche et l'enseignement. Cela, à son tour, fit redémarrer les études latino-américaines pour des besoins gouvernementaux et économiques.

A la fin de la guerre, les problèmes de la sécurité américaine (c'est-à-dire la sécurité des affaires) vis-à-vis de l'Amérique latine furent éclipsés par les crises qui éclatèrent en Europe de l'Est, dans le Sud asiatique, en Extrême-Orient et au Moyen-Orient. Les années qui suivirent la guerre entre 1940 et 1950 virent la création, dans l'Université, de programmes d'études par régions (c'est-à-dire l'intégration de plusieurs disciplines destinées à améliorer la compréhension d'une zone géographique donnée). Ce sont les milieux d'affaires (représentés par les grandes fondations) et non les écoles qui mirent sur pied ces nouveaux programmes (Rockefeller, Carnegie, etc., dépensèrent 34 millions de dollars rien qu'entre 1945 et 1948). Selon le *Report on Language and Area Centers* de l'Office de l'éducation américain, « la plupart des universités n'auraient pas de tels programmes, si elles n'avaient pas été subventionnées. Nos enquêtes personnelles indiquent clairement le manque d'enthousiasme et d'argent pour de tels programmes, chez la plupart des administrateurs de collèges ».

Mais avec le déclin des problèmes de « sécurité nationale » en Amérique latine, les études par régions dans cette zone dépérissaient. Le nombre de nouveaux programmes d'études par régions lancés dans les universités entre 1946 et 1955 régressa pour l'Amérique latine, alors qu'il tendit à croître pour les autres régions. Ce ralentissement trouva un écho dans la dissolution du prestigieux « Joint Committee on Latin American Studies » de l'A.C.L.S.-S.S.R.C. en 1947.

Il fallut le voyage désastreux du vice-président Nixon en 1958 et la révolution cubaine pour que la communauté d'affaires américaine [219] comble le fossé entre ses intérêts économiques de plus en plus importants et l'état moribond des études latino-américaines. Depuis 1943, la valeur des investissements directs américains était passée de 2,3 milliards de dollars à plus de 9 milliards de dollars en 1960, avec des augmentations considérables pour les produits manufacturés aussi bien que pour le pétrole et le commerce. Leur déplacement croissant allant principalement des industries d'extraction (les mines et le pétrole) vers les usines et le commerce était de loin plus important que l'expansion d'ensemble, car les usines et le commerce nécessitent une structure de marché et de travail tout à fait différente. En conséquence, la demande en analyses économiques, sociales et politiques plus détaillées et capables de prévoir et de contrôler l'état de tout le marché s'accrut ; cela, combiné aux besoins en main-d'œuvre et en direction plus qualifiées, contraignit les hommes d'affaires américains à lever une nouvelle armée de chercheurs au service de l'empire. En outre, le succès des opérations de guérilla rurale à Cuba entraîna l'armée dans des opérations contre-révolutionnaires qui exigent une connaissance approfondie de la population et du terrain. Aussi lorsque la voiture de Nixon fut mise en pièces à Caracas et que Cuba nationalisa plus d'un milliard de dollars d'investissements américains, la communauté des affaires et de l'armée commença à mobiliser rapidement ses forces pour faire face à ce nouveau défi.

En 1959, la vieille garde des services de renseignements universitaires de la Seconde Guerre mondiale, rajeunie par un peu de sang nouveau, ressuscita, avec les fonds de Ford et de Rockefeller, le « Joint Committee on Latin American Studies » de l'« American Council of Learned Societies » et du « Social Science Research Council ». Parmi les personnalités de ce comité (et les autres personnages clefs des années à venir), on trouvait Joseph Grunwald, Bryce Wood, John P. Augelli, John J. Johnson, Joseph Kahl, John Plank, Kalman Silvert, Robert Burr et Charles Wagley. Avec l'arrivée au pouvoir de Kennedy, et la venue au premier plan de l'« Alliance for Progress », les échanges d'étudiants et de professeurs, les centres de langue et de recherche, les programmes de bourses, d'allocations de recherche et d'assistance technique en Amérique latine proliférèrent dans tout le pays. En 1965, il y eut par exemple 310 programmes latino-

américains dans les universités américaines contre 60 en 1958. On peut trouver des recherches contre-insurrectionnelles de sciences sociales pratiquement dans chaque université, et les échanges d'étudiants ont plus que doublé. (En 1955, un peu [220] plus de 8 000 Latino-Américains vinrent étudier aux États-Unis ; en 1967, ils étaient 18 000). Les contrats d'assistance technique signés entre les universités américaines et l'« U.S. Agency for International Development » passèrent de 20 en 1960 à 57 en 1968. En fait, l'Université — et ses professeurs — avait été façonnée en un centre stratégique et vital destiné à l'administration des programmes civils et militaires nécessaires à la bonne marche de l'empire ¹⁴⁸.

Les responsables de tels programmes justifient ainsi leur engagement : 1. ils pensent tout simplement que le savoir et la science doivent servir d'armes à la politique des milieux d'affaires et du gouvernement ; 2. ou bien ils espèrent orienter la politique américaine dans une direction libérale (c'est-à-dire soutenant la démocratie et le progrès économique), en travaillant en collaboration étroite avec les gens au pouvoir. Dans le premier cas, il n'y a rien à répliquer ; dans le second, en dépit de leurs efforts accomplis au cours des trente dernières années, les États-Unis vont droit au pillage et à la domination de l'Amérique latine — avec ou sans « démocratie ». Quant au progrès, le seul pays qui commence à sortir du sous-développement, c'est la république socialiste de Cuba.

I. LES FONDATIONS EN MARCHÉ

Les principales fondations

Le XX^e siècle a vu l'accroissement étonnant du nombre des fondations privées, qui sont le produit des surplus accumulés au cours du développement de la production capitaliste. En d'autres termes, les profits tirés des activités financières de la classe dirigeante sont

¹⁴⁸ Pour plus de détails sur l'implication de l'Université dans les opérations de l'empire, voir *Who Rules Columbia ?*, 1968, de la N.A.C.L.A., et *How Harvard Rules*, 1969, de l'Africa Research Group.

réinvestis dans des opérations à long terme, non pas directement dans les besoins spécifiques d'une compagnie, mais dans la création d'infrastructures nécessaires à [221] la résolution des problèmes sociaux résultant des imperfections des programmes des compagnies privées.

Chaque fondation est contrôlée par une seule famille, comme Ford, Rockefeller, Carnegie, Duke, Kellogg, etc. Afin d'éviter que les affaires contrôlées par la famille ne soient englouties dans les taxes d'héritage, une grande partie des valeurs est placée sous le nom de la fondation. Ensuite, les membres de la famille se font nommer, ou nomment leurs représentants, administrateurs de la fondation. C'est ainsi que les fondations se trouvent à l'avant-garde du système capitaliste, et expérimentent constamment de nouvelles manières « non-violentes » permettant à l'organisation sociale de la société de mieux servir les besoins économiques de la classe dirigeante.

Les fondations Ford et Rockefeller sont de loin les deux sources essentielles de subventions pour les études latino-américaines, ainsi que pour les projets d'éducation en Amérique latine. Les autres fondations qui s'intéressent à l'Amérique latine sont : la Woodrow Wilson National Fellowship Foundation (financée par Ford), la John Simon Guggenheim Foundation, la Wenner-Grenn Foundation for Anthropological Research, et la Doherty Foundation. Cet intérêt naît généralement des investissements faits en Amérique latine par les groupes d'affaires à l'origine de la fondation (par exemple, Rockefeller, le pétrole ; Guggenheim, les mines, etc.).

Toutefois, les programmes d'éducation des fondations Ford et Rockefeller ne constituent qu'une partie de leur engagement financier total en Amérique latine (et dans le monde entier). Ford et Rockefeller s'occupent énormément d'agriculture et de planning familial, deux sujets d'intérêt vital pour les affaires américaines. Les principaux promoteurs de la « Révolution verte » récemment découverte sont Ford et Rockefeller. Au cours des cinq dernières années, ils ont conjointement créé l'International Center for Tropical Agriculture (C.I.A.T.) en Colombie, et l'International Corn and Wheat Improvement Center (C.I.M.M.Y.T.) au Mexique (où les groupes d'affaires agricoles nord-américains ont absolument besoin de recherches et de personnel qualifié). Il est évident que le problème qui consiste à créer suffisamment de nourriture pour la population de

l'Amérique latine n'est pas principalement celui de la production, mais plutôt celui de la distribution. L'Amérique latine possède aujourd'hui des ressources qui lui permettent de nourrir sa population. Mais la production privée est fondée sur les profits et non sur les besoins humains, et la « Révolution verte » vise à accroître la production [222] privée tout en maintenant les inégalités flagrantes du travail et de la richesse.

C'est principalement grâce à la technologie que les fondations Ford et Rockefeller espèrent abaisser le taux de natalité et augmenter la production alimentaire. « Lorsqu'il devient rentable d'utiliser la technologie moderne, la demande en apports agricoles de toutes sortes augmente rapidement. Et seules les firmes de matériel agricole peuvent fournir efficacement ces nouveaux apports. Cela signifie que les compagnies internationales sont aussi intéressées par la révolution agraire que les pays pauvres eux-mêmes ¹⁴⁹. »

La crainte de la « bombe démographique » amena Ford et Rockefeller à figurer parmi les principaux défenseurs du contrôle des naissances, cela grâce à leurs émissaires (le Population Reference Bureau et le Population Council), tout comme le National Institute of Health, l'U.S.A.I.D. et le gouvernement suédois. Le contrôle des naissances est seulement une partie de la guerre internationale de race et de classe engagée contre les peuples les plus pauvres du tiers monde. Après une ou deux générations, la population tend naturellement à diminuer quand le style de vie se transforme à cause d'une mutation de la production intensive de travail vers une production intensive de capitaux, ou quand le besoin d'enfants, en tant que main-d'œuvre supplémentaire, diminue. Le problème de la population réside plus dans les contradictions entre la production et la distribution capitalistes que dans la structure familiale des paysans du tiers monde. À Cuba, par exemple, le problème démographique n'existe pas : la main-d'œuvre est nécessaire pour mettre en valeur le pays. Cependant le capitalisme ne peut pas créer suffisamment d'industries, d'environnements urbains sains, ni de production agricole mécanisée sur une base coopérative. La solution de l'impérialisme américain — qui craint une révolution des déshérités — consiste à éliminer les générations futures qui devraient être servies plutôt que détruites par la technologie. Lester Brown note :

¹⁴⁹ Lester R., *Seeds of Change*, p. 59.

« Paradoxalement, davantage de nourriture pourrait éventuellement signifier moins de gens » — moins de gens de couleur et davantage d'Américains obèses.

[223]

En tant que mécanisme direct de contrôle de la classe dirigeante, une fondation possède un haut degré de flexibilité et une grande maniabilité du capital. Il y a d'abord le caractère excédentaire de ses capitaux, et puis le fait qu'elle représente la politique d'un seul groupe d'intérêt (un groupe de familles de la grande bourgeoisie liées par des intermariages et des alliances commerciales), tandis que le gouvernement doit ménager les intérêts de plusieurs groupes. De cette façon, une fondation peut mener à bien ses programmes sans s'encombrer de considérations politiques, ou s'embarrasser de la bureaucratie du gouvernement. Les fondations jouent donc un rôle d'avant-garde dans la formulation de la politique américaine par le financement de projets-pilotes et d'études de développement : « [Les fondations] peuvent expérimenter des projets, des méthodes, des plans que le gouvernement pourra adopter par la suite, en cas de succès. La décision de la fondation Rockefeller de prélever sur ses capitaux pour ses programmes internationaux à l'heure actuelle (1960) met l'accent sur l'importance décisive des fondations dans ce domaine ¹⁵⁰. »

Toutefois, les fondations « peuvent traiter avec les pays d'accueil des projets pour lesquels le soutien du gouvernement américain pourrait être embarrassant ¹⁵¹ » — le célèbre projet Camelot, par exemple, aurait paru acceptable à la plupart des spécialistes des sciences sociales s'il avait été conduit par la fondation Ford au lieu du département de la Défense.

¹⁵⁰ The University and World Affairs, du Committee on the University and World Affairs, p. 71 — un comité créé par la fondation Ford en juillet 1959 à la demande du département d'État.

L'argent des fondations provient généralement des revenus de leur capital plutôt que du capital lui-même .

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 71.

Ford a une meilleure idée

La fondation Ford fut fondée en 1936 et commença son programme en Amérique latine en 1959, l'année où la révolution cubaine arriva au pouvoir. Etant la plus importante des fondations, ses fonds dépassent trois milliards de dollars, elle dépense maintenant cinq fois plus que sa suivante immédiate, la fondation Rockefeller.

L'argent de Ford est la source principale de fonds pour 56% des 191 centres de recherches sur les affaires étrangères des universités américaines. David Horowitz a établi son importance [224] de façon encore plus évidente : « Pour onze des douze universités les plus importantes possédant des instituts d'études internationales, une seule fondation, Ford, est la principale source de financement. 95 centres privés sont affiliés aux instituts des universités de Columbia, Chicago, Berkeley, U.C.L.A., Cornell, Harvard, Indiana, M.I.T., Michigan State, Stanford et Wisconsin. Ford est l'unique ou la principale source de financement pour 83 d'entre eux ¹⁵². »

Le besoin d'avoir davantage de spécialistes expérimentés sur place poussa la fondation Ford à financer, en 1963, un programme d'études conséquent sur l'Amérique latine. L'élan nécessaire à cette entreprise fut donné par le succès de la révolution cubaine ainsi que par la menace de semblables révolutions dans toute l'Amérique latine. Outre des spécialistes pour conseiller les politiciens américains, Ford voulait acheter la main-d'œuvre nécessaire à la mobilisation de l'opinion publique américaine en faveur des opérations des États-Unis en Amérique latine.

En Amérique latine, Ford a une double stratégie de développement qui vise à former des élites destinées à remplacer les bourgeoisies nationales latino-américaines inefficaces et débiles. Ces élites justifieront le mode de production et la pénétration étrangère capitalistes, et soutiendront également une structure du marché favorable aux États-Unis. Le *Rapport annuel* de Ford pour 1963 déclarait : « Le programme d'Overseas Development de la Fondation a pour but d'apporter des contributions stratégiques à un ou plusieurs des besoins fondamentaux suivants : la formation d'une administration

¹⁵² *Ramparts*, octobre 1969, p. 33.

efficace et dévouée ; les mécanismes permettant d'analyser les ressources de la nation et de planifier leur expansion et leur utilisation (les groupes de programmation des politiques financières, fiscales et foncières, par exemple) ; les recherches et l'expansion agricoles ; une direction compétente et une main-d'œuvre technique pour l'industrie ; un système moderne d'éducation publique. »

Ford a jugé que les universités étaient des lieux où il était important qu'il s'établisse, puisque c'est là que l'on trouve les élites, et que la façon la plus directe pour Ford d'accomplir les transformations qu'il souhaite est de passer par des élites. La stratégie d'ensemble du programme est la suivante : tout d'abord, grâce aux programmes d'échanges, un nombre suffisant de Latino-Américains « américanisés » retourneront dans [225] leur pays et formeront un plus grand nombre de leurs compatriotes. L'hypothèse est ici que les premiers cadres formés aux États-Unis auront été orientés dans une direction suffisamment favorable aux intérêts américains pour transmettre les mêmes valeurs à leurs étudiants — un processus de dénationalisation. Les individus qui ont reçu une telle formation tendent à perdre leur identité nationale, réduisant ainsi la crainte d'une idéologie nationaliste extrême et « dysfonctionnelle ».

En employant des indigènes formés aux États-Unis pour produire davantage de main-d'œuvre qualifiée, le prétendu problème de l'exil des cerveaux ou de l'immigration des professionnels vers les États-Unis diminue considérablement. De plus, cette stratégie a un aspect de relations publiques, car elle vise à démontrer que les États-Unis reconnaissent et soutiennent avec bienveillance les désirs nationaux. En bref, les Latino-Américains formés aux États-Unis véhiculent beaucoup mieux l'idéologie pro-américaine que leurs homologues nord-américains.

Malheureusement pour Ford et pour la communauté d'affaires qu'il représente, les universités latino-américaines sont des bastions traditionnels d'un nationalisme puissant et d'une activité politique de gauche. Les administrateurs de l'Université (y compris les doyens et les présidents) sont choisis par un gouvernement de professeurs et d'élèves sur des critères politiques. Cela, ajouté à l'autonomie classique de l'Université, se heurte violemment à l'approche technocratique, fonctionnelle et élitiste des États-Unis. Une grande partie des

subventions de Ford aux universités latino-américaines est actuellement utilisée à essayer de modifier cette structure classique.

À l'intérieur des universités, Ford s'occupe également de programmes de formation de professeurs et d'administration d'écoles. Ceci lui permet d'exercer une influence considérable sur l'enseignement secondaire et de toucher encore un autre groupe de gens, dont une petite partie ira à l'Université, et dont la majorité est vouée à accomplir les travaux spécialisés créés par l'industrie.

À l'intérieur de cette ossature, la coordination des programmes et des sujets de recherches est contrôlée par le haut — c'est-à-dire par le quartier général de Ford à New York, et non par les Latino-Américains eux-mêmes. Par exemple, l'Institut Torcuato Di Tella de Buenos Aires, l'un des plus importants centres multi-disciplinaires de lettres et de sciences sociales, effectue avec le « Brazilian Center for Analysis » une étude parallèle sur les [226] populations marginales, leur potentiel de désordre et leur absorption dans l'industrie.

Le Tableau 2 représente sous forme de statistiques la section « Amérique latine et Caraïbes » du Rapport annuel de Ford pour l'année 1969. Bien qu'il ne comprenne pas tous les fonds destinés à l'Amérique latine, il donne une idée de l'énormité gigantesque et de l'étendue des activités de la fondation ¹⁵³. Quelques constantes intéressantes ressortent : pratiquement toutes les institutions américaines s'occupent de programmes régionaux (surtout d'études sur l'Amérique latine) alors que les fonds destinés aux institutions latino-américaines financent seulement des projets nationaux.

De plus, il y a dans ce cas une puissante concentration vers les grands pays possédant un secteur industriel conséquent (Brésil, Mexique, Argentine, Chili et Colombie). Il se trouve que ces pays sont ceux qui reçoivent le plus d'investissements américains. Les chiffres

¹⁵³ Les fonds destinés aux études latino-américaines sont classés dans d'autres sections du rapport sans être décrits comme tels. Par exemple les fonds destinés à l'Amérique latine sont classés dans les programmes internationaux généraux, dans les programmes de population et d'agriculture, dans les subventions destinées aux universités américaines sous des rubriques telles que « recherches universitaires sur les affaires et l'économie » et dans les subventions aux autres fondations et organisations financées par Ford. [Ce tableau n'est pas repris dans cette édition. N.d.T.]

indiquent aussi que Ford finance davantage de programmes dirigés directement vers les institutions latino-américaines que de programmes passant par les institutions américaines. Cela reflète sans doute l'importance des effectifs formés aux États-Unis déjà disponibles et capables de gérer des programmes en toute sécurité. Enfin, en ce qui concerne le type de programmes qui sont financés, on note une préférence significative pour les sciences appliquées — les plus rentables pour ceux qui détiennent les moyens de production.

[Voir Documents, p. 261-262]

[227]

II. LE RÔLE DES UNIVERSITÉS

1. Fonction des centres d'études latino-américaines

Lorsque Cuba devint ouvertement communiste en 1961, les études latino-américaines revêtirent soudain une importance nouvelle aux yeux des hommes d'affaires nord-américains, du département d'État et des fondations. Les menaces qui pesaient sur ce qui avait été « leur » hémisphère et « leur » marché depuis la doctrine de Monroe les poussèrent à agir immédiatement. De grandes sommes d'argent furent mises à la disposition des universités pour mettre sur pied des centres d'études latino-américaines destinés à jouer plusieurs rôles dans la stratégie américaine. Tout d'abord, l'émotion créée par la révolution cubaine avait mis en évidence le manque de connaissances sur l'Amérique latine, en particulier en ce qui concerne les mouvements révolutionnaires. Comme le souligna l'armée américaine lorsqu'elle accepta de financer le projet Camelot ¹⁵⁴, elle prit cette décision parce que « les instances supérieures du système de défense reconnurent que l'on savait relativement peu de choses de façon vraiment certaine sur

¹⁵⁴ Pour une étude du projet Camelot, voir ci-dessous, p. 238 : « La recherche sociale et la contre-insurrection. La science du néo-colonialisme. »

les processus sociaux dont la compréhension est nécessaire pour pouvoir affronter efficacement les problèmes de l'insurrection ».

C'est ainsi que l'on fit passer en priorité les recherches des sciences sociales, et — avec elles — la nécessité d'une coordination interdisciplinaire et d'études des langues. Il devint clair que, si l'on voulait arriver à des résultats valables, une compréhension et une coopération entre les branches de la sociologie, des sciences politiques et économiques, ainsi qu'avec les compétences linguistiques et la conscience des processus historiques, s'avéraient nécessaires. La création de ces programmes d'études interdisciplinaires souleva d'abord un tumulte parmi les branches universitaires traditionnelles qui s'apercevaient que ces programmes représentaient une concurrence nouvelle pour avoir des étudiants, des cours, de l'influence et de l'argent. Mais ce fut précisément la disponibilité de l'argent et de l'influence (du [228] gouvernement et des fondations) qui rendit si facile l'expansion des centres d'études sur l'Amérique latine. Bien qu'ils n'aient pas atteint le même prestige que les sections traditionnelles, les centres sur l'Amérique latine ont aujourd'hui pour fonction essentielle de coordonner les recherches interdisciplinaires.

Si les politiciens américains détiennent une connaissance suffisante des populations latino-américaines et de leurs principaux besoins économiques et sociaux, une intervention militaire américaine directe peut être évitée. Une autre tâche des universités fut donc de fournir des experts qui puissent rassembler et interpréter les informations sur l'Amérique latine. Les écoles d'élite telles que Harvard, Stanford et Columbia fournissent des spécialistes bien entraînés qui conseillent et/ou travaillent dans des organismes chargés des décisions politiques pour le gouvernement ou les finances. (En 1968, le directeur de l'École d'affaires internationales de Columbia révéla que 40% des étudiants diplômés de l'école entraient directement au service du gouvernement, tandis que 20 à 30% d'entre eux s'orientaient vers les banques ou les affaires internationales.) Ces universités — et d'autres encore — forment également des spécialistes de l'Amérique latine destinés à enseigner, fonctionnant ainsi pour « reproduire » leur profession, élaborer et proposer une idéologie sur l'Amérique latine à destination du grand public.

En résumé, les buts des études latino-américaines sont de fournir des informations (renseignements), de coordonner les programmes et les

recherches sur l'Amérique latine, de fournir des spécialistes au gouvernement et aux milieux d'affaires et de perpétuer une connaissance et une idéologie officielles chez les futures élites et dans toute la population.

2. Le rôle des universités

La participation des universités au programme latino-américain de l'empire se fait à trois niveaux :

- elles effectuent des recherches ;
- elles établissent des programmes de coopération interuniversitaire entre l'Amérique latine et les États-Unis ;
- elles mettent au point et organisent des programmes d'assistance pour les gouvernements, les institutions, le monde des affaires de l'Amérique latine.

[229]

A. Recherches

Le contenu et la concentration des recherches seront examinés plus loin. Cependant il faudrait établir ici que les recherches font partie intégrante des programmes de coopération et d'assistance interuniversitaires ; elles fournissent une direction et un foyer à ces programmes, elles indiquent à ceux qui contrôlent le gouvernement et les fondations ce qu'il faut faire, et en quel lieu.

B. Mise en place d'institutions

Les programmes de coopération entre les universités des États-Unis et celles de l'Amérique latine servent l'empire en influençant la direction des programmes, des cours, de l'idéologie et du personnel des universités latino-américaines. Un aspect essentiel de ces programmes réside dans l'échange de professeurs et d'étudiants. Le rôle des Américains du Nord dans les universités d'Amérique latine est presque

toujours d'aider à mettre sur pied de nouveaux programmes ou à en refondre d'anciens.

Beaucoup d'échanges se font entre des écoles d'arts et métiers, de commerce, d'éducation, de droit ou d'économie, écoles dans lesquelles les programmes relatifs aux institutions de la société sont établis avec l'aide du personnel américain. Les techniques et l'idéologie américaines deviennent partie intégrante de ces nouveaux programmes. Le même processus d'américanisation se produit quand des Latino-Américains viennent aux États-Unis dans le cadre d'un échange. Et, pour s'assurer que l'étudiant latino-américain « éduqué » perpétuera son éducation américaine dans son pays, la plupart des bourses stipulent l'endroit où le bénéficiaire doit travailler quand il retournera dans son pays. L'introduction de l'idéologie et des méthodes américaines est un but essentiel de la coopération interuniversitaire. Le compte rendu annuel du Centre latino-américain de Berkeley exprime correctement ce qui est entendu par « coopération ». Le compte rendu établit que, d'une collaboration toujours croissante entre les économistes nord- et sud-américains, il a résulté que « le contenu idéologique des études économiques latino-américaines [est] progressivement [...] remplacé par une approche plus objective et plus pratique de l'étude des problèmes économiques. Les débats d'un autre âge sur l'impérialisme américain et la corruption de l'Amérique latine semblent étrangement déplacés dans une discussion du rapport coût/efficacité, des taux [230] de rendement du capital marginal, et de l'éducation comme forme d'investissement social du capital [excédentaire] ».

Les programmes de coopération fournissent également une méthode pour la poursuite de recherches plus complètes. Les Latino-Américains, cela se comprend, sont opposés à ce que les États-Unis effectuent des recherches sur chaque aspect de leur société, mais ils ont tendance à se montrer plus coopérants avec les individus avec lesquels ils travaillent et qui ne représentent pas directement le gouvernement. Le gouvernement des États-Unis est tout à fait prêt à utiliser ces relations de bonne volonté, d'autant plus que l'afflux d'informations dont il a besoin s'accroît. Bryce Wood, dans un compte rendu au ministère de la Santé, de l'Éducation et de l'Assistance (qui subventionne des études sur l'Amérique latine par le biais des bourses du N.D.E.A.), a fait savoir au ministère que les recherches en collaboration « devraient être

cultivées et encouragées pour des raisons tenant à l'accès aux matériaux et aux autres sources d'information ».

La place essentielle que l'A.I.D. et la fondation Ford accordent aux programmes de coopération est rendue évidente par les énormes sommes d'argent qu'elles y ont consacrées.

Quant au succès de l'américanisation des institutions latino-américaines par ces programmes, il est rendu évident par le fait que l'A.I.D. et Ford confient maintenant à des éducateurs latino-américains le soin de les exécuter, et modifient leurs programmes de subvention pour apporter un soutien direct aux institutions de l'Amérique latine.

C. Les programmes d'assistance : développement et modernisation

Les écoles professionnelles des universités et les programmes internationaux permettent souvent à l'A.I.D., aux fondations et aux grandes compagnies de mettre au point et de réaliser des plans de « modernisation ». Le terme de « modernisation » dans le sens où il est employé ici signifie la création de conditions favorables aux investissements des capitaux américains. Par exemple, dans le projet sur le Pérou de Cornell (Vicos), la « modernisation » signifiait l'introduction de l'institution de la propriété privée chez les colons indiens des Andes et le « développement » signifiait la transformation des modèles culturels et sociaux de Vicos par une tentative d'intégration des Indiens à la culture coloniale des villes.

[231]

Quand l'U.C.L.A. coopère avec l'Organisation des États américains (O.A.S.) et une banque brésilienne pour former des techniciens latino-américains, le « développement » signifie l'obtention des plus grands profits possibles par les banques et les investissements. Les universités américaines participent à de nombreux projets de « modernisation » dans beaucoup de secteurs et d'institutions de la société latino-américaine. Les écoles de droit font des recherches sur les structures des impôts et les lois commerciales internationales et essaient de guider la réforme des systèmes juridiques. Les systèmes juridiques peuvent jouer pour ou contre la coopération économique dans le continent latino-américain, aussi les programmes d'assistance juridique ont-ils été

encouragés en rendant facilement accessibles les fonds qui leur sont destinés. Les écoles de commerce contribuent à la formation d'institutions semblables en Amérique latine, ainsi que les écoles d'enseignement, d'arts et métiers, etc. Un des plans de développement les plus ambitieux porte sur les communications.

3. Les recherches de sciences sociales latino-américaines

Une grande partie des études sur l'Amérique latine a pour objet les structures du comportement : études sur les attitudes politiques, la stratification sociale comparée, la valeur des étudiants de l'Université, les zones de conflits sociaux. Ces exercices de science sociale sont complétés par des recherches anthropologiques sur les plus basses classes de la société en Amérique latine (les plus susceptibles de se révolter) et par une recherche historique fournissant un tableau complet et pénétrant de cette société. Armés de ces études, les États-Unis peuvent mettre en œuvre des stratégies qui manipulent les coutumes, les symboles, les institutions, et baptiser le tout « modernisation » et « développement ».

Un tel programme de recherches fournit également les informations nécessaires pour mettre au point des stratégies efficaces contre l'insurrection révolutionnaire. Dans le chapitre de cette brochure sur les recherches et la contre-insurrection, cinq objectifs de recherches de sciences sociales sont jugés nécessaires pour mettre sur pied un réseau contre-insurrectionnel :

1. Rechercher les facteurs sociaux qui peuvent précipiter ou empêcher l'insurrection.
2. Mettre au point les modèles opérationnels (généralement [232] par des analogies historiques) qui puissent permettre de désigner les aspects d'un état d'insurrection réel les plus susceptibles d'être contrôlés militairement.

3. Rechercher les valeurs, les relations sociales et les institutions de communication qui se prêtent à une manipulation de l'extérieur favorable aux intérêts de la politique militaire américaine.
4. Fournir les informations anthropologiques et sociologiques (en particulier des études sur l'élite et les groupes minoritaires) qui puissent être utilisées par les États-Unis pour intervenir dans les processus politiques et sociaux d'un pays d'accueil.
5. Mettre au point des stratégies politiques et militaires pour le maintien du pouvoir américain.

Il ne fait aucun doute que les universités effectuent ce type de recherches contre-révolutionnaires et qu'elles sont souvent subventionnées par ce que la plupart des chercheurs considèrent comme de l'argent « propre » (Ford, A.I.D., etc.), alors qu'elles vivent à l'intérieur d'une fausse tradition d'objectivité et de neutralité scientifique.

4. La recherche indépendante

David Horowitz a publié récemment une excellente étude du « drainage » de la communauté universitaire, au service de l'empire ¹⁵⁵. Nous reproduisons des extraits de son article qui contribuent à briser le mythe de la recherche « objective » :

« La réalité à laquelle on ne peut échapper est qu'aussi longtemps que le contrôle de la plus grande partie des fonds de recherches et de tous les nouveaux modes de financement réside à l'extérieur de la communauté universitaire il est stupide de parler de recherche désintéressée. [...] Cette relation est rarement perçue, parce que le monopole est si total qu'il n'est pas possible de poser l'éventualité même d'une orientation différente pour la considérer sérieusement.



Bien entendu, la transformation des professeurs en agents de la C.I.A. n'est pas la manière la plus habituelle de conserver le statu quo

¹⁵⁵ David HOROWITZ, « Sineews of Empire », *Ramparts*, octobre 1969.

par l'utilisation des connaissances. Il ne s'agit pas de donner à des professeurs des instructions secrètes pour qu'ils [233] modifient des résultats de recherches à la faveur de la nuit, mais tout simplement de déterminer les questions qu'ils vont étudier. C'est là que la fondation Ford entre en scène.

*

Il n'y a pas de contraintes — un professeur est toujours libre d'entreprendre un projet pour lequel quelqu'un accepte de payer.

*

Dans le contrôle des connaissances par les richesses, il n'est ni nécessaire ni souhaitable que les professeurs aient une certaine orientation parce qu'ils reçoivent une subvention. La chose importante est qu'ils reçoivent la subvention parce qu'ils ont cette orientation.

*

La plupart des universitaires sont orientés vers les institutions locales dont ils ont tendance à accepter la direction comme un donné, au-delà de leur pouvoir ou de leur compréhension. Stanley K. Sheinbaum, qui révéla le rôle de la C.I.A. à l'université de Michigan State en 1966, écrivait : "En regardant en arrière, je suis stupéfait de voir à quel point de prétendus intellectuels se sont montrés peu critiques par rapport à ce qu'ils faisaient." Son explication de ce défaut est que "nous manquons de perspective historique. Nous avons été conditionnés par notre formation de sciences sociales à ne pas poser la question normative. Nous ne possédons ni le penchant ni les moyens nécessaires pour critiquer ou juger notre politique étrangère. Nous avons seulement la capacité d'être les experts et les techniciens qui servent cette politique [cité par Horowitz]."

[234]

III. LES ALTERNATIVES ¹⁵⁶

Ces remarques ne sont pas adressées au secrétaire d'État à la Santé, à l'Éducation et à l'Assistance publique (Health, Education and Welfare — H.E.W.). Ce dernier a reconnu de son plein gré qu'il faisait partie d'un système de gouvernement qui mène actuellement une guerre de survie sur deux fronts. Les guerres impérialistes telles que celle du Vietnam se déroulent habituellement sur deux fronts : l'un est celui de la population étrangère soumise, l'autre est celui de la population locale soumise. Le secrétaire du H.E.W. sert comme officier sur le front intérieur de la guerre contre le peuple. L'expérience des *teach-in* sur le Vietnam a montré que le dialogue entre la population soumise et ses oppresseurs est un exercice de tolérance répressive. C'est, selon les termes de Robert S. Lynd, un dialogue entre des poulets et des éléphants. Celui-ci a sur moi un certain pouvoir ; donc, même si ses arguments sont faux, il a raison, et, même si j'ai raison, j'ai tort. Je m'adresse donc au public du secrétaire. On peut espérer que — bien que la soirée soit assez avancée — la vie de certains des membres et des sympathisants de la profession sociologique rassemblés ici ne sera pas vendue et compromise au point qu'ils n'aient pas les moyens de pouvoir la changer ou la corriger.

Pendant que les officiels de cette convention et l'orateur précédent faisaient un bon repas à l'hôtel, j'étais de l'autre côté de la rue dans une cafeteria où je prenais un hot-dog et deux tasses de café. Ceci peut expliquer pourquoi mon point de vue est différent.

L'élite dominante de votre profession a la responsabilité de ce qui est appelé « Santé, Education et Assistance publique ». Ceux d'entre vous qui ont écouté passivement ce que cet homme avait à dire ont sans doute pensé que cette description, cette définition de ses attributions recouvrait un contenu précis. Il y en a cependant beaucoup parmi vous, y compris les chercheurs *durs*, qui en savent plus ou qui devraient en savoir plus. Pour décrire avec plus de précision le service à la tête

¹⁵⁶ Discours prononcé par Martin Nicolaus devant la Convention de l'American Sociological Association, Boston, 1968.

duquel se trouve cet homme, il faudrait dire que c'est celui qui a la charge de la distribution inéquitable des maladies que l'on peut prévenir, [235] du financement de la propagande et de l'endoctrinement intérieurs, et de la conservation d'une réserve de main-d'œuvre docile et bon marché destinée à faire baisser tous les autres salaires. C'est le secrétaire de la Maladie, de la Propagande et des Jaunes.

Ceci peut vous paraître trop fort, trop fort pour vous, mais tout dépend de votre point de vue, de l'endroit où vous vous trouvez. Si vous vous trouvez à l'intérieur de l'Hôtel Sheraton, ces termes sont blessants, mais si vous preniez la peine de traverser la rue jusqu'à Roxbury ¹⁵⁷, vous y trouveriez peut-être une perspective et un vocabulaire différents. Si vous regardiez le monde social avec les yeux de ceux qui sont au plus bas de celui-ci, et si vous dotiez ces yeux du même degré de lucidité que vous faites profession d'encourager entre vous, vous auriez une conception différente de la science sociale à laquelle vous vous consacrez. C'est-à-dire que l'assemblée réunie ici ce soir est une sorte de mensonge. Ce n'est pas le rassemblement de ceux qui étudient et qui savent ou de ceux qui promeuvent les études et les connaissances sur la réalité sociale. C'est un conclave du haut et du bas clergé, des scribes, des valets intellectuels et de leurs innocentes victimes, engagés dans l'affirmation mutuelle d'un mensonge, dans la consécration commune d'un mythe.

La sociologie n'est pas aujourd'hui et n'a jamais été une sorte de recherche objective de la vérité ou de la réalité sociale. Historiquement, la profession est une excroissance du traditionalisme et du conservatisme du XIX^e siècle européen, mêlés au libéralisme des grandes compagnies américaines du XX^e siècle.

C'est-à-dire que les yeux des sociologues, à de rares mais honorables exceptions près (ou honorables mais rares), ont été tournés vers le bas, et les paumes de leurs mains vers le haut. Les yeux tournés vers le bas, pour étudier les activités des plus basses classes de la population soumise — activités qui créaient des problèmes à l'exercice en douceur de l'hégémonie gouvernementale. Puisque la classe dominante de notre société s'identifie à la société dans son ensemble, les problèmes de la classe dominante sont définis comme les problèmes sociaux. La profession a aujourd'hui dépassé le stade larmoyant — « problèmes

¹⁵⁷ Quartier (ou ghetto) noir de Boston.

sociaux » n'est plus le terme favori, mais la perspective sous-jacente est la même. Les choses qui sont sociologiquement « intéressantes » sont celles qui intéressent ceux qui se trouvent [236] au sommet de la montagne et ressentent les secousses d'un tremblement de terre.

Les sociologues montent la garde dans la garnison et rendent compte à leurs maîtres des mouvements de la populace occupée. Les sociologues les plus audacieux revêtent les vêtements du peuple, vont se mêler aux paysans sur le terrain, reviennent avec des livres et des articles qui violent le secret protecteur dans lequel la population soumise s'enveloppe, et la rendent plus accessible à la manipulation et au contrôle. Le sociologue en tant que chercheur, dans le rôle que lui font jouer ses employeurs, est précisément une sorte d'espion. L'exercice de la profession ne diffère trop souvent de celui de l'espionnage que par la complexité électronique relativement plus grande des techniques de celui-ci. Est-ce par accident que la « sociologie industrielle », pour ne donner ici que quelques exemples, est née dans un contexte de « troubles sociaux », que la sociologie politique a pris son essor quand les élections sont devenues moins prévisibles, et que la sociologie des relations raciales est aujourd'hui florissante ?

En tant que sociologues, nous devons notre travail aux syndicalistes qui se font matraquer, aux électeurs qui en ont assez, et aux noirs qui se font abattre. La sociologie a édifié sa prospérité et sa notoriété actuelles sur le sang et les os des pauvres et des opprimés. Elle doit son prestige dans la société à sa capacité supposée de fournir des informations et de conseiller la classe dirigeante de la société sur la manière et les moyens de maintenir le peuple en bas.

Si les yeux professionnels du sociologue se portent sur les gens d'en bas, les mains professionnelles sont tendues vers les gens d'en haut. Ce n'est ni un secret ni une découverte originale que de prendre note en public du fait que les principaux secteurs de la sociologie sont aujourd'hui vendus (ordinateurs, codes et questionnaires) aux gens qui ont assez d'argent pour se payer cet ornement et qui jugent utile d'être servis par des centaines d'hommes et de femmes intelligents occupés à la poursuite de frivolités sans conséquences dans les rues. Je ne prétends pas que chaque chercheur pris séparément vende son cerveau pour un pot-de-vin, bien que beaucoup d'entre nous connaissent des projets de recherches où cela s'est produit littéralement, mais

simplement que la structure dominante de la profession, dans laquelle tous les membres sont socialisés dans une certaine mesure, est une structure dans laquelle le fait d'être au service de la classe dominante de la société constitue la forme la plus élevée [237] d'honneur et de réussite (la composition de la tribune aujourd'hui en est l'illustration). Le sociologue vénéré, le sociologue bien-en-place, le sociologue aux-gros-contrats, le sociologue qui-voyage-en-jet, le sociologue de-l'année, le sociologue qui-donne-le-ton-et-la-morale-de-la-profession, c'est ce type de sociologue qui n'est ni plus ni moins que le valet des grandes compagnies, un oncle Tom intellectuel et blanc, non seulement pour son gouvernement et la classe dominante, mais pour tous les gouvernements et pour toutes les classes dominantes, ce qui explique à mon avis pourquoi les sociologues soviétiques et les sociologues américains sont en train de découvrir, après tant d'années d'isolement, qu'après tout ils ont quelque chose en commun. Former et éduquer, génération après génération, les esprits les plus brillants que le prétendu système éducatif de ce pays a laissés survivre dans cette éthique sociale de servilité, les socialiser dans cette « sociocratie » est une entreprise criminelle, une des nombreuses félonies contre la jeunesse commises par ceux qui se placent dans une situation de « *loco parentis* » généralement bien plus oppressive que toute relation parentale réelle. Le crime que les universités perpétuent contre l'esprit et la morale des jeunes gens est rendu d'autant plus inexcusable que les connaissances sur la vie sociale représentent un énorme potentiel de libération. À la différence des connaissances sur les arbres et sur les pierres, les connaissances sur les gens affectent directement ce que nous sommes, ce que nous faisons, ce que nous espérons devenir. Les maîtres des compagnies qui dominent notre société ne dépenseraient pas tout l'argent qu'ils investissent dans les connaissances, si les connaissances ne conféraient pas le pouvoir. Jusqu'à présent, les sociologues ont disposé des connaissances qui confèrent le pouvoir dans un seul sens, retirant les connaissances au peuple et les livrant aux oppresseurs.

Que se passerait-il si la vapeur était inversée ? Que se passerait-il si les habitudes, les problèmes, les secrets et les motivations inconscientes des puissants et des riches étaient scrutés systématiquement jour après jour par un millier de chercheurs, s'ils étaient disséqués, analysés, recensés, catalogués heure après heure, publiés par une centaine de journaux largement distribués, et écrits de telle manière que même un

gamin de quinze ans puisse les comprendre, prévoir les actions de son propriétaire, le manipuler et le contrôler ?

La guerre au Vietnam aurait-elle été possible si la structure, la fonction et le mécanisme du système impérial américain avait fait l'objet d'une connaissance publique dix ans auparavant ?

[238]

La sociologie a contribué à créer et à accroître la distribution inégale des connaissances. Elle a contribué à rendre relativement mieux informée la structure du pouvoir et donc à rendre plus ignorante et plus impuissante la population sujette.

En cet été de 1968, alors que le parti politique actuellement au pouvoir se réunit au milieu des barbelés et des cars de police, la profession sociologique devrait considérer comme une grâce et une faveur particulière que ses propres délibérations puissent encore avoir lieu avec moins d'un policier par participant. C'est peut-être parce que le peuple américain ne sait pas combien ses troubles présents dérivent — pour emprunter les termes de Lord Keynes — des gribouillis presque oubliés d'un obscur professeur de sociologie. Ou c'est peut-être que la sociologie est encore si jeune qu'elle ne représente actuellement aucun danger bien défini. En 1968, il est tard, très tard, trop tard, pour redire une fois de plus ce que Robert S. Lynd, C. Wright Mills et des centaines d'autres ont déjà dit : la profession doit se réformer. Eu égard à l'argent et aux forces qui se cachent derrière la sociologie en tant qu'exercice de servilité intellectuelle, il est peu réaliste de s'attendre à ce que l'ensemble de la profession fasse volte-face.

Si jamais des barbelés entouraient la convention de l'A.S.A. une des fois prochaines, la plupart de ses membres ne sauraient toujours pas pourquoi.

**IV. LA RECHERCHE SOCIALE
ET LA CONTRE-INSURRECTION.
LA SCIENCE DU NÉO-COLONIALISME**

Les tâches de la recherche 158

Les professeurs de l'Université et des « think-tanks ¹⁵⁹ », les spécialistes de l'étranger, les collecteurs de renseignements et les [239] chercheurs isolés qui constituent le réseau des recherches contre-insurrectionnelles accomplissent généralement cinq tâches importantes pour le gouvernement américain.

En tête de liste on trouve la recherche des facteurs sociaux qui peuvent soit précipiter soit empêcher l'insurrection en particulier dans les sociétés agraires où les « contrôles sociaux » mis au point dans les pays industriels avancés sont faibles ou absents. On trouve ensuite la mise au point de « modèles opérationnels » (généralement par analogie historique), qui permettent d'identifier les aspects présents de l'état insurrectionnel les plus susceptibles d'être contrôlés militairement. Le troisième objectif met le réseau de recherches au premier plan de la guerre psychologique. Comme le premier, il est fondé sur une recherche approfondie des assises sociales de la culture-cible, bien que l'attention se porte cette fois sur les valeurs, les relations sociales et les institutions de communication qui se prêtent à la manipulation de l'extérieur dans le sens de l'intérêt de la politique militaire américaine. La quatrième tâche consiste à produire des informations anthropologiques et sociologiques qui puissent être utilisées par les États-Unis pour intervenir dans les processus politiques et sociaux du pays d'accueil. Elle comprend en particulier la production d'études sur les « élites » et sur les minorités qui permettent aux États-Unis de faire jouer les classes et les secteurs de la population du pays d'accueil les uns contre les

¹⁵⁸ De ce texte de Carol Brightman et Michael Klare, nous avons omis la première partie, consacrée à une brève analyse du système impérialiste américain. [N. d. T.]

¹⁵⁹ Littéralement : réservoirs de pensée. Désigne les instituts de recherches privés où sont concentrés des moyens humains et matériels de très grande qualité. Leurs recherches sont essentiellement axées sur la prospective économique, politique et militaire. [N. d. T.]

autres, au profit de l'hégémonie américaine. On trouve enfin une cinquième tâche qui sous-tend et façonne en grande partie la quatrième : le développement de stratégies politico-militaires pour le maintien du pouvoir américain dans l'arène mondiale.

Utilisant des « jeux de société » perfectionnés, des techniques de simulation par ordinateur et des modèles mathématiques, des équipes de spécialistes de sciences sociales imaginent les scénarios stratégiques qui régissent ensuite les mécanismes d'intervention par lesquels les États-Unis poursuivent leurs intérêts impériaux dans le tiers monde.

1. Le renseignement sociologique

L'insurrection, d'après la définition officielle, tire parti des conditions locales : elle doit sa *légitimité* au mécontentement populaire envers l'ordre établi et sa *force* à une lutte collective et locale. La première tâche de la recherche contre-insurrectionnelle est donc de localiser et d'identifier les conditions qui favorisent l'insurrection, de manière à pouvoir les neutraliser ou [240] les canaliser vers des formes de protestation contrôlables. Une déclaration préliminaire du projet Camelot du Special Operations Research Office (S.O.R.O.) de l'American University précisait que l'armée avait accepté de financer le projet parce que « les plus hautes instances de l'armée reconnaissent le manque relatif de connaissances offrant un haut niveau de sûreté sur les mécanismes sociaux qu'il faut comprendre pour affronter efficacement les problèmes de l'insurrection ¹⁶⁰ ». Le projet Camelot était destiné à combler cette lacune de nos connaissances en définissant les « conditions préliminaires et les précipitants d'un conflit interne ainsi que les effets des actions d'un gouvernement indigène sur ces conditions ¹⁶¹ ». Avec l'abandon du projet Camelot en 1966, il devint nécessaire de lui substituer un programme de recherches sur ces questions. Pour prévenir de nouvelles critiques, les objectifs de

¹⁶⁰ Communiqué de presse du S.O.R.O., 4 décembre 1964 ; cité par Irving Louis HOROWITZ (éd.), *The Rise and Fall of Project Camelot*, M.I.T. Press, Cambridge, Mass, 1967, p. 47-49.

¹⁶¹ Communiqué de presse du S.O.R.O., 15 juin 1965 ; cité par I. L. HOROWITZ, *op. cit.*, p. 60-67.

Camelot furent dispersés en projets de recherches séparés et distribués à un certain nombre d'universités et de « think-tanks » ; la plus grande partie de ce travail incombait néanmoins au C.R.E.S.S. (Center for Research in Social Systems) qui succéda au S.O.R.O. Le programme de travail du C.R.E.S.S. (année fiscale de 1967) énumère plusieurs projets qui sont clairement liés au programme originel de Camelot. Une étude, intitulée Aperçu et formalisation des théories et propositions relatives aux mécanismes sociaux révolutionnaires, était destinée à « fournir un système codifié et facilement utilisable de connaissances, de faits et de théories relatives à la révolution et aux mécanismes sociaux apparentés — conditions préliminaires, précipitants, formes et conséquences ¹⁶² ». Un second projet du C.R.E.S.S. sur Les Modèles mondiaux de la violence civile était destiné à « accroître la compréhension des conditions dans lesquelles la violence s'intègre au processus politique en établissant des tests exploratoires avec des modèles prédictifs multi-variés concernant l'incidence de la violence politique dans les régions en développement ¹⁶³ ».

Au fur et à mesure que la guerre au Vietnam s'intensifiait, les [241] États-Unis s'intéressèrent de plus en plus aux caractéristiques sociologiques et psychologiques des organisations de guérilla. Le Pentagone s'efforça en particulier de connaître les facteurs qui ont conduit les paysans de sociétés sous-développées à jurer fidélité à une organisation politique clandestine au péril de leur vie. On espérait ainsi que les États-Unis pourraient mettre au point des mécanismes permettant de briser ce type de fidélité et d'assurer un soutien populaire à nos gouvernements clients. Une première étude du S.O.R.O. sur Les Clandestins dans la guerre insurrectionnelle, révolutionnaire et la résistance, préparée par Andrew Molnar en 1963, commence ainsi : « ... Il est vital pour les intérêts de la défense des États-Unis, en particulier pour ceux de l'armée américaine, que celle-ci ait une compréhension aussi complète que possible de la nature des clandestins — leurs origines, leurs appartenances, leurs organisations, leurs missions, leurs stratégies, leurs méthodes d'action, leurs liens avec d'autres éléments du mouvement révolutionnaire dans son ensemble, tels que les unités de

¹⁶² *Work Program for Fiscal Year 1967*, Center for research in Social Systems, The American University, Washington, D.C., 1966, p. 47 (cité plus loin sous la référence : *Work Program 1967*).

¹⁶³ *Ibid.*, p. 41.

guérilla. » En 1966, Molnar commença à travailler sur un projet intitulé *Le Mouvement communiste au Sud-Vietnam : étude sur un exemple d'organisation et de stratégie*. En annonçant ce projet, le C.R.E.S.S. déclarait que « cette étude consistera en une analyse détaillée des documents et de la littérature pris à l'ennemi, ainsi que des émissions diffusées depuis les pays du bloc communiste et des pays non engagés, au cours des années 1957-1965. Cette analyse portera sur :

1. le Lao Dong (Parti révolutionnaire du peuple) ;
2. le Front national de libération du Sud-Vietnam, ainsi que les organisations de masse et les responsabilités administratives qui lui sont associées ;
3. les forces militaires ».

La Rand Corporation a effectué plusieurs recherches officielles sur « les motivations et le moral des Vietcong » pour l'Assistant Secretary of Defense for International Security Affairs. C'est dans cette perspective que J. J. Zasloff de la Rand a préparé en 1966 une étude intitulée *Les Motivations politiques du Vietcong : les réfugiés du Vietminh*. Un résumé de cette étude indique : « Ce mémorandum consiste principalement en 71 interviews complètes que l'équipe sur le terrain de la Rand a effectué en 1964-1965 auprès de prisonniers et de déserteurs réfugiés faisant partie des troupes du Sud' communiste qui furent transférées au Nord-Vietnam après 1954 où elles furent ensuite formées et réinfiltrées en grand nombre pour servir de cadres dans [242] les combats en cours. L'étude vise à illustrer la pensée et le moral de ces réfugiés en citant abondamment leurs propres déclarations. »

2. Les modèles contre-insurrectionnels

La seconde catégorie de recherches contre-insurrectionnelles est orientée vers la solution de problèmes paramilitaires par la projection de « modèles » historiques ou de prévision qui décrivent les phases de l'insurrection et l'issue probable des diverses ripostes gouvernementales à chacune de ces phases. Dans un débat sur ce type de recherches, le C.R.E.S.S. déclarait en 1966 que « le sous-comité sur les sciences du comportement du Défense Science Board a réclamé l'an dernier des applications plus nombreuses des méthodes de recherches sur les opérations dans les sciences du comportement et les sciences sociales, incluant la nécessité d'essayer de déterminer la possibilité d'une application des techniques actuellement mises au point de simulation et de modèles à l'exploration des paramètres révolution/contre-révolution ¹⁶⁴ ». Pour répondre à ce besoin, le C.R.E.S.S. a proposé une étude sur « la mise au point de modèles analytiques des mécanismes sociaux ».

L'étude du C.R.E.S.S., dirigée par Robert Boguslaw et Charles Windle, était destinée à « mettre au point un prototype de simulation d'une société subissant des changements politiques, sociaux ou économiques rapides dans le but de [...] créer un environnement expérimental pour évaluer l'impact d'actions politiques, économiques ou militaires effectuées en guise de riposte à l'intérieur de ces sociétés, ou par rapport à ces sociétés ¹⁶⁵ ».

Le programme le plus important de recherches sur l'application de modèles de systèmes sociaux au problème de la contre-insurrection fut entrepris en 1965 par l'A.B.T. Associates de Cambridge, Mass. Pour répondre à une demande de l'Advanced Research Projects Agency (A.R.P.A.), l'A.B.T. mit au point plusieurs jeux réels de contre-insurrection dans lesquels les joueurs humains représentaient des révolutionnaires, des villageois et des troupes gouvernementales dans les exercices simulés de diverses stratégies contre-insurrectionnelles. Ces jeux comprenaient « Agile-Coin », un jeu anti-guérilla ; « Urb-Coin », un jeu [243] de contre-révolution urbaine et « Politica », un jeu

¹⁶⁴ *Work Program* 1967, p. 25.

¹⁶⁵ *Ibid.*

d'« antisubversion et anticonspiration ». Dans un débat théorique sur ce mode d'analyse, un chercheur de l'A.B.T., Holly J. Kinley expliqua : « L'étude de l'insurrection implique la considération d'un grand nombre de variables compliquées agissant les unes sur les autres. Il est clair que le processus révolutionnaire implique un réseau compliqué de facteurs politiques, militaires et économiques, dont les interactions ne sont connues au mieux que par intermittence et avec imprécision. Dans ces conditions, pour analyser un processus si mal compris et si complexe, il est souvent fructueux d'utiliser des modèles et des techniques de simulation. Un modèle peut être défini comme la représentation simplifiée d'un processus, généralement d'un processus compliqué — et la simulation comme l'exercice du fonctionnement de ce modèle. D'après ces définitions, une simulation présuppose l'existence d'un modèle et implique que les variables de ce modèle se voient attribuer des valeurs particulières (bien qu'il ne soit pas nécessaire de les connaître avec précision) à cette fin. Le modèle peut alors fonctionner, c'est-à-dire que la simulation peut commencer, soit en utilisant des joueurs humains (jeu manuel) ou un ordinateur électronique (simulation par ordinateur), soit par une combinaison des deux. [... Cette] technique fournit un moyen d'assister au passage du qualitatif au quantitatif, et des impressions subjectives à l'analyse objective. Elle permet de considérer un processus dynamique comme un tout cohérent, alors que l'examen séparé de chaque élément peut suggérer une vision totalement fautive de l'ensemble du processus ¹⁶⁶. »

Les exercices théoriques de cette sorte requièrent une grande quantité de données brutes sur des exemples historiques de guerres révolutionnaires et contre-insurrectionnelles. Il n'est pas surprenant que le Pentagone ait manifesté un intérêt tout particulier pour l'expérience des puissances coloniales européennes dans la lutte anti-guérilla, expérience acquise au cours des guerres contre les mouvements de libération en Afrique et en Asie qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Peu après 1960, le département de la Défense a patronné une série d'études d'ensemble de la guerre franco-indochinoise (1946-1954), de la guerre franco-algérienne (1954-1960) et de la guerre anti-guérilla britannique en Malaisie (1947-1960). Ces luttes de libération

¹⁶⁶ Holly J. KINLEY, « Development of Strategies in a Simulation of Internal Revolutionary Conflict », *The American Behavioral Scientist*, novembre 1966, p. 5-6.

préfigurèrent [244] beaucoup de traits du conflit actuel dans l'Asie du Sud-Est, et les stratèges du Pentagone les ont étudiées de près pour élaborer des tactiques destinées à l'effort militaire des États-Unis au Vietnam.

Riley Sunderland de la Rand Corporation a préparé un certain nombre d'études sur la guerre de guérilla en Malaisie, comprenant : *Les Opérations militaires en Malaisie, 1947-1960*, *L'Espionnage anti-guérilla en Malaisie*, *La Recolonisation et le contrôle des vivres en Malaisie, 1948-1960*. Ces comptes rendus, tous « top secret », étaient fondés sur des documents secrets de l'armée britannique. L'ensemble de ces études présente un intérêt pour la guerre au Vietnam, mais les États-Unis se sont particulièrement penchés sur le programme britannique de recolonisation en Malaisie ; c'est un fait bien connu que le programme américain de « hameaux stratégiques » au Vietnam s'inspirait des tentatives britanniques en Malaisie. La guerre d'Algérie a également servi de modèle à la stratégie contre-révolutionnaire des États-Unis. Le R.A.C. (Research Analysis Corporation) a préparé un compte rendu sur *Les Opérations hélicoptères dans la guerre franco-algérienne* et David Galula de la Rand a contribué à une étude sur la *Pacification en Algérie, 1956-1958*. L'Atlantic Research Corporation d'Alexandria, Va., fut commanditée par l'A.R.P.A. pour effectuer une série d'études sur la révolution et la contre-insurrection en Amérique latine. Une première étude, intitulée *Un aperçu historique des modèles et des techniques dans les conflits révolutionnaires en Amérique latine après 1900*, était destinée à « identifier les modèles et les techniques dans les conflits révolutionnaires nationaux ou de moindre importance survenus en Amérique latine depuis 1900, dans le but d'en tirer les informations utiles à la programmation par les États-Unis des impératifs de la recherche et du développement des opérations militaires contre-insurrectionnelles en Amérique latine ». Le Georgetown Research Project of Atlantic Research prépara en conséquence une série de rapports détaillés sur les activités contre-insurrectionnelles dans certains pays sélectionnés d'Amérique latine, dans le cadre du projet Agile. Ces études comprenaient : *Une étude approfondie de l'insurrection communiste et de la riposte gouvernementale en Colombie* et *Une étude des techniques et des opérations révolutionnaires et contre-insurrectionnelles au Venezuela, 1960-1964*.

Même les expériences des puissances de l'Axe au cours de la Seconde Guerre mondiale ont été étudiées dans cette chasse aux informations sur les tactiques de la guerre contre-insurrectionnelle. [245] En 1966, Chonk Sik Lee de la Rand Corporation rédigea un rapport sur *La Contre-insurrection en Mandchourie : l'expérience japonaise, 1931-1940*. Selon son auteur, l'étude consistait en « un examen des méthodes utilisées avec succès par les Japonais pour la suppression de l'insurrection en Mandchourie en 1930. Les documents officiels japonais traduits pour cette étude comprenaient un compte rendu sur les hameaux collectifs publié par le Manchukuo Ministry of Defense Advisory Department, organisation chargée de la sécurité en Mandchourie, et huit documents sur des aspects précis des opérations japonaises, en particulier des rapports sur la pacification, la propagande et l'organisation communiste. Les documents, *choisis pour leur pertinence par rapport aux problèmes rencontrés par d'autres contre-révolutions*, sont complétés par un commentaire qui analyse les problèmes rencontrés, et les solutions qui leur ont été apportées ¹⁶⁷ » [souligné par nous].

3. Les opérations psychologiques

La troisième tâche accomplie par des spécialistes de sciences sociales en faveur des programmes contre-insurrectionnels des États-Unis est la mise au point de techniques et de matériaux pour les opérations de guerre psychologique. La recherche sur les opérations psychologiques (en jargon militaire : Psyops) implique en fait deux types de tâches : d'abord, une recherche de base sur les mécanismes du « changement d'attitude » et de la persuasion, et, deuxièmement, une recherche sur des sociétés spécifiques destinées à déterminer les symboles et les arguments qui seront le plus efficaces pour provoquer certaines attitudes chez la population-cible (il faut remarquer ici que le gouvernement américain n'encourage pas l'emploi du mot « propagande » dans les débats sur les programmes de guerre psychologique du Pentagone ; nous verrons néanmoins que la

¹⁶⁷ Technical Abstract Bulletin, Defense Documentation Center, U.S. Department of Defense, 15 mai 1967 (périodique cité sous la référence : T.A.B.).

distinction faite entre les programmes de « communication interculturelle » des États-Unis — terminologie officielle — et les activités de propagande classique n'existe pas).

La recherche de base sur les mécanismes du changement d'attitude est aujourd'hui effectuée par plusieurs universités américaines [246] sous contrat avec le département de la Défense. Elliot McGinnies de l'université de Maryland a un contrat avec la marine pour un travail sur *La Recherche de certains facteurs de la persuasion et du changement d'attitude*. Ce projet en cours est destiné selon McGinnies à « évaluer les effets de plusieurs méthodes visant à estimer et à influencer les attitudes dans des environnements culturels généraux ». Dans le cadre de ce travail, McGinnies a préparé en 1966 un rapport sur L'Engagement et la crédibilité des sources comme variables de la persuasion chez des étudiants japonais, qu'il présente comme « cinq expériences effectuées dans les principales universités de Tokyo pour évaluer l'importance de la crédibilité des sources et de l'engagement personnel en tant que facteurs des capacités de persuasion des étudiants japonais ». Dans un travail complémentaire : *Facteurs impliqués par la modification des attitudes hostiles*, McGinnies étudiera si les « facteurs qui déterminent l'attitude des groupes extrême-orientaux sont fondés sur des communications persuasives portant sur les fins stratégiques ¹⁶⁸ ». Aux travaux de McGinnies s'ajoute une étude financée par l'Air Force : Etudes culturelles comparées sur la persuasion, effectuée par J. C. Whittaker du North Dakota State Collège ¹⁶⁹.

Le S.O.R.O. (Special Opérations Research Office) fut mis en place à l'origine pour effectuer des recherches sur la guerre psychologique, et ce travail continue à être une des principales attributions du C.R.E.S.S. Dans le cadre du programme en cours sur les « communications interculturelles », le C.R.E.S.S. est chargé de fournir des « guides de communication interculturelle » pour tous les pays du tiers monde où

¹⁶⁸ *Policy Planning Studies with Foreign Policy Implications* (tableau des projets de recherches réalisé par le sénateur J. William Fulbright). Congressional Record, Senate, 1^{er} mai 1969, p. S4418 (cité sous la référence : Policy Planning Studies).

¹⁶⁹ U.S. House of Representatives, Committee on Foreign Affairs, Subcommittee on Internal Organizations and Movements, *Winning the Cold War : The U.S. Ideological Offensive*, Hearings, 88^e Cong., 2^e Sess., Pt. IX, p. 147.

l'armée américaine est engagée dans des Psyops. Depuis les débuts du programme en 1957, le S.O.R.O.-C.R.E.S.S. a réalisé 25 guides de ce type, appelés auparavant « manuels d'opérations psychologiques ». Le S.O.R.O. déclarait en 1964 devant le House Committee on Foreign Relations que : « Chaque manuel fournit des types d'adresse et des symboles d'une force de persuasion éprouvée pour faire passer des messages dans un public spécifique d'un pays [247] donné. Chaque étude cherche ensuite à identifier divers groupes de population — ethniques, géographiques, économiques, sociaux, etc. — leurs attitudes et leur comportement probable envers les États-Unis. Les études envisagent ensuite dans quelle mesure les différents publics sont susceptibles de se laisser persuader ; leur efficacité ou leur influence dans leur propre société [...]. Un certain nombre d' "idées d'adresse" qui peuvent être proposées dans des situations spécifiques pour influencer des publics spécifiques dans une direction donnée y sont proposées. Chaque étude contient en outre les dernières informations disponibles sur les facilités de communication à l'intérieur du pays, et sur les facteurs culturels présentant un intérêt pour les communications ¹⁷⁰. » [Souligné par nous.]

Le C.R.E.S.S. a déjà publié des « guides de communication interculturelle » sur l'Afghanistan, la Birmanie, le Brésil, le Cambodge, la Colombie, le Congo, l'Égypte, le Ghana, l'Indonésie, l'Iran, l'Irak, la Jordanie, le Laos, le Liban, le Pakistan, l'Arabie séoudite, le Sud-Vietnam, la Syrie, la Turquie, la Thaïlande et le Venezuela. Tous ces documents sont classés « top secret ».

Un second programme de Psyops du C.R.E.S.S., Caractéristiques des sociétés communistes ayant un rapport avec les intérêts militaires des États-Unis, est destiné à « définir et à décrire les caractéristiques des systèmes sociaux des pays communistes ayant un rapport avec les programmes militaires ». En 1966, une présentation de ce projet, qui s'appelait à l'origine Vulnérabilités sociologiques et psychologiques des pays ennemis ou potentiellement ennemis, établit que « le besoin se fait sentir de connaissances sur les faiblesses et les conflits des valeurs, croyances et motivations concernant diverses parties des structures sociales, politiques, administratives, militaires et autres à l'intérieur d'un pays, de manière à pouvoir prévoir les schismes potentiels et

¹⁷⁰ *Ibid.*, Pt. VIII, p. 1086.

réels ¹⁷¹ ». Le C.R.E.S.S. a déjà produit des rapports secrets sur les « vulnérabilités psychologiques » de l'Union soviétique, de Cuba, de la Thaïlande et du Nord-Vietnam. Le C.R.E.S.S. a effectué des recherches semblables sur des sociétés plus primitives dans les régions du tiers monde où les États-Unis cherchent à étendre leur hégémonie. Un exemple remarquable de ce type de travail, qui est d'ailleurs devenu une source de controverses considérables au Sénat des États-Unis, est l'étude effectuée en 1964 par le C.R.E.S.S. sur *La Sorcellerie, la magie, et d'autres [248] phénomènes psychologiques, et leurs implications dans les opérations militaires et paramilitaires au Congo*. Selon ses auteurs, James R. Price et Paul Jureidini : « Ce rapport a été établi pour répondre à une requête du département de la Défense concernant l'usage supposé de la sorcellerie et de la magie par les éléments insurgés de la République du Congo-Léopoldville. Les pratiques magiques paraissent s'être montrées efficaces en conditionnant les éléments dissidents et leurs alliés à se battre contre les troupes gouvernementales. Les membres des tribus rebelles semblent avoir été persuadés qu'ils pouvaient être rendus invulnérables aux balles de l'armée congolaise par la magie. Leur peur des forces gouvernementales a diminué, et, réciproquement, la peur des rebelles s'est accrue dans les rangs de l'armée. Un examen des documents disponibles indique qu'en Afrique les soulèvements utilisant des pratiques surnaturelles ont tendance à se produire généralement chaque fois que la sécurité physique habituelle ou la structure interne du pouvoir sont sérieusement menacées. [...] Pour déterminer à quel point une telle généralisation peut s'appliquer à la situation actuelle au Congo, une brève récapitulation de certains aspects de l'histoire récente du Congo peut constituer un bon point de départ ¹⁷² »

Depuis le début de la guerre au Vietnam, la principale attribution logique du C.R.E.S.S. dans le domaine des Psyops a été de préparer les matériaux de la guerre psychologique destinés à l'effort de guerre américain dans l'Asie du Sud-Est. En juin 1964, Andrew D. Sens et Joseph M. Macrum ont réalisé une étude sur Les Possibilités psychologiques dans la République du Vietnam. Un inventaire des recherches du Pentagone datant de 1965 indique que ce rapport « fut

¹⁷¹ *Work Program* 1967, p. 17.

¹⁷² *T.A.B.*, 15 juillet 1965.

élaboré pour répondre à une demande d'informations sur les circonstances ou les conditions sociales, économiques, politiques, militaires et idéologiques existant à l'intérieur de la République du Vietnam qui pourraient être exploitées à des fins psychologiques. On y trouve en particulier un résumé historique, et les possibilités et vulnérabilités psychologiques éventuelles y sont suggérées. Les matériaux présentés ont été sélectionnés comme point de départ et comme stimulants de la réflexion pour ceux qui se consacrent à la programmation et à la réalisation effective d'opérations psychologiques au Vietnam ¹⁷³ ». Le C.R.E.S.S. a poursuivi ce travail sans interruption jusqu'à aujourd'hui.

[249]

4. Les minorités et les élites

Comme nous l'avons signalé plus haut, un des principaux objectifs de la stratégie contre-révolutionnaire des États-Unis est de mobiliser certains éléments des populations étrangères dans la lutte contre les mouvements insurrectionnels à l'intérieur de leurs propres frontières. Les programmes d'assistance militaire américains, l'aide à l'étranger et les subventions à l'importation sont tous conçus pour créer une population cliente dont la prospérité dépende de la bienfaisance des États-Unis, et qui puisse donc être contrainte à aider les États-Unis dans l'exploitation et l'oppression de leurs compatriotes. Ce processus a été particulièrement accentué au Vietnam, où l'aide américaine a créé une nouvelle bureaucratie orientée vers l'Occident qui s'est substituée à l'aristocratie traditionnelle des mandarins et à l'administration coloniale française. A diverses occasions les États-Unis ont également essayé d'obtenir le soutien d'autres classes ou groupes de la population qui, pour diverses raisons historiques, économiques, ou politiques, sont vulnérables aux opérations psychologiques des États-Unis. Il découle

¹⁷³ T.A.B., 1^{er} août 1965. Une liste complète des études sur la guerre psychologique effectuées par le S.O.R.O.-C.R.E.S.S. se trouve dans l'U.S. House of Representatives, House Appropriations Committee, Subcommittee, Department of Defense Appropriations for 1970, Pt V, p. 184 (référence : *Hearings 1970*).

de tout cela qu'une des principales tâches du spécialiste de sciences sociales contre-révolutionnaire consiste à identifier les classes, les élites, les nationalités et les groupes ethniques qui, dans un pays donné, peuvent être cooptés ou, le cas échéant, manipulés dans l'intérêt de la permanence de l'hégémonie des États-Unis dans leur pays.

À cause de son rôle central dans la stratégie contre-insurrectionnelle des États-Unis, le groupe qui intéresse le plus Washington est celui des militaires locaux. Le Pentagone a besoin de savoir si l'on peut faire confiance aux militaires indigènes dans la lutte contre les formations de guérilla, s'ils peuvent jouer un rôle de « modernisation » dans leur société (en mettant en œuvre des programmes d'action civique), et circonvenir ainsi la traditionnelle antipathie populaire envers l'institution militaire. Le principal effort de recherche en ce domaine est l'étude en cours du C.R.E.S.S. sur Le Changement du rôle des militaires dans le monde contemporain. Le but de ce projet, selon le C.R.E.S.S., est « d'accroître les connaissances sur les changements de la [250] nature des rôles et fonctions politiques, sociales, économiques et culturelles dans le monde contemporain. L'accent est mis en particulier sur les relations entre les rôles des militaires et les processus de changement social, ainsi que sur les liens entre les tendances du développement et les modifications de la structure et des fonctions de l'armée ». Le C.R.E.S.S. explique que cette étude s'avère particulièrement pertinente, parce que « le département de l'Armée réclame des informations détaillées sur le caractère changeant des rôles des militaires, afin de guider les programmes d'aide militaire, de conseils et d'actions civiques des États-Unis ¹⁷⁴ ».

Certains aspects du programme du C.R.E.S.S. sur les élites militaires étrangères ont été confiés à des chercheurs d'autres universités américaines. C'est ainsi que Lyle McAlister de l'université de Floride a été chargée d'effectuer une étude sur Le Changement des rôles des militaires en Amérique latine en s'appuyant sur l'examen des cas des institutions militaires en Colombie, au Pérou, en Argentine et au Mexique. L'université de Chicago a signé dans le même temps un contrat avec le C.R.E.S.S. pour préparer une série d'« études de sociologie militaire ». L'équipe de Chicago, dirigée par Morris Janowitz, a étudié les élites militaires dans l'Est africain, en Egypte et

¹⁷⁴ *Work Program* 1967, p. 21.

au Moyen-Orient. Le travail fait à Chicago comprend une étude sur L'Ordre public et les militaires en Afrique : exemples tirés de l'Est africain par Henry Eisen, et une étude de Lou Cantori sur Le Développement politique et le rôle des militaires dans l'Égypte moderne. Janowitz lui-même a publié une étude sur Les Militaires et le développement politique des pays neufs.

Des études complémentaires sur les élites militaires étrangères sont également effectuées par plusieurs organisations de recherches privées. G. J. Pauker de la Rand Corporation a actuellement un contrat de recherche avec l'Air Force sur Le Rôle des militaires en Indonésie. Dans la présentation faite au Senate Foreign Relations Committee, le projet de la Rand est décrit comme « une analyse, destinée aux programmes et aux services secrets de l'Air Force, du rôle des militaires dans la structure politique, économique et militaire en cours de développement en Indonésie, et du rôle probable de l'Indonésie dans le contexte plus large des intérêts concernant la sécurité des États-Unis dans l'Asie du Sud-Est ¹⁷⁵ ».

[251]

Amos Perlmutter, de l'Operations and Policy Research Inc. — organisation affiliée à la C.I.A., qui a son siège à Washington D.C., est lancé dans une étude sur *Les Fonctions politiques des militaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*. L'étude de Perlmutter, qui est financée par l'A.F.O.S.R. (Air Force Office of Scientific Research), est destinée à fournir « une meilleure compréhension du rôle des forces militaires étrangères dans la stabilisation du Moyen-Orient ¹⁷⁶ ».

Ces études sur les institutions militaires à l'étranger sont complétées par une série de recherches financées par le Pentagone sur d'autres formations sociales qui jouent un rôle clef dans les sociétés sous-développées — en particulier les étudiants, les intellectuels des villes et les entrepreneurs indigènes. En 1965, par exemple, l'Air Force a signé plusieurs contrats avec un groupe de sociologues de l'université de Berkeley en Californie pour des recherches sur les élites latino-

¹⁷⁵ *Department of Defense Social Behavioral Science Research Projects Using Information about Foreign Areas* (tableau réalisé par le sénateur J. William Fulbright), Congressional Record, Senate, 1^{er} mai 1969, p. S4422 (référence : *Social Behavioral Projects*).

¹⁷⁶ *Policy Planning Studies*, p. S4420.

américaines. Seymour Martin Lipset a signé un contrat de 75 000 dollars avec l'A.F.O.S.R. pour une étude sur Les Implications du développement national pour les programmes militaires. Le travail de Lipset consistait notamment à analyser dans quelle mesure les étudiants contribuent à la stabilité ou à l'instabilité relative de certains pays latino-américains. Quand Lipset s'installa à l'université de Harvard en 1967, il signa cette fois un contrat de 97 947 dollars avec l'A.F.O.S.R. pour des recherches sur L'Apparition de leaders dans les pays en cours de développement.

Parmi les membres du groupe de Berkeley on trouvait aussi David Apter, qui prépara une étude sur La Politique de modernisation en Amérique latine. Pendant ce temps, la Rand Corporation signait des contrats similaires avec l'Air Force pour des recherches sur les élites de certaines sociétés du Sud-Est asiatique. En 1960 par exemple, J. M. Halpern de la Rand acheva un rapport intitulé L'Elite lao : une étude sur la tradition et l'innovation. Le rapport d'Halpern constituait « une tentative pour définir l'élite lao et montrer ses relations avec d'autres groupes de la société ». En des termes d'une franchise inhabituelle, Halpern expliquait que « la compréhension des attitudes culturelles et des valeurs sociales de l'élite pourrait aider à mettre sur pied un groupe qui pourrait exercer une direction locale effective [252] orientée vers des objectifs compatibles avec les intérêts et les valeurs occidentales ¹⁷⁷ ».

Au cours des dernières années, le Pentagone a fourni un gros effort pour combler les lacunes de sa connaissance de la société africaine, dans le but de s'aligner sur le rythme rapide de la pénétration économique des États-Unis sur ce continent. Dans la présentation d'une étude importante sur Les Groupes africains importants pour les décisions militaires des États-Unis, le C.R.E.S.S. expose les raisons de l'intérêt accru du Pentagone pour les conditions sociales en Afrique : « Les nouveaux États de l'Afrique noire indépendante connaissent des changements socio-culturels et politiques rapides. Le transfert pacifique et progressif de souveraineté est aujourd'hui suivi par des soulèvements révolutionnaires et des coups d'État. [...] Il est vraisemblable que l'aide militaire ou apparentée, directe ou indirecte [des États-Unis] sera de plus en plus exigée ou requise par des

¹⁷⁷ *Selected Rand Abstracts*, Rand Corporation, 1963, vol. 1, p. 109.

gouvernements africains amis. Ce qui peut rendre éventuellement nécessaire d'évaluer si une telle aide est souhaitable, quelle forme elle devrait prendre, et quels seraient les problèmes de sa gestion par les services du département de la Défense. Ainsi c'est une nécessité politique claire et urgente d'effectuer des recherches destinées à fournir aux instances de décision et d'administration militaires des informations et des concepts pertinents sur les sous-communautés et les leaders urbains, intellectuels et militaires ¹⁷⁸. »

Pour résumer, le C.R.E.S.S. reconnaît la connaissance insuffisante de l'engagement et de l'orientation politique des groupes clefs africains. Pour combler « les énormes lacunes en informations vitales et en conceptualisation sur l'Afrique », le C.R.E.S.S. a été chargé par l'U.S. Strike Command de préparer « des descriptions et des analyses des trois groupes-cibles les plus importants et de leurs leaders : groupes urbains, intellectuels, et militaires ¹⁷⁹ ». Ces trois « foyers de changement et d'agitation » ont été choisis parce que :

« 1. Les communautés urbaines étaient les centres d'activité nationaliste africaine et sont aujourd'hui le lieu d'une frustration intense et de violentes manifestations d'agitation en puissance [...].

2. Les étudiants sont importants à cause de leur engagement [253] politique, de leurs ressources intellectuelles et de leur statut prestigieux parmi les masses. Du fait que très peu de gens vont à l'université dans les nouveaux États africains, les étudiants servent à combler un manque, et ont par conséquent un rôle politique décuplé. Beaucoup d'entre eux se montreront actifs dans la direction de n'importe quelle insurrection à cause de leur mentalité oppositionnelle. [...]

3. Les coups d'État militaires en Afrique reflètent le mécontentement urbain et intellectuel, ainsi que l'absence d'un pouvoir politique rationnel. Mais ils sont aussi le produit des organisations et chefs militaires propres aux nouveaux États africains, ainsi que celui des organisations et des chefs des nouveaux États africains, et du sous-

¹⁷⁸ *Work Program* 1967, p. 49-50.

¹⁷⁹ *Ibid.*

développement organisationnel et infrastructurel d'un grand nombre d'États ¹⁸⁰. »

Pour mener à bien cette entreprise, le C.R.E.S.S. travaille sur des rapports concernant « les leaders de la communauté dans l'Afrique urbaine », « les mouvements étudiants en Afrique », « les leaders étudiants en Afrique », « les activités militaires indigènes en Afrique » et « les leaders militaires indigènes en Afrique ¹⁸¹ ».

Les études financées par le Pentagone sur les élites étrangères sont complétées par un programme de recherches semblables sur les minorités religieuses, ethniques et sociales. Là aussi, l'objectif est d'identifier les formations sociales à l'intérieur d'une société qui peuvent être manipulées en faveur des intérêts stratégiques des États-Unis. De telles recherches jouent également un rôle d'espionnage, en déterminant si une minorité opprimée est susceptible d'avoir recours à la force armée si l'on ne satisfait pas ses revendications. L'intérêt du Pentagone pour ce [254] problème est clairement exprimé dans un rapport rédigé par le R.A.C. (Research Analysis Corporation) sur *La Mobilisation et l'utilisation des groupes minoritaires dans la contre-insurrection*. Le rapport du R.A.C. conclut ainsi : « De récentes opérations contre-insurrectionnelles dans le Sud-Est asiatique ont mis en relief l'importance des groupes tribaux et des autres groupes minoritaires dans les pays sous-développés susceptibles de connaître une insurrection d'inspiration communiste. De tels groupes, en raison :

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 49.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 51. Le lieutenant-général Austin W. Betts a déclaré plus tard au « Department of Defense Subcommittee of the House Appropriations » : « La recherche sur les groupes africains était centrée sur les pays indépendants de l'Afrique noire. Le principal objectif était de fournir des informations à l'U.S. Strike Command et au [personnel] concerné sur la dynamique et les structures socio-politiques ainsi que sur les aspects des ressources en leaders qui pourraient présenter un intérêt pour des opérations militaires [...]. L'U.S. Strike Command pense que ce rapport est utile pour sa programmation [...]. Bien que son utilisation actuelle soit limitée à des fins de planification, il pense que, si le besoin se faisait sentir d'une présence militaire des États-Unis dans ces pays, les informations renfermées dans ces documents seraient très précieuses. » (*Hearings 1970*, Pt. V, p. 182.)

- d'un passé d'hostilité entre eux et le groupe ethnique dominant,
- de leur situation dans des zones éloignées, et, par conséquent, de leur manque de contacts étroits avec le gouvernement national et ses représentants,
- ou du fait qu'ils occupent un terrain ayant une importance stratégique à la fois pour les forces révolutionnaires et gouvernementales,
- ou d'une combinaison de tous ces facteurs, constitueront sans doute une des premières cibles de la subversion au cours des futures guerres communistes de "libération nationale" ¹⁸².

Les recherches sur les groupes minoritaires dans le Sud-Est asiatique ont été confiées au S.O.R.O.-C.R.E.S.S., à la Rand Corporation, et à un certain nombre d'universités américaines. En février 1966, le C.R.E.S.S. a établi un rapport complet sur Les Groupes minoritaires dans la République du Vietnam. Selon les auteurs de ce rapport, cette étude « était destinée à servir aux militaires et aux autres services qui ont besoin d'une compilation utile de faits importants sur les pratiques et les institutions politiques des groupes minoritaires de la République du Vietnam. L'étude cherche à présenter un tableau d'ensemble des groupes tribaux et minoritaires, aussi complet et équilibré que le permettent les limitations d'espace et de temps des recherches ¹⁸³ ». Ce rapport était suivi d'un programme du C.R.E.S.S. sur des minorités spécifiques vietnamiennes, connu sous le nom de « série d'études ethnographiques ». Dans le cadre de ce travail, Marilou Fromme a préparé un compte rendu intitulé *Quelques notes sur les tribus Tahoi, Pocoh et Phuong de la République du Vietnam* et Skaidrite Maliks Fallah a effectué [255] une étude sur Les Coutumes et les tabous de certaines tribus résidant le long de la frontière ouest de la République du Vietnam ¹⁸⁴. La Rand Corporation a également apporté sa contribution sous la forme d'une étude sur Les Principaux Groupes

¹⁸² T.A.B., 15 juin 1967.

¹⁸³ T.A.B., 1^{er} juin 1967.

¹⁸⁴ T.A.B., 1^{er} mai et 1^{er} juin 1967. Pour une liste complète des études ethnographiques du S.O.R.O.-C.R.E.S.S. sur le Sud-Vietnam, se reporter à *Hearings 1970*, p. 183-184.

ethniques des montagnes du Sud-Vietnam qui était nettement liée aux efforts des forces spéciales des États-Unis pour mobiliser les montagnards vietnamiens au service des « forces de défense irrégulières » du régime de Saïgon. Selon l'auteur de cette étude, Gerald C. Hickey, le rapport de la Rand renfermait des informations détaillées sur « les modes de résidence, l'organisation sociale et les pratiques religieuses » de chaque groupe important.

5. Les stratégies contre-insurrectionnelles

Sous la rubrique « Modèles contre-insurrectionnels », nous avons décrit les recherches américaines récentes sur les luttes de guérilla et l'établissement de modèles de prévision du comportement révolutionnaire. Il est temps maintenant d'examiner l'utilisation qui peut être faite de ces études dans la détermination de directions stratégiques pour l'intervention, la contre-révolution et la contre-insurrection. Les modèles théoriques établis à partir de recherches historiques distinguent souvent plusieurs « stades » de l'insurrection, commençant généralement par le terrorisme et les grèves, se poursuivant par la guérilla, et s'achevant par la guerre conventionnelle. Les programmes de recherches stratégiques définissent à leur tour la combinaison la plus efficace de mesures de riposte destinées à contrecarrer une insurrection à chacun de ces « stades ».

Au cours de la première étape de l'intervention, avant que le conflit armé ait éclaté, mais pendant une période de mécontentement et d'agitation, la stratégie habituelle des États-Unis fait appel à la création de nouvelles institutions sociales, économiques et politiques ayant une orientation pro-occidentale. Ces nouvelles institutions, qui adoptent les modes capitalistes modernes d'organisation et de direction, sont destinées à canaliser, à coopter et à pacifier l'antagonisme populaire envers les institutions féodales et coloniales survivantes. Ces efforts, qui sont généralement classés sous l'étiquette « construction [256] de la nation » ou « mise en place d'institutions », ou tout simplement modernisation, sont habituellement poursuivis par le programme d'aide à l'étranger. Par conséquent, la plus grande partie des recherches en ce domaine se fait sous les auspices de l'A.I.D. (Agency for International Development).

L'Inter-University Research Program in Institution Building, inauguré en 1964, est un exemple des nombreuses recherches effectuées avec les fonds de l'A.I.D. Le programme a reçu de l'A.I.D. une subvention de 158 380 dollars pour la préparation d'une série de rapports sur Les Processus de mise en place d'institutions. Ces études ont été effectuées par un groupe de spécialistes de sciences sociales des universités de Pittsburgh, Indiana, Syracuse et Michigan State ; Milton Esman et Joseph Eaton de Pittsburgh coordonnent le programme. Selon un compte rendu de 1968 sur l'état du projet, les spécialistes intéressés effectueront des recherches sur le développement de nouvelles organisations dans les pays en voie de développement, et « étudieront les modes de riposte, et les circonstances qui encouragent ou retardent leur institutionnalisation ¹⁸⁵ ». Un projet semblable de l'université de Cornell, intitulé *Une étude comparative du changement social et culturel*, a reçu des subventions de l'A.I.D. s'élevant à un total de 521 772 dollars entre 1963 et 1966. Au cours de cette période, une équipe de recherche comprenant Allan R. Holmberg, Morris E. Opler et Lauriston Sharp a rédigé des rapports sur Les Méthodes d'analyse du changement culturel et L'Intervention stratégique dans les processus de changement culturel.

Le Pentagone a financé occasionnellement des recherches en ce domaine dans le but de compléter le travail effectué sous les auspices de l'A.I.D. C'est ainsi qu'en 1965 Harry Eckstein de l'université de Princeton a signé un contrat avec la marine pour étudier Les Bases sociales des systèmes politiques stables. Selon Eckstein, le projet était orienté vers « la découverte des actions requises pour rendre les systèmes politiques plus stables et plus résistants à l'insurrection ; le travail effectué [est] fondé sur l'hypothèse que la réduction du potentiel de guerre civile (insurrection) devient souvent possible en ajustant les régimes et les formes de gouvernement afin de permettre un accroissement de leur légitimité et de leur efficacité par rapport aux espérances ».

[257]

Une fois que l'insurrection a éclaté, la stratégie des États-Unis fait appel pour réduire celle-ci au plus bas niveau possible de violence et de

¹⁸⁵ Pour une liste complète, voir la liste trimestrielle de l'A.I.D.-Financed University Contracts publiée par l'U.S. Department of State.

participation de masse. Le Pentagone fait donc des recherches sur une série de techniques de guerre contre-insurrectionnelle « à basse intensité ». Il existe par exemple une étude secrète financée par l'armée sur L'Utilisation des unités militaires dans les opérations de démonstration de force. Ce projet, confié à John R. Thomas de la Research Analysis Corporation, comprend « une analyse cas par cas de plusieurs exemples d'utilisation d'unités militaires de tous les pays dans des opérations de démonstration de force ». L'étude est destinée à :

« — fournir une définition précise des opérations militaires du type démonstration de force, et des paramètres opérationnels qui lui sont nécessaires ;

— déterminer un éventail technique (par exemple : démonstrations, exercices de mobilité stratégique) pour l'utilisation d'une démonstration de force militaire dans des exemples de tension réelle ou potentielle. »

Beaucoup d'études du C.R.E.S.S. sont destinées à mettre au point des modèles opérationnels pour la réduction de la défaite rapide des mouvements insurrectionnels. Adrian Jones a la responsabilité d'une étude en cours du C.R.E.S.S. sur La Sûreté intérieure, étude destinée à « aider à formuler une doctrine sur les problèmes de sûreté intérieure que se posent les forces civiles et paramilitaires chargées de prévenir et de réduire une insurrection dans les pays en voie de développement ». Ce projet, intitulé à l'origine Une analyse des opérations militaires pour le maintien de la sûreté intérieure dans les nations en voie de développement, est centré sur « l'organisation, les opérations et les techniques des forces de sûreté intérieure dans la lutte contre les organisations subversives et le maintien de la sécurité publique, à la fois avant et pendant l'insurrection ». Dans le cadre de ce travail, Jones a rédigé en 1966 un manuel sur les techniques pour « combattre les troubles civils manipulés par la subversion ». La même équipe de recherche a effectué une « étude des menaces et de la terreur » pour que « les gouvernements légaux avec un minimum de forces de sécurité » — par exemple, le régime de Saïgon soutenu par les États-Unis — « inspirent un sentiment de sécurité à l'égard du terrorisme dans la populace ». L'objectif du projet était d' « analyser des exemples historiques d'organisations et d'opérations terroristes dans le but de formuler une théorie des ripostes efficaces ».

[258]

Une seconde équipe du C.R.E.S.S. a été chargée d'une étude sur *Les effets non militaires de la force physique des unités militaires contre-révolutionnaires au cours de la phase J : guerre « à basse intensité »*. Cette étude de « la dynamique de la violence politique comme force de manipulation pour la résolution d'un conflit » était destinée à empêcher l'extension d'une intervention à cause d'un usage insuffisant ou excessif de la force au cours des manifestations de répression. Selon le directeur du projet, Edward Gude, l'étude devait servir de « guide pour les planificateurs chargés de décider de l'emploi de la force, tant par rapport aux réactions probables des groupes non combattants décisifs que par rapport à celles des insurgés ¹⁸⁶ ».

Le troisième type de programmes stratégiques se préoccupe de la défaite des guérillas à grande échelle et de la « guerre populaire » telle que la pratique le F.N.L. au Sud-Vietnam. Au cours des dernières années, de telles recherches se sont surtout concentrées sur le problème d'empêcher « d'autres Vietnam », c'est-à-dire des conflits prolongés qui nécessitent l'intervention massive de troupes d'infanterie américaines. C'est ainsi que la Rand Corporation effectue une recherche en cours sur *Les Forces insurrectionnelles*, qui est décrite comme « une analyse de certaines expériences américaines au Vietnam, visant à une généralisation applicable à la future politique des États-Unis ¹⁸⁷ ». Un autre projet de la Rand, *Stratégies de riposte aux conflits, insurrectionnels*, inclut la mise au point de « ripostes politiques américaines qui pourraient réduire le coût en argent et en vies humaines ¹⁸⁸ ».

L'O.N.R. (Office of Naval Research) a subventionné plusieurs études semblables sur le rôle de la marine et de l'aviation des États-Unis dans de futures guerres du type de celle du Vietnam. Westwood Research Inc. de Los Angeles, Californie, a signé un contrat avec l'O.N.R. en 1965 pour effectuer une étude sur *La Marine dans les opérations spéciales*. Human Sciences Research Inc., une firme de McLean, Virginie, qui a travaillé sur le projet Agile, a signé récemment

¹⁸⁶ *The Inter-University Research Program in Institution Building, A review of Phase I, 1964-1968*, University of Pittsburgh, 1968, p. 4.

¹⁸⁷ *Latin American Research Review*, Fall, 1966, II, p. 94.

¹⁸⁸ *Social Behavioral Projects*, p. S4422.

un contrat avec l'O.N.R. pour des recherches sur Le Développement des capacités d'action combinée de V.U.S. Marine Corps au Vietnam et dans de futurs conflits. Selon l'O.N.R., ce projet était destiné à « fournir des [259] informations utiles à l'U.S.M.C. pour accroître ses capacités de pacification et d'autres formes de guerre utilisables dans des conflits partiels ou de petite échelle ¹⁸⁹ ». Bien qu'il soit encore désespérément enlisé au Vietnam, le département de la Défense des États-Unis prépare déjà les guerres contre-révolutionnaires de la décennie 1970-1980. C'est ainsi qu'en 1966 le Systems Engineering Evaluation and Research Division of the Radio Corporation of America a signé un contrat avec le Pentagone pour étudier Les Perspectives de guerre limitée pour 1970-1980. Selon la R.C.A., « cette étude recherche les effets des changements de l'environnement, de la technologie et de la doctrine sur les formes et les forces de guerre limitée pour la décennie 1970-1980 ¹⁹⁰ ».

POSTFACE

Les projets de recherches de sciences sociales qui viennent d'être décrits ne représentent qu'un faible pourcentage de l'ensemble des recherches américaines sur la contre-insurrection. On peut espérer qu'il donnera néanmoins au lecteur un échantillonnage représentatif des types de recherches qui sont accomplies actuellement dans les universités et dans les « think-tanks » américains.

Parvenu à ce point, il est peut-être pertinent de s'interroger sur le fait qu'au Vietnam les stratégies contre-révolutionnaires les plus élaborées se sont évanouies en fumée. Depuis le début du conflit, et après des dépenses en études et en enquêtes sociologiques s'élevant à plusieurs millions de dollars, le commandement américain ne comprend toujours pas ce qui motive les forces révolutionnaires. Tout aussi fragiles ont été les propositions de travail sur ce qui peut motiver les forces sud-vietnamiennes à être « aussi loyales, aussi efficaces et aussi énergiques » que le F.L.N. L'observation sur le caractère vietnamien faite à la fin de 1965 par Henry Cabot Lodge demeure un exemple

¹⁸⁹ *Policy Planning Studies*, p. S4419.

¹⁹⁰ *T.A.B.*, 15 juin 1967.

classique de cette incompréhension : celui qui était alors ambassadeur au Sud-Vietnam déclarait qu'il saurait que la guerre serait gagnée « le matin où le jeune homme qui combattait [260] pour le Vietcong se réveillerait et dirait : Je n'y retourne pas aujourd'hui, et les raisons pour lesquelles je n'y retourne pas sont que :

- a) je pense que je vais me faire tuer,
- b) je regarde autour de moi, et je vois le riz, les poissons, les canards, les noix de coco, les ananas, l'aide américaine qui arrive — et il fait bon vivre ici ¹⁹¹ ».

Ce qui reste de la stratégie des États-Unis, c'est la force et la persistance incroyable des bombes américaines — bombes incendiaires, bombes chimiques, bombes anti-personnel, bombes de forte puissance — et la force d'inertie de l'énorme machine militaire qui convertit la moindre bribe de renseignement en « cible potentielle » pour de nouvelles missions de bombardement. Et ce dans un effort désespéré pour dissimuler la défaite de l'alternative néo-coloniale face à la véritable libération.

Traduit de l'anglais
par Henri COLOMER

¹⁹¹ *The New York Times*, 7 septembre 1965.

[261]

*“La guerre secrète.
Le rôle des études latino-américaines.”*

DOCUMENTS

[Retour à la table des matières](#)

THE QUAKER OATS COMPANY

25 novembre 1969

Cher M. Sharp *

Voici une liste de sujets que nous jugeons importants et que votre groupe devrait traiter.

1. À mon avis, la question la plus importante à l'heure actuelle est : « Quel sera le climat des investissements au cours des cinq prochaines années ? » Un certain nombre de détails qui vont suivre seront en fait des points particuliers qui, d'une manière ou d'une autre, contribueront au climat général d'investissement.

La question la plus essentielle dans ce domaine est peut-être : « Etant donné tous les facteurs que nous pouvons connaître, quelle sera vraisemblablement la politique du gouvernement péruvien quant aux expropriations à venir au cours des cinq prochaines années ? »

2. J'aimerais disposer d'une analyse détaillée du passé et du caractère des gens détenant les postes clefs du gouvernement péruvien actuel.

3. Analyse de l'arrière-plan militaire du Pérou. Quelles sont les méthodes de formation des officiers de l'armée péruvienne ? De quel genre de philosophie sont-ils susceptibles d'être imprégnés ? Quel est l'arrière-plan sociologique, psychologique et idéologique de l'armée

* Project Director, Peru Study Group, Adlai Stevenson Institute, Chicago.

péruvienne comparé à celui de quelques-uns des principaux pays d'Amérique latine ?

4. Quelles sont les influences précises de l'extrême gauche agissant aujourd'hui sur le gouvernement péruvien ? Quels membres du gouvernement peuvent être clairement identifiés comme appartenant à l'extrême gauche ? Et à quoi estime-t-on leur influence dans la politique actuelle ? Cette influence va-t-elle en s'amenuisant — ou est-elle grandissante ?

5. Il semble y avoir une scission entre les militaires au pouvoir. De quelle nature est cette scission ? S'agit-il des libéraux contre les conservateurs, ou carrément de la droite contre la gauche ? Ou encore, quelle sera l'issue probable de cette scission ?

[262]

6. Quelles sont les réactions de la population face aux désaccords politiques actuels entre le gouvernement péruvien et les États-Unis ? De quelle façon ces réactions vont-elles affecter la politique péruvienne au cours des mois et des années à venir ? De quelle façon cette réaction affectera-t-elle (ou devrait-elle affecter) à son tour la politique américaine ?

7. Analyse de la situation des principaux partis politiques au cours des dernières années. Quel est leur avenir ? Quelle sera vraisemblablement la future politique militaire si l'on imagine l'arrivée au pouvoir des différents partis politiques (sans se soucier du fait qu'ils puissent être librement élus ou non) ?

8. Où en sont actuellement les discussions sur une extension possible de la limite des trois milles qui se déroulent — nous le savons maintenant — entre les États-Unis, le Chili, le Pérou et l'Equateur ? Quels sont les arguments des deux côtés ? En particulier, quels facteurs juridiques — s'il y en a — justifient-ils la position péruvienne ? Quels sont les terrains d'entente probables qui pourraient être trouvés ?

9. Quelle sera probablement la réaction des Péruviens face à l'A.N.C.O.M., au cours des trois ou quatre années critiques à venir ? Iron-ils jusqu'à l'intégration totale ? Ou sera-ce trop difficile, avec leurs industries à tenir en main ? Quel sera l'effet de leur comportement présumé face à l'A.N.C.O.M. sur l'ensemble de la situation politique ?

Sincèrement vôtre,

John C. HUSSEY Jr.

*

EXTERNAL RESEARCH REPORT

OFFICE OF RESEARCH REPORT
U.S. DEPARTMENT OF STATE

Le problème des pays sous-développés

24 juin 1959

Toutes les recherches fondamentales envisagées devraient être entreprises par des chercheurs privés pour les raisons suivantes : premièrement cela écarterait l'influence gênante des intérêts de la bureaucratie. Deuxièmement, le personnel de recherches gouvernemental est toujours nécessaire et il continuera à faire des analyses et des estimations sur des problèmes immédiats de moindre envergure. Troisièmement, la communauté des chercheurs et le public feraient sans doute davantage confiance aux découvertes de chercheurs privés qu'à des recherches menées par le gouvernement. Il serait donc plus facile de gagner le soutien de la population à toutes les décisions politiques qui pourraient découler des programmes de recherches envisagés. Enfin, et ce n'est pas le moins important, on n'insistera jamais avec assez de vigueur sur le fait que les esprits et les émotions des populations des pays sous-développés ne peuvent être atteints dans beaucoup de cas que par leurs concitoyens, et, dans les autres cas, par des chercheurs privés ou des analystes de l'opinion publique.

[263]

Anthropologie et impérialisme.
Textes choisis et présentés par Jean Copans.

Deuxième partie

UN DÉBAT INTERNATIONAL

[Retour à la table des matières](#)

[264]

[265]

Deuxième partie.
UN DÉBAT INTERNATIONAL.

6

“Un regard critique
*sur les critères utilisés dans l'étude
des changements sociaux en Afrique coloniale.*”

Bernard Magubane

[Retour à la table des matières](#)

Ce texte vaut par sa force de critique idéologique de certains concepts théoriques dominants dans l'anthropologie urbaine africaniste anglo-saxonne. L'auteur est un noir d'Afrique du Sud (né au Natal) et travaillant maintenant aux U.S.A. Ce texte est paru en discussion dans Current Anthropology. On trouvera ici d'importants extraits de l'article lui-même, un commentaire du Nigérian Okediji et la réponse de l'auteur à l'ensemble des critiques dont son texte a fait l'objet.

RÉFÉRENCE

B. MAGUBANE, « A Critical Look at Indices used in The Study of Social Change in Colonial Africa ».

_____, Commentaires de : V.D. Souza, A. Epstein, N. Gonzales, A.F. J. Köbben, P. Mayer, S. Messing, J.C Mitchell, E. Mphahlele, O. Okeidiji, S. Saberwal, P.I. Van den Berghe, A. Wolfe

_____, Réponse de B. Magubane.

Current Anthropology, octobre-décembre 1971, vol. 12, n° 4-5, p. 419-445.

[266]

Autres textes de B. Magubane

« Crises in African Sociology », *East Africa Journal*, décembre 1968, vol. 5, n° 12, p. 21-40.

« Pluralism and conflict situations in Africa : a new look », *African Social Research*, 1969, n° 7, p. 529-554.

« Amilcar Cabral : Evolution of revolutionnary thought », *Ufanamu*, Fall 1971, vol II, n° 2, p. 71-87.

« On Walter Rodney's How Europe Underdeveloped Africa », *Ufanamu*, Winter 1973, vol. III, n° 3, p. 131-144.

B. MAGUBANE, O'BRIAN, « The political economy of migrant labour : a critique of conventional wisdom on a case study in the functions of functionalism », *Critical Anthropology*, 1971.

B. MAGUBANE, A. MARIOTTI, Urban Ethnology in Africa : some theoretical Issues, 9^e Congrès international des sciences ethnologiques et anthropologiques, Chicago, 1973, ronéo, 36 p.

[267]

I

Le colonialisme a imposé l'ordre urbain aux sociétés indigènes conquises du Sud africain, par exemple en Zambie (Rhodésie du Nord), en Rhodésie, au Kenya et en Afrique du Sud. Cet ordre impliquait des modèles d'organisation sociale, d'économie, d'administration, de religion et de culture. Une étude des manières dont ont réagi les peuples colonisés devrait tenir compte de la nature de ces modèles. Après les guerres de conquête, des minerais furent découverts dans le Sud africain. Pour les extraire, il devint nécessaire d'appliquer un programme d'urgence pour prélever de la masse paysanne africaine une main-d'œuvre non spécialisée destinée à travailler dans les mines et à renforcer la main-d'œuvre blanche spécialisée venue d'ailleurs. Dans la « nouvelle » société ainsi créée, la domination blanche n'était pas seulement économique mais également politique et culturelle. Toute théorie sur les changements des types de comportement de la population indigène doit tenir compte de l'ensemble de cette situation.

Il existe une abondante littérature traitant des problèmes de ce que l'on appelle l'« acculturation » et des changements sociaux. Les anthropologues sociaux qui se sont le plus penchés sur ce phénomène en Zambie ont été Wilson (1942), Mitchell (1956, 1960) et Epstein (1960, 1961 ; Epstein et Mitchell, 1959). Beaucoup d'auteurs ont décrit le même processus en Afrique (Banton, 1961 ; Hellman, 1948 ; Sofer et Sofer, 1955 ; McCullough, 1956 ; Little, 1955, 1965 ; Xydias, 1956 ; Fraenkel, 1964 ; Mayer, 1962). Ces chercheurs se sont surtout consacrés à l'étude des symboles de l'« acculturation », un autre mot pour désigner ce que certains appelaient l'« européanisation » et/ou l'« occidentalisation ». [268] Ils ont conclu que les indices les plus révélateurs à la fois du processus d'« acculturation » et de la formation de nouveaux groupes sociaux dans une situation urbaine sont les habits « européens », la profession, l'éducation et les revenus. C'est sur l'importance des vêtements à l'« européenne » chez les citoyens africains que l'on a le plus insisté.

Dans le choix de ces critères, ces anthropologues — au lieu de considérer le système colonial comme une dimension essentielle de la nouvelle structure sociale — ont eu tendance à le considérer comme donné ou à penser que ses caractéristiques générales étaient connues. L'attention s'est portée sur le comportement et les systèmes de valeur des citoyens africains — l'objet de leur recherche — comme s'ils faisaient un libre choix. C'est pourquoi leurs attitudes et leurs actions ont été déformées ; on a accordé trop d'importance à certains détails, tandis que l'on finissait par en négliger d'autres, moins évidents, mais en fin de compte plus tenaces.

En fait, une analyse historique complète des changements sociaux devrait tenir compte des phases d'« acculturation » suivantes :

1. Une période initiale de contact entre les envahisseurs blancs et les Africains : résistance africaine aux lois blanches de communautés jusqu'alors indépendantes, et usage de la force physique par les blancs pour venir à bout de la résistance africaine.
2. Une période d'« assentiment » : certains Africains, coupés de leur société traditionnelle, sont amenés à acquérir les techniques et les formes sociales du groupe dominant, en adoptant par exemple sa religion, en allant à l'école, et en assimilant le système de valeurs et les traits de culture en vigueur dans le nouvel ordre.
3. Une période de résistance d'un type nouveau : les Africains acquièrent un sentiment « national » qui surmonte les divisions « tribales » et confrontent le pouvoir colonial à la demande d'une libération nationale.

Ces étapes de la résistance se chevauchent et prennent diverses formes, mais il faut tenir compte de tous ces éléments si l'on étudie la totalité des signes du changement social à un moment donné. Le sociologue négligera des développements significatifs et donnera une fausse interprétation du phénomène qu'il observe, s'il ne met pas en relation ses découvertes avec le cadre du système colonial, et le type de conflit dominant ou latent dans la société. Cet ordre colonial doit être

en dernier recours son [269] système de référence, au sein duquel il cherche ses critères de changement. En fait, l'histoire de la situation coloniale, si on l'oppose à son économie, sa politique, sa sociologie et sa psychologie, est en grande partie l'histoire de l'éventail des réactions africaines à la situation nouvelle, l'histoire des réponses africaines face à un rapport de forces nouveau, de la façon dont les Africains s'en sont accommodés, y ont résisté ou échappé. L'histoire de la situation coloniale est en grande partie l'histoire de la résistance africaine à la loi blanche, de la « politique de survie » africaine qui marqua l'apogée de l'ère coloniale, du mouvement des nationalistes africains qui produisirent la libre détermination nationale ¹⁹²

Dans les études qui sont examinées et critiquées ici, on ne trouve pas de description de la structure sociale coloniale. On nous propose une situation contenant une réponse unidimensionnelle — dans laquelle les valeurs et la psychologie coloniales ne sont pas remises en question. Les anthropologues croyaient implicitement non seulement à l'inévitabilité mais aussi au bien-fondé de la conquête de l'Afrique par les blancs. On en arriva logiquement à trouver naturelle la colonisation de la personnalité africaine qui alla de pair avec l'assujettissement économique et politique. On verra plus loin que la sociologie de la stratification sociale était par conséquent tout à l'honneur des images blanches et très défavorable à celles des noirs. Mphahlele écrit : « J'ai reçu l'éducation que l'Occident seul avait à m'offrir. J'ai été élevé dans l'histoire, la littérature et la religion européennes, et amené à m'identifier aux héros européens, tandis que les héros africains étaient discrédités, sauf ceux qui étaient devenus chrétiens ou qui avaient renoncé à leur pays et leur liberté, et que les dieux africains étaient ignorés. Plus tard, j'ai rejeté le christianisme. Et cependant je ne pouvais pas revenir délibérément aux cultes ancestraux. Mais ceci ne diminue en rien mes ancêtres dans mon esprit. Très profondément, du fond de mon moi agnostique, j'éprouve du respect pour eux ¹⁹³. »

Les raisons historiques du discrédit porté sur ce qui était africain résident dans l'idéologie de l'impérialisme, exprimée par le darwinisme social, l'administration et le « Double Mandat ». Le devoir de l'administrateur était de développer ses « fonctions » ; on évaluait son

¹⁹² LEGASSICK, 1970, p.1.

¹⁹³ MPHAHLELE, 1967, p. 36-37.

succès à l'importance de l'absorption ou de la copie de sa culture par la population sujette. Il en résulta [270] que les études des changements sociaux cherchèrent à découvrir des éléments confirmant le succès de cette mission. En cherchant à découvrir ces éléments, les anthropologues tinrent uniquement compte de l'aspect subjectif de la réalité. Tout cela aboutit à la confusion ainsi qu'à des interprétations et des accusations erronées : confusion entre l'expérience directe du chercheur et l'expérience du colonisé, entre la nature des actions des colonisés et l'interprétation qu'en donnaient les analystes. L'importance attribuée aux vêtements¹⁹⁴ est une manière subtile d'imposer les valeurs des couches dominantes, valeurs dénuées de sens aux yeux des colonisés. Les critères choisis ne représentent pas fidèlement la réalité africaine dans les zones urbaines. Les vêtements, la hiérarchie professionnelle et l'éducation comme indices de prestige ou de stratification sociale, ne correspondent ni à la réalité première¹⁹⁵ d'une société divisée racialement ou en classes économiques, ni même à la réalité secondaire de la mobilité individuelle limitée à l'intérieur du système colonial. La méthode d'analyse utilisée dans ces études a agi tant sur le plan politique que sociologique comme une mystification puissante des forces sociales réelles en présence. Plus loin dans cet article, il sera démontré que la possibilité pour les Africains d'agir politiquement afin de transformer le statu quo a été niée implicitement par la façon dont le changement social a été conceptualisé. Ces études sont un mauvais exemple de ce que Mills appelle l'« empirisme abstrait » : « Depuis que les études de stratification sont menées dans un style nouveau, aucune conception nouvelle n'est apparue. En fait, les concepts clefs provenant d'autres méthodes de travail n'ont pas été "traduits" ; en général, on s'est servi d'"indices" plutôt spongieux de

¹⁹⁴ WILSON, 1942, p. 15, fit observer que « les Africains de Broken Hill n'étaient pas un peuple de gardiens de troupeaux, ni de gardiens de chèvres, ni un peuple de pêcheurs, ni de bûcherons, mais étaient un peuple habillé ».

¹⁹⁵ Par réalité, je ne me réfère à aucun absolu, mais à la compréhension historique relative de la situation des Africains lorsqu'ils s'installèrent dans les villes et commencèrent à s'intéresser à une économie monétaire. C'est pourquoi, historiquement, la question cruciale était : à quel genre d'action politique collective pourrait-on s'attendre de la part d'un peuple soumis à cette situation sociale et physique particulière ? Serait-elle limitée à une simple émulation par rapport au groupe dominant, ou aurait-elle pour objectif de renverser le système haï ?

"statuts socio-économiques". Les difficiles problèmes de la "conscience de classe" et de la "fausse conscience", des concepts opposés de "statut" et de "classe", et l'idée de Weber — idée provocante d'après les [271] statistiques — de "classe sociale" n'ont pas été posés par ceux qui utilisent ces méthodes. De plus, et c'est là le plus grave à bien des égards, le choix de petites villes comme "zones types" pour les études persiste avec force, quoiqu'il soit bien évidemment impossible d'aboutir — en additionnant de telles études — à une idée exacte de la structure nationale des classes, des statuts et du pouvoir ¹⁹⁶. »

Les études qui font ici l'objet de notre examen critique ne choisissent même pas une ville comme unité d'analyse. Leur unité d'analyse est l'individu plutôt que la formation sociale du colonialisme avec ses relations sociales complexes. On se rendra vite compte que ces études tendent à masquer les structures coloniales, sociales, et de classe de la société, ainsi que le monopole du pouvoir exercé par les colonialistes blancs sur les Africains. Mais comme le fait remarquer Kuper, en se référant à l'Afrique du Sud : « La formation des classes chez les Africains ne peut pas être définie simplement comme un attribut ou un corrélat des différences d'activité existant entre eux. On doit la rattacher à la structure générale de la société sud-africaine, et au passage des Africains d'une structure tribale à un système de domination raciale. Les classes émergent de la tribu mère et se développent dans le contexte d'une société à structure raciale. L'interaction est inévitable entre la tribu, la race et la classe, chacune d'elles pouvant fournir une base pour les relations d'association et d'allégeance ¹⁹⁷. »

Les études en question ne cherchent pas à savoir comment l'ordre social colonial s'y est pris pour limiter tous les aspects de la vie africaine. La sociologie coloniale ne s'est pas intéressée aux relations coloniales de production basées sur l'exploitation, ni à la nature des classes dans une telle société. Elle a fait porter toute son attention sur le prestige et sur les groupes hiérarchiques des individus. Elle a considéré seulement leurs souhaits, en les séparant des souffrances quotidiennes provoquées par la discrimination qui aboutirent aux luttes de libération nationale. Parce que ces études ne s'intéressaient qu'aux individus, on y montrait les Africains aspirant à des « buts de caractère

¹⁹⁶ MILLS, 1961, p. 54.

¹⁹⁷ KUPER, 1965, p. XI.

européen ». Ces études passaient sous silence le fait que, si les Africains aspiraient à « un mode de vie européen », ils exprimaient simplement le désir d'échapper à la triste condition que le colonialisme leur imposait.

[272]

Certains des anthropologues sociaux britanniques qui ont étudié les changements sociaux n'ont pas su faire la distinction entre les plans économique, politique et socio-culturel de la réalité coloniale. Toynbee écrit : « Tandis que les cartes économiques et politiques du monde d'aujourd'hui ont été "occidentalisées" au point qu'on peut à peine les reconnaître, la carte culturelle reste aujourd'hui pratiquement ce qu'elle était avant que la société occidentale ne se lance dans ses conquêtes économiques et politiques. Sur le plan culturel, pour ceux qui ont des yeux pour voir, les contours des quatre civilisations non occidentales encore existantes sont toujours apparents ¹⁹⁸. »

Afin de permettre une évaluation précise et détaillée des critères de stratification sociale, j'examinerai plus particulièrement leur utilisation dans les ouvrages de deux spécialistes des sciences sociales, Mitchell et Epstein. Mon choix s'explique parce que j'ai travaillé pendant trois ans en Zambie, le terrain sur lequel ils ont accompli la plus grande partie de leurs recherches, et que je suis donc très familiarisé avec leurs études. Néanmoins, ma critique s'étend à beaucoup d'autres études qui ont utilisé des indices et des méthodes similaires. Ma présentation sera schématique et probablement trop simplifiée, et, de ce fait, ne rendra peut-être pas justice aux subtilités et complexités de l'argumentation des auteurs. Dans la mesure où cette présentation schématique sert néanmoins à mettre en lumière les défauts des critères qu'ils ont utilisés, je pense que ma méthode est justifiée. Le contenu idéologique de ces critères est souvent enterré sous des subtilités et des qualificatifs, mais même ainsi il irrite notre esprit.

¹⁹⁸ TOYNBEE, 1934, p. 53.

II

Les descriptions de Chanda et de William¹⁹⁹ ne sont bien évidemment pas « scientifiques », mais constituent une apologie de la prééminence de ce qui est appelé « la civilisation occidentale ». En bref, on nous présente William et Chanda derrière un verre fumé afin que le spectacle flatteur d'une zone « occidentalisée » ne soit pas troublé par un aperçu quelconque des feux indigènes qui brûlent en dessous²⁰⁰. Les descriptions sont sans doute correctes sur un plan superficiel, mais dans le choix des [273] superlatifs utilisés pour décrire, par exemple, « les habits européens », on a imposé une idéologie à la complexité culturelle. Les vêtements et le teint clair sont faits pour signifier ce que Mitchell et Epstein affirment qu'ils signifient.

Mitchell et Epstein remplacent souvent la démonstration par l'affirmation comme méthodologie des sciences sociales. Ils adoptent une technique consistant à affirmer à plusieurs reprises certaines de leurs opinions, en insistant notamment sur le fait que les blancs sont un groupe de référence et que « le mode de vie européen » ou la civilisation occidentale fixent les objectifs auxquels aspirent les Africains. Le travail de persuasion sur cette question est vraiment fastidieux, aussi la répétition finit-elle par devenir monotone. Jamais Marx n'a parlé aussi vrai que lorsqu'il écrivait : « Plus l'antagonisme entre les forces croissantes de production et l'ordre social existant se développe, plus l'idéologie de la classe dirigeante s'imprègne d'hyprocrisie. [...], plus le langage utilisé par la classe dominante devient sublime et vertueux²⁰¹. »

Ces spécialistes des sciences sociales ont eu, semblerait-il, un penchant inconscient, idéologique et psychologique à revendiquer la suprématie culturelle des blancs sur les Africains. Les Africains qui — d'après eux — recherchent l'europanisation étaient des hommes qui — tout en étant politiquement asservis et économiquement exploités — créaient néanmoins avec succès une nouvelle synthèse culturelle pour

¹⁹⁹ Exemples types d'Africains urbanisés choisis et décrits par Epstein et Mitchell. [N.d.T]

²⁰⁰ TOYNBEE, 1934, p. 53.

²⁰¹ Cité dans APTHEKER, 1955, p. 116.

faire face à une situation nouvelle et exprimer plus précisément leurs idéaux propres.

III

Dans la subordination forcée qui caractérise la situation coloniale, dire que les « oppresseurs » blancs forment un groupe de prestige vers lequel tendent les aspirations des Africains présuppose non seulement la liberté du groupe soumis, mais également une unanimité sur la légitimité des relations sociales coloniales. Une autre nuance pour désigner la supériorité comme un prestige est l'hommage volontaire rendu à une personne supérieure. En termes d'action politique, une stratification par le prestige implique l'existence d'un continuum de situations sociales hiérarchisées plus ou moins clairement définies. Ces positions sont [274] déterminées par de nombreux facteurs ; et pas simplement par la possession de biens et par le monopole du pouvoir, ce qui est incompatible avec la formation de classes sociales massives, ou avec l'existence d'un conflit fondamental entre les classes. Les relations existant entre les groupes hiérarchiques à différents niveaux sont des relations de compétition et d'émulation et non des conflits ²⁰².

En concluant qu'en Rhodésie du Nord l'échelle de prestige n'a pas encore fourni une base permettant le recrutement de groupes agissant collectivement, Mitchell et Epstein supposent qu'aucun conflit n'a opposé les Africains et leurs suzerains blancs, et ceci est incorrect sur le plan historique. Clegg a écrit, par exemple, que la commission Merle Davis avait découvert dans la réserve de la ville de Ndola en Rhodésie du Nord que 52 des Africains plus avancés sur le plan de l'instruction et de la richesse avaient créé une « Native Welfare Organisation » qui se réunissait chaque mois pour discuter. Des organisations moins importantes existaient également à Lusaka, Broken Hill, et dans le complexe minier de Roan Antelope. Selon ce rapport, trois dirigeants sur quatre reconnaissaient que leurs organisations existaient pour protéger les droits et les intérêts des Africains en Rhodésie du Nord ²⁰³.

²⁰² BOTTOMORE, 1964, p 26.

²⁰³ CLEGG, 1960, p. 77.

La méthode qui consiste à classer les professions et à extrapoler ensuite, à partir de telles conclusions, sur l'existence d'une classe est manifestement subjectiviste. C'est une méthode qui donne une simple description photographique du système de stratification sans révéler sa dynamique. Elle permet à ses défenseurs de décrire les critères d'après lesquels ils évaluent leur propre position ainsi que celle d'autres personnes à l'intérieur d'une hiérarchie de prestige social ; elle ne détermine pas la base objective de leurs motifs et de leurs intentions. La question, qui est la plus intéressante sur les plans politique et sociologique, de savoir si les Africains pouvaient considérer juste ou nécessaire le système de stratification dans lequel les blancs savouraient tous les fruits de leur travail, et s'ils l'acceptaient ou essayaient de le changer, cette question n'est pas posée. Tout en sachant qu'en Europe occidentale les classes rendent possible une action collective, Mitchell et Epstein ont ignoré ce phénomène chez les Africains de la Rhodésie du Nord. Ils ont supposé de manière illégitime que, puisque les Européens constituaient une élite et [275] un groupe de référence, les Africains s'attachaient davantage à les imiter, plutôt qu'à s'organiser pour changer le statu quo. Cela a peut-être été le cas sur un plan individuel, mais cela ne rend pas compte des sujets actuels de désaccord. Le fait que la Zambie soit aujourd'hui indépendante prouve combien leur analyse était inconséquente et superficielle. [...]

IV

Un dernier point doit être souligné, non seulement pour son importance évidente à ce stade du développement de l'Afrique, mais parce que ces études ont posé les bases d'une sociologie africaine. Mon but est de prouver qu'elles font inconsciemment l'apologie du pouvoir colonial, et cela nécessite une attitude critique envers les hypothèses qui sous-tendent l'analyse. Il est évident que nous ne pouvons pas passer sous silence la classification sociale telle qu'elle est reflétée par les types de consommation, la profession et les revenus, ou le prestige social tel qu'il est vécu par les individus, mais ces caractéristiques sont secondaires pour l'analyse sociale qui tient compte de la situation objective, dans laquelle les Africains étaient opprimés par le

colonialisme et leurs valeurs déformées par un tel système. Parler des « aspirations africaines à un mode de vie européen » ne mène pas très loin, à moins que les implications politiques de telles aspirations soient également définies. Le développement des classes n'aboutit pas à une situation statique, mais crée un dynamisme qui facilite le changement social, dans lequel le « changement » ne s'applique pas à des modifications internes à l'intérieur d'un système social donné, mais à la transformation totale {historique} de la société tout entière. Pour le développement d'une telle théorie (qui pourrait se passer de la précision photographique dans la description des futilités sociales), le schéma de bipartition en deux classes (les blancs étant regroupés sous le nom général de groupe oppresseur plutôt que de groupe de référence) serait adéquat ²⁰⁴.

Tout changement dans la vie des peuples colonisés qui ne concerne pas l'aspect aliénant de la domination, ni les alternatives qui hantent l'ordre établi, telles que des tendances subversives, est de la « thérapie » destinée à faire accepter le pouvoir étranger. [276] L'idée d'« européanisation », entraînant un processus d'« assimilation par les aspirations » à des normes et à des valeurs européennes, renferme des présupposés qui indiquent la nature de la domination d'un groupe sur un autre. Selon Anderson, « l'hégémonie fut définie par Gramsci comme la prédominance d'un bloc social sur un autre fondée non seulement sur des rapports de forces et de richesses, mais sur une autorité sociale dont la sanction et l'expression ultimes sont une suprématie culturelle profonde. Cet ordre impérieux ne fixe pas simplement des limites externes aux actions et aux ambitions du bloc soumis, mais il structure sa vision profonde de lui-même et du monde, en imposant des faits historiques contingents comme étant les conditions nécessaires de la vie sociale elle-même ²⁰⁵ ». Lorsque le port de « vêtements à l'europpéenne » devient l'un des indices les plus importants au travers duquel on étudie les aspirations de l'Africain à « un mode de vie européen », alors la méthode d'analyse devient vraiment ce que Goodenough appelle une « technique [...] destinée à induire les désirs des autres à partir du conformisme extérieur. Ils peuvent servir à permettre aux gens de modifier l'image extérieure qu'ils

²⁰⁴ LICHTHEIM, 1968, p.61.

²⁰⁵ ANDERSON, 1965, p. 30.

donnent aux autres, mais ils n'ont pas forcément beaucoup d'effet sur leur propre évaluation d'eux-mêmes ²⁰⁶ ».

V

La principale contribution sociologique des études citées est leur consécration implicite de l'hégémonie des colonialistes blancs. Leur méthode d'approche et d'analyse des changements sociaux a servi de masque idéologique en ce qui concerne la condition réelle des citoyens africains. Même si l'on accepte les conclusions de telles études, elles doivent au moins être enracinées dans un contexte historique précis. L'aspect économique, [277] normatif et les fausses relations de la situation coloniale doivent être définies. Les vêtements pourraient n'avoir l'importance qu'on leur attribue que dans une situation d'oppression où tous les autres accès à la conscience de soi seraient accaparés par une communauté de colons blancs.

Il serait instructif d'établir un index du prestige dans la période qui suit l'indépendance, et de le comparer avec celui de l'époque coloniale. Quels sont les critères actuels de « réussite » ? La richesse, la profession, l'éducation et le pouvoir semblent être des facteurs communs aux deux époques, mais ils s'expriment de manière différente. Aucun Africain de la période coloniale ne pouvait égaler les positions occupées aujourd'hui par un président et ses ministres. Si à l'époque coloniale l'éducation était liée à la conversion au christianisme, les deux choses ne sont plus nécessairement liées à l'heure actuelle, ce qui suggère que les Africains peuvent recevoir (et recevront) une éducation sans se convertir. Les Africains n'attachent plus d'importance aux

²⁰⁶ Goodenough

GERTH et MILLS, 1961, p. 89, ont remarqué : « Le soi et l'autre peuvent être en accord — mais de manière négative, un groupe inférieur peut accepter les images négatives que lui impose un groupe social supérieur. Tous les groupes dirigeants cherchent à imposer de tels sentiments aux groupes sujets. Des images stéréotypées et des généralisations injustifiées basées sur un cas extrême — qui le rendent "représentatif" de tous — font partie des moyens utilisés pour créer des sentiments d'infériorité ou un respect réel pour autrui. », 1963, chap. 8.

vêtements conventionnels de l'employé de bureau ; il y a au contraire une forte tendance à trouver une nouvelle forme d'habillement, souvent appelée « traditionnelle », et très différente de la coupe « européenne ».

Nous pouvons donc grouper les indices de prestige en deux catégories : ceux qui sont « fonctionnels » dans une société urbaine industrielle et qui se retrouvent dans les périodes précédant et suivant l'indépendance, et ceux qui découlent plus particulièrement de l'époque coloniale et dont l'importance a diminué depuis l'indépendance. Mitchell, Epstein et bien d'autres n'ont pas réussi à en faire une estimation correcte, car ils ont considéré le système colonial comme quelque chose d'« éternel », comme la condition dans laquelle les Africains essaieraient de trouver un équilibre, et non comme un système qu'ils voulaient à tout prix renverser.

Il n'est jamais venu à l'esprit d'Epstein que si les Africains évaluaient leur prestige en terme de vêtements européens (qui peuvent être plus ou moins en bon état) ou s'ils attachaient de l'importance à une peau claire, c'est parce qu'ils étaient dans un état psychologique détérioré. Les vêtements et la peau claire ne pouvaient devenir des signes de prestige que dans un système de fantaisie social, dans lequel les Africains auraient été submergés par le colonialisme. Dans la valorisation de choses telles [278] qu'une peau claire, nous voyons l'abrutissement de l'homme noir par le colonialisme dans sa forme la plus crue et cependant la plus subtile. N'est-il pas frappant qu'un peuple, manifestement noir, attache beaucoup d'importance à une peau claire, et beaucoup moins à une peau noire ? Dans cette fixation pleine de masochisme et d'abnégation de soi, nous pouvons voir les effets aliénants de l'ordre colonial. L'homme colonisé était atteint psychologiquement. Il en était arrivé à se voir comme le colon le voyait. C'est pourquoi sa personnalité même était le reflet dégradé de ses oppresseurs. Cependant Epstein, Mitchell et les autres n'ont jamais cherché à connaître les sources de cette « folie » collective.

Si un individu croyait pouvoir acquérir du prestige par le simple port de « vêtements européens », alors il n'était rien de plus qu'un esclave, car c'est seulement dans l'asservissement colonial que la personnalité africaine « européenisée » est apparue. Définir un Africain en ces seuls termes n'était possible que lorsqu'il était un colonisé, et cela avait en

outre pour conséquence de détruire chez l'Africain le sens de son indépendance. Dans ce but, les études dont nous parlons passent sous silence et réduisent à néant le potentiel révolutionnaire de leur caractère sociologique. Elles insistent avec force et exaltent ce que leurs auteurs jugent acceptable pour la « mission » coloniale. Il est évident qu'un Africain « européenisé » ne peut jamais, sinon par ironie, prétendre à une identité indépendante. La conséquence de ces hypothèses et de ces perspectives fut qu'on enleva à l'Africain toute prétention à déterminer lui-même son identité noire. Tant qu'il accepta le mythe de son infériorité humaine et culturelle, l'Africain ne put jamais atteindre le degré de conscience de soi et d'amour-propre requis pour une lutte nationaliste prolongée contre la soumission coloniale.

Le problème de son identité était très important pour l'Africain colonisé. Il est bien évident que l'identité « propre » d'un individu ne peut jamais être complètement « abstraite » de son identité pour les autres. Les colons européens n'acceptèrent jamais l'Africain, sans parler de ce que l'on appelle l'Africain occidentalisé. En fait, à leurs yeux, plus un Africain était « occidentalisé », et plus il était « gâté ²⁰⁷ ». Historiquement, les idéologues [279] occidentaux ont rejeté toute contribution africaine au progrès humain. Les études qui assimilent le sentiment de dignité chez les Africains à l'occidentalisation (les vêtements en particuliers) perpétuent et ajoutent foi à l'idée que les Africains n'ont rien dont ils puissent être fiers.

²⁰⁷ FANON, 1952, p. 33, a présenté le dilemme de l'homme noir causé par la soumission coloniale en ces termes : « Le noir a deux dimensions. L'une avec son congénère, l'autre avec le blanc. Un noir se comporte différemment avec un blanc et avec un autre noir. Que cette scissiparité soit la conséquence directe de l'aventure colonialiste, nul doute... qu'elle nourrisse sa veine principale au cœur des différentes théories qui ont voulu faire du noir le lent acheminement du singe à l'homme, personne ne songe à le contester. Ce sont des évidences objectives, qui expriment la réalité. » Les études du changement social, qui se servaient de critères superficiels tels que les vêtements et qui proclamaient que l'« occidentalisation » était le stade final de développement humain pour les Africains, essayaient d'une manière subjective de « confirmer » cette absurdité historique — selon laquelle, lorsqu'un Africain devient occidentalisé, il subit une mutation définitive et totale qui se reflète dans des termes tels que la « détribalisation ».

En associant le mérite à l'identité européenne ²⁰⁸, Epstein, Mitchell et les autres ont contribué à la soumission politique et culturelle des Africains aux normes européennes et aux préjugés du pouvoir colonial qui était l'essence du colonialisme ²⁰⁹. Ils nient la validité des systèmes sociaux et culturels africains, en présentant les Africains comme aspirant à un « mode de vie européen ». D'après leurs études, l'Africain s'humanise en proportion des normes culturelles du pays colonisateur qu'il adopte, et non par son accession à l'indépendance, qui est une négation de ces normes culturelles.

La pensée est sujette à des facteurs extra-théoriques les plus divers. Ces facteurs ne font pas qu'influencer la genèse des idées, mais pénètrent dans la forme et le contenu de telles idées, et, qui plus est, déterminent la portée et l'intensité de l'expérience et de l'observation ²¹⁰. Ce qui est grave dans les méthodes d'Epstein et de Mitchell, c'est qu'en se soumettant à la tyrannie d'un système administratif ²¹¹ dont la mission proclamée était de civiliser le monde ils ne réussirent pas à affronter l'objet véritable de leur étude. Le colonialisme et l'impérialisme ont enlevé [280] aux Africains leur indépendance et leur terre, — la sociologie du colonialisme leur a volé leur culture et leur identité. Est-il surprenant que les « indigènes » aient refusé de se soumettre à ce viol spirituel et que l'indépendance ait créé un climat dans lequel les Africains peuvent sauver des ruines coloniales tout ce qui a subsisté de leur culture ?

²⁰⁸ KUPER, 1965b, p. 112, a proposé l'explication suivante de la perspective ethnocentrique : « Au travers de l'Africain, c'est eux-mêmes que beaucoup de Portugais ou de Français reconnaissaient, dans leur politique d'"assimilado" ou d'"évolué", et non la qualité de la culture ou de la personnalité africaines, de sorte que le spécialiste des sciences sociales peut se découvrir lui-même au lieu de la nouvelle perspective que lui offre l'étude d'une société étrangère. »

²⁰⁹ Emerson, Kelson, 1965, p. 19.

²¹⁰ MANNHEIM, 1934, p. 240.

²¹¹ SKLAR, 1967.

VI

Les études sur lesquelles nous nous sommes penchés sont imprégnées de l'ethnocentrisme caractéristique du jugement des couches privilégiées. Nous n'y trouvons pas une analyse des contacts de cultures et des changements, mais une propagande pragmatique pour certains idéaux sous l'apparence d'une analyse sociologique. Décrire les contacts culturels comme Mitchell, Epstein et d'autres l'ont fait, c'est échanger des idées en fonction de leur cours et non de leur valeur nominale ²¹². De telles interprétations des données deviennent à la fois une arme et une excuse pour la lutte des groupes. Mitchell décrit les Européens comme des agents de la civilisation ; il voit dans l'aliénation pathologique de l'Africain à l'égard de sa culture un trait prestigieux de civilisation. Si de telles interprétations pouvaient s'ancrer dans l'esprit des Africains, elles deviendraient une force matérielle qui justifierait l'oppression blanche et l'exploitation économique. Comme l'a noté Weber, dans les analyses de Mitchell et d'Epstein, « la structure de caste détermine une subordination sociale et l'acceptation de "davantage d'honneurs" en faveur de la caste et du groupe social privilégiés. Cela était dû au fait que, dans la structure de caste, les distinctions ethniques en tant que telles devinrent des distinctions "fonctionnelles" de la socialisation politique ²¹³ ».

Dans l'utilisation de concepts tels que « mission civilisatrice » et occidentalisation, et d'indices tels que les vêtements, etc., pour décrire la formation de nouveaux groupes urbains, nous voyons surtout une exubérance de la part des anthropologues qui sert principalement à dissimuler une apologie de la misère que l'exploitation impérialiste a imposée aux Africains. Un jour, Matthew Arnold a enseigné que le but de l'étude de ce que l'on [281] avait enseigné ou dit le mieux est de critiquer notre mode de vie actuel et de nous faire voir les choses telles qu'elles sont en réalité ; mais l'étude de nos classiques (si l'on peut appeler ainsi ce qui a été écrit en sociologie africaine) semble au

²¹² GERTH, MILLS, 1954, p. 189.

²¹³ WEBER, 1964, p. 189.

contraire nous cacher la réalité, et taire la base même de notre expérience : notre façon de voir, de sentir et de savoir ²¹⁴.

On ne doit pas interpréter ma critique d'Epstein et de Mitchell, et me faire dire qu'ils étaient des outils aux mains des colonialistes ou des impérialistes ; j'ai seulement montré que leur interprétation du phénomène était parfois extrêmement superficielle, et, dans le meilleur des cas, ethnocentrique. Leurs analyses ne réussirent pas à dépasser leur optique européenne. Conçues par des hommes qui, au départ, ont accepté la « mission civilisatrice » de l'impérialisme, leurs analyses ont rationalisé et tenté de perfectionner le système impérialiste. Le résultat fut un effort partagé entre l'analyse sociale et la propagande qui aboutit à une macédoine de formulations éclectiques et mécanistes. Même si, à certains égards, leurs analyses atteignaient les deux objectifs, elles n'ont pas abouti à un seul modèle théorique unique et cohérent. En fait, quelques critiques qui opéraient dans les limites de l'impérialisme capitaliste furent petit à petit acceptés au titre de conseillers actifs. On se servit d'études telles que celles d'Epstein et de Mitchell pour créer un cadre de réformes régulatrices, destinées à assurer un fonctionnement plus efficace du système colonial.

Il n'est pas de meilleure conclusion que les vers d'un poète guinéen :

« Je me sens ridicule
Dans leurs souliers, dans leurs smokings,
Dans leurs chemises empesées, dans leurs cols raides,
Avec leurs monocles et leurs chapeaux melon.
Je me sens ridicule
Avec mes orteils qui n'avaient pas
À suer du matin au soir, quand ils étaient libres,
Avec mes membres, emmaillotés et affaiblis,
Privé de la beauté de mon corps dans un pagne ²¹⁵... »

²¹⁴ Cf. KAMPF, 1968, p. 311.

²¹⁵ Léon DAMAS, *Solde*.

[282]

*“Un regard critique sur les critères utilisés
dans l'étude des changements sociaux
en Afrique coloniale.”*

Commentaire

Oladejo O. Okediji

[Retour à la table des matières](#)

J'ai trouvé matière à réflexion dans l'article de Magubane, écrit avec sa franchise caractéristique et son esprit militant de chercheur, et présenté comme une critique de travaux spécifiques de Epstein et de Mitchell. Il ne devrait pas être considéré dans un sens restreint, mais comme un renouveau bienvenu de l'intérêt universitaire pour quelques problèmes moraux, méthodologiques et théoriques concernant l'anthropologie en général et l'anthropologie sociale britannique en particulier. C'est d'autant plus vrai que les intérêts coloniaux, néo-coloniaux et impérialistes se sont servis et se servent encore ouvertement ou secrètement des travaux d'anthropologues véritables (comme les auteurs cités plus haut), et aussi de pseudo-spécialistes des sciences sociales qui cachent leur mission réelle derrière le masque de la profession universitaire, dans des plans stratégiques destinés à anéantir les espoirs et les luttes des peuples opprimés du continent africain contre la répression et l'exploitation organisées. Afin d'empêcher que la discipline anthropologique ne tombe dans un mépris total ²¹⁶, en particulier parmi les nations en voie de développement, les prises de position radicales comme celles de Magubane devraient être constamment encouragées, tandis que la position déjà prise par

²¹⁶ Tout le monde sait qu'en Afrique les gouvernements nationalistes se méfient encore des anthropologues pour des raisons que j'exposerai en partie dans mes commentaires.

l'American Anthropological Association²¹⁷ devrait être imitée par d'autres, mais devrait également être périodiquement révisée et modifiée, si de nouvelles conditions l'exigent.

Il est difficile de remettre en cause les critiques que Magubane a adressées aux œuvres choisies d'Epstein et de Mitchell — critiques portant par exemple sur le choix de certains indices pour [283] analyser la dynamique du changement sans rattacher ces indices au contexte général de l'histoire coloniale, sur le fait de passer sous silence les facteurs de conflit, à savoir l'histoire des « luttes locales contre le pouvoir colonial », d'utiliser des renseignements fournis par des individus (Chanda et William) pour bâtir de vastes hypothèses et généralisations sur l'orientation des changements socio-culturels, etc. Et, comme l'auteur l'a fait justement remarquer, ces critiques ne concernent pas uniquement les travaux de ces spécialistes célèbres des sciences sociales. Mais bien que certaines des raisons que l'auteur donne pour expliquer ce qui précède — par exemple, « l'ethnocentrisme », « une disposition idéologique et psychologique inconsciente à faire l'apologie de la suprématie culturelle des blancs sur les Africains », « l'arrogance typique des spécialistes des sciences sociales appartenant aux classes moyennes qui, accoutumés à de "bonnes normes" depuis leur enfance, déclarent voir dans les ambitions des classes laborieuses une imitation consciente des symboles de la classe dominante », etc. —, bien que ces raisons semblent être pertinentes, il est nécessaire de les replacer dans le contexte de facteurs d'ordre extra-psychologique pour renforcer encore leur crédibilité et fournir des preuves supplémentaires, de nature générale et fondamentale, pour appuyer les principales critiques émises. J'ai l'intention de le faire d'un point de vue historique, théorique et méthodologique.

Au niveau historique, Epstein et Mitchell, comme bien d'autres anthropologues sociaux britanniques bien connus, suivirent à un moment ou à un autre une tradition d'association directe ou indirecte avec les autorités coloniales. Comme l'a dit Forde, au cours de ce siècle les autorités coloniales en Afrique se sont « *occupées dans une certaine mesure de mettre en œuvre un processus général d'occidentalisation, c'est-à-dire de diriger et de contrôler une modification et même une*

²¹⁷ Cf. BEALS, 1967.

transformation délibérée du mode de vie traditionnel des peuples dont elles gèrent les affaires ²¹⁸ ».

Dans le cadre du programme destiné à atteindre ce résultat, on pressa les anthropologues d'entrer dans l'administration coloniale en tant que fonctionnaires ou conseillers universitaires, tandis que l'on donnait une formation anthropologique à d'autres fonctionnaires coloniaux en les encourageant à recueillir des notes [284] ethnographiques qui, parfois, passèrent pour des « rapports d'information détaillés ²¹⁹ ».

Au niveau institutionnel, le « Colonial Social Science Research Council », dont Firth était le premier secrétaire, fut mis sur pied grâce aux fonds du « British Colonial Development and Welfare Fund », le « Colonial Office » désignant à l'origine vingt-cinq anthropologues « *pour entreprendre des recherches à la demande ou avec l'approbation du gouvernement colonial en question* ²²⁰ ». Le même organisme, ainsi que d'autres intérêts privés financiers et économiques de l'Est, du Centre et du Sud africain, contribuèrent financièrement à la création et à l'entretien du Rhodes-Livingstone Institute, qui fut autrefois présidé par des anthropologues sociaux aussi prestigieux que Godfrey Wilson et Max Gluckman, et avec lequel se lièrent étroitement Epstein (en tant que chercheur juridique et sociologue) et Mitchell (sociologue et, plus tard, directeur). A la lumière de ce qui précède, on comprend pourquoi Epstein, Mitchell et les autres ont pu, à l'occasion, être pris au piège entre les prétentions conflictuelles à l'objectivité universitaire et leurs penchants procoloniaux, et pour quelles raisons ils ont pu adopter inconsciemment des cadres analytiques et conceptuels que Magubane a définis comme des « justifications de la prééminence de [...] "la civilisation occidentale" ». Les contradictions apparentes et les problèmes moraux de même nature qui surgissent lorsqu'on essaye de résoudre le conflit de rôles découlant de ce type de double loyauté trouvent peut-être leur meilleure illustration dans le compte rendu fait par Schoorl (1967) sur sa propre collaboration avec le gouvernement hollandais, et, dans une certaine mesure, chez Barnes (1963).

Le fait que Mitchell et Epstein n'insistent pas sur l'histoire coloniale et évitent le conflit, lorsqu'ils analysent les changements sociaux, tend

²¹⁸ FORDE, 1953, p. 842, souligné par moi.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 845.

²²⁰ *Ibid.*, p. 852, souligné par moi.

à provenir, en gros, de l'héritage théorique que Malinowski (1939 ; Firth, 1957) et Radcliffe-Brown (1952 ; Srinivas 1958) légèrent aux anthropologues sociaux britanniques, en particulier entre 1930 et 1950. Bien que les deux chercheurs aient abordé différemment le fonctionnalisme structural ²²¹, leur insistance sur l'analyse synchronique, leur aversion pour la « pseudo-histoire » et leurs hypothèses sur la stabilité et l'équilibre des systèmes socio-culturels semblent avoir exclu [285] toute prise en considération sérieuse des facteurs historiques dans leur approche théorique et méthodologique de l'analyse des changements sociaux. Radcliffe-Brown (1950) pensait que « pour la plupart des sociétés africaines [...] nous ne pouvons pas avoir une histoire des institutions africaines ²²² ». Et dans l'œuvre posthume de Malinowski (1945) consacrée à la dynamique des contacts de cultures dans le contexte des relations raciales en Afrique, il est dit : « Bien qu'aux points de vue historique et théorique la reconstruction du passé soit intéressante, pratiquement elle ne contient aucun indice puisqu'il est impossible de revenir à ce qui a été détruit, oublié, et ne pourra jamais être repris par l'administration européenne ²²³... »

Bien que l'inadéquation de ce cadre théorique pour mener une analyse significative de la dynamique du changement dans une situation de contact de cultures ait été signalée par de nombreux auteurs (Gregg et Williams, 1948 ; Gluckman, 1947 ; Harris, 1968 ; Leach, 1954 ; Worsley, 1961, pour n'en citer que quelques-uns), Gluckman, envers qui Epstein et Mitchell reconnurent leur dette intellectuelle dans l'élaboration de leurs ouvrages ²²⁴, admettait qu'« aucun anthropologue social britannique ²²⁵ n'a proposé jusqu'à présent une alternative [au schéma théorique de Malinowski] ²²⁶ ». Cette situation explique peut-être pourquoi les anthropologues sociaux britanniques qui tinrent compte de l'histoire dans leurs études synchroniques et qui analysèrent

²²¹ BREW, 1968, p. 137.

²²² Radcliffe-Brown, 1950, p. 2.

²²³ MALINOWSKI, 1945, p. 32.

²²⁴ Ils utilisèrent la méthode définie par GLUCKMAN, 1940. Cf. Epstein, 1958, p.XV; MITCHELL 1956a, p.1

²²⁵ Par contre, en Amérique, on était arrivé vers la fin des années trente à « une synthèse des approches du fonctionnalisme structurel et du particularisme historique ». (HARRIS, 1968, p. 539.)

²²⁶ GLUCKMAN, 1947, p. 121.

effectivement des situations de contact de cultures entraînant des conflits raciaux ²²⁷ (réels ou latents) optèrent ou bien pour le genre d'optique historique qui, comme celle de Gluckman, « ne les préparait toujours pas à traiter du ["conflit de rupture culturelle"] ²²⁸ », ou évitèrent de tels conflits en ignorant, en grande partie, le contexte multiracial dans lequel ils prenaient place, tout en concentrant en priorité au même moment le faisceau de leurs recherches sur les communautés africaines. Ceci permit à l'incidence du conflit, inter- ou intra-ethnique habituellement engendré et structurellement soutenu par la présence [286] coloniale dans des endroits tels que le Copperbelt, d'être transposée commodément dans des communautés africaines, comme on le voit dans les travaux d'Epstein (1958) et de Mitchell (1956a). Par conséquent, nous avons lu des analyses partiales qui semblent justifier l'impression selon laquelle l'anthropologie coloniale s'est désintéressée des conflits locaux qui défiaient « la poursuite du processus général d'occidentalisation », et tendait à insister sur des événements qui semblaient rationaliser ou consolider ce même processus général. Les fiches rassemblées récemment par Mazrui et Rotberg (1970), qui appuient l'étude des cas de résistance, de rébellion, et d'autres formes d'opposition collective au pouvoir colonial en Afrique au XX^e siècle — et la collecte s'avère fructueuse —, n'ajoutent pas foi aux dires des anthropologues sociaux britanniques à cet égard, étant donné la concentration géographique de leur intérêt ethnographique en Afrique coloniale ²²⁹.

Enfin, les pièges méthodologiques que Magubane a signalés dans les travaux de Mitchell et d'Epstein reflètent le manque de rigueur méthodologique dans les recherches de l'anthropologie sociale urbaine. Mises à part les études sociales qui s'intensifièrent au cours des années cinquante dans l'Afrique au sud du Sahara (voir les rapports faits sur certaines d'entre elles par Forde, 1956) et qui nécessitèrent l'application de méthodes quantitatives, les techniques anthropologiques traditionnelles — interviews, utilisation d'informateurs et de documents, observation participante, etc. — qui se sont développées au travers de l'étude intensive de sociétés dites « simples », sont encore le

²²⁷ FIRTH, 1951, p. 465-473.

²²⁸ HARRIS, 1968, p. 560.

²²⁹ Cf. MURDOCK, 1951, p. 467 ; HARRIS, 1968, p. 516. 286

plus souvent utilisées dans la recherche anthropologique urbaine, avec ou sans le concours de statistiques descriptives sérieuses ou d'une description minutieuse de la méthodologie. On se fonde sur des observations et des interviews subjectives, et sur des analyses qualitatives, pour formuler des schémas conceptuels et des propositions générales, et les présenter comme une théorie des formes et des processus socio-culturels. Les travaux descriptifs d'Epstein (1958) et de Mitchell (1956a) tombent dans cette vaste catégorie ; et de tels travaux sont longtemps restés à l'abri d'une réévaluation indépendante, en particulier à cause de la tradition existant dans l'anthropologie sociale britannique et qui permet à certains chercheurs d'exercer un monopole de recherches presque absolu sur certaines tribus et/ou zones géographiques, tendant [287] de ce fait à promouvoir une forme de reproduction scholastique interne ²³⁰.

Dans l'ouvrage mentionné (1959), dans lequel Mitchell et Epstein ont combiné des techniques quantitatives et qualitatives, leur démarche de recherche et leur procédure analytique donnent l'impression que les renseignements statistiques sont devenus des outils destinés à entériner des hypothèses et des évaluations subjectives préalables, ayant un fondement idéologique procolonial ²³¹. Bien que la place manque pour se lancer dans une analyse détaillée de cette remarque, il est nécessaire de souligner, par exemple, qu'en limitant le choix des professions de leurs interlocuteurs aux trente-deux qui sont « ouvertes aux Africains », les auteurs ont eu tendance à accepter la légitimité de la structure sociale de caste de la Rhodésie du Nord d'alors, et semblent avoir

²³⁰ Dans sa préface, par exemple, Mitchell disait que son travail «était une contribution à un développement général qui avait été entrepris par feu Godfrey Wilson et Max Gluckman [envers qui l'auteur et Mitchell leur dette intellectuelle] et qui est actuellement poursuivi par Arnold Epstein » (Mitchell, 1956a, p. VII). Pour sa part Epstein, en reconnaissant sa dette envers Mitchell dit, entre autres choses : « tout le cours de mes pensées sur l'urbanisation africaine a été dans une grande mesure guidé, et certainement rendu efficace, qu'il avait par le travail qu'il avait lui-même effectué sur le Copperbelt, et par des discussions que j'eus régulièrement avec lui à chaque stade de ma recherche.» (Epstein, 1958 p. XIX). Il ya toutefois l'incursion américaine dans le Copperbelt par Powdermaker (1956, 1962).

²³¹ Il semble que cette étude ait été inspirée par MITCHELL, 1956a, p. 45-46, qui était également « responsable des calculs statistiques et du raisonnement dans cette étude » (MITCHELL, EPSTEIN, 1959, p. 22, n° 1).

délibérément limité les aspirations de leurs interlocuteurs africains à la tranche inférieure des professions offertes selon la race. C'est vraiment déformer la réalité que de prestige en vigueur en Rhodésie du Nord (où les Européens occupaient les professions importantes dont les Africains étaient systématiquement exclus), et de déduire, à partir de ces mêmes conclusions, que leurs interlocuteurs avaient tendance à « imiter les manières européennes » ou à copier « ce qu'ils estiment être un mode de vie "civilisé" ». Aspirer à quelque chose dont on est systématiquement exclu n'est pas nécessairement un signe réel « d'émulation », mais un symptôme de privation et un besoin intrinsèque de parvenir à l'égalité sociale, même au prix du sacrifice capitale sa propre identité psychologique et culturelle, dans une société multiraciale bâtie sur un système d'inégalité.

[288]

Afin d'éviter le genre d'analyses subjectives que Magubane a relevé, en particulier dans les œuvres choisies d'Epstein et de Mitchell, nous avons non seulement besoin de comparaisons diachroniques, comme il le suggère ²³², mais également d'un exposé précis des procédés de collecte de renseignements qui devraient remplir les conditions scientifiques fondamentales de validité, de fiabilité et de reproduction, pour toute forme de recherche sociologique urbaine entraînant la formulation de propositions ou de généralisations sous forme de lois. De plus, nous devrions encourager des chercheurs indépendants à se repencher sur des travaux antérieurs et à tenir compte évidemment des changements qui pourraient être survenus à cause de facteurs temporels.

²³² Cf. ci-dessus, p. 277.

[289]

*“Un regard critique sur les critères utilisés
dans l'étude des changements sociaux
en Afrique coloniale.”*

RÉPONSE

Bernard Magubane

*Les idées ne peuvent jamais conduire au-delà du système du vieux monde,
mais seulement au-delà des idées du système du vieux monde. Les idées ne
peuvent provoquer quoi que ce soit. Pour appliquer les idées, il faut des
hommes qui disposent d'une certaine force pratique...*

Karl MARX, Friedrich ENGELS
La Sainte Famille

[Retour à la table des matières](#)

Je tiens tout d'abord à remercier *Current Anthropology* pour avoir publié mon article de critique. A l'heure actuelle, de jeunes écrivains de ce que l'on appelle « le tiers monde » ont des difficultés à publier leurs articles dans des journaux « universitaires respectables », en particulier lorsque ce qu'ils ont à dire n'est pas flatteur pour certaines personnalités et idées qui ont monopolisé jusque-là le domaine des études du « tiers monde ». Par exemple, l'*African Social Research*, une publication de l'ancien Rhodes-Livingstone Institute, a refusé de reproduire ma réponse au commentaire de Van den Berghe à la suite de mon précédent article dans ce journal. Cela est d'autant plus regrettable que dans cette réponse je traite de nombreux sujets qu'il soulève dans sa critique du présent article.

L'importance de ma critique à l'égard d'écrits « pluralistes » tels que ceux de Van den Berghe ou de travaux comme ceux d'Epstein, Mayer,

Mitchell, etc., n'est pas due à leur valeur intrinsèque, mais plutôt au fait que leurs conclusions soient reconnues presque universellement par certains savants. C'est à une accumulation d'études théoriquement fausses qui se sont figées en une réalité intellectuelle inébranlable que nous avons affaire dans le domaine des études africaines. Il est révélateur, mais en même temps assez triste, de constater que, de tous ceux qui ont [290] répondu à mon article, seuls les trois commentateurs appartenant au « tiers monde » ont vraiment compris de quoi je parlais, alors que les autres ne pouvaient approuver que partiellement ou étaient carrément inaccessibles à ce que je disais. Ce qui reflète les problèmes fondamentaux de notre époque : ceux qui sont partisans d'un certain ordre mondial ne veulent pas accepter la remise en cause de cet ordre. Vouloir convaincre ces gens-là qu'ils doivent abandonner leurs idées revient à demander aux détenteurs du pouvoir de renoncer à leurs privilèges.

Le reste de mes remarques s'adresseront à ces derniers commentateurs. J'ai parlé des études urbaines sur East London faites par Mayer dans un article dont la publication est à l'étude en d'autres lieux, et par conséquent je ne dirai pas grand-chose ici de sa réponse, si ce n'est que, d'après lui, le cheval que je suis en train de battre est peut-être mort, mais il n'est pas encore enterré.

Il ne fait aucun doute dans mon esprit (et la critique d'Okediji vient confirmer ma pensée) que le développement des sciences sociales africaines exige une révision et une critique consciencieuse des études néo-coloniales des sociétés africaines, en ce qui concerne les concepts et les méthodes utilisés. Il faut également se pencher sur le contenu, les thèmes et la qualité de ces travaux. Les thèmes choisis pour la recherche peuvent avoir des implications sociales et politiques, en particulier s'ils touchent des domaines de la réalité sociale dont les gens ne sont pas encore conscients. Dans mon article, j'ai critiqué non seulement les thèmes choisis par Epstein et Mitchell, mais aussi le contenu de leur analyse qui — au lieu d'aider à transformer la conscience des exploités — agissait en fait pour la réajuster au statu quo. Comment cela s'est-il fait ? L'aliénation qui était le sort des Africains à l'époque coloniale a été décrite par des formules consacrées et chargées de valeur, comme dans les passages que j'ai cités dans mon article. Lorsque des spécialistes des sciences sociales ne s'intéressent pas à la façon dont certains types de comportement sont apparus, mais se bornent à vouloir

décrire les faits, ils ont tendance à interpréter ces faits en fonction de leurs préférences du moment. Les mêmes types de comportement seraient interprétés différemment si l'on tenait compte des conditions qui les ont engendrés. En effet, l'emploi de mots portant des jugements de valeur amène le spécialiste des sciences sociales à passer sous silence les conditions scandaleuses qui sont à l'origine du comportement des individus étudiés. Pour moi, la conceptualisation des colons blancs en « groupe de référence » est une [291] façon détournée d'occulter leur rôle d'exploiteurs. Le procédé était politique et pragmatique ; on ne voit pas comment une science aurait pu se développer de cette manière. Un tel procédé combine une analyse habile de questions superficielles, avec un refus obstiné de regarder sous la surface. Telle est la portée de mon raisonnement. Dans leurs réponses, Mitchell et Epstein ne répondent pas à la thèse générale, mais me chicanent sur chaque petite inexactitude — ici une date, là une exagération — pour discréditer l'argumentation générale.

Chaque étude fait apparaître des domaines de la vie qui révèlent non seulement ce que sont les choses, mais comment et pourquoi elles sont ainsi. Toute science valable est une explication d'un processus, et, en tant que telle, ses théories s'appuient sur une histoire et un passé. Ma critique d'Epstein et Mitchell se situait à deux niveaux. Le premier était qu'ils avaient mal analysé les renseignements qu'ils avaient recueillis (ce qui ne met évidemment pas en doute les renseignements eux-mêmes). L'autre était qu'ils n'avaient pas vu dans le colonialisme une force et un processus social, mais une évidence, une réalité existentielle au même titre qu'un paysage. Leur analyse sociale du comportement africain n'offrait donc aucun remède au malaise actuel. Les auteurs, peut-être conscients du malaise causé par la crise d'identité engendrée par la situation coloniale, n'ont trouvé d'autre solution que d'énoncer quelques synthèses statiques de ce que l'on appelle les valeurs africaines/européennes. C'est pourquoi, dans la plus grande partie de leur enquête, ces anthropologues sociaux ont cherché à déterminer dans quelle mesure les Africains étaient parvenus à des niveaux « européens de civilisation ». Ils suivaient en cela Malinowski : « L'ethnographe qui a étudié les contacts culturels, et qui a estimé leurs forces, leur potentialité et leurs dangers, a le droit et le devoir de formuler ses conclusions de manière à ce qu'elles puissent être sérieusement prises en considération par ceux qui dictent les mesures à prendre et par ceux

qui les exécutent. Il a également le devoir de parler en avocat de l'indigène. Mais il ne peut pas aller plus loin. Les décisions et la gestion pratique des affaires dépassent ses compétences. Son devoir essentiel est de présenter les faits, de développer des concepts valables sur le plan théorique, et utiles sur le plan pratique, de détruire les fictions et les phrases creuses, et ainsi de connaître les forces et les facteurs qui sont significatifs et actifs ²³³. »

[292]

Depuis que Malinowski a visité l'Afrique en 1934, de nombreuses études ont été effectuées sur la situation urbaine en Afrique ; dans ces études, on a conceptualisé les effets de contacts culturels sous forme de concepts normatifs « utiles ». L'hypothèse essentielle de ces études (y compris celles de Mitchell, d'Epstein, et d'autres) était que la présence européenne en Afrique jouait un rôle positif. Je ne « nie pas les faits », comme on l'a dit, mais je m'interroge sur la description positive des effets du colonialisme. Le comportement de la victime du colonialisme a été étudié dans le but de lui faire accepter sa condition ; en d'autres termes, les études de changement social ont visé à aider l'Africain à vivre convenablement dans la situation coloniale. Elles rachetaient son aliénation et l'assuraient de sa valeur, même dans cet état aliéné. Malinowski lui-même s'en rendit compte :

« Chaque fois que les Européens projettent de s'installer dans de vastes zones d'une colonie quelconque, la ségrégation et la barrière raciale deviennent inévitables. C'est un fait dont doit se souvenir la minorité enthousiaste et pleine de bonne volonté, qui peut volontairement placer de grands espoirs dans des doctrines telles que la fraternité des hommes, l'évangile du travail, et les possibilités d'assimilation par l'éducation, l'habillement, les manières, et la morale. Si, dès le début, il était possible de faire comprendre clairement, en prêchant l'évangile de la civilisation, qu'aucune identité totale ne peut jamais être atteinte, et que ce qui est donné aux Africains ce sont des conditions de vie mieux adaptées à leurs besoins, mais répondant toujours aux exigences des Européens, les chances de réactions violentes et de formation d'un nouveau nationalisme potentiellement dangereux seraient diminuées ²³⁴ »

²³³ MALINOWSKI, 1945, p. 161.

²³⁴ MALINOWSKI, 1945, p. 160.

Dans mon article, j'ai posé la question de savoir si la description de Chanda et de William que nous donnent Mitchell et Epstein avait une validité empirique quelconque, étant donné la nature fermée et exclusive des communautés de colons blancs. En agissant ainsi, je n'ai pas mis en doute les faits qu'ils présentaient, je demandais simplement si le portrait positif de Chanda et de William n'était pas destiné à offrir aux Africains des modèles nouveaux à imiter afin de mieux s'adapter aux nouvelles conditions « répondant aux exigences des Européens », ou à rassurer les blancs en leur disant que les Africains se développaient en respectant leurs exigences. En Afrique, la tâche principale de [293] l'État colonial — et j'entends par là ses moyens et ses ressources économiques, ses institutions (religieuses et pédagogiques), ainsi que ses valeurs et son appareil de gouvernement —, cette tâche fut de protéger et de faire progresser les intérêts impérialistes et ceux des colons blancs qui contrôlaient et dominaient la société coloniale. Deux tactiques furent appliquées : 1. diviser les différents groupes ethniques en mettant en avant et en exagérant les facteurs qui les séparent, afin de réduire les chances d'unification entre ces groupes, unification fondée sur des critères de classe ; 2. extraire les Africains « instruits » et « civilisés » de leur société, et leur promettre l'« assimilation » dans la société blanche, en encourageant ainsi une lutte entre individus plutôt qu'une lutte entre groupes. *The Kalela Dance* y parvient très bien ; les passages que j'en ai extraits le prouvent.

L'article que Mitchell cite, datant de 1956, et dans lequel il mentionnait la frustration éprouvée par les Africains instruits et ceux des classes moyennes, par suite de leur rejet par les blancs, et émettait l'hypothèse que cela mènerait à la création d'une organisation capable de défier l'ordre établi, cet article n'était pas tant une analyse des causes du nationalisme africain qu'un avertissement lancé aux blancs devant la stupidité de leur politique d'exclusion. De même, l'étude du mouvement syndical faite par Epstein était une simple reconnaissance des faits, et non une analyse de ses buts et de ses objectifs. Son analyse du nationalisme africain était incorrecte dans l'histoire et dans les faits. La formation d'organisations politiques par les Africains reflétait simplement l'élévation à un niveau politique d'une lutte de résistance armée déjà existante. On avait conquis les Africains, on leur avait pris leurs terres, et les Européens étaient devenus la force dominante sur le

plan politique, économique et social. Le nationalisme africain n'est donc pas une simple réaction à la frustration de ce que l'on appelle l'élite, qui ne pouvait pas être admise dans les cercles enchantés de la société blanche. Le nationalisme africain est un courant profond, permanent et vital, engendré par une oppression objective et par la perte de la souveraineté nationale due à la conquête. Le besoin des paysans d'avoir une terre et le dur labeur de leur vie quotidienne sont les forces qui le soutiennent. Tel est le contexte historique dans lequel il faut replacer la politique des élites entre les années vingt et soixante. Chaque Africain sait depuis sa naissance qu'il a perdu son indépendance à cause de la conquête étrangère. La lutte armée qui prend actuellement de l'importance dans le sud de l'Afrique est un stade plus avancé de la résistance à la [294] conquête blanche, dans des circonstances qui ont changé. Il nous est impossible de dissocier le colonialisme blanc des colons blancs eux-mêmes, et les guerres de libération nationale visent à reconquérir à la fois les territoires et la souveraineté.

C'est pourquoi, dans mon article, je ne niais pas qu'Epstein ait parlé des syndicats dans son livre *Politics in an Urban African Community*, mais j'affirmais qu'il avait donné une explication fautive de l'origine de ces mouvements. Pour comprendre le nationalisme africain et en donner une interprétation historique correcte, il est nécessaire de comprendre sa double nature. L'implantation blanche est une force colonialiste avec ses lois propres (colonialisme territorial) dont l'intérêt essentiel est de demeurer dans le territoire qu'elle a occupé. Le conflit qui a éclaté entre les Africains et les colons blancs a eu pour origine la confrontation antagoniste entre la communauté blanche colonisatrice en tant que communauté et le peuple africain en tant que peuple. Lorsqu'on employa les Africains dans les industries minières et dérivées, le problème fut compliqué par des facteurs de classe. Aussi le nationalisme africain combine-t-il la dynamique de la libération nationale et celle de la lutte des classes. Cette double nature est prouvée par l'échec de la politique d'intégration des élites et le début de la lutte armée. Quelle est la nature des relations entre les deux aspects du nationalisme africain dans le sud de l'Afrique ? Les commentaires d'Epstein, Mitchell et Van den Berghe ignorent cette question.

Des critiques comme celles que j'ai entreprises dans mon article sont nécessaires, quand ce ne serait que pour confronter ceux qui sont critiqués avec la lumière. Celle-ci, comme leurs réponses l'indiquent

clairement, force Epstein et Mitchell à cligner des yeux et à reculer, et semble aveugler complètement Van den Berghe. On peut seulement espérer qu'à l'avenir tous trois consacreront leurs esprits curieux aux véritables problèmes qui se posent dans l'étude de la situation coloniale et des villes qu'elle a créées. L'implantation de villes impérialistes dans le secteur traditionnel a eu pour celui-ci des conséquences sérieuses que l'anthropologie sociale urbaine n'a même pas commencé à étudier. (Dans un prochain article, L'Urbanisation africaine : réalités sociales méconnues, j'aborde quelques-uns de ces problèmes.)

L'implantation des villes a eu pour effet, non seulement d'isoler mais de détruire les structures sociales indigènes, tout en réintégrant la population originelle dans un système colonial capitaliste, en tant que collection d'individus défavorisés et atomisés. [295] Ce sont ces individus qui font l'objet des enquêtes réalisées par ceux que j'ai critiqués. Dans les travaux d'Epstein et de Mitchell, on a toujours l'impression que l'intégration médiocre (ou inexistante) des villes et de la campagne nécessite la présence d'une société double ou multiple. On affirme souvent (voir par exemple *Townsmen or Tribesmen* de Mayer) que le colonialisme a simplement consisté à créer une société européenne superposée ou parallèle aux structures indigènes, et que celles-ci ont continué à exister sans être dérangées ni modifiées fondamentalement, à l'exception d'une intégration marginale d'individus dans le secteur économique.

Je voudrais illustrer ce que j'entends par là. Après avoir décrit de façon plutôt superficielle la politique et les lois qui excluent les Africains des résidences urbaines, Mitchell nous dit : « On peut voir là dans la migration circulatoire des hommes un moyen de maintenir et de préserver l'unité de la famille, là où ils ne peuvent y parvenir, étant donné le manque de ressources économiques locales. Si l'on se base sur cet argument, la circulation des émigrants entre la ville et la campagne est due à la séparation entre les endroits où il est possible de gagner de l'argent et ceux où sont situés les obligations et les liens sociaux et personnels les plus importants d'un individu [...]. En bref, certaines sociétés sont davantage multiples que d'autres ²³⁵. »

²³⁵ MITCHELL, 1969, p. 175.

Après avoir décrit les variations des effets universels d'une urbanisation naissante, Epstein déclare ²³⁶ : « En certains endroits, [...] loin d'apporter une transformation de la région, l'attraction de la ville devient paradoxalement un moyen de perpétuer le système traditionnel dans les réserves. Dans ce cas, les relations ville-campagne sont dans un état d'équilibre relativement stable. Aussi parmi les Pedi et d'autres groupes sud-africains, pour lesquels le problème d'espace est critique, l'exportation de la main-d'œuvre excédentaire vers les villes n'empêche-t-elle pas simplement la désintégration du système social rural, mais encore *renforce-t-elle ce système de façon positive* ²³⁷ [...]. C'est dans ce contexte que l'on doit comprendre la persistance remarquable de la division entre les Xhosa "Red" et "Shool" à East London, une ville fondée il y a plus d'un siècle. Repliés dans leurs cabanons amakhaya, les Xhosa "Red" peuvent passer [296] des années en ville et sembler cependant rester soigneusement à l'écart des distractions et des attraits typiques que la ville peut offrir ; ils sont en ville, mais jamais de la ville ²³⁸. »

On crée ainsi des mythes, car, grâce à eux, on tranquillise et on trompe la conscience. La substance qui compose les mythes n'est pas nécessairement mythique ; les mythes peuvent être bâtis sur la science, si les informations sont mal interprétées ou déformées ²³⁹. La peinture d'un tableau idyllique dans les passages qui viennent d'être cités relève davantage du réarmement moral que d'une analyse sérieuse.

Même si les explications semblent correspondre aux faits, les deux analyses renferment une faute de logique flagrante. Tout changement social est le produit d'une interaction mutuelle entre la conscience individuelle et la réalité sociale objective. Aussi, pour des explications de comportement, les déclarations comme celles qui décrivent Chanda et William ou celles auxquelles il vient juste d'être fait allusion semblent révéler une découverte naïve. Cependant, l'analyse charitable du comportement des émigrants ne correspond ni aux buts poursuivis par les administrateurs coloniaux, ni aux résultats de l'afflux d'hommes de la ville vers la campagne. Le comportement des Xhosa dits "Red"

²³⁶ EPSTEIN, 1967, p. 278-289

²³⁷ Cf. SAMSON, 1965

²³⁸ Cf. MAYER, 1971.

²³⁹ Cf. BURROWS, 1964, p. 29.

symbolisait plus l'« éthos d'un peuple conquis ²⁴⁰ » que le refus d'accepter l'urbanisme comme un mode de vie, ou le sentiment que les lieux où l'on gagne de l'argent et ceux où sont situées les obligations sociales étaient séparés.

Beaucoup de choses sont délibérées dans les analyses d'Epstein et de Mitchell sur le travail des émigrés, comme par exemple dans la description positive de Chanda et William. On garde un silence prudent sur certains aspects des conditions de travail tels que le labeur monotone, le mauvais logement, la paye d'esclave, la longue séparation du mari loin de sa femme et de ses enfants, etc., aspects qui faisaient partie intégrante du séjour « temporaire » des Africains dans les villes. De quelle manière peut-on affirmer que le travail des émigrés renforce de façon positive le système traditionnel, je me le demande, tout comme je me demande comment Chanda tire un prestige de sa peau claire. Le travail migratoire tel qu'on le pratiquait en Afrique (quelles que soient les obligations de l'émigrant envers la famille et les parents qu'il est contraint d'abandonner derrière lui) [297] représentait pour moi une négation de l'Africain en tant que sujet concret vivant dans un contexte social concret ; il définit à nouveau l'Africain comme un « simple assemblage de fonctions » opérant à l'intérieur d'« un mécanisme social incontesté ²⁴¹ ».

Ce genre d'anthropologie urbaine — neutre, sans émotions, sans engagement, et sans implication avec les problèmes des peuples — est une trahison. Elle se refuse à analyser l'Africain comme un être humain ayant les mêmes émotions et besoins que les paysans d'Europe ou d'ailleurs. Et ceci est le point crucial de ma critique d'Epstein, Mitchell, et d'autres, sans compter Van den Berghe.

Je trouve la critique de Van den Berghe extrêmement paternaliste et condescendante. Il dit : « Laissons à Magubane le soin de nous prouver qu'il est prêt à relever le défi, et nous l'écouterons avec plaisir. » Qui est-ce, « nous » ? Il a critiqué les éditeurs de l'*African Social Research*, et maintenant ceux de *Current Anthropology* pour m'avoir accordé de la place dans leurs revues. Il regrette apparemment la disparition du « bon vieux temps » où les publications sur les colonisés et les exploités recevaient l'approbation des conseils de direction du monde colonial. Il

²⁴⁰ *New York Times*, 27 décembre 1970.

²⁴¹ PICCONE, 1967, p. 105.

déclare qu'il y a rien d'original dans ma contribution, et il a évidemment le droit de penser cela. Toutefois certains commentateurs ne sont pas de son avis. Van den Berghe affirme que la « consommation tapageuse du nouveau mandarinat est si manifeste qu'elle a même donné naissance à des néologismes dans les langues africaines, comme le terme "wabenzi" par exemple », et que « si cela est vrai dix ans après l'"indépendance", ce n'était sûrement pas une invention de Mitchell ou d'Epstein... »

Je n'ai jamais dit que c'était une invention d'Epstein et de Mitchell. J'ai simplement dit que, dans leurs travaux, on le glorifie comme un signe de statut positif et de prestige. Reconnaître l'état d'aliénation et le glorifier sont deux choses différentes. Le traitement psychanalytique de l'aliénation tel qu'on le rencontre dans les travaux de Mitchell et d'Epstein donne à celle-ci une apparence neutre et la fait passer pour un processus « naturel » sur la voie de la « civilisation » (même si c'est regrettable pour leur sensibilité libérale). L'analyse sociale est une forme de lutte destinée à empêcher des changements dynamiques vers [298] la liberté (et c'est pourquoi les auteurs radicaux n'étaient pas autorisés à étudier les populations dans les colonies). Tout analyste social doit avoir une appartenance claire ; il ne peut pas être neutre. Dans la situation coloniale, la définition de son travail définira son rôle, et l'ambiguïté engendre une analyse ambiguë, comme on le remarque dans la tendance qu'ont certains auteurs à séparer leurs prises de position de leur science sociale, ou à prêcher l'« harmonie » des intérêts de l'exploiteur et de l'exploité.

Van den Berghe cite les remarques de Noni Jabavu sur l'auto-dénigrement des Africains en Ouganda, et poursuit en déclarant qu'« après dix ans d'indépendance fictive, l'élite néo-colonialiste en place continue, dans la plupart des pays africains, à se comporter de la même façon eurocentrique ». Que les Africains achètent des Mercedes-Benz, c'est exact ; mais cela constitue-t-il un comportement eurocentrique ? Poser le problème des Mercedes-Benz en termes d'« émulation », d'« acculturation », etc., c'est essayer de dissimuler les facteurs de classe dans une telle situation. Pourquoi certains Nigériens enverraient-ils leurs enfants dans des pensionnats anglais afin d'apprendre à parler avec un accent « convenable » ? Pour Van den Berghe, c'est parce que l'accent anglais est jugé meilleur ou parce que les Anglais constituent « un groupe de référence ». Ceci est une

approche caractéristique d'une sociologie idéaliste, qui ne va pas au-delà de la motivation immédiate, au-delà des intentions personnelles et des auto-estimations individuelles. Une analyse scientifique du comportement social étudie les bases objectives des motivations et des intentions. Dans ce cas, la base objective est la position de classe de l'individu, celle-ci étant à son tour déterminée par ses relations vis-à-vis la propriété. Dans une société néo-coloniale, les forces productives sont encore contrôlées par l'ancienne métropole, qui donne aux agents locaux des salaires élevés qui sont ensuite utilisés pour consommer les produits de la capitale. La consommation tapageuse affichée par la petite bourgeoisie africaine n'est pas due à une insuffisance congénitale quelconque, ni à des faiblesses psychologiques, ni à des vices d'instincts, mais uniquement à des défauts sociaux d'origine historique et structurale. L'indépendance africaine agit dans l'environnement social qui l'a produite et sur les bases qu'elle trouve dans cet environnement. La structure sociale d'une société néo-coloniale explique « le type de comportement » caractéristique affiché par certains Africains, leurs relations, leurs habitudes et leur identification avec des membres d'autres groupes sociaux. Il [299] n'est pas nécessaire ici d'invoquer des motifs ou de « définir » l'action, si ce n'est que « les mots chargés d'émotions par lesquels nous ressentons les intentions des autres semblent être les plus contraignants [...]. Il n'est donc pas étonnant que le langage des affaires quotidiennes soit plus convaincant que la reconstruction logique des déclarations scientifiques ²⁴² ».

Il n'y a pas de doute que, dans une situation coloniale, Chanda et William aient fait preuve d'une aliénation extrême, et que de nombreux Africains fassent preuve de la même aliénation dans une situation néo-coloniale. Leurs personnalités sont atteintes et leurs valeurs déformées. Dans une perspective historique, personne ne s'attendait à ce que la situation changeât après dix ans d'« indépendance ». Quelle est la signification de l'aliénation ? Pour Van den Berghe, Epstein et Mitchell, l'aliénation est moins un phénomène socio-économique que socio-psychologique, un état spirituel de lutte individuelle destiné à se faire accepter par les Européens. En analysant les sources sociales de cette condition psychologique, les anthropologues urbains se limitent à des réflexions abstraites sur la nature des rôles sociaux ou sur l'influence

²⁴² GROSS, 1968, p. 21.

des Européens considérés comme « groupe de référence ». La relation historique spécifique qui existe entre l'exploitation, l'aliénation et la situation coloniale, entre la production de biens et la structure sociale du capitalisme étranger, tout cela demeure obscur. C'est pourquoi la solution proposée face aux sentiments de « rejet » était d'admettre les Africains dans la vie socio-économique et politique du groupe dominant.

Van den Berghe est un auteur prolifique, et, parcourant ses œuvres (trop nombreuses pour les mentionner ici), on retrouve toujours la thèse tortueuse selon laquelle les sociétés ex-coloniales d'Afrique et en particulier d'Afrique du Sud sont des sociétés pluralistes, ce qui explique, selon lui, le manque d'intégration sociale et les conflits. Pourquoi Van den Berghe déploierait-il une telle énergie à proposer cette théorie rebattue comme une alternative à la sociologie marxiste de la lutte de classes ? Je suis tenté d'y voir une apologie ornée des appareils d'un langage sociologique ampoulé, parfois assez heureuse pour recevoir l'appui financier d'une fondation. Mais cela est trop simpliste. Il doit y avoir des raisons plus profondes.

Plusieurs questions viennent à l'esprit : la sociologie universitaire qui étudie les changements sociaux dans les sociétés africaines n'est-elle pas au service des intérêts néo-coloniaux ? [300] Les intérêts néo-coloniaux ne sont-ils pas « engagés dans une guerre » à mort avec les révolutions qui ont adopté le marxisme comme arme idéologique ? Les valets du néo-colonialisme ne sont-ils pas obligés de discréditer systématiquement (comme l'a fait Van den Berghe) tout ce qui, dans la théorie marxiste, peut être utilisé par les opposants du néo-colonialisme²⁴³ ? De ce point de vue, la tentative de substituer l'idée ou la théorie d'une société pluraliste à la sociologie marxiste de la lutte de classes est uniquement une manifestation de la lutte idéologique qui se poursuit entre les défenseurs de l'ordre ancien et ceux qui essaient de rompre les chaînes économiques et politiques du néo-colonialisme. Comme je l'ai dit, je ne fais que spéculer. Bien que ces motifs puissent être réels sur un point, ils n'expliquent pas toute la situation. L'impérialisme et le néo-colonialisme, en tant que puissances socio-économiques mondiales, sont en déclin, et les idées qui autrefois ont pu être « pertinentes » ont cessé d'être scientifiques, et sont devenues

²⁴³ Cf. MANDEL, 1968, p. 13.

davantage des excuses devant des situations indésirables comme celle de l'Afrique du Sud. Il y a deux façons de venir à bout d'une situation indésirable. La première est de rechercher la possibilité d'un changement révolutionnaire. L'autre est de nier la possibilité de changements radicaux et d'affirmer que, puisqu'il n'y a pas d'autre solution, il faut essayer de tirer le meilleur parti de cette situation fâcheuse. Van den Berghe a abordé le problème sud-africain de cette dernière façon : son modèle de société pluraliste bouche l'horizon et laisse ensuite émerger les conflits ²⁴⁴.

L'indépendance du Ghana en 1957 annonça une ère nouvelle, dont on trouve le reflet dans la crise de la recherche, qui prospérait lorsqu'elle servait l'impérialisme. La libération nationale doit être complétée, pour être effective, par la libération intellectuelle. La libération nationale doit demeurer dépendante de la conscience du peuple africain. Cela implique une éducation progressive et, pour cela, une appréciation critique du passé « modelé » pour nous par des études faites durant la période coloniale. Ceux d'entre nous qui font partie de cette conjoncture historique doivent fournir à l'étudiant africain les clefs permettant d'ouvrir les portes qui aboutiront éventuellement à une compréhension totale du passé. Ce qui s'est passé, comment et pourquoi [301] cela s'est passé sont des questions que l'on doit poser avec toujours plus d'insistance.

L'ouverture de mines et la croissance de villes dans le sud et le centre de l'Afrique produisent à la fois des changements profonds d'importance historique et des épiphénomènes très secondaires. Les changements fondamentaux et les phénomènes secondaires ont été mélangés comme lorsqu'on bat les cartes. Mais où se trouve l'explication du système social ? La sociologie du changement doit définir quelle est la force motrice réelle du changement, sa nature et ses conséquences. Jusqu'à présent, on a délibérément évité cette question. La force motrice des changements historiques dans les sociétés africaines doit être recherchée dans les structures économiques de la société implantée par l'impérialisme, dans les méthodes de production et d'échange particulières à chaque colonie. C'est là la clef de la compréhension de phénomènes tels que la migration de travail, les

²⁴⁴ Cf. « Galbraith's New Industrial State », *International Socialist Journal*, 1968, n° 26-27, p. 383.

types de migrations rurales/urbaines, l'implantation de villes, la laïcisation et la diversification dans le style de stratification sociale imposée aux paysans africains à la ville et à la campagne.

La totalité du sud de l'Afrique représentait un système social unique, dans lequel les différents gouvernements coloniaux coopéraient pour répartir la main-d'œuvre noire dans les diverses mines de la région. Burger remarquait : « L'intérêt que porte la Grande-Bretagne aux mines et aux industries de l'Union ne [...] se limite pas aux dividendes touchés par les actionnaires britanniques ; et, à la lumière de ces chiffres, on comprend beaucoup mieux l'insistance permanente des politiciens de l'Union sur le besoin urgent d'adopter une politique commune à l'égard des indigènes dans le sud de l'Afrique. La diminution des impôts des indigènes du Nyasaland [...] intéresse au plus haut point la Chambre des mineurs de Johannesburg, et, de ce fait, les parlements de l'Union et de Grande-Bretagne. Si l'on n'impose pas les indigènes, comment les dividendes de la mine peuvent-ils être payés ? Le Witwatersrand est en fait la capitale d'un empire économique dont les capitales législatives sont Le Cap, Londres, Salisbury et Lisbonne ; et la législation suit les lois de l'économie ²⁴⁵. »

En posant le problème de cette façon, on s'expose peut-être à être accusé de considérer la structure économique comme seul et unique facteur du processus historique. Néanmoins, [302] tout spécialiste des sciences sociales qui souhaite parvenir à une compréhension sociologique réelle des changements sociaux doit affronter et éclairer le rôle des industries minières dans le sud de l'Afrique ; celles-ci dominant non seulement le processus d'émigration rurale/urbaine, mais aussi celui de la croissance des villes, et constituent la matrice essentielle de toute interprétation en profondeur. Dans les travaux que j'ai critiqués, la réalité de cet empire économique existe seulement dans l'abstrait, comme un paysage naturel dont il est superflu de discuter les composants. Les changements sociaux dans le Sud africain fournissent un exemple concret et une preuve suffisante pour démontrer que, bien que la structure économique de la société soit sans aucun doute le facteur essentiel — et en fin de compte le seul réellement important — (et les problèmes de la Zambie et du Malawi avec la Rhodésie et l'Afrique du Sud illustrent ce fait), il est cependant impossible de définir

²⁴⁵ BURGER, 1943, p. 37.

avec précision la limite entre les causes et les effets, puisque ces derniers réagissent fréquemment sur les causes, en les stimulant et en aidant le processus historique.

Comprendre l'économie de l'impérialisme dans le sud de l'Afrique, c'est comprendre à la fois son mécanisme de ségrégation et d'intégration. Par la conquête, la population indigène se trouvait réconciliée par force devant le fait accompli. La réconciliation entre les différentes régions et leurs populations n'était pas le résultat d'un processus normal de développement, ce qui explique les tensions et l'agitation qui suivirent l'indépendance. La transformation économique qu'on leur imposa engendra des relations entièrement nouvelles dans le domaine de la vie sociale. La stratification sociale et culturelle des paysans les transforma en classe laborieuse. Les produits du travail prirent une signification toute nouvelle. De la destruction de la vieille société résulta la disparition de l'ancien bien-être insouciant et apparemment stagnant des paysans. Les conditions sociales engendrées par la conquête ainsi que l'économie imposée de l'extérieur provoquèrent une pauvreté telle qu'il était normal, non seulement que les gens se vendent comme travailleurs aux nouveaux maîtres, mais qu'ils se sentent soulagés, après avoir agi ainsi, de ne plus être sujets aux inquiétudes et aux souffrances endurées dans leur société traditionnelle alors amputée. C'est dans ces circonstances que se fit l'accès à l'indépendance.

La nature du changement social en Afrique exige de poser des questions honnêtes et de donner des réponses honnêtes. Tant que cela n'est pas réalisé, l'analyse banale et superficielle qui passe [303] pour de l'anthropologie urbaine africaine demeurera notre lot pendant longtemps. Voilà quel est le défi lancé au critique, en particulier au critique du « tiers monde ». Ses efforts même l'empêchent d'être apprécié par ceux dont il examine les travaux. Toutefois, sans ses critiques, la surabondance de médiocrité qui menace les études africaines peut devenir une habitude. Il faut tout faire pour ne pas en arriver là ! Nous ne devons pas craindre aujourd'hui de nous débarrasser complètement des banalités quelle qu'en soit l'origine. C'est seulement en se détachant des banalités actuelles que nous aurons demain le droit d'exprimer les idées et les sentiments des peuples africains. Nous ne pouvons pas nous soustraire à cette tâche, même si cela entraîne la perte de certains amis, aussi bien intentionnés soient-ils. Ceux que Van den

Berghe appelle les créateurs des sciences sociales africaines ont, malgré leurs bonnes intentions, analysé superficiellement les sociétés africaines subissant la contrainte de la domination étrangère. Leur travail est pétri d'une idéologie qui n'est pas flatteuse pour la personnalité africaine, que ce soit dans son attitude théorique ou dans ses implications pratiques.

Traduit de l'anglais
par Henri COLOMER

BIBLIOGRAPHIE

ANDERSON Perry (éd.), 1965 : *Toward socialism*, The Fontana Library, London.

APTHEKER Herbert, 1955, Cameron Associates, New York.

BANTON Michael, 1961 : « The restructuring of social relationships », in Aidan SOUTHAIX (ed), *Social change in modern Africa*, Oxford University Press, London, p. 113-125.

BARNES J. A., 1963 : « Some ethical problems in modern field work », *British Journal of Sociology*, n° 14, p. 118-134.

[304]

BEALS R.L. *and the Executive Board*, 1967 : « Background information on problems of anthropological research and ethics », *Fellow Newsletter* de l'American Anthropological Association, n° 8, p. 8-13.

BOTTOMORE T. B., 1964 : *Elites and society*, E. A. Watts, London.

BREW J. O. (éd.), 1968 : *One hundred years of anthropology*, Harvard University Press, Cambridge.

BURGER John, 1943 : *The black man's burden*, Victor Gollancz, London.

CLEGG Edward, 1960 : *Race and politics : Partnership in the Federation of Rhodesia and Nyasaland*, Oxford University Press, London.

EMERSON R., KELSON M. (éd.), 1965 : *The political awakening of Africa*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs.

EPSTEIN A. L., 1958 : *Politics in an urban African community*, Manchester University Press, Manchester. (Rééd. 1960.)

- 1961 : « The networks and urban social organization », *Rhodes-Livingstone Journal*, n° 29, p. 29-62.

- 1967 : « Urbanization and social change in Africa », *Current anthropology*, n° 8, p. 275-295.

FANON Frantz, 1952 : [*Peau noire et Masques blancs*](#), Le Seuil, Paris.

FIRTH R., 1951 : « Contemporary British social anthropology », *American Anthropologist*, n° 53, p. 465-473.

- (éd.), 1957 : *Man and culture : An évaluation of the work of Bronislaw Malinowski*, Routledge and Kegan Paul, London.

FORDE C. D., 1953 : « Applied anthropology in government : British Africa », in A.L. KRÉBER (éd.), *Anthropology today*, University of Chicago Press, p. 841-865.

- (éd.), 1956 : *Social implications of industrialization and urbanization in Africa south of the Sahara*, U.N.E.S.C.O., Paris.

FRAENKEL Merran, 1964 : *Tribe and class in Monrovia*, Oxford University Press, London.

GERTH Hans, MILLS C. Wright, 1961 : *Character and social structure*, Routledge and Kegan Paul, London.

GLUCKMAN Max, 1940 : « Analysis of a social situation in modern Zululand », *Bantu Studies*, n° 14, p. 1-30, 147-174.

- 1947 : « Malinowski's " functional " analysis of social change », *Africa*, n° 17, p. 103-121.

GOODENOUGH W. H., 1963 : *Cooperation in change*, Russell Sage Foundation, New York.

GREGG D., WILLIAMS E., 1948 : « The dismal science of functionalism », *American Anthropologist*, n° 50, p. 594-611.

GROSS Llewellyn Z., 1968 : « Intellectual journey », *The American Behavioral Scientist*, septembre-octobre, p. 19-25.

HARRIS M., 1968 : *The rise of anthropological theory*, Thomas Y. Crowell, New York.

HELLMAN Ellen, 1948 : *Roiyard : A sociological survey of an urban native slum yard*, Rhodes-Livingstone Papers, n° 13.

KAMPF Louis, 1968 : « Humanities and inhumanities », *The Nation*, n° 207, p. 309-313.

[305]

KUPER Léo, 1965a : *An African bourgeoisie : Race, class, and politics in South Africa*, Yale University Press, New Haven.

- 1965b : « Some aspects of urban plural societies », in R.A. LYSTED, *The African world : A survey of social research*, Praeger, p. 107-130

LAING R. D., 1961 : *The self and others : Further studies in sanity and madness*, Tavistock, London ; trad. fr. *Soi et les autres*, Gallimard, 1971. .

LEACH E.R., 1954 : *Political Systems of highland Burma*, Beacon Press, Boston ; trad. fr. : *Les Systèmes politiques des hautes terres de Birmanie*, Maspero, 1972.

LEGASSICK Martin, 1970 : « The colonial situation », M.S.

LICHTHEIM George, 1968 : *The concept of ideology and other essays*, Vintage, New York.

. LITTLE KENNETH, 1965 : « Structural change in the Sierra Leone Protectorate », *Africa*, n° 25, p. 217-233.

- 1965 : *West African urbanization : A study of voluntary associations in social change*, Cambridge University Press.

MALINOWSKI B., 1939 : « The group and the individual in functional analysis », *American Journal of Sociology*, n° 44, p. 938-964.

- 1945 : *The dynamics of culture change : An inquiry into race relations in Africa*, edited by P. M. Kaberry, Yale University Press, New Haven ; trad. fr. : [*Les Dynamiques de l'évolution culturelle*](#), Payot, 1970.

MANDEL Ernest, 1968 : *Marxist economic theory*, Merlin Press, London, vol. 1

MANNHEIM Karl, 1934 : *Ideology and utopia*, Routledge and Kegan Paul, London.

MAYER Philip, 1971, 2^e éd., *Townsmen or Tribesmen*, Oxford University Press, Capetown.

MAZRUI A. A., ROTBERG R. I. (éd.), 1970 : *Protest and power in black Africa*, Oxford University Press, New York.

MCCULLOUGH M., 1956 : *A social survey of the African population of Livingstone*, Rhodes-Livingstone Papers, n° 26.

MILLS C. Wright, 1961 : *The sociological imagination*, Grove Press, New York ; trad. fr. : *L'Imagination sociologique*, Maspero, 1967.

MITCHELL J. Clyde, 1956a : *The kalela dance*, Rhodes-Livingstone Papers, n° 27.

- 1956b : « The African middle classes in British Central Africa », in *The development of a middle class in tropical and subtropical countries*, I.N.C.I.D.I., Brussels

- 1960 : *Tribalism and the plural society*, Oxford University Press.

-1969 : « Structural plurality, urbanization and labour circulation in Southern Rhodesia », in J. A. JACKSON (éd.), *Migration*, Cambridge University Press, vol. 2, p. 156-180.

MITCHELL J. Clyde, EPSTEIN A. L., 1959 : « Occupation as prestige and social status among urban Africans in Northern Rhodesia », *Africa*, n° 29, p. 22-39.

MPHAHLELE Ezekiel, 1963 : « Trends in African culture », in Peter JUDD, (éd.), *African independance*, Dell, New York, p. 109-139.

[306]

MURDOCK G. P., 1951 : « British social anthropology », *American Anthropologist*, n° 53, p. 465-473.

PICCONE Paul, 1967 : « Beyond social issues : A critique of Sidney M. Willhelm », *Catalyst*, summer, p. 104-110.

POWDERMAKER H., 1956 : « Social change through imagery and values of teen-age Africans in northern Rhodesia », *American Anthropologist*, n° 58, p. 800-806.

-, 1962 : *Copper town : Changing Africa*, Harper and Row : New York.

RADCLIFFE-BROWN A. R., 1950 : « Introduction », in A. R. RADCLIFFE-BROWN and Daryll FORDE, *African Systems of kinship and marriage*, Oxford University Press, London, p. 1-85 ; trad. fr. *Systèmes familiaux et matrimoniaux en Afrique*, P.U.F., 1953.

-, 1952 : *Structure and function in primitive society*, Oxford University Press, London ; trad. fr. : [*Structure et Fonction dans la société primitive*](#), Éd. de Minuit, 1968.

B. SAMSON, *The Social System of the Pedi*, ms.

SCHOORL J. W., 1967 : « The anthropologist in government service », in D.G. JONGMANS, P. GUTKIND (éd.), *Anthropologists in the field*, Van Gorcum, Assen, chap. 9

SKLAR Richard L., 1967 : « Political science and national intégration—A radical approach », *Journal of Modern African Studies*, n° 5, p. 1-11.

SOFER C., SOFER R., 1955 : *Jinja transformed*, East African Studies n° 4, East African Institute of Social Research, Kampala

SRINIVAS M. N. (éd.), 1958 : *Method in social anthropology : Selected essays* by A. R. Radcliffe-Brown, University of Chicago Press.

TOYNBEE Arnold, 1934 : *A study of history*, Oxford University Press, London, vol. 1.

TUDEN A., PLOTNICOV L., 1970, *Social stratification in Africa*, Free Press (MacMillan), New York.

WEBER Max, 1964 : *From Max Weber : Essays in sociological theory*, translated by H. H. Gerth and C. Wright Mills, Oxford University Press, London.

WILSON Godfrey, 1942 : *An essay on the economics of detribalization in Northern Rhodesia*. Rhodes-Livingstone Papers, n° 6.

WORSLEY P. M., 1961 : « The analysis of rebellion and revolution in modern British social anthropology », *Science and Society*, n° 25, p. 26-37.

[307]

Deuxième partie.
UN DÉBAT INTERNATIONAL.

7

“Le colonialisme portuguais
et l’anthropologie.”

Alfredo Margarido

[Retour à la table des matières](#)

Le cas de la plus vieille nation coloniale dans ses rapports à l’anthropologie est des plus mal connus. Il était normal que, l’avancée des luttes en Afrique dite portugaise ait suscité des interrogations sur le rôle des sciences humaines dans cette domination multiséculaire. J’ai donc demandé à Alfredo Margarido de bien vouloir présenter quelques réflexions et informations sur ce problème. Son texte est inédit.

Écrit au cours de l’année 1973, il est donc antérieur aux récentes transformations politiques au Portugal et dans les anciennes colonies portugaises d’Afrique.

[308]

Toute analyse du discours anthropologique passe par l'examen, ne serait-ce que succinct, des conditions de son apparition et de son élaboration. En fait, un tel discours est dès sa naissance directement lié à l'évolution des rapports du monde occidental avec les autres continents, et ne pourrait être compris que dans le cadre régional de l'expansion de l'homme occidental et du capitalisme européen. L'anthropologie commence donc à se définir lorsque les découvertes du XV^e siècle dévoilent l'existence de populations nouvelles, qui remettent en cause l'unité de l'espèce humaine, obligeant à reposer la question de son origine. Les théologiens comme les philosophes s'interrogent sur la place de l'homme non chrétien et sur le statut du monde lui-même. Francisco de Vitoria annonce dès 1539 la non-identification de la chrétienté avec le monde ²⁴⁶ et le « monde » devient dès lors le « globe » sans aucune discrimination religieuse ²⁴⁷.

L'inventaire de ce qui a été découvert, assez étriqué pour ce qui est des populations et de la nature en Afrique, va se développer largement en Amérique, permettant la mise en place des « plans » de l'homme moderne ²⁴⁸. L'existence de l'Autre, refusée par les Grecs et les Romains, comme le souligne Montaigne ²⁴⁹, est enfin reconnue et force à la création d'un domaine particulier. [309] En même temps, l'exploitation économique, la mobilisation et l'inventaire de la force de travail ²⁵⁰, comme ceux des richesses, se poursuivent en lisière de cette

²⁴⁶ Francisco de VITORIA, *De India recenter inventis e de Jure belli Hispanorum in Barbaro relectiones*, 1539 ; trad. fr. : VITORIA et SUAREZ, *Contribution des théologiens au droit international moderne*, A. Pedone, Paris, 1939.

²⁴⁷ Ruggiero ROMANO, *Les Mécanismes de la conquête coloniale : les conquistadores*, Flammarion, Paris, 1972.

²⁴⁸ Alphonse DUPRONT, « Espace et humanisme », in *Bibliothèque d'humanisme et Renaissance*, VIII, 1947.

²⁴⁹ MONTAIGNE, *Essais*.

²⁵⁰ Bartolomé de Las Casas a été publié en Espagne en 1517. Nous retiendrons ici une édition : *Œuvres de Don Barthélemy de Las Casas*, précédées de sa

production, la provoquant certes, mais en se donnant surtout les moyens de la plier aux exigences de l'exploitation.

Mais ce discours, qui obéit déjà aux règles de l'anthropologie, ne se donne pas encore de nom, mêlé d'une part à l'histoire, de l'autre au genre ambigu du récit de voyage ; mais il possède déjà une pratique, essentielle pour la connaissance de l'autre et pour la définition de l'altérité. Ainsi Bartolomé de Las Casas, João de Barros ²⁵¹, Alonso de Zorita ²⁵², Jean de Léry ²⁵³, Joseph de Acosta ²⁵⁴, [310] Fernão Mendes

vie, et accompagnées de notes historiques, additions... par J.A. Llorente, A. Eymery, Paris, 1822.

Considérons surtout l'importance capitale des inventaires, des populations et des richesses, le propre de toute action colonialiste. Dès lors, le discours de Las Casas révèle son faux anticolonialisme, car il propose le remplacement des Indiens « faibles » par les Africains « robustes », ainsi à nouveau renvoyés vers la sauvagerie. Le compromis est rendu évident : le discours humanitaire ne peut en aucun cas se séparer des conditions de l'exploitation économique, quelle que puisse être l'attitude ultérieure de Las Casas, sur laquelle il ne faut pas se prononcer trop vite, malgré les différentes hagiographies en circulation.

²⁵¹ João de BARROS, *Asia de Joam de Barros, dos feitos que os Portugueses fizeram no descobrimento y conquista dos mares y terras do Oriente*, G. Galharde, Lisbonne, 1552, surtout le livre I. C'est surprenant, mais il n'y a aucune traduction française publiée jusqu'à aujourd'hui. Il existe à la Bibliothèque nationale une mauvaise traduction manuscrite.

²⁵² Alfonso de ZORITA a vécu en Amérique de 1547 (Saint-Domingue) à 1566. Mais il n'a été publié que très tard. Nous retenons l'édition : *Los Senores de la Nueva España*, Imprenta Universitaria, Mexique, 1942.

²⁵³ Jean de LÉRY, *Histoire d'un voyage fait en la terre du Brésil, autrement dit Amérique, contenant la navigation et choses remarquables, vues sur mer par l'auteur ; le comportement de Villegagnon en ce pays-là, les mœurs et façons de vivre étranges des sauvages américains : avec un colloque de leur langage, ensemble la description de plusieurs animaux, herbes et autres choses singulières, et du tout inconnues par deçà dont on verra les sommaires dans les chapitres au commencement du livre. Le tout recueilli sur les lieux par Jean de Léry, natif de la Margelle, terre de Saint-Séné, au duché de Bourgogne*. A La Rochelle, par Antoine Chuppin, 1578.

²⁵⁴ Joseph de ACOSTA écrit son premier texte en latin, entre 1577 et 1582, pour le publier, toujours en latin, en 1589. Mais il le traduit rapidement en espagnol, ce qui signifie un déplacement des lieux culturels attachés aux questions du Nouveau Monde. La traduction française apparaît dès 1598 : *Histoire naturelle et morale des Indes, tant orientales qu'occidentales...*, trad. R. Regnault, M. Orly, Paris, 1598.

Pinto ²⁵⁵, Joseph-François Lafitau ²⁵⁶ participent à sa mise en place, et ils forment aujourd'hui le tissu théorique à travers lequel il est possible de reconstituer la démarche de sa création. Sans vouloir, et sans pouvoir, rentrer dans le détail de son apparition et de son évolution, qui hésite parfois entre l'histoire et la philosophie, il faut nous interroger sur le moment où il acquiert non seulement son autonomie complète, mais aussi son appellation, tout en nous posant la question de son utilité, suite et justification de son élaboration théorique. Ainsi la reconnaissance de l'altérité du XIV^e siècle, qui n'exclut jamais les considérations économiques, se transforme au XIX^e siècle en interrogation sur les problèmes de la gestion des peuples coloniaux. Cette tendance, tout en se développant au XX^e siècle, jusqu'à la décolonisation, ne change pas radicalement le sens de ce discours.

Nous retiendrons aussi la période infiniment critique du système qui va de la Première Guerre mondiale à la révolution populaire chinoise (1949) et à la Conférence afro-asiatique de Bandoeng (1955). Elle est aussi marquée par la secousse des revendications des nationalités et de l'activité anticolonialiste de la III^e Internationale. Toutefois ces mouvements et ces revendications sont étouffés à la suite de la crise économique de 1929, à travers laquelle le capitalisme avancé se lance dans la restructuration de l'ensemble du système, renforçant alors sa domination. Mais cette période connaît essentiellement les questions posées par l'intégration de l'anthropologie à la gestion coloniale, qui accompagna la pratique du « terrain », depuis B. Malinowski ²⁵⁷, mais dont les principes sont nettement énoncés par A. R. Radcliffe-

²⁵⁵ Fernão Mendes PINTO, *Paregrinaçam de Fernão Mendes Pinto em que dá conto de muytas e muyto estrannas cousas que vio e ouvio no reyno da China, no da Tartária, no de Sornan, que vulgaramente se champ Sião, no de Serlaminham, no de Pegú, no de Martavão, e me muitos outros reynos e senhorios das Portes Orientais, etc.* P. Crasbeeck, Lisbonne, 1614. Le titre de la traduction française laisse passer une pointe de scepticisme : *Les Voyages aventureux de Fernand Mendez Pinto, fidèlement traduits de portugais en françois par le Sieur Bernard Fi guier*, M. Hérault, Paris, 1628.

²⁵⁶ Joseph-François LAFITAU, *Mœurs des sauvages américains comparés aux mœurs des premiers temps*, Sangrain aîné, Paris, 1724.

²⁵⁷ [*Les Argonautes du Pacifique occidental*](#), 1922, Gallimard, Paris, 1963.

Brown ²⁵⁸, suivi par E.E. Evans-Pritchard ²⁵⁹ et par [311] S. F. Nadel ²⁶⁰. L'émergence des mouvements qui s'interrogent sur le statut des grandes unités ethniques (panarabisme, pan-asiatisme, panafricanisme), accompagnée de l'exaltation des « races » méprisées (on passe rapidement de la beauté du noir à la théorie de la négritude ²⁶¹), posent la question capitale des termes de la domination, dont le sens change après la Seconde Guerre mondiale. Ce qui force l'anthropologie à se remettre en cause, s'interrogeant sur le sens de sa position. La réponse est double : d'une part nous trouvons la furieuse multiplication des études formelles, qui ne se posent plus la question des pratiques des populations (et dont la parenté est l'exemple le plus criant ²⁶²), tandis que de l'autre nous rencontrons les anthropologues qui

²⁵⁸ A. R. RADCLIFFE-BROWN, *Method in Social Anthropology*, The University Chicago Press, Chicago, London, 1958, surtout l'article de 1929 : « Historical and Functional Interpretations of Culture in Relation to the Practical Application of Anthropology to the Control of Natives Peoples », p. 39-41, dont je souligne les affirmations suivantes : « Anthropology is gradually establishing its claim to be regarded as a study which has an immediate practical value in connection with the administration and education of backward peoples » (p. 39).

²⁵⁹ E. E. EVANS-PRITCHARD, *Les Nuer* (1941), Gallimard, Paris, 1968.

²⁶⁰ S.F. NADEL, *Byzance noire* (1942), Maspero, Paris, 1971. Nadel y reprend presque mot à mot les affirmations de Radcliffe-Brown concernant les liens entre l'anthropologie et la gestion coloniale : « On a dit que l'anthropologie moderne pouvait aider considérablement les gouvernements coloniaux en leur faisant connaître la structure sociale des groupes indigènes dans la perspective d'une administration coloniale indirecte. Pour notre part, nous croyons fermement en la possibilité d'une collaboration de cette sorte entre anthropologue et administrateur, et nous espérons que cet ouvrage illustrera avec évidence la fécondité d'une telle coopération » (p. 16 de la traduction française).

²⁶¹ Disons que la négritude commence à être énoncée en 1928 par Price-Mars, lors de la publication, à Haïti, d'[Ainsi parla l'Oncle](#)

²⁶² Le gonflement des études sur la parenté est presque incroyable. Robin Fox fait remarquer que depuis 1871 (c'est-à-dire après la publication de Primitive marriage, paru en 1865, de Maine, *Ancient Law*, paru en 1861 et celui de MORGAN, *Systems of Consanguinity and Affinity of the Human Family*, paru en 1871) « les études de parenté se sont multipliées jusqu'à constituer aujourd'hui plus de la moitié de la littérature anthropologique britannique » (*Anthropologie de la parenté*, Gallimard, Paris, 1972, p. 10). Il me semble que cela traduit une certaine incertitude de l'anthropologie en ce qui concerne ses rapports avec les formations sociales d'une part, et les sciences humaines

confirment le statut colonial de l'anthropologie se mettant sciemment au service de la domination, ou ceux qui essaient de l'abolir, par le refus de toute compromission avec le colonialisme, quelle que puisse être sa forme.

[312]

L'ANTHROPOLOGIE EST-ELLE INDISPENSABLE À LA PRATIQUE COLONIALE ?

C'est là la question qui s'impose, et c'est bien la question cruciale. La réponse paraît toute faite, et pourtant elle n'élimine pas une certaine ambiguïté. Certes le processus historique nous apprend que tout discours anthropologique est directement lié à l'évolution du colonialisme et de l'idéologie qui le soutient et le renforce. Pourtant, si l'anthropologie est essentiellement liée au colonialisme, cela ne veut pas dire qu'elle lui soit indispensable. Cela ne fait que mettre en évidence la relativité de l'intervention du discours anthropologique : il semble que quelques formes particulières devraient être analysées en détail. Car, et c'est là une indication très importante, les anthropologues et l'anthropologie ne semblent nullement nécessaires aux mouvements nationalistes, aux formations révolutionnaires ou aux mouvements de libération. Ainsi peut-on mieux saisir la question et peut-être parvenir à des analyses assez fouillées pour pouvoir conclure.

Il y a peu d'années — pour tout dire pendant la bouillonnante année 1968 — un anthropologue spécialiste de l'Asie du Sud-Est pouvait faire remarquer à une assemblée plutôt sceptique que, pour lui et pour toute une génération de Vietnamiens, l'anthropologie avait été un détonateur. En passant au crible les valeurs inventoriées par les ethnologues, ils avaient pu saisir l'ensemble des structures spécifiquement vietnamiennes, en même temps qu'ils mettaient sur pied les instruments qui devaient les préserver et les placer éventuellement au service de la révolution. Il y avait donc coupure entre l'anthropologie et la société d'une part, mais aussi coupure entre la pratique et la conscience de la pratique, coupure qui ne pouvait être annulée que par le recours au texte

en général. La parenté est, en effet, le seul chapitre des sciences humaines qui revient entièrement à l'anthropologie, au moins jusqu'à aujourd'hui.

de l'anthropologie. Dès lors, toute récupération de l'identité vietnamienne devait passer peu ou prou par ce texte, mais, en fait, elle ne pouvait traduire que la situation particulière des anthropologues, surpris par l'originalité de leur société lorsque coupés de la pratique journalière. En insistant sur l'utilisation des données anthropologiques, on faisait remarquer qu'elles pourraient servir à établir les bases des relations entre les groupes, et définir les options économiques, politiques, culturelles. Davantage même : la mise en œuvre de ces valeurs, cachées mais présentes aux seuls anthropologues, permettrait de s'opposer à tout ce qui pourrait ressembler à la dissolution de la [313] civilisation de l'Asie du Sud-Est sous le poids des éléments importés ou introduits de force par le colonialisme.

Il y avait dans cette argumentation, et dans la flamme qui la supportait, quelque chose de poignant, mais pour la prendre entièrement au sérieux, il eût fallu que l'ensemble des Vietnamiens soient chosifiés, rejetés de leur pratique, ce qui serait un contresens évident. Ainsi, l'anthropologie et ses acquis ne pourraient jouer le rôle déterminant que pour quelques centaines ou quelques milliers d'intellectuels soumis au dur dressage occidental. Mais elle ne pouvait que très difficilement dépasser ce cadre. Il n'en restait pas moins — et cela constitue une deuxième ambiguïté qu'il convient de retenir — que l'anthropologie permettait de préserver de l'attaque des forces colonialistes un certain nombre de valeurs qui prenaient leur place dans le discours de la culture, et particulièrement de la culture populaire. Mais cela veut dire en réalité que la récupération des données « populaires » ne peut être que l'homologue de l'utilisation faite du folklore européen pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, mis au service des bourgeoisies nationales qui se donnaient ainsi les formes d'une authenticité qu'elles ne possédaient pas en réalité. Qu'il nous suffise de penser à la mobilisation des valeurs « populaires » ou « folkloriques » par la bourgeoisie hongroise qui voulait se séparer de l'aristocratie dominante et surtout du poids de l'État austro-hongrois.

Cela répond par avance, tout au moins partiellement, à la question fondamentale posée par Robert Buijtenhuijs dans *Les Temps*

modernes ²⁶³ concernant la capacité des anthropologues à travailler exclusivement pour la révolution. Certes il faudrait encore savoir où est la révolution, mais, laissant cette question de côté, il est évident que le fait qu'aucun groupe révolutionnaire, ni aucun mouvement de libération, n'ait fait appel aux techniques de l'anthropologie ni aux services des anthropologues est une indication importante, sinon décisive. Cela ne veut pas dire qu'il soit impossible de citer des exemples de l'intégration de l'anthropologie à certaines revendications nationales, comme lorsque Jomo Kenyatta écrit sur les Kikuyu, pour imposer le visage déformé d'un peuple écrasé par la colonisation britannique ²⁶⁴. Il [314] est aussi possible d'invoquer l'utilisation plutôt discrète de quelques informations anthropologiques par Amilcar Cabral, essentiellement en ce qui concerne la structure du commandement et de la gestion des formations sociales et les tactiques permettant de les dépasser ²⁶⁵, mais il ne s'agit nullement d'utilisations homologues. Elles correspondent plutôt à deux phases du combat colonialiste, Jomo Kenyatta agissant alors qu'il fallait affirmer à tout prix l'originalité et l'autonomie culturelle et politique des groupes colonisés, tandis que Cabral organise son travail théorique dans un contexte défini par les indépendances acquises et par le besoin de structurer le combat contre l'oppression portugaise.

En d'autres termes, même si nous constatons que, dans de nombreux cas, la réalité politique, économique et sociale « reste en dessous des idées proclamées par les responsables de la révolution », c'est une question d'ordre strictement politique, qui ne semble pas pouvoir être éclairée ou résolue par l'anthropologie et moins encore par les anthropologues.

LA CONSOMMATION DE L'ANTHROPOLOGIE

²⁶³ Robert BUIJTENHUIJS, « L'Anthropologie révolutionnaire, comment faire ? », *Les Temps modernes*, juin-juillet 1971, n° 299-300, p. 2387-2392 ; reproduit ci-dessous, p. 457 et s.

²⁶⁴ Jomo KENYATTA, *Facing Mount Kenya*, Londres, 1938 ; trad. fr. : *Au pied du mont Kenya*, Maspero, Paris, 1967.

²⁶⁵ Amil Cabral, *Guinée : le pouvoir des armes*, Maspero, Paris, 1969.

Forcé de constater que les révolutionnaires et les nationalistes n'ont aucun besoin de l'anthropologie, R. Buijtenhuijs est amené à conclure qu'elle doit être nécessaire aux colonialistes, en partant du postulat qui veut qu'il y ait toujours une application immédiate et pratique de l'anthropologie. Ainsi, « les impérialistes américains ou portugais [avaient] peut-être besoin d'une quantité énorme d'études sociologiques et anthropologiques parce qu'ils ignorent tout des populations locales ²⁶⁶ », contrairement à ce qui se passe avec les nationalistes et les révolutionnaires.

Dès lors une question s'impose : les Portugais et les Américains font-ils une consommation vraiment considérable de ces études, ou ne sont-elles qu'un sous-produit idéologique, ne participant pas fondamentalement au procès colonial ? Nous avons essayé de trouver les réponses possibles dans le cas portugais, même si nos exemples sont préférentiellement axés sur l'Angola. C'est un modèle fort complexe, du fait de l'ancienneté de l'activité [315] colonialiste portugaise, qui s'est manifestée partout dans le monde, en Amérique, en Asie, en Afrique, en Océanie, sinon en Europe même, dans ses rapports avec les populations arabes du Sud portugais.

Une question se pose au préalable : comment se fait-il que la production anthropologique s'organise très tôt pour les Espagnols, dont les documents essentiels apparaissent pendant tout le XVI^e siècle, tandis que le discours portugais à accent et structure anthropologiques est plutôt hésitant, et n'atteint jamais la solidité de la production espagnole ? On pourrait être tenté de dire — et cela a été souvent fait — que les Portugais avaient rencontré en Amérique des populations moins organisées que les Espagnols, que les bandes Tupi-Guarani brésiliennes étaient essentiellement des populations sans loi, sans roi, sans accord, sans magistrats stables, sans gouvernement organisé et sans territoire bien défini, se trouvant ainsi rejetées de toute analyse, tellement elles appartenaient au monde de la sauvagerie. Mais les Portugais ne produisent pas davantage de documents ethnographiques en Extrême-Orient, et on ne pourra pas mettre en doute l'extrême complexité des formations sociales indiennes, chinoises, japonaises, indonésiennes. Or, le seul Portugais qui ait essayé de poser des

²⁶⁶ R. BUIJTENHUIJS, *op. cit.*

questions pertinentes sur la constitution de ces sociétés pour protester avec véhémence contre l'esclavage et le pillage, Ferão Mendes Pinto, a été l'objet des risées de la Lisbonne marchande comme de la Lisbonne officielle. Son nom suscitait des calembours : Ferão ? Mentés ? Minto (Fernand ? Tu mens ? Je mens) ²⁶⁷. Cette exclusion de Mendes Pinto est d'autant plus sensible que la cour lui préfère le poète Camões, chantre de l'épopée impériale, qui confirme les Portugais dans leurs droits de conquérants. Mais cette opposition, pourtant éclatante, a été soigneusement cachée sous les efforts de faire apparaître une homogénéité de la « culture » portugaise, d'où les contradictions fondamentales seraient bannies à jamais.

La question ne semble donc pas résolue par la seule invocation du « primitivisme » absolu des populations contactées et colonisées par les Portugais. Mais déjà d'autres indications percent qui, elles, permettent de mieux saisir le phénomène. [316] Depuis le tout début du XVI^e siècle, de nombreux documents portugais comportent de fréquentes indications à caractère anthropologique, au point que, notamment pour ce qui est de l'Afrique, il est impossible de refaire le tissu historique africain sans un recours systématique à ces documents d'ailleurs trop méprisés par les anthropologues. Mais aucun de ces documents n'aborde les questions fondamentales, qui auraient fait glisser ces informations un peu grossières vers un discours organisé, se proposant d'analyser la cohérence interne des formations sociales, tout en les mettant en rapport avec les systèmes connus à l'époque. Ce serait la seule façon de parvenir à un système d'interprétation, forcément comparatiste, tel qu'on le retrouve chez le jésuite Acosta ²⁶⁸.

LA PRODUCTION DU TEXTE PORTUGAIS

²⁶⁷ À remarquer que, si Fernão Mendes Pinto a retrouvé une place importante dans le tissu du discours culturel portugais, il n'est pas encore un auteur à part entière, comme s'il avait nargué depuis toujours les institutions et les pouvoirs établis. Tel est le poids de la condamnation jetée sur tous ceux qui essayent de remettre en cause le système de la domination coloniale.

²⁶⁸ Voir le livre VI de *l'Histoire naturelle*.

Pour mieux saisir la question, il ne serait pas sans intérêt d'essayer d'analyser un peu en détail les deux versions fort importantes de la Description de la Côte de Guinée, du capitaine Francisco de Lemos Coelho, datées de 1554 et de 1569, dont l'original aurait été écrit à l'île de Santiago du Cap Vert. En se penchant sur ces deux textes, on constate aisément que la première version a été écrite non pas par le capitaine Lemos Coelho, mais par un écrivain mis à la disposition du capitaine par le gouverneur de l'île, qui voulait un document pouvant servir de guide tant aux marins qu'aux commerçants travaillant sur la côte. Le texte, d'une écriture parfois fort elliptique, est saturé d'informations techniques, la côte étant décrite en détail, des baies aux amers, des courants aux ports, des marchandises aux villages, ainsi que les difficultés qu'il fallait affronter et vaincre dans les rapports avec les éléments comme avec les hommes.

En même temps, Lemos Coelho fournit à l'écrivain auquel il dicte son texte force indications sur les populations autochtones, tout en donnant des conseils sur le comportement à adopter vis-à-vis des populations, des responsables des structures politiques ou religieuses. Ce texte, essentiellement technique, transcrit davantage les informations qui devaient orienter les nouveaux venus sur la côte, traduisant ainsi les liens avec Lisbonne, [317] qui fournissait tant les marins que les marchands. Mais cette écriture n'est pas celle du capitaine : il n'y songe guère ; c'est l'administration qui cherche à pallier ce mépris de l'écriture, en lui imposant un écrivain. Les commerçants, les capitaines ne songent pas d'eux-mêmes à organiser un texte, même si technique ; leurs connaissances ne sont transmises que par contact direct et personnel.

La seconde version du texte du capitaine Lemos Coelho est aussi très révélatrice car le langage technique est plus délayé, sinon traduit à l'intention des profanes. Le copiste, qui semble travailler à partir du texte de 1554, ne s'attarde pratiquement pas sur les informations relatives aux populations de la côte, qui se trouvent ainsi presque éliminées de la surface du texte. Cela semble indiquer un changement profond des rapports avec les populations, dont le poids politique s'amenuise assez nettement en fonction de la progression du colonialisme. En d'autres termes, la deuxième version de la Description retient les informations concernant la côte et la navigation, mais élimine

presque entièrement les populations, qui ont perdu beaucoup de leur pouvoir de résistance.

Il découle de cette première remarque que les colonisateurs portugais (marins, marchands ou missionnaires) ne sont pas des hommes de l'écriture ²⁶⁹.

Ce qui peut expliquer la raison pour laquelle les textes par lesquels le monde occidental a pris connaissance des continents, des populations, des structures politiques nouvelles, bien qu'issus de l'expérience portugaise, aient été parfois organisés par des étrangers. Ainsi le premier grand texte sur l'ancien royaume de Kongo est dû à la plume de F. Pigafetta, même s'il est construit à partir des informations du commerçant portugais Duarte Lopes, qui se trouvait en Europe au titre d'ambassadeur du roi de Kongo ²⁷⁰. Le deuxième document sur ce même royaume est écrit par un missionnaire capucin [318] italien, Cavazzi da Montecuccolo ²⁷¹. Et il est impossible de ne pas songer que la description du premier voyage maritime autour du monde, réalisé par Magellan (Fernão de Magalhães), a été écrite par un autre Italien, Antonio de Pigafetta ²⁷².

Cela fait apparaître un concept capital de la position portugaise vis-à-vis des hommes et de la nature, essentiellement pragmatique : elle fait toujours appel à un *prático* (praticien), à un connaisseur, c'est-à-dire à celui qui possède une expérience toujours acquise sur le « terrain », si l'expression peut être utilisée sans frôler l'anachronisme déplacé. À ce

²⁶⁹ Ce qui pourrait s'opposer à thèse classique de Jaime Cortesão sur la politique de secret qui, imposée par la cour de Lisbonne, aurait fait disparaître nombre de documents concernant les voyages et les découvertes portugais. Il me semble que la question doit être analysée à partir de ce refus de l'écriture.

²⁷⁰ Filippo de PIGAFETTA, *Relatione del Reame di Congo e delle Circonvicine Contrade Traita delli Scritti a ragionamenti di Odoardo Lopez Portoghese*, Rome, 1591 ; traduction française de Willy Ball, publications de l'université Lovanium de Léopoldville, Louvain-Paris, 1963.

²⁷¹ Gio. Antonio CAVAZZI DA MONTECUCCOLO, *Istorica Descrizione de'tre Regni Congo, Matamba, e Angola sitvati nell'Ethiopia inferiore occidentale e delle Missioni Apostoliche Eserciâteui da Religiosi Capuc-cini Accuratamente compilaia dal P. Gio Antonio Gavazzi Da Montecuccolo Sacerdote Capuccino Il Quai vi Fu'Prefetto E nel présente stile ridotta dal P. Fortunato Alamandini da Bologna predicatore dell'istesse Ordine*, Bologne, 1687.

²⁷² A. PIGAFETTA, *Premier Voyage autour du monde par Magellan*.

prix, les Portugais se passent de la théorie, et c'est bien là qu'on peut trouver une des raisons de l'absence de tout discours à caractère anthropologique. Mais il faut aussi souligner que cela est dû aux choix particuliers des Portugais, qui s'installent soit dans les forteresses-entrepôts, ou adoptent la politique du remplacement des populations. Opération réalisée de deux façons : par la création d'une population métisse, et c'est là une technique d'anthropotechnie où les Portugais sont passés maîtres, ou par le remplacement de la population autochtone grâce à l'afflux constant et régulier des colons blancs.

LE LUSO-TROPICALISME

Il y aurait donc une sorte d'entente entre les Portugais et les populations tropicales, africaines, indiennes ou asiatiques, et cela a amené un certain nombre de chercheurs à faire appel à une constante psychologique des Portugais, qui expliquerait que leur colonisation ait été plus « douce » que celle des Espagnols. Peu conscients de leurs caractères nationaux, les Portugais seraient partout prêts à se fondre dans la masse autochtone, ce qui aurait arrondi les angles dans les contacts journaliers, leur donnant la possibilité de trouver un biais pour une communication [319] préférentielle, impossible à d'autres populations européennes.

Le plus connu des tenants de la thèse du luso-tropicalisme, le Brésilien Gilberto Freyre²⁷³, soutient que l'extrême volupté des Portugais leur permettait de s'intégrer aux tropiques sans trop de mal. L'absence de femmes blanches, associée au manque de préjugés, serait à la base de cette relation préférentielle avec les femmes autochtones, dont le résultat fut la création de structures métisses, assurant le relais du pouvoir portugais, sans jamais remettre en cause l'essentiel des valeurs blanches. Il y avait une opération de symbiose permanente qui permettait la combinaison des éléments européens, péninsulaires,

²⁷³ Gilberto FREYRE, *Casa Grande e Senzala*, dont le titre a changé dans l'édition française : *Maîtres et esclaves*, Calmann-Lévy, Paris, 1952. La transformation du titre est relativement significative, le titre brésilien faisant appel à une organisation de l'espace social, qui veut souligner la contiguïté entre les deux groupes de la société brésilienne, tandis que le titre français, en durcissant la situation, ne retient que le rapport de domination, exclu par Freyre.

portugais et des structures autochtones. En Afrique, les Portugais deviendraient un peu africains, en Amérique ils seraient un peu indiens, ou mulâtres, ou métis, tout en devenant un peu asiatiques en Asie.

À cette thèse quelques sociologues brésiliens et surtout le sociologue noir Guerreiro Ramos répliquent que cette relation préférentielle ne pouvait se faire qu'au prix de la castration systématique et permanente des mâles de couleur, indiens ou noirs, et essentiellement de ces derniers, dès lors que le nombre de femmes apportées à la traite — du fait même de la polygamie africaine — était de beaucoup inférieur à celui des mâles. La raréfaction des femmes ne pouvait qu'aggraver la castration des mâles de couleur, se traduisant dans une dépossession qui invitait à la mise en place d'une pratique sexuelle de remplacement sur laquelle les moralistes occidentaux n'ont pas fini d'épiloguer ²⁷⁴.

C'est dans un cadre ainsi élargi, qui tient compte de l'extrême violence des relations entre dominants et dominés, entre seigneurs et esclaves, qu'il faut décortiquer les thèses du luso-tropicalisme, pour remarquer que l'immense capacité génésique des blancs dans les tropiques constituait, en même temps qu'un dépassement [320] de la norme et donc une infraction aux règles strictes des morales judéo-chrétiennes, un des termes de l'affrontement opposant le maître et l'esclave, non seulement sur le plan de l'exploitation économique au sens strict, mais aussi en montrant que la sexualité elle-même entrait dans le système de domination général. Le métis devenait certes un relais du pouvoir blanc, mais il portait accusation contre cette forme de domination extrême, qui refusait une activité sexuelle normale aux gens de couleur.

LES DOCUMENTS PORTUGAIS

Cela n'empêche, nous l'avons déjà dit, que nombre de documents portugais apportent des informations qui peuvent être facilement

²⁷⁴ Après avoir imposé la dislocation des systèmes d'alliance africains, après avoir imposé des systèmes de reproduction qui ne tenaient compte que de l'intérêt du propriétaire, les sociétés blanches s'étonnent, scandalisées, devant la « liberté » des mœurs des Noirs d'Amérique. Quelle hypocrisie !

intégrées au discours anthropologique qui, mis en place dans l'Amérique du XVI^e siècle par les Espagnols, ne trouve son autonomie que pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Mais il est bien évident que ces informations sont accidentelles, qu'elles ne résultent pas essentiellement de la visée du discours, mais davantage des nouvelles techniques de lecture qui, tenant compte des acquis techniques de l'anthropologie, reprennent des textes qui semblaient épuisés ou inutiles pour l'explication des pratiques coloniales et apparentées.

Ces textes couvrent essentiellement le XVI^e et le XVII^e siècle, et ils sont beaucoup moins nombreux au XVIII^e siècle, marqué par une forte régression du système colonial portugais. C'est dire qu'il y a un lien assez direct entre les options de la colonisation et les textes para-anthropologiques, même s'il n'est pas toujours automatique.

La deuxième phase de cette production couvre essentiellement la deuxième moitié du XIX^e siècle. Elle est consécutive à l'indépendance du Brésil (1822), à l'interdiction de la traite et à l'abolition de l'esclavage, qui forcent à une reconversion rapide de l'appareil colonial portugais. Là où la traite des hommes était le seul axe de l'activité économique portugaise, et la consécration du système politique, il a fallu peser sur les sociétés autochtones, pour qu'elles se reconvertissent à la traite des marchandises. Opération fort complexe, d'autant plus que l'ensemble des territoires avaient été organisés pour répondre à la demande en esclaves, marchandise préférentielle de tout l'Atlantique, et même de l'océan Indien. De plus, la compétition est ouverte pour un nouveau partage de l'Afrique, lors de la conférence de Berlin [321] (1884-1885), qui mettra fin à nombre de prétentions portugaises. Le coup final sera pourtant l'ultimatum anglais de 1890, qui força le gouvernement portugais à abandonner le rêve de la constitution d'un territoire unissant l'Angola au Mozambique, représenté sur la « carte rose » établie par le ministre Barros Gomes. L'activité frénétique de Cecil Rhodes détruisit ce rêve coloré.

Pourtant les politiciens libéraux, au pouvoir dès 1834, essayèrent de trouver de nouvelles formes de gestion. Ils parièrent sur un système égalitaire, franchement inscrit dans la Constitution, basé sur l'égalité des hommes dans la Raison, qui invitait à l'uniformité des codes et des pratiques. Cela ne se passa pas sans mal : en réalité, les gouvernements de Lisbonne furent incapables de se faire entendre et obéir en Afrique. Mais cela n'empêcha pas les Portugais de pratiquer pendant un temps

assez court un système de gouvernement indirect, qui n'eut pas l'heur de plaire aux colons et à nombre de théoriciens du colonialisme.

La réaction contre cette politique fut essentiellement élaborée par le haut-commissaire au Mozambique, António Ennes, et trouva son sommet dans la campagne contre le roi Gungunhana, en 1895. La défaite et l'emprisonnement de ce grand chef mozambicain, exilé à Madeira, tandis que des membres de son conseil étaient installés dans les îles de l'archipel des Açores, met fin à ce système, remplacé par de nouvelles structures administratives, qui ne tenaient aucun compte des options des populations autochtones. La « circonscription » devient l'unité administrative, dont le fonctionnaire responsable remplit les tâches essentielles d'administrateur et de juge, coiffant toute autorité autochtone. Il s'agit d'une politique entièrement antiassimilationniste, comme le souligne à juste titre M. Silva Cunha, ministre des colonies portugaises. Elle met fin aussi au bref instant où les populations africaines avaient été près d'acquérir leur autonomie, même relative et fortement contrôlée ²⁷⁵.

L'ANTHROPOLOGIE PHYSIQUE

Ces changements coïncident avec un intérêt marqué pour l'anthropologie physique, directement rattachée aux classifications raciologiques élaborées dans les laboratoires européens. La cranéologie devient une inquiétude typique de la deuxième [322] moitié du XIX^e siècle. C'est ainsi que les décrets du 2 décembre 1869, et des 24 novembre et 3 décembre 1874, insistaient sur le besoin en recherche anthropologique dans les « territoires d'outre-mer ». Le 17 février 1876 est créée, au moins sur le papier, une commission permanente chargée de la recherche dans les champs de l'anthropologie, de la géographie, de l'ethnologie et de l'archéologie. Elle ne rencontre aucun écho parmi les responsables en Afrique, forçant le gouvernement à insister, le 28 juillet 1885, par une circulaire leur ordonnant l'envoi de « crânes humains », tandis que la loi du 28 mai 1896 impose aux chefs des

²⁷⁵ V. J. M. da SILVA CUNHA, *O sistema português e a política indígena no direlto positivo desde 1820 à última revisão da constituição*, Atica, Lisbonne, 1953.

services sanitaires coloniaux, ainsi qu'aux médecins, la réalisation d'études d'anthropologie et de climatologie. Les péripéties et l'échec de ces opérations reproduisent un système déjà connu : à Lisbonne les scientifiques et l'administration reconnaissaient, presque toujours à la suite des recherches étrangères, l'utilité ou l'intérêt de certaines études, qui étaient alors imposées aux fonctionnaires des colonies. Mais la coupure était déjà trop grande entre les deux systèmes et, les ordres de la métropole restant sans réponse, l'administration finissait par se laisser devant un tel mur d'inertie. Si l'anthropologie physique présente un certain intérêt pour les savants des instituts et des universités, elle constitue une tâche supplémentaire pour les fonctionnaires, et il est hors de question de l'accepter. Le déferlement des décrets, des lois, des circulaires, des notes de service, quel que soit le poids comminatoire du document, n'apporte aucun résultat. Le changement ne s'opérera qu'après l'inversion du circuit, lorsque les questions seront posées sur le terrain ».

SAINT-THOMAS ET PRINCE

Mais cela se produisit lentement, et d'une façon tout à fait marginale. Néanmoins, le développement de cet intérêt pour l'anthropologie, physique et/ou culturelle, traduit toujours un changement qualitatif dans le système colonial portugais. Si les circulaires adressées aux responsables administratifs étaient restées sans réponse, les quelques ouvrages à caractère ethnographique furent organisés à partir d'expéditions politiques (Capelo et Ivens, Serpa Pinto, A. C. P. Gamitto ²⁷⁶), ou commerciales (Rodrigues [323] Graça, Silva

²⁷⁶ H. CAPELLO et Roberto IVENS, *De Benguela as Terras de Yacca*, Lisbonne, 1881. Serpa PINTO, *Como eu atravessei a Africa*, Londres, 1881. A. C. P. GAMITTO, *O Muata Cazembe...*, Imprensa Nacional, Lisbonne, 1854.

Porto ²⁷⁷), ou plus rarement militaires (Rodrigues Neves ²⁷⁸). A cela s'ajoute un travail essentiellement ethnographique, mené à bien par un planteur de l'île de St-Thomas (S. Tomé).

Cette irruption d'une activité ethnographique est consécutive au changement de structure de l'archipel, à la suite du succès relativement inattendu de l'introduction de deux cultures à forte plus-value (mais exigeant une grande mobilisation de force de travail) : le café et le cacao, introduites entre 1820 et 1822, auxquelles viennent s'ajouter la vanille, la cannelle, l'huile de palme, les palmistes et le coprah.

Cela provoque un rush blanc sur les deux îles, qui trouve des prolongements à Fernando Poo, où s'installent nombre de planteurs portugais, malgré l'administration espagnole. Cette invasion s'attaque très rapidement aux vieilles formes de propriété foncière, et les structures sociales, elles aussi durement touchées, s'effondrent rapidement. D'abord, et c'est l'essentiel, les terres cultivables changent de mains, les colons, lourdement appuyés par l'appareil administratif, s'appropriant par la ruse ou par la violence, ou les deux, les terres des autochtones. Il faut tenir compte aussi du changement de statut de la population, surtout après l'abolition de l'esclavage, qui partage la population entre Africains (autochtones, ou fils de la terre, affranchis ou *forros* et le noyau des « *angolares* »), blancs et métis. Mais les Africains refusent le travail agricole, réalisé dans des conditions très pénibles, pour des salaires de misère, et les Portugais sont alors forcés de recourir à l'importation de force de travail, qu'ils trouvent sur la côte, tant au Gabon qu'en Côte d'Or, mais aussi en Guinée-Bissao, en Angola, au Mozambique, et même au Cap-Vert.

S'il importe peu d'épiloguer sur la qualité de tels documents, qui restent essentiellement descriptifs, il est très significatif que leur production soit directement liée au changement de structure de l'archipel, du fait de l'intervention du capital financier, qui commence à

²⁷⁷ Joaquim Rodrigues Graça. « Descrição da viagem feita de Luanda com destino as cabeceiras do Rio Sena », Annaes do Conselho Ultramarino, parte não oficial, série I, février 1854 à décembre 1858, p. 101-146 et Boletim da Sociedade de Geografia, série 9, 1890, p. 367-468. Silva PORTO, *Viagens e apontamentos de um portuense en Africa*, A.G.C., Lisbonne, 1942.

²⁷⁸ A. R. NEVES, *Memórias da Expedição ao Cassange em 1850*, Lisbonne, 1854.

mettre l'archipel sous le contrôle des banques [324] de Lisbonne dès la fin du XIX^e siècle. Ces travaux reflètent une inquiétude refoulée mais évidente, devant les changements des relations entre les groupes, se traduisant dans des rapports conflictuels ouverts. Incapables de forcer les fils de la terre et les affranchis à accepter le travail agricole, les colons sentent qu'il y a derrière ce refus une menace fondamentale qui, tout en n'étant pas mortelle dans l'immédiat, n'en contenait pas moins ce danger sans mesure ²⁷⁹.

LE CHANGEMENT EN ANGOLA

Cette transformation de la structure agricole et économique de St-Thomas et Prince ouvre des perspectives nouvelles à la politique coloniale portugaise. La fin de ce XIX^e siècle portugais, si contradictoire, marque cependant l'élargissement très rapide des intérêts financiers aux colonies. La proclamation de la République libérale (5 octobre 1910), qui met fin à la gestion chaotique de la monarchie parlementaire et cherche essentiellement à rationaliser l'appareil d'État, renforcera fortement ces investissements.

Lisbonne y prend une part fort importante, le capital commercial, lié pour l'essentiel aux activités d'import-export, imposant la réexportation par le seul port de Lisbonne de tous les produits coloniaux. Le capital commercial, fortement représenté dans les structures politiques, se donne ainsi les moyens de faire de Lisbonne le port commercial le plus important du Portugal. Cela contribue à éliminer la concurrence de Porto, qui avait occupé la première place dans le commerce avec les colonies jusqu'à l'indépendance du Brésil, tout en permettant à Lisbonne de mobiliser les moyens de créer une ceinture industrielle de toute première importance.

Norton de Mattos sera l'agent du changement en Angola, et il cherchera par tous les moyens à accélérer l'accumulation primitive pour permettre aux colons blancs d'arracher au gouvernement de Lisbonne une très grande autonomie administrative, préface normale à l'indépendance politique. Dès son premier gouvernement (1912-1915),

²⁷⁹ Almada NEGREIROS, *Colonies portugaises. Ile de San-Thomé*, Augustin Challamel, Paris, 1901.

il essaye, non sans mal, de mettre en place des structures favorables à un développement [325] rapide qui se traduisent aussi par une nouvelle tentative de systématisation des connaissances anthropologiques. Le directeur des services de l'administration civile (ainsi formellement différenciée de l'administration militaire, tant les populations semblent toujours prêtes à contester l'autorité portugaise) fait parvenir à tous les fonctionnaires un questionnaire ethnographique, permettant enfin d'inventorier les connaissances, et de mener une enquête couvrant l'ensemble de cette unité politique qu'est l'Angola.

Il importe de retenir ce double changement : d'une part l'enquête anthropologique est organisée par les responsables de l'administration du territoire, essentiellement pour répondre aux besoins locaux ; d'autre part, sa formulation n'émane plus de Lisbonne. Le territoire de l'Angola apparaissait enfin comme une totalité administrative, et les informations anthropologiques devaient permettre d'établir une carte des populations dont l'administration de Luanda avait la charge. Cela n'alla d'ailleurs pas très loin, et les réponses aux questionnaires permirent tout simplement au directeur des services, José de Oliveira Ferreira Diniz, la mise sur pied d'un ouvrage ethnographique sur l'Angola, dont le caractère hétéroclite s'explique par les conditions ayant présidé à l'organisation des matériaux ²⁸⁰. Ce qui ne veut pas dire — cela est important — que les colons ne connaissaient pas les populations, de même que nous ne pouvons pas conclure que les populations peu ou mal connues étaient à l'abri de l'exploitation coloniale.

LA RÉPONSE AFRICAINE

Mais si le capitalisme commercial et financier portugais cherche une façon de parvenir au contrôle sans partage des populations africaines sous domination portugaise, les Africains ne restent pas inactifs. D'abord, une presse africaine est organisée à Lisbonne dès 1911 ; un premier journal, *O Negro*, paraît alors et, s'il ne publie qu'un seul numéro, il traduit malgré tout l'apparition d'une articulation nouvelle

²⁸⁰ José de OLIVEIRA FERREIRA DINIZ, *Populações indígenas de Angola*, Coïmbre, 1918.

des rapports interethniques. D'ailleurs, en dénonçant le programme de scolarisation [326] envisagée par la République, les Africains font remarquer qu'un tel projet ne porterait aucun remède aux populations dominées, d'autant plus que les questions de la terre, de la propriété foncière, n'étaient abordées nulle part. Or il ne fallait pas se tromper sur le déplacement des questions ainsi opéré par les Portugais : en exaltant les bienfaits de l'enseignement, ils voulaient déguiser les formes de l'exploitation, et convaincre les Africains que toutes leurs difficultés dérivait du manque d'instruction, et nullement de la théorie et de la pratique du colonialisme portugais. C'est là une attitude réaliste dont les Africains ne se départent jamais, et qui explique la situation conflictuelle ayant marqué les relations entre Portugais et Africains à travers ce XX^e siècle. Pour la déceler, aucun besoin de l'anthropologie : conclusion à double sens, utile pour les Portugais, mais aussi pour les Africains.

Ce mouvement de révision, sinon de contestation, de la colonisation est repris par la *Liga Africana*, et par son journal *O Correio d'Africa*, dont la périodisation fut très irrégulière. Les groupes à la base de *Liga Africana*, essentiellement des gens de St-Thomas, qui possédaient encore à l'époque quelques plantations de moyenne importance, grevées d'hypothèques pour la plupart, renchérissement sur la dénonciation du système colonial portugais. Cette activité connaît d'ailleurs des prolongements en Angola, où un journal, *O Angolense*, dirigé par l'avoué (advogado provisionário) Antonio de Assis Junior, conteste nombre de décisions de l'administration ²⁸¹, ainsi qu'au Mozambique, à travers l'activité du journaliste Albasini ²⁸².

Pareille opposition au système portugais, et sa dénonciation, apparaît plus clairement lorsque la *Liga Africana* retient le modèle messianique de Marcus Garvey et essentiellement ses projets économiques. En fait, en intégrant au discours nativiste et autonomiste les propositions de Garvey, les Africains d'expression portugaise

²⁸¹ Ce qui lui vaut d'être arrêté, tandis que son imprimerie était vendue aux enchères par le gouvernement général, en toute illégalité. Mais cela traduisait la détermination des autorités de mettre fin à l'action des élites africaines. D'ailleurs Antonio de Assis Junior sera obligé d'abandonner l'Angola, pour mourir à Lisbonne.

²⁸² Sur la côte mozambicaine les journalistes africains se sont trouvés devant des obstacles encore plus difficiles que ceux rencontrés en Angola.

opposaient au capitalisme portugais une formule capable de les rendre économiquement autonomes. C'est ainsi que, vers 1920, ils mettent sur pied le projet d'une très [327] grande entreprise commerciale, qui prendrait en charge la commercialisation de toute la production des Africains, où que ce soit, brisant ainsi les circuits d'exploitation des blancs.

Il est important de constater le caractère symétriquement inversé de ces discours qui s'affrontent et se répondent sans ménagements. Mais il faut aussi constater que les tentatives européennes de construction d'un discours anthropologique ne trouvent aucun écho parmi les Africains. En d'autres termes, si l'Africain reste toujours pour les Portugais l'objet d'un discours particulier, qui l'intègre à des catégories préhumaines qui l'excluent de l'histoire (c'est-à-dire en le traitant en objet à intégrer à l'inventaire des objets particuliers de l'Afrique, exclusivement destinés à l'exploitation), les Africains n'hésitent pourtant pas à essayer de renverser les appétits du capitalisme portugais, ne se posent pas de fausses questions sur le statut anthropologique des populations, ne retenant que la domination dont elles sont les victimes et dont il faut les sortir.

RENOUVELLEMENT DES TENTATIVES D'UN DISCOURS ANTHROPOLOGIQUE.

Néanmoins, la hantise du discours anthropologique domine le processus colonial. S'il avait semblé assoupi, il revient en force à la faveur de la tentative d'accélération du processus économique mené par Norton de Mattos, appuyé à la fois par le capitalisme international et par certains groupes économiques portugais. Lors de son deuxième mandat de gouverneur, avec le titre de haut-commissaire de la République (1921-1924), ce dernier entérine des propositions qui, sous couvert technologique et scientifique, n'ont d'autres objectifs que la rationalisation forcenée de l'occupation blanche.

Ainsi, pendant le Congrès de médecine tropicale de Luanda en août 1923, des propositions furent faites concernant le besoin inéluctable des études anthropologiques, seules capables d'amener à une colonisation sans failles. Cela traduit la continuité du discours capitaliste par rapport

à l'Angola, plus affirmé que dans d'autres colonies, essentiellement du fait d'une colonisation blanche plus ancienne et plus systématique. Elle est fortement contrariée au Mozambique par la présence des administrateurs britanniques des compagnies concessionnaires (*majestáticas*). D'ailleurs le haut-commissaire de la République soutient très fermement que son projet le plus essentiel réside dans [328] l'augmentation rapide de la colonisation blanche et portugaise : « Pour ma part, je continuerai sans fléchissement, à travers les plus grandes contrariétés et difficultés, à accomplir chaque jour et toujours plus intensément la mission primordiale dont la Nation m'a chargé en Angola — coloniser rapidement l'Angola avec des éléments uniquement portugais ²⁸³. »

En d'autres termes, il ne s'agit plus de faire appel au métissage rapide des populations, comme l'aurait voulu le schéma trompeur du lusotropicalisme, mais essentiellement de créer les conditions permettant l'installation massive des colons blancs. La colonisation portugaise change donc très radicalement de cap : les populations africaines doivent être remplacées, d'abord dans les centres urbains, aux points stratégiques, mais aussi dans tous les centres de décision, par des populations blanches exclusivement portugaises. Il est donc évident que le projet de Norton de Mattos, et particulièrement celui de la I^{re} République — liquidée le 28 mai 1926 par le putsch qui mettra au pouvoir en avril 1928 le docteur Salazar — consiste dans le remplacement des populations africaines par la population blanche portugaise.

Cette perspective est largement confirmée par les communications et les discussions du Congrès colonial de 1930, réalisé à Lisbonne. Les communications de Germano Correia, médecin militaire, soulignèrent alors le besoin urgent en études anthropologiques, tant des descendants des colons portugais que des populations autochtones, ce qui permettrait tout à la fois d'étudier les rapports soutenus avec le système écologique, et les populations africaines.

Un inventaire des erreurs et des équivoques issues de l'ignorance des traits anthropologiques pouvait permettre une colonisation organisée moins empiriquement et capable de se donner les moyens de contrôler sa propre destinée. Le cahier des erreurs de la colonisation fait

²⁸³ Norton de MATTOS, *A provincia de Angola*, Marânus, Porto, 1926.

apparaître des distorsions très nombreuses et très graves : les noirs des plateaux angolais sont amenés vers le travail « champêtre » (*sic*) des plantations (roças) chaudes et humides de St-Thomas, ou alors transférés vers les plantations (fazendas) ou usines à sucre de la côte et de l'intérieur équatorial de la province d'Angola. Il n'était pas rare non plus que les « indigènes » du Congo ou des plaines du Cuanza et du Amboim soient envoyés sur les plateaux du [329] Centre et du Sud, alors que les travailleurs ruraux de même provenance étaient enrôlés de force dans les unités militaires en service dans les régions d'altitude, froides et au climat fort différent de celui de leur origine. Inversement, des « aborigènes » originaires des plateaux hypothermiques effectuaient un service militaire sur la côte et dans les terres basses d'Angola.

Néanmoins, il ne s'agissait pas, hélas, d'une pratique exclusivement angolaise. On la rencontrait aussi au Mozambique, et peut-être aggravée, dans la mesure où les travailleurs mozambicains étaient forcés d'émigrer vers les territoires de langue anglaise, pour accomplir des périodes de travail en général assez longues. Le gouvernement du Mozambique et donc le système portugais y trouvaient leur intérêt, grâce aux impôts payés par les gouvernements britanniques par travailleur émigré, et ce malgré la certitude que ce travail dans les « grands gisements de métaux précieux du Rand » entraînait la dévaluation physique de cette force de travail, dont un pourcentage fort important revenait complètement épuisé.

Pour mettre fin à cette gabegie administrative, il fallait que l'administration se donne les moyens scientifiques indispensables. Ainsi fut proposée la création d'un institut qui, disposant des conditions nécessaires, pourrait se consacrer à l'anthropologie ethno-psychologique des « indigènes angolais ». La correction des erreurs, si nombreuses et si graves, augmenterait logiquement les rendements moyens des travailleurs et empêcherait en même temps la création de vides démographiques, qui ne pouvaient que compromettre les opérations de la colonisation.

UN CLASSEMENT DES TERRES
SELON LEUR ADAPTABILITÉ AUX COLONS

De plus, une classification des terres agricoles angolaises fut effectuée. On y distinguait d'abord les « terrains de première classe », c'est-à-dire ceux où les races portugaise et européenne pouvaient vivre *ad perpetuum (sic)* sans avoir besoin de se « retempérer » en Europe, ni de se croiser avec du sang européen d'origine, hommes et femmes pouvant travailler dans l'agriculture sans recourir à l'aide des « indigènes ». Ce qui fut d'ailleurs mis en application pendant les années cinquante, surtout avec le « colonat » de Cela, en Angola, qui servit de laboratoire et de modèle à tous les colonats établis par la suite au Mozambique et en Angola.

[330]

Les autres catégories se prêtaient moins à l'installation des colons ; les terrains de deuxième catégorie exigeaient une « petite aide » des indigènes, tandis que les terrains de troisième catégorie imposaient le recours sans nuance aux « indigènes », tout en forçant les colons à retourner en Europe pour, à l'image d'Antée, reprendre des forces en touchant la terre mère.

Ces deux opérations de rationalisation du procès colonial font appel à des modèles essentiellement britanniques, tout en tenant compte des conditions particulières des Portugais. Mais si l'anthropologie devait tout d'abord mettre fin à un chapelet d'erreurs très graves, elle s'avère efficace pour une occupation systématique, en mobilisant les « indigènes » les plus aptes, en empêchant les dépenses entraînées par une force de travail poussive, ainsi que la mobilisation des groupes qui pouvaient provoquer des chutes démographiques importantes ²⁸⁴.

LA POLITIQUE INDIGÈNE

Mais déjà un appel est lancé pour que la « politique indigène » soit largement enseignée et pratiquée, les autorités portugaises pouvant y trouver un adjuvant précieux, pour s'opposer aux vieux appétits des

²⁸⁴ *Congresso Colonial Nacional de 8 a 15 de Maio de 1930* Sociedade de Geografia de Lisboa, Lisbonne, 1934. Le Dr Alberto Carlos Germano da Silva Correia y presenta trois mémoires : *A necessidade do estudo antropológico das Populações, Coloniais, Colonisação Portuguesa de Angola et Os Luso-Descendentes de Angola.*

voisins britanniques, jamais entièrement assoupis. En fait, une communication fait état d'une polémique entre le Portugal et la Rhodésie du Nord (la Zambie actuelle), cette colonie britannique revendiquant le plateau du Mushiku (Moxico), qui aurait été autrefois sous le gouvernement de chefs alors installés en Rhodésie. Cette utilisation assez habile de l'histoire africaine est fort mal acceptée par les universitaires portugais. Le décalage entre la science officielle et les pratiques administratives est d'ailleurs cocasse, et souligne une fois de plus les failles de l'ensemble des discours appliqués aux colonies et à leurs populations.

La communication portugaise démontre que cette prétention ne repose sur aucune base historique, et, pour ce faire, elle fait appel à l'arbre généalogique d'une des chefferies restées [331] en territoire portugais. C'est une contre-manipulation du discours historique, dont le recours à la généalogie, l'invocation d'un père absent et fondateur, traduit les chocs politiques, mais ouvre déjà des perspectives nouvelles à l'histoire africaine. Mais le fonctionnaire portugais ne manque pas de souligner l'importance de la « connaissance de la politique indigène, non seulement pour notre service intérieur, mais aussi sur le plan international ²⁸⁵ ». Le concept magique de « politique indigène » apparaît ainsi nettement, non pour faire place aux structures autochtones, mais tout simplement comme une technique de domination supplémentaire, qui peut au besoin contrer ce fameux appétit britannique.

LE GOUVERNEMENT DE SALAZAR DÉCIDE LE GEL DES COLONIES

Toutes ces propositions resteront pourtant sans réponse : le gouvernement de Salazar décida le gel de l'expansion coloniale, mettant en marche une opération de démantèlement des structures administratives instituées par la I^{re} République. Il en résulte l'imposition aux colonies d'une autonomie financière dont elles ne veulent pas, car

²⁸⁵ Carlos Roma MACHADO DE FARIA E MAIA, O trabalho dos indigenas portugueses nas colónias visinhas (seu engajamento e emigração clandestinos). (Modo de os evitar. Seu contróle Oficial.)

elle se traduit pour l'essentiel dans le refus de toute aide matérielle, ainsi que dans la réduction massive du nombre des fonctionnaires dans l'ensemble des colonies.

Cela ne va pas sans quelques grincements de dents, mais cette politique malthusienne trouve une justification tout à fait inattendue dans la crise économique de 1929, qui permet au ministre des Colonies, Armindo Monteiro, de souligner les excellents résultats de la politique dictatoriale, qui mettait tant les colonies que le Portugal à l'abri des excès ²⁸⁶. Cette politique de cassure délibérée n'hésite pas à interdire l'importation aux colonies des voitures automobiles de tout type, ainsi que des pneumatiques ou même de l'essence ²⁸⁷. Subitement, tout mouvement en avant était ainsi bloqué, et les colonies tombent dans la léthargie. Une partie des conflits entre les différents [332] groupes de la bourgeoisie, de 1930 à 1936, trouvent leurs racines dans ces mesures brutales et sans nuance ²⁸⁸.

Dans un cadre aussi restreint, il n'y a pas lieu d'attendre une quelconque activité anthropologique. La brusque augmentation des denrées coloniales consécutive à la Seconde Guerre mondiale forcera au changement, en déclenchant un rush blanc vers les colonies, d'abord l'Angola, puis le Mozambique. Ces changements provoquent, comme toujours, deux mouvements radicalement opposés. D'une part, les nationalistes — sous cette appellation il faut comprendre les Blancs radicaux et les Africains n'ayant pas d'autre objectif immédiat que l'indépendance de l'Angola ou du Mozambique —, mais aussi les révolutionnaires — soit les quelques dizaines de militants Africains n'admettant que l'élimination de tout pouvoir blanc, quel qu'il soit —

²⁸⁶ Armindo MONTEIRO, *Finanças Coloniais em 1935*, Agência Geral das Colónias, Lisbonne, 1935.

²⁸⁷ *Ibid.*

²⁸⁸ Il suffira de rappeler les affrontements entre Salazar et Cunha Leal, dirigeant politique libéral de la I^{re} République. Nommé administrateur de la Banque d'Angola, il ne tardera pas à rentrer en conflit avec Salazar, qui assisté de Quirino de Jesus avait mis sur pied l'*Acte colonial*, coup d'arrêt au développement des colonies. A cela s'ajoute le conflit avec l'ancien gouverneur et haut-commissaire de la République en Angola, Norton de Mattos. La série se termine avec un troisième conflit, celui opposant Salazar à un autre ancien gouverneur d'Angola, le dirigeant monarchiste Henrique de Paiva Couceiro, qui fut interdit de résidence sur le territoire portugais pendant six mois.

mettent sur pied des opérations culturelles, appuyées par la Ligue nationale africaine, pour ce qui est des Africains, par l'Association des originaires de l'Angola (Anangola), pour les blancs et les métis nés en Angola, et enfin la Société culturelle d'Angola, rassemblant les colons radicaux. Ce mouvement a son pendant au Mozambique, tandis qu'au Cap-Vert le mouvement Certeza (certitude), prend en charge l'héritage du mouvement Claridade (clarté) des années trente-quarante pour proposer des solutions nouvelles mais qui ne tiennent pas tout à fait compte des liens unissant l'archipel à l'Afrique. Donc, l'axe politique de ces actions culturelles est commun, mais il ne peut s'affirmer que dans le cadre étriqué de la culture, essentiellement littéraire, la répression portugaise interdisant la création d'un quelconque appareil politique, comme toute revendication à caractère ouvertement politique.

Le deuxième volet de cette transformation est constitué par l'inquiétude de l'administration coloniale, aux prises avec des changements qualitatifs et quantitatifs d'une amplitude inattendue. En même temps, les revendications des colonies africaines [333] vis-à-vis des métropoles forcent l'administration portugaise à se poser quelques questions. Ainsi, dans l'immédiat après-guerre, le directeur des services d'administration angolaise met sur pied une structure qui semble capable de mener un travail anthropologique sérieux, composée d'une brigade mixte — anthropologues et artistes-peintres, ainsi qu'un archéologue — mais aussi un questionnaire (qui est en fait l'instrument principal de cette structure), destiné à l'ensemble des fonctionnaires. Pour empêcher tout oubli, ainsi que le travail feint, l'administration ne proposait à l'avancement que les fonctionnaires ayant déposé leur réponse, à publier dans la revue *Mensário Administrativo* (qui reçut le sobriquet caricatural mais révélateur de menstruaire administratif).

Cela ne va d'ailleurs pas sans quelques distorsions amusantes, qui dévoilent le caractère improvisé et somme toute inutile de cet effort. En Angola, les fonctionnaires ne devaient connaître que le kimbundu, et au Mozambique le seul ronga, les deux seules langues enseignées à l'École supérieure coloniale de Lisbonne. Dans les concours, les fonctionnaires de l'administration ne connaissant très bien que l'umbundu, ou le tshokwe, par exemple, étaient parfois recalés en Angola, de même que ceux qui au Mozambique ne connaissaient que le makonde, le programme ne tenant aucun compte de la réalité linguistique, donc aussi anthropologique, des territoires.

Mais partout, et cela nous semble bien l'essentiel, on assiste à un effort considérable pour saisir une réalité anthropologique aux contenus fort divergents. Il semble plus faible au Mozambique et plus systématisé en Guinée-Bissao, où il y eut un très grand nombre de publications importantes, qui demeurent aujourd'hui encore des instruments de toute première valeur. Ce fait force à constater que le travail anthropologique le plus valable sur le plan technique (ou scientifique) est issu du seul territoire où la colonisation blanche ne se posait pas comme objectif prioritaire le remplacement des populations autochtones. Dès lors, une question de connaissance se posait, qui ne pouvait trouver de réponse que dans un travail lent et minutieux auprès des populations.

LE RETOUR DE LA POLITIQUE INDIGÈNE

À la faveur de cette nouvelle vague déferlant sur l'anthropologie, on voit réapparaître les inquiétudes concernant la politique [334] indigène. Quel est son véritable contenu, et comment est-elle intégrée à toute pratique administrative ? Autant de questions pour lesquelles les réponses sont parfois métaphoriques, dans l'écriture administrative, tant il est vrai que cette notion de politique indigène, qui se voulait un concept rigoureux, est devenue un fourre-tout aux frontières fort imprécises.

Nous retiendrons ainsi les considérations d'un jeune fonctionnaire, certainement un peu disertes, mais nous permettant de mesurer l'équivoque du raisonnement et l'impossibilité de mettre en œuvre une réelle politique indigène : « L'organisation des autorités gentilices et la reconstitution des chefferies (sobados) est, depuis longtemps, un thème de grande importance ayant mérité l'étude, l'appréciation et les décisions du Gouverneur-Général de cette province [Angola] et de Son Excellence Monsieur le Directeur des services de l'Administration civile. Dans la fonction de l'administration civile à l'intérieur [en brousse], l'organisation des chefferies, ayant à leur tête le vrai chef (soba) doué de prestige et propriétaire des terres, est l'élément fondamental sur lequel on peut compter pour le succès total et le bon fonctionnement des services, sans frictions, dont tireront bénéfice tant les indigènes que les autorités locales. Cependant les difficultés qui se

présentent à moi pour la résolution d'un si grand problème ont été de plusieurs ordres et, jour après jour, dans quelques cas, on constate parfois que les chefs sont si nombreux et sans prestige qu'ils provoquent un grand embarras à l'Administration civile, à quoi il faut porter remède, comme on est en train de le faire ²⁸⁹. »

On voit que l'administration portugaise, en difficulté pour contrôler le rush blanc, mais aussi les conséquences des changements politiques intervenus dans les pays frontaliers (les deux Congo, la Zambie), et les bouleversements provoqués par les nouveaux cours des produits agricoles, s'efforce de redonner un semblant d'autorité aux chefs autochtones.

Cela pour parvenir à deux résultats majeurs : contrôler le flux monétaire ainsi injecté dans les vieilles structures, et se donner les moyens de mobiliser toujours davantage de force de travail. Aspirations majeures, impossibles à réaliser dans le cadre étroit de l'ancienne administration civile de Norton de Mattos, mais dont le gouvernement de Lisbonne refusait les conséquences ultimes, impliquant la révision profonde de toutes [335] les options héritées de la monarchie libérale, de la I^{re} République et de la période antérieure à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Les autorités portugaises ne voulaient pas se rendre compte que, le système pour asseoir un pouvoir portugais et blanc sans partage ayant été détruit, les autorités autochtones ne disposaient que de bribes de pouvoir. Mais dès que les instances portugaises se lancent dans une mobilisation aussi aléatoire, elles retrouvent une réponse venue essentiellement des gens astucieux, qui se trouvent ainsi des places commodes d'intermédiaires, pour contrôler l'ombre du pouvoir portugais.

Ceci non sans difficultés, car ces chefs, ainsi appelés à un semblant de partage du pouvoir, avaient des missions bien définies à remplir : le paiement des impôts, bien sûr, mais aussi l'approvisionnement en force de travail des entreprises — agricoles et industrielles — des colons blancs, ainsi que la conservation du réseau routier, le recrutement de soldats, et ainsi de suite. Il fallait donc pouvoir peser durement sur des

²⁸⁹ Ramiro C. RIBEIRO CABRAL, « Autoridades gentílicas », *Mensário Administrativo*, septembre-octobre 1953, n^{os} 73-74, p. 29-30.

groupes bien structurés pour être à même de satisfaire de si grandes exigences. La tâche était d'autant plus lourde que des forces centrifuges agissaient à la fois contre l'administration portugaise et ses agents autochtones : l'attraction des grandes villes certes, mais essentiellement le refus des conditions de travail offertes par le patronat blanc, les Angolais, comme les Mozambicains, préférant aller chercher du travail ailleurs ²⁹⁰.

LA SPLENDEUR DE LA SAUVAGERIE

Il convient de regarder de plus près ce que cache le concept d'indigène, car c'est bien la clef de cette administration qui veut se donner de bonnes raisons anthropologiques pour agir. En parlant de la « façon d'élever les indigènes », un autre fonctionnaire essaya de le définir : « Quand je parle des indigènes je veux désigner le noir pataud (bocal), à demi sauvage, qui naît dans la brousse et là se développe et vit au milieu d'une société [336] ignorante nourrissant ses défauts raciaux ancestraux, avec une tendance au mal, car il y apprend tout ce qui est le propre de la vie de l'homme sauvage, qui possède une âme mais qui ne peut pas la changer. » Ce discours non seulement souligne la marginalité de l'Africain, toujours en symbiose avec la tanière des fauves les plus répulsifs et les plus dangereux, mais, ayant été publié dans une revue officielle, il traduit le point de vue du groupe professionnel chargé de la gestion des sociétés autochtones, au nom des connaissances anthropologiques apprises à l'Ecole supérieure coloniale.

Cela ne veut pourtant pas dire que ces « sauvages » sortent toujours avantagés de leurs rapports avec les sociétés blanches. En fait, leur sauvagerie est si profonde, si viscérale, qu'elle ne peut qu'être renforcée par un tel contact : « Il y en a d'autres, à l'heure actuelle [...], qui ont malheureusement trop appris, et qui n'ont su retenir de l'homme civilisé que la copie de ses défauts, méprisant les vertus comme des enfants mal intentionnés. Il s'agit de ceux qui vivent autour des centres urbains et

²⁹⁰ Le *Mensário Administrativo* publia en 1952 une série d'enquêtes réalisées par Mario Milheiros auprès des populations du Nord, sur les motivations de l'émigration. Les réponses sont unanimes : fuir le travail sous contrat, qui n'est qu'une appellation nouvelle du travail forcé de toujours.

pour lesquels le remède est difficile à trouver, car souvent il est déjà trop tard ²⁹¹. » C'est un danger permanent qui explique les efforts destinés à maintenir ces autochtones dans leurs villages, en ne les affectant qu'à des activités agricoles de préférence. De ce fait, l'administration ne s'empresse pas de créer une véritable structure scolaire (malgré les promesses faites immédiatement après la proclamation de la République), abandonnant l'enseignement aux missions catholiques, tant l'écriture apparaît comme un signe de savoir excessif, capable de résister à l'administration. C'est d'ailleurs dans cette crainte que l'écriture ne devienne une arme noire que réside l'origine de la persécution de ceux que l'administration appelait les « avocats de village » (*advogados de senzala*), qui s'adressaient directement aux centres administratifs, parfois même aux grandes organisations internationales pour dénoncer les excès et les abus de l'administration.

LA GRANDE CONTRADICTION DE LA POLITIQUE INDIGÈNE

Ainsi éclate au grand jour la contradiction masquée par ce discours sur la « politique indigène ». En fait, l'utilisation du [337] concept « politique » est trop fluide, mais elle confirme l'existence d'un écart entre les valeurs civilisationnelles, rendant impossible le jeu politique normal. Dès lors, les autochtones ne peuvent pas être gérés d'après les codes portugais, ou les codes civilisés en général, tant ils se situent dans un registre plein d'excès, telle la sauvagerie, ou de manques de civilisation ou de connaissances, telle l'écriture. Dans un cas comme dans un autre, l'administration se devait, selon sa propre logique, d'employer la manière forte, car, tout comme ces bêtes sauvages dont ils étaient, dont ils sont les voisins, sinon les proches parents, les Africains ne peuvent être domptés que par la violence extrême, seul argument capable d'atteindre leur psyché.

Ce qu'énonce très clairement la conférence d'un très illustre professeur de « droit colonial » (matière entre-temps éliminée des programmes des facultés de droit portugaises) sur le « système

²⁹¹ Ramiro Capelo RIBEIRO CABRAL, « Maneira de educar os indigenas », *Mensário Administrativo*, juillet-août 1953, n^{os} 71-72, p. 57-59

portugais de politique indigène », prononcée en 1952. Ce texte a d'ailleurs été lu là où il le fallait, à l'École supérieure coloniale, en tant que discours d'ouverture de l'année scolaire de 1952-1953. Que disait ce spécialiste ? « L'objectif final de la politique indigène est d'obtenir l'intégration des populations indigènes des colonies dans la nation portugaise, par la transformation progressive de leurs us et de leurs conceptions morales et sociales. » Cette thèse est d'ailleurs appuyée par tout un train de dispositions légales ²⁹², mais il nous intéresse seulement de retenir les moyens d'action dont se servent les Portugais pour imposer l'assimilation, à savoir « la diffusion de la langue portugaise, l'éducation, l'enseignement et la christianisation ²⁹³ ». Rien d'ailleurs n'a été modifié, bien que l'armée soit aujourd'hui l'agent maximal de cette « assimilation », tandis que l'Église, trop attaquée de l'extérieur, rongée de l'intérieur, tend à perdre son rôle primordial ²⁹⁴.

Voilà donc que le système devient plus net, et que les efforts faits pour provoquer une recherche exclusivement anthropologique s'avèrent impossibles. D'abord en l'absence d'un cadre épistémologique, ensuite parce que la recherche n'était destinée [338]

qu'à déceler les autorités et les systèmes capables de renforcer l'occupation portugaise, et à augmenter la mobilisation de la force de travail et des produits agricoles et autres. Mais la contradiction essentielle s'établit entre la politique de l'assimilation, qui doit éliminer tout caractère originel des sociétés africaines, et l'anthropologie, qui ne peut vivre que de l'inventaire, et en fin de compte de la défense, de ces mêmes caractères.

UNE CONTRE-ANTHROPOLOGIE ?

²⁹² Cf. ci-dessus, note 30, l'œuvre de Silva Cunha.

²⁹³ *Ibid.*

²⁹⁴ Un grand nombre de missionnaires du Saint-Esprit, qui travaillaient en Angola, ont décidé de renoncer à toute activité missionnaire, tout en accusant la compagnie et la hiérarchie portugaise de travailler la main dans la main avec le gouvernement portugais. Nombre de ces missionnaires se sont d'ailleurs installés à Paris, où ils essaient de poursuivre leur travail de décapage.

Les Africains ne s'y trompèrent pas : en mesurant rapidement les objectifs et les moyens des Portugais, ainsi que des agents qu'ils parvenaient à recruter, ils ont essayé de déjouer le piège. En recourant à l'abandon des villages et des chefs sous l'entier contrôle portugais, ou à la mise en place d'une mascarade, le chef réel était alors remplacé par un chef fictif, qui devait répondre devant l'administration de tous les agissements du groupe.

La situation analysée un peu plus en détail montre que l'administration portugaise, après avoir cherché à éliminer les autorités autochtones, reconnaît qu'elles pouvaient devenir un relais important pour la gestion des affaires, politiques et/ou économiques. Mais lorsqu'elle lance un appel, il se produit une véritable inflation des chefs locaux, signe de la dégradation de toute fonction de commandement, fonction d'ailleurs si âprement combattue par les Portugais pendant toute la longue période de l'occupation exclusivement militaire, qui s'acheva après le krach de 1929, à la faveur de la crise économique qui s'ensuivit.

Pris entre deux feux, les groupes angolais répondirent selon les rapports de force existants, et selon les liens qui les unissaient encore à la structure même de la chefferie. Lorsque le chef recruté, proposé, ou inventé par les Portugais ne disposait d'aucun lien réel avec le groupe, lorsqu'il ne participait en rien à la gestion du village, ou de l'ensemble des villages, il était assez souvent abandonné, ou conduit à des situations ouvertement conflictuelles avec les colonisateurs. Souvent, les villages n'étaient peuplés que de femmes, les hommes ayant déserté devant cette autorité sans pouvoir, ou face aux exigences de l'administration portugaise que le chef devait transmettre et dont il devait aussi assurer l'accomplissement.

Tout autre était la réponse lorsque le village constituait encore une unité de production, dont le chef assurait le contrôle et le [339] fonctionnement. La mobilisation de ces autorités par l'administration portugaise les rendait responsables de l'exécution des ordres provenant des autorités officielles, et elles devaient à tout moment se présenter devant le responsable administratif pour répondre des failles éventuelles (il faudrait peut-être dire : inéluctables). Le fonctionnaire, ne disposant que de la violence pour réprimer ces fautes « professionnelles », y avait presque toujours recours.

Le chef convoqué par l'administration était sûr d'être battu, soit avec le fouet de nerf de bœuf (ou d'hippopotame), soit avec la fêrule (palmatória ou menima da cinco olhos). La situation était purement insoutenable car, si les chefs avaient encore une autorité réelle, les populations ne pouvaient pas accepter leur avilissement permanent. Il fallait élaborer une réponse que les Angolais trouvèrent chaque fois que cela s'imposait absolument.

Puisque cette délégation du pouvoir des blancs n'était qu'un très mauvais masque placé sur leurs exigences toujours croissantes, les Africains furent forcés de déplacer le lieu du masque en le transférant à quelqu'un qui pouvait être battu sans mettre en danger le prestige de l'autorité africaine. Ils choisirent alors, parmi les descendants des captifs vivant au village, un faux chef dont la seule charge était de répondre devant l'administration des actes pratiqués par l'ensemble du village. Lorsqu'un fonctionnaire se présentait au village, le vrai chef se dissolvait dans la population, poisson dans l'eau, sa place étant occupée par le chef fictif, dûment entraîné, qui devait faire les réponses qui lui avaient été apprises par les responsables de la gestion (le chef et son conseil). De même, lorsque le chef du village était convoqué au siège de l'administration, le faux chef s'y déplaçait, souvent accompagné du conseil, pour recevoir les châtiments corporels imposés du fait du mauvais comportement du groupe.

Il faut dire que les administrateurs portugais ne furent pas toujours dupes. Ils se rendirent compte de la tricherie, mais ils ne pouvaient que jouer le jeu, dans la mesure même où ils avaient tout misé sur l'existence et le rôle de ces chefferies. Incapables cependant de toucher le vrai centre du pouvoir, ils comprirent le rôle des chefs fictifs, et leur fonction de paravent. Ils leur donnèrent alors le nom de « sobas de levar porrada », chefs à battre, ne tenant compte que de la seule fonction qu'ils remplissaient entièrement.

S'agissait-il d'une véritable contre-anthropologie ? Nous pouvons [340] d'abord y reconnaître une légitime réponse aux tentatives un peu confuses d'accaparement des pouvoirs autochtones. Dans ce sens, c'est une contre-anthropologie qui, en refusant l'utilisation unilatérale et vicieuse du pouvoir, la contourne en défendant la structure traditionnelle. Ne pouvant pas intégrer les chefs autochtones, l'administration portugaise a détruit les assises des systèmes politiques africains, tout en essayant (ô contradiction !) de les mettre au service

du pouvoir des colons. Cela montre la nature des obstacles que le colonialisme doit affronter au fur et à mesure de la progression des contradictions issues de son rapport si caricatural aux valeurs africaines.

LE DÉBUT DE LA GUÉRILLA (1961) ET APRÈS

Un des stéréotypes les plus répandus des schémas politiques actuels veut que le Portugal soit un pays sous-développé et condamné à le rester à tout jamais, surtout si le changement de ces dix dernières années ne progresse qu'au rythme lent actuel. Dans ces conditions, le Portugal serait dans l'impossibilité de « décoller », pour rester dans le jargon technocratique de Rostow. La guerre des colonies reste alors une énigme, et la vie portugaise un casse-tête, pas même chinois. Certes le Portugal reçoit une aide considérable de l'O.T.A.N., mais cela ne suffit pas à expliquer les raisons — économiques et politiques — qui permettent au Portugal, jadis de Salazar, aujourd'hui de Caetano, de continuer la guerre. Ces raisons, il faut les rechercher ailleurs, essentiellement dans le fait que le Portugal est un pays périphérique du capitalisme avancé, dont il tire son modèle, dont il reçoit des orientations, des aides, des techniques, mais qu'il ne se trouve nullement dans le cadre des pays sous-développés. En d'autres termes, la continuation de la guerre coloniale est à chercher dans la constitution d'un certain tissu idéologique, qui résiste à l'usure, mais surtout dans le fait que le Portugal est un pays capitaliste, ayant achevé son accumulation primitive depuis belle lurette.

Le déclenchement de la guerre de guérilla en Angola, comme au Mozambique et à un degré moindre en Guinée-Bissao, a forcé l'administration portugaise à une révision, parfois déchirante, de ses options. Le capitalisme avancé, le capitalisme financier multinational, a profité de l'aubaine pour se jeter allègrement sur les colonies portugaises, jouant avec enthousiasme des nouvelles conditions qui lui étaient faites par le [341] gouvernement et par les capitalistes portugais, placés devant le fait accompli. Certes, une très grande partie des capitaux ainsi drainés à travers le monde rentrent dans le schéma devenu traditionnel du pillage des matières premières (pétrole, fer, cuivre, diamants, manganèse, etc.). Cependant cette invasion des

capitaux portugais et étrangers a poussé à la création parallèle des industries de transformation qui, tout en restant pour le moment dans le cadre lui aussi traditionnel du remplacement des importations, traduit un changement radical des options et des orientations.

Les colons ne se sont pas trompés sur les origines et la signification de ces transformations, et une anecdote courante à Luanda illustre bien le fait. Elle suggérait qu'on élevât un monument à M. Holden Roberto, le président du G.R.A.E. (Gouvernement Révolutionnaire d'Angola en exil) qui, en déclenchant l'opération de nettoyage des blancs et de leurs associés dans le nord de l'Angola, le 15 mars 1961, avait commencé la guerre de guérilla, mais aussi forcé le gouvernement de Lisbonne à satisfaire les exigences très anciennes des colons, toujours rejetées au nom du « nationalisme économique » du docteur Salazar.

La transformation graduelle de la structure de la force de travail en Angola, comme au Mozambique, constitue un des résultats les plus importants de ce changement : là où il n'y avait qu'une paysannerie travaillant à son compte, fidèle à des systèmes et à des cultures pour l'essentiel d'autosubsistance, ou ayant été forcée de travailler dans les plantations industrielles portugaises, commence à apparaître un prolétariat (et son sous-produit, le lumpen-prolétariat urbain) qui travaille encore pour l'essentiel dans les industries extractives, et dans les cultures industrielles agricoles, mais qui se trouve aussi déjà à l'usine, un peu partout, à Luanda, mais aussi à Lobito, à Moçamedes, à Nova Lisboa, à Sá da Bandeira, etc.

LA NOUVELLE IRRUPTION **DE L'ANTHROPOLOGIE**

Le statut juridique des populations africaines fut remis sur le tapis législatif, l'indigénat étant enfin aboli, bien que la pratique se montre beaucoup plus lente à évoluer. Il fallait en outre que le discours anthropologique prenne en charge les conditions générales de ce changement, ainsi que les situations conflictuelles où se trouvaient les territoires coloniaux. Mais si les réponses anthropologiques sont très

faibles au Mozambique ²⁹⁵, [342] elles sont un peu plus systématiques en Angola et encore davantage en Guinée-Bissao ²⁹⁶.

Sans retenir toutes les menues manifestations de l'activité anthropologique, essentiellement gérées en Angola par l'Institut scientifique et le Musée d'Angola, nous n'analyserons que les considérations théoriques sur la problématique actuelle de l'anthropologie angolaise de l'ancien administrateur Mesquitela Lima, devenu ethnographe professionnel (pratiquement le seul ; José Redinha, qui connaît fort bien les populations du Nord-Est, ne possède en aucune façon la même compétence technique, ni le même statut administratif).

Que soutient-il ? Quels sont les projets qu'il dessine pour l'utilisation de l'anthropologie ? Son affirmation liminaire est que l'ethnographie est indispensable à la gestion de l'Angola ; non pas une anthropologie quelconque, mais exclusivement l'anthropologie marquée du sceau du structuralisme : « On doit par ailleurs remarquer que nous insistons sur ce qu'on appelle le structuralisme. Notre attitude est purement motivée par une raison simple : l'état actuel de l'Ethnographie angolaise est déficient dans la mesure où elle n'a servi en rien à l'Administration publique. » Affirmation qui confirme bien ce que nous avons repéré dans l'analyse de la théorie et de la pratique anthropologiques des colonies portugaises, constatation qui oblige Mesquitela Lima à se poser une question importante, sinon fondamentale. « A qui la faute ? Aux politiciens ou aux ethnologues ? C'est là une discussion que nous n'entamerons pas ²⁹⁷ »

²⁹⁵ Le décompte des travaux significatifs est vite fait : ceux de Rita-Ferreira, de Vellez Grilo, de Jorge et Margot Dias, et de Manuel Viegas Guerreiro.

²⁹⁶ En réalité le Centre d'études de Guinée portugaise a publié, d'abord sous l'impulsion du gouverneur Sarmiento Rodrigues, mais principalement du commandant Teixeira da Mota, une série d'études d'une importance certaine pour la connaissance du territoire. Il s'agit cependant d'une situation unique, et il ne semble pas très hardi d'attribuer cette multiplication des études anthropologiques à la presque absence de colons blancs, dont le chiffre ne dépassa jamais les 2 000, pour une population globale d'environ 800 000 habitants.

²⁹⁷ Mesquitela LIMA, *A Etnografia angolana. Considerações acerca da sua problemática actual*, Lisbonne, 1964

Regrettons la modestie, ou la prudence, de Mesquitela Lima qui pourtant sait de quoi il parle, du fait de son appartenance aux deux camps. Retenons toutefois l'accusation voilée adressée aux instances politiques, celles de Luanda comme celles de [343] Lisbonne, qui auraient empêché toute activité « scientifique » conséquente. Les anthropologues se sentent alors prisonniers du système politique. Cela semble d'autant plus grave qu'il aurait été possible, dans l'optique de Mesquitela Lima, exprimant ainsi les vœux des autres anthropologues, d'atténuer, sinon d'empêcher, l'éclatement de la guerre. Il aurait suffi de mener à bien les enquêtes et les recherches appropriées et de publier de bonnes monographies sur les « bonnes populations », pour que l'administration dispose des meilleurs outils pour lutter contre les actions politiques des « terroristes ».

L'ANTHROPOLOGIE POSSÈDE-T-ELLE UN AVENIR ?

Quel pourra donc être l'avenir de l'anthropologie dès lors que la guerre de guérilla est installée ? Dès lors que le procès de l'accumulation primitive et du développement industriel mettent fin à des situations traditionnelles ? Si Mesquitela Lima ose intervenir dans le débat sur les fins et les moyens du colonialisme portugais, c'est qu'il faut, à son avis, reconnaître « l'utilité immédiate de l'anthropologie structurale et appliquée », qui mettra fin au manque d'articulation « absolue » entre l'Ethnographie et l'Administration publique (les majuscules sont du texte cité).

Il ne semble pas nécessaire de s'appesantir sur les confusions entre l'anthropologie qui s'est voulue appliquée et un structuralisme qui ne veut justement pas être entraîné à une application quelconque, par une administration ou une autre, mais il faut revenir sur les avantages que l'administration coloniale portugaise pourrait retirer d'un développement de la pratique anthropologique. Cependant, toute considération disparaît en l'absence d'un discours politique englobant l'ensemble des questions coloniales. Dès lors l'anthropologie ainsi comprise n'est qu'un tout petit instrument dans les mains de l'administration, incapable de saisir le véritable sens des problèmes. Il ne semble donc pas que l'administration puisse y faire appel, tant elle

est amenée à des interventions autrement corrosives, dans le cadre d'une guerre sans merci.

Mais c'est bien là la dernière tentative de fonder une théorie et une pratique anthropologiques au Portugal, et s'il y a encore des anthropologues au service du gouvernement portugais (en plus de Mesquitela Lima, on trouve Marie Leonor Correia de Mattos au Mozambique), ils n'ont plus une fonction réelle, et ne sont utilisés que parce qu'ils servent d'alibi scientifique.

[344]

CONCLUSION

La conclusion semble aller de soi, tant les avatars du processus colonial portugais sont révélateurs. L'anthropologie n'y intervient qu'au deuxième degré, n'étant indiquée ou utilisée que lorsqu'il y a changement du paradigme colonial ²⁹⁸. Mais dès que l'on revient à la pratique normale, l'anthropologie n'est plus consultée et on lui refuse même toute possibilité d'élaboration.

Cela semble montrer que le colonialisme et le capitalisme peuvent se passer de toute production anthropologique, dès lors que le projet essentiel de la colonisation passe par le remplacement, graduel ou intensif des populations autochtones dans le cas le plus aigu, par la substitution de leurs valeurs culturelles, politiques et économiques, dans les cas les moins mortels. Dès que l'appui de ces populations n'est pas nécessaire à un tel projet, elles sont transformées en seul réservoir de force de travail. Toute formulation anthropologique devient alors inutile, sinon peu convenable, et le discours colonial ne retient aucune donnée pouvant appeler de près ou de loin une telle utilisation.

Mais il est aussi évident que les mouvements de résistance, armée ou non, ne recourent à ce que nous qualifions de contre-anthropologie que dans les périodes où l'administration coloniale mobilise bruyamment toutes les autorités autochtones, sans trop séparer les vraies des fausses autorités. Néanmoins, lorsque le processus de domination dévoile son véritable visage de domination politique, la

²⁹⁸ Ce concept de paradigme est pris dans le sens que lui donne Thomas Kuhn.

réponse ne peut que devenir politique : la chefferie disparaît pour faire place au parti des masses.

Prise en tenaille entre les deux mouvements, l'anthropologie a été placée dans l'impossibilité de parvenir à systématiser les informations sur les structures des populations dominées (qui ne sont jamais des populations vaincues) par les Portugais. Mais cela correspond aussi à une tentative d'élimination radicale de ces valeurs et de leur portée politique. Certes il y eut et il y a encore une production anthropologique, mais elle n'est que la tentative colonialiste de déplacer vers un terrain soi-disant culturel des problèmes exclusivement politiques. Il faut peut-être en conclure que l'anthropologie portugaise est morte.

[345]

Deuxième partie.
UN DÉBAT INTERNATIONAL.

8

“La recherche contre-insurrectionnelle
à l’aube du XX^e siècle.

Scouck Hurgronje et la guerre d’Atchin.”

W. F. Wertheim

[Retour à la table des matières](#)

W. F. Wertheim est un des grands sociologues néerlandais contemporains. Voir notamment : Evolution and Revolution. The rising waves of emancipation, Penguin, 1973 ; « Dissensions communistes dans le capitalisme d’État. Le cas de l’Asie du Sud-Est », Cahiers internationaux de sociologie, janvier-juin 1970, vol. XLVIII.

Ce texte a été présenté à la Conférence sur l’éthique de la recherche en sciences sociales dans le tiers monde, organisée par l’Association des sociologues et anthropologues néerlandais en avril 1972. Une version anglaise a été publiée dans Sociologische Gids, septembre-décembre 1972, vol. 19, n° 5-6.

[346]

I

A l'époque où les quotidiens hollandais étaient remplis des atrocités commises à My-Lai et ailleurs dans le Sud-Est asiatique, ce fut une expérience dégrisante que de se remettre en mémoire, par les interviews télévisées et les publications de presse, les excès et les brutalités commises par l'armée coloniale hollandaise au cours de ce que l'on a appelé les « opérations de police » en Indonésie²⁹⁹ (1947-1949). De même, étant donné les vives critiques que nous émettons à l'égard des recherches sociales entreprises aujourd'hui en Thaïlande par des chercheurs américains pour servir aux opérations militaires américaines dans le Sud-Est asiatique, il nous paraît instructif de fouiller dans notre propre passé colonial. Or il apparaît que, tout au long de l'ère coloniale, les anthropologues culturels, que l'on appelait alors habituellement ethnologues, n'ont eu en général aucun scrupule à se mettre au service de leurs gouvernements coloniaux. Ils ne différaient pas sensiblement de ceux parmi les fonctionnaires civils qui — tout en faisant partie de l'appareil colonial — trouvaient encore le temps et l'énergie nécessaires pour publier leurs observations dans des journaux ou des livres, en tant que chercheurs amateurs. Peut-être les ethnologues avaient-ils un peu plus d'indépendance et de possibilités que les membres de l'administration pour se mêler intimement à la population. Même les ethnologues qui étaient au service d'un gouvernement colonial étaient un peu plus indépendants vis-à-vis de leurs supérieurs qu'un fonctionnaire intégré dans la hiérarchie [347] administrative. Cette circonstance leur offrait davantage de chances pour influencer dans un sens humanitaire la politique gouvernementale à l'égard de la population.

Néanmoins, nous pouvons présumer que leur loyauté à l'égard du gouvernement colonial dont ils dépendaient en dernier recours

²⁹⁹ Cf. J. A. A. VAN DOORN, W. J. HENDRIX, *Ontsporing van geweld : Over het Nederlands Indisch-Indonesisch conflict*, 1970.

l'emporta en général sur leur sens de la solidarité avec les gens parmi lesquels ils vivaient.

II

Le cas du célèbre spécialiste de l'islam, C. Snouck Hurgronje, illustre bien la façon dont des chercheurs réputés mirent tout naturellement leurs recherches au service d'un gouvernement colonial, même lorsque cela revenait à lui prêter main-forte pour réprimer des mouvements de rébellion. Il joua un rôle important dans la guerre d'Atchin, qui fut une guerre très coûteuse non seulement en argent, mais aussi en vies humaines.

Par son attitude générale, sa plume aiguisée, ses critiques hautaines à l'égard de nombreuses personnalités de deuxième zone qui avaient osé écrire sur des sujets dont il était un expert reconnu, mais également par ses conceptions éthiques en matière de politique coloniale, Snouck devint une personnalité très controversée dans les cercles coloniaux hollandais. Tout comme le professeur C. Van Vollenhoven, spécialiste du droit coutumier, il était considéré comme un représentant typique de l'école de Leiden, qui, surtout après la fin de la Première Guerre mondiale, fut taxée de « mollesse » dans les cercles coloniaux hollandais, que ce soit parmi les hommes d'affaires ou les anciens coloniaux des « Indes » à la retraite ³⁰⁰.

Ce qui nous frappe, c'est que Snouck Hurgronje ne fut presque pas attaqué de son vivant par les Hollandais progressistes qui auraient pu lui reprocher d'avoir aidé, par ses conseils, à opprimer les Atchinois ³⁰¹. Ce n'est qu'après sa mort que dans l'Indonésie indépendante de l'après-guerre, ce reproche lui fut adressé, par exemple lorsqu'un important leader musulman l'appela « le [348] mufti de l'impérialisme

³⁰⁰ Harry J. BENDA, *The Crescent and the rising sun : Indonesian Islam under the Japanese occupation*, 1958, a essayé de démontrer que, loin de former une unité, l'école de Leiden était divisée, Snouck et Van Vollenhoven ayant des vues opposées sur les questions fondamentales concernant la politique à l'égard de l'islam.

³⁰¹ Voir cependant S.J. RUTGERS, A. HUBER, *Indonésie*, 1937, p. 149-150.

hollandais ³⁰² ». Donc une politique « éthique » et « impérialiste » à la fois ? Un journaliste hollandais, Paul Van't Veer, a récemment affirmé que, loin d'être contradictoires, ces concepts représentent deux aspects du même phénomène ³⁰³.

Snouck Hurgronje était convaincu que, par ses conseils concernant la guerre menée contre les Atchinois, il servait non seulement notre cause, mais aussi la leur.

C'est pourquoi une étude plus détaillée du cas de Snouck Hurgronje est si instructive, si l'on veut avoir une vision plus pénétrante du problème actuel de la répression des insurgés.

III

A cause de son séjour légendaire à La Mecque, sous le nom de Abd-al-Ghaffar, on pourrait croire que Snouck avait recueilli ses renseignements sur Atchin de façon similaire, sans que les Atchinois aient connu son identité. Ce ne fut pas le cas. C'était pourtant bien dans la mentalité de Snouck de n'avoir aucun scrupule pour s'introduire chez les Atchinois en se déguisant. En fait, il proposa lui-même au gouvernement de jouer une deuxième fois le rôle de Abd-al-Ghaffar et d'aller directement à Atchin, via Penang (colonie anglaise), c'est-à-dire dans ceux des territoires d'Atchin qui n'étaient pas occupés par les Hollandais ³⁰⁴ Et ce ne fut pas de sa faute si ce plan, qui avait déjà reçu l'accord de Buitenzorg (le siège du gouverneur-général) et de La Haye, ne put aboutir. A son arrivée à Penang, il apparut que le gouverneur d'Atchin s'opposait à ce plan. Snouck poursuivit son voyage vers Batavia — et, à partir de là, il n'était évidemment plus question de pénétrer incognito dans les régions intérieures d'Atchin — la célèbre

³⁰² Voir B. J. BOLAND, *The Struggle of Islam in modern Indonesia*, 1971, p. 13, se référant à Isa Anshary.

³⁰³ Cf. Paul VAN'T VEER, *De Atjeh-oorlog*, 1969, p. 228 et s. ; du même auteur, « De maschthebbers van Indië », *Bijdragen en Mededelingen betreffende de geschiedenis der Nederlanden*, 1971, vol. 86, p. 45-46, dans un numéro spécial sur l'impérialisme moderne et l'expansion hollandaise en Indonésie.

³⁰⁴ A. J. P. MOEREELS, *Chr. Snouck Hurgronje*, 1938, p. 28 ; voir également K. VAN DER MAATEN, *Snouck Hurgronje en de Atjeh-oorlog*, 1948, 2 vol

kabar angin (rumeur flottante) de l'Indonésie aurait sans doute précédé son arrivée à Atchin.

[349]

En mai 1889, après son arrivée à Batavia, Snouck entra au service du gouvernement en qualité de fonctionnaire détaché, spécialement chargé d'étudier l'islam à Java. On attendait d'abord de lui qu'il enquêtât sur le rôle joué par l'islam dans la récente insurrection de Bantam. Ce soulèvement sérieux avait éclaté en 1888 à Tjilegon, et avait été réprimé en un laps de temps assez court ³⁰⁵.

Une telle mission d'enquête sur les causes d'une insurrection déjà réprimée n'implique pas encore un ethnologue dans ce qu'il convient d'appeler la « recherche contre-insurrectionnelle ». On pourrait imaginer que le but de cette mission était uniquement d'obtenir un aperçu des causes profondes d'une telle insurrection, pour permettre au gouvernement de proposer une meilleure politique pour l'avenir, capable d'éliminer les causes d'un mécontentement. Après l'échec d'une révolte qui avait éclaté à Ménangkabau en 1927, une tâche semblable a été confiée à une commission dirigée par le sociologue B. J. O. Schrieke, alors professeur au collège de droit de Batavia ³⁰⁶.

Cependant après un intervalle de deux ans, Snouck fut impliqué dans la guerre d'Atchin, une guerre qui n'en finissait pas. En 1891, il déclina l'offre d'une chaire à Leiden et accepta de la part du gouvernement colonial un poste permanent de « conseiller pour les langues orientales et la loi musulmane ». Les autorités d'Atchin ne s'opposant plus à sa venue, l'observateur détaché et l'érudit eurent donc la chance d'entrer en relation avec la société atchinoise, du moins dans les limites de la ligne de concentration que respectait scrupuleusement le général Deij-kerhoff. Toutefois il faut se rappeler que, lors de son séjour à La Mecque, Snouck avait déjà rencontré un grand nombre d'Atchinois.

³⁰⁵ Voir Sartono KARTODIRDJO, *The Peasants' Revolt of Banten in 1888 : its Conditions, Course and Sequel*, 1966.

³⁰⁶ *Selected Writings of B. Schrieke, Indonesian Sociological Studies*, 1955, 1^{re} partie, p. 83-166 ; le texte intégral du rapport, y compris la partie secrète, a été publié également en anglais dans Harry J. BENDA, Ruth T. MCVEY (éd.), « *The Communist Uprisings of 1926-1927 in Indonesia : Key Documents* », 1960.

Une maîtrise rapidement acquise de la langue atchinoise, un inventaire des coutumes et des institutions, une étude approfondie de l'islam dans ses multiples aspects — toutes ces activités purement scientifiques peuvent difficilement être critiquées, surtout si on les considère dans l'optique de l'époque. Le *magnum* [350] *opus*, résultat de son séjour à Atchin, qui parut en hollandais en 1893-1894 et fut plus tard traduit et publié également en anglais ³⁰⁷, est considéré à juste titre comme un classique de l'ethnologie coloniale.

Ce n'est que quand Snouck, conformément à sa mission officielle, ajoute des conseils politiques à son compte rendu de recherches que nous nous posons des questions. Ces conseils traitent de la meilleure manière de continuer la guerre d'Atchin. C'est ce dernier point qui fait rentrer indiscutablement son rapport sur l'Atchin dans la catégorie des « recherches contre-insurrectionnelles ».

Sur le plan formel, on ne peut pas reprocher grand-chose à ses activités de conseiller politique. Snouck ne dépendait plus d'aucun institut scientifique des Pays-Bas. Sa fonction officielle était d'être un conseiller au service du gouvernement colonial. Si nous voulons porter un jugement moral, nous pouvons seulement nous appuyer sur le contenu de ses recommandations, et les opposer au caractère de ses contacts personnels avec la population atchinoise et des informations qu'il reçut d'elle.

IV

Il y a quelque temps, les recommandations politiques de Snouck sur la guerre d'Atchin ont été publiées dans un recueil de documents en trois volumes sur ses activités en tant que conseiller officiel ³⁰⁸. C'est par une « missive très secrète » en date du 23 mai 1892 que le conseiller pour les langues orientales et la loi musulmane présenta son « rapport sur Atchin » au gouverneur général. Les deux premières parties de ce

³⁰⁷ C. SNOUCK HURGRONJE, *De Atjehers, 1893-94*, 2 vol., du même auteur, *The Achenese*, 1906.

³⁰⁸ E. GOBÉE, C. ADRIAANSE, *Ambtelijke Advierzen van C. Snouck Hurgronje*, 1957, vol. 1, plus particulièrement p. 47-97.

rapport ont été reproduites — avec autorisation officielle — dans l'ouvrage en deux volumes *De Atjehers*. Mais les troisième et quatrième parties, qui contiennent une étude de la guerre et des recommandations d'ordre politique, sont restées « très secrètes » pendant plus d'un demi-siècle. Elles n'étaient pourtant pas assez secrètes pour que rien n'en transpire ; dans la colonie les secrets n'étaient jamais gardés très longtemps. Grâce à une « question irréfléchie » [351] de la part d'un fonctionnaire des Indes en retraite, et à la réaction de Snouck à ce sujet en 1899, un coin du voile fut soulevé³⁰⁹. Mais aucune description plus précise des procédés de Snouck et de l'esprit dans lequel il avait alors conçu sa mission ne fut disponible avant la publication posthume d'*Ambtelijke adviezen*.

Dans l'introduction de son rapport, Snouck écrivit que, pendant son séjour de plus de six mois à Atchin, il avait « uniquement fréquenté les milieux indigènes ». « Il avait pratiquement obtenu toutes ses informations en se mêlant à la population. »

Il avait souvent eu la chance de rencontrer « des chefs et des gens des classes inférieures venant des côtes ainsi que des régions montagneuses de la Grande Atchin, qui vivaient à l'extérieur de la "Ligne de concentration" ».

Plus tard, dans un autre mémoire, il décrit sa manière de procéder de la façon suivante : « Depuis de nombreuses années, je me lie chaque jour à des indigènes, quelle que soit leur position sociale, plus intimement qu'un fonctionnaire ne pourrait le faire, de par sa position officielle. Pour parvenir à une telle intimité, il faut, pour ainsi dire, se fondre dans la société indigène et avoir à sa disposition les instruments susceptibles d'éliminer, autant que possible, les barrières qui séparent le monde indigène du nôtre et qui sont dues aux différences de langues, de coutumes, de façon de penser, et de race. »

Jusque-là on n'a qu'un excellent résumé des qualités requises pour faire un anthropologue culturel. Mais, en même temps, cela indique

³⁰⁹ C. SNOUCK HURGRONJE, « Een onbezonnen vraag », (une question irréfléchie) in *Verspreide Geschriften*, 1924, vol. 4, p. 369 et s. Le fonctionnaire retraité s'appelait R. A. Van Sandick. Son article intitulé « La question suivante au docteur Snouck Hurgronje » avait été publié dans le quotidien *Locomotief*. La réponse de ce dernier avait été publiée originellement dans le *Java-bode*.

clairement que Snouck Hurgronje ne s'est pas présenté aux Atchinois comme membre du Système, mais comme leur ami.

Étudions maintenant les recommandations politiques de Snouck. Elles ont évidemment trait, en premier lieu, aux questions militaires.

Grâce à la « question irréfléchie » de 1899 et à la réponse de Snouck, on savait déjà que ce dernier avait conseillé de mettre fin à la réclusion passive à l'intérieur de la « Ligne de concentration », d'adopter un type de guerre offensive, et de chasser les leaders religieux appartenant au parti hostile *ulama* vers les coins les plus reculés de l'intérieur. D'un autre côté, les chefs féodaux [352] devaient être respectés, et il fallait essayer de les amener à accepter l'autorité des Hollandais. C'est seulement de cette manière que l'on pouvait créer à la longue une situation qui garantirait constamment l'efficacité de l'autorité.

Cet argument est clairement développé dans le rapport « très secret » : « Les véritables ennemis agissants sont les *ulamas* et les aventuriers organisés en bandes qui, bien que peu nombreuses, peuvent être cependant renforcées sans cesse par différentes couches de la population. Viennent s'y ajouter une partie de la population sédentaire et quelques chefs. Il est inutile de négocier avec ces éléments hostiles puisque leur doctrine et leur propre intérêt les poussent à ne se soumettre que sous l'effet de la violence. Une *condition sine qua non* pour le rétablissement de l'ordre en Grande Atchin est de les écraser sans pitié, afin d'empêcher par la peur les Atchinois de rejoindre les chefs de bandes parce que cela serait trop dangereux ³¹⁰ »

Sans aucun doute possible, Snouck choisit donc son camp et s'assimile pleinement aux autorités coloniales. De plus, il n'est pas très délicat dans le choix des moyens : « Selon moi l'exécution du plan devrait être préparée par un espionnage efficace et systématique des bandes de Teungkoë Kutagarang ³¹¹, et l'on devrait s'assurer un certain succès initial. Sans être compétent pour les détails de l'opération, j'ose cependant affirmer catégoriquement qu'un tel espionnage est possible. » Considérerait-il ses recherches scientifiques sur le terrain comme une première phase de cet « espionnage » ?

Tel est le côté impérialiste des recommandations de Snouck.

³¹⁰ GOBÉE, ADRIAANSE, *op. cit.*, p. 95.

³¹¹ Le principal leader du parti *ulama* en 1892.

V

Son but final avait cependant des connotations éthiques. Selon lui la victoire sur le parti *ulama* représente une condition nécessaire pour une politique de prospérité, dans un avenir quelque peu éloigné. « Nous ne pouvons espérer tirer profit de nos alliés passifs, les chefs héréditaires et les habitants du *Kampong*, qui désirent plus que tout la sécurité et le bien-être, tant qu'un certain nombre de défaites infligées à ces bandes n'aura pas restauré [353] la confiance, profondément ébranlée, dans le pouvoir de la *Kompeuni* ³¹². » Ce qui supposait que le pouvoir militaire colonial continuât à occuper un certain nombre de points stratégiques à l'intérieur d'Atchin au cours d'un laps de temps considérable.

La mise en œuvre de la prospérité devrait dès à présent se faire en même temps que les opérations militaires. Pendant cette période, « il faudrait faire tout ce qui est possible pour rétablir la confiance — aussi gravement ébranlée — des chefs héréditaires et de la population dans les *intentions pacifiques de la Kompeuni*. À cet effet il faudrait promouvoir l'agriculture, l'industrie et le commerce ».

En ce qui concerne l'attitude des autorités hollandaises lorsqu'elles s'adressent aux chefs et à la population, Snouck conseille d'avoir « des manières polies et pleines de dignité » au lieu de les injurier et de les appeler « vauriens » ou « mufles ».

Et lorsqu'on lui demande, bien des années après, de donner son appréciation sur les aptitudes du major G. C. E. Van Daalen à être gouverneur d'Atchin, il note qu'il lui reprocherait surtout — malgré de nombreuses qualités — « un mépris profondément ancré à l'égard de tous les indigènes ».

Mais lorsqu'on se demande si la dureté des recommandations de Snouck ne provient pas principalement de la sympathie qu'il éprouve pour les gens parmi lesquels il avait vécu, on est choqué de lire le jugement suivant qu'il porte sur les Atchinois : « Atchin, avec ses luttes intestines sans issue, son manque absolu d'autorité centrale, son mépris

³¹² Terme utilisé à Atchin pour désigner le gouvernement ; littéralement : *Compagnie*.

profondément enraciné à l'égard des kafirs [des incroyants], *sa population, caractérisée par sa trahison et son extrême fausseté, ne peut être gagnée à des rapports civilisés, ou même rendue inoffensive, que par une pacification totale* ³¹³. » Dans ce jugement, l'impérialisme l'emporte sans équivoque sur les considérations morales !

Après sa première expédition à Atchin, Snouck continua — pendant de nombreuses années — à conseiller le gouvernement des Indes sur la façon de mener la guerre. Ses conseils politiques n'étaient pas simplement le produit fortuit d'une étude scientifique. Au début, ses conseils ne furent pas suivis : le général Deijkerhoff se sentait à l'abri derrière la « Ligne de concentration ». Ce fut seulement en 1896, après la « trahison » de Teuku Umar, que Deijkerhoff avait traité en allié et qu'il avait [354] fourni en armes, que Snouck eut la possibilité de faire prévaloir ses conceptions ³¹⁴.

Sur ses conseils, un véritable homme à poigne, l'officier Van Heutsz, fut nommé gouverneur d'Atchin, où Snouck le rejoignit pour mener activement la contre-guérilla, cette fois-ci en tant que « conseiller aux affaires indigènes ». C'est alors que la maréchaussée se mit à repousser sans relâche les chefs du parti ulama dans les zones les plus reculées, suivant les recommandations de Snouck ³¹⁵.

Snouck ne cessa de préconiser la modération dans l'application de cette politique. Ses exhortations à mettre fin à la méthode dite du « coq rouge » (qui consistait à brûler vif les kampongs), en usage dans l'armée coloniale, furent entendues par Van Heutsz. Mais en fait, il ne cessa jusqu'à la fin de mettre ses connaissances sur la société atchinoise au service de la répression armée.

³¹³ GOBÉE, ADRIAANSE, *op. cit.*, p. 95 ; souligné par moi.

³¹⁴ Il faut cependant noter que c'est Snouck lui-même qui, à l'origine, avait suggéré que Teuku Umar était un aventurier avec qui l'on pouvait s'entendre. Plus tard, Snouck mit plusieurs fois le gouvernement en garde contre lui, en vain. Voir GOBÉE, ADRIAANSE, *op. cit.*, p. 95, note.

³¹⁵ Van der Maaten, qui est l'auteur d'une biographie de Snouck Hurgronje (voir ci-dessus, note 6), pense que la victoire finale des Hollandais dans la guerre d'Atchin doit être attribuée en très grande partie aux conseils de Snouck.

VI

Snouck a-t-il jamais douté de la justification morale de son comportement ³¹⁶ ? C'est peu probable. Ce n'était pas le genre d'homme à admettre qu'il pouvait commettre une faute. Le journaliste hollandais Paul Van't Veer fait remarquer que le titre du mémoire de Snouck, dans lequel ce dernier fait le compte rendu de ses activités entre 1889 et l'automne de 1903, aurait pu être « foi toujours eu raison ». Il soutint qu'il avait également raison face à Van Heutsz, avec qui il s'était trouvé en désaccord sérieux au bout de quelque temps, comme on aurait pu s'y attendre ³¹⁷

[355]

L'histoire ne donna pas raison à Snouck. Ou plutôt, il avait tout à fait raison quant à la manière de soumettre militairement Atchin. Mais il se trompait en croyant que, par la suite, la prospérité pourrait être établie à Atchin sous un régime colonial. Grâce à un rapport rédigé par le spécialiste de l'islam R. A. Kern en 1921 ³¹⁸, Van't Veer a nettement démontré la faiblesse des conceptions de Snouck ³¹⁹. En fait celui-ci avait tout misé sur les chefs féodaux, les *uleebalangs* ; et en agissant ainsi il perpétuait un système social qui anéantissait toute initiative de la base ; Snouck ne comprit pas que les ulamas qu'il combattait avec tant d'acharnement représentaient les forces dynamiques de la société

³¹⁶ RUTGERS, HUBER, *op. cit.*, p. 150, présumant que c'était le cas, mais leurs arguments sont loin d'être convaincants.

³¹⁷ J.W. Naarding a parlé de ce conflit dans *Het conflict Snouck Hurgronje — Van Heutsz — Van Daalen : Een onderzoek naar de verantwoordelijkheid*, 1938 ; H. T. Damsté également dans une série d'articles « Die Atjeh-mannen : Snouck Hurgronje — Van Heutsz — Van Daalen », dans *Kolonial Tijdschrift*, 1936-1938 ; enfin K. VAN DER MAATEN, *op. cit.*

³¹⁸ Le rapport — qui comprend 56 pages et qui est daté du 16 décembre 1921 — est intitulé *Onderzoek Atjeh-moorden* (enquête sur les massacres d'Atchin) et se trouve dans la collection Tichelman à l'Institut Royal de linguistique et d'anthropologie de Leiden.

³¹⁹ P. VAN'T VEER, « *De Atjeh-oorlog* », *op. cit.*, p. 296 et s.

atchinoise ³²⁰. De même, il ne se rendit pas compte que combattre le parti *ulama* revenait à combattre la majorité de la population atchinoise.

Il l'aurait peut-être mieux compris, s'il avait été moins hautain, et s'il avait éprouvé une sympathie réelle à l'égard des Atchinois. Mais alors Snouck n'aurait pas été lui-même.

VII

Dans quelle mesure le cas de l'étude de Snouck sur Atchin est-il instructif pour ceux qui s'occupent du problème de la « recherche contre-insurrectionnelle » financée et organisée par les Américains en Asie du Sud-Est et en Amérique latine ? La réputation de Snouck, de son vivant et longtemps après sa mort, a très peu souffert de ce qu'il ait mis ses travaux de recherches au service de ce qu'il pensait être une politique nationale hollandaise correcte. Au contraire, ses travaux lui ont valu un grand renom dans les cercles scientifiques. C'est la postérité qui commence [356] à se poser des questions, bien que l'on raconte que Raden Sosrokartono, frère de la très révéérée Raden Adjeng Kartini, et, tout comme sa sœur, esprit très indépendant, lui reprocha une fois : « Monsieur Snouck, en fait vous avez trahi mon peuple. »

Tout cela est-il destiné à excuser la prostitution de la science à laquelle se livrent les Américains sur une échelle beaucoup plus grande, au service de ce qu'ils jugent être leur intérêt national ? Pas le moins du monde.

Pas plus que ne sont excusés les atrocités et les actes de terreur américains en Asie du Sud-Est, dès que nous nous apercevons que notre armée hollandaise a commis un grand nombre d'excès et de brutalités au cours des « opérations de police ». Le cas de Snouck Hurgronje

³²⁰ W. F. WERTHEIM, « De Indonesische samenleving aan de voora-vond van de imperialistische expansie : configurâmes en stromingen », dans *Bijdragen en mededelingen betreffende de geschiedenis des Nederlanden*, 1971, vol. 86 (numéro sur l'impérialisme hollandais en Indonésie), p. 24 et s. ; dans cet article, l'auteur critique également J. SIEGEL, *The Rope of God*, 1969, qui accorda beaucoup de confiance à l'analyse que Snouck Hurgronje fit de la jeune société atchinoise.

prouve seulement que les normes d'une époque coloniale révolue ne sont plus valides de nos jours et ne peuvent plus être soutenues ³²¹.

La « violence » de la guerre est devenue, sans comparaison possible, tellement plus horrible et destructrice depuis l'époque de Van Heutsz que le spécialiste des sciences sociales, avec ses méthodes quasiment pacifiques, ne peut plus éviter de se poser explicitement le problème de la justification morale de ses actes.

De même, les temps sont révolus où les Occidentaux pouvaient s'imaginer impunément — dans leur vanité raciale — qu'ils étaient en droit de protéger les peuples opprimés avec leurs bonnes intentions « éthiques », ce qui revenait à les humilier profondément.

Une tentative « éthique » de justifier la guerre dans le Sud-Est asiatique en l'agrémentant de beaux projets de développement, tels le grand projet du Mékong, ne fait plus l'affaire — comme au temps de Snouck. Les jours de « l'anthropologie naïve » sont définitivement révolus.

Aujourd'hui, nous n'avons aucun droit d'imposer aux peuples opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ce que nous pensons leur être profitable. Ils ont le droit de choisir leur propre destin. Dans le nouveau code professionnel des spécialistes des sciences sociales nous ne pouvons nous contenter de remplir strictement les normes scientifiques, tout en conservant un code de conduite qui reconnaît le droit explicite du chercheur de mettre ses connaissances au service de n'importe quel gouvernement, [357] même s'il est le sien. Le chercheur devra se demander non seulement quel est le gouvernement, mais aussi quelle est la cause qu'il sert par ses travaux.

Dans le monde de 1972, le spécialiste des sciences sociales doit se soucier d'une mission plus essentielle : la solidarité avec les damnés de la terre.

Si on le juge d'après ces normes, Snouck Hurgronje a violé la confiance des Atchinois, qu'il avait réussi à gagner par ses manières suaves. En trahissant leur confiance, il a prouvé qu'au fond il les considérait comme des ennemis. Et si les Atchinois se comportaient en

³²¹ Voir, par exemple, L. Ch. SCHNENK-SANDBERGEN, « Sociaal-wetenschappelijke onderzoek in Zuidoost Azië in dienst van de Amerikaanse regering » dans *Wetenschap en Samenleving*, 1971, vol. 25, p. 107-108.

« traîtres » à l'égard de leurs maîtres hollandais, c'était uniquement parce qu'à leur tour ils considéraient ces derniers comme des ennemis. Mais, si c'est le cas, Snouck Hurgronje était de toute évidence le dernier à avoir le droit de reprocher aux Atchinois leur « trahison ».

Traduit de l'anglais
par Henri COLOMER

[358]

[359]

Deuxième partie.
UN DÉBAT INTERNATIONAL.

9

**“Comment vaincre les Mau Mau.
*Quelques observations sur la recherche
contre-insurrectionnelle au Kenya
pendant l'état d'urgence.*”**

Robert Buijtenhuijs

[Retour à la table des matières](#)

*R. Buijtenhuijs est un anthropologue africaniste qui est l'auteur d'une importante synthèse sur le mouvement Mau Mau *. La nature même de ce mouvement et de sa répression l'ont conduit plusieurs fois à s'interroger sur les rapports entre anthropologie et impérialisme **.*

Ce texte a été présenté à la Conférence sur l'éthique de la recherche en sciences sociales dans le tiers monde, organisée par l'Association des sociologues et anthropologues néerlandais en avril 1972. Une version anglaise a été publiée dans Sociologische Gids, septembre-décembre 1972, vol. 19, n° 5-6.

* *Le mouvement « Mau Mau ». Une révolte paysanne et anticoloniale en Afrique noire, Mouton, Paris, 1971.*

Cf. également *Mau Mau twenty years after. The Myth of the Survivors*, Mouton, La Haye, 1973.

** Cf. également son débat avec J. Beattie : « The Generation Gap in Anthropology : a Comment on Professor Beattie's Inaugural Address », *Sociologische Gids*, mai- juin 1974, vol. 21, n° 3, p. 183-186.

À propos de J. BEATTIE, *Social Anthropology and Africa*, Universitaire Pers Leiden, 1973 ; réponse de J. Beattie in *Sociologische Gids*, *op. cit.*, p. 186-189.

[360]

Quand les ethnologues et les sociologues débattent des projets contre-insurrectionnels, ils se réfèrent surtout aux études faites par des chercheurs américains. Deux exemples de recherches américaines de ce type sont souvent mentionnées : le projet Camelot pour l'Amérique latine, et les recherches ethnologiques en Thaïlande pour l'Asie. Le but de cet article est d'essayer d'élargir cette approche plutôt limitée du problème, et d'établir si d'autres pays occidentaux ont effectué des recherches contre-insurrectionnelles dans les pays du tiers monde, et, le cas échéant, de quelle manière. Il serait intéressant de citer ici plusieurs cas. Le premier qui vient à l'esprit est celui de la France. Les administrateurs coloniaux et les soldats français ayant mené plusieurs guerres coloniales et même une guerre post-coloniale (Vietnam, Madagascar, Cameroun, Algérie, et maintenant Tchad) ont vraisemblablement fait un usage considérable des connaissances ethnologiques existantes. Il est aussi très probable que, dans certains cas, de nouvelles recherches aient été spécialement entreprises pour la guerre coloniale.

L'Afrique du Sud pourrait fournir un autre exemple. L'état de guerre latente entre blancs et noirs pourrait bien y avoir suscité des recherches contre-insurrectionnelles de grande envergure.

Ces réflexions, bien entendu, peuvent s'appliquer aux tentatives du Portugal d'endiguer le nationalisme africain en Angola, en Guinée, et au Mozambique. Cependant l'auteur de ces lignes n'est pas du tout familiarisé avec les recherches sur l'Afrique du Sud et les colonies portugaises, et une brève incursion dans l'ethnologie française lui a démontré que les chercheurs français ne sont pas encore vraiment conscients des implications de tous ces problèmes³²². Une étude détaillée des recherches contre-insurrectionnelles [361] en France

³²² Une version abrégée des débats sur « anthropologie et impérialisme » (*Current Anthropology*) fut publié dans *Les Temps modernes*, décembre 1970 janvier 1971, n° 293-294, dans l'intention délibérée de provoquer des réactions chez les chercheurs français. Malgré cela, la plupart des réactions publiées dans un autre numéro des *Temps modernes*, juin-juillet 1971 (n° 299-300), provenaient de l'étranger.

pourrait être très significative, mais, en l'absence de toute approche préliminaire de ce domaine, ce serait une tâche de longue haleine qui ne peut être entreprise actuellement. Par conséquent, cet article sera limité à l'étude de la recherche contre-insurrectionnelle effectuée au Kenya par des spécialistes britanniques pendant la révolte Mau Mau et ses suites (1952-1961). L'auteur étant déjà familiarisé avec la littérature plutôt abondante sur les Mau Mau, il lui a semblé que c'était la manière la plus pratique et la plus facile d'aborder le problème des recherches contre-insurrectionnelles d'un point de vue nouveau.

LA PREMIÈRE PÉRIODE (1952-1954)

Les recherches contre-insurrectionnelles au Kenya pendant le soulèvement peuvent être divisées en deux phases. Pendant la première période (de 1952 à 1954 environ), aucune nouvelle recherche ne fut effectuée qui puisse être classée comme recherche contre-insurrectionnelle. Pendant cette période néanmoins certaines études scientifiques déjà effectuées par des spécialistes en sciences sociales furent adaptées et « remaniées » par leurs auteurs pour pouvoir être utilisées dans la lutte contre le Mau Mau. Dans un cas au moins, cette adaptation de travaux antérieurs fut faite sur la demande du gouvernement du Kenya ; dans les autres cas, d'éminents sociologues se portèrent volontaires sans attendre qu'on le leur demande.

Le Dr J. C. Carothers est un bon exemple du premier cas. Le Dr J. C. Carothers était médecin militaire au Kenya de 1929 à 1938 (médecine générale) et responsable de la psychiatrie à l'hôpital psychiatrique de Mathari et à la prison de Nairobi, de 1938 à 1950. En 1953, sur la requête de l'Organisation mondiale de la santé, le Dr Carothers publia une monographie, *L'Esprit de l'Africain dans la santé et la maladie*, qui fut à l'époque considérée par les spécialistes comme une étude faisant autorité. En février 1954, il se rendit au Kenya, invité par l'administration [362] coloniale pour voir « dans quelle mesure une certaine expérience de l'Afrique et certaines connaissances de psychologie et de psychiatrie pourraient apporter quelque lumière sur la révolte Mau Mau dans cette colonie, et pourraient ouvrir la voie à des solutions de ce problème, considéré à la fois dans ses aspects immédiats

et à long terme ³²³ ». Une petite brochure, *La Psychologie du Mau Mau*, fut le résultat de la visite du Dr Carothers.

Il ne fait aucun doute que cette étude est de la recherche contre-insurrectionnelle dans le plus pur sens du terme, et que le Dr Carothers s'en est tenu strictement à ce qu'il se proposait au départ. Il est, bien entendu, assez difficile d'évaluer sa contribution à la défaite de l'insurrection Mau Mau. Ses recommandations les plus importantes, en particulier celles sur la « villagisation » (les « hameaux stratégiques », méthode utilisée aujourd'hui au Vietnam) et sur la « réhabilitation » des détenus Mau Mau et des Kikuyu en général, avaient déjà été suggérées auparavant par des politiciens kenyans, tels que Michael Blundell, et des administrateurs, tels que T.G. Askwith. Cependant, en faisant peser tout son « poids » scientifique sur ces recommandations, Carothers a sans aucun doute contribué à l'adoption ultérieure de ces mesures, ce qui, au moins dans le cas de la politique de villagisation, signifiait qu'il contribuait à la défaite des Mau Mau. Son analyse de la psychologie Kikuyu, bien que d'une valeur scientifique douteuse, constituait une amélioration par rapport aux théories courantes concernant la « mentalité » Kikuyu, et a pu influencer dans une certaine mesure la pensée officielle. Cela signifierait donc qu'il a travaillé activement contre les Mau Mau et a contribué à leur défaite.

Le Dr L. S. B. Leakey, le spécialiste mondialement connu de l'homme préhistorique, est un bon exemple de la catégorie des « volontaires » contre-insurrectionnels ³²⁴. Etant né au Kenya et ayant vécu parmi les Kikuyu pendant la plus grande partie de sa vie, le Dr Leakey, qui est un des rares Européens à parler couramment le kikuyu, décida après la Seconde Guerre mondiale [363] de prélever deux années et demi sur ses travaux consacrés à la préhistoire pour préparer une étude ethnologique détaillée des Kikuyu. Il en résulta un manuscrit de 1 400 pages qui, en 1952, n'était pas encore publié. Pressentant qu'une connaissance plus grande et meilleure des Kikuyu pouvait être un

³²³ J. C. CAROTHERS, 1954, p. 1.

³²⁴ Mrs Elspeth Huxley, défenseur ferme et enthousiasme du gouvernement du Kenya et adversaire résolu du Mau Mau depuis le début, appartient également à cette catégorie. Il ne fait aucun doute que ses articles dans *Time and Tide* ont influencé la pensée officielle des cercles coloniaux de Londres à propos des Mau Mau, mais comme c'est une romancière et une journaliste plutôt qu'une chercheuse au sens strict, elle ne rentre pas dans le cadre de cet article.

facteur important de la lutte contre le Mau Mau, Leakey publia deux livres durant la période 1952-1954. Le premier, *Les Mau Mau et les Kikuyu*, devait pouvoir, selon les espoirs du Dr Leakey, « aider les Anglais à comprendre deux choses : pourquoi et comment le mouvement Mau Mau a commencé à exister, et aussi comment, une fois supprimé, les choses pourraient être améliorées de sorte qu'un tel état de fait ne vienne jamais plus troubler la paix d'un pays que j'aime tant : le Kenya ³²⁵ ».

Dans son deuxième livre, au titre révélateur de « *Vaincre les Mau Mau* », Leakey voulait fournir « des éléments susceptibles d'aider à vaincre les Mau Mau, guérir les blessures mentales qui ont été infligées à toutes les races du Kenya, et empêcher de semblables révoltes à l'avenir ³²⁶ ». Le grand paléontologue annonçait ainsi très ouvertement ses buts et ses intentions, et ne semble pas avoir ressenti un quelconque besoin de discrétion.

Un des points particuliers par lesquels Leakey espérait contribuer à vaincre les Mau Mau était le serment. Le mouvement Mau Mau faisait une grande utilisation de la peur sous-jacente aux cérémonies du serment, et se servait de ces serments pour lier ses adhérents fortement et solennellement à la cause. Pour briser l'emprise du serment Mau Mau sur les Kikuyu, Leakey, dans ses deux livres, se donna beaucoup de mal pour prouver « qu'en se développant depuis ses modestes débuts, le mouvement violait de plus en plus les règles (traditionnelles) du serment, et se transformait ainsi en quelque chose d'entièrement contraire aux lois et aux coutumes indigènes établies ³²⁷ ».

Comme je l'ai fait remarquer ailleurs, l'argumentation de Leakey est ici plutôt amusante. En fait, une des choses que les colons et les administrateurs du Kenya trouvaient si répugnante chez le Mau Mau était son « aspect rétrograde » et ses « perspectives tribales et traditionnelles ». Les Mau Mau, disait la délégation parlementaire du Kenya dans son rapport officiel, « s'efforcent délibérément et intentionnellement de ramener les Africains vers la brousse et la sauvagerie, et non pas de les conduire [364] vers le progrès ³²⁸ ». Or,

³²⁵ L. S. B. LEAKEY, 1952, p. VII.

³²⁶ L. S. B. LEAKEY, 1954, p. V.

³²⁷ L. S. B. LEAKEY, 1954, p. 55.

³²⁸ Rapport au secrétaire d'État, p. 4.

quand certains chefs Mau Mau commencèrent à innover et à modifier certains éléments du serment traditionnel, ils furent rappelés à l'ordre par le Dr Leakey et d'autres Européens, souvent les mêmes qui méprisaient le côté prétendument rétrograde du mouvement.

Bien entendu, le Dr Leakey ne défendait pas les modalités traditionnelles du serment par considération pour les coutumes tribales. Son but était manifestement de prouver aux paysans Kikuyu que les chefs des Mau Mau étaient de faux prophètes et des imposteurs, qui violaient la loi coutumière et dont le serment n'avait pas valeur d'engagement. Si les gens avaient cru cette thèse, cela eût signifié la fin des Mau Mau. En énumérant méticuleusement tous les points par lesquels le serment Mau Mau différait du serment traditionnel, Leakey exagérait cependant beaucoup, comme je l'ai montré par ailleurs ³²⁹, et, pour autant que je sache, très peu de Kikuyu se sont laissé influencer par ses arguments au point de quitter les Mau Mau.

Le Dr Leakey, dans sa croisade contre les Mau Mau, ne se contenta pas de mettre à la disposition des administrateurs coloniaux et du public les résultats de ses recherches antérieures. Il participa activement aux « opérations » et cela à nouveau dans le domaine des cérémonies de serment. Dans la culture traditionnelle Kikuyu, les gens qui avaient prêté serment, et étaient par là même devenus « impurs », pouvaient, dans certaines circonstances, être relevés de leur serment par une cérémonie de « purification ». Cette idée fut reprise par Leakey et certains « loyalistes » Kikuyu, et conduisit à une « campagne anti-serment » qui commença en avril 1952, quelque six mois avant la déclaration de l'état d'urgence, et dix mois avant le début des combats réels au Kenya. F. D. Corfield, l'« historien » gouvernemental du mouvement Mau Mau, a certaines choses intéressantes à nous apprendre sur cette campagne : « Le Dr Leakey, qui eut une influence décisive sur ce mouvement [...], m'informa que, par-delà l'espoir de rallier les modérés, le principal objectif était d'organiser la résistance active au banditisme et à l'intimidation. *Si cela devait conduire à un conflit ouvert avec le Mau Mau, il espérait que le gouvernement central serait contraint de prendre des mesures plus décisives contre les*

Cette interprétation des Mau Mau est complètement fautive, comme j'ai essayé de le montrer dans ma thèse.

³²⁹ R. BUIJTENHUIJS, 1971, p. 265-268.

leaders du Mau [365] *Mau* ³³⁰ » Le Dr Leaky poussait là la recherche contre-insurrectionnelle jusqu'à son ultime conclusion : si l'insurrection n'existe pas encore, essayer de la provoquer !

Pour différentes raisons, la campagne anti-serment fut un échec cuisant, la principale provenant de l'interprétation entièrement fautive du serment et du mouvement Mau Mau en général, interprétation unanimement donnée par les Européens du Kenya. Comme nous l'avons mentionné plus haut, les Mau Mau étaient perçus comme un phénomène régressif, un mouvement atavique. Par sa campagne anti-serment, qui, étant supervisée par le Dr Leakey en personne, respectait les coutumes traditionnelles sur chaque point, le gouvernement du Kenya espérait déjouer les Mau Mau en régressant encore plus que celui-ci n'était supposé le faire. Nous savons aujourd'hui que le mouvement Mau Mau n'était un mouvement traditionnel que dans la mesure où cette tradition était vivante, rénovée et purifiée, et où elle pouvait être utilisée comme arme dans la lutte pour un Kenya indépendant et moderne. Le mouvement Mau Mau était un mouvement de renouveau culturel. Contre cette renaissance culturelle le gouvernement du Kenya n'utilisait que des « techniques » froides, rationnellement calculées, qui étaient déjà désespérément condamnées par tous les Kikuyu, les plus traditionalistes mis à part. D'une certaine manière, on peut dire que la campagne anti-serment du Dr Leakey échoua parce que ses cérémonies respectaient les coutumes traditionnelles sur tous les points, alors que le serment Mau Mau pouvait rassembler les Kikuyu parce qu'il contenait certaines innovations ³³¹.

LA DEUXIÈME PÉRIODE (1954-1963)

Au cours de la deuxième période de la recherche contre-révolutionnaire au Kenya, qui commença vers la fin de 1954 et continua, mais d'une manière quelque peu différente, jusqu'à l'indépendance en 1963, de nouvelles recherches furent effectuées par des spécialistes en sciences sociales dans le but explicite de battre le

³³⁰ F. D. CORFIELD, p. 195, souligné par moi.

³³¹ R. BUIJTENHUIJS, 1971, p. 265-270.

Mau Mau. À nouveau, nous pouvons distinguer entre la recherche « volontaire » et celle prise en charge par le gouvernement. Je ne connais qu'un cas bien déterminé [366] qui puisse rentrer dans la catégorie des « volontaires » ; il est mentionné en passant par Mary Shannon, médecin missionnaire au Kenya qui n'avait sans doute jamais entendu parler dans sa vie de « recherche contre-insurrectionnelle » quand elle écrivit son article « Restaurer la vie sociale des Kikuyu », mais qui décrit un cas typique de volontariat. A propos d' « un des aspects les plus heureux de l'état d'urgence », termes par lesquels elle désigne « la coopération entre le gouvernement, les Églises, et d'autres institutions volontaires telles que la Croix-Rouge, dans l'œuvre de réhabilitation et de restauration ³³² », le Dr Shannon écrit : « Les premiers projets dans les villages avaient encore pour but d'obtenir plus de renseignements. Une équipe de quatre femmes, deux Européennes et deux Africaines, a vécu pendant deux mois dans un village Embu, où elle entreprit aussi un travail médical et évangélique. L'une de ces femmes était une jeune Hollandaise, Miss G. Sluiter, ethnologue aguerrie, venue sur la demande de l'aide inter-Église. Plus tard, elle s'installa toute seule dans le village de Fort Hall, partageant autant qu'elle le pouvait la vie du village. Elle parlait, mangeait et travaillait avec les femmes ; qu'il s'agisse du travail en commun, ou même des peines infligées en châtement, elle en était. *Les rapports qu'elle a préparés pour le ministère des Affaires africaines sont extraordinairement intéressants et révélateurs*, à la fois quant aux faits relatifs à la situation, et aux réactions, à la vision des choses des femmes ³³³. »

Selon mes propres informations, Miss Sluiter, aujourd'hui Mrs Kershaw, séjourna au Kenya pour la première fois entre 1954 et le début de 1957, et fit, après le séjour à Fort Hall mentionné par le Dr Shannon, une étude sur quatre villages Kikuyu construits suivant les réglementations de l'état d'urgence. En 1960, elle remit à la bibliothèque de l'East African Institute for Social Research un document intitulé *Rapport sur le regroupement Kikuyu*. Comme la plupart des découvertes de Miss Sluiter ont été publiées uniquement sous la forme de rapports confidentiels que je n'ai pas été en mesure de consulter, je

³³² M.I. SHANNON, 1957, p. 279.

³³³ *Ibid.*, p. 281, c'est moi qui souligne.

peux difficilement évaluer dans quelle mesure elle a réellement contribué à la croisade anti-Mau Mau. Cependant, le fait qu'elle ait été autorisée à effectuer des recherches sur le territoire des Kikuyu en plein état d'urgence, et sur un sujet aussi délicat que le regroupement, implique qu'elle était en bons [367] termes avec l'administration coloniale, et qu'elle était sans doute considérée comme utile par le gouvernement du Kenya. Sur la base de tels faits, Miss Sluiter doit être considérée comme une volontaire de la recherche contre-insurrectionnelle ³³⁴.

De nouvelles recherches furent aussi effectuées avec l'assistance financière du département britannique pour la Coopération technique et avec l'approbation générale du gouvernement du Kenya. En 1957, Sir Evelyn Baring, alors gouverneur du Kenya, fit savoir que le gouvernement du Kenya apprécierait une série d'études sur la réforme agraire, et demanda à l'East African Institute for Social Research de prendre la responsabilité de ce projet. Au début des années soixante, trois chercheurs étaient engagés par l'E.A.I.S.R. avec pour mission d'entreprendre des recherches sur le territoire des Kikuyu : M. P. K. Sorrenson, K. Sillitoe, et à nouveau... Mrs Greet Sluiter-Kershaw ³³⁵. La réforme agraire au Kenya (c'est-à-dire le remembrement des terres) présente bien entendu des mérites spécifiquement économiques et agricoles, mais, au début surtout, ces aspects furent éclipsés par un but essentiellement politique : créer, par le processus de remembrement, une classe moyenne ou une paysannerie stables qui auraient eu trop à perdre à être réceptives à toute tentative de faire revivre les Mau Mau sous une forme ou sous une autre. Ainsi quand, en 1957, Sir Evelyn Baring proposait des recherches sur la réforme agraire, il réclamait sans aucun doute une sorte de recherche contre-insurrectionnelle.

Cependant le cours que prirent les événements politiques au Kenya fut tel que quand Mr Sorrenson et ses collègues furent engagés par

³³⁴ Au début de février 1972, j'ai écrit à Mrs Kershaw en l'invitant à commenter les informations ci-dessus, et en particulier les remarques du Dr Shannon. À cette date je n'ai reçu aucune réponse, mais il est possible que ma lettre n'ait pas atteint sa destination, car je n'avais pas la dernière adresse de Mrs Kershaw. Je voudrais aussi préciser que, selon M.P.K. SORRENSON, 1967, p. 222, Miss Sluiter, dans ses rapports ultérieurs, mit en cause avec véhémence la politique gouvernementale de remembrement des terres.

³³⁵ M. P. K. SORRENSON, 1967, p. VII et s.

l'E.A.I.S.R., la réforme agraire avait déjà perdu une bonne partie de ses caractéristiques contre-révolutionnaires. Quand Sorrenson publia son livre en 1967, le Kenya était indépendant depuis trois ans et son analyse plutôt critique du remembrement des territoires des Kikuyu ne peut en aucune manière être considérée comme de la recherche contre-insurrectionnelle.

La véritable recherche contre-insurrectionnelle sur des sujets [368] tels que le remembrement et la villagisation fut faite avant 1960, et exclusivement par des fonctionnaires du Kenya, en particulier par l'administration provinciale. Quelques articles publiés par les Commissaires de District de la Province du Centre dans le *Journal de l'Administration Africaine* sont d'une très grande qualité, mais n'étant pas l'œuvre de sociologues professionnels, ils ne rentrent pas dans notre propos. La même chose peut s'appliquer à l'*Aperçu historique sur les origines et l'expansion du Mau Mau*, une publication officielle du Bureau colonial écrite par un ex-administrateur colonial, et non par un historien professionnel.

CONCLUSIONS

Si nous comparons les recherches contre-insurrectionnelles effectuées au Kenya pendant l'état d'urgence avec des recherches semblables faites en Asie et en Amérique latine, nous pouvons tirer les conclusions suivantes :

1. La contribution des recherches contre-insurrectionnelles au Kenya a été relativement limitée, bien qu'elle ne puisse être entièrement négligée dans les cas de Leakey et Carothers. Les recherches n'ont jamais été effectuées sur une grande échelle, et il serait inutile et même impossible d'essayer d'établir des schémas montrant les divers organismes de recherche sur ce sujet et leurs rapports, comme on l'a fait pour la recherche contre-insurrectionnelle aux États-Unis.

2. La recherche contre-insurrectionnelle au Kenya a été soit volontaire, soit mise en œuvre par le gouvernement. Cependant, pour autant que je sache, il y a toujours eu responsabilité du gouvernement du Kenya, et la recherche n'a jamais été entreprise indépendamment par l'armée ou les services secrets, comme c'est le cas aux U.S.A.

3. Contrairement à ce qui s'est produit aux États-Unis, personne n'a jamais essayé de cacher que des recherches contre-insurrectionnelles étaient effectuées au Kenya. Pour cette seule raison, la contre-insurrection y semblait plus « convenable » et « civilisée » que ses équivalents en Thaïlande ou en Amérique latine.

Avant de terminer cet article sur la recherche contre-insurrectionnelle au Kenya, je voudrais essayer d'expliquer pourquoi ces [369] différences existent. Avant tout, on peut suggérer que la tradition britannique de l'anthropologie officielle (appliquée) a pu ici jouer un rôle. Cinq ans seulement avant le début de l'état d'urgence, le professeur Shapera se rendit au Kenya sur l'invitation du Colonial Social Science Research Council, « pour faire un compte rendu sur les problèmes ethnologiques de la colonie du Kenya, et pour indiquer lesquels de ces problèmes nécessitaient un approfondissement urgent ³³⁶ ». À la fin de son rapport, Shapera insistait pour que plusieurs études soient entreprises, qui s'ajouteraient aux travaux déjà en cours, ce qui indique que la tradition de l'anthropologue du gouvernement était bien en vigueur au Kenya, bien avant les Mau Mau et l'état d'urgence ³³⁷. L'utilisation de la recherche ethnologique contre une révolte, telle qu'elle fut faite au Kenya, fut d'une certaine manière le produit naturel de cette institution.

L'une des tâches de l'ethnologue du gouvernement a toujours été d'aider à maintenir la paix. Quand la paix fut rompue au Kenya, il était tout à fait normal, conformément à cette tradition, que les sociologues aident à la restaurer. Je suppose que cette tradition de recherche sociologique au service de l'État a joué un certain rôle en privant les

³³⁶ I. SCHAPER, 1949, p. 2.

³³⁷ Il est intéressant de remarquer ici que, dans son rapport, Schapera ne recommandait aucune recherche ou approfondissement particuliers sur l'instabilité politique des Kikuyu et sur la manière de l'empêcher. Ceci doit être mis en rapport avec l'étude d'A. ROSENTIEL, « Une approche ethnologique du problème Mau Mau », où l'argumentation de l'auteur tourne autour du fait que rien ne se serait produit au Kenya si seulement les sociologues avaient fait leur métier avant l'état d'urgence, c'est-à-dire de la bonne recherche contre-insurrectionnelle. La thèse de Rosentiel est basée sur une analyse totalement fautive du mouvement Mau Mau qu'elle compare avec les cargo-cultes de Nouvelle-Guinée, mais ses remarques sont révélatrices de la tradition d'anthropologue du gouvernement établie en Grande-Bretagne et dans le Commonwealth.

chefs militaires du Kenya de la possibilité d'entreprendre des recherches à leur compte, ce qui les aurait rendues moins ouvertes et moins « convenables ».

Le facteur temps a également joué un rôle certain quant aux différences entre la recherche contre-insurrectionnelle au Kenya, et les projets semblables des États-Unis aujourd'hui. En 1952, la recherche ethnologique se faisait sur une échelle plutôt limitée et avec des outils grossiers. L'ethnologie en était encore à son « âge de pierre », sans ordinateurs, ou même sans magnétophones, et il aurait été plutôt difficile dans ces circonstances de lancer une campagne de recherches contre-insurrectionnelles de [370] grande envergure sur une base professionnelle. Il est très probable que le gouvernement britannique aurait financé plus de recherches si le mouvement Mau Mau s'était produit dix ou quinze ans plus tard. Même alors, cependant, le gouvernement britannique n'aurait pas pu dépenser les fantastiques sommes d'argent que le gouvernement américain investit au Vietnam ou ailleurs.

Le facteur temps joue un autre rôle important. La recherche contre-insurrectionnelle au Kenya fut faite tout à fait ouvertement parce qu'en 1952 personne n'y mettait d'objection. Nous sommes aujourd'hui enclins à condamner la recherche contre-insurrectionnelle comme immorale et contraire à la morale professionnelle de l'ethnologue, et nous nous considérons comme des chercheurs « engagés » parce que nous prenons parti pour les révolutions paysannes en Asie et en Amérique latine. Nous devons pourtant garder à l'esprit que des gens comme Carothers et surtout Leakey étaient profondément convaincus que les Mau Mau étaient fondamentalement mauvais et pervers et représentaient tout ce qui est opposé au progrès humain et à la civilisation.

Il suffit de lire les deux petites pages de *Vaincre le Mau Mau* où Leakey commente les serments Mau Mau « dits avancés » pour s'en convaincre ³³⁸. Miss Sluiter, qui travaillait pour une organisation

³³⁸ Les mots suivants — certains employés plusieurs fois — sont utilisés dans ces deux pages pour qualifier les membres du Mau Mau et leurs actes : « infect », « mauvais », « anormal », « bestial », « dégradé », « innommable », « dérangé mentalement », « diabolique » « horrible », « dégoûtant », « dépravé » et « malpropre » (LEAKEY, 1954, p. 84-85).

religieuse, du moins au début de son séjour au Kenya, avait sans doute à peu près les mêmes convictions. Ces gens ne pensèrent donc jamais à faire quelque chose de mal quand ils travaillèrent contre les Mau Mau. Au contraire, ils devaient être convaincus de faire leur devoir de chercheurs engagés, ce qu'était assurément un homme comme Leakey.

Cela nous amène à poser la question suivante à laquelle, je l'admets, je suis incapable de répondre d'une manière satisfaisante : si nous nous sentons moralement libres en tant qu'ethnologues de travailler pour des mouvements révolutionnaires, pouvons-nous dénier à d'autres ethnologues le droit de travailler contre la révolution ou contre une révolution particulière qu'ils détestent avec force ? Pour répondre à cette question, il nous faut [371] avant tout distinguer entre diverses catégories de chercheurs contre-insurrectionnels.

La première catégorie est celle que j'appellerai « les mercenaires », c'est-à-dire des chercheurs qui font de la recherche contre-insurrectionnelle parce qu'ils ont choisi de vendre leurs services au plus offrant, tout en sachant parfaitement qu'ils participent à des activités immorales et criminelles. Ces gens devraient être condamnés sans appel, mais j'ai bien peur que cette catégorie soit plutôt limitée, bien plus que certains révolutionnaires pourraient le penser.

Bien plus importante — en nombre — est la catégorie des chercheurs effectuant de la recherche contre-révolutionnaire sans savoir exactement ce qu'ils font, parce qu'ils n'ont pas véritablement de conscience politique ³³⁹. Avant de les condamner, nous devrions nous assurer que nous avons fait tout notre possible pour les convaincre que ce qu'ils font est erroné et a des implications dont ils ne sont pas conscients.

Enfin nous trouvons une troisième catégorie de chercheurs contre-insurrectionnels, que j'ai mentionnée brièvement plus haut : ceux qui sont convaincus de faire leur devoir de chercheurs « engagés ». J'ai bien peur que ces chercheurs existent, et probablement en plus grand nombre que ne le croient les groupes gauchistes, facilement enclins à considérer tous leurs adversaires comme mauvais et/ou criminels. Que pouvons-

CAROTHERS, 1954, p. 15, se sert de semblables qualificatifs pour les cérémonies du serment Mau Mau.

³³⁹ Un bon nombre de ces personnes existent certainement dans le domaine voisin de la sociologie industrielle.

nous dire au sujet de ces gens-là ? Est-il possible de soutenir que ce sont de « mauvais » ethnologues et que nous autres, ethnologues « révolutionnaires », sommes de « bons » ethnologues ?

Comme Miss Schenk-Sandbergen, comme Stavenhagen et Huizer, je me sens enclin à travailler pour les mouvements révolutionnaires, bien que je sois quelque peu sceptique sur les possibilités pratiques de travail qui nous sont ouvertes³⁴⁰. Mais je doute fortement de la possibilité de faire respecter une loi obligeant tous les ethnologues du monde à travailler pour « la révolution », ou « les dépossédés », ou « les damnés de la terre », quelle que soit la formule. Autant que je puis en juger, les gens ne se mettront jamais d'accord sur ce que sont les « damnés de la terre », et, même s'ils le faisaient, ils continueront à avoir des opinions divergentes sur ce que serait la bonne politique [372] qui ferait avancer leur cause. Pour en revenir au problème pratique d'où je suis parti : bien que je ne sois pas d'accord sur les bases scientifiques de l'interprétation de la révolte Mau Mau par le Dr Leakey, bien que je l'eusse combattu sur le plan politique si je m'étais trouvé au Kenya ou en Angleterre pendant l'état d'urgence, et si j'avais été assez âgé pour avoir des opinions politiques, je suis néanmoins incapable de condamner Leakey en tant qu'ethnologue. Comme je l'ai dit plus haut, Leakey était un chercheur très « engagé » et fit ce qu'il pensait être son devoir quand il se porta volontaire pour mettre à la disposition du gouvernement ses informations contre-insurrectionnelles.

Je sais qu'après cette prise de position sur la recherche contre-révolutionnaire on peut me poser une question très difficile et délicate. Cette question peut être formulée comme suit : condamneriez-vous un ethnologue nazi convaincu travaillant à l'extermination du peuple juif en tant qu'ethnologue ? Si une telle personne existait, ma réponse serait : je n'en sais rien.

Traduit de l'anglais
par Henri COLOMER

³⁴⁰ Cf. « L'Anthropologie révolutionnaire. Comment faire ? », ci-dessous, p. 457 et s.

BIBLIOGRAPHIE

BARNETT D. L., NJAMA K., *Mau Mau from Within. Autobiography and Analysis of Kenya's Peasants Revolt*, Monthly Review Press, New York and London, 1966.

BEATTTE J .H. M., « Ethnographic and Sociological Research in East Africa : A Review », *Africa*, juillet 1956, vol. 26, n° 3.

BUSTIN E., « *La Décentralisation administrative et l'évolution des structures politiques en Afrique orientale britannique* », Liège, 1958.

BUIJTENHUIJS R., *Le Mouvement « Mau Mau ». Une révolte paysanne et anti-coloniale en Afrique noire*, Paris-La Haye, 1971.

CAROTHERS J.C., *The Psychology of Mau Mau*, Government Printer, Nairobi, 1954.

CORFIELD F. D., *Historical Survey of the Origins and Growth of Mau Mau*, His Majesty's Stationary Office, London, 1960 (Cmnd 1030).

[373]

HUIZER G. J., *Peasant Unrest in Latin America : Its Origins, Forms of Expression and Potential*, Universiteit van Amsterdam, 1971.

HUXLEY E., « The Roots of Mau Mau », *Time and Tide*, 15 novembre 1952.

HUXLEY E., *A new Earth : An Experiment in Colonialism*, Chatto et Windus, London, 1960.

LEAKEY L. S. B., *Mau Mau and the Kikuyu*, Methuen et Co, London, 1952.

LEAKEY L. S. B., *Defeating Mau Mau*, Methuen et Co, London, 1954.

Report to the Secretary of State for the Colonies by the Parliamentary Delegation to Kenya, H.M.S.O., London, janvier 1954, (Cmnd 9081).

ROSBERG C. G. Jr, J. Nottingham, *The Myth of « Mau Mau » : Nationalism in Kenya*, Frederick A. Praeger, New York-Washington, 1966.

ROSENTIEL A., « An Anthropological Approach to the Mau Mau Problem », *Political Science Quarterly*, septembre 1953, vol. 68, n° 3.

SCHAPER L., *Some Problems of Anthropological Research in Kenya Colony*, Oxford University Press, London, 1949.

SCHAPER L., « Anthropology and the Administrator », *Journal of African Administration*, juillet 1951, vol. 3, n° 3.

SCHENK-SANDBERGEN L. C. H., *Sociaal-Wetenschappelijk onderzoek en de Amerikaanse politiek in Zuid-Oost-Azie*, mimeo, s.l.n.d.

SHANNON M. L., « Rebuilding the Social Life of the Kikuyu », *African Affairs*, octobre 1957, vol. 56, n° 225.

SORRENSON M. P.K., « Counter-Revolution to Mau Mau : Land Consolidation in Kikuyuland, 1952-1960 », *E.A.I.S.R. Conference Papers*, juin 1963 n (Makerere Collège, Kampala, 1963).

SORRENSON M. P. K., *Land Reform in the Kikuyu Country : A Study in Government Policy*, Oxford University Press, Nairobi-London, 1967.

STAVENHAGEN R., « Comment décoloniser les sciences sociales appliquées ? », *Les Temps modernes*, juin-juillet 1971, vol. 27, n° 229-300.

[374]

[375]

Deuxième partie.
UN DÉBAT INTERNATIONAL.

10

“Les communautés tribales
de la forêt dans la nouvelle
politique péruvienne.” *

Stefano Varese

[Retour à la table des matières](#)

Nous désirons dans cette étude essayer de situer le problème des minorités tribales de la forêt péruvienne dans le contexte politique et administratif du Pérou. On sait que depuis 1968 le gouvernement militaire révolutionnaire dirigé par le président Juan Velasco Alvarado a mis en route une série de réformes de structures qui visent à transformer le pays. Notre intention est de poser certaines questions et d'essayer d'y répondre. L'anthropologie en général se limite à l'analyse des relations interethniques mettant systématiquement l'accent sur les aspects du changement culturel, mais en laissant de côté le contexte national des circonstances politiques. À notre avis la réponse doit aussi envisager une analyse du fait que les relations interethniques sont aussi et toujours des relations de classe. Par conséquent des éléments, comme

* Voir également en français, du même chercheur péruvien : « Considérations d'anthropologie utopique », *Les Temps modernes*, novembre 1972, n° 316, p. 760-769.

En ce qui concerne la situation des Indiens de la forêt péruvienne, il faut se reporter aux documents d'I.W.G.I.A. (J.H. Bodley et H. Siverts), ci-dessous, p. 473 et s.

par exemple la situation socio-économique de la société indigène dans le contexte national, son accès particulier toléré ou refusé aux moyens de contrôle du pouvoir politique et de décision, entrent nécessairement dans le processus analytique. [376] C'est à l'intérieur de cette perspective que nous désirons étudier ce problème, convaincus qu'une analyse de la micro-situation ne prend tout son sens que dans la mesure où elle s'insère dans le contexte général.

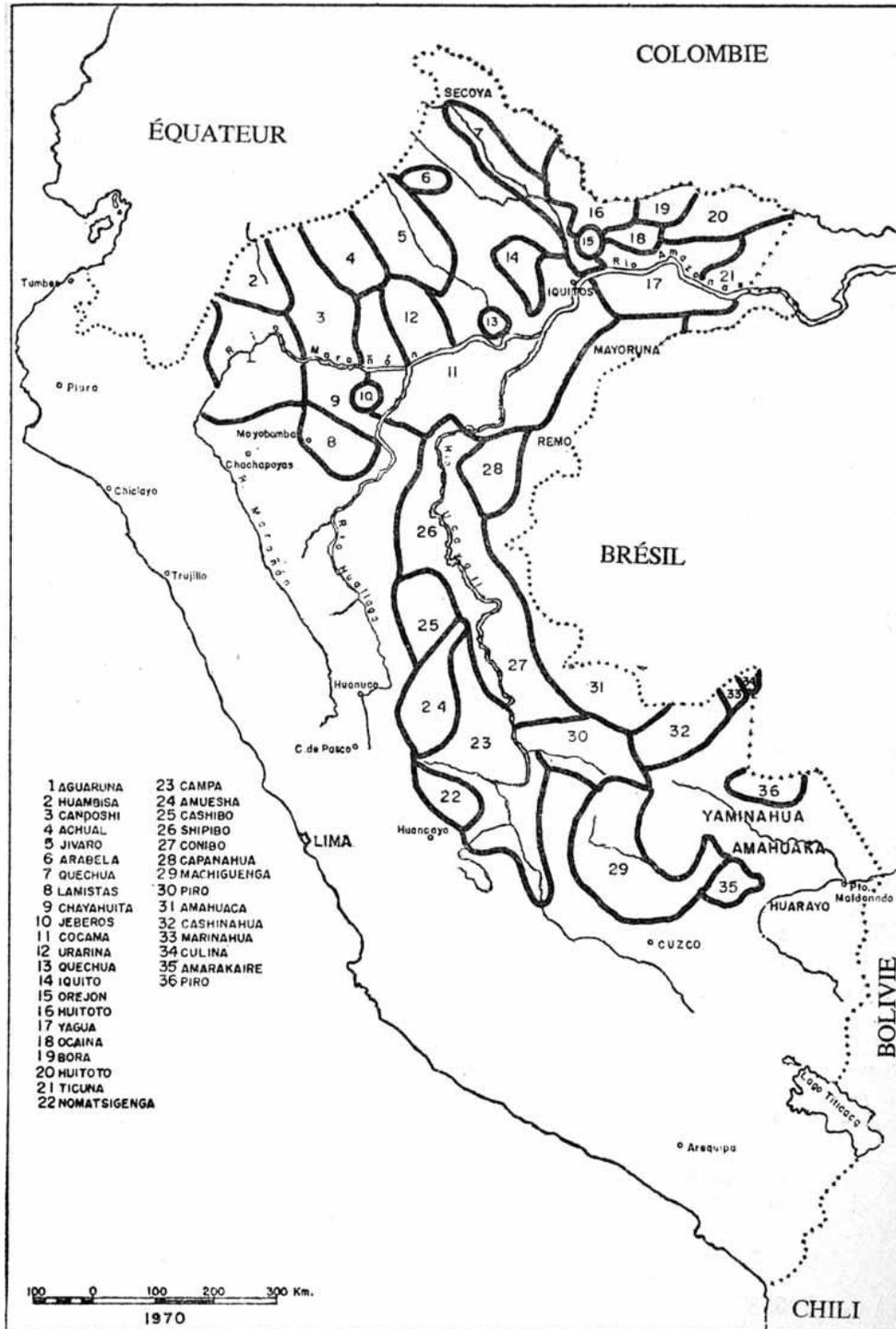
La sagesse populaire l'affirme : il est difficile d'être prophète dans son pays. Et lorsque le pays est politique, la prophétie court le risque d'être un rêve utopique. C'est en tenant compte de ces réserves que l'on devra considérer les conclusions de ce travail.

D'emblée, la première condition est le postulat méthodique sur lequel il faut faire la lumière : il n'est pas possible d'isoler l'analyse des minorités tribales de l'analyse de la société dans son ensemble qui les entoure et qui conditionne le fonctionnement des structures sociales, économiques, politiques et culturelles. En d'autres temps, nous avons signalé ³⁴¹ que le système de relations interethniques qui se produisent en forêt ne concerne pas exclusivement les deux pôles qui agissent directement l'un sur l'autre : c'est-à-dire la société tribale et le ou les groupes de la société nationale, mais que les deux pôles, en tant qu'éléments constitutifs d'un réseau, ne peuvent être séparés ni analysés isolément, sans courir le risque de fragmenter la structure et de rendre impossible la compréhension du phénomène dans sa totalité. Les sociétés indigènes de la forêt ne constituent pas, en règle générale, des îlots historiques et synchroniques ; aussi prétendre diriger l'étude dans le cadre de la dimension du groupe local ou de la microrégion en laissant de côté l'analyse « macrohistorique » et « macro-sociale » nous conduirait dans une impasse. Jusqu'à quel point pouvons-nous affirmer, par exemple, que dans la forêt du Pérou des sociétés existent qui soient isolées de l'État-nation qui les entoure politiquement, socialement et économiquement et du système de relations mondiales dans lequel la nation se trouve elle-même incluse ? Jusqu'à quel point le groupe le plus éloigné de la société ambiante n'est-il pas touché ou ne l'a pas été historiquement par les phénomènes sociaux et économiques nationaux et mondiaux ?

³⁴¹ Cf. VARESE, 1971a ; 1971b.

Les faits sociaux et culturels qui se produisent aujourd'hui à l'est de la Cordillère des Andes, dans les sociétés indigènes, doivent être considérés comme le résultat, à son tour dynamique, d'un processus qui influence d'une manière permanente une chaîne de constellations sociales, économiques et politiques qui comprend Lima, centre névralgique de la société péruvienne et concerne aussi les métropoles mondiales. Historiquement, ces

[377]



Répartition des groupes tribaux dans la forêt tropicale péruvienne. (Localisations approximatives établies par S. Varese, sur la base de H. PESCE, *Mapa de Selvicolas.*)

[378]

dernières se sont déplacées dans l'espace : de l'Espagne des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles, à l'Angleterre du XIX^e et aux États-Unis du XX^e. Avec le déplacement spatial de la métropole on a enregistré un déplacement des intérêts économiques de telle manière que, dans une succession dialectique, il s'est produit une pression plus ou moins grande sur tel ou tel secteur de la société nationale, et par conséquent sur la forêt et ses populations. Le « boom » du caoutchouc à la fin du siècle dernier peut être la preuve la plus éloquente des affirmations précédentes. Entre les années 1870 et 1915 la forêt péruvienne est devenue une des principales sources mondiales du latex provenant presque exclusivement de la collecte effectuée par les populations indigènes des zones des rivières Amazone, Ucayali, Marañón, Madré de Dios et de leurs principaux affluents. Vers 1910 le latex produit par les Anglais à Bornéo, Ceylan et les Indes prit la place des disponibilités péruviennes.

En dépit de sa courte durée, le « boom » du caoutchouc péruvien a eu de profondes répercussions sur les populations de la forêt, tant dans le domaine anthropologique que dans celui de la biologie. Nous ne donnerons, à titre d'exemple, que quelques faits : pendant la première décennie de notre siècle, 80% de la population indigène de la rivière Putumayo a été exterminée. Pendant la même période, sur les 28 000 ouvriers qui récoltaient le latex dans la forêt de Loreto (Amazone), environ 22 000 appartenaient à des populations tribales³⁴². Les pertes en vies humaines (main-d'œuvre) dues aux mauvais traitements, aux épidémies et aux travaux forcés se compensaient par les « rafles » ou les captures de membres des sociétés tribales.

Un phénomène économique mondial comme celui du caoutchouc, avec toutes ses ramifications et implications politiques et sociales, a influé d'une manière déterminante sur la vie de nombreuses sociétés tribales de la forêt. Aujourd'hui, le phénomène se répète, à une échelle différente, dans le domaine de l'abattage du bois et la recherche de produits animaux.

³⁴² VARESE, 1968a, p. 14-15.

À partir de 1970, la politique de prospection et d'exploitation pétrolière dans la région de forêt s'est fortement développée sous l'impulsion du gouvernement. Dans le cadre d'un régime d'investissements qu'il est convenu d'appeler le « modèle péruvien » d'exploitation pétrolière, une dizaine de compagnies étrangères et Petroperú, la compagnie d'État péruvienne, ont entrepris des travaux intensifs de recherche et d'exploitation. [379]

Cependant, les avantages du nouveau modèle de contrat qui sont évidents au niveau de l'économie générale, de l'indépendance et de la souveraineté du Pérou, sont moins clairs et moins efficaces sur le plan local, sur le terrain où s'effectue l'extraction. Il serait téméraire d'affirmer que les conditions de travail, en général, les relations entre le personnel des compagnies et les minorités tribales et le rapport écologique se sont automatiquement améliorés grâce à la nouvelle législation pétrolière. Il est évident que ce nouveau « boom », bien que monopolisé par un gouvernement révolutionnaire et nationaliste³⁴³, comporte cependant le risque de se transformer au niveau local en manifestation moderne, gouvernementale et rationalisée d'exploitation néo-coloniale interne. C'est-à-dire que si le nouveau modèle de contrat stipule que, par exemple, 50% du produit brut appartient à l'État et constitue la seule redevance des compagnies étrangères, ou que les zones en voie d'exploration ou les puits en exploitation sont propriété de l'État, cela n'empêche pas les groupes tribaux qui se trouvent sur cette frontière d'expansion de la société et de l'économie nationale d'être atteints par des formes d'exploitation, d'agression et de marginalisation qui ont toujours été les manifestations classiques du capitalisme local. Il est possible d'éviter que ces phénomènes ne se produisent, mais il est nécessaire que cette action soit planifiée de manière concrète.

Selon des données officielles et donc très en dessous de la réalité, en 1969 on a exporté de la forêt péruvienne des peaux et des animaux vivants pour plus de 700 000 dollars U.S.A. (renseignements de la Direction générale forestière, chasse et terres du ministère de l'Agriculture). Ce type d'activité est réalisé essentiellement par des

³⁴³ En Amérique du Sud, ce terme a pris une signification légèrement différente du mot français, nationalisme ne comporte pas le sens de chauvinisme et de gouvernement autoritaire (de droite), mais connote patriotisme, civisme et intérêt national. [N.d.T.]

membres des groupes tribaux au moyen du système de l'*enganche* et du paiement en espèces. Nous allons donner une définition très générale de ce phénomène à l'intention des lecteurs français. Il est évident que l'*enganche* (accrochage) comporte une série de variantes et d'implications économiques, sociales et culturelles qui nécessiteraient une étude plus approfondie que ces quelques lignes d'explication.

Dans la forêt péruvienne on connaît, sous le nom d'*enganche*, une espèce de relation contractuelle, sans existence légale, mais [380] couramment pratiquée, qui fait qu'un individu sans capital, généralement un paysan pauvre ou un membre d'une société tribale, reçoit une avance en nature (machettes, haches, fusils, sel, sucre, tissus, etc.) en échange de travail, abattage de bois, peaux animales ou même ses propres récoltes. Le paysan ou l'indigène est « accroché » au système de « troc et crédit » duquel il lui sera très difficile de se libérer, car le patron ou *enganchador* (accrocheur) possède deux moyens de contrôle : la gestion arbitraire du cahier de comptabilité qui présente toujours un solde négatif pour l'exploité et la manipulation du système de compéage. Un *patron-enganchador* (appelé dans certains cas « habilitador ») peut être parrain ³⁴⁴ de l'*enganchado* (accroché). Il engage sa relation avec son exploité sous les apparences d'une relation de compéage, et exerce ainsi une pression morale sur son exploité. Car, comme on le sait, le compéage latino-américain est fondamentalement une relation qui peut sembler symétrique mais qui est en fait asymétrique, le filleul se trouvant dans une position de subordination. Une autre caractéristique générale de l'*enganche* est l'absence presque totale de circulation d'argent à l'intérieur du système global. Ce sont les biens qui circulent, non l'argent ; ce dernier ne se trouve qu'au début de la chaîne, à la ville où le patron vend les produits de la forêt et achète les produits manufacturés. À partir de ce moment, l'argent cesse de circuler à l'intérieur du système d'*enganche*, de telle sorte qu'il est impossible à l'*enganchado* de former un capital : toute sa vie, il sera condamné à produire par son travail une valeur à peine suffisante pour pouvoir obtenir quelques biens qui lui permettront de subsister et de continuer à fournir des matières premières à son patron. De cette manière, nous pouvons affirmer que la situation actuelle des minorités

³⁴⁴ Il s'agit ici du système de compéage en vigueur dans les sociétés métisses d'Amérique du Sud.

tribales doit s'entendre historiquement et synchroniquement comme le résultat d'une participation, parfois directe, parfois indirecte, au processus de croissance et de développement du monde capitaliste.

De cette première considération théorique et méthodologique en découle une autre : il n'est pas possible d'isoler le problème des minorités tribales du problème des classes sociales. L'analyse anthropologique a, en général, négligé ces aspects et n'a pas mis l'accent sur le fait que les relations qui s'établissent entre des groupes sociaux différents par leur langue, leur culture, leur organisation sociale, leur économie, leurs auto-identifications [381] mutuelles, etc., ne peuvent être exclusivement étudiées sur la base d'une analyse sociale et culturelle qui considère le groupe tribal comme un récepteur passif de modifications dérivées des changements imposés par les centres de contrôle et de domination. En fait, ces relations supposent un accès différencié aux moyens de production et par conséquent au pouvoir. La grande majorité des groupes tribaux de la forêt se trouvent en état d'interaction permanent avec les différents secteurs de la société nationale, qu'il s'agisse des négociants en bois ou en caoutchouc, des commerçants « habilitadores » ou des colons. Cette interaction doit être comprise comme une relation de groupes humains (classes, en plus d'ethnies) dans laquelle un des groupes peut s'approprier le travail de l'autre. Et dans ce cas, nous entendons par « travail » un très vaste domaine qui peut inclure aussi bien les moyens de production et les ressources naturelles que le système de commercialisation et l'exploitation connexe du transport, de l'*enganche* ou usure en espèces.

Les exemples abondent. Les timides essais de réformes agraires que l'on mit en marche, pendant les gouvernements des présidents M. Prado et F. Belaunde Terry, ne visaient pas à éliminer les grandes propriétés de la côte ou des hauts plateaux, mais ils développèrent en termes idéologiques et techniques, la colonisation de zones de forêt. Colonisation de la forêt finit par devenir synonyme de réforme agraire. Evidemment, cette politique présentait différents avantages pour le secteur minoritaire dominant : surtout qu'il n'était pas nécessaire de transformer le système de propriété dans le reste du pays alors que l'on offrait, en même temps, au secteur paysan marginal l'espérance d'un lopin de terre. Les conséquences de cette position se manifestèrent spécialement dans deux types de phénomènes. Dans le domaine idéologique on développa l'image de la forêt fertile et généreuse,

inhabitée et libre pour les hommes entrepreneurs. Image qui, d'autre part, fait partie des clichés nationaux les plus répandus et qui permet de considérer la forêt comme une terre de conquête, comme une espèce de colonie interne qui, selon les intérêts nationaux et internationaux du moment, attire ou n'attire pas l'attention du secteur dominant de la politique nationale. Dans le domaine socio-économique le Pérou a entrepris une série de travaux d'infrastructure routière et plus spécialement ce que l'on appelle la « route marginale », dont le coût n'était pas justifié par les bénéfices escomptés, par manque de planification, étant donné que les terres incorporées au domaine agricole étaient peu fertiles et ne permettaient donc [382] pas la concentration démographique prévue. En conséquence de ces projets politiques, pendant les périodes des années cinquante et soixante on a assisté à de grands déplacements de population andine et, à moindre échelle, côtière, vers les zones de forêt d'altitude, dans de nombreux cas, habitées par des populations indigènes. Plus de 23% de la population des zones de forêt des départements de Pasco, Junin et Cuzco, selon les renseignements du recensement national de 1961, était constituée par des immigrants d'autres régions du pays. Dans ces trois régions vivaient de nombreux groupes Amuesha, Campa et Machiguenga qui furent contraints d'abandonner leurs territoires, étant donné que l'État n'avait institué aucune politique de protection de leurs droits. C'est ainsi qu'aux extrémités de cette chaîne de faits économiques et politiques on trouve, d'un côté, les sociétés indigènes dans leur rôle involontaire de population marginale, et, de l'autre, une option politique qui en dernière instance dépendait non seulement des conjonctures nationales mais aussi mondiales.

I. REMARQUES HISTORIQUES

Il nous semble opportun de faire intervenir, maintenant, la dimension historique dans notre analyse, car la situation actuelle des minorités tribales est surtout le résultat de la soumission à la dialectique de la politique et de l'économie nationales et internationales. En évoquant ce point de vue, nous ne pensons pas faire l'historique de ce processus, mais délimiter d'une manière très générale les conditions qui

ont rendu possible, au cours de l'histoire, une structure sociale et économique déterminée dans la forêt péruvienne.

1. Pénétration et installation

Pour l'Espagne, au cours des XVI^e et XVII^e siècles, la forêt ne présentait pas un grand intérêt. Conquistadors, missionnaires, encomenderos, explorateurs pénétrèrent en forêt par les « entrées » les plus aisées de la Cordillère et s'établirent le long des grandes rivières navigables, en déplaçant la population indigène qui était installée précisément sur les riches franges alluviales dont les sols pouvaient recevoir une horticulture itinérante sur brûlis d'abattis. Le phénomène a été étudié avec précision par D. Lathrap (1968, 1971), qui a démontré, grâce à des données archéologiques, [383] qu'avant l'arrivée des Espagnols les rives des cours d'eau, sur leur partie navigable, faisaient vivre une dense population de sociétés indigènes qui basaient leur économie sur la culture des terres alluviales, la pêche et la chasse des mammifères qui, dans la forêt tropicale, ne se trouvent en assez grande abondance que près des rivières. Les terres alluviales, dont la fertilité est renouvelée chaque année par les crues des cours d'eau et qui par conséquent permettent l'installation permanente d'agriculteurs et une certaine concentration démographique, représentent à peine 3% de l'ensemble de la forêt péruvienne³⁴⁵. De cette manière, la simple occupation des zones riveraines par les Européens a provoqué des déplacements et des réinstallations ethniques qui ont eu des répercussions sur l'équilibre écologique, économique et social des sociétés tribales. Ces dernières abandonnèrent en partie leurs installations sur les rivières et se retirèrent vers les cours supérieurs ou vers les zones d'altitude interfluviales, zones qui étaient, l'une comme l'autre, plus pauvres en sols et en vie animale, provoquant ainsi une détérioration économique, technologique, sociale et culturelle. Pour une compréhension juste des conditions actuelles de la majorité des sociétés indigènes de la forêt péruvienne, il est nécessaire de tenir compte qu'à un plus ou moins haut degré, directement ou indirectement,

³⁴⁵ MEGGERS, 1960 : voir les études d'évaluation de sols du Bureau national d'évaluation des ressources naturelles du Pérou.

presque toutes ont subi ce processus de détérioration et de marginalisation écologique. Le processus est devenu plus aigu au XVII^e siècle, lorsque les activités missionnaires se sont intensifiées et que dans certains cas elles se sont transformées en véritables mobilisations générales des populations indigènes, comme celles qui furent organisées par les franciscains et les jésuites, avec les Piro et les Cunibo des rivières Urubamba, Tambo et Haut Ucayali. C'est précisément en raison de l'intensification de ces activités que les populations tribales ont réagi et ont organisé leur réplique : parfois de manière violente, parfois en se repliant culturellement sur des positions nativistes et messianiques ³⁴⁶ qui, d'autre part, se manifestent avec une périodicité régulière jusqu'à nos jours.

2. *La República*

En 1824, Simon Bolivar promulgue un décret qui, de fait, dissout les communautés indigènes des hauts plateaux, en permettant [384] à chaque membre des communautés la vente des terres communales dont ils avaient l'usufruit. La mesure est le résultat d'un libéralisme mal compris. Les terres sont vendues à bas prix par les membres des communautés qui contribuent, de cette manière, à la formation des grandes propriétés. Peu après, les membres des communautés dépossédées commencent à chercher des terres en forêt et c'est ainsi que commence un long processus de pénétration et d'installation de population andine dans la forêt d'altitude : précisément dans ces zones marginales, par rapport aux zones alluviales, où s'étaient concentrées et avaient survécu de nombreuses populations tribales.

La pénétration andine en forêt n'était pas une nouveauté : ce que l'on a appelé l'« économie verticale » des vallées orientales de la Cordillère est un phénomène probablement préhispanique ³⁴⁷. Ce qui apparaît comme nouveau est l'installation définitive et non saisonnière du paysan andin et la pression démographique qui commence à s'exercer sur ces zones. Pression qui augmente dans la mesure où le processus de formation et de consolidation des grandes propriétés des hauts plateaux

³⁴⁶ VARESE, 1968b, *passim*.

³⁴⁷ MURRA, 1968.

et de la côte signifie une expansion au détriment des communautés indigènes.

Sous le gouvernement de présidents comme Ramón Castilla (au milieu du XIX^e siècle) et Nicolás de Piérola (fin du XIX^e siècle), le mouvement d'expansion de la frontière interne reprend vigueur et prend la forme de ce que l'on pourrait appeler « la mystique de la conquête de la forêt » qui sera revivifiée un siècle plus tard par l'ex-président F. Belaunde. Ce sont aussi les années de formation des exploitations de café de la forêt d'altitude, de la concession, par l'État, d'une grande partie de la zone du Haut-Péréne à la Peruvian Corporation, qui comprenait aussi de nombreux groupes Amuesha et Campa vivant dans cette région. Les sociétés tribales doivent faire face à deux types de problèmes : l'invasion comme l'aliénation territoriale et l'apparition de la demande de main-d'œuvre de la part des nouvelles exploitations ainsi que des négociants en caoutchouc. Ces deux problèmes conduisent à une série de changements dans l'ordre social, économique et culturel des groupes locaux dont les membres s'insèrent dans un système de relations de dépendance, en devenant des ouvriers salariés ou en quittant leur habitat pour chercher des zones plus isolées.

[385]

En résumé, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle deux phénomènes d'ordre économique se produisent dans la forêt péruvienne. Leur origine est en relation avec la situation nationale et internationale et ces phénomènes ont un impact radical sur la situation des populations tribales. D'une part le système des haciendas (exploitations) s'établit et se consolide et d'autre part la frontière interne s'avance sous la pression de la demande de caoutchouc. Ces deux phénomènes mériteraient une étude plus large que celle que nous pouvons lui consacrer ici, cependant nous voudrions nous arrêter sur l'aspect de « frontière » que ces processus socio-économiques ont imposé, parce que tous deux se prolongent jusqu'à aujourd'hui. L'expansion de la frontière interne, sous l'impulsion de l'extraction du latex et aujourd'hui des exploitations de bois, et de l'exploitation pétrolière, de peaux et d'animaux, ne peut être considérée comme une frontière démographique, mais bien comme une frontière économique avec des répercussions sur les types d'installation et de dispersion des populations tribales et rurales de la forêt.

L'expansion extractive, à la différence de l'établissement des haciendas, ne conduit pas à une occupation du territoire indigène par l'installation permanente et définitive de noyaux humains : la frontière qui lui est propre est presque toujours économique sans être démographique. Beaucoup de zones qui furent exploitées il y a vingt ou cinquante ans ont récupéré aujourd'hui leur caractère de forêt « vierge ». Le front d'expansion, une fois que les ressources sont épuisées, se retire et disparaît complètement. Le même phénomène se produit actuellement avec l'exploitation du bois : lorsqu'on a terminé l'abattage des arbres exploitables d'une zone, la petite frontière démographique constituée par les ouvriers et le contremaître se replie et disparaît. Ce n'est que dans certains cas, lorsque la zone d'extraction se trouve près d'une route ou possède une communication fluviale pratique avec un centre de population, que la zone peut être incorporée à des terres d'exploitation agricole ou d'élevage. Aussi est-ce dans ce cas seulement qu'une frontière démographique permanente peut s'établir.

Les activités d'extraction n'ont pas produit une classe ouvrière et encore moins une classe sociale, douée de conscience. Elles ont contribué et contribuent à détribaliser des groupes indigènes au moyen d'un processus de prolétarianisation et de désintégration ou de dissolution ethnique qui procure au marché du travail local une main-d'œuvre économique, extrêmement mobile du point de vue géographique, qui est assujettie à des travaux temporaires [386] sous la forme de tâches, *enganches*, corvées. Dans de nombreux cas, elles ont abandonné des terres cultivables.

Par contre le système des haciendas, qui est une forme typique de la forêt d'altitude, établit une frontière démographique, économique et idéologico-culturelle permanente. Dans ce cas, la société nationale met en marche des mécanismes pour s'appropriier les territoires indigènes et, si c'est possible, pour disposer également de la main-d'œuvre salariée si elle est rendue exploitable par la détribalisation. La différence avec les économies d'extraction se trouve fondamentalement dans le fait que les possibilités des groupes tribaux de conserver leurs territoires sont, dans le cas des haciendas, pratiquement nulles. Dans toutes les zones de forêt où les créations d'haciendas se sont consolidées (forêt centrale, forêt orientale du Cuzco, vallée du Huallaga, etc.), les groupes indigènes ont été détribalisés et absorbés comme ouvriers ou se sont retirés vers des

zones marginales, abandonnant leurs terres à l'expansion de la société nationale. Dans certains cas, quelques groupes indigènes sont demeurés enfermés à l'intérieur d'une région complètement occupée par une population de colons, mais les étendues de terres qu'ils sont parvenus à sauver sont si réduites que tout leur système économique et social a dû se modifier et s'adapter à une situation de dépendance, en symbiose avec la population de colons.

II. SCHÉMA DE LA SITUATION ACTUELLE

Nous analyserons maintenant la situation des groupes tribaux à l'intérieur du système structuré d'interrelations sociales et économiques entretenues par eux avec la société nationale. Plus de 70% de ces minorités entretiennent des relations permanentes d'action réciproque avec des membres du reste du pays ³⁴⁸; 35% des groupes maintiennent des relations sporadiques, directement ou indirectement ; à un degré plus ou moins grand, toutes les sociétés possèdent un lien avec le système économique national. De fait, même les 35% des groupes qui n'ont pas de relations permanentes doivent subir une interprétation, puisque le pourcentage est calculé sur la base de l'ensemble du groupe ethno-linguistique, ce qui signifie qu'alors que certains groupes locaux (communautés) demeurent relativement [387] isolés d'autres du même groupe ethno-linguistique sont en rapport avec la société nationale, par l'intermédiaire de secteurs de cette dernière. Un cas extrême et significatif pourrait être celui des Mayorunas de la zone du Rio Blanco et de Yaquerana, qui, bien qu'ayant refusé tout contact au cours des dernières années, se trouvent aujourd'hui, d'une certaine manière, sous la tutelle de l'Institut linguistique d'été (S.I.L.), par l'intermédiaire de deux de ses linguistes qui les ont introduits dans un système de dépendance technologique, en leur créant des nécessités qu'ils ne peuvent satisfaire par leurs propres moyens.

³⁴⁸ Voir le tableau, ci-dessous, p. 400 et s.

1. Quelques définitions

Les différents groupes ethniques de la forêt péruvienne présentent une grande variété de situations sociales et culturelles, tant dans le domaine des structures traditionnelles que dans celui des modifications, restructurations et changements sociaux et économiques qui se produisent lors du contact et de l'action réciproque avec les différents secteurs de la société nationale. Ces circonstances rendent difficile de les typifier d'une manière simple, et c'est d'autant plus difficile qu'il n'existe pratiquement pas de recherches ni de travaux monographiques. Aussi, des termes d'un usage courant dans la littérature spécialisée, comme par exemple « tribu », doivent être remis en question à cause de leur manque de valeur démonstrative. Prenons un exemple. Les Campa constituent une population d'environ 45 000 personnes qui occupent une vaste zone de la forêt centrale (presque 100 000 km²) qui comporte des zones écologiques très différentes et diverses microrégions économiques avec une composition sociale de la population métisse très particulière et avec différents degrés de communication routière avec le reste du pays. La zone d'occupation campa n'est ni continue, ni compacte, différents groupes tribaux s'y insèrent, ainsi que d'autres groupes non indigènes qui peuvent aller des petits colons andins aux grandes propriétés et exploitations, en passant par toutes les gammes de commerçants locaux, de forestiers et d'organisations missionnaires. Dans ce cas l'usage de l'expression « tribu campa » conduira à de fausses interprétations, étant donné que le sens habituel du concept de tribu connote, au moins, deux caractéristiques : une certaine homogénéité culturelle et sociale et une certaine continuité dans l'occupation territoriale. Le processus historique, auquel nous avons fait brièvement [388] allusion plus haut, a modifié ces deux caractéristiques pour presque tous les groupes de la forêt d'altitude.

Il nous paraît, par contre, plus correct de parler d'un groupe ethno-linguistique campa qui, en termes linguistiques, possède des zones dialectales et en termes sociaux, culturels et économiques peut être subdivisé en secteurs, en fonction surtout du degré d'action réciproque que conserve chaque secteur (ou microrégion) avec la société nationale. Il existe des groupes qui possèdent des bateaux à moteur et sont organisés en précoopératives agricoles et il existe des Campa qui

portent encore aujourd'hui la tunique d'écorce : les deux extrêmes se trouvent à l'intérieur du même groupe ethno-linguistique.

Nous compléterons le terme ethno-linguistique par celui de communauté indigène que nous entendons comme l'unité socio-économique stable liée à un espace territorial déterminé, avec un type d'habitat qui peut être concentré ou dispersé, qui a conscience de former une communauté et qui se différencie des autres unités socio-économiques, qu'elles soient indigènes ou non. En accord avec la définition purement opérationnelle de la communauté indigène que nous venons d'exposer, nous pouvons affirmer qu'à l'intérieur de chaque groupe linguistique peuvent exister deux, trois ou même des centaines de communautés (ou groupes locaux). Lors d'un sondage que nous avons effectué en 1970 dans la zone du Haut Marañón, nous avons repéré plus de 150 communautés Aguaruna ³⁴⁹. D'autre part, nous savons que certains groupes de la forêt de Basse-Amazone ne comptent pas plus de deux ou trois communautés, chacune de quelques dizaines de familles.

2. Panorama sociologique

Selon le Bureau national de statistique et de recensement (Bulletin d'analyse démographique), en 1970 la forêt péruvienne possédait 1 307 156 habitants non indigènes. Nos estimations pour la population indigène atteignent le chiffre approximatif de 220 850 personnes appartenant à plus de 50 groupes ethno-linguistiques. C'est-à-dire que le chiffre total de la population de la forêt s'élève à 1 500 000 habitants dont 85% ne sont pas indigènes et 14% sont membres de groupes tribaux. Les habitants de la forêt représentent 11% de la population globale du pays, alors que les indigènes (de la région de la forêt) [389] ne constituent que 1,5% du total. Selon le recensement national (1965) la forêt occupe plus de 57% du territoire national, avec une densité de population de 2,07 habitants au km². Des renseignements, encore non officiels, de l'Institut national de planification indiquent que la relation homme-terre cultivable est de 40 personnes au km². Cette contradiction s'explique par le fait que l'étendue de terre utilisable pour l'exploitation

³⁴⁹ Varèse, 1970.

agricole ou pour l'élevage est extrêmement réduite. Selon les études du Bureau national des ressources naturelles ³⁵⁰, 13% seulement des terres de la forêt peuvent être considérées comme utilisables d'une manière permanente par l'agriculture ou l'élevage. 28% des autres terres comportent des restrictions pour l'agriculture ou l'élevage, 19% peuvent être uniquement consacrées à l'exploitation forestière et les 40% restants sont constituées de terres non utilisables, puisqu'il s'agit surtout de marécages.

Ces facteurs écologiques expliquent, en grande partie, l'apparente contradiction qui existe entre les grands espaces libres qui se trouvent dans la forêt et en même temps la concentration excessive de population paysanne dans certaines zones, spécialement à proximité de l'infrastructure de communication et des centres de population. On peut, de même, comprendre pourquoi la population nationale a exercé de constantes pressions sur les terres des communautés tribales, puisque ces dernières se sont presque toujours installées sur les sols les plus fertiles.

D'autre part, on trouve dans la forêt la même distribution de la propriété des terres agricoles qui est commune à l'ensemble du Pérou. Une dizaine de grandes propriétés détiennent une proportion très importante des zones exploitables. Le rapport de C.I.D.A. ³⁵¹ indique, par exemple, que, dans le département de Loreto, les exploitations agricoles ou d'élevage supérieures à cent hectares représentent 1% d'un ensemble de 22 600 exploitations, occupent 75% des terres cultivables de tout le département. Dans le cas du département de Madré de Dios, la concentration de la propriété est encore plus élevée, car les exploitations de plus de cent hectares occupent presque 97% des terres cultivables. La contrepartie inévitable des grandes propriétés est l'existence d'un nombre important de minuscules exploitations. Dans le cas de Loreto, 91% des exploitations agricoles disposent à peine de 13,3% des terres exploitables. [390] « Dans le cas de Madre de Dios, ces exploitations représentent 57,4% de l'ensemble et occupent 0,6% de la zone recensée ³⁵². »

³⁵⁰ O.N.E.R.N, 1961a, 1961b, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966a, 1966b, 1967a, 1967b, 1968a, 1968b, 1968c, 1968d, 1968e, 1970a, 1970b.

³⁵¹ C.I.D.A., 1966, p. 202-203.

³⁵² *Ibid.*, p. 202.

Le tableau se complète si nous analysons les systèmes de propriété et d'exploitation de la terre. Les formes indirectes de propriété constituent presque 50% du nombre total des exploitations dans le département de Loreto et presque 30% de la zone entière ³⁵³. Cette situation est le résultat du processus historique général du pays auquel la forêt est liée d'une manière indiscutablement structurelle ainsi que des conditions géographiques et sociales spécifiques de cette région. La Loi 1220 sur les « terres de forêt », de 1909 et toujours en vigueur, facilite et permet aujourd'hui la formation et l'existence de grandes propriétés, au moyen de formules, héritées de l'époque coloniale, comme la Concession, la Légalisation postérieure à l'occupation et à l'exploitation d'un terrain, l'Adjudication gratuite et l'Achat. L'ambiguïté de la législation actuelle concernant les concessions d'exploitations forestières contribue à aggraver la situation en attribuant de grandes zones de forêt aux capitalistes locaux sur la base de renseignements superficiels, incomplets ou faux. Il n'est pas rare que l'entreprise capitaliste reçoive la concession d'exploitation non seulement de milliers d'hectares de forêt, mais aussi celle des habitants de ces zones, assimilés à la main-d'œuvre. Les entreprises locales peuvent obtenir de nombreuses concessions d'exploitation, en dépit de la Loi, grâce à des prête-noms, avec en conséquence une concentration très efficace du pouvoir économique et politique au profit de quelques individus. La prise de possession des terres et des autres ressources, ainsi que la disposition directe ou indirecte du crédit sont complétées par le contrôle des mécanismes politiques. Le capitaliste peut être propriétaire d'une scierie, de bateaux pour le transport fluvial, d'exploitations agricoles et d'un réseau d'habilitados qui exploitent les concessions forestières, comme prête-nom et, par exemple, dans le cas d'un chef d'entreprise d'Iquitos, être à la fois président du conseil d'administration d'une banque et responsable politique.

³⁵³ *Ibid.*, p. 202.

A. Distribution géographique des groupes tribaux

Si l'on étudie une carte de la distribution des groupes ethno-linguistiques, il devient évident que, dans toute la zone du Haut-et-Moyen-Huallaga, [391] il n'y a pas de population indigène. C'est une des zones comportant la population métisse la plus dense : le recensement de 1961 ³⁵⁴ indique des densités allant jusqu'à 8,5 habitants au km² pour la province de Lamas, contre une densité de 0,7 pour d'autres zones de la forêt (département de Loreto). Cette très forte densité de population rurale, non indigène, correspond, historiquement, à une pénétration précoce des Espagnols. Les populations locales de Jibitos, Cholón, Panatahua furent assimilées ou anéanties pendant les premières années de la colonisation. Sur le Bas-Huallaga, au contraire, on trouve un des groupes ethno-linguistiques les plus nombreux de la forêt : il s'agit des Quechuas-Lamistas, société d'origine Chanka (andins de la région d'Ayacucho, Andahuailas) qui s'installa dans la région à l'époque précolombienne, en s'adaptant au nouvel environnement écologique ³⁵⁵.

La zone où il existe la plus forte concentration démographique est celle de la forêt centrale et la forêt méridionale. Les populations Shipibo, Amuesha, Campa, Piro, Machiguenga représentent environ 80 000 personnes, c'est-à-dire environ 40% de l'ensemble de la population indigène. Ces zones géographiques sont celles qui subissent la plus forte pression démographique des immigrants andins qui cherchent des terres pour les coloniser pour leur propre compte, sans le soutien de l'État. Le recensement de 1961 ³⁵⁶ indique que les zones de forêt des départements de Pasco, Junin et Cuzco, reçoivent respectivement 25, 22 et 20% des immigrants d'autres régions du pays. Ce phénomène est en relation avec l'ouverture de routes de pénétration et avec la concentration de la propriété terrienne entre quelques gros propriétaires, dans d'autres zones rurales du pays. La pénétration de

³⁵⁴ VI Censo Nacional de Poblacion, 1965, t. 1, p. 6.

³⁵⁵ Nous devons à notre ami B. Lelong, qui effectue des recherches dans cette ethnie, les renseignements d'estimation démographique comme les hypothèses historico-culturelles.

³⁵⁶ *Op. cit.*, t. II, p. III.

paysans des Andes et de la côte dans des régions essentiellement indigènes de la forêt centrale et méridionale correspond à un processus qui a commencé il y a plus d'un siècle et qui est en rapport, comme on vient de l'indiquer, avec l'expansion et la consolidation des grandes propriétés de la côte et des Andes. De plus, l'immigration a augmenté, à la fin du siècle passé, avec la formation locale de quelques propriétés et plantations de café qui avaient besoin [392] de main-d'œuvre stable et d'un apport important de journaliers saisonniers pour les récoltes. Dans de nombreux cas, cette main-d'œuvre ne pouvait pas être obtenue des communautés indigènes locales qui exprimèrent d'une manière violente leur opposition au processus d'occupation territoriale et au recrutement d'ouvriers par les grandes propriétés. En 1914, les Campa de la rivière Pichis chassèrent tous les colons, et le gouvernement fut obligé d'envoyer des troupes pour contrôler la situation ³⁵⁷.

Dans d'autres cas, les groupes tribaux se retirèrent devant l'expansion de la frontière nationale et les terres qu'ils abandonnèrent furent occupées par les exploitations, les propriétés ou les journaliers qui travaillaient dans ces entreprises. Certaines communautés indigènes demeurèrent (et demeurent, aujourd'hui, lorsque ce processus se reproduit) et se trouvèrent enfermées à l'intérieur d'une structure de répartition des terres dans laquelle la grande, la moyenne propriété, les concessions d'exploitation de bois ou de caoutchouc, les petites propriétés sont les formes de possession de la terre qui font pression sur les communautés indigènes.

Dans la zone à l'extrême nord-est de la forêt, c'est-à-dire dans la zone comprise entre le Haut Marañón et ses affluents, le Santiago, le Morona, le Pastaza et le Tigre, se trouve une importante concentration de population tribale, environ 36 000 personnes, soit 16% du total des indigènes ; cette population est subdivisée en six groupes ethno-linguistiques. Depuis cinq ans le Haut Marañón a été déclaré zone de colonisation, et jusqu'à maintenant les initiatives colonisatrices menées selon un accord entre les ministères de la Guerre et de l'Agriculture ont eu pour résultat l'adjudication de parcelles à quelque 300 familles de paysans de la côte et des Andes. Le total des familles installées à la fin de la phase de répartition atteint 600.

³⁵⁷ VARESE, 1968b, p. 108.

Que représente cette initiative du point de vue des populations Aguaruna et Huambiza directement affectées par l'arrivée des colons ? Etant donné qu'il s'agit d'une colonisation planifiée, le contrôle de l'État sur la situation et le type d'installation des colons devraient empêcher que se reproduisent les conflits ou des situations de marginalisation territoriale et économique-sociale de la population indigène. Cependant, la faible compétence de l'administration, qui s'ajoute à la conscience limitée que prennent les fonctionnaires locaux, a déjà provoqué un certain nombre de conflits sociaux dans le domaine des relations interethniques. [393] Le nouveau règlement agraire promulgué et mis en route par le gouvernement actuel ne reconnaît pas la grande propriété, et organise la moyenne et la petite propriété ; aussi, dans cette zone, on ne verra se former ni grandes propriétés ni exploitations. D'autre part, en vertu d'une loi de 1957, on a pu délimiter pour les indigènes, dans les territoires où existait un danger, quelques réserves territoriales, dans le but d'éviter leur aliénation au profit des colons pauvres ³⁵⁸.

L'extrême sud de la forêt se présente comme une des zones les plus intéressantes d'un point de vue strictement ethnologique. Dans le département de Madre de Dios et les trois provinces du département du Cuzco qui possèdent des zones de forêt (La Convención, Paucartambo, Quispicanchi), il y a 9 groupes ethno-linguistiques qui totalisent près de 17 000 personnes, soit 17% du chiffre total de la population tribale. Les rivières du département de Madré de Dios sont les moins explorées de la forêt et certains groupes relativement isolés y vivent actuellement.

Le fait que la zone soit demeurée comme une espèce de sanctuaire de populations tribales est dû, en partie, au fait qu'il n'y a pas eu de migration de la côte et des Andes. Le Madre de Dios, avec 0,2 habitants au km², est le département péruvien le moins peuplé. Cependant, cette situation d'isolement ne durera plus longtemps.

³⁵⁸ Pour plus de renseignements, voir VARESE, 1970.

B. Essai de diagnostic

Si nous résumons les renseignements anthropologiques et démographiques que nous possédons sur les zones de forêt du Pérou, nous pouvons essayer de donner un rapide diagnostic. En prenant comme base le recensement de 1961 et l'estimation des populations tribales que nous avons élaborée, nous pouvons affirmer que, sur les 1 500 000 habitants de la forêt, 220 000 sont indigènes — qui appartiennent à plus de 50 groupes ethno-linguistiques différents. Ces deux secteurs de population (indigènes et non-indigènes) constituent des pôles du système d'interrelation et se distinguent par leur composition ethnique, culturelle et linguistique, leurs différences de possibilité d'accéder aux moyens de production, au sens large, et au pouvoir politique local et national. D'un côté, nous trouvons les différents groupes locaux [394] ou communautés indigènes qui appartiennent culturellement et linguistiquement à des unités plus vastes que nous avons définies comme groupe ethno-linguistique, de l'autre, nous trouvons les différents secteurs de la société nationale locale placés dans une constellation de relations d'interdépendance.

Toute la population de la forêt pourrait être subdivisée selon un ordre qui tiendrait compte de l'occupation et, en conséquence, de la possibilité d'accéder aux moyens de production et au pouvoir. Il n'y a pas de renseignements suffisants pour essayer d'établir un ordre par classes et fractions de classes.

L'essai de grandes divisions que nous pouvons tenter est le suivant :

a) Les membres d'entreprises de la société nationale qui sont installés dans les quelques zones urbaines de Pucallpa, Iquitos, Tarapoto, Yurimaguas, Lamas, etc. Ce secteur lié aux entreprises peut accéder au crédit et directement ou indirectement au pouvoir local par l'intermédiaire des canaux institutionnels ou parallèles. Ce sont les patrons, les actionnaires ou les administrateurs des scieries, des moulins à riz, des grands commerces, des systèmes de réseaux commerciaux et de transport (par l'intermédiaire du *regaton* ou du commerçant qui voyage sur les rivières), des petites usines, etc. Dans cette catégorie entrent aussi les agriculteurs et les éleveurs, les concessionnaires d'exploitations forestières (qui souvent sont aussi les patrons de la

scierie et de l'exploitation agricole), les commerçants de peaux et d'animaux.

b) La population de colons, ainsi que les habitants des rives des cours d'eau, composée de petits et moyens agriculteurs, n'ayant qu'un accès limité au crédit. Dans cette catégorie, qui par rapport aux populations indigènes pourrait être définie comme agents intermédiaires, on trouve les *regatones*, les propriétaires de bateaux à moteur, les *habilitadores* et *en-ganchadores* locaux (qui à leur tour sont dépendants des chefs d'entreprise), les contremaîtres des secteurs du bois, du caoutchouc, des peaux et des animaux. Dans de nombreux cas, ces activités ne se réalisent pas d'une manière isolée. Un *regaton* vend de la marchandise, il fait l'*enganehe* des récoltes, des peaux, des animaux, des pièces de bois et possède un petit terrain ou propriété agricole qui lui permet d'obtenir un certain crédit.

c) Les sociétés indigènes. Comme on l'a déjà indiqué, il est très difficile de faire un tableau général valable pour ce groupe. Dans certains cas, rares il est vrai, à l'intérieur du groupe local [395] ou communauté, un début de stratification sociale peut exister : petits commerçants, le maître d'école bilingue qui dispose d'un très faible budget mensuel, propriétaires de bateaux à moteur qui effectuent des transports sur la rivière. En fait, la société indigène, pour ce qui est de l'accès au pouvoir local économique et politique, se trouve toujours placée à la base de la structure pyramidale et asymétrique. Dans la forêt basse, à proximité des moyens de communication fluviaux, la communauté indigène est menacée de désagrégation, d'atomisation, à cause du besoin de main-d'œuvre dû aux activités extractives ; alors que dans la forêt d'altitude les communautés ont tendance à faire corps et à se consolider sur leur territoire, qu'elles essaient de défendre des invasions et des aliénations.

d) Les agents de communication de la société nationale. Nous faisons entrer dans cette catégorie tous les fonctionnaires du gouvernement des différents secteurs (santé publique, agriculture, éducation nationale, banque, armée, police, etc.) et les missionnaires des différentes religions. Une grande partie de ce secteur, au niveau local, est engagée vis-à-vis du pouvoir économique et politique régional. Aussi n'hésitons-nous pas à affirmer que la responsabilité des échecs de mesures d'intérêt public prises à Lima et qui ne parviennent pas à avoir un effet positif doit être attribuée à ce secteur. C'est dans ce

sens que les préjugés raciaux et les attitudes ethnocentriques qui sont caractéristiques des relations de ce secteur social vis-à-vis des communautés indigènes peuvent être considérés comme des rationalisations, si l'on peut dire. Ils sont l'expression mise en mouvement par d'autres ressorts : engagements avec le pouvoir économique local, défense de privilèges sociaux et économiques.

On devra, à l'avenir, étudier les quatre grands groupes que nous avons définis en fonction du système d'interrelations qui définissent l'accès aux moyens de production, aux terres, aux ressources naturelles, aux canaux de commercialisation, aux crédits, au pouvoir politique local et national. On ne peut ni atomiser ni séparer ces éléments structuraux. Si par exemple on ne considère que l'aspect de l'accès à l'usage de la terre, on trouverait qu'un certain pourcentage de communautés indigènes ne rencontre pas de difficultés importantes. Cependant, ces mêmes communautés qui disposent de leurs terres sont endettées vis-à-vis d'une série de « patrons » ou d'*habilitadores*, pour lesquels ils abattent des arbres et rassemblent des peaux ; ou bien ils perdent tout le bénéfice de leurs récoltes lors du transport [396] par la rivière ou la route ; ou encore ils hypothèquent toutes leurs récoltes au profit d'un commerçant pour quelques fusils ou quelques mètres de tissus. De cette manière, les différents éléments qui interviennent dans le système de relations entre les sociétés tribales et la société nationale, qu'elles soient sociales, économiques, culturelles (comme dans le cas des préjugés ethnocentriques des fonctionnaires), doivent être pris dans leur totalité intégrée : les uns existent en fonction des autres. Nous ne pourrions comprendre un abus d'autorité contre un groupe ou un individu — indigène — (et par conséquent nous ne saurons lutter contre ce phénomène), si nous n'essayons de l'expliquer que sur la seule base culturelle du préjugé ethnocentrique. Ceci n'est qu'un aspect : il est fondamental, mais doit être analysé et mis à sa place comme une partie de la structure globale.

III. LES MESURES ACTUELLES

Le Pérou a mis en œuvre une réforme agraire massive et radicale. La Loi de réforme agraire fut lancée le 24 juin 1969 avec, comme objectif principal, une réforme complète de l'agriculture : donner la terre à celui qui la travaille. En octobre de l'année suivante on avait exproprié 2 708 084 hectares et à la fin de 1972 on aura attribué 4 283 354 hectares à plus de 150 000 familles de paysans. La réforme agraire péruvienne prévoit la petite propriété, la propriété moyenne avec la coparticipation ou cogestion des travailleurs et établit d'une manière obligatoire la coopération autant pour les ex-grandes propriétés (haciendas) que pour les communautés agricoles de la côte et des Andes. La forêt d'altitude, c'est-à-dire jusqu'à 700 mètres environ au-dessus du niveau de la mer, est comprise dans le cadre de la Loi de réforme agraire ; pour la forêt basse, par contre, le gouvernement a élaboré un projet de loi qui a été rendu public, au milieu de l'année 1972. Cette publication permet aux secteurs nationaux concernés de proposer des améliorations ou de faire des suggestions. De même, la Direction des communautés paysannes du ministère de l'Agriculture (actuellement intégrée au Sinamos ³⁵⁹), par l'intermédiaire de son bureau spécialisé dans [397] les communautés indigènes, a présenté au gouvernement un projet de Statut des communautés indigènes de la forêt. Ces deux projets de loi se complètent, en ce qui concerne les populations tribales, et légifèrent dans le domaine relatif à la reconnaissance de l'existence légale et de la personne juridique de ces sociétés (non reconnues par la législation antérieure), garantissent leurs droits territoriaux, protégeant la propriété communale ou collective et assurant l'assistance technique et financière de l'État. Cette législation est étendue aux groupes tribaux de la forêt d'altitude, qui ne furent pas englobés dans la Loi de réforme agraire.

Le Statut des communautés indigènes de la forêt est fondamentalement un instrument légal qui cherche à rendre compatibles les droits des minorités indigènes avec les objectifs généraux de la nation, en donnant plus de force aux organisations locales, c'est-à-dire aux communautés, au moyen de leur institutionnalisation représentative par rapport à l'État. Dans ce but, le

³⁵⁹ Sistema Nacional de Apoyo a la Movilización Social.

Statut prévoit l'organisation des groupes tribaux en unités fédératives, sur des bases économiques et sociales stables qui pourront être obtenues grâce à l'appui de l'État sous la forme de crédits, d'assistance technique, de mobilisation administrative pour l'obtention pleine et entière de leurs droits.

Etant donné que, selon le gouvernement, « la nature de la réforme agraire ne consiste pas dans une simple répartition des terres, mais dans un transfert du pouvoir économique, social et politique, des mains d'un groupe réduit à la masse paysanne ³⁶⁰ », les mesures qui se prennent à l'égard des communautés tribales ne pourront se limiter à des gestes théâtraux et à des pétitions de principe. Il est clair pour tous que l'objectif doit être la restructuration radicale du système économique et du pouvoir et que, pour atteindre ces buts, la transformation économique et sociale n'est pas suffisante, mais qu'une transformation culturelle profonde est indispensable. Cependant, pour atteindre ces buts, il est nécessaire que l'État prenne à sa charge un contrôle effectif du système de relations socio-économiques que nous avons esquissées dans les pages précédentes. Il est évident que la tâche n'est pas aisée, si l'on pense à des problèmes tel que celui de l'éloignement effectif aussi bien qu'administratif des zones d'occupation tribale, aux limitations économiques de l'État pour mettre en œuvre une politique d'action qui atteigne toutes les [398] régions, au faible « enthousiasme » des fonctionnaires locaux pour modifier leurs attitudes et prendre leurs distances vis-à-vis du pouvoir local.

Il est évident que la rupture du système local de dépendance des groupes tribaux ne pourra atteindre ses objectifs si on ne réalise pas parallèlement un travail d'organisation et de politisation de ces groupes. On doit assurer le déroulement du processus, grâce à une mobilisation et une participation effective des membres des communautés indigènes. En dernière instance, ce sont les indigènes eux-mêmes qui sont appelés à détruire l'ancien système et à construire leur avenir. À ce sujet, nous sommes en complet désaccord avec les modèles d'actions protectrices isolationnistes, dans lesquelles nous voyons une idéologie ethno-centrique qui juge que les capacités et les possibilités des indigènes sont limitées. Nous ne voulons pas dire, pour autant, que nous considérons tous les groupes indigènes comme identiques et doués de la même

³⁶⁰ *Avances...*, 1970, p. 1.

capacité pour faire face, en termes modernes politiques « occidentaux », à leur propre situation. Nous reconnaissons qu'il y a des situations différentes, des cas spécifiques, des priorités ; mais en même temps, nous rejetons l'artifice isolationniste, complètement fictif et insoutenable dans un avenir immédiat. Cet artifice satisfait plus notre « vocation ethnographique puriste » que les droits légitimes des minorités tribales. Il faut être ici extrêmement clair : il ne peut y avoir, dans la forêt péruvienne, d'isolement géographique et social pour aucun groupe. Les dernières communautés tribales isolées peuvent d'un moment à l'autre tomber entre les mains de patrons et être exploitées et anéanties en quelques années.

D'autre part, l'expérience de pays comme le Brésil nous a démontré que l'artifice du parc indigène ou réserve, dans lequel la société indigène est maintenue dans des conditions sociales et culturelles aseptiques, n'offre pas assez de garantie de stabilité. Ce que l'on appelle les intérêts nationaux peut faire disparaître, par un simple décret, des années d'efforts. On constate ceci dans le cas du parc du Xingú. Mais l'aspect le plus dramatique est que la solution isolationniste rend la société indigène incapable de faire face, dans une concurrence égale et avec de bons atouts, au reste de la société nationale.

L'organisation et l'évolution politique des communautés tribales, à l'intérieur d'un cadre juridique qui garantisse leurs droits territoriaux, culturels, d'autogouvernement et d'administration, s'offrent à nous comme une voie possible à l'intérieur de l'actuelle conjoncture péruvienne. Ayant ce programme comme [399] horizon, les études statistiques, anthropologiques et sociologiques des communautés tribales, et en général toute recherche qui favorise les sociétés indigènes en augmentant le degré de conscience de leur propre situation et de leurs problèmes, prennent de l'importance et un sens plus profond que le simple engagement scientifique : elles s'inscrivent à l'intérieur de ce genre de connaissance en vue de l'action que l'on réclame à nos sciences, chaque jour avec plus d'insistance.

*Traduit de l'espagnol
par Bernard LELONG*

[400]

GROUPES ETHNO-LINGUISTIQUES DE LA FORÊT PÉRUVIENNE *

Familles linguistiques	Groupes ethno-linguistiques	Population estimée	Situation (localisation près des rivières et des fleuves)	Activités économiques										
				Agriculture de subsistance	Chasse et pêche	Agriculture commerciale	Élevage	Exploitation commerciale des ressources			Degré de participation à la société nationale			
								Bois	Caoutchouc	Peaux	a	b	c	
I. Jíbaro	1. Aguaruna	18 000	Alto Marañón y Afluentes Provincia Bagua – Altopotro – Mayo Apaga	X	X	X	X	X		X	X	X	X	
	2. Huambisa	5 000	Morona y Santiago	X	X	X		X		X	X	X	X	
	3. Achual	5 000	Morona – Pastaza Tigre (Cabeceras)	X	X	ND	ND	ND	ND	ND	X	X	X	
	4. Jíbaro	3 000	Corrientes	X	X					X	X	X	X	
II. Candoa	5. Candoshi (Shapra)	5 200	Morona – Pastaza y Afluentes	X	X					X	X			
	6. Murato	ND	Alto Pastaza y Morona											
III. Cahuapana	7. Chayahuita	6 000	Huallaga – Shanusi Cahuapana	X	X	X	ND	ND	ND	ND			X	
	8. Jebero	3 000	Yurimaguas	X	X	X							X	
	9. Paranupura	ND	-----											
	10. Balsapuertinos	ND	-----											
IV. Huitoto	11. Ocaina	500	Amazonas – Putumayo (Zona Pebas)	X	X	X	ND	ND	ND	ND			X	X
	12. Bora	1 500	Ampiyacu – Yaguasyacu	X	X			X	X	X			X	X
	13. Huitoto - Muinane	600	Amazonas – Putumayo (Pebas)	X	X	ND	ND	ND	ND	ND			X	X
	14. Huitoto-Murui	400	Boca Nanay – Napo	X	X	ND	ND	ND	ND	ND			X	X
V. Arawak	15. Amuesha	5 000	Pozuzo – Palcazu Chuchurras	X	X	X	X	X					X	
A) Arawaca Pre-Andina	16. Campa		Apurimac – Ene - P	X	X	X	X	X		X	X	X	X	
	Asháninca		Perené									X		
	17. Campa Nomatsiguenga		Mazamari - Anapati	X	X	X	X	X		X			X	
	18. Machiguenga	12 000	Alto Urubamba y Madre de Dios	X	X	X	ND	X	ND	X			X	

* Stefano Varese, novembre 1971.

Familles linguistiques	Groupes ethno-linguistiques	Population estimée	Situation (localisation près des rivières et des fleuves)	Activités économiques									
				Agriculture de subsistance	Chasse et pêche	Agriculture commerciale	Élevage	Exploitation commerciale des ressources			Degré de participation à la société nationale		
								Bois	Caoutchouc	Peaux	a	b	c
	19. Piro	5 000	Urubamba y Madre de Dios	X	X	X		X	X	X		X	
	20. Amaraeri	1 500	Colorado – Madre de Dios	X	X						X		
b) Arawaka Arawana	21. Culina	1 500	Yurua - Purús	X	X				X	X		X	
	22. Cashibo	2 000	Aguaytía – S. Alejandro	X	X	X		X	X	X		X	
	23. Shipibo-Conibo	20 000	Ucayali Medio y Afluentes	X	X	X	X	X	X	X		X	
	24. Amahuaca	4 000	Curanja – Inuya - Sepahua	X	X					X		X	
	25. Sharanahua	1 000	Purús	X	X					X		X	
	26. Cashinahua	2 000	Curanja	X	X			ND	ND	X	X	X	
	27. Capanahua	2 000	Bancuya - Tapiche	X	X					X		X	
[401]	28. Yaminahua	2 000	Cuenca Curiuja y Rio Piedras	X	X					X		X	
	29. Mayoruna	1 500	Yaquerena y Blanco	X	X						X		
	30. Marinha	1 500	Curanja	X	X					X		X	
	31. Remo	ND	-----	X	X								
	32. Pishquibo	ND	Pisqui	X	X	X	X			X		X	
	33. Chandinahua	ND	Curanja	X	X	ND	ND	ND	ND	ND		X	
	34. Mastanahua	1 000	Curanja	X	X	ND	ND	ND	ND	ND		X	
VII. Tucano	35. Pijó	300	-----	X	X	ND	ND	ND	ND	ND	X	X	
	36. Angateros	200	Alto Napo	X	X	ND	ND	ND	ND	ND	X	X	
	37. Oregón-Koto		Napo – Algodón	X	X	ND	ND	ND	ND	ND		X	
		500	Ampicuya										
VIII. Tupiguarani	38. Cocama-Cacamilla	20 000	Bajo Ucayali – Marañón - Huallga	X	X	X	ND	X		X		X	X
IX. Zaparo	39. Arabela incl. Vacacochoa)	300	Arabela	X	X							X	X
	40. Iquito	600	Alto Nanay	X	X	X	ND	ND	ND	ND		X	X
	41. Andoa	50	Pastaza	X	X							X	
X. Peba-Yagua	42. Yagua	3 000	Amazonas (Desde Nanay hasta Atacuari)	X	X	X	ND	ND	ND	X		X	
XI. Quechua (Rio Napo)	43. Quechua (Rio Napo)	10 000	Napo – Bajo Tigre	X	X	X	ND	ND	ND	ND		X	
	44. Lamistas	15 000	Lamas – Bajo Huallga	X	X	X	X	ND	ND	ND		X	

Familles linguistiques	Groupes ethno-linguistiques	Population estimée	Situation (localisation près des rivières et des fleuves)	Activités économiques									
				Agriculture de subsistance	Chasse et pêche	Agriculture commerciale	Élevage	Exploitation commerciale des ressources			Degré de participation à la société nationale		
								Bois	Caoutchouc	Peaux	a	b	c
XII. Shimacu	45. Uranina	5 000	Chambira	X	X	ND	ND	ND	ND	ND		X	
XIII. Non classé ou classification douteuse	46. Ticuna	5 000	Cushillocacha	X	X	X		X		X		X	
	47. Chamicuro	ND	-----	X	X	ND	ND	ND	ND	ND			
	48. Huachipaire	1 500	Alto Madre de Dios	X	X							X	
	49. Arasaire	600	Madre de Dios	X	X							X	
	50. Tuyuneiri	400	Alto Madre de Dios	X	X							X	
	51. Maneteneiri	200	-----	X	X								
	52. Sirineiri	400	-----	X	X							X	
	53. Huarayo	2 100	-----	X	X			X	ND	X	X	X	
	54. Iñapari	500	-----								X		
		220 850		100%	100%	36%	14%	29%	10%	44%	35%	73%	13%
						18%	31%	31%	34%	27%			
						ND	ND	ND	ND	ND			
						46%	55%	40%	56%	29%			
						SI	SI	SI	SI	SI			

ND : non déterminé .— a : relations sporadiques et en cours. — b : relations permanentes. — c : assimilation ethnique. — SI : sans information

[404]

BIBLIOGRAPHIE

Avances y proyecciones de la Reforma Agraria, Ministerio de Agricultura, Lima, 1970.

VI Censo Nacional de Poblacion, Instituto Nacional de Planificacion Direction Nacional de Estadistica y Censos, República del Perú, 1965.

C.I.D.A., 1966 : *Tenencia de la Tierra y Desarrollo Socio-económico del Sector Agrícola, Perú*, Comité Interamericano de Desarrollo Agrícola, Union Panamericana, Washington D.C.

LATHRAP Donald, 1968 : « The Hunting Economies of the Tropical For est of South America : an Attempt at Historical Perspective », in R. LEE, I. DE VORE (éd.), *Man the Hunter*, Aldine Publishing, Chicago.

_____, 1970 : *The Upper Amazon*, Thames and Hudson, London.

MEGGERS Betty, 1960 : « Ambiente y Cultura en la cuenca del Amazonas : revision de la teoria del determinismo ambiental », in *Estudios sobre ecologia humana*, Union Panamericana, Washington.

MURRA John et al., 1966 : *Cuadernos de Investigation*, Universidad H. Valdizán, Huânuco .

VARESE Stefano, 1968a : « Las minorias étnicas de la Montana Peruana : Esquema para una antropología de urgencia », in *Letras*, Universidad Nacional Mayor de San Marcos, Lima, n° 80-81.

_____, 1968b : *La Sal de los Cerros, notas etnográficas e historicas sobre los Campa de la selva del Perú*, U.P.C.T., Lima.

_____, 1970 : *Estudio sondeo de seis Comunidades Aguarunas del Alto Marañón*, Ministerio de Agricultura, Direction de Comunidades Campesinas, Lima.

_____, 1971a : « Relaciones interétnicas en la selva del Perú », in *Symposium de fricciones interétnicas en America del Sur*, Bridgetown, Barbados.

_____, 1971b : « La misiôn, las sociedades nativas y su libération », in *Encuentro Pastoral de Misiones del Alto Amazonas*, Iquitos, Perú.

O.N.E.R.N (Oficial national de Evaluación de Recursos Naturales, República del Perú

1961a	Estudio de Mosoc-Lacta	1967a	Camisea
1961b	Colonización del Rio Apurimac	1967b	Yurimaguas
1962	Tingo Maria-Tocache	1968a	Tocache-Campanilla
1963	Uctubamba-bagua	1968b	Alto Mayo
1964	Medio Urubamba	1968c	Bayo Mayo-Huallaga central
1965	Kcosñipata-Alto Madre	1968c	Chiriyacu-Nieva
1966a	Pachitea	1968d	Tambo-Grande Pajonal
1966b	Perené	1970a	Villa Rica-Pachi tea
		1970b	Santiago-Morena

[405]

Deuxième partie.
UN DÉBAT INTERNATIONAL.

11

“Comment décoloniser
les sciences sociales appliquées.”

Rodolfo Stavenhagen

[Retour à la table des matières](#)

Ce texte a reçu un certain nombre de commentaires auquel R. Stavenhagen a lui-même répondu. On trouve la version originale du texte ainsi que ces commentaires et cette réponse dans Human Organization, automne 1971, vol. 30, n° 4, p. 333-357.

Les commentateurs sont J. Silverberg, C. R. Barnett, G. Huiler, D. J. Jones, A. Gallaher Jr, V. Green, G. Bonfil Bytalla, M. L. Wax, N. L. Gonzalez, A. Gunder Frank, S. Polgar. Nous avons reproduit ici les commentaires de G. Bonfil Batalla et de A. Gunder Frank, ainsi que la réponse de R. Stavenhagen.

Référence

G. HUIZER, *A Social Research or social action — Some ethical considerations on the function of social research*, I.D.R., octobre 1972, ronéoté, 13 p.

[406]

C'est peut-être le destin des sciences sociales de ne pas refléter seulement les formes dominantes de l'organisation sociale de leur époque mais de devenir également l'un des moyens fondamentaux — comme elles l'ont toujours manifesté depuis leur naissance au sein de la pensée sociale et politique du siècle des Lumières — par lesquels s'expriment les courants radicaux et la conscience critique que ces mêmes formes d'organisation ont suscités ³⁶¹. Cette relation dialectique entre les sciences sociales et la société se retrouve dans les rôles ambigus et souvent conflictuels que les sociologues ³⁶² doivent assumer en tant qu'individus dans une société moderne.

Récemment on a cru nécessaire dans certains milieux de dénigrer d'anthropologie en général et sa variante appliquée, en particulier à cause de ses liens avec le colonialisme et l'impérialisme. Je pense qu'il s'agit là d'un développement sain car on a jusqu'à très récemment sous-estimé ou ignoré la relation historique entre le colonialisme et l'impérialisme comme systèmes mondiaux de domination et d'exploitation d'une part et l'utilisation des sciences sociales dans la gestion de l'empire d'autre part. On ne peut plus négliger cette étude. Il est devenu [407] évident pour un grand nombre d'entre nous que les méthodes, les théories, les diverses « écoles de pensée », les objets mêmes de l'étude et de l'observation en anthropologie et dans les autres sciences sociales ont été profondément touchés par cette relation historique ³⁶³.

³⁶¹ Rodolfo Stavenhagen est un sociologue mexicain, membre associé de l'Institut international d'études sociales de Genève. Cet article est une version légèrement révisée de la conférence que l'auteur a prononcée comme invité à la trentième réunion annuelle de la Society for Applied Anthropology qui s'est tenue à Miami du 14 au 18 avril 1971. Les opinions exprimées ici sont entièrement personnelles et ne reflètent pas celles des institutions avec lesquelles l'auteur est associé. Il tient à remercier Dorien Grunbaum, Otto Feinstein et Jeffrey Harrod pour leurs utiles commentaires sur la première version de ce texte.

³⁶² Nous avons traduit « spécialiste en science sociale » par « sociologue ». (N.d.T.)

³⁶³ Les problèmes soulevés dans ce texte ne sont ni nouveaux ni originaux et l'auteur a conscience d'emprunter des sentiers battus. Il le conçoit plutôt

Je précise tout de suite que je suis profondément convaincu de l'importance des apports de l'anthropologie et des autres sciences sociales au progrès de la connaissance, quels que soient leurs rapports avec le colonialisme et l'impérialisme. Je pense surtout à la connaissance des pays dits sous-développés et de tout ce qui les concerne. Je fais également partie de ceux qui reconnaissent le profond élan d'humanisme, de progressisme, de libéralisme et de radicalisme qui est intégré au développement de l'anthropologie, même dans certaines de ses variantes colonialistes.

Il me semble donc tout aussi faux de nier les relations historiques évidentes entre le colonialisme et l'anthropologie (ou entre l'impérialisme et la soi-disant sociologie du développement) — problème qui relève de la sociologie de la connaissance — que de considérer ces disciplines simplement comme des servantes de la domination colonialiste ou impérialiste.

Car c'est justement de la science de la société qu'ont surgi les critiques les plus fortes des systèmes coloniaux, de la domination impérialiste, des structures politiques totalitaires et de la société bourgeoise de classe. De nouvelles générations de sociologues radicaux apparaissent — surtout dans le tiers monde — qui mettent en cause certaines des affirmations élémentaires qui semblent fonder la science sociale dans les pays industriels. Pourtant il faut reconnaître que ces sociologues eux-mêmes sont un produit du type de développement général des sciences sociales.

Nous pouvons envisager les problèmes sous deux angles : les usages ou applications du savoir sociologique scientifique en général, la pratique professionnelle de la science sociale appliquée.

[408]

Comme tout savoir, le savoir scientifique d'ordre sociologique fait partie de l'héritage culturel de l'humanité. Il existe afin d'être utilisé ou appliqué par ceux qui peuvent et savent comment en faire usage. On

comme une contribution au grand débat qui se déroule depuis quelques années au sein des sciences sociales et auquel participent de nombreux collègues de plusieurs disciplines et de pays différents. (Voir par exemple la discussion dans *Current Anthropology*, 1968 ; et chez les sociologues latino-américains, le débat entre Fals Borda et Solari dans la revue *Aportes*, 1968-1971.)

peut tenir les sociologues pour partiellement responsables des usages auxquels le savoir qu'ils produisent est destiné. Mais il leur est pratiquement impossible de contrôler réellement le processus, s'ils restent dans les limites établies du jeu scientifique (recherche, publication, enseignement). Ce sont les règles du jeu qu'il faut changer.

La question tourne autour de deux points importants : la nature et la qualité de la recherche, la diffusion de l'information aux utilisateurs potentiels. Mais ces deux aspects sont intimement liés et ils se conditionnent réciproquement.

Habituellement, on critique les études anthropologiques parce qu'elles s'occupent de sociétés de petite taille et partielles. On pense que cette optique ne permet pas de dégager les problèmes plus vastes et les relations nécessaires à une compréhension significative de la réalité. La critique radicale exige une approche holistique en termes d'unités sociales globales et de sociétés totales. Cependant, il ne suffit pas d'affirmer que les populations tribales ou paysannes ou les communautés villageoises sont intégrées dans des totalités plus larges (vérité qui n'a pas échappé aux anthropologues dès le début). La tâche de l'anthropologie consiste à mettre à nu les mécanismes qui relient l'unité d'étude anthropologique traditionnelle à la société globale. Elle consiste à découvrir les relations mutuelles et réciproques, à analyser les clivages, les conflits et les contradictions. Il ne s'agit pas là d'un problème qui relève de l'idéologie, comme certains l'aimeraient, mais de la méthodologie de la recherche et d'une théorie adéquate.

L'anthropologie, en général — en se concentrant sur la petite taille, l'isolé et le traditionnel —, n'a pas pu traiter de façon satisfaisante les aspects théoriques impliqués par ces liens et ces relations. Peu nombreux sont les anthropologues, ayant fait du terrain chez des populations tribales ou paysannes, qui possédaient une théorie — ou même une orientation théorique générale — pour les aider à expliquer des liens de cette nature. Contrairement aux sociologues et aux spécialistes de science politique, les anthropologues n'ont pas consacré beaucoup d'attention à l'interprétation des sociétés nationales dont faisait partie leur objet d'étude. En moyenne, les anthropologues étaient assez naïfs en ce qui concerne les structures sociales ou les systèmes mondiaux (je ne parle pas des études consacrées aux cultures [409] nationales ou au « caractère » national, qui sont assez nombreuses). En fait, les recherches anthropologiques dans les pays sous-développés ont

été bien trop liées à la culture, aux deux sens du terme. D'une part, malgré les affirmations contraires faites au nom du relativisme culturel, chaque fois que l'on envisage les problèmes du changement social, nous trouvons des modèles linéaires fondés sur l'affirmation que la modernisation ou le développement conduiront nécessairement à un genre de structure sociale semblable à celle des sociétés capitalistes et industrielles de consommation dont nous faisons partie. D'autre part, en mettant en lumière, et plutôt plus que moins, en réifiant la culture comme un concept, l'anthropologie a été incapable de traiter les problèmes soulevés par l'analyse des systèmes sociaux globaux.

Les théories concernant les sociétés nationales (ou les systèmes mondiaux) ne sont évidemment ni vraies ni fausses d'un point de vue absolu. Tout simplement, elles sont plus ou moins pertinentes lorsqu'on essaye d'expliquer adéquatement un ensemble de faits observables et leurs relations mutuelles. Pour autant que je puisse en juger, aucune des théories existantes ne peut être vérifiée ou testée directement. Elles reflètent nécessairement les valeurs de ceux qui les utilisent, mais, selon leur possibilité d'expliquer des ensembles particuliers de faits, elles se montreront plus ou moins adéquates à long terme. Et ceci, bien sûr, concerne ce que l'on cherche à expliquer.

Souvenons-nous de la discussion entre Robert Redfield et Oscar Lewis, il y a quelques années, au sujet de l'interprétation de la structure sociale d'un village paysan mexicain, Tepoztlan. Il est évidemment impossible d'affirmer que l'une des interprétations est vraie et que l'autre est fausse. Nous pouvons seulement dire que certains faits semblent mieux expliqués dans l'une des deux interprétations. Un débat similaire, et qui a des implications importantes pour les programmes d'action, s'est développé autour du concept de « la résistance paysanne au changement ³⁶⁴ ». Selon notre choix de valeurs nous accepterons les théories qui essaient d'expliquer le « conservatisme paysan » ou nous préférons celles qui insistent sur « l'esprit de révolte paysan ». Notre choix déterminera l'importance que nous accorderons aux différents types de données empiriques.

À un certain degré de généralité, les théories concernant la structure sociale et la dynamique des forces sociales ne peuvent [410] absolument pas faire l'objet d'une vérification au sens précis du terme.

³⁶⁴ Voir HUIZER, ERASMUS, FOSTER, 1970.

Ce n'est que dans une perspective historique qu'elles pourront être confirmées ou infirmées. Il faut plutôt les considérer comme des modèles.

Mais je voudrais aller un peu plus loin. En paraphrasant une maxime de la bonne vieille sagesse populaire anglo-saxonne on peut dire que la preuve de la théorie se trouve dans la praxis. Par là, j'entends qu'à long terme c'est son utilité en tant que moyen d'action au service de groupes sociaux organisés qui permet de valider une théorie de la société et surtout du changement social. Karl Marx formulait ainsi cette idée : « La théorie devient une force matérielle dès qu'elle s'empare des masses. » Cela nous amène au problème de la relation entre l'idéologie et les valeurs d'une part, la théorie de l'autre. Une théorie validée empiriquement devient une connaissance (et non pas la « vérité » dans un sens absolu). La connaissance est nécessairement relative, elle n'est pas sans ambiguïtés et elle est sujette à une constante révision. Elle peut devenir une idéologie lorsqu'on l'utilise comme un guide pour l'action. Et si elle est validée par la praxis (c'est-à-dire par le comportement organisé et volontaire de groupes sociaux) elle cesse d'être une « simple » théorie et elle devient une réalité sociale. On peut rétorquer que cet argument nous fait tomber dans le piège de la prophétie qui s'accomplit d'elle-même. Je ne crois pas que cela doit nous décourager, car si nous pensons que l'homme n'est pas simplement un jouet aveugle des forces historiques mais qu'il fait également sa propre histoire, à l'intérieur des limites nécessaires que cette même histoire lui impose, alors la prophétie qui s'accomplit d'elle-même devient l'une des multiples forces dynamiques dont l'humanité se sert pour forger son futur.

Qu'est-ce que cela signifie en termes concrets ? Prenons l'exemple d'un problème anthropologique bien connu. On pense généralement que les programmes de développement communautaire ne réussissent pas comme ils le devraient (ou deviennent des échecs flagrants) parce qu'ils sont incapables de susciter réellement la participation communautaire. Il en est ainsi parce qu'ils sont fondés sur des raisonnements erronés qui proviennent d'orientations théoriques inadéquates concernant la structure sociale des villages et leurs liens avec la société globale. Plus précisément, ils ignorent ou ne prennent pas au sérieux les réseaux de domination, les structures de pouvoir et de conflits potentiels entre les différents groupes sociaux (c'est-à-dire les classes sociales) aux niveaux

local et régional, quand ils ne [411] perpétuent pas en fait (comme c'est souvent le cas) les inégalités qu'ils prétendent supprimer. Cependant lorsque les conditions de la lutte sociale deviennent claires (parce qu'elles ont été identifiées et analysées correctement, et moins par le sociologue que par les parties concernées elles-mêmes) alors les communautés (ou une bonne partie d'entre elles) deviennent effectivement des forces dynamiques pour un changement social progressiste. En témoigne le potentiel de mobilisation des paysans à propos de la réforme agraire dans la plupart des pays d'Amérique latine.

La théorie sociale la plus communément admise a été incapable d'aborder ces phénomènes et, habituellement, on demande assez tardivement aux sociologues d'expliquer *ex post* ce qui aurait dû être évident depuis le début. C'est pourquoi je pense que la théorie sociale la plus féconde est celle qui peut être validée par la solution pratique des problèmes quotidiens de la vie concrète et non pas par une vérification à l'aide de statistiques considérables. Ces problèmes pratiques touchent de plus en plus les sociologues à travers le monde et ils nous poussent à soulever la question du rapport entre le chercheur et la société globale au sein de laquelle il agit.

Je suis toujours ému par les préfaces des monographies publiées sur l'Amérique latine, où l'auteur reconnaissant exprime son remerciement à Don Simpatico, Dona Gracias et aux autres habitants serviables de San Pedro ou de San Miguel (ou tout autre nom de *barrio* ou de village) sans la collaboration et l'hospitalité desquels son étude n'aurait jamais pu être écrite. Et pourtant combien de fois ces communautés et ces informateurs utiles, dont les vies sont si soigneusement mises à nu par des chercheurs compétents, finissent-ils par prendre connaissance des résultats de la recherche ? Fait-on des efforts pour leur faire parvenir les conclusions scientifiques et les découvertes de la recherche ? Essaie-t-on de traduire notre jargon professionnel en concepts ordinaires que les gens pourraient comprendre d'eux-mêmes et grâce auxquels ils pourraient apprendre quelque chose ? Et, ce qui est plus important, à l'élaboration desquels ils pourraient contribuer grâce justement à un tel dialogue ? Ne faudrait-il pas recommander que les institutions de tutelle s'efforcent d'assurer, avec la participation directe des chercheurs eux-mêmes, que les résultats des recherches puissent ne pas dormir dans les revues spécialisées, les bibliothèques universitaires ou les limbes des dossiers administratifs ? Peut-on attirer l'attention des

organisations paysannes sur les livres analysant les paysans ? Peut-on en discuter avec elles ? Peuvent-elles les utiliser ? [412] Est-ce que les études sur les migrants urbains peuvent aider les syndicats et les associations volontaires à mieux comprendre et donc à mieux résoudre leurs problèmes ? Ne peut-on pas dépouiller les études sur les mouvements sociaux, les rébellions populaires et les révolutions de leur appareil scientifique et universitaire et les mettre à la disposition des révolutionnaires ?

Je pars du principe que la valeur scientifique de tels travaux est suffisante pour qu'on puisse s'engager dans ce processus de « dé-éliteisation ». Ce n'est pas toujours le cas. Je ne suis pas sûr qu'une grande partie de la production anthropologique survive à la confrontation décisive avec son Objet transformé en Sujet agissant. Ce n'est pas seulement d'un processus de dé-éliteisation dont nous avons besoin, mais aussi d'un processus de démythification, et la responsabilité directe du chercheur s'y trouve engagée. (Il y a quelques années, C. Wright Mills a déjà proposé d'ouvrir cette voie dans *L'Imagination sociologique*, mais une poignée seulement de sociologues ont essayé de le suivre.)

Un triste reflet de l'état de notre discipline nous a été donné lors des quelques rares occasions où des membres des groupes étudiés par les anthropologues ont eu la possibilité de commenter nos travaux : ils l'ont toujours fait dans les termes les moins flatteurs. Si on laisse de côté ses jeux d'esprit, une récente étude d'un important porte-parole des Indiens américains, qui affirme que ce peuple a été, plus que tout autre au cours de l'histoire, maudit à cause de la présence des anthropologues, devrait faire réfléchir un grand nombre d'entre nous ³⁶⁵. Et on aurait tort de rejeter cette omelette littéraire comme l'échantillon d'un casse-tête ³⁶⁶ innocent. Je me suis souvent demandé ce qu'il resterait de concepts comme celui de culture de pauvreté, inventé par les gens riches et cultivés, si les pauvres avaient le droit de parole pour diagnostiquer leurs propres problèmes ³⁶⁷. Et quels seraient les résultats si les paysans

³⁶⁵ Cf. DELORIA Jr, 1969, p. 83.

³⁶⁶ Jeu de mots intraduisible. [N.d.T.]

³⁶⁷ Sur ce point, voir VALENTINE, 1968 et *Current Anthropology*, 1969.

à *encogido* rencontraient les anthropologues *entron* sur un pied d'égalité ³⁶⁸.

En Afrique noire francophone, les intellectuels et les étudiants ont tendance à classer les sociologues étrangers en visite (surtout les Français) selon leur degré de décolonisation intellectuelle avant de commencer à juger leurs capacités professionnelles. [413] Dans ces pays l'identification entre le colonialisme et l'ethnologie est telle que même le nom et la nature de la discipline sont tombés dans le mépris et sont rejetés par de nombreux Africains ³⁶⁹.

Néanmoins dans la plupart des cas les spécialistes du monde universitaire et de la recherche (surtout lorsqu'ils rentrent dans leur pays) ont peu de moyens pour contrôler les usages bons ou mauvais (ou tout simplement la non-utilisation) des fruits de leur travail. On entend souvent dire chez les « radicaux » que le produit sociologique n'est réellement utile qu'aux gouvernements répressifs, aux classes exploiteuses ou aux impérialistes égoïstes. Certains jeunes sociologues radicaux partant de ces principes refusent maintenant de publier leur travail ou de poursuivre une recherche. Bien qu'il soit certainement nécessaire de temps à autre de retarder ou de refuser la publication des résultats d'une recherche en raison du tort possible qu'elle peut causer aux groupes en cause, ceux qui s'en tiennent là se « radicaliseront » peut-être, mais resteront à l'écart de toute activité sociologique significative. Le problème, me semble-t-il, consiste à sauver la science sociale et à faire en sorte qu'elle serve à des fins humanitaires et non destructives. Il ne s'agit pas d'abandonner le terrain.

Comme je l'ai dit précédemment, je considère qu'une partie du problème relève de la diffusion du produit de la recherche au sein du public désiré. Et pourtant il ne s'agit pas seulement d'une question de transmission de l'information. Car la nature et les caractéristiques de cette transmission (si elle est assurée au cours de la recherche elle-même, au moyen d'un dialogue créateur entre le chercheur et l'Objet-Sujet de la recherche) se transformeront en un processus d'apprentissage mutuel, et ainsi la nature même de l'activité scientifique se verra modifiée. Transposée dans la problématique de la recherche,

³⁶⁸ Cf. ERASMUS, 1968.

³⁶⁹ Voir JAULIN, 1970 et COPANS, 1971, pour une critique de l'ethnologie française néo-coloniale.

c'est ce que Paulo Freire appelle *dialogics* dans sa *Pédagogie des opprimés*.

Justement, l'un des aspects les plus critiquables et de plus en plus critiqué, de la science sociale, du moins en ce qui concerne le tiers monde, est qu'elle se concentre surtout sur l'étude des opprimés — de l'extérieur. Il devrait être évident maintenant que les causes de l'oppression, ou de l'exploitation, ou de la dépossession (relative ou absolue) ou tout simplement de l'arriération et du traditionalisme, se trouvent dans le fonctionnement [414] de systèmes globaux, dans la nature des relations qui unissent les opprimés et leurs oppresseurs (ou si ces termes choquent les sensibilités de ceux qui les trouvent trop imprégnés par des jugements de valeur, disons : les dépossédés et les privilégiés) en un système global. Nous devons donc essayer de faire parvenir aux premiers non seulement le savoir scientifique les concernant, mais aussi celui qui explique le fonctionnement du système. Et ceci implique de porter l'attention sur l'autre pôle de la relation et peut-être le pôle le plus important : celui des groupes dominants.

La compréhension véritable et totale des forces sociales engagées dans un processus de changement exige plus qu'une analyse des groupes sociaux prétendus sous-privilegiés ou des mouvements sociaux contre les systèmes établis de domination. Elle implique l'étude du système de domination lui-même et surtout des mécanismes par lesquels les groupes sociaux au sommet, c'est-à-dire les élites, s'intègrent dans la structure générale. Il faut étudier leur réaction et leur participation au processus de changement ; comment ils agissent pour maintenir, adopter ou modifier les systèmes existants. C'est dans cette direction que je vois s'ouvrir un nouveau champ de recherche, très vaste, pour le sociologue radical. Par rapport au nombre d'études sur les Indiens, les paysans, les populations tribales, les pauvres des villes, les migrants marginaux, l'étude scientifique des élites et des groupes de décision aux échelons supérieurs de l'édifice social est encore très rudimentaire. On pourrait penser qu'à cause de ses origines sociales, de son éducation universitaire et de sa place au sein de la structure sociale, le sociologue est bien placé pour mener des études de ce genre. Pourtant, jusqu'à présent, son éducation scientifique et intellectuelle ne semble pas l'avoir poussé dans cette direction. En concentrant ses efforts sur les « opprimés » d'une société, le sociologue révèle

précisément les tendances les plus sujettes à une critique radicale : l'approche paternaliste ou « coloniale » dans l'étude de la société. L'anthropologie, plus que toute autre science sociale, s'est trouvée entravée par ces limites. Et c'est peut-être pour cette même raison qu'il lui appartient de rompre avec son propre passé et de tracer de nouvelles voies.

Combien d'études a-t-on faites des élites politiques et des processus de décision ? du fonctionnement des bureaucraties ? des entrepreneurs (non seulement en tant qu'innovateurs ou modernisateurs mais comme formant des groupes d'intérêts politiques et économiques) ? des groupes d'affaires étrangers dans les pays [415] sous-développés ? de la corruption chez les leaders syndicaux ? de la publicité et de la manipulation des idéologies, des opinions, des attitudes, des préférences et des émotions les plus intimes ? du rôle des propriétaires fonciers dans le maintien de la société agraire traditionnelle ? du *cacicazgos* ou du *coronelismo* local et régional ? de l'influence des missions diplomatiques étrangères sur la politique nationale ; des hiérarchies ecclésiastiques ; des cliques militaires ; du rôle des mass média ; des systèmes d'éducation oppressifs ; ou simplement des aspects multiples et variés de la répression (physique, culturelle, psychologique, économique) par les groupes dominants pour maintenir le *statu quo* ? Lorsqu'on étudie les communautés indiennes, combien de fois analysons-nous les systèmes politiques régionaux ? Lorsqu'on étudie les villages paysans, portons-nous suffisamment d'attention au fonctionnement des systèmes du marché national ? Lorsqu'on décrit les pauvres des villes, quel rôle attribuons-nous à la spéculation foncière et aux intérêts économiques dans le développement des villes ? Lorsqu'on se tourne vers le migrant rural pris dans un processus d'industrialisation, sommes-nous suffisamment conscients du rôle et de la fonction des entreprises multinationales dans la définition des niveaux d'investissement et des possibilités technologiques et d'emploi ? Lorsqu'on juge des effets des programmes de développement communautaire, de santé ou de nutrition au niveau local, que savons-nous exactement des processus bureaucratiques et politiques impliqués ? A l'évidence, ce sont des domaines difficiles à explorer pour le chercheur de terrain. Car, par tradition, nous avons choisi la voie de la moindre résistance. Il est plus facile d'entrer dans la hutte d'un

paysan que dans le bureau d'un directeur ; de plus, le paysan a très peu de chances de lire notre rapport de terrain.

Néanmoins, nous devons faire face à ces nouveaux défis si l'on veut éviter que la science sociale ignore le processus de changement social qui est en train de se dérouler dans les pays sous-développés. Nous devons nous servir de notre imagination sociologique, devenir des observateurs et peut-être même des observateurs participants des institutions et zones d'activité qui sont significatives. Ce n'est pas facile et un tel changement d'objectif va rencontrer des difficultés énormes — mais non pas, je l'espère, insurmontables.

Le savoir sociologique a cessé depuis longtemps d'être simplement universitaire. Comme tout savoir scientifique, il est devenu (et le devient de plus en plus) un élément du pouvoir (économique, social, politique). D'où la prolifération rapide de « équipes de [416] penseurs », de banques de données, de centres de documentation, de centres de synthèse, etc. Le chercheur universitaire (et surtout le jeune chercheur) ne peut plus choisir sa recherche simplement en suivant ses lubies intellectuelles. Son choix est déterminé par les financements possibles, par la spécialisation thématique ou géographique des instituts universitaires, par « la mode scientifique » (qui est peut-être aussi tyrannique à sa manière que la mode féminine) et par d'autres considérations institutionnelles. Dans ces conditions l'accumulation du savoir suit des schémas prédéterminés, sur lesquels le chercheur individuel exerce relativement peu de contrôle. Face à cette situation il a le choix entre les trois solutions suivantes :

- a) Il peut continuer tout simplement à produire de l'information — comme un ouvrier dans une chaîne qui fabrique des pièces détachées — sans s'occuper de son utilisation finale. Mais cette aliénation scientifique se trouve contredire totalement le rôle de l'intellectuel dans la société, en tant qu'humaniste et que critique social.
- b) Ou bien il peut produire un savoir correspondant aux interprétations dominantes et établies de la société. Il accepte et utilise dans son travail les fondements qui garantissent la continuité et la stabilité des systèmes sociaux existants. J'inclurai dans cette rubrique la plupart des études concernant

l'acculturation, la mobilité des classes sociales, la modernisation, les conditions socio-économiques des attitudes et comportements individuels, les monographies de communautés, etc., menées dans le cadre du fonctionnalisme et du behaviorisme. Bien que ces recherches aient contribué de façon très importante à l'accumulation des connaissances en général, elles ont exercé peu d'influence sur le changement des schémas dominants de l'utilisation de ces mêmes connaissances et sur la distribution du savoir productif parmi les différents groupes sociaux. Je fais volontairement ici une comparaison entre l'accumulation du capital et l'accumulation du savoir dans une société capitaliste, dans la mesure où les deux processus expriment le mode dominant de l'organisation économique et sociale.

- c) Mais, troisièmement, il peut essayer d'offrir d'autres explications, d'explorer de nouvelles voies théoriques et d'exercer sa critique intellectuelle des « vérités » établies ou admises, et en même temps promouvoir la redistribution du savoir de la façon suggérée plus haut. Dans ce cas, l'accumulation du savoir peut devenir dangereuse aux yeux de ceux qui contrôlent les institutions [417] universitaires ou politiques. Notre chercheur aura de moins en moins accès aux sources de financement, son contrat pourra ne pas être renouvelé et il pourra être obligé de quitter l'Université. Dans les cas extrêmes il sera obligé de quitter le pays pour ne pas être mis en prison. Ce procédé est devenu courant ces dernières années dans certains pays d'Amérique latine comme le Brésil ou l'Argentine. Mais je ne pense pas qu'il soit propre à la partie méridionale de l'hémisphère ou à l'hémisphère occidental.

Bien que l'accumulation du savoir soit un élément du pouvoir, il ne sert pas toujours nécessairement à maintenir les structures existantes du pouvoir. Au contraire il peut et doit devenir un instrument du changement qui permettra, grâce à l'éveil et au développement d'une conscience critique créatrice, aux sans-pouvoir, aux opprimés, aux

tyrannisés, aux colonisés d'abord de mettre en question, puis de renverser ³⁷⁰ et enfin de transformer les systèmes existants.

Cela nous conduit directement à envisager le rôle d'un sociologue comme allant bien au-delà de la technique connue de l'observation participante : ce serait un rôle que j'appellerai d'observation militante, c'est-à-dire un rôle de militant et d'observateur. J'entends par là une véritable synthèse entre l'étude du processus de changement social et la participation à ce même processus. Mais non pas, comme c'est souvent le cas, du point de vue de l'administrateur, d'un manipulateur extérieur ou du visiteur participant mais passager (variété commune de l'anthropologie appliqué). Ce serait au contraire une participation qui se situerait plutôt au niveau de l'organisateur politique, de l'agitateur social (au sens le plus noble de cette expression très décriée) ou du « poisson dans l'eau » pour reprendre une métaphore chinoise adéquate. Ainsi l'action et la recherche seraient réunies dans l'intention d'améliorer la connaissance et de contribuer au changement.

Non seulement l'observation militante améliorera la compréhension scientifique du processus social tel qu'il se déroule réellement (et non pas tel qu'on le reconstruit après l'événement), mais elle contribuera également à transformer les activistes qui ne se soucient pas de la recherche ou les militants en observateurs minutieux de leur propre action. Évidemment ce n'est pas là une solution uniforme pour l'anthropologie en général, car [418] tous les mouvements sociaux — dont la variété est grande — ne peuvent pas espérer compter un sociologue qualifié dans leurs rangs et dévoué à leurs objectifs. C'est là plutôt une suggestion pour des sociologues engagés et qui s'intéressent à certains types de mouvements sociaux non seulement en tant qu'observateurs mais peut-être surtout en tant que participants. Et espérons enfin que cela aidera à améliorer la qualité de l'action sociale elle-même.

L'engagement actif d'un grand nombre de sociologues dans les mouvements révolutionnaires d'Amérique latine prouve bien qu'il ne s'agit pas là d'une spéculation oiseuse. Puis-je me permettre d'exprimer ici publiquement mon humble admiration et mon hommage à ceux (aussi bien les sociologues que tous les autres) qui se sont engagés ainsi et surtout à ceux qui ont rencontré la mort ou subi la torture,

³⁷⁰ Voir Fals BORDA, 1970, qui souligne les aspects positifs de la subversion.

l'emprisonnement et la répression pour avoir incarné certains des idéaux les plus nobles de l'homme ? Mais si l'on fait abstraction de toute émotion personnelle, ces mêmes mouvements révolutionnaires ont démontré la nécessité impérieuse d'une analyse sociologique scientifique, c'est-à-dire d'un rapport constant entre la théorie, les faits et la pratique. N'aurait-on pas évité certaines des erreurs et des fautes tragiques que beaucoup de ces mouvements ont connues, s'ils s'étaient engagés dans une analyse continue de la réalité sociale qu'ils contribuaient eux-mêmes à former, au lieu d'appliquer mécaniquement des théories et des schémas préexistants ? Ou est-ce là trop attendre de la science sociale autant que des mouvements révolutionnaires ? J'avoue ne pas posséder une réponse toute prête pour cette question.

Cependant, en dépit des avantages qu'il y a à poser les problèmes de la recherche à ce niveau, il existe de grands domaines d'étude où cette approche est tout simplement impossible. Par ailleurs surgit la question épineuse du point de vue et de l'objectivité. L'une des contributions fondamentales de la science sociale au savoir est justement le développement de techniques et de méthodes de recherche qui ont permis aux chercheurs individuels de distinguer plus ou moins clairement entre le fait et la norme, entre ce qui se passe réellement et ce qu'ils aimeraient voir se produire. Cet apport de la science sociale ne devrait pas être rejeté par les sociologues radicaux. L'observation fondée théoriquement, scientifiquement, et pratiquée par des observateurs qualifiés, la perspective comparatiste si chère aux anthropologues et aux sociologues, la possibilité pour les sociologues de se libérer des perspectives étroitement déterminées d'une classe sociale, [419] d'un groupe minoritaire ou d'une sous-culture, tout cela est un acquis précieux, et peut contribuer à l'étude convenable des mouvements sociaux dans lesquels le chercheur en tant qu'individu se trouve engagé.

De plus il faut noter le rôle très important du sociologue en tant que professeur, non seulement d'Université. La révolte mondiale des étudiants contre l'Université et les écoles en général en tant que système de domestication devrait être particulièrement utile aux sociologues pour les aider à se « décoloniser » eux-mêmes dans leur propre contexte universitaire. Les sociologues en tant que professeurs peuvent devenir des forces puissantes dans le processus de décolonisation à tous les niveaux. Nous avons la responsabilité d'aider à la mise sur pied de

systèmes d'éducation qui libèrent l'être humain au lieu de le mettre au service des systèmes établis de domination.

Examinons maintenant le problème de l'engagement direct des sociologues pour ce qui est de l'application de leur savoir.

On définit habituellement la science sociale appliquée comme la réalisation par un sociologue qualifié d'un objectif qu'il n'a pas déterminé personnellement mais qui l'a été par un autre groupe ou une institution. Objectif dont la définition a des conséquences directes sur la gestion des affaires humaines.

Dès qu'un sociologue vend son travail au plus offrant sur le marché ou met son savoir au service d'un gouvernement, d'une bureaucratie, d'un parti politique, d'un syndicat, d'une organisation internationale ou d'un mouvement révolutionnaire, il peut difficilement faire croire qu'il n'est qu'un observateur neutre. Il est directement engagé dans les systèmes de valeur et les idéologies de ces groupes ou de ces organisations avec lesquels il collabore ou au service desquels il se met, ou encore contre lesquels il travaille. Lorsqu'un sociologue industriel adopte l'idéologie du *management*³⁷¹ ou lorsqu'un anthropologue appliqué contribue à améliorer l'administration coloniale ou à intégrer les Indiens dans les sociétés nationales d'Amérique latine, il lui faut faire face à un certain nombre de problèmes éthiques ou idéologiques. Le sociologue doit prendre conscience qu'il a fait un choix, et c'est seulement en termes de reconnaissance consciente des implications de ce choix qu'il peut exercer son activité. L'importance de ces constatations pour la pratique d'une science sociale appliquée est capitale : leur ignorance ou leur oubli par les sociologues appliqués (dont un grand nombre se considèrent comme [420] des techniciens « amoraux ») a conduit les sciences sociales appliquées dans l'impasse qu'elles connaissent aujourd'hui.

L'époque des sociologues innocents est révolue. Ceux-ci, heureux de leur savoir tout nouveau à propos des êtres humains, faisaient un peu de « technologie humaine », en croyant que tout était pour le mieux et sans s'interroger sur les implications plus profondes de leur action. Personnellement je pense que la différence entre les sociologues qui participent sciemment aux programmes contre-révolutionnaires en Asie

³⁷¹ Cf. BARITZ, 1960, pour une critique pertinente.

du Sud-Est ou aux projets du style « Camelot » en Amérique latine et ailleurs, et les médecins qui expérimentaient sur les cobayes humains dans les camps de concentration nazis, est seulement de degré et non de nature. Le résultat final est le génocide. Pourtant il est vrai que ce sont là des cas extrêmes dont les aspects moraux sont assez évidents et à propos desquels la communauté scientifique mondiale a eu largement la possibilité de faire connaître ses sentiments.

Mais tous les cas ne sont pas aussi nets. Analysons donc brièvement deux des situations particulièrement pertinentes dans le cas des pays sous-développés, celui de la science sociale appliquée dans le contexte de l'aide internationale et dans le cadre du développement national.

L'aide technique internationale est devenue dans la deuxième moitié du vingtième siècle quelque chose qui ressemble à ce que l'activité missionnaire chrétienne chez les païens était auparavant. On y retrouve le même apostolat zélé, la même justification morale, la même naïveté à propos des réalités politiques et économiques, la même soumission envers le système international de domination et le même manque de jugement critique. Les sociologues qui travaillent à différents types de programmes de développement dans le cadre international (que ce soient des projets d'aide bilatérale ou ceux liés aux organisations internationales) n'ont pas remis en cause, jusqu'à récemment, les considérations de base qui fondent une telle aide. Un certain nombre de ces considérations sont des erreurs théoriques encore largement répandues dans les milieux sociologiques : elles concernent la nature du sous-développement, les caractéristiques du processus de développement et les relations entre les parties développées et sous-développées du monde ³⁷². Cependant cette même expérience a démontré depuis plus de vingt ans (pour ceux du moins qui tiennent à comprendre) le vide d'un grand nombre de [421] ces considérations et l'inutilité de beaucoup de ces programmes. Le programme andin auquel plusieurs gouvernements sud-américains et institutions internationales firent une grande publicité il y a quelque quinze ans (et grâce auquel beaucoup de sociologues et d'anthropologues se firent la main) a été mis sagement de côté. L'enseignement fondamental ou élémentaire concernant le développement communautaire a été remis en question au sein des différentes institutions des Nations Unies. Dans le cas du

³⁷² Cf. FRANK, 1969 ; STAVENHAGEN, 1968.

Peace Corps, le « Comité des volontaires de retour » a procédé à une démystification de tout le projet. On pourrait citer d'autres cas. Les sociologues engagés dans ces programmes ont été les premiers à reconnaître leurs limites. C'est là une de leurs contributions positives : ils ont contribué ainsi au développement de cette critique radicale que j'ai proposée plus haut.

Bien qu'on n'en ait pas beaucoup parlé, les équipes professionnelles des experts et des techniciens d'un certain nombre d'organisations internationales ont exprimé récemment de graves doutes et de sérieuses critiques à propos des opérations dans lesquelles elles sont engagées et à propos des orientations fondamentales qui semblent guider les actions de ces organisations. Bien que certaines de ces critiques tendent tout simplement à une plus grande efficacité des programmes existants, une bonne partie d'entre elles porte sur les thèses implicites (et souvent explicites) concernant le processus de développement. Beaucoup de ces sociologues sont devenus de simples rouages des bureaucraties internationales qu'ils servent. Cependant il y en a d'autres qui se sont engagés dans la douloureuse démarche qui consiste à repenser et à reformuler les conceptions de base de l'assistance technique internationale multilatérale. Il est vrai que ces organisations ne mettent évidemment pas en doute les principes qui fondent le système capitaliste international. Ainsi la F.A.O. vise bien à élever la productivité agricole dans le monde mais espère y parvenir en consolidant l'entrepreneur moyen qui produit pour le marché. Le B.I.T., malgré sa conception tripartite, considère les employeurs privés et les salariés comme les éléments permanents de la scène sociale. L'U.N.I.D.O. ne conteste pas le rôle de l'entreprise privée dans le développement industriel. Et évidemment les banques internationales de développement conçoivent leur propre rôle comme complémentaire de celui des entreprises géantes multinationales. Pourtant, même dans ce cadre général et malgré le fait que l'assistance technique internationale ne soit qu'une goutte d'eau dans l'océan si l'on considère les besoins du développement du tiers monde, il est assez évident [422] que les sociologues ont fourni une contribution importante. Par exemple en Amérique latine, la Commission économique des Nations Unies, l'E.C.L.A., a joué un rôle décisif depuis vingt ans dans la formation de ce qu'on pourrait appeler une prise de conscience latino-américaine à propos du sous-développement économique et social et de

la dépendance étrangère de cette région. Quel que soit l'état actuel des politiques préconisées par l'E.C.L.A., il est indéniable que même ceux qui les rejettent aujourd'hui ont profondément subi l'influence des courants de pensée économique et sociale suscités par les activités de cet organisme.

Evidemment, les programmes d'aide internationale sont loin de constituer une révolution sociale et, si on les considère séparément, leurs efforts paraîtront minimes. Dans ce cas le rôle du sociologue appliqué, tel que je le conçois, est d'agir au mieux de ses capacités au sein du cadre institutionnel qu'il a choisi comme terrain d'action, conformément à son engagement moral personnel.

Par exemple les sociologues qui travaillent dans le cadre d'un projet d'assistance technique internationale sur la réforme agraire joueront un rôle complètement différent selon qu'ils travaillent, disons au Chili, ou dans un programme du même genre élaboré par le régime actuel du Brésil ou même par le gouvernement militaire du Pérou (qui s'est engagé à appliquer une réforme agraire radicale). Dans ce cas, la variable clé est le type de réforme que les gouvernements nationaux veulent entreprendre et non pas l'orientation de l'organisme international.

Les organisations internationales ne sont pas monolithiques ; ce sont plutôt, comme toutes les bureaucraties, des monstres à plusieurs têtes. Un certain degré de souplesse leur est inhérent et il existe toujours une brèche dans leur structure pour le sociologue engagé. Bien plus grande, je pense, qu'au sein des institutions militaires ou des agences de renseignement.

Mais la situation du sociologue appliqué originaire du tiers monde qui travaille dans son propre pays est bien plus complexe et me paraît bien plus importante. Il se retrouve en effet au sein d'un maelstrom de courants professionnels, politiques et moraux contradictoires et conflictuels.

Tout d'abord, il est motivé par un désir profond et sincère de changer l'ordre des choses pour le bien de son peuple auquel il s'identifie complètement. C'est cette motivation qui probablement l'a conduit à choisir le métier de sociologue.

Deuxièmement, il est désireux d'exercer sa profession au [423] mieux de ses capacités, car les possibilités d'emploi dans le monde universitaire et dans la profession en général sont très limitées.

En troisième lieu, il est conscient, comme un grand nombre de ses camarades étudiants ou de ses collègues, des causes et de la nature du sous-développement de son pays et du fonctionnement de l'impérialisme ou du néo-colonialisme dans la mesure où ils affectent directement les possibilités de développement de son pays. Mais il ne s'agit là très souvent que d'une prise de conscience viscérale. Il sent les problèmes mais ne les saisit pas intellectuellement. Cela conduit parfois à un nationalisme et même à un chauvinisme exacerbé : c'est l'attitude du « nous le savons déjà ; vous n'avez rien à nous apprendre » envers les étrangers. Pourtant le nationalisme est devenu une force puissante et l'éthique nationale, comme l'a démontré Adams (1968), est un élément important de la formation des sociologues latino-américains.

Quatrièmement, il prend conscience de la structure du pouvoir et des classes de son propre pays ainsi que des conflits d'intérêts entre les groupes dominants (propriétaires fonciers, bureaucratie, bourgeoisie dépendante, etc.) et les masses opprimées (Indiens, paysans, marginaux urbains, classe ouvrière).

Par ailleurs le gouvernement de son pays (quelle que soit sa coloration politique) a défini le développement économique et social comme un objectif national et a mis sur pied un certain nombre d'organismes dont le but officiel est de promouvoir un tel développement (bureaux de la planification nationale, institutions régionales du développement, programmes d'action communautaire, services de médecine préventive et de santé publique, etc.).

Le sociologue qui s'oriente vers l'application s'irrite de ce qu'un grand nombre de postes de responsabilité dans ces programmes sont occupés par des politiciens illettrés, par des médecins étroits d'esprit, par des architectes ignorants du milieu social et par d'autres spécimens de la vermine inculte et technocratique. Il sait que toutes les erreurs et tous les échecs qu'ont connus ces programmes sont dus à l'ignorance inexcusable des réalités sociales, et qu'un sociologue, bien au fait des dernières techniques de recherche, sera capable de leur en remonter. Dans ce contexte, il se trouvera bien un patron attentionné (un professeur d'Université, un ami au gouvernement ou un oncle maternel

bien introduit) pour venir lui proposer un projet pas très bien financé mais engageant : voilà sa chance de montrer ce qu'il sait faire.

[424]

Hélas, notre sociologue bien intentionné et ambitieux se trouve bientôt embarqué dans la tracasserie bureaucratique, la paperasserie administrative, les luttes politiques internes et un manque général de réceptivité pour ses idées novatrices. Bien plus, on ne lui accorde jamais de pouvoir et il n'y a rien de plus irritant. Si bien qu'il se trouve obligé d'admettre sa défaite et d'abandonner doucement la sociologie, à moins qu'il ne résiste et ne combatte le système, avec des résultats mitigés.

J'exagère à peine en traçant ce portrait stéréotypé. En vérité, le dilemme du sociologue aux idées avancées est terrible. Le besoin de « faire quelque chose » pour contribuer au changement social à quelque niveau que ce soit dans un pays aussi pauvre est très grand. Evidemment de petits et de grands changements se déroulent partout. Un grand nombre d'entre eux, surtout en Amérique latine, semblent être, à première vue, véritablement révolutionnaires lorsqu'on les examine dans le contexte des structures sociales traditionnelles, surtout dans les zones rurales. Ceci nous conduit au problème de la transformation structurale dont on débat avec passion dans les milieux latino-américains. Quels sont ces changements « structuraux » ? Dans quel cas l'action sociale est-elle véritablement révolutionnaire et dans quel cas est-elle « simplement réformiste » ?

Il est courant chez les radicaux de rejeter un grand nombre de programmes comme « réformistes » (c'est-à-dire qui ne tendent pas à des changements significatifs mais plutôt à consolider les systèmes existants d'exploitation grâce au processus de modernisation) et d'exiger, en retour, de véritables changements révolutionnaires. Bien que je sois fondamentalement d'accord avec ce point de vue, je ne pense pas qu'il puisse être un prétexte à se retirer de l'activité professionnelle. C'est plutôt un défi pour orienter son activité dans une direction plus significative.

Un examen attentif montre d'ailleurs que la distinction entre « réforme » et « révolution » est assez imprécise. Si nous sommes certains de pouvoir reconnaître le produit fini, nous ressemblons plutôt aux aveugles du proverbe qui cherchent à identifier l'éléphant révolutionnaire en tâtant ses diverses extrémités. Cependant les révolutions ne sont jamais un produit fini et une analyse plus précise d'un certain nombre de révolutions récentes nous démontrerait qu'elles

subissent toutes de l'intérieur des réformes constantes. Les révolutions qui ne les pratiquent pas et qui vivent du mythe de la perfection achevée tombent dans l'univers du bureaucratisme et du totalitarisme d'où il leur est de plus en plus difficile de s'échapper.

[425]

Par ailleurs, si le « réformisme » en tant qu'idéologie est, à l'évidence, contre-révolutionnaire, des réformes précises des structures sociales et économiques ont des sens différents dans des contextes historiques différents. Ainsi, il y a certainement des réformes dont le but principal et la fonction sont de prévenir tout type de changement plus profond et de consolider les systèmes en place. L'« Alliance pour le progrès » tombe dans cette catégorie. Ce sont des réformes contre-révolutionnaires.

D'autres réformes sont « réformistes » en ce sens qu'elles visent à réaliser un certain nombre de changements importants qui exigent un ajustement des structures existantes sans pour autant modifier les bases du pouvoir politique et économique des classes dirigeantes du pays. L'abolition du servage en Russie, le *estatuto da terra* au Brésil, la reconnaissance du droit d'organisation et de grève aux travailleurs, la nationalisation de certaines industries ou de certains services de base dans les pays dépendants et, bien sûr, un certain nombre de programmes de distribution des terres dans les pays d'Amérique latine, relèvent de cette catégorie. Ces « réformes réformistes », en l'absence de révolutions sociales et politiques complètes, constituent un aspect nécessaire et inévitable du développement social. Le sociologue radical ne peut pas ne pas les approuver et les soutenir même lorsqu'il sait — ou sent — qu'elles « ne vont pas assez loin » ou « qu'elles éludent les vrais problèmes ».

Finalement, il y a les « réformes révolutionnaires », celles qui touchent les centres nerveux des systèmes existants de domination, qui résultent de la pression organisée des masses populaires et qui mettent en cause très clairement la position relative des classes sociales opposées dans la société. C'était certainement le cas des réformes agraires mexicaines et boliviennes à leur début et des réformes agraires actuelles au Chili et au Pérou. La nationalisation du système bancaire (comme au Chili) en est un autre exemple. Les réformes révolutionnaires sont un tremplin pour des transformations ultérieures ;

qu'elles soient utilisées dans un tel sens ou non dépend évidemment de facteurs politiques très concrets.

Ce n'est pas tellement la fonction des réformes elles-mêmes, que la place qu'elles occupent au sein du processus global de développement et de leurs liens avec les autres types d'action, qui permet de décider si les réformes d'un certain type deviennent finalement révolutionnaires ou non. Si bien qu'on ne devrait pas les juger de façon isolée mais plutôt dans le cadre de leurs relations avec la société globale. Par exemple, la réforme agraire [426] mexicaine était révolutionnaire au début (jusqu'en 1940) mais la même réforme (fondée sur les mêmes prémisses, les mêmes mécanismes et la même idéologie) est devenue conservatrice dans le cadre de la structure économique et sociale actuelle du Mexique. Le rôle des réformes dans la société n'est qu'une expression des relations entre les différentes forces sociales et politiques en présence, et c'est la dynamique de ces relations qui décide si les réformes sont réformistes ou peuvent devenir révolutionnaires.

Dans ces conditions, les sciences sociales appliquées doivent redéfinir constamment leur rôle, sinon elles deviendront des appendices technocratiques pour des politiques sur lesquelles elles ne peuvent avoir aucune influence. J'ai rencontré peu de sociologues appliqués qui voient la situation de cette façon. Habituellement, ils acceptent une série de consignes politiques du sommet et, s'ils essaient de redéfinir vraiment les problèmes, c'est dans des termes opérationnels plutôt que politiques. Aujourd'hui les critiques fondamentales viennent plutôt de la nouvelle génération de sociologues, et très souvent des étudiants.

Il est évident, par exemple, que le rôle d'un sociologue ou d'un anthropologue qui participe à des programmes de diffusion des innovations techniques en agriculture variera fondamentalement selon que ces programmes se déroulent dans le cadre d'une réforme agraire radicale et s'adressent aux paysans qui bénéficient de cette réforme, ou qu'ils se situent dans le contexte traditionnel de grandes propriétés où les systèmes de stratification sont rigides et où seule une poignée d'entrepreneurs modernistes est capable de tirer profit de ces innovations. Le même raisonnement s'applique aux programmes de santé et de nutrition, de développement communautaire, de coopération, etc.

Un problème particulièrement pertinent aujourd'hui en Amérique latine est l'*indigenismo*. C'est le terme pour désigner les divers programmes gouvernementaux qui tendent à incorporer les populations indiennes « arriérées » dans le courant de la vie nationale. Récemment les sociologues radicaux, en particulier ceux du Mexique et du Pérou, ont critiqué violemment ces programmes. On ne peut évidemment remettre en cause l'objectif élémentaire de l'*indigenismo* : l'amélioration du niveau de vie des populations indiennes. Ce sont les prémisses idéologiques qui fondent l'*indigenismo* que l'on remet en question. Et celles-ci relèvent des conceptions prédominantes concernant le soi-disant problème indien et la nature du processus du développement national. Traditionnellement, les anthropologues envisageaient les sociétés indiennes d'Amérique latine d'après un certain nombre [427] de critères culturels qui les plaçaient à l'écart de la soi-disant culture nationale. On considérait les changements subis par ces sociétés comme un processus d'acculturation. On appelait systèmes de castes les systèmes régionaux où rentraient en contact Indiens et non-Indiens. L'hypothèse de base pour les *indigenistas* est la suivante : un processus accéléré d'acculturation dirigée ou de changement culturel aidera à briser ce système de castes, élèvera les communautés indiennes au niveau de l'environnement et permettra d'intégrer les Indiens comme des membres à part entière de la société nationale. Il était rare que l'on analyse la nature de la société nationale elle-même. On considérait les mécanismes grâce auxquels les classes dominantes de cette société nationale (et auparavant de la société coloniale) intégraient de fait les Indiens dans un système d'oppression et d'exploitation depuis la Conquête et surtout depuis l'expansion de la production capitaliste dans l'agriculture comme un arrière-plan historique, mais non pas comme un élément pertinent pour expliquer la situation actuelle. En refusant de reconnaître les caractères essentiels de la société nationale à laquelle appartiennent les communautés indiennes (pour ne pas parler de la nature de l'État comme expression d'un système de classes national), les *indigenistas* faisaient retomber directement toutes les responsabilités de l'arriération de ces communautés sur elles-mêmes, sur leur culture, sur leurs systèmes de valeur et même avec ironie sur leur prétendu

isolement. (J'ai déjà critiqué ailleurs ³⁷³ cette conception et j'ai avancé une autre interprétation des faits.)

Est-ce le rôle des anthropologues appliqués de l'*indigenismo* d'accélérer la disparition des cultures indiennes ? De leur imposer les valeurs urbaines des classes moyennes d'une société bourgeoise compétitive et destructrice ? De sanctionner, au moyen d'une politique officielle, la prolétarianisation ou la marginalisation accélérée des populations indiennes ? De consolider, grâce à leur action, des formes plus nouvelles et peut-être plus inhumaines d'exploitation économique ? Voilà quelques-unes des questions que la nouvelle génération d'*indigenistas* est en train de se poser. Evidemment, ces processus se déroulent d'eux-mêmes et les *indigenistas* officiels soutiennent qu'ils sont en train de les combattre au moyen d'un paternalisme éclairé, d'une assistance technique, de programmes éducatifs et de tout ce qui s'ensuit. Les critiques cependant ne désarment pas pour autant et préféreraient voir le nouveau type l'*indigenismo* comme une puissante force dynamique [428] qui ne servirait pas seulement de palliatif bureaucratique pour des cultures agonisantes et des paysans opprimés, mais qui pourrait contrer l'ethnocide tel qu'on le pratique couramment en Amérique latine ³⁷⁴ et qui pourrait servir de point de ralliement pour la transformation révolutionnaire non seulement des communautés indiennes mais des sociétés nationales elles-mêmes ³⁷⁵.

Cet exemple nous montre que le rôle du sociologue appliqué, dans le cadre du développement national, ne peut être neutre. Il ne peut rester fidèle aux principes éthiques de sa science et en même temps refuser de prendre position sur les plus vastes problèmes idéologiques et éthiques des processus sociaux dans lesquels il se trouve impliqué comme praticien. Et comme le montre le cas de l'*indigenismo*, cela ne relève pas du choix entre la science et la politique mais entre un type de pratique scientifique dans la politique et un autre.

³⁷³ STAVENHAGEN, 1963.

³⁷⁴ Voir la récente « Déclaration des Barbades » signée par onze anthropologues préoccupés par ce phénomène, 1971, de même que JAULIN, 1970.

³⁷⁵ À propos des discussions récentes sur l'*indigenismo* se reporter à BONFIL et autres, 1970, et VILLA ROJAS, 1968.

Il est évident que la science sociale appliquée, qu'elle soit d'inspiration romantique, officielle, bureaucratique ou radicale, ne peut modifier d'elle-même, et quelle que soit son importance, les forces sociales qui sont au travail. Mais le sociologue engagé se doit de soulever les problèmes, de poser des questions embarrassantes, de mener les critiques à leur terme, de créer de nouveaux modèles. Et s'il le peut, d'engager l'action nécessaire.

*Traduit de l'anglais
par Jean COPANS*

[429]

BIBLIOGRAPHIE

ADAMS Richard, « La ética y el antropologo social en America Latina », *America Indigena*, 1968, XXVIII, 1.

BARITZ L., *The Servants of Power : History of the Use of Social Science in American Industrie*, Wesleyan University Press, Middleton, Conn., 1960.

BONFIL Guillermo et al, « De eso que llaman antropologia mexicana », editorial *Nuestro Tiempo*, S.A., Mexico, 1970.

COPANS Jean, « Quelques réflexions », *Les Temps modernes*, 1970-1971, n° 293-294 ; repris in *Critiques et Politiques de l'anthropologie*, F. Maspero, 1974.

Declaration of Barbados, « Subscribed to by eleven anthropologists at the Symposium on Inter-Ethnic Friction in South America », 1971.

DELORIA Vine Jr, *Custer Died for your Sins : An Indian Manifesto*, Avon BOOKS, New York, 1969 ; trad. fr. Peau Rouge, Ed. spéciale, 1972.

ERASMUS Charles, « Community Development and the Encogido Syndrome », *Human Organization*, 1968, vol. 27, n° 1.

FALS BORDA Orlando, « Ciencia y compromiso », *Aportes*, 1968, n° 8.

FALS BORDA Orlando, « La crisis social y la orientación sociológica : una réplica », *Aportes*, 1970, n° 15.

FALS BORDA Orlando, *Subversion and Development : The Case of Latin America*, Foyer John Knox, Geneva, 1970.

FRANK André G., *Latin America : Underdevelopment or Revolution*, Monthly Review Press, New York, 1969.

FREIRE Paulo, *Pedagogy of the Oppressed*, Herder and Herder, N.Y., 1970 ; trad. fr. : *Pédagogie des opprimés*, Petite Collection Maspero, n° 130, 1974.

HUIZER Gerrit, « Resistance to Change and Radical Peasant Mobilization : Foster and Erasmus Reconsidered », *Human Organization*, [with comments by George Foster and Charles Erasmus], 1970, vol. 29, n° 4.

JAULIN Robert, *La Paix blanche : introduction à l'ethnocide*, Seuil, Paris, 1970.

« Social Responsibilities Symposium » (with the participation of Gerald D. Berreman, Gutorm Gjessing, Kathleen Gough and others), *Current Anthropology*, 1968.

SOLARI Aldo, « Algunas reflexiones sobre el problema de los valores, la objetividad y el compromiso en las ciencias sociales », *Aportes*, 1969, n° 13.

[430]

SOLARI Aldo, « Usos y abusos de la sociología : una réplica », *Aportes*, 1971, n° 19.

STAVENHAGEN Rodolfo, « Clases, colonialisme) y aculturación », *América Latina*, 1963, vol. 6, n° 4.

STAVENHAGEN Rodolfo, « Seven Erroneous Theses about Latin America », *New University Thought*, 1966-1967, vol. 4, n° 4 ; trad. fr. : [*Sept thèses erronées sur l'Amérique latine ou Comment décoloniser les sciences sociales*](#), Anthropos, 1973.

VALENTINE Charles A., *Culture and Poverty: Critique and Counter-Proposals*, University of Chicago Press (CA Book Review in *Current Anthropology*, 1969, 10, 2-3, 1968.)

VILLA ROJAS Alfonso « En torno a la nueva tendencia ideologica de antropologos e indigenistas », *America Indigena*, 1969, XXIX,

[431]

*“Comment décoloniser
les sciences sociales appliquées.”*

Commentaire

Guillermo Bonfil Batalla

[Retour à la table des matières](#)

Les positions prises par Rodolfo Stavenhagen dans ce travail représentent une contribution substantielle à la discussion, de jour en jour plus brûlante dans les pays du tiers monde, sur la manière dont les sciences sociales — et dans notre cas particulier l'anthropologie — peuvent exercer une fonction plus dynamique et plus cohérente dans les processus de transformation révolutionnaire qu'exige la problématique économique et sociale de ces pays. Etant donné l'envergure des thèmes traités par Stavenhagen dans une synthèse aussi dense, il ne serait pas possible de commenter en détail chacun d'entre eux. Aussi, pour ma part, je me bornerai à présenter quelques considérations que me suggèrent certaines de ses propositions essentielles.

Je suis entièrement d'accord avec Stavenhagen lorsqu'il considère l'étude des opprimés comme insuffisante en elle-même et révélatrice, à un certain degré, d'une mentalité colonialiste. Il faut, comme il le dit, faire porter l'attention en priorité sur les groupes oppresseurs et le système global de domination. Le problème n'est d'ailleurs pas seulement d'étudier les secteurs dominants, mais de faire connaître le résultat de ces recherches aux couches exploitées, comme l'indique encore Stavenhagen. Il me paraît nécessaire de souligner ce lien entre les deux propositions de l'auteur : étudier les groupes qui détiennent le pouvoir à l'intérieur du système global, et communiquer les résultats obtenus aux secteurs qui pâtissent des effets de la structure de domination. Comment mener à bien cette double entreprise ?

L'alternative que propose Stavenhagen aux chercheurs en sciences sociales qui décideraient de faire de l'« observation participante » dans les cercles et les institutions du pouvoir consiste dans la recherche d'explications alternatives, dans la critique intellectuelle des « vérités » établies ou acceptées et dans la redistribution des connaissances ainsi acquises, selon le critère [432] de *dé-élitisation* et de *démystification* qui régira la transmission des résultats. Ce chemin s'est avéré de son propre aveu fort périlleux pour tous ceux qui l'ont choisi jusqu'à présent.

C'est sur ce point que je voudrais ajouter quelque chose : nous sommes alors sur un terrain politique, où les possibilités d'action d'un individu isolé se trouvent très réduites. Tout anthropologue qui se sera mis dans cette situation difficile pourra suivre — ou croire suivre — le modèle que Stavenhagen propose ; mais la somme de ces efforts personnels isolés entraînera difficilement une modification substantielle de l'incidence des sciences sociales sur les processus de transformation sociale. Je ne trouve donc d'autre solution possible que la participation du chercheur aux organisations politiques les plus en accord avec ses convictions. Et ici, me semble-t-il, nous arrivons au cœur du problème (du moins tel qu'il se présente dans de nombreux pays latino-américains) : l'incidence politique des sciences sociales sur la transformation de la société est en raison directe de la maturité et de la force des organisations politiques capables de convertir les connaissances scientifiques en programmes d'action, et de les mettre en pratique. En même temps, du moins est-ce ce que je veux croire, ces organisations politiques atteindront une plus grande efficacité dans la mesure où elles feront usage des résultats d'une recherche scientifique bien orientée.

C'est dans cette perspective qu'il faut envisager, comme nous y convie Stavenhagen, la frustration du spécialiste en anthropologie appliquée par manque de pouvoir réel. Il me semble qu'il n'exercera jamais le pouvoir en tant que scientifique, mais en tant que politique, c'est-à-dire participant effectif à une organisation politique. Le pouvoir personnel acquis par beaucoup, au sein de l' *establishment*, ne l'a pas été pour leurs capacités scientifiques, mais parce qu'ils acceptent, implicitement ou explicitement, que leurs capacités scientifiques soient mises au service de cette classe dominante. L'autre chemin consiste à lier son destin personnel et scientifique, au-dedans et au-dehors de l'

establishment, à celui des forces organisées qui luttent pour le pouvoir en vue de transformer l'ordre social en place.

Dans des cas extrêmes, la communauté scientifique a donné l'alarme lorsque l'un de ses membres, naïvement ou non, participe à des programmes dont le caractère réactionnaire, pro-impérialiste ou génocidaire est évident, mais, dans la plupart des cas, les choses ne sont pas aussi claires, comme le souligne Stavenhagen, et l'anthropologue désireux de faire de l'« observation participante » dans les hautes sphères du pouvoir établi [433] risque d'être peu à peu enveloppé dans les filets du système et de se transformer en serviteur (éventuellement inconscient) de celui-ci. Dans une telle position, seul le lien réel avec une organisation politique conséquente peut lui offrir, d'une part la perspective adéquate pour comprendre sa propre situation, d'autre part lui fournir le canal par lequel les résultats de sa recherche parviendront au public qui en a besoin (c'est-à-dire aux groupes opprimés par le système qu'il étudie).

Le problème final, mais non le moins réel, est que, dans les pays du tiers monde, ces organisations politiques ou sont faibles et rares, ou encore ne satisfont pas les aspirations de beaucoup des chercheurs engagés. Ici, une alternative s'impose : soit continuer à se débattre dans l'incertitude et dans les contradictions que Stavenhagen analyse si clairement, soit contribuer de manière effective à la création des groupements politiques adéquats, car ils sont, je le répète en conclusion, la condition sine qua non de la décolonisation réelle des sciences sociales appliquées.

Traduit de l'espagnol
par Denise NOBRE-MERINHOS

[434]

*“Comment décoloniser
les sciences sociales appliquées.”*

Commentaire

André Gunter Frank

[Retour à la table des matières](#)

L'anthropologie de qui, appliquée à qui, pour qui, par qui ? Voilà le problème. Stavenhagen a expliqué et répondu sur les plans scientifique et éthique que dans le cadre de l'orthodoxie et de la légitimation bourgeoises, l'anthropologie et les autres sciences sociales ont été traditionnellement celles du peuple et appliquées au peuple mais pour leurs maîtres coloniaux et capitalistes propres ou étrangers. Et avec ces maîtres ou leurs anthropologues pratiques, « achetés », on améliore le gouvernement du peuple opprimé. En déclarant cela courageusement devant la Société d'anthropologie appliquée, Stavenhagen emprunte lui-même une des nouvelles voies qu'il propose dans la mesure où sa dénonciation débouche sur une étude originale des gouvernements et non des gouvernés. Par conséquent, il mène un combat valeureux sur le front idéologique dans la mesure où son message touche le peuple ou du moins certains anthropologues appliqués colonisateurs et que cela peut les aider à prendre conscience du problème. (Dans la mesure où la S.A.A. elle-même a invité Stavenhagen à prononcer sa conférence, on peut se demander si les objectifs de Stavenhagen sont perçus réellement comme ouvertement dangereux ou s'ils répondent au besoin d'entreprendre un léger réformisme, dont Stavenhagen examine également les conséquences.)

Une des autres nouvelles directions proposées par Stavenhagen, malgré son apparence de nouveauté, risque fort bien de n'être rien d'autre qu'une pénétration plus profonde du peuple dans et par la vieille

direction : comme l'*indigénisme* et les programmes de développement communautaire que Stavenhagen critique à juste titre, la traduction du jargon professionnel en langage populaire et la transmission des conclusions du chercheur à Dom Simpatico de San Miguel, comme le propose Stavenhagen, se trouvent également proposées et appliquées par Richard [435] N. Adams³⁷⁶ en tant que directeur de la Ford Foundation à Buenos Aires. C'est également l'objectif et la pratique de l'Institut international du travail du B.I.T. à Genève (qui emploie Stavenhagen actuellement). Mais surtout, à quoi aboutit l'invitation faite à Dom Simpatico de dialoguer avec le chercheur néo-colonial ? Cela revient à financer, procurer ou occuper les possibilités institutionnelles et la langue, le sujet de ce dialogue : à court-circuiter la direction indigène locale et ses institutions (comme Ph. Selsnick le proposait à partir de son étude de la T.V.A.) et à acheter des gens pour constituer une cinquième colonne au sein du peuple lui-même. Ne s'agit-il pas là précisément de l'expérience du chercheur en sciences sociales dans son propre pays du soi-disant tiers monde — dont le sort préoccupe Stavenhagen ? Ce sort ne serait-il pas justement défini par le dilemme suivant : ou devenir la cinquième colonne locale de ce corps de la paix scientifique ou la combattre quotidiennement dans le cadre de la guerre idéologique et politique qu'elle mène au sein des organisations universitaires, ouvrières et communautaires et dans les mouvements populaires ?

Au lieu de se demander quelle anthropologie on applique à quoi, il est plus important de se demander qui applique cette anthropologie et pour qui ? En effet Stavenhagen et moi sommes probablement en désaccord sur ce point, car le genre d'activiste anthropologue pour qui et par qui cette anthropologie se trouve appliquée risque de déterminer plus sûrement le genre d'anthropologie qu'il pratique que l'inverse. Et ce pour qui inquiète Stavenhagen sera surtout déterminé par le par qui que Stavenhagen mentionne simplement en passant au lieu de faire de l'acteur de l'anthropologie appliquée le principal objet — ou sujet — de notre méta-anthropologie appliquée. Puisque l'anthropologue ou n'importe quel autre chercheur en sciences sociales est celui qui vend son travail — et son âme — au capitaliste le plus offrant, bien peu de

³⁷⁶ Cf. ses articles cités p. 96, 429.

bien pour le peuple est susceptible de provenir de son anthropologie, quel que soit le genre de celle-ci.

L'anthropologie et les autres sciences sociales seront probablement plus pour le peuple si elles sont appliquées par le peuple sans tenir compte du fait de savoir si cette science est celle du peuple et appliquée pour le mobiliser ou si elle est celle de leurs ennemis et appliquée à leur propos par les gens qui les combattent. On peut alors se demander si les applications anthropologiques [436] de Dom Simpatico ne constituent pas l'anthropologie par et pour le peuple. La réponse est négative si Dom Simpatico est utilisé institutionnellement pour aider les ennemis du peuple à gouverner même au moyen de réformes. De même le problème ne se pose pas dans les termes choisis par Stavenhagen où l'on trouve tout le temps la distinction entre changement réformiste ou révolutionnaire et l'anthropologie. Le problème dans la plupart des pays aujourd'hui est plutôt celui de la distinction entre une organisation réformiste et une organisation révolutionnaire, entre les partis sociaux-démocrates et les partis socialistes. Alors que ces derniers peuvent accepter quelques mesures réformistes des premiers, ceux-ci ne peuvent accepter une seule mesure révolutionnaire. C'est pour cette raison que nous croyons que seules des organisations socialistes et révolutionnaires peuvent vraiment se battre pour un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Par conséquent, seul le militantisme dans une organisation révolutionnaire et l'application de l'anthropologie et des autres sciences sociales guidée par et testée par la praxis d'un tel militantisme révolutionnaire peuvent assurer que l'anthropologie et les sciences sociales seront appliquées dans les luttes du peuple pour un gouvernement du peuple, par le peuple — pour le peuple.

*Traduit de l'anglais
par Jean COPANS*

[437]

*“Comment décoloniser
les sciences sociales appliquées.”*

RÉPONSE

Rodolfo STAVENHAGEN

[Retour à la table des matières](#)

Laissez-moi d'abord répondre aux critiques négatives bien qu'aimables. Les arguments des professeurs Barnett, Gallaher et Wax représentent assez fidèlement l'approche traditionnelle que les chercheurs « radicaux » en sciences sociales prennent de plus en plus comme cible de critique... Barnett par exemple regrette de ne pas trouver dans ma communication une distinction nette entre l'anthropologue en tant qu'anthropologue et l'anthropologue en tant que citoyen. Gallaher de son côté souhaite une séparation claire entre la vision anthropologique du monde et celle d'autres groupes de référence. Justement l'un de mes arguments consistait à montrer qu'une telle frontière est illusoire. Alors que je n'implique pas que tout acte politique accompli par un anthropologue est de l'anthropologie, l'inverse me paraît vrai. La pratique de l'anthropologie sociale et culturelle (du moins dans la plupart des cas et de toute façon en anthropologie appliquée) constitue à l'évidence un acte politique, comme le note à juste titre Polgar en ce qui concerne l'élaboration des théories. Ainsi Barnett plaide pour la nécessité dans le cadre de la recherche universitaire de choisir des problèmes qui sont significatifs pour la discipline sans tenir compte du pouvoir et des contraintes sociales de notre propre société. Gallaher de son côté oppose les droits et les intérêts d'une population objet d'une recherche et les soi-disant « besoins propres d'une science ». Il paraît donc normal d'exiger que les critères qui définissent ces problèmes et ces besoins soient rendus explicites. Toutefois Barnett reconnaît avec justesse que le développement du savoir est contrôlé à travers l'allocation des moyens

et que les associations professionnelles ne sont pas responsables de cette politique d'attribution des moyens. La contradiction est ici évidente. Pour sortir de cette contradiction, on peut se demander légitimement [438] pourquoi les associations professionnelles ne s'engagent pas dans la politique d'attribution des moyens. Car, ce faisant, elles laissent justement « au pouvoir et aux contraintes sociales » de la société (comme les mandarins) le soin de déterminer les « besoins propres » de la science.

De même l'affirmation de Murray Wax n'est pas du tout convaincante. D'après lui l'étude des élites signifierait un retour aux recherches « conventionnelles » dont l'anthropologie culturelle s'était ouvertement séparée de façon radicale. Le professeur Wax n'ignore sûrement pas qu'il existe différentes manières d'étudier l'élite et même les carrières des héros militaires. Cecil Rhodes et Teddy Roosevelt sont assez différents selon la position que l'on occupe par rapport au processus de construction impériale. De même il existe différentes manières d'étudier les opprimés et l'on n'a pas besoin d'être un ennemi camouflé de la raison, de la liberté et de la science (comme le suggère fort curieusement le professeur Wax) pour appeler un chat un chat et admettre que la recherche anthropologique et sociologique non seulement peut devenir mais est devenue de plus en plus « une variété du renseignement militaire ». Dans quel pays le professeur Wax vit-il ?

Bien sûr il a plutôt raison lorsqu'il critique les radicaux pour leur naïveté à propos des réalités du pouvoir et pour leur attitude souvent eschatologique à propos de la révolution. Je suggère simplement que pour empêcher le fouet de la tyrannie de se transformer en scorpion bureaucratique — comme il semble le craindre — nous maintenions notre foi dans la force léonine et la vigilance d'aigle des masses populaires.

Pour terminer, un mot sur la culpabilité anthropologique à laquelle les professeurs Barnett et Gallaher font tous deux allusion. Les anthropologues comme d'autres groupes sociaux ont rempli des rôles sociaux déterminés par des structures historiques données. À ce niveau il n'y a aucune notion de « culpabilité ». Mais les anthropologues et les sociologues sont aussi des êtres humains libres et en tant qu'intellectuels ils ont toujours eu certaines responsabilités sociales spécifiques. Il n'est pas besoin d'expliquer que les chercheurs peuvent agir en leur âme et conscience et non seulement d'après leur rôle social. La situation

devient compliquée quand la définition de ce rôle social entre en contradiction avec les valeurs morales défendues officiellement par la culture dominante qui définit ces mêmes rôles. C'est ce qui vient de se passer dans les sciences sociales appliquées [439] d'après moi et ce qui nous a conduits aux problèmes dont nous discutons.

Je vais maintenant aborder rapidement certains des problèmes soulevés par les autres commentateurs. Je plaide coupable en ce qui concerne l'accusation d' « élitisme radical » de la part de D. J. Jones et en fait je me sens très gêné à ce propos. Cela provient probablement de mon engagement plus limité que je ne l'aurais voulu dans « la recherche activiste », malgré mes conseils d'avoir une telle pratique. Les difficultés d'une recherche de ce genre sont bien sûr très grandes, comme le reconnaissent Polgar, Silverberg et d'autres, mais Huizer montre bien qu'une telle recherche peut être profitable sur le plan scientifique. Mais suggérer que cette orientation devrait être étendue à tous les genres de recherche serait complètement ridicule.

Par ailleurs le militantisme politique, proposé par Bonfil et Frank, est bien plus qu'un simple engagement personnel que l'on peut séparer de sa « science » ou de ses activités universitaires, dans la mesure où les axes de la lutte sociale sont assez clairs dans le monde d'aujourd'hui. Comme nous le savons tous, les organisations politiques qui militent pour un changement social révolutionnaire continueront leur travail (heureusement), quoi qu'en pensent et fassent une poignée d'anthropologues. Mais si l'anthropologie peut contribuer en quelque façon à ce processus, c'est seulement par le biais de ce que les chercheurs feront en tant qu'individus. A ce propos je dois insister une fois de plus sur le fait que les chercheurs radicaux devraient être prudents et ne pas se radicaliser sans tenir compte du contexte social de leur activité scientifique. Je ne crois pas comme Frank que le dialogue entre les anthropologues et les populations qu'ils étudient conduisent nécessairement à leur intégration au sein du système des oppresseurs. Qu'un tel dialogue puisse servir à des fins de manipulation est évident. Mais il est toujours tout aussi évident qu'il peut conduire à une meilleure prise de conscience sociale et politique et pour les anthropologues et pour les populations. On connaît des anthropologues qui ont acquis une telle conscience au cours de leur activité scientifique, qui se sont détachés de l'establishment et qui ont utilisé leur savoir et leurs instruments scientifiques de la façon évoquée dans mon article.

Gunder Frank me permettra certainement de citer sa propre évolution intellectuelle comme une preuve sur ce point. Si ce processus doit se poursuivre il faut que cette discussion radicale se déroule à tous les niveaux possibles, que ce soit avec Dom Simpatico, [440] à l'Université, dans les organisations internationales ou au sein des sérieuses et respectables associations professionnelles des différentes disciplines scientifiques.

Traduit de l'anglais
par Jean COPANS

[441]

Deuxième partie.
UN DÉBAT INTERNATIONAL.

12

“Groupe du vendredi.”

Stefano Varese

I. À propos de l'anthropologie militante

[Retour à la table des matières](#)

Nous n'avons pas réussi à savoir comment était formé ce groupe et s'il fonctionnait toujours. Malgré cette ignorance concernant leurs origines, ces notes s'imposent par la simplicité de leur argumentation.

Commentaires de l'article d'Alfonso Villa Rojas, « En torno a la nueva tendencia ideológica de antropólogos e indigenistas ». (« Sur la nouvelle tendance idéologique des anthropologues et des indigénistes »), publié dans America Indígena, XXIX-3, Mexico, juillet 1969.

Exposé du 10 octobre 1969 à la table ronde du Seminario de Estudios Antropológicos, salle de conférences de l'Instituto Indigenista Interamericano de Mexico.

Nous nous comptons parmi les anthropologues de la « nouvelle vague » (comme vous les appelez) qui affirment que « l'anthropologue doit être engagé ». Et nous sommes entièrement d'accord avec la position (que vous citez, en la désapprouvant) du Péruvien Stefano

Varese, en ce sens que la responsabilité de l'anthropologue « se définit par rapport au type de société dans laquelle il vit et agit ». « Là où existent de forts déséquilibres — poursuit la citation de Varese — entre secteurs dominants et secteurs dominés, désorganisés, non autostructurés [442] en tant que groupes conscients de leurs objectifs, de leurs valeurs culturelles, de la véritable nature de leurs ennemis, l'ethnologue doit alors intervenir comme catalyseur pour la prise de conscience, pour l'autovalorisation : il doit intervenir en critiquant les fausses valeurs sociales et culturelles, prétendument nationales et présentées et imposées comme valables pour tous, alors qu'en réalité elles ne sont que des instruments de pouvoir et de domination. Sa tâche doit être de révéler l'opposition entre les intérêts particuliers d'une minorité quantitative qui s'est instituée en groupe de domination, et les intérêts du reste de la société nationale. Et, lorsque ce reste est constitué de sociétés et de cultures qui ne partagent pas les mêmes prémisses historiques, la tâche anthropologique ne peut pas se limiter exclusivement à la dénonciation *ex cathedra*, mais elle doit aborder aussi le champ de l'action ³⁷⁷. »

Donc, si nous avons pris la peine de reproduire intégralement votre citation de Varese, c'est parce que nous ne trouvons justes ni la définition que vous donnez du « nouveau courant idéologique » de l'anthropologie, ni les reproches que vous lui adressez. Nous trouvons que, s'il y a quelque chose de commun entre les personnes que vous critiquez dans votre article, c'est leur conscience du fait que la théorie et la pratique anthropologiques reflètent et ont toujours reflété les intérêts et les préoccupations de secteurs sociaux déterminés, et particulièrement de ceux qui « exercent le pouvoir ou ont les moyens d'influencer les décisions politiques » (selon l'expression de Guillermo Bonfil). Mais ce n'est pas tout.

Vous avez défini votre position en ce sens que « la loyauté fondamentale du chercheur en sciences sociales doit se situer, surtout, dans son comportement scientifique ; qu'il doit adhérer à ses principes méthodologiques, être ancré dans sa vérité en dépit des pressions qu'il sera susceptible de rencontrer sur son chemin ». Ainsi, vous prétendez que « le mal consiste à entremêler de harangues politiques les postulats de la science ou à confondre les idéaux avec les moyens pour les

³⁷⁷ Alfonso VILLA ROMS, *op. cit.*

obtenir ». « Ce sont deux choses distinctes — précisez-vous — et chacun est libre de choisir la forme d'action qui conviendra le mieux à sa volonté et à son tempérament. »

Cette position, que vous présentez comme quelque chose de clair et d'évident en soi, comme point d'arrivée, n'est pour nous qu'un des points de départ. Nous nous posons ces questions : [443] — Comment apparaissent ces principes méthodologiques et cette vérité ? — Dans quelles conditions historiques et sociales ? Et encore : — Comment se produit ce choix, que vous imputez au libre arbitre, à la vocation ou au tempérament de chacun ? — Se produit-il au hasard, s'agit-il de faits purement intellectuels, que l'on connaît par science infuse ? — Ou, au contraire, apparaissent-ils selon certaines règles et certaines restrictions d'ordre historico-social ? — Peut-on séparer l'anthropologie de la politique, ou, pour aller plus loin, peut-on séparer quelque activité humaine de la politique ? — Ou, n'est-ce pas plutôt que « toute action est toujours une action politique », comme l'a affirmé Gramsci ³⁷⁸ ? En ces termes, la séparation entre penser et agir n'est-elle pas artificielle ?

Nous ne prétendons pas être parvenus à des réponses fermes à propos de ces interrogations qui ne font que refléter quelques-unes de nos préoccupations primordiales concernant l'exercice de l'anthropologie. Mais le fait de les avoir formulées peut nous aider à leur trouver des réponses plus satisfaisantes et, surtout, plus rigoureuses d'un point de vue logique que celles que vous proposez. Quelle est, à notre avis, l'origine méthodologique de nos divergences avec vous ? — D'un côté, en tant qu'anthropologue, vous vous voyez obligé d'accepter la « vérité de La Palice » selon laquelle la connaissance scientifique est un produit de l'homme, c'est-à-dire un produit social délimité par des circonstances historico-sociales déterminées, et, dans cette mesure même, relatif et provisoire. Mais d'un autre côté, vous êtes amené à défendre l'objectivité de la science. Malheureusement, votre critère pour caractériser l'activité scientifique est très, très pauvre. En approuvant une citation que vous faites de Sol Tax, vous concevez la science anthropologique comme une activité dirigée vers la recherche « en termes de problèmes scientifiques » et non " en termes de

³⁷⁸ Antonio GRAMSCI, *El materialismo histórico y la filosofía de Benedetto Croce* (Le matérialisme historique et la philosophie de Benedetto Croce), La Habana, 1966.

problèmes pratiques ou sociaux » qui, à votre avis, relèvent du domaine de l'administration. Nous pourrions citer de nombreux cas spécifiques et plusieurs interprétations de la science qui vont à rencontre de cette séparation. Mais cela ne nous intéresse pas pour le moment : nous nous contentons de signaler le fait et nous allons expliquer notre position.

Pour l'analyse de l'activité scientifique, nous considérons indispensable [444] d'en distinguer deux aspects différents qui, de toute évidence, sont complémentaires et s'éclairent mutuellement. En effet, le problème de la connaissance doit être abordé dans une perspective méthodologique double. D'une part se trouve l'ensemble des problèmes relatifs à l'intuition, à l'élaboration et à l'application du savoir scientifique ; de l'autre, l'ensemble des problèmes qui embrassent sa reconstruction rationnelle et sa validation empirique et logique. En suivant Reichenbach ³⁷⁹, nous pourrions incorporer le premier aspect dans ce qu'il appelle le contexte de la découverte, c'est-à-dire le cadre des conditions historiques et sociales dans lequel surgissent et se forment ensemble la connaissance et les principes méthodologiques et pratiques qui la guident et l'orientent. Dans le second aspect, que Reichenbach appelle le contexte de la justification, on inclut l'analyse critique et la reconstruction rationnelle — au niveau épistémologique — des produits de toute activité scientifique qui doivent se soumettre, quel que soit le champ de leur application, aux critères minimum de la non-contradiction, de la correspondance avec la réalité empiriquement étudiée et de la mise à l'épreuve intersubjective des énoncés pertinents. En ce qui concerne ce contexte de la justification, il y a beaucoup d'objections à faire à la majeure partie des théories anthropologiques actuellement en vogue. Mais ce qui est en discussion pour l'instant n'est pas la rationalité ou l'irrationalité d'une théorie anthropologique déterminée, en tant que telle. Pour l'instant, nous nous contentons de mentionner en ce sens le travail critique et d'exposition fait par Marvin Harris dans son livre *The Rise of Anthropological Theory* ³⁸⁰, qui est exemplaire. Harris critique les orientations anthropologiques qui survolent, nient ou sous-estiment la force de la causalité culturelle ; qui ne prêtent d'attention qu'aux particularités de certaines cultures, sans

³⁷⁹ Hans REICHENBACH, *Expérience and Prédiction*, Phoenix Books, The University of Chicago Press, 1961 (1^{re} édition, 1938).

³⁸⁰ Marvin HARRIS, *The Rise of Anthropological Theory : A History of Theories of Culture*, Thomas Y. Crowell Co., New York, 1968.

jamais tenter la généralisation ; qui ne cherchent à expliquer les données ethnologiques qu'en fonction de théories psychologues ; qui s'écartent délibérément de l'étude réelle, observable, des hommes, et se proposent de décrire exclusivement les « états mentaux » supposés et les symboles qui les « manifestent », pour tomber dans le vide des schémas d'explication formaliste.

Mais, revenons à ce dont on débat maintenant, c'est-à-dire [445] à *l'application et à la formulation sociales* de la théorie anthropologique. Comme il est clair désormais, à la base de la critique que vous faites dans votre article, se trouve une confusion des aspects que, quant à nous, nous avons séparés sous les rubriques de « contexte de la découverte » et de « contexte de la justification », en nous en tenant à leur contenu. L'inquiétude que vous produisent les nouvelles orientations obéit, dès le départ, à cette confusion.

Nous ne nions nullement que le *résultat* de nos recherches doit se plier aux lois de la comprobaton scientifique. Au contraire, c'est sur cet ajustement même que se fonde notre confiance dans le fait que la théorie et la pratique anthropologiques pourront aider à orienter la stratégie des groupes qui luttent pour leur libération. Ce que nous nions de la manière la plus formelle est le pluralisme et le relativisme qu'impliquent la supposition que toutes les théories anthropologiques qui ont surgi et se sont développées jusqu'à présent correspondent également aux besoins des hommes qu'elles sont censées étudier. Nous nions que dans le processus de *l'élaboration et de l'application de la théorie anthropologique* il existe une attitude désintéressée et « objective », en marge des intérêts et des luttes qui se produisent au sein de la situation socio-culturelle dans laquelle se trouve le chercheur. C'est ici le point névralgique où se manifestent de la manière la plus patente nos divergences fondamentales et irréconciliables. L'autre point de vue, celui que vous présentez, équivaut à la confusion et conduit à une attitude quiétiste, à la douce aliénation soporifique dans laquelle tombèrent les anthropologues qui participèrent au projet Camelot et qui participent toujours à d'autres plans similaires, menés par le désir erroné de se savoir « fidèles » aux vérités platoniques de la science telle qu'ils l'entendent.

Nous croyons qu'après toutes ces précisions méthodologiques, on pourra saisir notre position avec moins de parti pris.

Ce que nous proposons est de participer à l'élaboration, au développement et à l'emploi des nouveaux concepts critiques de l'anthropologie, de façon à ce qu'ils répondent mieux aux problèmes posés par la réalité sociale que nous étudions. Cela signifie que nous nous sentons dans l'obligation de mettre continuellement en discussion les principes méthodologiques, les applications et les résultats de notre activité et que nous ne sommes pas disposés à accepter les théories et les idéologies anthropologiques d'une manière passive et irréfléchie. Au contraire, en nous proposant d'unir de manière cohérente la théorie [446] à la pratique anthropologiques, nous voulons participer activement à la fusion des deux contextes dans lesquels se réalise la théorie, c'est-à-dire combiner l'action avec la réflexion sur cette action, combiner notre engagement envers le monde dans lequel nous vivons avec la compréhension de ce monde.

Les implications de cette position sont claires. Elles indiquent qu'il est absurde et inefficace de continuer à feindre que nous, les anthropologues, soyons doués de facultés spéciales qui nous permettent de « voir » le monde sans que cette « vision » et le modèle théorique dans lequel elle s'exprime soient empreints de préjugés et de concepts non analysés. Déjà les conditions générales de la culture où nous vivons, la langue même que nous parlons, nous imposent une manière de penser et d'agir, une forme d'assumer le monde... et cela se reflète dans notre théorie. Nous, les anthropologues, ne sommes nullement une exception : nous supportons aussi le poids d'une culture déterminée — dans notre cas, celui d'une culture qui présente les pires traits du racisme, de l'ethnocentrisme, du sociocentrisme, de l'exploitation, du génocide et de toutes les formes d'anéantissement spirituel qui sont consubstantielles au capitalisme et à l'impérialisme. Elles indiquent aussi, et cela n'est pas le moins important, que le problème de l'anthropologue est double : non seulement il porte avec lui la description et l'analyse objectives des conditions d'une communauté déterminée — celle-ci considérée, en général, comme « objet » d'étude, comme quelque chose de totalement extérieur à lui — mais aussi, et cela dans le contexte de la découverte, la compréhension préalable de la situation même dans laquelle l'anthropologue s'est développé comme membre d'une culture donnée. Pour échapper au mirage de la fausse objectivité, qui n'est que la confusion de deux plans de la réalité, l'anthropologue doit non seulement concentrer son activité d'enquête et

pratique sur son objet, mais, en outre, il lui faut « opérer un retour sur lui-même », redéfinir sa pratique et sa théorie, et les juger en fonction des conditions dans lesquelles il les a formulées ou il les a acceptées.

Ainsi se pose à nouveau la problématique initiale : au plan du contexte de la découverte, nous, anthropologues, que nous le voulions ou non, baignons dans une conception du monde bien déterminée ; nous sommes imprégnés de certaines théories et de certaines hypothèses qui non seulement orientent nos recherches, mais toute notre vie. La conscience que nous avons de ce fait nous impose d'être toujours en alerte ; elle nous impose la nécessité d'apporter de continuels ajustements dans nos hypothèses [447] théoriques à propos des problèmes qui affectent les hommes et de l'attitude que les hommes assumeront en relation à ces problèmes ; elle exige de nous une compréhension toujours nouvelle et dynamique des solutions que l'homme lui-même invente dans son désir de les surmonter.

Nous constatons que l'effort des anthropologues d'avant-garde pour acquérir une conscience pleine et entière des problèmes qui interviennent dans leur formation, en même temps qu'ils essaient de comprendre, d'expliquer et de définir les traits essentiels d'un groupe social déterminé, constitue une tâche de longue haleine. Si, pour nous, l'essentiel n'est plus d'accumuler des faits et des anecdotes, ni d'établir des catalogues de conduites « exotiques », comme cela a été le cas pour le libéralisme condescendant de la plupart des anthropologues « classiques » ; si pour nous le fondamental n'est pas la transformation de la mentalité des opprimés comme c'est le cas — pratiquement — pour l'indigénisme, mais la modification radicale de la situation qui les opprime, ce que nous exigeons est une manière de penser et de comprendre le monde social en fonction des nécessités, des intérêts et des conditions spécifiques des groupes tenus en marge, exploités et colonisés dans le monde. En somme, l'anthropologue doit bien « intervenir comme catalyseur pour la prise de conscience, pour l'autovalorisation, en critiquant les fausses valeurs sociales et culturelles... », comme l'avait proposé Varese, car ce n'est que par un processus de rétro-alimentation (feedback), qu'il pourrait faire avancer sa science. En découvrant de nouvelles possibilités d'action politique, qui aideront à abolir la structure de classes de la société, l'anthropologue découvre de nouvelles possibilités de développement théorique et d'application de sa science.

Nous sommes convaincus que la formation d'anthropologues indépendants n'est pas chose facile ; elle exige tout un processus d'analyse et d'expérimentation ; elle exige une étude approfondie des nouvelles circonstances dans lesquelles se forment les nouveaux principes théoriques. Cependant, en fin de compte, c'est un fait que *la théorie anthropologique dont nous avons besoin est en train de se développer avec l'évolution des relations sociales existantes* et avec la conscience de plus en plus répandue dans le monde de la possibilité de forger une nouvelle société meilleure pour tous.

Pour terminer, remarquons que l'anthropologue indépendant, qui surgit dans beaucoup de pays du monde, l'anthropologue militant, se trouve maintenant mieux placé pour rechercher consciemment [448] l'unité de la théorie et de la pratique, car il est affecté puissamment par le changement fondamental qui se produit dans la société actuelle : le réveil révolutionnaire des peuples opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique... qui ont été traditionnellement les « objets » d'étude des anthropologues des métropoles, et qui, maintenant, se transforment en sujets de leur histoire, de l'Histoire. Notre capacité de discussion et de développement des nouveaux concepts critiques de l'anthropologie est, et continuera d'être, liée intimement au développement des luttes de libération surgies dans les trois continents.

[449]

II. L'anthropologie militante : quelques problèmes et les priorités

[Retour à la table des matières](#)

Exposé destiné au « Groupe ad hoc sur les problèmes de l'anthropologie méso-américaine », lors de la 68^e Réunion annuelle de l'American Anthropological Association, New Orléans, 20-23 novembre 1969.

I

L'appréhension, l'incertitude et la peur sont des signes de notre temps, car le destin de l'humanité est en jeu. D'un côté les exploités vivent dans l'angoisse d'être dépouillés de leurs privilèges par les opprimés. De l'autre, la clameur des peuples qui luttent pour leur libération est de plus en plus forte et efficace.

Et, malgré cela, les chercheurs en sciences sociales, dans leur majeure partie, tendent à s'écarter délibérément de l'étude de la conduite réelle des hommes ; ils cherchent à cacher la réalité de la structure de classes de notre société et de la lutte des classes dans laquelle elle est engagée ; ils se proposent d' « atomiser » les sociétés et les hommes en entités monadiques susceptibles d'aider à justifier les rapports capitalistes de production et la domination impérialiste des nations « sous-développées », attribuant le retard économique dudit tiers monde à des facteurs psychologiques, ethniques, d'« organisation sociale » ou de « modèle culturel ».

Aussi est-il logique que l'anthropologie — dans ses prétentions scientifiques et ses applications pratiques — se trouve dans une voie sans issue. S'étant développée en opposition avec les analyses et les études scientifiques faites par Marx, Engels et [450] Lénine, entre autres, sur la société capitaliste, et appliquée à l'origine à la connaissance des sociétés précapitalistes pour servir les intérêts des métropoles colonialistes, la théorie anthropologique est aujourd'hui minée à sa base même par le déroulement des événements de ce siècle, en particulier depuis la dernière guerre.

Le développement du capitalisme dans les pays colonisés, en les faisant entrer dans le système capitaliste mondial, se met automatiquement à saper les bases mêmes sur lesquelles la théorie anthropologique s'est édifiée. C'est-à-dire qu'au fur et à mesure que se répand le capitalisme — en construisant un monde à sa ressemblance — cessent d'exister les conditions qui ont fondé la théorie et ses applications : absence de documentation historique, d'archives, d'études statistiques, d'information empirique, etc., qui justifiaient et rendaient indispensable la présence de l'anthropologue sur le terrain et permettaient que son activité fût d'une grande utilité pour les

administrations coloniales. Or la transformation du monde conduit l'anthropologie à une alternative inéluctable : ou bien elle admet que son objet n'est plus « l'autre » mais les relations réelles qu'établissent les hommes, et alors elle s'attaque aussi à l'étude du système impérialiste global et modifie radicalement sa théorie, ou elle se maintient dans la fonction nécrologique et transcendante dans laquelle l'a reléguée la réalité.

Le problème vu d'un autre angle permet d'observer comment les peuples opprimés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, qui ont été traditionnellement les objets d'étude des anthropologues des pays impérialistes, deviennent maintenant, à la faveur des luttes révolutionnaires et de libération, les sujets de leur histoire ; de même que les classes exploitées qui s'éveillent au sein même des métropoles impérialistes et qui ont été traditionnellement les objets d'étude des sociologues au service des exploités ; l'objet la théorie et les applications des disciplines sociales en général sont soumis à une revalorisation critique, à une analyse profonde, à une transformation. Car, même s'il est certain que, d'une manière générale, la théorie sociale a presque toujours été identifiée idéologiquement avec les intérêts des classes au pouvoir, il est également sûr qu'elle n'est pas autosuffisante et qu'elle ne peut se nourrir indéfiniment d'une théorisation vide, enfermée dans le cadre étroit des multiples schémas « idéaux » qu'elle construit. En fin de compte, par la force des choses elle sera conduite à disparaître par inanition — comme le prévoient ceux qui préconisent son application à l'étude des problèmes des sociétés hautement industrialisées —, à moins qu'elle ne tienne [451] compte de la réalité, avec toutes les conséquences que cela implique.

II

Lorsque l'on a abordé le problème de l'objectivité dans les sciences sociales, le point crucial des discussions a porté sur la nécessité d'une recherche désintéressée, qui se place en marge des applications pratiques possibles ou n'adopte aucun parti face aux intérêts des classes. Or, cette prétention, reposant sur un empirisme naïf, a été démentie un nombre incalculable de fois par la réalité. C'est parce que l'objectivité

de la connaissance ne dépend pas, comme certains l'ont voulu, de l'honnêteté intellectuelle du chercheur, ni de son intelligence, ni de la richesse de son érudition.

Toute connaissance, dans son origine et ses applications, se trouve conditionnée par l'idiosyncrasie personnelle et sociale, car l'antagonisme de classes — qui est le produit de la contradiction fondamentale entre les relations bourgeoises de production et de développement des forces productives — affecte la totalité des activités du chercheur, et sa vie entière. Et comme l'élaboration et l'application de la théorie anthropologique se réalisent au sein de cette situation historico-sociale, il est inévitable que l'anthropologue soit la proie de certaines théories, d'hypothèses et de préjugés non analysés.

Or, ce n'est pas parce que la connaissance est conditionnée que nous concluons qu'il ne peut y avoir de connaissance objective de la réalité sociale. Au contraire, comme le signale Hans Barth ³⁸¹, « la compréhension des conditions de la connaissance s'obtient sur la base de l'inconditionnalité de l'idée de vérité ». C'est-à-dire, bien que d'un côté l'intuition, l'élaboration et l'application du savoir scientifique ne se réalisent pas en marge de la lutte de classes et soient conditionnées par les situations historiques et sociales, d'un autre côté il n'est pas moins vrai que, pour être scientifique, il faut se soumettre, quel que soit le champ de son application, aux critères et aux normes de la vérification intersubjective. C'est-à-dire que le critère suprême de la vérité est la pratique. Et c'est précisément sur cette exigence que se fonde notre confiance dans la théorie et dans [452] la pratique révolutionnaires, qui n'auraient pas de succès si n'existait pas la possibilité de connaître la réalité.

³⁸¹ Hans BARTH, *Verdad e Ideologia* (vérité et idéologie), Fondo de Cultura Economica, Mexico, 1951.

III

L'anthropologue militant, c'est-à-dire l'anthropologue qui milite dans les rangs du prolétariat, a aujourd'hui pour tâche la révision critique des fondements théoriques et des applications pratiques de sa discipline. Cela comme point de départ, car le manque de clarté en ce qui concerne l'objet d'étude de la discipline et le développement historique de sa problématique gêne et même va jusqu'à annuler les possibilités de l'appliquer au bénéfice des luttes révolutionnaires. C'est pour cela que les priorités qui s'imposent à l'anthropologie sont l'analyse préalable et la critique radicale des théories qui régissent la pratique anthropologique au Mexique.

Quels intérêts représente l'orientation originale et fondamentale de la pratique dans laquelle sont englués les chercheurs de notre pays ? Quels intérêts guident actuellement et ont régi dans le passé la théorie et la pratique anthropologiques auxquelles nous nous sommes formés ?

L'anthropologie officielle, héritière du fonctionnalisme impérialiste, marquée du sceau pseudo-nationaliste qui représente les intérêts de la classe au pouvoir, s'inspire du développementalisme et du mythe du progrès graduel, sans heurts, sur une base de petits changements qui ne doivent pas affecter les relations de production en place. Parce que la bourgeoisie s'identifie elle-même avec la nationalité, la patrie et le développement du pays, elle voit ses intérêts et ses aspirations comme l'expression maxima des idéaux et du destin de la mexicanité, et elle oriente l'activité des anthropologues et des autres chercheurs en sciences sociales vers ses propres intérêts, pris comme ceux de toute la société qu'elle domine.

De cette manière, l'activité officialisée des anthropologues a accompli jusqu'à présent le rôle que lui a assigné l'État bourgeois dépendant mexicain, à savoir :

a) Trouver les éléments culturels et folkloriques du passé et du présent de la population mexicaine qui permettent de nourrir l'image insulaire que la bourgeoisie prétend donner de lui-même au Mexicain

comme être particulier et isolé du capitalisme mondial, [453] auquel en réalité il est soumis comme habitant d'un pays sous-développé.

La collecte de données archéologiques et ethnographiques qui constitueront des archives et des catalogues de conduites exotiques, primitives ; la reconstruction de monuments préhispaniques ; l'édification de musées ; le développement du tourisme, répondent à cet intérêt et à une autre motivation également importante : celle d'augmenter l'entrée de devises. Il est donc facile d'expliquer l'appui officiel donné à l'euphorie « récupératrice » de matériaux ethnographiques et linguistiques qui sont « sur le point de se perdre » et l'appui automatique accordé à n'importe quel projet « d'archéologie improvisée ».

b) Résoudre le problème dit « indigéniste » grâce à l'« acculturation induite » tendant à « intégrer » une petite partie de la population du pays au niveau généralisé des relations de classes et au plus effectif et rapide « développement » du Mexique représenté par la productivisation mercantile du travail agricole, l'augmentation de la circulation de monnaie et l'accroissement du nombre des consommateurs, c'est-à-dire l'élargissement du marché intérieur à la production capitaliste de plus en plus étouffée par ses propres contradictions.

Il s'agit, comme l'ont affirmé et signalé nombre de « théoriciens » de l'anthropologie mexicaine, de convertir le Mexique en un pays de métis intégrés aux relations de production que l'on prétend « développer » en se basant sur des réformes effectives qui, d'ailleurs, n'impliquent des changements structuraux d'aucune sorte.

c) Éviter l'affrontement des véritables problèmes nationaux. En ce sens, il est fondamental que l'anthropologue se comporte en simple conseiller technique de l'autodéveloppement des petites communautés et en propagandiste des relations de production dominantes dans le pays.

Pour cette raison, la recherche anthropologique embrasse des thèmes transcendants ou d'importance trop secondaire ; c'est pourquoi le plus grand projet de recherche actuellement en cours de réalisation au Mexique consiste en l'élaboration d'un vaste corpus rassemblant tout ce que l'on sait de *non compromettant* sur la population mexicaine, d'un point de vue pseudo-anthropologique ; c'est pourquoi la liberté de

recherche qui prévaut dans certaines institutions autonomes se convertit peu à peu en isolement des chercheurs qui se voient dans l'impossibilité d'affronter les problèmes les plus profonds de manière interdisciplinaire ; c'est pourquoi le peu d'anthropologie appliquée [454] qui se fait n'est précédée d'aucune recherche : elle se borne à une anarchique compilation d'une information désordonnée et sans interprétation possible ni souhaitée ; c'est pourquoi l'enseignement de l'anthropologie manque d'un sens logique et d'une orientation théorique fondamentale. C'est pourquoi les principales perspectives qui se présentent pour l'anthropologie officielle durant la prochaine période sidérale du rituel administratif sexennal mexicain promet beaucoup de « sauvegarde », beaucoup de *huipiles* et de *tepalcates* ³⁸², beaucoup de monuments reconstruits, beaucoup de tourisme et de bureaucratie.

C'est pourquoi l'élément prioritaire de l'anthropologie au Mexique — l'analyse des théories et des orientations qui les dirigent — n'apparaît nulle part dans l'horizon de l'anthropologie officielle.

d) Que signifierait faire cette analyse et poser fondamentalement la critique de la théorie et de la pratique de l'anthropologie au Mexique ?

Sans aucun doute, poser les priorités de l'activité anthropologique de notre temps ; en outre, abandonner et dépasser l'anthropologie officielle et la remplacer par une anthropologie efficace, objective, militante, qui envisagerait la transformation réelle des structures et servirait d'appui à la lutte révolutionnaire au Mexique.

Ce sont là des priorités que tout anthropologue d'un pays capitaliste est obligé d'affronter. S'il décide d'étudier véritablement la nature des relations objectives qui s'établissent entre les hommes, et qu'il s'engage alors dans une anthropologie militante, il devra modifier non seulement sa théorie, mais aussi son propre comportement.

Cependant, comme la société de classes a besoin, pour survivre, de maintenir et de développer l'instinct de compétition qui trouve son stimulant matériel dans la pénurie artificielle provoquée par l'appropriation du produit du travail par quelques-uns, l'intégration dans

³⁸² Folklore mexicain. Le *huipil* (d'origine maya) est la camisole blanche brodée de dessins polychromes que portent essentiellement les Indiennes du Yucatan. Les *tepalcates* (mot d'origine *nahuatl*) sont des tessons ou des poteries populaires. [N.d.T.]

l'économie signifie l'aggravation de l'aliénation de l'individu. Dorénavant, la vie du sujet économique, dans notre société, implique le « travail forcé », l'obsession de trouver un « emploi stable », d'acquérir un « statut » ou de le « conserver », [455] la nécessité d'entrer en compétition avec les autres dans toutes les manifestations de la vie et de se soumettre au système inhumain des compensations et des stimulants matériels. Ainsi, dès le cercle familial s'apprennent les règles du jeu qui, plus tard, au contact de l'école, se renforcent, conditionnant ainsi le comportement de l'individu, avec son adhésion aux institutions dont il tire sa subsistance. De cette façon, dans la lutte pour acquérir des positions dans le système de classes, l'individu se désintègre en tant qu'être humain, et toutes les relations qu'il établit avec autrui sont aliénées ou aliénantes.

En nous dressant en compétition les uns contre les autres, la société de classes nous empêche de travailler ensemble et librement à l'obtention de nos fins ; elle nous oblige à agir comme si, en effet, l'homme était inéluctablement un loup pour l'homme, hier, aujourd'hui et demain.

Attirés par le mirage de la « sécurité et de la solidité économique », que l'on nous présente comme l'unique but désirable pour tout individu dit « sensé », la plupart d'entre nous, anthropologues mexicains, avons accepté de participer — en abdiquant notre personnalité — aux institutions bureaucratiques et aux associations académiques et professionnelles. Ce faisant, nous avons abandonné notre tâche fondamentale d'aider à éclaircir les problèmes de notre société et de proposer des solutions révolutionnaires susceptibles de la transformer.

Cependant, bon nombre de chercheurs en sciences sociales sont désormais convaincus que, « effectivement, les contradictions fondamentales dans lesquelles se débat la société capitaliste à notre époque sont arrivées à une telle acuité que seuls les hommes peuvent les résoudre et s'assurer ainsi un avenir véritablement humain en agissant dans un sens créateur, c'est-à-dire révolutionnaire. Aujourd'hui plus que jamais, ils ont besoin d'éclairer par la théorie leur pratique sociale et de diriger consciemment leurs actions en sujets de l'histoire. Et pour que celles-ci revêtent un caractère créateur, ils ont besoin plus que jamais d'une conscience élevée des possibilités objectives et

subjectives de l'homme comme être pratique, c'est-à-dire d'une véritable conscience de la praxis ³⁸³ ».

Traduit de l'espagnol
par Denise NOBRE-MERINHOS

[456]

³⁸³ Adolfo SANCHEZ VASQUEZ, *Filosofia de la Praxis* (Philosophie de la praxis), Editorial Grijalbo S.A., Mexico, 1967.

[457]

Deuxième partie.
UN DÉBAT INTERNATIONAL.

13

“L’anthropologie révolutionnaire,
comment faire ?”

Robert Buijtenhuijs

[Retour à la table des matières](#)

La lecture du dossier « Anthropologie et impérialisme » a ravivé chez moi certains problèmes que je m'efforce de résoudre depuis quelque temps déjà et qui découlent de mon travail d'anthropologue spécialisé dans l'étude des mouvements révolutionnaires africains. L'étude des mouvements révolutionnaires étant l'un des quatre objets de recherche proposés par K. Gough et le seul à être retenu, à juste titre, par Jean Copans comme une préoccupation légitime de l'anthropologie, je me limiterai ici à quelques réflexions d'ordre pratique sur ce problème précis ³⁸⁴.

La question qui doit nous préoccuper avant tout dans ce cadre est : dans quelle mesure et comment l'anthropologue se sentant solidaire des différents mouvements de libération et d'émancipation du tiers monde peut-il être utile à la révolution ? J'avoue que je suis assez sceptique sur ce point, comme le sont un certain nombre d'anthropologues américains qui ont participé à la discussion dans *Current Anthropology*, et je le suis pour les mêmes raisons qu'eux. Étant donné que certains problèmes

³⁸⁴ Au cours des derniers mois j'ai eu un certain nombre de discussions avec des anthropologues et des militants au service des mouvements de libération de l'Afrique australe sur les problèmes évoqués dans cet article. J'ai tiré profit notamment de quelques remarques de Brigitte Clamangirard et de Sietse Bosgra.

[458] évoqués dans *Current Anthropology* n'ont pas reçu suffisamment d'attention dans les traductions et dans les résumés publiés par *Les Temps modernes*, il me semble utile de développer ici à nouveau quelques arguments.

Prenons d'abord le cas des révolutions réussies et des révoltes ratées que l'anthropologue peut étudier après coup. Je me suis consacré moi-même pendant quelques années à l'analyse de la révolte Mau Mau au Kenya, pensant, assez naïvement, faire une œuvre utile et « révolutionnaire ». Aujourd'hui, à la veille de la publication de cette analyse, je m'interroge. Qu'est-ce que j'ai fait exactement et quel sens peut avoir mon travail ? Je peux dire d'abord que j'ai voulu faire de mon livre une sorte de réhabilitation des insurgés Mau Mau que le mythe colonial présente encore trop souvent comme des tueurs sauvages, rétrogrades et tribalistes. Je crois avoir réussi à démontrer que les maquisards Mau Mau n'étaient pas plus inhumains que n'importe quels autres révolutionnaires et qu'ils s'inspiraient beaucoup plus d'idées et d'idéologies modernes que les colons du Kenya ont voulu le faire croire. Dans mes moments d'optimisme et de confiance en moi, je me dis qu'un tel travail de réhabilitation est une justification suffisante pour un livre. Très bien, mais après ? À qui va servir ce livre et d'autres livres de ce genre ? « P.-M. Butler pense qu'il est difficile d'empêcher les puissances occidentales de se servir de la connaissance anthropologique pour augmenter leur pouvoir : même l'étude de la révolution comme le propose K. Gough peut être utilisée à des fins contre-révolutionnaires. » Je suis entièrement d'accord avec Butler et il est d'ailleurs intéressant de voir que K. Gough elle-même a ressenti le besoin de se défendre, en proposant l'étude des mouvements révolutionnaires, de vouloir relancer le fameux « projet Camelot ». Je ne doute pas un instant de sa sincérité, mais je me demande ce qu'elle peut penser quand elle voit parmi les thèmes des études commanditées directement par des services de renseignements américains : « La sorcellerie, la magie et autres phénomènes psychologiques et leurs implications sur les opérations militaires et paramilitaires au Congo. » Pour moi en tout cas cette petite phrase a été une douche froide. En ce qui concerne la révolte Mau Mau les services de renseignements sont servis. Le livre de D. L. Barnett et Karari Njama et bientôt le mien sont à leur disposition, et même gratuitement.

Notre malheur est que les faits rapportés dans des ouvrages anthropologiques et même nos interprétations de ces faits sont en quelque sorte « neutres » et peuvent être utilisés par n'importe [459] qui à n'importe quelle fin. Un exemple parmi d'autres : mon analyse de la révolte Mau Mau m'a amené à souligner l'importance, pour la réussite d'une révolution, de la présence d'intellectuels à la tête d'une insurrection. Cette analyse pourra peut-être inciter quelques révolutionnaires africains en puissance à se livrer d'abord à un long travail de formation de cadres avant de proclamer l'insurrection armée, comme l'ont déjà fait Amilcar Cabral et ses camarades de la Guinée-Bissao. En ce cas-là, mon travail aura été utile à la révolution. Hélas ! les puissances impérialistes et colonialistes peuvent tirer autant de profit de cette analyse. « Massacrons les intellectuels avant qu'ils ne deviennent trop dangereux. » Telle a été la politique des Portugais en Angola et ailleurs, et mes analyses ne peuvent que les confirmer dans cette politique. Par là, ces analyses serviront automatiquement la répression et l'impérialisme. Or, je crains fort que les services de renseignements impérialistes disposent pour lire de davantage de temps que les leaders révolutionnaires, de sorte que les chances que nos études servent à des fins contre-révolutionnaires sont nettement plus grandes.

Un problème assez semblable se pose à ceux qui veulent étudier une révolution en cours. Supposons qu'un anthropologue « engagé » fasse un séjour dans un des territoires libérés des colonies portugaises et qu'il y découvre que la réalité politique, économique et sociale reste en dessous des idées proclamées par les responsables de la révolution. Je pense qu'une telle découverte est assez probable, la pratique et l'idéal révolutionnaires ne se recouvrant jamais totalement. Faut-il alors publier ces faits ou les passer sous silence ? Dans le premier cas on risque d'aider la propagande contre-révolutionnaire qui s'en servira aussitôt. Dans le deuxième cas on est amené à aller à l'encontre de l'éthique traditionnelle de notre profession. Dans ces circonstances, je n'ai rien contre une telle attitude, mais le problème a été un peu escamoté dans le dossier publié par *Les Temps modernes*, qui ne signale point les conséquences d'une telle décision. K. Gough, tout en les mentionnant, n'y fait que des allusions assez vagues. Encore va-t-elle le plus loin quand elle écrit que « la répression contre-révolutionnaire et notre propre sentiment de l'urgence de la situation nous poussent de plus en plus à des actions inhabituelles et peuvent signifier pour

beaucoup d'anthropologues l'abandon des moyens et des règles traditionnels de la recherche, de l'enseignement et de la publication ».

[460]

Ce serait une politique d'autruche de ne pas se demander ce que cela signifie concrètement. Certains chercheurs américains ont montré que cela signifie « passer la ligne », changer complètement de camp avec toutes les conséquences qui en découlent. Ce serait d'abord une illusion de penser qu'un anthropologue vraiment engagé pourrait rester longtemps au C.N.R.S. ou à l'Ecole pratique des hautes études. Plus de sécurité d'emploi ni de carrière pour l'anthropologue qui serait avant tout un militant ³⁸⁵. De plus, les possibilités de publier seraient sérieusement limitées pour un tel anthropologue, dans la mesure où ses sentiments de loyauté à l'égard des révolutionnaires lui interdiraient de diffuser une bonne partie de ses connaissances. A la limite on en arriverait à un nouveau genre d'anthropologie appliquée, genre indiqué par A. G. Frank quand il écrit : « L'anthropologue politiquement engagé et actif, comme le médecin-guérillero qui traite ses camarades blessés, peut aussi utiliser ses compétences pour aider le mouvement de libération chez lui en effectuant des tâches de recherche sociologique spécifiques pour ses camarades plutôt que pour la publication ³⁸⁶. » Comme le dit encore A. G. Frank, l'anthropologue devient ainsi un véritable militant, un révolutionnaire intellectuel, plutôt qu'un intellectuel révolutionnaire.

Je pose simplement la question : combien d'entre nous sont capables de passer la ligne et d'abandonner par-là toutes les positions acquises ? Pour ma part, je ne le pourrais pas. Je me demande d'ailleurs si nous pourrions être aussi utiles à la révolution en tant qu'anthropologues que nous aimerions le croire. Ne nous faisons pas trop d'illusions et ne renversons pas la maxime des services secrets américains en Thaïlande : « Dix anthropologues contre un guérillero. » Je ne crois pas que chaque combattant angolais ou vietnamien ait besoin de dix anthropologues pour le soutenir. A. G. Frank est plus réaliste quand il évoque la perspective d'un anthropologue révolutionnaire avec 10 000

³⁸⁵ Voir : Barbara et Alain Haber, cité par A.G. FRANK, *Current Anthropology*, IX, n° 5, p. 413.

³⁸⁶ A. G. FRANK, *op. cit.*, p. 413.

guérilleros ³⁸⁷. Les impérialistes américains ou portugais ont peut-être besoin d'une quantité énorme d'études sociologiques et anthropologiques parce qu'ils ignorent tout des populations locales ; de véritables guérilleros, étant dans la population comme le poisson dans l'eau, ne ressentent pas autant ce besoin. Les publications d'Amilcar Cabral montrent [461] que les révolutionnaires de la Guinée-Bissao ont fait leurs analyses anthropologiques tout seuls.

Le seul reproche que je ferais dans ce cadre à Jean Copans, dont les réflexions m'ont paru très intéressantes par ailleurs, c'est d'avoir été trop optimiste et en même temps trop vague sur le rôle de l'anthropologue révolutionnaire. Quand il dit que celui-ci est « un élément potentiel de soutien (théorique, pratique et financier) » pour les mouvements révolutionnaires, il cite comme exemple l'aide que les philosophes J.-P. Sartre et F. Jeanson ont apporté jadis au F.L.N. Or, il me semble que ce n'est pas en tant que philosophes que ceux-ci ont aidé le F.L.N., mais en tant que militants. Cette affaire a pu faire du bruit parce que Sartre et Jeanson étaient des hommes connus à cause de leur contribution à la philosophie, mais Brigitte Bardot aurait bénéficié de la même publicité si elle avait décidé de créer un réseau de soutien. Personne, cependant, n'aurait soutenu qu'elle aurait agi alors en tant qu'actrice de cinéma.

Un autre danger guette d'ailleurs l'anthropologue occidental passant dans le camp des révolutionnaires du tiers monde : la tentation du « pied-rougisme ». J'ai eu récemment une discussion avec un militant, d'obédience trotskyste, à l'époque très engagé du côté du F.L.N. Quand je lui ai avoué mon intérêt pour les mouvements contestataires africains il m'a dit : « Mais tu te trompes. La révolution en Afrique, c'est raté, c'est zéro, regarde l'Algérie. Si tu t'intéresses à la révolution il vaut mieux faire un tour du côté des Palestiniens ». Pauvres Palestiniens qui doivent porter aujourd'hui à eux tout seuls les espoirs des révolutionnaires trotskystes et autres qui n'arrivent pas à faire la révolution chez eux, mais qui sont prêts à traiter de traîtres ceux qui la font d'une façon un peu différente dans les pays du tiers monde ! Servir la révolution du tiers monde exige un degré d'humilité que peu d'anthropologues possèdent, je crains, et beaucoup d'entre eux risquent de devenir à la longue assez encombrants pour les révolutionnaires.

³⁸⁷ *Ibid*, p.414.

Je crois donc que le nombre d'anthropologues qui peuvent vraiment se ranger à 100% dans le camp des révolutionnaires du tiers monde est limité et que les besoins des révolutionnaires eux-mêmes sont assez restreints dans ce domaine. Pour les autres, les chercheurs qui se sentent concernés sans être capables de sacrifier tout, je serais enclin à suivre en partie les recommandations de A. G. Frank, sans aller aussi loin que lui. Je crois que nous pouvons poursuivre nos recherches sur les mouvements révolutionnaires du tiers monde en prenant le risque [462] que nos études soient utilisées à des fins contre-révolutionnaires. Si elles ne servent pas ou peu aux révolutionnaires du tiers monde, elles peuvent peut-être servir à l'élaboration d'une pensée révolutionnaire en Europe ou aux États-Unis, ce qui est aussi important. Elles peuvent servir de plus comme base pour des travaux de vulgarisation destinés à la sensibilisation de l'opinion publique occidentale sur les problèmes des révolutionnaires du tiers monde et sur le rôle douteux des pays industrialisés dans ce domaine.

Pour le reste : travaillons chez nous, non pas tellement en tant qu'anthropologues, mais en tant que simples militants. Le travail ne manque pas. En ne prenant que le cas des africanistes, je pense à la livraison d'armes modernes à l'Afrique du Sud par la France, aux investissements français pour la construction du barrage de Cabora Bassa au Mozambique, et aux investissements français en Afrique australe en général. Est-ce que les africanistes français s'occupent beaucoup de ces problèmes ? Je ne le sais pas, mais je n'en entends pas beaucoup parler. Et pourtant, il y a là un certain nombre de problèmes qui demandent à être traités en public par des gens compétents. Un immense travail de sensibilisation est à faire dans ce domaine. Je pense notamment à la possibilité de faire des cours dans des écoles secondaires, où l'on trouve un public très intéressé et très réceptif. Quelques expériences de portée encore limitée ont été tentées dans ce domaine en Hollande où des étudiants et des jeunes chercheurs en anthropologie ont fait des cours sur les problèmes de l'Afrique australe. Les premiers résultats ont été positifs et nous espérons continuer ce travail. C'est peut-être peu et nous resterons, malgré ces actions, essentiellement des anthropologues « bourgeois ». J'espère cependant avoir montré qu'il est plus facile de parler d'anthropologie révolutionnaire que de la faire.

[463]

Deuxième partie.
UN DÉBAT INTERNATIONAL.

14

“Le rouge et le noir.”

Sidney Mintz

[Retour à la table des matières](#)

*Sidney Mintz est un anthropologue américain spécialiste des problèmes de la région des Caraïbes, des milieux ruraux et paysans et des effets de la structure esclavagiste dans la sphère américaine. Etant présent à Paris lors de la parution du premier dossier « Anthropologie et Impérialisme » dans Les Temps modernes, il avait souhaité participer au débat pour éclairer les différences — vues par un anthropologue américain — entre les cas français et américain. Ses commentaires confirmaient bien certaines de mes premières impressions *. C'est à ce titre que ce texte fait fonction de conclusion provisoire.*

Dans un récent numéro des Temps modernes les ethnologues ont soulevé des questions vitales pour les ethnologues du monde entier et dont dépend peut-être l'existence de l'ethnologie en tant que discipline. J. Copans a eu l'immense mérite d'attirer l'attention d'un plus vaste public sur une controverse qui avait fait couler beaucoup d'encre dans la revue *Current Anthropology*, il y a quelques années déjà.

* Cf. « Anthropologie, impérialisme et révolution : quelques réflexions », in *Critiques et politiques de l'anthropologie*, op. cit., p. 114-129.

Personne ne peut dire comment ces questions seront résolues, mais il faudra bien que l'anthropologie moderne les affronte. [464] Cependant on peut faire l'anthropologie des anthropologies. Ainsi que le suggère Copans, la manière dont nous considérons ces questions est conditionnée par l'histoire des sociétés au sein desquelles l'anthropologie est devenue un mode d'investigation scientifique. Qu'il soit permis à un visiteur étranger, qui n'a de la civilisation et de l'ethnologie française qu'une connaissance superficielle, d'émettre quelques remarques et de dire ceci : il y a de bonnes raisons pour que les ethnologues de France et d'Amérique du Nord perçoivent fort différemment les problèmes abordés par MM. Monod, Copans, Pouillon, etc.

Dans le résumé qu'il fait du dossier paru dans *Current Anthropology*, M. Copans n'explique pas pourquoi l'article du Professeur Berreman s'intitule : « L'anthropologie est-elle vivante ? » « Je pensais à un film des Marx brothers, dit Berreman, où l'on voit Groucho à côté de Harpo qui gît inanimé. Il lui prend le pouls et déclare en consultant sa montre : " De deux choses l'une : ou il est mort, ou c'est ma montre qui est arrêtée. " » Berreman parlait alors de l'anthropologie américaine, mais je doute fort qu'il trouve l'anthropologie des autres pays beaucoup plus vivante. Et d'après M. Copans l'anthropologie française semble aux prises avec les mêmes difficultés. Je crois cependant qu'il existe entre les deux pays des différences considérables concernant la perception des choses. Ce sont les causes de ces différences que je voudrais aborder ici.

La différence essentielle a pour origine une divergence historique évidente : la France avait créé des colonies outre-mer, c'étaient donc des colonies « externes ». Les États-Unis commencèrent par créer des colonies chez eux, des colonies « internes ». Lorsque les États-Unis devinrent une nation souveraine, la présence coloniale de la France avait déjà marqué profondément de nombreuses parties du monde, alors que pendant plus d'un siècle encore les États-Unis allaient avoir fort à faire pour consolider leur puissance sur leur propre territoire. Naturellement ces colonies « internes » étaient essentiellement constituées par les Indiens et les noirs. Dès le départ, les États-Unis ont refusé d'abandonner les privilèges que confère un racisme virulent. Cela a jeté une ombre sur la nation et cette ombre n'a fait que s'épaissir durant les deux siècles de leur existence en tant qu'État indépendant. Ces

colonies « internes » ont donné à l'Amérique du Nord des préoccupations qui étaient épargnées à la plupart des puissances coloniales européennes. Ce processus historique, qui est d'une importance capitale, [465] résume, à lui seul, toutes les différences et met particulièrement en lumière les contradictions qui existent dans le passé de l'Amérique du Nord.

L'émancipation des esclaves dans les colonies de l'Europe de l'Ouest (Espagne, France, Angleterre, Danemark, Suède, Hollande, etc.) ne fut menée à bien qu'au prix d'âpres luttes dans lesquelles les esclaves eux-mêmes jouèrent un rôle essentiel. Mais, en dehors de la révolution haïtienne, ces luttes apparaissent pâles et insignifiantes en comparaison de la guerre civile américaine. Dans une large mesure l'émancipation dans les colonies européennes fut le dénouement des luttes législatives que se livraient deux secteurs distincts de la classe capitaliste dans chaque métropole. Aux en revanche, la lutte avait lieu au sein de la nation elle-même. Les Européens ne se rendent peut-être pas assez compte que, dans l'histoire des États-Unis, la guerre qui a causé les pertes les plus lourdes (et de beaucoup), ne serait-ce qu'en vies humaines, c'est la guerre de Sécession ; et est-il besoin de dire que les contradictions dont cette guerre résultait n'ont jamais été résolues ?

Bien que la tendance à l'hégémonie soit dans une certaine mesure inscrite dès le départ dans États-Unis la structure de la société américaine, il fallut attendre le XIX^e siècle pour que la nation puisse se tourner vers l'extérieur, avec l'assurance de pouvoir accomplir son « destin ». Les Westmoreland de ce temps devaient se contenter des « affaires indiennes » pour leurs « programmes de pacification » ; ce n'est qu'après 1890, et bien que les luttes intestines aient continué et continuent toujours, que les gouvernements américains comprirent qu'ils devaient et pouvaient faire bénéficier de la « civilisation » les autres peuples du monde.

Cependant, durant la période qui précéda la guerre hispano-américaine (1899), les puissances financières et militaires manifestaient déjà le désir d'acquérir de nouveaux marchés, d'étendre ailleurs leur pouvoir : « l'eau me vient à la bouche quand je pense que l'État de Cuba pourrait faire partie de notre famille », disait en 1895 un éminent banquier américain. Sur le plan intérieur cet « état d'esprit neuf » s'accompagna d'une transformation sociale assez importante de ce qui

avait été, dans ses débuts, une société révolutionnaire d'avant-garde (bien entendu dans le contexte monarchique européen de l'époque).

Le contraste avec l'Europe de l'Ouest est frappant. Sans remonter au-delà de 1492, nous constatons que, peu de temps après cette date, le Nouveau Monde était entièrement colonisé, [466] suivi plus tard par l'Asie et l'Afrique. Les États-Unis devinrent indépendants alors que la France possédait certaines de ses colonies depuis cent cinquante ans. Lorsque la guerre hispano-américaine éclata, les plus anciennes possessions espagnoles du Nouveau Monde — Cuba, par exemple — étaient colonisées depuis près de quatre cents ans !

À ce contraste s'en ajoute un autre, d'une ironie dont seule l'histoire a le secret : durant le XX^e siècle, tandis que les États-Unis, forts de l'immigration antérieure de millions d'Européens miséreux, se tournent vers le dehors et se constituent des fiefs externes, l'Europe au contraire commence à former des colonies internes alimentées par un flot croissant de personnes arrivant des ex-colonies, du Sud de l'Europe, d'Afrique du Nord, et du Moyen-Orient.

À mon avis, ces différences ont eu des conséquences sur l'anthropologie en France et aux États-Unis et je voudrais en exposer brièvement quelques-unes. Il est intéressant pour un Américain de lire dans *Le Monde* que M. Pompidou a été accueilli avec enthousiasme à Abidjan par des anciens combattants d'Indochine et d'Algérie bardés de décorations qui criaient « Vive la France ! ». C'est vraiment intéressant pour un Américain (en l'occurrence un Américain blanc), car lorsque « nos » anciens combattants noirs reviennent de nos guerres coloniales, c'est pour habiter Détroit, Memphis ou New York et non Abidjan ou Brazzaville, et ils ne trouvèrent guère motif à acclamer qui que ce soit ; pas seulement parce que les États africains sont souverains alors que les noirs américains continuent d'être opprimés par leur propre société. Il faut souligner d'autre part que les noirs américains ne sont pas « aussi américains » que les autres, mais qu'ils le sont beaucoup plus ³⁸⁸ (quel

³⁸⁸ Bien qu'il y a encore quelques années seulement, aux États-Unis, un éminent sociologue, président d'une société de sciences sociales, ait, dans un discours présidentiel consacré à la « solution » du « problème noir », proposé leur établissement dans les Andes. Il va sans dire qu'avant de mettre au point cette « solution » il n'avait consulté ni les habitants de cette région ni ses concitoyens noirs.

que soit le critère adopté, et en particulier l'ancienneté). Tout cela, évidemment, est encore plus vrai pour les citoyens indiens. Bien que l'on puisse trouver certaines analogies, cette situation n'est guère comparable à celle, par exemple, de la population bretonne en France : entre autres choses, aux États-Unis, les segments de la population qui sont le plus exploités (et cela quelle que soit leur *culture*) sont différents de la majorité de [467] façon visible par leur couleur. Le mot « raciste », que l'on emploie si couramment en France pour désigner quelqu'un qui a des préjugés ethniques ou culturels, prend en Amérique du Nord une nuance particulière, à la fois physique, sensible et idéologique.

La France commence à faire l'expérience de ce terme pris dans cette acception plus large, à cause de l'augmentation des populations immigrantes, mais c'est pour ce pays un « problème » essentiellement nouveau. Aux États-Unis c'est notre « problème » le plus ancien et il est issu de faits réels que nous ne pouvons nier ou escamoter. Le Congrès colonial de 1775 avait déjà créé trois commissions pour « traiter avec » les Indiens d'Amérique. Les premiers esclaves amenés d'Afrique aux treize colonies primitives furent débarqués à Jamestown plus de cent cinquante ans avant l'Indépendance ; et ni la Déclaration d'Indépendance ni la Constitution n'étaient faites pour les noirs ou pour les Indiens.

Il est un autre aspect de cette différence qui a peut-être un rapport particulièrement étroit avec la naissance d'anthologies dissemblables : le fait que dans l'une des deux sociétés étaient présents à l'origine des peuples non européens et non dans l'autre. L'anthologie est bien connue pour son romantisme et pour la tendance qu'ont ceux qui la pratiquent à idéaliser la vie et l'esprit des peuples qu'ils étudient. Ce penchant est sans aucun doute aussi enraciné dans la culture des États-Unis que dans celle de l'Europe, et les familiers de l'œuvre de Longfellow et de Cooper reconnaîtront que ce romantisme représente un aspect important de la vie littéraire américaine dans son ensemble. Jusqu'à maintenant (et plus que jamais peut-être) la romantisation des Indiens américains a toujours été patente, que ce soit dans nos romans, nos pièces de théâtre, nos chansons, et surtout nos films. Cette vision romantique est d'autant plus acceptable aujourd'hui pour l'« Indien des Plaines » — Noble Sauvage tourmenté, visionnaire et courageux, vivant à cheval et chassant le

bison — que le blanc peut se prévaloir d'avoir rendu possible ce type de vie en introduisant le cheval et le fusil, mais surtout parce que l'Indien a eu la bonne idée de disparaître. Tout au long de notre histoire, la hideuse réalité du pouvoir blanc, le génocide de peuples entiers par une société qui se vante d'être égalitaire, précèdent l'idéalisation romantique. A quand le romantisme fleur-bleue sur les noirs... Pour le moment les stéréotypes blancs prennent essentiellement deux formes, toutes deux tristement familières : le domestique [468] un peu benêt et comique mais fidèle, et la brute qui viole les femmes blanches. Là encore les blancs d'Amérique du Nord ne purent jamais dissimuler les preuves d'inhumanité qu'ils donnaient chaque jour.

Les ethnologues, pendant la plus grande partie de l'histoire de leur profession, ont refusé de voir ce que nous autres Américains faisons à nos victimes qui étaient aussi nos compatriotes. Depuis la fin du XIX^e siècle, qui vit les débuts de l'ethnologie en Amérique du Nord, jusqu'à une époque très récente, les études que nous faisons sur les Indiens étaient surtout des études sur des Indiens morts, ou, en tout cas, sur des cultures indiennes mortes. D'une façon analogue la plupart de nos études concernant les noirs américains, bien que ne relatant pas un passé aussi lointain, ne sont guère que des essais sur les « rapports entre races » et adoptent toujours le point de vue des blancs.

Cependant l'histoire de l'ethnologie américaine est semée d'exceptions extrêmement importantes non pas tellement, me semble-t-il, en raison de quelque qualité intrinsèque de notre anthropologie, mais plutôt parce que notre réalité ne nous a laissé d'autre choix que de percevoir, au moins de temps en temps, notre monde nord-américain tel qu'il est réellement. Et je dis bien : « notre monde nord-américain », car nos colonisés, dépourvus de tout exotisme contrefait furent les produits immédiats, made in U.S.A., de notre oppression. Ce n'étaient plus des peuples sans écriture mais des peuples illettrés ; ils n'avaient pas de costumes tribaux, mais des haillons ; ils étaient moins nobles que sans défense ; et surtout ils faisaient partie de nous, ils étaient des nôtres. Le blanc d'Oklahoma qui m'a dit, très affable, « on n'est pas vraiment un homme tant qu'on n'a pas eu une Indienne Osage de quatorze ans », avait certainement son équivalent européen, mais, et c'est là la différence, l'Européen vivait aux colonies, en Afrique ou en Asie. Le blanc du Mississipi qui s'est vanté auprès de moi de ce que dans sa ville « on peut tuer un nègre pour 40 dollars » n'est pas un cas isolé en

Amérique. Mais il faut insister sur le fait que ce sont là des archétypes de concitoyens américains, ce qui confère à ces manières de voir une bassesse encore plus dramatique.

C'est dans ce contexte, celui de la réalité quotidienne de l'Amérique, qu'il faut replacer l'œuvre de Lewis Henry Morgan, le plus grand anthropologue que l'Amérique ait connu, et son action pour la défense des Iroquois. Les efforts courageux [469] d'hommes comme Morgan furent cependant vains pour la plupart, et il m'est impossible de trouver en Europe une situation analogue qui puisse en expliquer la raison. Peut-être faudrait-il imaginer une Algérie des années soixante, qui aurait rejeté depuis longtemps la tutelle coloniale de la France, et où les colons, très supérieurs en nombre, auraient pu « civiliser » à leur guise le fellah.

Une grande partie de l'anthropologie américaine ne s'est jamais intéressée (et continue à ne pas s'intéresser) aux besoins et aux droits de nos colonisés intérieurs. Mais depuis la grande crise de 1929-1939 ces problèmes se sont aggravés et la création d'une anthropologie vivante, de nécessaire est devenue également possible. De nombreux ouvrages en témoignent : l'excellente étude d'Alexandre Lesser sur la *Danse des revenants* des Pawnee ; la monographie de la pionnière Margaret Mead sur les Antler (Omaha) ; la monographie de Darcy McNickle sur les *Tribus indiennes des États-Unis* et celle de MacGregor intitulée *Des guerriers sans armes* ; l'étude de Goldschmidt sur l'industrialisation des cultures en Californie ; l'effort que Herskovits a mené toute sa vie pour souligner le rôle capital des Afro-Américains dans la vie du Nouveau Monde et qu'il exprime le plus parfaitement dans le *Mythe du passé noir* ; les travaux des élèves de Steward sur les plantations portoricaines et les populations paysannes ; les documents recueillis par Oscar Lewis sur la pauvreté ; tous ces ouvrages, et d'autres encore, semblent indiquer que l'ethnologie américaine a commencé à replacer son romantisme dans une juste perspective et à ouvrir les yeux sur la réalité avec plus d'honnêteté.

Pas complètement, bien sûr. Au sein même de la profession, on trouve probablement, encore aujourd'hui, plus prestigieux d'étudier les propos d'un « véritable Indien » de quatre-vingt-dix ans racontant ce que lui disait son père de la chasse au bison, que d'étudier une communauté vivante de Portoricains, de noirs américains ou de travailleurs mexicains immigrants, bien qu'à l'heure actuelle on le fasse

aussi et de plus en plus. Il est encore vrai que l'on gagne plus de prestige si l'on est allé « là-bas », parmi les nuées de moustiques et les flèches empoisonnées, sans parler de ces gratifications particulières comme d'avoir vécu dans le plus simple appareil, avoir bu du sang chaud ou avoir été tatoué avec un coquillage. Mais c'est déjà moins vrai qu'auparavant. Et le sentiment que les peuples ne valent pas la peine d'être étudiés s'ils ont été tant soit peu westernisés cède peu à peu du terrain. Une sorte d'équilibre [470] commence à naître, et désormais ce que fait un anthropologue ne dépend plus entièrement de la nature de ceux dont il s'occupe.

Ainsi que le suggère Copans, on a l'impression que ces efforts pour découvrir une réalité qui transcende l'exotique (ce qui mettrait pour toujours un terme à la distinction ridicule entre les « nobles sauvages » et « nous-autres » qui ne sommes pas des peuples primitifs) n'ont pas encore commencé dans l'ethnologie française. On a également l'impression que l'opposition à cette évolution y sera encore plus forte. Combien de temps faudra-t-il pour que les ex-colonisés qui habitent en France, hermétiquement parqués, imposent une prise de conscience à l'ethnologie française, si l'on songe au temps qu'il a fallu aux Indiens et aux noirs d'Amérique pour arriver à se faire entendre ? De toute façon, il semble que ce moment n'est pas encore venu. Copans et Pouillon parlent du Tchad ; leur insistance ne peut que frapper un observateur extérieur : on pourrait tout aussi bien parler de « problèmes » beaucoup plus proches du Quartier latin. Et on ne peut pas non plus ramener le débat à une simple question de discipline, comme Copans l'a remarqué au sujet des sciences sociales américaines dans leur ensemble. La question n'est pas de savoir, me semble-t-il, si une discipline étudiera telle question et une autre discipline telle autre — à moins que les anthropologues ne pensent qu'ils ne peuvent étudier vraiment que les populations qui ne changent pas (ou qui selon eux ne devraient pas changer même si elles le veulent !) et qu'ils ne soient décidés à abandonner à la sociologie l'étude des changements et des conflits. Mais ce serait là une abdication que certains d'entre nous ne sont en aucun cas disposés à accepter, tout au moins de l'autre côté de l'Atlantique. Nous ne faisons pas qu'hériter de nos sociétés : nous y vivons. En Amérique du Nord, nous ressentons la honte d'avoir échoué à faire de notre société ce qu'elle aurait dû être, tout en imposant aux autres par la violence ou d'autres moyens des modes de vie qu'ils n'ont

pas librement choisis. Nous autres Nord-Américains, nous sommes tous des métis et il se pourrait que finalement dans l'histoire du monde nous ayons un avantage moral : notre passé colonial fait tellement partie de nous-mêmes que finalement il ne pourra être éludé ni par des tours de passe-passe politiques ni par une évasion dans l'exotisme.

*Traduit de l'américain
par Muriel NATHAN*

[471]

Anthropologie et impérialisme.
Textes choisis et présentés par Jean Copans.

Annexe

INFORMATIONS SUR LES LUTTES POLITIQUES CONTRE L'ETHNOCIDE

[Retour à la table des matières](#)

[472]

[473]

ANNEXE

1. L'International Work Group for indigenous affairs (I.W.G.I.A.) *

[Retour à la table des matières](#)

L'I.W.G.I.A. se définit sommairement comme « une organisation non politique et non religieuse concernée par les problèmes de la suppression des groupes ethniques dans tous les pays ». Ce groupe est né à la suite d'une initiative d'anthropologues présents au 38^e Congrès international des américanistes tenu à Stuttgart en août 1968. Ce sont donc surtout les actions de génocide, de terrorisme et d'aliénation des populations amérindiennes qui sont au centre de ses préoccupations. Ce thème a suscité de par le monde diverses associations *ad hoc* plus ou moins importantes et militantes. L'I.W.G.I.A. se distingue par le nombre et la qualité de ses publications (cf. la bibliographie) et aussi par l'ouverture de ses analyses. Le lecteur a pu juger de l'orientation de l'étude de S. Varese qui est l'un des responsables du groupe. La plupart des autres analyses développent également une vision politique de l'ethnocide ou de l'aliénation des terres et des ressources naturelles « indigènes ». (Voir par exemple l'étude de Sanders sur les Indiens et Eskimos canadiens ou de Pittock sur les droits fonciers des aborigènes australiens.)

L'I.W.G.I.A. semble favoriser l'auto-organisation et l'autodéfense des populations indigènes et, à ce titre, rejoint les positions des anthropologues radicaux et des mouvements de défense qui existent au sein de certaines de ces populations. L'I.W.G.I.A. compterait plus de 1 200 membres et cherche à utiliser leurs compétences techniques pour

* Frederiksholms Kanal 4A, DK 1220, Copenhagen K, Danemark.

intervenir dans certaines situations critiques (ainsi des juristes et des anthropologues).

[474]

PUBLICATIONS

1. *Declaration of Barbados*, 8 p.
2. Karl Eric KNUTSSON, *Report from Eritrea*, 8 p.
3. A. Barrie PITTOCK, *Aboriginal Land Rights*, mars 1972, 24 p.
4. Rupert R. MOSER, *The Situation of the Adivasis of Chotanagpur and Santal Parganas, Bihar, India*, avril 1973, 11p.
5. John H. BODLEY, *Tribal Survival in the Amazon : The Campa Case*, mai 1973, 15 p.
6. René FUERST, *Bibliography of the Indigenous Problem and Policy of the Brazilian Amazon Region (1957-1972)*, 44 p.
7. Bernard ARCAND, *The Urgent Situation of the Cuiva Indians of Colombia*, juillet 1972, 28 p.
8. Stefano VARESE, *The Forest Indians in the Present Political Situation of Peru*, août 1972, 29 p.
9. Walter COPPENS, *The Anatomy of a Land Invasion Scheme in Ye'kuana Territory, Venezuela*, octobre 1972, 24 p.
10. Henning SIVERTS, *Tribal Survival in the Alto Maranon : The Aguaruna Case*, décembre 1972, 82 p.
11. Mark MUNZEL, *The Aché Indians. Genocide in Paraguay*, janvier 1973, 82 p.
12. Nelly Arvelo JIMÉNEZ, *The Dynamics of the Ye'cuana (« Maquiritare ») Political System : Stability and Crisis*, mars 1973, 24 p.
13. Carmen JUNQUEIRA, *The Brazilian Indigenous Problem and Policy : The example of The Xingu National Park*, 1973, 28 p.

14. Douglas Esmond SANDERS, *Native People in areas of Internai National Expansion : Indians and Inuit in Canada*, novembre 1973, 39 p.
15. Alicia BARABAS, Miguel BARTOLOMÉ, *Hydraulic Development and Ethnocide. The Mazatec and Chinantec People of Oaxaca*, Mexico, novembre 1973, 20 p.
16. Richard Chase SMITH, *The Amuesha People of Central Peru : their Struggle to survive*, août 1974, 44 p.
17. Mark MUNZEL, *The Aché : Genocide continues in Paraguay*, août 1974, 31 p.
18. Jürgen RIESTER, *Indians of Eastern Bolivia. Aspects of their Présent Situation*, janvier 1975, 69 p.
19. Jean CHIAPPINO, *The Bresilian Indigenous Problem and Policy : the Aripuana Park*, 1975, 27 p.

[475]

ANNEXE

2. Indigena *

[Retour à la table des matières](#)

Reprenant le terme espagnol pour désigner l'indigène américain, ce centre de documentation vise à recueillir toute l'information concernant les conditions juridiques, sociales, économiques, politiques et culturelles de l'ensemble des populations indigènes du continent américain. Son objectif central consiste à créer des échanges d'information entre les différents peuples et organisations afin de soutenir leurs luttes. Ces luttes doivent devenir de plus en plus puissantes et tout à fait autonomes, car les populations doivent pouvoir déterminer elles-mêmes le cadre social et culturel et leurs conditions de vie. Par ailleurs Indigena cherche à informer et éduquer les non-Indiens sur les conditions de vie et les luttes contre le racisme et l'exploitation des populations indiennes.

Indigena collabore étroitement avec les mouvements et organisations « indiennes », indigènes et chicanos. Indigena publie un organe d'information qui manifeste clairement cette optique (*Indigena*).

AUTRES PUBLICATIONS

Contemporary Struggles of Native peoples of American Continent.

The Rights of Indigenous Women in Columbia (brochure publiée originellement en 1927 et signée par 13 000 Indiennes).

[476]

* P. O. Box 4073, Berkeley, California 94707, U.S.A.

[477]

Table

Présentation [7]

Bibliographie sélective [11]

I. Une crise américaine [15]

1. Kathleen Gough, “*Des propositions nouvelles pour les anthropologues.*” [17]
 Le débat [36]
 Kathleen Gough, Une réponse [48]
2. Eric R. Wolf et Joseph G. Jorgensen, « *L'anthropologie sur le sentier de la guerre en Thaïlande.* » [61]
 Eric R. Wolf et Joseph G. Jorgensen, Réponse aux lettres de G. M. Foster, P. Hinton, et A. J. F. Köbben. [86]
3. Joseph G. Jorgensen, “*Morale et anthropologie.*” [95]
 Delmos J. Jones, “La responsabilité sociale et la croyance en la recherche fondamentale. Le cas de la Thaïlande.” [136]
 Joseph G. Jorgensen, Réponse (extraits) [148]
4. Africa Research Group, “Les études africaines en Amérique : la famille étendue. Une analyse tribale des africanistes américains. Qui ils sont. Comment les combattre.” [155]
 Documents [204]
5. North American Congress on Latin America, “*La guerre secrète. Le rôle des études latino-américaines.*” [213]
 Documents [261]

II. Un débat international [263]

6. Bernard Magubane, *Un regard critique sur les critères utilisés dans l'étude des changements sociaux en Afrique coloniale.* [265]
 Oladejo O. Okediji, Commentaire [282]
 Bernard Magubane, Réponse [289]
 7. Alfredo Margarido, "*Le colonialisme portugais et l'anthropologie.*" [307]
 8. W. F. Wertheim, "*La recherche contre-insurrectionnelle à l'aube du XX^e siècle. Snouck Hurgronje et la guerre d'Atchin.*" [345]
 9. Robert Buijtenhuijs, *Comment vaincre les Mau Mau. Quelques observations sur la recherche contre-insurrectionnelle au Kenya pendant l'état d'urgence.* [359]
 10. Stefano Varese, *Les communautés tribales de la forêt dans la nouvelle politique péruvienne.* [375]
 11. Rodolfo Stavenhagen, *Comment décoloniser les sciences sociales appliquées.* [405]
 Guillermo Bonfil Batalla, Commentaire [431]
 A. G. Frank, Commentaire [434]
 Rodolfo Stavenhagen, Réponse [437]
 12. « Groupe du vendredi » [441]
 I A propos de l'anthropologie militante [441]
 II. L'anthropologie militante : quelques problèmes et les priorités [449]
 13. Robert Buijtenhuijs, *L'anthropologie révolutionnaire, comment faire ?* [457]
 14. Sioney Mintz, *Le rouge et le noir.* [463]
- Annexe. Informations sur les luttes politiques contre l'ethnocide." [471]

[479]

DANS LA BIBLIOTHÈQUE D'ANTHROPOLOGIE

S. F. NADEL, *Byzance noire*.

Mary DOUGLAS, *De la souillure. Essais sur les notions de pollution et de tabou*. Préface de Luc de Heusch.

Lucien SEBAG, *L'invention du monde chez les Indiens Pueblos*. Préface de Claude Lévi-Strauss.

BUFFON, *De l'homme*. Introduction et notes de Michèle Duchet.

Michèle DUCHET, *Anthropologie et Histoire au siècle des lumières*. (Buffon, Voltaire, Rousseau, Helvétius, Diderot).

R. F. FORTUNE, *Sorciers de Dobu*.

E. R. LEACH, *Les systèmes politiques des hautes terres de Birmanie. Analyse des structures sociales kachin*. Postface de Jean Pouillon.

Maurice GODELIER, *Horizon, trajets marxistes en anthropologie*.

Eric WOLF, *Les guerres paysannes du vingtième siècle*.

Jean-Marie GIBBAL, *Citadins et villageois dans la ville africaine. L'exemple d'Abidjan*. (Co-édition avec les Presses universitaires de Grenoble.)

L'esclavage en Afrique précoloniale, dix-sept études présentées par Claude Meillassoux.

Jean POUILLON, *Fétiches sans fétichisme*.

[481]

Jean Copans : Anthropologie et impérialisme

Cette anthologie est un outil de travail et de réflexion. Elle n'est pas le miroir parfait de ce qui a été dit et fait sur ce thème depuis dix ans aux États-Unis et dans le monde entier. Mais, face aux silences et aux compromissions de notre anthropologie, face aux divisions théoriciennes qui guettent l'anthropologie « marxiste » et face à l'irrationalisme philosophico-idéologique des néo-structuralismes et des « ethnocidiens », ces textes montrent que les anthropologues peuvent prendre conscience des problèmes politiques de leur métier et de leur rapport au terrain.

Ces textes ne sont pas de circonstance, même s'ils sont dictés par la conjoncture. L'objet de l'anthropologie — c'est-à-dire les groupes sociaux dits primitifs ou paysans — et le rapport des chercheurs à cet objet relèvent d'un contexte commun : la dépendance impérialiste. L'anthropologie ne peut pas être naïve ou neutre, en servant les pouvoirs ou en les ignorant. En procédant à cette critique historique et politique, les anthropologues sont amenés à transformer leur pratique, à mettre en question les pseudo-valeurs du savoir scientifique et à collaborer avec les populations et les groupes sociaux exploités par le capitalisme et l'impérialisme. Ce sont les premiers éléments de cette nouvelle stratégie que l'on trouvera ici.

Jean Copans est chef de travaux à la V^e section de l'École pratique des hautes études. Il est le secrétaire général du Centre d'études africaines. Avec Marc Augé, il dirige aux éditions Maspero la collection « Dossiers africains ».

Bibliothèque d'Anthropologie dirigée par Maurice Godelier